

CHARLES MAYER

Docteur ès sciences

L'ECONOMIE AU SERVICE DU PROGRÈS

LIBRAIRIE MARCEL RIVIÈRE & C^{ie}

31, Rue Jacob - PARIS-VI^e

1948

*Tous droits d'adaptation et de reproduction réservés
pour tous pays, y compris l'U. R. S. S.*

AVANT-PROPOS

Plusieurs fois, après avoir commencé à écrire certaines parties de cet ouvrage, je me suis demandé : « Est-ce là un travail vraiment utile ? Tout n'a-t-il pas déjà été dit en économie ? Les problèmes que cela suscite n'ont-ils pas été déjà résolus non une fois, mais bien des fois ? »

Les bases théoriques de ces problèmes sont très simples. Leur solution ne présenterait aucune difficulté si, par leur nature, ces problèmes ne s'appliquaient pas aux hommes eux-mêmes. C'est le facteur humain et social en économique qui vient tout embrouiller par sa complexité. Il apporte avec lui des préjugés qui ne sont pas les mêmes pour tous les hommes, ni non plus les mêmes d'une époque à une autre ou d'une nation à une autre nation.

L'économie classique est basée sur l'idée de profit et d'avantages matériels appréciés par des êtres de bon sens, qui ne songent qu'à leur bien propre et à celui de leur famille. Incidemment, ces efforts convergeant vers des buts égoïstes et particuliers, s'harmonisent au sein de la nation pour le plus grand bien de tous. Seulement, les hommes ne sont plus d'accord sur ce qui constitue le plus grand bien de tous. Ils ne l'ont même jamais été. Les économistes du siècle dernier raisonnaient en gens raisonnables. Or, les gens cessent d'être raisonnables dès qu'il s'agit non plus de leurs intérêts immédiats, visibles, évidents, mais de certaines idéologies ou de certains sentiments qui se glissent dans leur esprit, dès qu'au lieu de penser à eux-mêmes ils pensent à leur prochain, à certaines classes sociales, à leur communauté ou aux communautés rivales de la leur.

La simplicité des principes de l'économie classique disparaît si on renie l'intérêt individuel comme guide suprême, avec le laisser-faire comme champ d'action, et qu'on prétende substituer, non en totalité ce qui serait encore simple, mais en partie seulement, d'autres principes. Nous nous trouvons ainsi dans un terrain mouvant où nous

devons chercher à trouver une direction. Au nom de la liberté, ou au nom d'une égale répartition des biens de ce monde entre tous les hommes et, surtout, au nom de la lutte contre le chômage, l'opinion publique exige partout des limitations au laisser-faire, des contrôles nouveaux. Dans bien des cas, elle semble renoncer à la liberté individuelle elle-même pour que l'humanité acquière certaines « libertés » spéciales, tout particulièrement dans le domaine économique et social, lesquelles « libertés » particulières ont pour effet direct de limiter, de rogner la liberté générale qui semblait tenir tant au cœur des hommes au siècle dernier.

Ne nous y trompons pas, que cela s'appelle National-Socialisme, Communisme, Socialisme, New-Deal ou autrement, partout cela revient dans le domaine de l'économie à supprimer la liberté économique de l'individu pour lui attribuer certaines « libertés » qui constituent pour lui autant d'obligations nouvelles. Affirmer que la collectivité doit libérer tout le monde du besoin revient à créer pour chaque individu une obligation nouvelle, celle de pourvoir aux besoins de ceux qui, quelque part dans le monde, et même aux antipodes, manquent des choses les plus essentielles à l'existence.

Un symptôme inquiétant c'est que, même dans le domaine des choses de l'esprit, comme dans celui des sciences et de la technologie, il ne manque pas d'intellectuels pour demander certains contrôles, certaines limitations.

Dans une série d'articles parus en Mai et Juin 1945 dans *La Victoire*, journal français publié en Amérique, Jules Romain disait : « Si l'humanité prétend qu'elle ne sait pas quelle direction générale elle doit suivre, elle ment. Non, l'idéal permanent de l'évolution humaine n'est pas douteux. Ce qui manque à l'humanité, c'est la force de s'imposer à elle-même la poursuite constante de cet idéal... Il manque à l'humanité le pouvoir de contrôler ses pouvoirs et la suprême lucidité que l'exercice, à chaque instant, d'un tel pouvoir exige. »

De là à souhaiter qu'un tel pouvoir de contrôle s'établisse, il n'y a qu'un pas. Jules Romain le franchit allègrement quoique, ensuite, il en reconnaisse les difficultés — et les dangers. Pour moi ces dangers paraissent si évidents que j'estime encore préférables toutes les incertitudes, toutes les luttes que nous avons connues car au moins, avec elles, il y avait toujours de par le monde quelque champion de la liberté qui venait rallier à lui les forces libres et barrer la route au despotisme. Si l'humanité en arrivait tout entière à déléguer tous ses pouvoirs à quelque organisme de contrôle souverain qui lui dicterait ses lois, qui déclarerait les limites au delà desquelles le progrès est nuisible, quelle assurance aurions-nous qu'un tel pouvoir n'en arriverait pas à nous dicter ce qu'il est permis de croire ou de ne pas croire,

ce qu'il est permis d'écrire, de rechercher, de découvrir, de perfectionner ? Et tout cela au nom du bonheur du plus grand nombre, ou au nom du bonheur d'une certaine catégorie d'individus, ou, encore, pour la plus grande satisfaction d'une clique de lunatiques ou de foules imbeciles.

Autrefois on croyait qu'il existe une vérité ; une géométrie, celle d'Euclide ; une science économique, celle de l'économie libérale. Comme je l'ai déjà souligné dans un ouvrage précédent, en dehors de la constatation de faits matériels, il n'existe rien que l'on puisse appeler vrai. Il n'y a pas plus de philosophie vraie, de morale vraie qu'il n'y a de système politique, économique ou social, qui s'impose à nous, parce qu'il représente la vérité. Tout est relatif. L'espace est relatif, le temps est relatif.

La relativité de la vérité, la contingence de la vérité par rapport aux principes arbitraires que nous prenons pour base ou comme point de départ, voilà la première vérité qu'il nous faut tout d'abord reconnaître.

Vous connaissez tous les arguments habituels pour ou contre l'économie du laisser-faire, pour ou contre une économie planifiée, pour ou contre une économie socialiste. Mieux que cela, nous avons eu des exemples vécus de chacun de ces systèmes. Nous les avons tous vus plus ou moins à l'épreuve. Est-ce que l'un d'eux s'impose à nous plutôt que les autres en tant que vérité ? Question oiseuse. C'est d'après nos goûts, les traditions du cercle social ou du pays où nous vivons et d'après les circonstances du moment que nous choisissons une doctrine économique plutôt qu'une autre.

L'expérience démontre que les trois systèmes fondamentaux d'économie — libérale, socialiste et totalitaire — sont tous trois parfaitement viables. La seule condition à remplir pour que l'un ou l'autre de ces systèmes puisse fonctionner convenablement est que les populations qui l'adoptent, ou à qui on l'impose, l'acceptent ou le subissent sans trop de résistance.

Pendant longtemps les économistes officiels ont enseigné que le communisme n'est pas viable. Ils avaient probablement tort. Ils condamnaient une économie socialiste pour la même raison. L'expérience russe nous a démontré que les économistes classiques étaient dans l'erreur, au moins en ce qui concerne une période raisonnable de temps, c'est-à-dire une génération. Maintenant, tombant dans l'excès opposé, on condamne de toute part l'économie du laisser-faire. Pour un peu on affirmerait que l'économie libérale n'est pas viable ; ou, tout au moins, qu'elle conduit à des iniquités monstrueuses.

Comme l'a fait remarquer Bertrand Russell, nos souffrances et nos espoirs sont la source de notre idéalisme. Par conséquent celui-ci atteint naturellement son maximum quand nos infortunes se sont accu-

mulées. Lors de la première guerre mondiale, ce fut le Président Wilson qui fit entendre une conception nouvelle des droits des peuples. Au cours de la deuxième guerre mondiale, plus terrible encore que la précédente, le Président Roosevelt est allé bien au delà de tout ce que les économistes croyaient possible en spécifiant une quatrième liberté, celle de « la libération du besoin... partout dans le monde ». Un pareil objectif est-il possible ? Et s'il est possible, est-il désirable ? Voilà ce qu'il convient d'examiner sérieusement. Nous connaissons les maux que nous cause le laisser-faire. Si grands soient-ils, ils ne sont rien à côté de ceux que nous réserveraient, peut-être, certaines obligations, certains contrôles au nom desquels on supprimerait notre liberté individuelle.

Cependant, le laisser-faire économique et social présente cet inconvénient que, à tort ou à raison, à peu près personne n'en veut plus dans son intégralité. Le voilà donc faussé dans ses assises. Il suppose, en outre, qu'aucun but supérieur n'existe pour l'humanité car, si on en attribue un à celle-ci, il est logique de vouloir substituer aux actions égoïstes et anarchiques de la masse amorphe de l'humanité certaines directives. Tant valent ces directives et tant valent les moyens auxquels on a recours pour les imposer, tant vaut le système d'économie dirigée que l'on a en vue.

Le « New Deal » américain a tenté de réaliser une économie planifiée où l'objet essentiel était de supprimer le chômage et de répartir à chacun, aussi également que possible, une petite tranche de bonheur. Le moyen a été l'établissement d'une vaste bureaucratie. L'aboutissement logique du New Deal américain eût été un socialisme bureaucratique où la liberté est conçue davantage comme un bien collectif que comme un bien individuel.

Existe-t-il un système économique qui, conforme à l'idéal de progrès exposé par l'auteur dans un ouvrage précédent, puisse poursuivre son objet essentiel, le progrès, sans restreindre les libertés individuelles de chacun et sans qu'il soit nécessaire d'avoir recours à une vaste bureaucratie omnipotente qui finit par n'avoir plus d'autre objet que sa propre perpétuation et sa propre glorification ? En d'autres termes, est-il possible de combiner pratiquement le maximum de liberté individuelle, économique et sociale, avec un idéal où l'humanité est considérée comme ne valant que par le progrès et où, par conséquent, on repousse le médiocre idéal de l'individu réduit au rôle d'un animal choyé, ne manquant de rien, inoffensif et nul ? Voilà le problème primordial que l'auteur s'est efforcé de résoudre en faisant parler un certain Néon tandis que les principaux interlocuteurs de celui-ci : Durand, un conservateur ; Ecarlat, un syndicaliste ; Smith, un Américain et John, un Anglais, exposent des points de vue plus ou moins divergents.

La philosophie de Durand est résumée par la phrase suivante de Jefferson, en 1801, dans un message au Congrès des Etats-Unis : « L'agriculture, l'industrie, le commerce et la navigation, les quatre piliers de notre prospérité, sont d'autant plus prospères qu'on les laisse d'autant plus libres à l'initiative individuelle ».

Ecarlat veut, au contraire, enrégimenter l'humanité parce que, comme Carlyle, il s'indigne contre l'égoïsme affreux du régime capitaliste. « Laisser-faire, supply-and-demand, — one begins to be weary of all that. Leave all to egoism, to ravenous greed of money, of pleasure, of applause ; — it is the gospel of despair » (1), disait Carlyle, en 1843. Quant à Smith, il ne semble guère s'apercevoir des contradictions où l'entraînent son désir de voir le règne du « common man » se réaliser sur cette terre et les idées fondamentales de la grande République Nord-Américaine.

Depuis qu'ils vivent en société, les hommes sont unis par des sentiments irréconciliables qui, tour à tour, influencent nos mœurs, nos coutumes et nos lois sans que jamais nous ne puissions espérer arriver à un statut définitif de l'humanité. Il suffit d'ailleurs que les hommes acceptent — de bon gré ou de force — un statut particulier, pour qu'ils ne tardent pas à s'apercevoir des imperfections qu'il renferme et des inconvénients qu'il leur impose. Mais cet aveu d'impuissance ne justifie pas que le philosophe se réfugie dans sa tour d'ivoire et se croie d'autant plus sage qu'il s'exagère à plaisir les folies humaines. L'œuvre de la civilisation s'est faite non seulement par ce qu'il y a de meilleur en nous mais aussi par ce qu'il y a de pire dans l'humanité. Encore une fois, ne cherchons pas des vérités absolues, mais seulement des accommodements avec ce que nous croyons juste et utile, sans vouloir charger l'humanité de chaînes trop lourdes au nom même de ce que nous croyons juste et utile.

1. Le laisser-faire, la loi de l'offre et de la demande, nous commençons par être fatigués de tout cela. Abandonner tout à l'égoïsme, à l'avidité vorace de l'argent, du plaisir, des applaudissements, c'est l'évangile du désespoir. (Carlyle.)

Point de départ

DURAND. — Au lendemain de la défaite du Japon, le Général Eisenhower déclarait qu'il y avait maintenant deux nouveaux problèmes conjoints à résoudre.

« Ce sont, disait-il, des emplois pour les hommes et la paix dans le monde. Les nations prospères ne réclament pas la guerre, mais les nations affamées feront toujours la guerre. » (1).

NÉON. — Cela revient à dire que les guerres ont toujours une cause économique. Parfois, il en est bien ainsi, et cette opinion a été exprimée à de nombreuses reprises, tant par des personnages politiques que par des économistes ou des historiens. Il est exact que les animaux se font le plus souvent la guerre pour des questions de subsistance. Mais ils attaquent également leurs voisins par crainte de ceux-ci, ou par tradition comme les chiens et les chats. A cet égard, les hommes ne diffèrent pas des animaux. Ils y joignent également d'autres motifs que les animaux ignorent. Est-ce parce que l'Allemagne du Kaiser était affamée, ou même menacée, qu'elle attaqua ses voisins en 1914 ? Que non pas. La prospérité s'accroissait plus vite chez elle que chez lesdits voisins. Est-ce parce que l'Allemagne était affamée ou même menacée que le Reich de Hitler annexa, d'abord la Tchécoslovaquie, puis envahit la Pologne, le Danemark, la Norvège, la Hollande et la Belgique ? Pas davantage. C'est tout simplement parce que Hitler rêvait d'une plus grande, d'une plus forte Allemagne et que cette plus grande Germanie ce serait à lui seul, Hitler, qu'en reviendrait l'honneur.

Dans les temps modernes, peu de nations ont fait la guerre à

1. « They are jobs for men and peace in the world. Prosperous nations are not war hungry, but hungry nations will always go to war. »

leurs voisins parce qu'elles étaient affamées, car les pays pauvres n'ont plus guère les moyens matériels d'attaquer leurs voisins. Les nécessités du ventre et, par conséquent, la nécessité de trouver du travail pour tous, sont de pauvres motifs pour faire la guerre, mais cela devient le problème essentiel de la paix. Les problèmes les plus urgents sont d'ordre économique. Faisons donc appel à la science économique pour les résoudre au lieu d'avoir recours, comme on le fait un peu partout, à des expédients.

DURAND. — L'économie politique est-elle véritablement une science ? Se prête-t-elle à des principes certains ? Avant 1914 on le croyait mais, avec la faillite de l'économie libérale, on n'entend plus guère invoquer Adam Smith ou Ricardo que pour prôner le contre-pied des vérités qu'ils croyaient avoir démontrées.

NÉON. — Ce ne sont pas les principes de l'économie classique qui ont fait faillite mais les nations en guerre du jour où, en 1914, par nécessité, elles se sont enfoncées jusqu'au cou dans l'inflation, l'endettement, les contrôles, les rationnements, les dévaluations monétaires. L'économie politique a alors changé son fusil d'épaule. Toute nation engagée dans une guerre totale ne peut plus être guidée par le laisser-faire individuel. Toute nation en guerre nie en fait les droits de l'individu et leur substitue les droits de la collectivité.

Une économie de guerre repose sur le principe que la chose la plus essentielle c'est de gagner la guerre, et l'individu devient un facteur qui ne prend de l'importance que par le nombre. Le motif d'action est ainsi inversé. Il revient à demander de chaque individu le maximum de sacrifices en vue du salut de la nation. Comme il serait futile de compter sur la bonne volonté de chacun pour y arriver, l'Etat est ainsi amené à dicter à chacun sa conduite et à enrégimenter toutes les activités.

DURAND. — L'économie politique n'est donc pas une science puisque les principes sur lesquels elle repose sont variables.

NÉON. — Une science ne repose pas nécessairement sur des principes immuables ou certains.

Quand, au XVIII^e siècle, l'économie classique s'est élevée au rang d'une science, les propositions auxquelles on aboutissait reposaient sur le principe qu'en moyenne l'homme agit au mieux de ses intérêts individuels. Accessoirement, pour satisfaire leur conscience, les économistes classiques ajoutaient que, ce faisant, l'homme se trouvait agir ainsi au mieux de l'intérêt général.

Les conclusions de l'économie classique sont toujours valables si on admet la légitimité absolue de l'intérêt individuel comme justifiant toutes les actions humaines dans le domaine de l'économie politique.

Seulement, du jour où les hommes ont rejeté les conclusions de l'économie classique et qu'à la morale individualiste du XIX^e siècle ils ont voulu substituer une morale altruiste et socialiste ou une morale totalitaire, il devenait évident que les principes de l'économie classique ne s'appliquaient plus dans toute leur rigueur. A l'heure actuelle, ils sont même devenus un obstacle.

Pour rétablir l'économie politique au rang d'une science, il est nécessaire de partir de principes bien définis. Si on le fait, on s'aperçoit immédiatement que l'on peut distinguer trois sciences économiques distinctes. L'une, basée sur l'intérêt individuel : on la désigne sous les noms d'économie du laisser-faire, d'économie libérale ou d'économie classique. On pourrait l'appeler également économie individualiste. Si on place en premier lieu, au contraire, soit le bonheur du plus grand nombre (économie socialiste), soit les intérêts de l'Etat lui-même (économie totalitaire), on aboutit à des principes tout différents. L'individu devient alors le serviteur de la collectivité dont il n'est plus que l'instrument. On a ainsi trois systèmes parfaitement cohérents basés sur des conceptions contradictoires de la société : dans les uns, c'est le corps social qui reconnaît certains droits à l'individu ; dans l'autre, au contraire, c'est l'individu qui, par son acquiescement, confère des droits à la société.

En pratique des nécessités politiques interviennent toujours pour tempérer les différences profondes qui opposent nettement les principes de l'économie individuelle aux principes d'une économie collectiviste. Toutefois, dès qu'il n'est plus sous l'influence d'une exaltation collective, ou de contraintes sociales qui s'opposent à ses instincts naturels, l'homme tend à appliquer les principes de l'économie classique. Ceux-ci sont donc bien conformes à sa nature. Ils reposent sur le fait que l'homme est un être complet, capable de se suffire. Un égoïsme bien entendu fait partie intégrante de sa nature. Ce n'est que par contrainte, en faisant violence à l'instinct individuel, que l'on peut maintenir en fonctionnement une économie altruiste et bureaucratique, ou une économie étatiste et totalitaire. Dès que se relâchent les contraintes, l'économie de tout Etat socialiste, communiste ou national-socialiste tend naturellement à revenir au type individualiste de l'économie classique. Ce sont donc ses lois qui se rapprochent le plus de ce qu'on pourrait appeler la science économique naturelle. Au contraire, les lois de l'économie altruiste, ou celles de l'économie étatique, sont des lois artificielles, imposées à l'homme, mais contraires à sa nature véritable et à ses aspirations secrètes car, instinctivement, l'homme est assoiffé de liberté et désire ordinairement, par-dessus tout, son bien particulier, même si celui-ci est contraire au bien général.

Si nous prenons comme étalon de valeur ce que les Américains

appellent *standard of living* (niveau de vie), on aperçoit que dans une économie libérale ce niveau de vie est affaire de chacun dans la mesure de ses possibilités. Dans une économie socialiste et altruiste, l'Etat, pour assurer un niveau de vie aussi élevé que possible au plus grand nombre, est amené à réglementer : heures de travail, salaires, occupations, prix et production des marchandises. Dans une économie étatiste où la puissance de l'Etat — ou la leur propre — est l'objet principal des dirigeants, l'Etat est également conduit à tout réglementer, mais ce n'est plus pour donner à chacun un niveau de vie moyen aussi élevé que possible. L'objet est, au contraire, de réduire ce niveau de vie à un minimum acceptable. L'Etat devient le bénéficiaire de ce qu'on enlève aux individus ou de ce qu'on les oblige à faire. Ces points de départ, totalement opposés, conduisent naturellement à des propositions successives dont la validité n'est justifiée que par notre philosophie sociale.

Pour rester une science, l'économie politique doit adopter arbitrairement un postulat sur l'objet de l'humanité, en général, ou de l'homme, en particulier. Ce n'est pas du domaine de l'économie politique, en tant que science, de déterminer si ce postulat est justifié ou non. Cela ressort de la morale, de la sociologie ou de la philosophie. L'économie politique n'a rien à voir avec la morale, mais seulement avec l'intérêt bien entendu que l'on se propose de faire prévaloir. L'économie classique a eu le tort de s'efforcer de prendre pour axiome qu'intérêt individuel, intérêt de classe et intérêt de l'Etat tendaient à des lois communes. Par contre, c'est à tort que l'on nous assure maintenant que les lois de l'économie classique, c'est-à-dire les lois de l'école libérale ou du laisser-faire, ont fait faillite. Elles sont toujours valables, du moins dans l'ensemble mais, ayant été établies dans l'hypothèse que tous les individus sont laissés libres d'agir au mieux de leur intérêt particulier dans une atmosphère d'ordre et de paix, elles ne s'appliquent plus dès que nous supprimons ce libre choix et que nous lui substituons, plus ou moins, les décisions arbitraires d'une classe sociale particulière, d'une majorité d'électeurs, d'une bureaucratie ou d'une dictature.

Il faut remarquer, toutefois, qu'à la différence de ce qui existe en géométrie, la science économique doit tenir compte de certaines réalités pratiques. Si on tentait d'établir les lois d'une économie rigoureusement individualiste, ou d'une économie strictement collectiviste, ou d'une économie qui ignorerait complètement le bien de l'individu isolé, ou celui de tous les individus de la collectivité, pour n'avoir d'autre objet que le bien de l'Etat, c'est-à-dire sa puissance et sa grandeur, on aboutirait à des absurdités. Sous ces réserves, il est bon de se rappeler que tous les systèmes économiques peuvent se ramener aux trois types distincts indiqués précédemment :

1° Economie purement individualiste, qui n'est autre que l'économie du laisser-faire.

2° Economie purement collectiviste, qui a pour objet essentiel le bonheur collectif de la majorité des individus, ou le bien exclusif d'une certaine classe sociale.

3° Economie purement étatiste, qui poursuit non le bien de l'individu, non le bien de la majorité d'entre eux ou d'une classe particulière, mais le bien de l'Etat en tant qu'entité distincte.

Un exemple, poussé à l'extrême, donc à l'absurde, fait mieux comprendre les conséquences pratiques des différences d'idéologie sur les conclusions de l'économie :

1. Morale individualiste du laisser-faire. — L'entrepreneur est sa propre loi. Il fixe les salaires les plus bas compatibles avec un rendement optimum.

2. Morale socialiste. — Les salaires et la production doivent être réglementés de façon à assurer au prolétariat les meilleures conditions possibles.

3. Morale étatiste. — Assurer le maximum de production en ne laissant à l'entrepreneur et au salarié que ce qui est nécessaire pour les encourager au maximum de rendement utile.

DURAND. — Cependant, l'un de ces systèmes doit être plus vrai que les autres ?

NÉON. — Je vois que vous ne m'avez pas compris parce que, comme la plupart des gens, vous attachez au mot vrai une valeur absolue qui, dans votre esprit, tient un peu de juste, d'exact, de bon et, par voie de conséquence, de désirable. Qu'est-ce qui est désirable en économie politique ? C'est affaire de ce qu'on pourrait appeler la philosophie économique. Cela ressort d'un choix arbitraire pour les raisons que je vous ai exposées car, ce que nous appelons juste, bon ou vrai ne l'est que par rapport à ce que nous avons l'habitude de désigner ainsi.

II

Comment faut-il comprendre le Progrès ?

Tant de grands esprits ont échoué dans leur définition du Progrès que je me garderai bien d'en chercher une nouvelle. Certaines définitions sont trop vagues, d'autres trop étroites. La notion de progrès est en grande partie subjective. Chacun dans sa sphère et suivant ses goûts voudrait assigner à l'humanité des buts particuliers où l'on oublie souvent un point essentiel : celui de préserver les progrès déjà réalisés en maintenant une portion importante de l'humanité en bon équilibre intellectuel, physique et moral. Pour être effectif, le progrès doit acquérir un certain caractère de permanence. Cela oblige donc à prendre en considération tous les facteurs favorables ou nuisibles à cette permanence. Il ne s'agit plus alors seulement des progrès réalisés dans les sciences, ou dans les arts, ni seulement d'un accroissement de moralité ou de bien-être ou de bonheur pour l'humanité, mais bien d'un ensemble complexe que ni les mots culture ou civilisation n'expriment entièrement.

Le progrès ne consiste pas seulement en une suite brillante de performances individuelles. Il doit s'incorporer à une fraction plus ou moins grande de l'humanité. Certes, tous les progrès réalisés sont bien œuvre individuelle, mais ils n'ont été possibles qu'en raison de l'héritage que chaque génération reçoit des générations qui l'ont précédée. Le progrès n'est donc possible et durable que par une étroite collaboration de la société et des individus dans un effort commun, non seulement pour faire mieux, mais encore pour défendre contre tout retour en arrière, contre toute destruction ou dégénérescence, l'œuvre accomplie.

Si l'on envisage le progrès dans un vaste horizon où se rejoignent les plus hautes aspirations de l'humanité vers la connaissance, et les satisfactions artistiques que peut procurer la connaissance et la contem-

plation des facettes multicolores, changeantes, réelles et cependant décevantes de tout ce qui nous entoure, alors tombent comme dénuées de sens les objections que l'on entend si souvent contre le progrès. Enfin, chose essentielle, le progrès ne doit pas avoir pour but une humanité rabougrie, surtout préoccupée de ses petites commodités et de ses mesquines satisfactions matérielles mais, bien plutôt, une humanité virile, bien portante, joyeuse même, où l'homme supérieur sait cependant dominer et ordonner ses passions vers des fins utiles.

En mettant l'économie au service du progrès, j'entends dire par là que nous ne devons pas nous borner seulement à organiser nos moyens de production et de distribution de façon profitable et pour le plus grand bonheur possible des vivants, mais qu'en outre nous devons coordonner l'économie de chaque nation, ou de l'humanité, en vue de préparer un terrain favorable à de nouvelles conquêtes de l'esprit.

En sociologie et en économie il importe, si on ne veut pas tomber dans l'absurde, d'éviter certaines généralisations en apparence logiques. Défions-nous de ceux qui croiraient réaliser la plus haute culture possible en étendant celle-ci indistinctement à tous les êtres humains, ou même, à supposer que ce fût possible, à tous les individus qui possèdent en eux quelques-unes des qualités naturelles nécessaires pour bénéficier d'une haute culture.

D'après des statistiques établies en Allemagne, vers 1922, par Dresel et Fries, le nombre d'enfants nés dans 100 familles diminuerait en fonction du niveau intellectuel et social des familles :

Familles de paysans	596	enfants
— d'employés	431	—
— de travailleurs manuels	383	—
— appartenant aux professions libérales ..	320	—
— de membres de l'enseignement	304	—
— possédant une instruction supérieure...	270	—

L'éducation et l'instruction sont une cause non de stérilité physique mais de stérilité pratique, parce qu'une certaine culture intellectuelle conduit à une restriction volontaire de la progéniture. Conclusion : un peuple dont la haute culture s'étendrait à toute la population verrait sa natalité décroître de façon alarmante. Economiquement et politiquement, il est donc contraire à l'intérêt général d'élever uniformément à un même niveau culturel toute la population de l'Etat. Cela comporterait en soi des germes de décadence sans aider la cause du progrès. Dans une société économiquement et scientifiquement organisée il est utile, presque nécessaire, que tous les fruits secs et les non-valeurs ne reçoivent que l'instruction qui convient à leur niveau intellectuel et aux tâches dont ils ont à s'acquitter. La spécialisation en fonction des capacités de chacun, et non l'uniformisation de l'instruction, voilà ce qu'exige une organisation progressiste.

III

Les limitations du marxisme en tant que philosophie universelle

NÉON. — Toutes les sciences sociales, politiques, économiques et historiques peuvent être conçues de deux points de vue diamétralement opposés : point de vue de l'individu ou point de vue de la collectivité, suivant que c'est à l'un ou à l'autre que l'on donne la pré-séance. On objectera que la doctrine communiste est vraie ou fausse mais qu'elle ne peut être à la fois l'un et l'autre. Qu'il suffise de rapeler que nous avons deux géométries, toutes deux exactes quoique basées sur deux assertions contradictoires (adoption ou rejet du postulat d'Euclide).

Que l'on soit d'accord ou non avec Marx, il faut reconnaître que ses écrits ont contribué puissamment à amener des changements fondamentaux dans notre manière de considérer les phénomènes sociaux. Quand Staline dit que « le parti du prolétariat doit s'appuyer sur une théorie susceptible de mettre en mouvement, de mobiliser et d'organiser les masses populaires », il reconnaît, implicitement, qu'il faut à celles-ci un élément moteur, imaginaire ou non, qu'on l'appelle théorie, mythe, crédo ou emblème qui « se change en force matérielle dès qu'il pénètre dans les masses » disait Marx. Que nous voilà loin du marxisme dogmatique dont s'inspirent les disciples quand, dans des vues étroites, ils nous signifient péremptoirement que c'est l'état social, issu des conditions économiques qui, seul, « détermine » les faits de l'histoire.

Depuis l'antiquité c'était le culte des héros qui dominait l'histoire et la société. A celui-ci on tend à substituer le culte de ce qu'aux Etats-Unis on appelle le « commom man ». Que cela nous plaise ou

non, le culte de l'homme ordinaire, donc de la médiocrité, est quelque chose qui s'implante dans les cervelles humaines. Le culte des héros, bien que non justifié dans bien des cas, constituait cependant un symbole. Il invitait l'homme à vouloir se surpasser. C'était un stimulant incomparable.

Comme indiqué précédemment, toutes les disciplines, suivant lesquelles on traite de sociologie et d'économie politique, sont susceptibles d'être ramenées à deux groupes absolument distincts. Dans l'un, c'est l'accord plus ou moins tacite de la majorité des individus qui donne de la consistance aux lois, qui les légitime. L'autre discipline, laquelle tend à se substituer à la précédente, fait tout dériver de la société. Collectivisme et marxisme en sont les conséquences extrêmes.

ECARLAT. — Le marxisme n'est pas, comme vous affectez de le croire, une simple conception sociale, économique et politique. Le marxisme a sa source dans les processus mêmes de la pensée humaine et dans l'évolution du monde.

NÉON. — Voilà de bien grandes ambitions. Il est vrai que sous le nom de matérialisme historique et, surtout, de matérialisme dialectique, le marxisme s'est annexé quelques idées très simples et on a construit toute une philosophie autour d'elles. L'ensemble est, certes, imposant, mais c'est un assemblage dont les parties ne sont liées entre elles par aucune relation nécessaire.

On nous dit que le matérialisme marxiste se distingue de toutes les autres théories parce qu'il est dialectique. Qu'est-ce à dire ? Qu'il est critique. Mais le matérialisme, pour être une science, ne peut être que critique. Il n'y a pas de science sans critique. A l'origine, les premiers matérialistes se sont d'ailleurs montrés audacieusement critiques quand ils savaient les bases de toute religion. Ensuite, avec une bonne volonté un peu enfantine, ils ont continué à admettre, comme des vérités définitives, que tout n'était que matière parce que c'était là leur grand cheval de bataille contre les religions. C'est une idée qui est à la hauteur des plus bornés auxquels il faut des idées simples, expressives, définitives. C'était donc d'excellente dialectique puisqu'on opposait ainsi matière à esprit. Mais ne suffit-il pas de dire que tous les phénomènes de la nature sont d'ordre matériel ?

ECARLAT. — Vous le voyez. Vous-même, vous confirmez la thèse de Marx-Engels-Lénine. Pour caractériser votre propre conception matérialiste, vous avez rapproché les deux contraires : phénomènes d'ordre matériel et phénomènes d'ordre surnaturel, en niant l'existence de ces derniers. C'est là le propre de la méthode dialectique conçue par Marx.

NÉON. — La méthode dialectique constitue une méthode de

raisonnement qui n'a rien à voir avec la discipline individualiste ou collectiviste que l'on adopte.

Engels nous dit, dans son ouvrage « Socialisme utopien et scientifique » :

« La Nature est la preuve du processus dialectique. La Nature procède dialectiquement et non métaphysiquement. Une représentation de l'univers, de son évolution, peut être obtenue seulement par les méthodes dialectiques et des changements progressifs ou rétrogressifs. »

Pour démontrer cela, était-il bien nécessaire d'imaginer la méthode dialectique ? Les sciences nous ont appris que l'univers constitue un système complexe qui se modifie sans arrêt et qu'un retour vers ce qu'il a été dans le passé, de façon à le reproduire identiquement à ce qu'il a été à un certain moment, constitue une improbabilité de telle grandeur que l'on peut la qualifier d'impossibilité. Cette constatation revient à celle que faisait Engels mais les sciences ont progressé sans qu'il soit jamais nécessaire d'exposer leurs progrès en employant ce mot « dialectique ». En réalité, la dialectique embrouille les choses au lieu de les simplifier et, en tant que méthode de raisonnement, elle peut servir à justifier les pires erreurs.

La loi des contrastes est à l'essence de toutes choses. Pas de contraste, identité absolue de tout ce qui existe de façon que chaque partie soit identique à toute autre partie prélevée n'importe où ailleurs, et rien n'existe plus.

Le contraire de l'esprit c'est la matière, donc l'esprit prouve la matière et la matière prouve l'esprit, pourrait dire un matérialiste dialecticien. Mais qui ne voit qu'un tel mode de raisonnement est fautif ?

Prouver l'existence d'une chose par son contraire peut paraître très séduisant, mais c'est susceptible de conduire à des mécomptes encore plus graves que le raisonnement par l'absurde, avec lequel s'apparente ce genre de raisonnement. Tant que l'on reste dans le domaine très vague des raisonnements philosophiques, il est très facile de dire que si nous sommes conscients du jour c'est parce qu'existe la nuit, et que l'idée d'être n'a de signification que si on réalise son contraire : l'idée de ne pas être.

Dès que l'on essaie d'appliquer la méthode dialectique, non plus à des idées mais à des choses matérielles, on aboutit la plupart du temps soit à un non-sens, soit à une tautologie. Hegel dit que l'idée d'être suggère immédiatement l'idée de non-être. Ceci est exact en temps que phénomène mental, mais n'oublions pas que les phénomènes que nous observons peuvent n'être qu'un vain mirage. Pour s'en assurer il suffit de remarquer que l'existence d'un caillou ne prouve pas qu'il existe quelque chose que nous appelons argile, sable ou eau. L'existence de cailloux ne démontre pas qu'il y ait d'autres objets qui ne sont pas des cailloux sauf dans la mesure où d'autres

objets existent effectivement. Mais alors la méthode dialectique se ramène à une simple constatation de fait.

L'affirmation d'une chose par son contraire peut conduire aux constatations les plus dénuées de sens. Supposons qu'en plein jour, à un moment où le soleil se cache, je demande à un voisin : « Quelle heure est-il ? » Sans rire, celui-ci me répond : — « Il n'est pas minuit » — le contraire de minuit étant midi, j'en conclus aussitôt qu'il est midi, quoiqu'il puisse être cinq heures du soir ou cinq heures du matin si nous sommes en été. Un peu plus loin, je questionne à nouveau mon voisin : « Est-ce que ce clocher qui est devant nous est au Nord ? » Sa réponse étant négative et le Midi étant le contraire du Nord, j'en conclus aussitôt que le clocher est au Midi quoiqu'il puisse être en réalité à l'Est ou à l'Ouest. Le contraire d'une chose est d'ailleurs très relatif et dépend en grande partie de la position et des expériences de l'observateur. C'est le cas notamment de lumière et de son contraire obscurité, de noir et de blanc, des couleurs complémentaires, etc. Pour des individus qui ne connaîtraient que du vert et du jaune, le vert démontrerait-il l'existence du jaune ? N'est-ce pas là une simple constatation de fait plutôt qu'une démonstration ? Le contraire d'un château n'est-ce pas une chaumière ? Mais est-ce qu'un terrier, une niche, une cabine ou une hutte n'y sont pas encore plus opposés ? Le contraire d'un arbre peut être une herbe, mais un tigre ou un lapin ne seraient-ils pas encore quelque chose de plus contraire pour qui ne connaîtrait que des arbres, des tigres ou des lapins ?

ECARLAT. — Soyez sérieux.

NÉON. — Alors, passons à la géométrie. Qu'est-ce que le contraire d'un cercle ?

ECARLAT. — Un carré.

NÉON. — Et pourquoi pas un triangle, un tétraèdre ou une citrouille ? Vous le voyez, même une imagination très vulgaire peut découvrir quantité de choses opposées à n'importe laquelle que nous choisissons.

ECARLAT. — Vous jouez sur les mots.

NÉON. — Le matérialisme dialectique n'est qu'un sophisme déguisé où l'on raisonne sur un choix arbitraire entre deux choses qui ne sont pas identiques l'une à l'autre et que l'on oppose. Et alors on conclut : l'une prouve l'autre. C'est véritablement extraordinaire.

Evidemment, le fait que nous percevons une certaine chose prouve qu'il existe au moins une autre chose. Mais ceci nous conduit tout simplement à un problème beaucoup plus général : celui de la perception de ce qui existe pour tout être vivant. Nous ne sommes conscients de l'existence des choses que par les différences qu'elles

présentent avec d'autres choses. Parmi ces choses, il en existe une (ou parfois plusieurs), qui en est plus différente que toutes les autres et qui, même, peut être douée de certaines propriétés exactement inverses, mais dès qu'on sort du domaine des idées pour appliquer ces observations aux phénomènes naturels, nous nous apercevons que cela revient à exercer notre esprit critique, c'est-à-dire à procéder à un examen contradictoire des faits. Voilà ce que font les sciences depuis déjà plusieurs siècles. Je n'aperçois là rien de bien nouveau.

ECARLAT. — Le matérialisme dialectique ne repose pas uniquement sur l'affirmation que rien n'existe, qui n'ait son contraire. Comme le dit Engels : « La réalité est révolutionnaire et ne consiste pas en un complexe de choses toutes faites, mais en un processus complexe sans lequel des choses en apparence stables sont l'objet de changements ininterrompus... Le matérialisme dialectique ne considère rien comme définitif, absolu, ou sacré : il fait voir la nature passante de toutes choses et pour lui rien n'existe que le processus ininterrompu de ce qui devient et se transforme... Il a également son côté conservateur ; il admet que certaines périodes du développement de nos connaissances et de la société ont leur justification à certaines époques et dans certaines circonstances. Le conservatisme d'une telle conception est relatif, son caractère révolutionnaire absolu — le seul absolu qu'admette le matérialisme dialectique. »

NÉON. — Ce que vous me récitez là s'applique à toutes les connaissances humaines comme à la sociologie et à l'histoire. Il y a beau temps que l'on a reconnu le caractère évolutionniste de tout cela. Laplace concevait l'Univers comme étant en évolution perpétuelle. Le matérialisme dialectique s'inspire de l'évolution darwinienne. C'est parfaitement son droit quoique, bien avant Darwin, on ait très bien compris le caractère évolutionniste de la société et de l'histoire. Pour rester original, le marxisme doit se contenter d'être une conception nouvelle de l'économie et de la société industrialisée. Le reste n'est qu'un échafaudage ingénieux de choses empruntées à droite et à gauche de façon à en faire, à l'instar des religions, une doctrine philosophique universelle.

ECARLAT. — Déniez-vous également au matérialisme historique le rôle déterminant que lui assigne Marx et Lénine ? Vous récusez alors le témoignage du vicomte d'Avenel quand, dans son ouvrage : « Les Français de mon temps », il nous dit :

« Les évolutions économiques importent bien davantage que les événements politiques, parce qu'elles changent les conditions matérielles de notre existence ; elles augmentent ou diminuent le bien-être général, et l'abondance du vivre et du vêtement procure plus de jouissance que la liberté de la presse ou le suffrage universel. »

NÉON. — Autrefois, on réduisait l'histoire aux faits, gestes et

dières des héros. Les historiens modernes se sont avisés, très justement, qu'il fallait s'inquiéter davantage du fait social et des réactions de la masse du peuple lui-même. C'est le peuple qui fait l'histoire, non les héros. Ensuite arrive Marx. Pour lui, l'histoire est essentiellement d'ordre économique. Son point de vue trop exclusif est tout aussi insoutenable que les précédents. Tous ont à la fois tort et raison. Comme l'a fait remarquer aussi le vicomte d'Avenel dans l'ouvrage que vous venez de citer :

« L'histoire, maintenant qu'elle est mieux connue, nous apprend que les phénomènes économiques ont toujours été indépendants des changements politiques ou sociaux, aussi bien au moyen âge qu'aux temps modernes ou de nos jours. »

Nous nous trouvons ainsi devant différentes méthodes d'écrire l'histoire et de la comprendre. Aucune d'elles n'est suffisante à nous éclairer totalement sur le passé. Aucun des événements sur lesquels elles s'appesantissent davantage n'a eu le rôle déterminant et exclusif dont leurs partisans voudraient nous convaincre.

Les faits politiques et militaires, les faits sociologiques, les faits économiques ont chacun leur évolution distincte tout en s'influçant mutuellement. L'erreur maîtresse des historiens qui prétendent à l'exclusivité des causes des phénomènes qu'ils décrivent, c'est d'être exclusifs. Dans la vie des peuples tout s'entremêle en un lacis que nous défigurons dès que nous cherchons à en séparer les trames. Là encore, soyons plus modestes. Ne prétendons pas faire voir toute la vérité, mais seulement certains de ses aspects successifs et, surtout, gardons-nous bien de croire que l'économique domine la politique ou, au contraire, que c'est la politique qui détermine l'état social ou économique d'une nation.

Prenons un exemple emprunté à l'histoire contemporaine. Il est évident que : 1° Hitler, par sa personnalité, a modifié profondément l'histoire de l'Allemagne et cela justifie le point de vue de ceux qui attribuent un rôle prépondérant à certains personnages politiques ou militaires ; 2° la personnalité d'Hitler serait restée complètement ignorée si certaines circonstances sociologiques n'avaient pas été présentes en Allemagne. C'est l'évolution de la masse du peuple qui importe, concluront les historiens sociologues ; 3° cette évolution du peuple allemand, son état d'esprit, objecteront les historiens matérialistes, résultaient de l'incapacité des gouvernements successifs, socialistes, démocrates, junkers, Reichswehr et industrialistes, à conjurer la crise de chômage et d'inflation qui a sévi en Allemagne après la première guerre et la crise économique et de chômage qui a suivi la crise mondiale de 1929. — Ce sont toutes ces causes, et bien d'autres encore qu'il serait superflu de mentionner, qui ont tissé la trame du plus grand drame à la fois politique, social et économique des temps modernes. Vouloir les séparer, vouloir assigner à l'une d'elles un rôle

déterminant, c'est ignorer délibérément la complexité irréductible des phénomènes historiques. Cela peut nous permettre de mieux comprendre l'enchaînement de ceux-ci, cela a donc son utilité, mais n'allons pas conclure du fait que l'esprit humain est incapable d'embrasser et de décrire toute une époque dans un vaste tableau où causes et effets s'enchaînent dans une suite de faits, pour reporter exclusivement à une seule catégorie de causes l'origine de tous les grands événements historiques. Tantôt une mauvaise récolte va précipiter une révolution, tantôt une guerre, née d'ambitions contraires, va amener à sa suite la disette ; tantôt un grain de sable, un geste malencontreux ou un message qui arrive trop tard vont intervenir pour aiguiller la marche des événements dans une direction tout autre que celle prévue.

Marx, Engels, Lénine et, d'une façon générale, tous les marxistes, ont conclu à une sorte de déterminisme économique dont l'aboutissement doit être nécessairement une organisation communiste de la société. Cela n'a rien à voir avec le matérialisme en tant que doctrine philosophique.

ECARLAT. — Les événements actuels justifient la thèse de Marx.

NÉON. — Toutefois, on imagine très bien Metternich disant à ses collègues du Congrès de Vienne, et avec tout autant de raison : « Vous le voyez, Messieurs, la Révolution française n'a été qu'un feu de paille. En faisant place à l'absolutisme de Napoléon, elle a démontré la solidité des principes mêmes qu'elle entendait détruire. » Dans le domaine de la politique, de la sociologie et de l'économie, il n'y a jamais rien de définitif. Ce qui triomphe aujourd'hui est destiné à être renversé demain. Les hommes sont inconstants, ils se lassent vite, même des meilleures choses, et le communisme ne sera jamais qu'un pis aller pour la plupart.

Marx cite l'exemple suivant : « Le XIX^e siècle a vu le développement de l'individualisme poussé à l'extrême mais, au fur et à mesure qu'il prenait possession des esprits, un rival apparaissait : c'était le collectivisme. Donc, conclut Marx, en devenant suprême, toute tendance provoque les progrès de son contraire. » Qu'on y réfléchisse un instant : c'est là la vieille loi de l'action et de la réaction connue en mécanique bien avant Marx. Toute affirmation qui ne correspond pas à un fait matériel indiscutable provoque des doutes ou des affirmations contraires. Cette constatation a été faite bien des fois avant Marx et, au surplus, rien ne prouve, a priori, que la négation que soulève une affirmation non évidente soit plus vraie que celle-ci. Tout cela c'est bien de la dialectique, mais cela nous ramène fâcheusement aux discussions interminables de la Sorbonne du XIV^e siècle, plutôt qu'à une critique scientifique.

Ce que l'on peut dire de mieux en faveur du matérialisme dialectique, c'est qu'il se rapproche du rationalisme quoique je serais plutôt tenté de l'appeler de la rhétorique dialectique. C'est un matérialisme où l'on repousse les explications a priori, comme le firent les théories du matérialisme mécaniste du XVIII^e siècle, mais, pour en arriver là, était-il bien nécessaire d'inventer l'expression « matérialisme dialectique ? »

Affirmer que toute théorie matérialiste doit être critique eût certainement suffi. Seulement tout le monde aurait compris. Cela n'aurait pas été nouveau, tandis que l'expression matérialisme dialectique en impose à tous ceux qui ne cherchent pas à ramener toutes choses à des notions simples.

IV

Où est la vérité ?

NÉON. — Comme le constatait déjà Cicéron, il y a dans l'esprit de l'homme un appétit insatiable de vérité. L'homme aime tellement la vérité, elle lui paraît si nécessaire que, lorsqu'il ne la trouve nulle part, il l'invente. Il n'y a pas de vérités premières et cependant il nous faut des principes. Voilà le dilemme devant lequel se trouve placé tout critique consciencieux des institutions humaines. Pour s'imposer à nous de façon catégorique celles-ci devraient reposer sur des faits indiscutables, mais il n'existe rien de tel.

Vive la vérité. Mais où est la vérité ? En dehors des faits scientifiquement contrôlés et décrits existe-t-il une vérité ?

Le droit ne peut dériver que d'une révélation supérieure, mais on ne la trouve nulle part ; ou d'un contrat, mais il n'y en a jamais eu. D'ailleurs, pour un individualiste, il ne peut y avoir de contrat valable que celui qu'il accepte. Affirmer qu'en réalité droit et justice sont simplement des inventions de l'homme ne signifie nullement que nous devons repousser toute notion de droit et de justice. Les notions de droit et de justice sont absolument nécessaires dès que les hommes sont en contact les uns avec les autres. D'ailleurs, c'est de ce contact qu'elles sont nées peu à peu.

Le droit est une création de l'homme, donc chose arbitraire, mais la notion de droit naturel n'en est pas moins indispensable car c'est elle qui donne aux hommes la volonté de résister aux lois injustes.

La morale, la conscience ne sont pas autres choses que ce qu'une longue expérience a appris aux hommes à respecter. La morale et la conscience sont pour l'individu lui-même ce que le droit et la justice sont pour la société avec cette différence que mentalement nous pouvons rejeter les décisions des autres hommes, mais non celles de notre

conscience, puisque celle-ci est l'expression de ce que nous reconnaissons nous-mêmes comme juste, équitable et bon quand nos passions ne nous aveuglent pas.

Nous ne pouvons raisonner que de deux façons : soit affirmer que nous acceptons sans discussion ce qui existe, simplement parce que c'est comme cela, soit partir de quelque principe plus ou moins arbitraire pour arriver encore à la conclusion que ce qui existe est ce qui doit être ou, au contraire, que ce n'est pas conforme aux principes qu'il nous a plu d'adopter. Si nous essayons de prendre pour point de départ un seul principe universel dont nous appliquons les conséquences à tout ce qui nous entoure, nous risquons de retomber dans les mêmes erreurs que la plupart des philosophes qui ont tenté d'ériger en vérité universelle ce qui n'était qu'une vue de leur esprit, ou un point de vue de l'époque à laquelle ils vivaient.

Quand nous explorons sans parti pris le domaine des idées nous nous trouvons en face d'affirmations contradictoires. Qu'en résulte-t-il ? C'est qu'on peut être à la fois individualiste, parce que cela correspond à notre tempérament, et socialiste, parce que c'est le seul moyen de préserver notre héritage matériel et intellectuel. On peut chérir par-dessus tout la liberté individuelle, et surtout la sienne propre, et proposer des règles pour qu'on la limite chez les autres dès que cela produit trop d'inconvénients dans le monde ou autour de nous. On peut déclarer que le droit de chaque individu aux fruits de son travail est un droit naturel et trouver nécessaire de limiter ce droit à ce que l'individu peut posséder sa vie durant. Si les premiers possesseurs légitimes de quoi que ce soit avaient réservé à des héritiers déterminés la propriété indéfinie de ce qu'ils possédaient, l'humanité à peu près entière manquerait actuellement des choses les plus nécessaires à son existence.

On peut déclarer qu'on n'aperçoit ni dans les cieux, ni sur terre, l'ombre d'une idée de morale, d'obligation, de droit ou de justice si ce n'est dans l'imagination des hommes mais que, néanmoins, il est bon, utile et nécessaire que les hommes acceptent une morale, des obligations, des lois et une justice. Nous devons respecter ces choses parce qu'elles sont nécessaires ou utiles et non parce qu'elles existent en tant que vérités éternelles, indépendantes de l'homme. On peut prétendre que le progrès des sciences et de la civilisation est le seul objet supérieur de l'humanité ou, au contraire, tout aussi légitimement trouver son plaisir dans le moment qui passe sans entretenir aucune pensée pour le lendemain.

Entre ces extrêmes, qui tous ont pour eux quelque base, il y a une position moyenne. L'adopter n'est pas faire preuve de contradiction. Sans y prendre garde, l'humanité n'a pas fait autre chose depuis qu'elle existe.

DURAND. — Parlons seulement d'économie politique.

NÉON. — De « dépenses politiques », faudrait-il dire. C'est là le nouveau nom que nous devrions attribuer à cette vieille science où l'on cherchait à accroître les richesses de la communauté, non à les dissiper, en travaillant beaucoup, en consommant peu, donc en économisant.

DURAND. — Les majorités de l'An 1946 se fichent pas mal d'Adam Smith et de la Richesse des Nations.

NÉON. — Il est vrai que nos principes d'économie politique dépendent de notre philosophie de la vie. Plus que jamais l'économie politique touche à la fois à l'organisation sociale et à l'art de gouverner les peuples, d'autant que l'on confond de plus en plus les choses les plus contraires, telles que : liberté individuelle et sécurité sociale.

Les hommes n'estiment désirable que ce qu'ils ne possèdent pas encore ou ce qu'ils craignent de perdre. Le régime le meilleur est donc affaire de temps et de circonstances.

Certains régimes incitent les hommes au travail utile, d'autres les en détournent, ou encore en gaspillent les fruits. Ce sont ces derniers qui sont les plus populaires... tant que le garde-manger n'est pas vide.

DURAND. — Le système capitaliste n'est que le développement et la conséquence logique du système de libre entreprise, lequel résulte lui-même du principe de liberté individuelle et du droit de chaque individu d'employer ou de conserver ce qu'il a acquis par son travail.

On accuse les capitalistes de chauvinisme, de nationalisme ; on les traite de marchands de canons ; mais on leur reproche aussi leur internationalisme et leur défaitisme. Alternativement le capitalisme est jugé coupable de surproduire et de sous-produire ; de surconstruire et de sous-construire ; de suréquiper et de sous-équiper ; de ne pas faire de stocks et de surstocker ; de laisser son argent improductif, puis de trop l'immobiliser ; de boudier les émissions nouvelles, puis d'y souscrire sans discrimination ; d'être craintif et de jeter par-dessus bord ses titres à la moindre menace réelle ou supposée, puis de s'emballer dans la folie collective d'un boom. En définitive, le grand crime du capitalisme est de ne pas pourvoir à tout.

NÉON. — Dans une société progressive, la richesse individuelle, fruit du travail, des efforts, des inventions de l'individu, doit rester ce qu'elle a été dans la société capitaliste : un merveilleux stimulant d'effort individuel. Le problème n'est pas de supprimer la richesse, mais il faut que le riche soit digne de sa richesse et la justifie par son travail et son intelligence. Dans un Etat progressiste, la richesse ne

doit être ni un but en soi, ni un moyen de jouissances matérielles. Elle doit être surtout un moyen de travail, laissé à la disposition de ceux qui l'ont acquise par leurs propres efforts. Une telle conception est difficile à réaliser, mais c'est par elle seule que la richesse peut se justifier. Si le grand capitalisme veut survivre, il faut qu'il continue à démontrer son utilité et qu'il renonce à constituer une féodalité dont les fiefs se transmettent par héritage ou par relations.

**

Ecoutons l'autre son de cloche. Voici Ecarlat qui harangue un groupe de grévistes à Ferrière-les-Mines où, après trois semaines d'occupation des usines de la Société Industrielle de Ferrière-les-Mines — occupation illégale affirme la direction, à la suite d'un lock-out, disent les grévistes — le zèle de ces derniers à ne pas vouloir travailler commence à faiblir.

Ecarlat, après avoir rappelé l'origine du conflit et les provocations de la direction des Usines, s'échauffe peu à peu malgré l'apparente lassitude de son auditoire : « Ces usines dont on vient de vous expulser, n'est-ce pas vous qui les avez construites, interroge Ecarlat ? C'est par votre labeur qu'elles fonctionnent. C'est grâce au labeur d'autres prolétaires que lui arrivent son charbon, son électricité, ses matériaux. Il faut une Direction, dira-t-on ? Qui le conteste ? Ce qu'il ne faut plus ce sont des gens qui vivent du travail des autres sans rien faire eux-mêmes. Quel est le rôle des capitalistes ? Prélever une dîme sur tout ce que vous produisez, sur tout ce que vous consommez. S'il faut des capitalistes, que ce soit l'Etat, donc vous-mêmes, ou encore une coopérative dont vous serez les associés. Qu'est-ce qu'un capitaliste ? C'est un bonhomme auquel, en naissant ou en se mariant, papa, maman, ou encore beau-papa ou belle-maman ont apporté une prébende constituée par votre travail. Vous connaissez tous l'histoire de l'usine où, hier encore, on vous laissait travailler à des salaires de famine. Autrefois, qu'est-ce qu'il y avait là ? Rien, ou plutôt, à 200 mètres sous la surface du sol, il y avait un gisement de minerai de fer. Est-ce que ce sont les capitalistes qui l'ont fait le minerai de fer qu'on exploite maintenant en leur nom ? L'un d'eux s'est contenté de demander la concession à l'Etat. Qu'est-ce que cela lui a coûté ? 37.397 fr. 94 disent les uns, 500.000 francs, affirment les autres, en raison d'une option que détenait sur les terrains un autre capitaliste. C'est ainsi que se constitue le Capital. Chaque fois qu'il change de main il fait des petits jusqu'au jour où il disparaît dans la poche de quelqu'un. Est-ce dans la vôtre ? » Clameurs de la foule. — « Au poteau les voleurs ! Au poteau les capitalistes ! »

V

« *Dans six mois le capitalisme sera mort* »

(Montagu Norman, en 1931.)

ECARLAT. — Marx fixe au XVI^e siècle le début de l'air capitaliste, mais l'essor de ce que l'on appelle le système capitaliste ne remonte guère à plus d'un siècle.

DURAND. — On peut soutenir, tout aussi bien, que le capitalisme a existé de tout temps, qu'il est né du jour où l'homme a possédé quelque chose en propre, un capital échangeable contre autre chose. Les Grecs, quatre siècles avant l'ère chrétienne, déposaient leurs avoirs d'or et d'argent dans les Temples plus particulièrement respectés des fidèles. Les prêtres ne laissaient pas ces dépôts inutilisés. Ils s'en servaient pour effectuer des prêts à intérêt. C'est vers cette époque que des changeurs d'Athènes eurent l'idée d'émettre, contre leurs dépôts d'or et d'argent, des lettres de crédit qui circulaient en Grèce. Il est probable que certains changeurs avaient des commanditaires choisis soit parmi les membres de leur famille, soit parmi leurs amis. On retrouve là certains traits essentiels du système capitaliste. Le communisme avait aussi des protagonistes à Athènes, non parce que ceux-ci voulaient copier les institutions de Sparte, mais parce que l'idée d'égalité individuelle ayant fait des progrès, ils estimaient que l'égalité sociale et l'égalité de fortune devaient être le complément naturel de l'égalité politique.

A l'époque de la décadence athénienne se développa aussi le système de donner des subsides au peuple, d'abord pour lui permettre de payer les entrées aux spectacles et aux fêtes, ensuite tout simplement pour lui éviter de travailler.

Dans les temps modernes nous constatons avec la Renaissance que les Républiques ou Cités de Venise, Gênes, Florence, Pise, avaient leurs marchands, leurs banquiers et des capitalistes dont les

transactions se ramifiaient au loin tandis que leurs navires allaient, de port en port, échanger les produits de l'Orient contre ceux de l'Occident.

ECARLAT. — Le capitalisme est le dernier terme d'une évolution qui commence par la notion de propriété et qui se développe avec l'introduction d'une commune mesure : la monnaie. Celle-ci conduit à une nouvelle entité : le capital, lequel est le symbole représentatif des divers biens matériels. L'apogée et le déclin du système capitaliste est conforme à la théorie du matérialisme dialectique. Le déclin devient inévitable quand les activités des gros capitalistes, devenues tentaculaires, semblent sur le point d'absorber l'Etat lui-même.

DURAND. — « Dans six mois, le capitalisme sera mort », disait, en 1931, le gardien de la réserve d'or de la Banque d'Angleterre, Montagu Norman. Or, malgré la guerre, le capitalisme est toujours en vie. Les maux dont il souffre ne marquent peut-être qu'une étape dans son évolution.

ECARLAT. — C'est la guerre qui l'a sauvé. Montagu Norman s'est trompé de vingt ans, voilà tout. La deuxième guerre mondiale a ouvert les yeux des plus réfractaires à la nécessité, ou à l'opportunité, de réformes sociales de structure. Elle a démontré que l'Etat pouvait se substituer avec avantage à l'initiative privée.

DURAND. — La vérité est plutôt que le peuple a accepté les contrôles issus de la guerre parce qu'il les croyait nécessaires ou inévitables, mais il est impatient d'en secouer le joug.

ECARLAT. — Alain, dans ses « Propos d'Economie », a caractérisé trois périodes dans l'Evolution du capitalisme : Première période : âge du grand patron qui vivait comme un pauvre, régnait despotiquement et payait mal.

Seconde période : ce fut l'âge des actionnaires des sociétés anonymes et des banquiers. L'actionnaire ne connaît pas le métier et ne s'en soucie pas. Il ne s'occupe que du profit.

Troisième période : c'est celle que nous avons connue depuis la fin de la première guerre mondiale. Les chefs et sous-chefs ne laissent plus passer entre leurs mains les profits d'une entreprise prospère. Et, dit Alain, avouez qu'il est ridicule de donner tous ses soins aux capitaux d'un prêteur qu'on ne connaît pas. Obtenir des subventions et des commandes de l'Etat, c'est un genre de travail où la commission, la vie riche et l'alliance des compétences ont leur rôle. Et n'est-il pas juste que ces fruits de l'administration soient pour l'administrateur ?

L'analyse d'Alain est irréfutable. Elle suggère que le capitalisme a terminé le cycle de son évolution utile. Il ne constitue plus qu'un parasitisme dégusé. Puisque ce ne sont plus les détenteurs des capitaux qui gèrent leurs propres affaires, mais seulement des délégués,

c'est l'Etat, c'est la Nation qui doit désigner ceux-ci parmi ceux dont la bonne gestion justifie notre confiance.

DURAND. — Sous le couvert du libéralisme, on a commis des abus, c'est entendu. Mais n'en a-t-on pas commis également au nom des choses les plus saintes et les plus respectées ? Contentons-nous de réformer les abus et maintenons en place ce qu'il y a d'utile dans le capitalisme.

C'est le propre des hommes de commencer par user et ensuite d'abuser. C'est à la société d'édicter les lois nécessaires pour que ce qui lui est utile ne devienne pas nuisible par les abus qu'on en peut faire. Si on supprimait tout ce qui peut prêter à des abus, il ne resterait plus rien. La question n'est pas de savoir si le système capitaliste est parfait, mais de déterminer si les avantages qu'il présente ne dépassent pas de beaucoup les inconvénients qu'on lui reproche. D'ailleurs, peut-on supprimer le capitalisme ? Oui, si on en revient à l'organisation économique et sociale du moyen âge où il n'y avait pas d'usines, mais des organisations familiales ne nécessitant pas de gros capitaux. Qui dit usines susceptibles d'une grosse production sous-entend nécessairement capitaux pour construire ces usines et capitaux pour en assurer le fonctionnement. La question se ramène donc à savoir si les usines doivent être propriété privée ou propriété de l'Etat. On peut supprimer le capitalisme privé, mais ce ne peut être que pour instaurer le capitalisme d'Etat lequel n'est autre chose que socialisme, collectivisme ou communisme, avec, dans tous les cas, accompagnement de bureaucratisme.

Pour équiper la nation, pour construire routes, canaux, chemins de fer, maisons d'habitation et usines, on ne peut le faire qu'en demandant aux citoyens d'y consacrer une partie de leur labeur. Le travail bénévole étant exclu comme illusoire, il ne reste plus que la corvée obligatoire — c'est ainsi que furent construits châteaux et églises au moyen âge — ou le travail rétribué. Dans une société acapitaliste, l'Etat ne peut rétribuer les travailleurs qu'en imposant les travailleurs eux-mêmes. C'est donc encore la corvée déguisée.

Le système de libre entreprise présente un avantage décisif sur tous les autres systèmes : c'est son adaptation automatique à toutes les situations tant que la possibilité d'un profit personnel est conservée. Au contraire, toute organisation sociale, où l'Etat est tout et l'individu presque rien, ne tarde pas à se détériorer. Pour se maintenir longtemps, elle demanderait trop de fermeté et d'intelligence pratique de la part des gouvernants et trop de vertu de la part des citoyens.

ECARLAT. — Ne pourrait-on pas soutenir tout aussi bien que le régime capitaliste exige beaucoup trop de vertu pour être durable ?

En devenant trop puissant financièrement et trop faible politi-

quement et socialement, le système capitaliste a causé sa propre ruine. Pour rester acceptables, les entreprises capitalistes auraient dû limiter leur extension. En cessant d'être des organismes d'importance moyenne, dirigés effectivement par leurs propriétaires locaux, les sociétés les plus puissantes sont devenues des colosses aux pieds d'argile.

DURAND.— Déjà, avant la première guerre mondiale, le vicomte d'Avenel écrivait :

« Les privilèges de l'argent ont de tout temps excité l'envie et le respect, mais, n'en déplaît à ceux qui pensent que nous sommes un « siècle d'argent », l'envie décidément l'emporte aujourd'hui sur le respect, et La Bruyère n'écrit plus que « l'on ne saurait tourner en ridicule un homme fort riche, parce que les rieurs seront de son côté ».

« A l'égard des millionnaires en vue, le dénigrement est maintenant plus à la mode que l'adulation. Le bon ton est de les dédaigner, comme il était naguère de les rechercher... Les Français d'aujourd'hui sont plus riches que leurs pères, peut-être n'aiment-ils pas davantage l'argent, mais jamais ils n'ont tant haï celui qu'ils n'ont pas. »

De tout temps on a dit beaucoup de bien et beaucoup de mal des richesses. Les pauvres rêvent d'être riches et ceux qui le sont ne peuvent concevoir sans angoisse qu'ils puissent cesser de l'être. Beaucoup d'entre eux souhaiteraient même de l'être davantage. Une seule chose les en détourne : ils veulent jouir de leurs richesses. Devant une soif si universelle d'acquérir des biens il est véritablement surprenant qu'à toutes les époques, sous tous les régimes, on ait dénoncé la ploutocratie. Dès l'Antiquité on constate ces tendances contraires. On lit dans Hésiode : « Pour nous autres, pauvres mortels, l'argent c'est la vie », tandis que Sophocle fait dire à Antigone : « L'argent séduit et corrompt les hommes ; il transforme la vertu en bassesse ; il enseigne l'infamie et l'impiété ». Par la voix de leurs proverbes, toutes les nations ont exprimé tour à tour ces sentiments contraires : Proverbe espagnol : « Aucune montagne n'est assez haute qu'un âne chargé d'or ne puisse escalader ». Proverbe polonais : « Quand j'avais de l'argent tout le monde m'appelait frère ». Proverbe russe : « Quand l'argent parle, la vérité est silencieuse ». Proverbe persan : « Qui a de l'argent est effrayé ; qui n'en a pas a des soucis ». Proverbe marocain : « Trop d'argent est la pire des tribulations ». Proverbe latin : « L'argent a bonne odeur quelle que soit son origine ». Proverbe irlandais : « Une lourde bourse fait un cœur léger ».

Dans l'Antiquité, à Athènes, à Carthage, à Rome, le peuple maudissait les riches. La tradition s'en est si bien conservée que les riches eux-mêmes ont pris l'habitude de dénoncer aussi les autres riches, pour peu que ceux-ci ne doivent leur opulence qu'à eux-mêmes et non à quelque plus ou moins lointain ancêtre, toutes choses en apparence très illogiques.

Aux méfaits de toute ploutocratie s'ajoutent maintenant, nous dit-on, ceux du capitalisme lui-même en tant qu'institution. Seulement,

ses pires ennemis, s'ils dénoncent le capitalisme privé, louent sans limite le capitalisme d'Etat comme si cela faisait grande différence pour l'ouvrier que l'usine où il travaille figure sur des registres comme étant la propriété de mille, dix mille actionnaires ou, au contraire, celle de quarante millions de citoyens. Dans l'un comme dans l'autre cas il y aura un directeur, des ingénieurs, des contremaîtres, des surveillants et un portier qui contrôlera les entrées et les sorties.

On adresse au système capitaliste les reproches les plus contradictoires : la hausse des prix en supprimant la concurrence comme aussi la baisse des prix en favorisant une concurrence effrénée. Quand le progrès technologique ou la simplification des rouages commerciaux aboutissent à une diminution des prix de revient, on accuse les capitalistes de ne pas en faire profiter le public en abaissant les prix de vente. Dès que ceux-ci sont abaissés, comme dans le cas des magasins à prix unique, le tollé des petits commerçants émeut les Pouvoirs publics et l'on décide d'interdire l'extension d'un tel système.

Le capitalisme est devenu le bouc émissaire de tous les maux de la société moderne. Dans les colonies c'est la même chose. Quand il est lent à s'y intéresser on lui reproche sa routine, sa crainte du risque, son manque de patriotisme. Dès que les capitaux affluent dans des territoires jadis incultes on crie à l'accaparement ou à la spéculation.

Il est élégant de décrier le capitalisme et l'idée de profit qui en est la base. Loin que l'idée de profit s'oppose à celle de progrès, elle s'y associe. Dans tous les pays de grande industrie, ce sont les travaux de recherche effectués grâce aux capitaux d'entreprises capitalistes, et en dehors de toute aide de l'Etat, qui ont amené non seulement des progrès technologiques considérables mais aussi de grandes découvertes scientifiques.

Après l'Allemagne, l'exemple des Etats-Unis démontre que ce sont surtout les entreprises qui disposent de vastes ressources qui peuvent se donner le luxe d'entretenir des laboratoires de recherche où des techniciens travaillent de façon continue pour découvrir des perfectionnements qui ne sont pas à la portée du petit entrepreneur.

En fait, initiative privée et capitalisme ont accompli des miracles auxquels l'Etatisme n'a rien à opposer sinon d'avoir protégé l'initiative privée par des lois et une police.

Le « fair play » exigerait que l'on reconnaisse qu'en empêchant le système capitaliste de fonctionner librement on décrète ainsi sa disparition. Le système capitaliste est parfaitement compatible avec une organisation réellement démocratique de la société. Quand il succombe c'est parce qu'on le charge de chaînes de plus en plus lourdes qui entravent son adaptation à des conditions économiques variables. Rendez-lui la liberté, laissez revivre le système de libre concurrence, de libre entreprise, de libre circulation des marchandises et des capi-

taux à travers le monde, très vite le monde civilisé retrouvera son équilibre.

*ECARLAT. — Peut-être, mais seulement en perpétuant des injustices sociales dont nous ne voulons plus et en réduisant au chômage des millions et des millions d'honnêtes travailleurs.

Cette unanimité de l'opinion publique à condamner le système capitaliste, et que vous tournez en ridicule, est la preuve qu'il n'est qu'injustice légalisée, honorée, récompensée et même récompensée trop grassement.

DURAND. — Vous voulez dire que les bénéfices attribués au capital sont trop élevés pour les services que la communauté en reçoit. Cela arrive quand les capitaux disponibles, ou les capitaux désireux de s'employer, sont rares tandis que la demande de capitaux est urgente. C'est là le vieux principe de l'offre et de la demande. Dans un pays neuf la rentabilité des capitaux est très élevée. Pourquoi ? Parce que les capitaux y sont rares. Ces bénéfices élevés sont-ils utiles ou inutiles ? Je réponds hardiment : ils sont nécessaires. Pourquoi ? Parce que c'est ainsi seulement que dans un pays neuf on peut attirer des capitaux ou constituer un capital indigène.

Chez les vieilles nations il arrive parfois aussi que les capitaux sont rares, donc chers. Est-ce alors la faute des capitalistes ? Généralement non. Le responsable c'est, soit la politique sociale ou fiscale du gouvernement qui a fait fuir les capitaux ou les a détruits, soit la pauvreté naturelle d'un pays qui présente peu d'opportunités de développement profitable. Les capitalistes sont, par nature, avides, craintifs et moutonniers. En cela ils ne se distinguent pas des autres hommes lesquels, pour manifester les mêmes symptômes d'avidité, de crainte et de paresse moutonnière, n'ont besoin que d'avoir quelques milliers de francs-or dans leur poche.

Dans la société moderne telle qu'elle fonctionne depuis une quinzaine d'années, le grand financier est devenu vulnérable de façons multiples. Dès qu'il critique les Pouvoirs publics, ou subventionne un parti qui leur est hostile, ou achète seulement un journal où il veut exprimer ses opinions, de toute part, se multiplient sur lui, sur sa famille, sur les entreprises qu'il contrôle, des enquêtes fiscales, administratives et autres. En cas de grève dans ses usines, la protection insuffisante de la liberté du travail suscite des incidents multiples. Parfois le « financier » moderne ne représente plus qu'une façade vidée de sa substance comme ce fut le cas en France pour divers membres des 200 familles. N'empêche. Il est encore dénoncé comme un symbole des trusts et du capital international.

Ces constatations ne sont pas nouvelles. Quand un Jacques Cœur, un Fouquet, un Ouvrard devenaient trop riches et trop puis-

sants, ils étaient les propres artisans de leur ruine. Nous n'avons plus guère de rois, mais nous avons le peuple roi. Devenir trop riche, c'est l'offenser.

En fait, industriels, commerçants et capitalistes devraient être les premiers à réclamer une loi simple, claire qui limiterait les dimensions d'une industrie par rapport à l'ensemble du pays à moins que cette industrie ne soit nouvelle ou qu'elle exploite des brevets sans lesquels elle n'existerait pas. Un maximum de 20 à 30 % de la capacité productive par rapport à la capacité nationale devrait être le maximum possible. C'est la proportion généralement admise aux Etats-Unis. Le rendement des capitaux investis dans les entreprises géantes n'est pas plus grand que celui qu'on peut obtenir des entreprises d'importance moyenne. Il est même souvent inférieur.

L'énorme concentration des capitaux entre les mains de quelques banques offre certains avantages économiques. Ceux-ci sont plus que compensés par une vulnérabilité plus grande vis-à-vis des Pouvoirs publics.

ECARLAT. — On vante l'« efficiency » du système capitaliste. On affirme que les bénéfices de l'entrepreneur sont plus que compensés par le zèle qu'il déploie pour maintenir le coût de production aussi bas que possible. Ce n'est que trop vrai en ce qui concerne les salaires des ouvriers eux-mêmes mais l'exploitation capitaliste incorpore à ses prix de revient des dépenses qui seraient certainement réduites en exploitation socialiste.

Le capitalisme privé a été condamné du jour où le gros actionnaire a trouvé avantageux ou nécessaire de passer la main à une foule de petites gens qui ne se soucient que de deux choses : le dividende et le cours de la bourse. L'absentéisme des détenteurs de capitaux, tout comme l'absentéisme des propriétaires terriens, conduit à leur expropriation. Tout au long de l'histoire nous retrouvons le même phénomène. Quiconque renonce à exercer directement les fonctions qui justifient son existence prépare sa propre déchéance ou celle de ses héritiers naturels. Marx l'avait prédit. La concentration industrielle postule les nationalisations et la conversion de l'économie bourgeoise en économie socialiste.

Implicitement, vous admettez que pour corriger certains abus qui se produisent dans votre système capitaliste, il est nécessaire qu'on laisse ceux-ci se manifester avec assez de force pour qu'ils déclenchent les réactions nécessaires qui y remédient. En économie dirigée, notre médecine est préventive plutôt que curative. Nous ne voulons plus de crises économiques quoique vous prétendiez que ces fièvres passagères jouent le rôle d'un volant qui ralentit la machine économique quand elle s'emballe. Nous ne voulons plus de réductions de salaires quoique

vous prétendiez que celles-ci, en rétablissant les marges bénéficiaires, invitent Messieurs les Industriels et Capitalistes à redonner de l'activité à leurs affaires. Nous ne voulons plus de chômage quoique vous assuriez qu'un certain chômage est inévitable, ne serait-ce que pour pourvoir le marché du travail. Nous ne voulons plus de ces mouvements spéculatifs désordonnés qui, sous prétexte de respecter la loi de l'offre et de la demande, freinent tantôt la production par des prix trop bas, tantôt la consommation par des prix trop élevés. Dès que les statistiques font ressortir un manque ou un excès de quelque marchandise nécessaire, nous voulons pouvoir en activer ou en ralentir la production par des mesures coordonnées au lieu de nous en remettre aux soins de la spéculation.

L'argent que les capitalistes prêtent à gros intérêts pour faire travailler les prolétaires, d'où vient-il si ce n'est du peuple lui-même ?

DURAND. — Il vient du peuple tout entier lequel comprend non seulement les ouvriers mais aussi les fermiers, les ingénieurs et tous ceux qui font œuvre utile. L'argent qui fait tourner la machine capitaliste ne mérite pas plus notre admiration que notre mépris, tout comme l'eau de la rivière qui fait tourner la roue du moulin. « Je ne sais si l'eau qui fait tourner la roue de mon moulin est bien pure » disait un meunier. « L'essentiel, c'est que le moulin tourne, autrement vous n'auriez pas de farine. »

Le système capitaliste fonctionne, voilà ce qui importe. Parfois le flot des capitaux se ralentit ; parfois il est trop abondant. Un peu de patience, faites confiance à la machine capitaliste au lieu de vouloir la briser. Tout rentrera dans l'ordre. Il en est ainsi dans le monde depuis que le monde existe. Il y a des années pluvieuses, d'autres qui ne le sont pas assez. La machine capitaliste, si on ne la brusque pas trop, y remédiera elle-même en permettant de stocker ce qui est en excès cette année et fera défaut l'année suivante.

On accuse trop volontiers le système capitaliste des fautes que l'on commet en son nom. Les folies spéculatives de 1928-1929 furent dues aux individus, non aux institutions. Le public fut coupable pour sa crédulité et sa paresse, les banquiers furent coupables pour leur ignorance ou leur mépris des lois les plus simples des cycles économiques, les chefs des instituts d'émission furent coupables de ne pas avoir arrêté assez énergiquement les progrès de l'inflation boursière par les règles classiques de la suppression préventive des crédits et de l'élévation du taux de l'escompte, les politiciens et les gouvernements furent coupables pour ne pas avoir coupé court à tous les abus qui ont grossi l'abcès putride tels que : division à l'infini des titres des sociétés par l'abus des « stock dividends » au moyen desquels on arrive à surcapitaliser boursièrement aussi bien les mauvaises que les

bonnes affaires ; la pratique inaugurée en Amérique d'exprimer les bénéfices des sociétés, non plus en pourcentage du cours de bourse, mais en divisant celui-ci par les bénéfices ce qui rend acceptables au public des rendements qui tendent vers zéro ; la création d'actions à vote plural et l'abandon du droit de vote des actionnaires au moyen de voting trusts ou de pouvoirs en blanc transmis comme une simple affaire de routine par les banques. Les folies collectives échappent aux sanctions et le système capitaliste encaisse tout le blâme. Voilà pourquoi, aux adversaires par principe de ce système, se sont joints tous les défaitistes du système lui-même, tous ceux qui avaient rêvé de la fortune facile, sans autre effort que celui de ne pas dire, non, au remisier ou au démarcheur qui venait leur proposer d'acheter pour leur compte un de ces bouts de papier dont lui-même trouvait inutile de calculer approximativement la valeur réelle, tant celle-ci était peu en rapport avec le chiffre que faisait ressortir la cote de la Bourse au pire moment du boom de 1929.

Tout comme les mauvais bergers de la finance, nombre de gouvernements ont commis les pires méfaits et conduit leurs peuples à la ruine. Condamne-t-on pour cela tous les gouvernements présents et futurs ? Il y a des banquiers escrocs, des comptables infidèles. Faut-il pour cela supprimer la banque et la comptabilité ? Au nom du système capitaliste comme de n'importe quel autre système, on peut commettre tous les abus. Ce qu'il faut, c'est en rendre la répétition impossible et corriger le système si on peut, mais non le supprimer.

ECARLAT. — Le défaitisme capitaliste est analogue au défaitisme qui, en France, s'était emparé de la noblesse vers la fin du XVIII^e siècle. La noblesse ne sut pas, ou ne voulut pas se réformer. Conséquence : elle perdit ses privilèges. L'erreur des gros capitalistes, et du monde capitaliste en général, a été de se montrer aussi incapable de réformes. D'ailleurs il est rare qu'une classe sociale qui bénéficie d'avantages abusifs consente à en abandonner quoi que ce soit, sauf par nécessité. Le monde capitaliste a laissé passer l'occasion de se réformer lui-même. Tant pis pour lui et pour le système.

DURAND. — Il n'y a pas de machine parfaite. La machine capitaliste fonctionne depuis longtemps ce qu'aucun autre système économique n'a encore pu démontrer pour lui-même. Le fonctionnement du capitalisme est basé sur un très vilain défaut, l'égoïsme, dites-vous ? Franchement, peut-on appeler défaut ce qui fait mouvoir les hommes depuis qu'ils existent ? Si l'égoïsme est un défaut c'est la machine humaine qui est fautive, et, entre nous, je suis plutôt tenté de croire que c'est vous-même qui êtes dans l'erreur quand vous appelez défaut ce qui n'est, après tout, que la condition nécessaire de la vie.

VI

Travail et Capital

NÉON. — Karl Marx dans « The Poverty of Philosophy » nous dit : « L'anarchie de la production, qui est la source de tant de pauvreté, est en même temps l'origine de tout progrès ». Puisque étatsisme, socialisme et communisme suppriment la concurrence, ce sont donc à des régimes de liberté économique que nous devons continuer à avoir recours si nous voulons poursuivre les progrès réalisés par la libre initiative des individus.

ECARLAT. — L'emprise des plus gros capitalistes sur l'économie s'effectue en deux temps. Dans le premier, concurrence économique effrénée, d'où crises économiques et chômage. Le prolétariat est réduit à merci et aussi les petits entrepreneurs et les entreprises financièrement plus faibles. Les trusts en profitent pour porter secours, en les absorbant, aux entreprises plus faibles ou en liquidation. Dans un deuxième temps, après que l'anarchie de la concurrence a servi leurs fins, trusts ou cartels, devenus tout-puissants, suppriment celle-ci. C'est l'ère des ententes entre producteurs. Simultanément, des holding companies s'étendent en largeur et en hauteur par le trust horizontal et le trust vertical.

Dans le domaine de la spéculation pure c'est la même chose. Après s'être servis de la loi de l'offre et de la demande pour accaparer et raréfier une marchandise sur le marché, des accapareurs suppriment les offres et machinent des corners. Ils restreignent alors les quantités de marchandises mises à la disposition du marché ou les répartissent de façon arbitraire au mieux de leurs intérêts sans se soucier de ceux des consommateurs.

NÉON. — L'accapement est punissable dans la plupart des

législations. C'est aussi une arme qui se retourne souvent contre ceux qui l'emploient. Il suffit d'accaparer blé, cuivre, poivre, caoutchouc pour qu'aussitôt les prix élevés qui en résultent restreignent la consommation, stimulent la production et fassent sortir de leur cachette des stocks ignorés qui démolissent les prévisions des accapareurs.

Quant aux cartels des producteurs, les plus puissants se sont constitués avec l'approbation tacite, voire l'appui des gouvernements des pays où ils ont pris leur origine. C'est donc à ceux-ci que doivent aller les critiques et non aux Conseils d'administration desdits cartels. Au surplus, à quoi se résume, économiquement, la socialisation des moyens de production ? A leur cartellisation entre les mains de chaque Etat.

Pendant longtemps le régime des sucres, en Europe, régime institué par les différents Etats producteurs, présentait les caractéristiques de tout cartel : maintien de prix élevés à l'intérieur, dumping à l'extérieur. Plus près de nous, dans l'Empire britannique et sous son égide, les producteurs de caoutchouc d'Extrême-Orient faisaient partie d'un vaste cartel imposé par l'Angleterre à ses ressortissants.

On accuse banquiers et capitalistes de faire la pluie et le beau temps suivant ce qui agrée le mieux à leurs intérêts du moment. En réalité, ce ne sont pas les capitalistes qui commandent aux événements, mais bien les circonstances qui dictent aux capitalistes leurs décisions.

ECARLAT. — Certaines entreprises capitalistes réalisent des bénéfices scandaleux.

NÉON. — D'autres se ruinent. On a publié des chiffres qui démontrent qu'en France les sociétés anonymes, c'est-à-dire des entreprises particulièrement capitalistes ont, de 1922 à 1939, gagné moins de 4 % par an des capitaux investis par elles. Est-ce exagéré ? Evidemment non puisque cela ne représente même pas l'intérêt que l'Etat est obligé de servir à la petite ou grande épargne quand il veut emprunter lui-même les capitaux nécessaires au fonctionnement de l'économie nationale dans une période aussi troublée que celle qui s'est écoulée entre les deux grandes guerres mondiales.

On s'exagère beaucoup la rentabilité des grandes entreprises. Très souvent celle-ci n'est qu'apparente. Ainsi les charbonnages du Nord de la France semblaient réaliser des bénéfices fantastiques par rapport à leur capital d'origine. Les entreprises les mieux gérées comme Anzin, Lens, Courrières ont, pendant plusieurs générations, passé tous leurs travaux neufs par profits et pertes. Le chiffre véritable de leurs immobilisations était ainsi sous-estimé dans des proportions considérables par rapport à la valeur or de celles-ci et aux sommes qu'il avait fallu dépenser pour les constituer. La dépréciation du franc s'y ajoutant vous avez l'explication complète.

ECARLAT. — Les charbonnages du Nord de la France ont donc dissimulé leurs bénéfices véritables pendant nombre d'années.

NÉON. — Parfaitement Et même, et surtout, aux yeux de leurs actionnaires. Ce n'était pas pour frustrer le fisc. A l'époque, les impôts sur les bénéfices étaient modérés.

Jusque vers 1900 la situation des charbonnages du Nord de la France était précaire par suite de conditions géologiques particulières. Pour atteindre leurs gisements on doit descendre en moyenne beaucoup plus profondément que ce n'est le cas pour les charbonnages belges, allemands et anglais, concurrents naturels des producteurs français. Ceux-ci, pour lutter contre la concurrence étrangère, ont dû procéder à des installations excessivement coûteuses que n'avaient pas à effectuer leurs rivaux étrangers. Si les sommes dépensées par les charbonnages français pour se mettre à la parité de leurs concurrents avaient été empruntées au lieu d'être prélevées sur leurs bénéfices, la plupart des charbonnages du Nord de la France auraient fait faillite. Pour arriver à ce que leurs actionnaires consentent à se passer de dividendes, les plus grosses entreprises ont été amenées à dissimuler leurs bénéfices aux yeux de leurs propres associés...

ECARLAT. — ...et du public.

NÉON. — Mais non du fisc, qui possède tous les moyens d'investigation nécessaires pour se rendre compte de la situation exacte.

ECARLAT. — En ne rendant pas publics les chiffres véritables de leurs bilans, les charbonnages du Nord trompèrent également leurs ouvriers. En arguant pendant longtemps de la médiocrité des rendements c'était un excellent argument pour résister aux demandes d'augmentation de salaires du personnel.

NÉON. — Nos charbonnages ont cédé pendant très longtemps à un sentiment commun à la plupart des Français, lesquels n'aiment jamais divulguer leur chiffre d'affaires, leurs bénéfices réels, leur production. A cet égard, la mentalité du Français moyen contraste vivement avec celle de l'Américain, du moins telle qu'elle existait avant 1914. Quoi de plus naturel, dans un pays neuf où les gens ne se distinguaient du commun que par la fortune, qu'on en fit montre. C'était alors la seule distinction possible. En Europe, les traditions, les préjugés de naissance nous ont légué d'autres bases d'appréciation. La fortune y a toujours excité deux sentiments contradictoires, et l'envie plus que l'admiration. Telles sont les raisons véritables qui poussent les Français à n'en pas faire étalage quand ils ont du tact.

ECARLAT. — Et la crainte du fisc.

NÉON. — Contrairement à ce que l'on prétend souvent, le

capital n'a qu'une seule origine : le travail, le nôtre ou celui d'autrui et beaucoup plus souvent celui d'autrui que le nôtre.

ECARLAT. — Vous le reconnaissez : le capital, c'est le travail des autres, comme Marx l'a parfaitement démontré. La valeur de surplus ou « Mehrwert », comme l'appelle Marx, confisquée par l'entrepreneur pour constituer son capital, atteint souvent des chiffres considérables. Ainsi, d'après une enquête officielle aux Etats-Unis, 677 fabricants de coton ont fabriqué, en 1937, pour \$ 967.110.000 de marchandises. Le coût des matériaux employés, y compris charbon, éclairage, etc., s'est chiffré par \$ 525.947.000. Les salaires payés aux 336.104 ouvriers ont atteint \$ 255.655.000. Cela ne représente qu'un salaire annuel moyen de \$ 761 mais la valeur de surplus empochée par les entrepreneurs a atteint le chiffre énorme de... \$ 185.508.000. Voilà comment se constitue la fortune capitaliste : par la confiscation de la valeur de surplus qui devrait revenir aux ouvriers.

NÉON. — Dans cette somme de \$ 185.508.000 interviennent des dépenses telles que : impôts, frais administratifs, travaux d'entretien, qui constituent des dépenses d'exploitation. Quant à la part du capital proprement dit, elle se divise en trois : amortissement du capital immobilisé, intérêts des capitaux employés et bénéfice net. En temps normal tout ceci n'excède guère 10 à 15 % des capitaux mis en œuvre et, après l'amortissement des immobilisations, calculé sur leur durée d'usage, il ne reste comme bénéfice net du capital, sur une longue période de temps, que ce qui est nécessaire pour inciter les capitalistes à continuer à investir leurs capitaux.

Affirmer comme le font certains auteurs (1) que le « travailleur a droit à l'intégrité du bénéfice réalisé, une fois les bailleurs de capital indemnisés » c'est émettre une affirmation gratuite qui n'a d'autre mérite que de convenir ou non à nos sentiments. M. Deschenaux dit d'autre part : « Le commandement ne saurait revenir au capital... Posséder et investir de l'argent ne confère pas de soi une aptitude aux fonctions directrices, ni même à y déléguer des mandataires... L'autorité dans l'entreprise ne peut, normalement, procéder que du travail, seul facteur vivant dans l'œuvre de production. L'entreprise elle-même, comme entité économique, appartient de droit à ceux qui y travaillent quel que soit le propriétaire du capital ». En opposant ici le Travail et le Capital, l'auteur précédent oublie totalement que si l'un et l'autre se trouvent dissociés dans la Société Capitaliste moderne, Capital et Travail ont une origine commune qu'on appelle celle-ci travail, initiative, entreprise, invention risque ou conquête. La notion de Capital

1. Voir Georges Duplain dans la *Gazette de Lausanne*, du 27 février 1947, et Henri Deschenaux « Prix de la Liberté » dans le *Cahier Suisse Esprit* (La Baconnière).

constitue un cas particulier de celle, beaucoup plus étendue, de propriété. C'est à celle-ci qu'il faut se référer si l'on veut envisager de façon rationnelle les rapports du Capital et du Travail.

A l'origine travail et capital ne font qu'un. L'homme primitif confectionne des armes avec des matériaux qui ne sont revendiqués par personne : bois et silex. Du jour où il les a façonnés pour son usage, ceux-ci deviennent sa propriété, son capital. Il s'en sert pour subvenir à ses besoins, pour la chasse ou pour la pêche, et pour se défendre contre d'autres hommes qui voudraient lui ravir ce qu'il considère comme sa propriété. Les premières charrues n'étaient qu'un gros pieu en bois et les premières propriétés furent constituées par ce que chaque individu ou chaque famille pouvait défricher et cultiver. Tout cela est bien loin, dira-t-on ? Sans doute. Mais la genèse et le développement du droit de propriété en sont la conséquence. On aperçoit alors qu'il ne s'agit plus d'une notion purement conventionnelle, arbitraire et contraire à l'esprit de l'humanité et du progrès. Bien mieux, la notion de propriété et de capital a été féconde. Sans elle les hommes n'auraient pourvu qu'à leurs besoins immédiats les plus primitifs sans faire le moindre effort pour améliorer leurs instruments de production, ni sans faire de réserves pour l'avenir. Reste à voir, maintenant, si ces notions de propriété et de capital, si fécondes pour le progrès de l'humanité et légitimées par leur utilité, doivent être remplacées par des principes tout autres.

Pour faire le procès de la Société Capitaliste on se plaît à opposer le travail qui produit et le capital qui commande ou qui, simplement prêté, prélève une dîme injuste sur le labeur d'autrui. Même dans nos Sociétés Capitalistes actuelles il existe un nombre considérables d'entreprises où le travailleur est son propre bailleur de fonds et son propre gérant. Allez-vous condamner toutes celles-ci ? Non. On se contente de les oublier parce que c'est plus commode et on s'en prend uniquement à la grande société capitaliste où, en effet, existe une séparation très nette entre trois éléments essentiels : les ouvriers ; la direction ; le capital.

Examinant les choses en libéral, je dis : il n'existe entre ces trois entités aucune obligation réciproque autre que la satisfaction de leur propre intérêt. Comme chacun sait, ce n'est pas par philanthropie que M. Durand va fournir des fonds pour que la Société X construise une usine. Il ne le fera que dans la mesure où cela lui paraîtra profitable. S'il se trompe, il perd son capital. S'il a vu juste, il a des chances de l'augmenter. Pour la commodité des comparaisons on a pris l'habitude d'exprimer les gains ou les pertes en pour cent du capital fourni à l'entreprise, mais cela n'est pas essentiel. Dividendes ou intérêts servent à rémunérer deux choses : d'une part le capital dont se prive M. Durand, et qu'il pourrait placer autrement ; d'autre

part le risque couru par M. Durand en se séparant de son capital et son intelligence à prévoir ou non le succès ou la faillite de l'exploitation X.

Ce n'est pas davantage par philanthropie que des techniciens, ingénieurs ou autres organes de direction vont proposer à M. Durand de placer ses capitaux dans la Société X. Ils estiment, à tort ou à raison, que cela donnera un emploi profitable à leur activité.

Reste maintenant le troisième facteur : la main-d'œuvre. C'est ici que se manifestent les plus grandes divergences doctrinales, mais c'est mal poser le problème que de dire : le Capitaliste Durand a droit à ceci, le Directeur Néon à cela et Jean, Pierre, Paul, simples ouvriers, à tel ou tel salaire. Les uns et les autres n'ont aucun droit inhérent à leur fonction. Ce qui, jusqu'à une époque récente, réglait leurs rapports réciproques c'étaient leurs besoins, leurs désirs, leurs ambitions et la possibilité pratique de satisfaire ceux-ci dans la plus grande mesure du possible. Pas plus que Durand le capitaliste et Néon l'ingénieur ne fondent la Société X par philanthropie, pas davantage Jean, Pierre et Paul ne viennent y travailler pour faire plaisir à Durand ou à Néon ou, plus généralement, à la Société tout entière. Cependant, si libéral soit-on, il faut bien convenir ici d'une difficulté qui devient de plus en plus grande au fur et à mesure que le petit artisanat tend, non à disparaître, mais à offrir des facilités plus restreintes qu'autrefois. Le capitaliste peut faire la grève des capitaux aussi longtemps que ses disponibilités lui permettent de se procurer les choses essentielles à l'existence. Pour l'ouvrier il en va autrement. Pour lui la grève ne peut avoir qu'une durée limitée. En ce sens il n'est pas libre de ne travailler que si les conditions du travail lui conviennent. En fait, elles ne lui conviennent jamais absolument mais, en général, il arrive à s'en contenter faute de mieux. L'Etat, c'est-à-dire la communauté, est donc amené à intervenir pour fixer des conditions minima de travail, un salaire minimum et des heures de travail maxima. Dans tout cela où voit-on l'ombre d'un principe au nom duquel on déclarerait la primauté du capital sur le travail ou inversement ? Nous nous trouvons non devant des théories échafaudées sur des principes transcendants mais sur des situations de fait.

Si on admet, ce que contesteraient des libéraux 100 %, mais il n'en existe plus guère, que la classe ouvrière est incapable par la grève et les conventions collectives, librement acceptées entre patrons et ouvriers, d'arriver à des conditions de travail qui garantissent un niveau de vie raisonnable, la fixation par l'Etat de conditions de travail minima s'impose mais celles-ci peuvent s'effectuer aussi bien en régime capitaliste qu'en régime socialiste. On peut même soutenir que le sort de la classe ouvrière est mieux protégé dans un système semi-libéral, où l'Etat fixe des minima de salaires mais non des maxima, que dans

un système purement étatique où l'Etat détermine, plus ou moins arbitrairement, non seulement le minimum de ce que l'ouvrier doit gagner mais aussi le maximum et où les Pouvoirs publics sont constamment influencés par l'idée que, fixant eux-mêmes les salaires, c'est faire œuvre de rébellion envers l'Etat que de faire grève. L'ouvrier fonctionnarisé risque de perdre, en droit et en fait, le privilège de faire légalement la grève. Dans un régime semi-libéral, le gouvernement joue le rôle d'arbitre entre patrons et ouvriers, avec tendance à favoriser ceux-ci tant que cela ne compromet pas — et encore — la prospérité de la nation puisque dans toute société démocratique le gouvernement dépend surtout du vote de la classe ouvrière. Au contraire, dans un régime étatique, socialiste ou communiste, il ne peut y avoir de stabilité que si le gouvernement est assez fort pour imposer sa volonté à la masse prolétarienne. Celle-ci, en obtenant pour employeur unique l'Etat, perd l'organe de protection que constitue pour elle tout gouvernement dans une société réellement démocratique. Au lieu d'une multitude de petits et grands patrons parmi lesquels l'ouvrier reste libre de choisir celui qui lui convient, la concentration de la propriété dans une seule main : la Nation, conduit indirectement à la dictature de la Nation ou d'un parti, c'est-à-dire, en définitive, à la dictature d'une bureaucratie si celle-ci est fortement charpentée, ou à l'anarchie si une fraction importante de la population se révolte contre les organes censés émaner de la Nation mais ne représentant, en réalité, qu'une coterie partisane, outrancière ou débile, parce que démagogique.

Dans une économie parfaitement libre, c'est-à-dire dans une économie où les cartels sont interdits et où règne le « fair play » d'une libre concurrence, les bénéfices du capital sont régis, comme toute autre chose, par la loi de l'offre et de la demande. Si la rentabilité d'une certaine industrie devient excessive, cela attire les capitaux en quête de placement. La concurrence qui s'ensuit ne tarde pas à ramener la rentabilité de cette industrie à un taux normal et, souvent même, à l'abaisser bien au-dessous de la normale. Dès que dans les milieux industriels on se rend compte des gros bénéfices que laissent certaines fabrications, X..., Y... ou Z... se hâtent, chacun de leur côté, et souvent à leur insu réciproque, d'installer dans leur propre usine les mêmes fabrications. A une période de rareté relative succède la multiplicité des offres. Celles-ci provoquent de nouveaux perfectionnements de la part des industriels tandis que, par la réduction des marges bénéficiaires, ceux qui sont moins bien outillés ou moins habiles sont obligés de cesser des fabrications qui ne leur laissent plus que des pertes. Un excès de rentabilité de certaines fabrications, loin de nuire à la cause du progrès et à celle du bien-être général, sert donc celles-ci.

ECARLAT. — Mais pas le jeu de ces alternatives de prospérité et de dépression qui caractérisent le système capitaliste et dont souffre le prolétariat, celui-ci ne profite que maigrement des périodes de gros profits dans une industrie déterminée, ou même dans l'économie tout entière. Par contre, la concurrence effrénée qui suit nécessairement chaque boom est à l'origine des crises périodiques de chômage.

NÉON. — Il est évident qu'en théorie, dans une économie dirigée, on pourrait remédier à ces à-coups de l'économie libérale. Le moyen âge nous offre un exemple de ce que cela pourrait être. Dans chaque corps de métier les syndics faisaient en somme de l'économie dirigée. Pour résoudre toute difficulté, chaque corporation astreignait ses membres à des règles sévères. Le but était précisément d'éviter la concurrence en supprimant le progrès et en limitant le nombre des ouvriers. C'étaient de véritables cartels qui, n'ayant guère à redouter la concurrence étrangère, n'avaient plus qu'un seul objet : gagner le plus possible en fabriquant le moins possible. Si l'humanité tout entière devenait cartellisée, c'est-à-dire régie par un organisme central qui décréterait souverainement la part de chacun dans la production mondiale, on se rapprocherait assez vite de ce que faisaient les Corporations du moyen âge.

ECARLAT. — Comme Marx l'a démontré, un ouvrier qui produit 12 shillings de marchandises ne reçoit là-dessus que 6 shillings. Avec une exploitation étatiste, si cette différence ne peut pas aller dans la poche de l'ouvrier, du moins elle ne sera pas perdue pour la communauté au lieu d'aller engraisser un patron.

NÉON. — La dépréciation du franc rend plus difficile en France qu'aux Etats-Unis l'étude de la rentabilité des capitaux. D'ailleurs celle-ci a toujours été en France bien inférieure à ce qu'elle a été dans les pays neufs : avant 1914, à cause de la surabondance des capitaux ; depuis la première guerre mondiale, par suite de la dépréciation du franc. C'est donc aux Etats-Unis que je vais m'adresser pour rechercher si les bénéfices du capital sont excessifs.

Dans l'industrie de la viande, regardons du côté de chez Swift and Co, le plus puissant de ces fameux packers de Chicago.

Prenons l'exercice terminé le 31 octobre 1942 qui a été très favorable. Pendant cet exercice, Swift and Co a vendu pour \$ 1.409.405.770 de produits. Je ne traduis pas les chiffres en francs, ils deviendraient astronomiques. Où est passée cette somme qui représentait à peu près le budget de la France avant l'occupation allemande ? \$ 1.095.890.943 ont été payés par Swift pour le bétail, les produits laitiers et autres matières premières. Les salaires des employés ont atteint \$ 138.087.127, les impôts et divers

\$ 158.454.979. Finalement, il est resté pour les actionnaires la somme relativement minime de \$ 16.972.721 sur laquelle la Société n'a distribué en dividendes que \$ 8 882.952, le solde de \$ 8.089.769 étant réinvesti dans l'entreprise. Pour chaque dollar de vente, Swift a payé aux producteurs agricoles : 77,8 cents ; aux fabricants de produits et machines diverses : 3,9 cents ; en salaires à ses ouvriers et à son personnel : 9,8 cents , aux compagnies de transport et divers : 4,4 cents. L'entretien des usines a coûté 0,5 cent, les impôts, etc., 2,4 cents. Finalement le bénéfice n'a représenté que 1,2 % du chiffre d'affaires. Est-ce exagéré ? Si l'Etat exploitait lui-même l'affaire de Swift, il ne ferait pas mieux ou, plus exactement, il léguerait aux contribuables non un bénéfice minime de 1,2 %, mais un très coquet déficit lequel ne pourrait être acquitté naturellement que par les consommateurs eux-mêmes. En entreprise socialiste, les produits qui ne coûtent actuellement au consommateur que \$ 1 en coûteraient 10 % ou 20 % de plus.

ECARLAT. — Pour être convaincants, vos chiffres devraient montrer que ce faible bénéfice en pourcentage des ventes n'est pas disproportionné par rapport au capital investi par les actionnaires de Swift and Co.

NÉON. — Ce capital s'élève à \$ 269.792.000. Pour un bénéfice annuel de \$ 16.972.721, cela représente un rendement de 6 % du capital. Vu les risques courus, est-ce exagéré ?

ECARLAT. — Tout à l'heure vous disiez — et avec raison — que les industries de l'alimentation sont particulièrement stables. Les risques courus sont donc négligeables.

NÉON. — Les risques courus, malgré la stabilité des débouchés, sont encore très larges parce que, vu le faible capital requis par rapport au chiffre des ventes, toute erreur de gestion de l'entreprise a des résultats désastreux sur le pourcentage des bénéfices par rapport au capital. Si, au lieu de considérer seulement les industries de l'alimentation, nous établissons la moyenne de ce que gagne l'ensemble des grandes Sociétés par actions sur une longue période d'années, nous constatons que leurs bénéfices nets atteignent en moyenne $9\frac{1}{2}$ % du capital réellement investi. Ce chiffre paraît considérable, mais il faut prendre garde qu'il ne s'applique qu'aux seules Sociétés qui ont survécu ou qui se sont montrées assez profitables pour que leur existence soit poursuivie.

Aux Etats-Unis, il est assez facile de se rendre compte de la part moyenne réservée à l'ensemble des affaires industrielles au cours d'un certain nombre d'années. Des statistiques compilées par le Département du Trésor américain, il résulte que pour la période com-

prise entre les années 1924 à 1939 incluses, le bénéfice total des Sociétés anonymes américaines a été de 3,60 % de leur capital net investi. Il est à remarquer que c'est là un chiffre qui mérite quelque attention, parce qu'il a été établi sur une longue période, exempte de guerres, tout au moins en ce qui concerne les Etats-Unis, et que les années en question se sont étendues alternativement sur un cycle économique complet de prospérité et de crise. Le revenu net annuel de 3,60 % est donc bien représentatif de ce que l'ensemble des Sociétés anonymes américaines ont réellement gagné.

Qui oserait soutenir que cette part attribuée au capital de 3,60 % par an soit exagérée ? Il est possible que les protagonistes du communisme la considèrent encore trop forte. Ce qu'ils désirent, c'est qu'il n'existe plus de capital privé. Cela relève d'une idéologie qui n'a rien à voir avec la Science économique.

Un rendement moyen annuel de 3,60 % est insuffisant. Ceci n'est pas une simple vue théorique. La preuve que ce taux moyen de 3,60 % est insuffisant, c'est que depuis dix ans le capital a préféré s'accumuler dans les Banques plutôt que de s'employer dans les affaires. En outre, ce rendement moyen de l'industrie et du commerce, organisé sous la forme anonyme, ne représente pas réellement le revenu distribué aux détenteurs réels, aux bénéficiaires de ce capital. Si on estime à 20 % la charge des impôts qui viennent diminuer encore ce rendement, charge qui pour des fortunes atteignant le million de dollars était d'environ 40 %, le rendement effectif des capitaux employés dans le commerce et l'industrie sous la forme de société anonyme se trouve alors réduit au chiffre réellement insuffisant de 2,15 %.

Que la part annuelle des capitalistes soit si faible il n'y aurait, certes, pas lieu de s'en affliger, mais la nation tout entière s'en trouve pénalisée. La prospérité d'une nation ne se maintient que si, de façon continue, les bénéfices du capital viennent se réemployer en partie dans le commerce et l'industrie. Quand, par suite d'un rendement insuffisant pendant une trop longue période, le capital ne reçoit pas une rémunération raisonnable, il ne se remploie plus. On accuse alors à tort capitalistes, banquiers, industriels et commerçants de faire la grève des capitaux alors que si ceux-ci ne s'emploient pas c'est parce que les bénéfices sont devenus disproportionnés aux risques courus. Dans une économie libérale, il n'y a qu'un seul remède durable au chômage, c'est de laisser réaliser par l'industrie et le commerce des bénéfices suffisants pour attirer les capitaux disponibles à s'investir dans des entreprises productrices. Toute mesure, toute menace qui effraie les capitaux tend à créer du chômage et à élever la rémunération que le capital exige pour sortir de ses cachettes. Une saine prospérité crée des capitaux disponibles, non seulement par le jeu de l'épargne, mais aussi par le jeu des crédits auxquels le capital déposé

dans les banques, et en apparence immobilisé, sert de support. Menacez le capital, aussitôt il s'enfuit. Le capital est soumis à deux attractions contraires : sécurité et profit. En diminuant la sécurité du capital vous ne pouvez plus le retenir que par l'espoir de profits accrus. Accroissez la sécurité, et le capital vient supplier ceux qui veulent bien l'employer.

Les hommes travaillent par nécessité ou pour obtenir des avantages. Si vous leur déniez ceux-ci, ils ne travaillent plus que par nécessité ou par ordre. L'homme à qui on ne reconnaît pas le droit de conserver le fruit de son travail et de l'échanger, cet homme-là n'est pas un homme libre, c'est un esclave. Le communisme c'est l'esclavage déguisé sous l'illusion de la propriété en commun.

Le vicomte d'Avenel, dans son ouvrage « Le Nivellement des Jouissances » concluait de même, quoique sous une forme moins brutale :

« Comment le temps présent a-t-il révolutionné la vie, en procurant au peuple à la fois la qualité et la quantité des produits nouveaux ? Par une contradiction singulière, les artisans de cette révolution bienfaisante ont été des spéculateurs et non des philanthropes : ces donateurs travaillent, non point *pour donner*, mais *pour acquérir*. Lorsqu'ils défrichaient ou plantaient, qu'ils édifiaient des usines, risquaient des expériences, lançaient des bateaux ou inventaient des machines, propriétaires fonciers, commerçants ou industriels avaient pour objectif de faire, non pas notre bonheur, mais leur fortune. Pourtant, c'est *notre pain* qu'ils ont gagné à la sueur de *leur front*.

« Tout le progrès moderne est issu de soucis égoïstes et non d'un altruisme désintéressé. Cette constatation ne comporte nul pessimisme : c'est la froide et claire vision des mobiles humains. Ce que leur libre jeu a réalisé, ni la charité chrétienne, ce socialisme facultatif d'hier, ni le socialisme, cette charité obligatoire d'aujourd'hui, n'auraient pu ni ne pourraient l'obtenir. Et comme tout n'est pas encore pour le mieux dans ce *XX^e* siècle, comme il existe encore, parmi les civilisés que nous sommes, des êtres qui souffrent parfois de la faim ou qui lentement en meurent, il est bon de ne pas tarir les sources d'où peuvent jaillir, au profit du plus grand nombre, les progrès futurs.

« Ils seront le résultat du libre effort individuel et non de la bonté collective, fût-elle érigée en système légal. La bonté sert beaucoup à l'amélioration morale de ceux qui l'exercent comme un devoir et fort peu au soulagement matériel de ceux qui la réclament comme un droit. Elle crée seulement de la vertu pour les uns, elle ne crée pas des richesses pour les autres. Au point de vue économique, les bienfaiteurs effectifs de l'humanité ne sont pas les organisateurs de bonté, mais les entraîneurs de travail. »

Les économies de l'avenir vont avoir à résoudre un problème de plus en plus pressant au fur et à mesure qu'on surcharge l'Etat, donc l'économie, donc chaque producteur et, indirectement, chaque ouvrier, de charges nouvelles. Comment faire face à celles-ci sans réduire à néant l'initiative privée ? Comment laisser à l'entreprise privée une marge bénéficiaire qui attire ou retienne encore les capitaux si, en même temps, on accroît les charges que supportent les capitaux qui s'emploient et si on les menace toujours de chaînes de plus en plus lourdes ?

ECARLAT. — La nationalisation du capital et du crédit résout le dilemme.

VII

La véritable richesse des Nations, c'est le travail utile

NÉON. — Encore un carreau de cassé, s'écrie-t-on quelque part. Aussitôt quelqu'un d'en conclure que cela va donner du travail au vitrier. Donc que la perte de l'un est compensée par le gain de l'autre. L'absurdité d'un tel point de vue mériterait à peine qu'on s'y arrête si cela ne nous conduisait à introduire, non plus le côté étroit du gain apparent d'un individu qui, soi-disant, compense la perte d'un autre, mais la notion de la perte collective qui en résulte. La destruction de toute chose qui peut être utilisée pour la subsistance ou l'équipement de la nation constitue un débit inutile et une perte de substance pour celle-ci. Tout cela est si bien établi qu'il ne vaudrait guère la peine que je le mentionne si cela ne me conduisait à rappeler d'autres vérités qui, aux yeux de beaucoup de gens, paraissent moins évidentes.

Contrairement à une notion courante, le gaspillage des riches n'est pas ce qui crée du travail pour les pauvres, ni même ce qui fait vivre ceux-ci. Le gaspillage, la consommation inutile, constituent un appauvrissement pour la collectivité.

DURAND. — Si les riches ne dépensaient pas, qui donnerait du travail aux industries de luxe, qui achèterait ces fleurs magnifiques, ces bijoux dispendieux, ces toilettes somptueuses dont la production fournit le gagne-pain de tant de modestes travailleurs ?

NÉON. — Qu'ils le veuillent ou non, les riches sont obligés de dépenser. Ils dépensent même quand ils croient économiser. Je vais plus loin. Leurs seules dépenses utiles ce sont les sommes qu'ils emploient pour accroître leurs investissements de biens durables. Les autres dépenses des riches, c'est un peu comme du charbon que l'on brûlerait en plein air sans s'en servir à actionner des machines quelconques mais uniquement pour faire de la fumée.

DURAND. — Cependant on dénonce les riches qui thésaurisent ?

NÉON. — Parce que l'on s'obstine à ignorer les effets réels de la thésaurisation. Celle-ci ne représente que des dépenses ou des investissements différés. Qu'ils le veuillent ou non, les riches ou leurs héritiers sont, tôt ou tard, obligés de dépenser. Quelles sont donc les diverses formes de thésaurisation ? Il y a d'abord celle de la thésaurisation par excellence et, en apparence, la plus stérile... du moins pour la collectivité. Effectuée à propos, la thésaurisation des métaux précieux garantit entre les mains de leurs détenteurs la constance du pouvoir d'achat des choses dont ils remettent à plus tard l'acquisition. Contrairement à une opinion générale, l'or thésaurisé n'équivaut pas à une perte pour la collectivité. Pour celle-ci il constitue également un pouvoir d'achat différé qui, pour se manifester, n'attend qu'une occasion favorable. Les métaux précieux sont des étalons de valeur. Ils remplissent leur rôle, qu'ils se trouvent entre les mains des gouvernements, des instituts d'émission ou des particuliers. Les métaux précieux jouent le rôle utile de volant, de contrepoids, de garantie et d'étalon de la circulation fiduciaire de la nation.

Un carreau cassé, un voyage inutile en auto, de la nourriture gaspillée, un domestique inutile représentent des pertes réelles de substance. L'or thésaurisé ne représente pas une perte de substance pour l'économie d'une nation mais seulement la remise à plus tard de la cascade d'achats et de ventes causée par la mise en circulation des métaux précieux ou par les crédits qu'ils rendent possibles. L'extraction des métaux précieux des entrailles de la terre n'a pas été inutile. Du travail, chose périssable si on ne l'investit pas en quelque chose de permanent, a été converti en des matières nécessaires destinées à assurer la stabilité de la valeur d'échange des moyens de paiement de l'humanité. Accessoirement, les recherches occasionnées par la métallurgie de l'or, de l'argent et du platine, nous ont conduit à découvrir d'autres métaux précieux excessivement utiles tels qu'irridium, osmium et autres.

La thésaurisation des billets de banque, ou l'accumulation de dépôts de fonds dans les banques, ne représentent également qu'un pouvoir d'achat différé, un fonds de roulement parfois nécessaire. Ni l'institut d'émission, ni les banques ne laissent leurs capitaux inemployés. Quand leurs espèces en caisse atteignent des chiffres temporairement trop considérables, c'est là la phase préparatoire et le meilleur stimulant à une reprise de l'activité économique.

DURAND. — On a appris partout à se passer d'étalon monétaire. La parole de l'Etat, sa bonne foi, servent de truchement.

NÉON. — Tant que l'Etat ne se sert pas de sa circulation fidu-

ciaire pour couvrir ses dépenses excessives, il en va bien ainsi. Depuis 1914, nous avons appris à connaître que les Etats honnêtes, c'est-à-dire les Etats fidèles à l'esprit de leurs engagements, sont l'exception, non la règle.

DURAND. — Les achats différés dont vous parliez tout à l'heure pour justifier la thésaurisation, finissent bien toujours par se produire. Ce que l'on reproche à la thésaurisation c'est de n'en pas faire profiter de suite l'économie nationale.

NÉON. — Excluons le cas pathologique du Grandet de Balzac qui éprouve du plaisir à palper des pièces d'or. Ceux qui thésaurisent n'emploient guère ce moyen de nos jours que pour se garantir contre l'insécurité des dépôts en banque et, surtout, contre celle de la monnaie fiduciaire. Or, quand une monnaie fiduciaire paraît chancelante, à qui est-ce la faute, sinon à ceux qui administrent les finances de l'Etat ? Quand, sur le point de sortir, vous consultez l'état du ciel et que celui-ci vous fait craindre un orage prochain vous prenez votre parapluie. Vous vous êtes peut-être trompé dans vos pronostics mais, si le ciel ne vous avait pas paru chargé de nuages menaçants, vous auriez trouvé inutile de vous encombrer d'un parapluie. Il en est de même pour l'or. C'est toujours en prévision d'un orage que les gens le thésaurisent. Que nos dieux — c'est-à-dire nos gouvernements — prennent soin des finances publiques et rétablissent la confiance. Personne ne songera à thésauriser.

Du point de vue de l'économie nationale on peut classer les divers individus de la façon suivante :

- A. Ceux qui produisent plus qu'ils ne consomment ;
- B. Ceux qui produisent exactement ce qu'ils consomment ;
- C. Ceux qui produisent moins qu'ils ne consomment ;
- D. Ceux qui ne produisent rien, mais consomment. Ces derniers sont de purs parasites si, se contentant de vivre une existence confortable ou non, ils ne contribuent pas, ou n'ont pas contribué, au progrès de la nation soit par leurs activités littéraires, artistiques ou scientifique, soit en faisant des enfants, soit enfin de toute autre manière utile. Dans un Etat bien organisé on doit s'efforcer de réduire le nombre et les dépenses des parasites. Ceux-ci consomment le travail des autres sans rien donner de tangible en échange.

DURAND. — Ces parasites ont tout de même leur utilité. S'ils n'existaient pas, qui achèterait et consommerait à leur place les choses nécessaires à leur existence ?

NÉON. — Quoique évidente, la leçon du carreau cassé et du vitrier n'a pas encore pénétré dans votre cerveau. Il est exact que si on cassait moins de vitres il faudrait moins de vitriers, et moins d'ou-

riers pour fabriquer du verre, et moins de charbon, et moins de beaucoup d'autres choses aussi. Mais réfléchissez un peu que celui qui a cassé cette vitre, qu'il doit remplacer, aurait employé cet argent à quelque autre achat dont le produit lui aurait causé probablement plus de bien-être ou de satisfaction tout en donnant également du travail à d'autres catégories d'ouvriers. S'il y avait moins de carreaux cassés, il y aurait moins de travail pour les vitriers, mais il faudrait davantage d'ouvriers ailleurs pour satisfaire les besoins normaux de tous ceux qui préfèrent édifier quelque chose d'utile plutôt que de casser des vitres.

Pour le vitrier, il est indifférent de poser des carreaux pour remplacer ceux qui ont été cassés inutilement ou pour pourvoir de carreaux des bâtiments nouvellement construits. Pour la nation, pour la société, le point de vue est différent. Nous avons déjà vu que celui qui a cassé inutilement un carreau et doit le faire remplacer s'est privé des choses utiles ou agréables qu'il aurait pu acheter s'il n'avait pas eu à remplacer un carreau. Pour la société, la destruction d'un carreau qu'il faut remplacer représente également une perte puisque le travail correspondant à ce carreau cassé aurait pu être utilisé à produire des choses utiles pour ceux qui en sont dénués ou à améliorer les conditions d'existence des populations par la construction de routes, de ports, de maisons d'habitation ou d'hôpitaux.

Casser des carreaux pour donner du travail aux ouvriers chargés de les remplacer est une mauvaise façon d'accroître le revenu national. Cette augmentation est exactement contrebalancée par une dissipation, une diminution de l'actif national. L'intérêt national exige, certes, que l'on trouve du travail pour tous ceux qui sont capables de travailler. Mais encore faut-il faire en sorte que ce travail soit utile. Autrement, autant vaut employer les hommes à pomper l'eau de la mer pour, ensuite, envoyer cette eau-là où on l'a prise, ou creuser des trous dans le désert pour les reboucher ensuite sans qu'il en résulte un avantage quelconque.

Dans une nation il faut réduire les travaux stériles pour accroître les efforts utiles. Quels sont les efforts utiles ? La définition en est très large. Elle comprend évidemment tout ce qui est nécessaire à la subsistance et au progrès de la nation. Mais il est clair que dans une nation bien ordonnée cela ne comprend pas de nombreux gaspillages que l'Etat moderne semble encourager.

Pour une même nation le potentiel économique et industriel est proportionnel au nombre de personnes activement employées à des travaux utiles, y compris mères de famille, enfants, jeunes gens et jeunes filles. Par contre, il est inversement proportionnel à la population totale de la nation. Dans une économie progressive il faut donc réduire dans la mesure du possible :

- 1° le nombre des chômeurs ;
- 2° le nombre des riches oisifs et de ceux qui les servent ;
- 3° le nombre des femmes sans enfants qui n'accomplissent aucun travail utile ;
- 4° le nombre des inutilisés par suite de vieillesse.

En ce qui concerne cette dernière catégorie il peut paraître inhumain d'encourager les plus de 50 - 55 - 60 - ou 65 ans, suivant le cas, à continuer à se rendre utiles dans la mesure de leurs moyens réduits. Ce n'est là qu'une fausse apparence. C'est en continuant leurs anciennes occupations, ou en en adoptant de nouvelles, dans la mesure où le permettent leurs forces, que les vieux peuvent le mieux préserver leur vitalité et consacrer moins de temps à regretter leur jeunesse et toutes les erreurs de leur vie. Le regret des erreurs passées, la crainte des événements à venir, voilà ce qui incline les hommes vers la tristesse. Il n'y a à cela qu'un seul remède : activité et travail. Loin d'encourager les individus à prendre leur retraite prématurément il faut, au contraire, les inciter à accepter des positions plus passives mais encore relativement utiles dès qu'ils ne sont plus capables d'exercer leur ancien métier. Le montant des retraites pour la vieillesse doit être calculé en raison des charges sociales des intéressés et de façon à les inciter, pour accroître leur bien-être, à accepter des emplois secondaires moins bien rétribués que ceux qu'ils occupaient quand ils étaient encore dans la force de l'âge. Les salaires minima sont contraires à la parfaite utilisation des individus. Ils s'opposent à l'emploi des malingres, des individus fatigués ou peu aptes, mais cependant encore capables de services réduits à titre de garde-barrière, gardiens de chantiers, etc. Un Etat qui vise à une grande prospérité économique ou à la puissance militaire doit s'efforcer de diminuer les bouches inutiles en tirant parti de toutes les non-valeurs habituelles.

Une nation qui consomme tout ce qu'elle produit ne progresse pas économiquement. La richesse d'une nation peut se ramener à quatre catégories de biens :

1° Biens immédiatement consommables ou immédiatement mobilisables : marchandises, métaux précieux et excès des soldes créditeurs sur les soldes débiteurs à l'extérieur. Cela constitue le fonds de roulement de la nation.

2° Biens constitués par l'outillage national : fermes, usines, immeubles d'habitation, ports, flotte de commerce, matériel roulant, voies de communication, etc. Ce sont là les instruments de travail de la nation.

3° Richesse potentielle. Celle-ci est difficile à évaluer car, que vaut une tonne de charbon, une tonne de bauxite, une tonne de pyrite de fer ou de pyrite de cuivre qui ne sera extraite du sol que dans dix années, vingt années ou peut-être jamais... du moins dans un temps

raisonnable, pour que sa valeur actuelle représente un chiffre appréciable ? Par contre, le temps aide à valoriser les biens potentiels en raison de la consommation plus ou moins rapide de ceux qui sont plus facilement exploitables.

4° Il existe enfin une autre richesse plus effective quoique plus variable, plus immédiate et plus évasive aussi, c'est la capacité de travail productif que peut produire la nation et sans laquelle tout ce qui précède n'a qu'une valeur d'échange dont le produit peut se dissiper très vite ou, au contraire, se valoriser. Nous savons ce que la nation produit aujourd'hui. Nous ignorons le parti utile ou non qu'elle tirera, dans vingt ans ou davantage, de ce qu'elle possède actuellement.

La valeur en capital de ce qui constitue la richesse d'une nation est difficile à évaluer mais son revenu national est susceptible d'estimations plus précises. Par contre, l'interprétation de celles-ci est beaucoup moins simple qu'on ne l'imagine ordinairement.

Pour un particulier, le revenu annuel c'est la somme dont il peut disposer chaque année sans aliéner une partie de son capital. Toutes les fois qu'un individu augmente ou diminue son revenu, il sait exactement ce que cela signifie, exprimé en pouvoir d'achat. Pour une nation il n'en est pas de même. Il y a des répercussions multiples parce que les dépenses des uns constituent les revenus des autres.

Si, par revenu national, on entend l'ensemble des biens consommables produits et des travaux d'un caractère permanent effectués au cours d'une année, on se trouve en présence de quelque chose de bien déterminé. Ce n'est pas à cela que se réfèrent généralement ceux qui parlent de revenu national. Ils entendent la somme, exprimée en monnaie courante, de tous les revenus, salaires ou services quelconques reçus par des personnes physiques. Cela prête à confusion et au jeu de l'accordéon parce qu'il se produit des duplications à l'infini. Le mécanisme de celles-ci est très simple. Prenons comme point de départ un rentier, aux Etats-Unis, ayant \$ 15.000 de rentes dont \$ 5.000 sur l'Etat fédéral ou les Etats de l'Union et \$ 10.000 provenant de dividendes de Sociétés industrielles ou autres entreprises privées. Ici pas d'ambiguïté possible, allez-vous dire. Voilà bel et bien un revenu net que nous sommes en droit de faire figurer pour son chiffre exact dans le revenu national. C'est incontestable. Et, cependant, cherchons à voir ce que deviennent ces \$ 15.000 ? Il y a d'abord \$ 4.000 d'impôts divers. C'est ce qui alimente les budgets de l'Etat Fédéral, ceux des Etats de l'Union et ceux des villes. Avec juste raison ces revenus ne sont pas comptés dans ce que l'on appelle revenu national. Seulement, indirectement, ils y entrent tout de même pour une bonne part. Comment donc ? Parce que tout ce que l'Etat reçoit d'une main il le débourse de l'autre. Une forte proportion sert à rémunérer les employés de l'Etat. Naturellement cela figure dans le revenu

national au titre desdits employés. Quant aux \$ 11.000 dont dispose notre rentier il en est à peu près de même. Ses propres dépenses constituent les revenus de ses domestiques, de son chauffeur, de son bou-cher, de son tailleur, de la modiste et de la couturière de sa femme. Les duplications se répercutent et se multiplient en un vaste circuit où il suffit de trente milliards de biens réels consommables, produits annuellement, pour former un chiffre important de 70, de 90, de 140 milliards de dollars de revenu national. C'est à peu près comme si, renversant un sac de billes sur le pavé, j'arrivais à compter le nombre de chocs que produit chaque bille en touchant le sol sur lequel elle rebondit. Cent billes tombant d'assez haut pourraient être confondues ainsi avec deux cents ou trois cents billes suivant que chacune d'elle rebondit une ou deux fois.

Une étude de M. Emile Mireaux, publiée dans le Bulletin de septembre de la Société d'Etudes Economiques et Sociales, contient, telle qu'elle est reproduite dans la Cote Desfossés du 14 octobre 1947, au titre Salaires et Revenu National, les assertions suivantes qui, certainement, ont dû trahir la pensée de l'auteur :

« Dans une économie en équilibre, qu'elle soit capitaliste ou communiste, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de profit. Il n'y a que des entreprises bénéficiaires aux dépens des entreprises déficitaires.

« Il ne peut y avoir de profit généralisé, c'est-à-dire un total des profits réalisés par certains entrepreneurs, supérieur au total des pertes subies par d'autres entrepreneurs, que si l'on injecte dans l'organisme économique artificiellement un pouvoir d'achat supplémentaire qui ne correspond à aucune vente de services, mais qui peut servir à l'achat de produits. C'est le cas de l'inflation. Inversement, en cas de déflation, il y a naturellement excédent de pertes sur les profits. »

et, un peu plus loin, M. Emile Mireaux ajoute :

« Car le profit, il convient d'y insister, n'est jamais qu'un transfert de revenu, aussi bien en régime d'équilibre qu'en régime d'inflation. Le processus de transfert n'est toutefois pas le même dans les deux cas, et il nous faut bien préciser cette différence pour comprendre comment la classe ouvrière a pu, dans l'ensemble, échapper aux effets de l'inflation et ne souffrir que dans une mesure en somme assez restreinte de la formation du profit inflationniste.

« En régime d'équilibre, c'est le revenu des entreprises déficitaires qui est, pour une part, transféré aux entreprises bénéficiaires. Le déplacement se fait d'entrepreneur à entrepreneur. Les entrepreneurs, les mieux outillés, les mieux adaptés au marché, arrachent par la concurrence aux entrepreneurs moins bien placés ou moins diligents une fraction de leurs revenus. »

Comme il se doit, M. Emile Mireaux établit une distinction entre les profits des personnes privées et les profits de la communauté, mais il est absolument impossible de le suivre quand il déclare qu'

« il ne peut y avoir de profit généralisé, c'est-à-dire un total des profits réalisés par certains entrepreneurs, que si l'on injecte dans l'organisme économique artificiellement un pouvoir d'achat supplémentaire qui ne correspond à aucune vente de services ».

Sans qu'il soit nécessaire de se reporter à mes arguments précédents au sujet de la distinction entre pertes ou bénéfices fictifs et pertes ou bénéfices réels, il suffit de remarquer que, si les gains et les pertes d'une collectivité se contrebalançaient toujours, le capital de ladite collectivité ne s'accroîtrait pas.

Comparons le capital de la France entre les années 1815 et

1914. Nous constatons qu'il s'est accru d'une façon fantastique : chemins de fer, ports, canaux, usines, etc., se sont créés tout au cours de ce siècle sans que l'inflation y ait été pour quoi que ce soit. Il s'est donc bien constitué un capital énorme. Quelle en a été la source ? Les profits accumulés réalisés par les membres de la collectivité appelée France. Ce sont bien là des produits généralisés, résultat du travail de millions de Français pendant une centaine d'années.

La production nationale, c'est-à-dire la quantité de biens consommables que la nation a à se partager, et la manière de les partager, voilà ce qui compte réellement, voilà ce qui détermine réellement le niveau de vie moyen de chaque individu, de chaque famille dans une nation.

Quand, comme c'est le cas aux Etats-Unis, la production individuelle par heure de travail est très élevée, la population entière peut vivre largement. C'est simple affaire de répartition. Répartition judiciaire des biens consommables entre tous les consommateurs, tout le monde est d'accord là-dessus. Mais celle-ci n'est possible que si elle s'accompagne d'une répartition judiciaire des travailleurs là où on peut les employer utilement.

Le public s'exagère beaucoup la part qui revient au capital dans l'activité nationale. Prenons à nouveau comme exemple les Etats-Unis, pays par excellence du capitalisme. Pour la dernière année normale, 1939, le revenu national s'est élevé à \$ 70.771.000.000. Là-dessus les gages et salaires payés aux employés sont intervenus

pour	\$ 48.112.000.000
les revenus de l'agriculture pour	\$ 4.291.000.000
et, enfin, les bénéfices des artisans, boutiquiers et petits industriels non incorporés en société	
pour	\$ 6.765.000.000

Cela représente un total de	\$ 59.168.000.000
laissant pour les revenus du capital	\$ 11.603.000.000

Après déduction des impôts, ces revenus du capital correspondent à peu près à 10 % du revenu national. Ils ne vont pas, en totalité, aux gros capitalistes, bien loin de là. Il est facile de s'en rendre compte si on examine la répartition individuelle de ceux qui y participent.

VIII

La spéculation est-elle légitime, utile ou nuisible ?

ECARLAT. — Les plus grosses fortunes capitalistes sont le fruit de la spéculation laquelle est une cause de trouble pour les économies qui lui laissent libre cours. La spéculation ne représente aucun travail réel. Les gains qu'elle occasionne ne sont que le résultat du jeu de spéculateurs heureux. Ils ont gagné parce qu'ils ont misé sur un bon cheval. Peut-être ont-ils tout simplement bénéficié de moyens d'information qui n'étaient pas à la disposition de leurs adversaires. Leur fortune, après tout, ne provient que des pertes qu'ont subies d'autres joueurs moins heureux ou moins bien informés. Ce que l'un gagne l'autre le perd. Je ne connais, moi, que l'arithmétique mais aucun autre mode de calcul, fût-il différentiel ou intégral, n'arrivera à me démontrer le contraire.

NÉON. — L'arithmétique suffit à faire voir votre erreur. Il est évident que si toutes les opérations spéculatives se passaient entre des gens qui achètent sans rien verser, et des gens qui vendent sans posséder les choses qu'ils vendent, la hausse ou la baisse de celles-ci entraînerait un gain pour les uns et une perte pour les autres. C'est élémentaire. Mais les transactions de ce genre ne représentent en fait qu'une très faible proportion de toutes les transactions commerciales qui ont lieu dans le monde entier. Prenons le cas d'un cultivateur. Nous sommes en mai. Son blé qui pousse à bonne allure. Mais celui de ses voisins également et, d'après les on-dit, notre cultivateur pense qu'à peu près partout la récolte en France sera bonne. Il réfléchit qu'en ce moment le blé sur octobre prochain se traite à 24 francs-or le quintal. Que si partout la récolte doit être aussi bonne, 24 francs par quintal est un prix très acceptable. Finalement, sur les 200 quintaux

de sa récolte probable, il en vend 100 à 24 francs. Est-ce déraisonnable ? Est-ce du jeu ? Et pourtant c'est de la spéculation, la spéculation d'un homme de bon sens. Si, lors de la récolte, le blé qu'il a vendu 24 francs vaut davantage, notre cultivateur en bénéficiera sur les 100 quintaux qui lui restent. Si, au contraire, le prix baisse et que ses pronostics se réalisent par suite d'une trop bonne récolte générale, du moins il se sera assuré d'un bénéfice normal pour l'ensemble.

ECARLAT. — Voilà pour le vendeur du blé. Mais l'acheteur ?

NÉON. — Toutes les prévisions sont dépassées. En juillet on constate que la récolte de blé de l'hémisphère Nord est exceptionnelle. C'est un record. A Chicago, le blé s'effondre à 70 cents le bushel. A la Bourse de Paris, le blé, soutenu par les achats de l'Intendance, ne tombe qu'à 19 francs le quintal. L'acheteur des 100 quintaux vendus par notre cultivateur perd donc 500 francs, plus les courtages. Quand je dis qu'il perd, ce n'est pas nécessairement le cas. Notre acheteur de blé pouvait être un meunier, un fabricant de pâtes alimentaires, qu'en savons-nous ?

ECARLAT. — Supposons que ce soit un fabricant de macaroni. Je n'aperçois pas en quoi cela l'empêche de perdre les 500 francs gagnés par le fermier.

NÉON. — Le fabricant de macaroni — si c'est un homme raisonnable comme l'était notre fermier — s'est tenu en mai le raisonnement suivant : Au cours de l'exercice à venir, qui va du 1^{er} juillet au 30 juin de l'année prochaine, il va me falloir chaque trimestre deux cents quintaux de blé dur pour alimenter mon usine. Je n'aime pas spéculer, seulement si le blé monte c'est un fait bien établi que je ne pourrai pas augmenter les prix de mon macaroni dans toute la mesure de la hausse des prix du blé parce que mes concurrents ne le feront pas. Je me trouverai devant l'alternative, soit de vendre à perte, soit de perdre ma clientèle si je hausse davantage mes prix que les autres fabricants. Il faut donc que je me fasse une moyenne. Cela diminuera peut-être mon bénéfice mais c'est aussi une assurance de stabilité. Je vais acheter en ce moment la moitié de mes besoins probables pour le troisième trimestre. Je me couvrirai du reste au fur et à mesure de mes ventes de macaroni. — Est-ce déraisonnable ? Est-ce du jeu ? Est-ce que cela signifie que notre fabricant de macaroni va gagner ou perdre quoi que ce soit ? En aucune façon. Dans tout ceci, qu'il s'agisse d'un cultivateur, d'un meunier, d'un fabricant de pâtes alimentaires, il n'y a pas de perte réelle mais bien des manque à gagner ce qui n'est pas du tout la même chose.

ECARLAT. — Vous jouez sur les mots.

NÉON. — En aucune façon. Un manque à gagner c'est la non-

réalisation d'un bénéfice hypothétique. Si le bénéfice possible avait été certain, ni notre cultivateur, ni aucun industriel n'auraient négligé de se l'assurer. Au moment où les uns et les autres se décident ou non pour telle ou telle opération, le bénéfice de celle-ci représente une valeur hypothétique, irréalisable. Ce n'est que le facteur temps qui lui donne ou non consistance. On ne saurait confondre la valeur actuelle d'un contrat à un moment donné avec celle qu'il peut avoir trois mois ou six mois plus tard. Quand notre cultivateur a vendu son blé à 24 francs, il n'a absolument rien perdu puisque c'était bien ce que valait le blé au moment où il a conclu l'opération. Parler de pertes dans de telles conditions est un non-sens. Il n'y aurait eu perte que si, sur la foi de faux renseignements, notre cultivateur avait vendu son blé en mai à 19 francs alors qu'il en valait 24 à Paris. Mais cela c'est tout autre chose et, précisément, les bourses de commerce ont pour but de donner une vaste publicité aux transactions commerciales de façon que personne ne soit trompé sur les prix ayant réellement cours à une certaine date.

ECARLAT. — L'Etat pourrait fixer chaque jour les cours des marchandises en se basant sur des données encore plus complètes que celles dont disposent les marchands.

NÉON. — Il est certain qu'un organisme centralisant tous les renseignements commerciaux et industriels imaginables serait encore beaucoup mieux informé que les neuf dixièmes du public. En réduisant la fixation des cours à une simple opération mentale unilatérale, on tombe malheureusement dans un inconvénient évident comme le montrent toutes les fixations de cours par des gouvernements. Ceux-ci, loin de prendre en considération les seuls facteurs économiques, subordonnent, au contraire, ceux-ci à des considérations politiques. Ce n'est plus de l'économie, c'est de la sociologie, c'est de la politique.

Toutes les fois qu'un organisme gouvernemental fixe des prix, que fait-il en dernier ressort pour mécontenter le moins de monde possible ? Il ratifie tout simplement les prix du marché en leur faisant subir une toute petite majoration, ou diminution, juste pour montrer qu'il n'est pas sourd à certaines demandes plus pressantes que les autres.

Ouvrez n'importe quel livre d'économie politique. L'utilité et la légitimité de la spéculation y sont discutées tout au long, comme aussi la distinction avec ce qui n'est qu'agiotage ou jeu. Ce sont là de très vieilles questions sur lesquelles tout le monde pourrait tomber d'accord. Mais les réformateurs sociaux ne se le tiennent pas pour dit. Sans se lasser, parce que le public y prête toujours une oreille complaisante, ils continuent à faire le procès de la spéculation en citant des exemples qui relèvent du jeu ou de pratiques malhonnêtes. Ils font fi de toute

argumentation scientifique. Ils ne tiennent qu'à exciter les passions de leurs auditeurs. Ils y réussissent d'ailleurs pleinement. C'est un trait de la nature humaine. Nous en voulons à ceux qui semblent s'enrichir sans effort car, quand une spéculation tourne bien, nous négligeons la part des risques courus. Quand elle tourne mal, nous sommes souvent fondés à accuser le spéculateur de folie ou d'avoir entraîné à sa suite la ruine de personnes innocentes..., ce qui d'ailleurs arrive trop souvent en effet.

ECARLAT. — La cause de la spéculation doit être tout de même bien mauvaise. Quand on en discute, qu'il s'agisse d'hommes politiques, de commerçants, d'industriels, voire même d'administrateurs de sociétés ou de leurs actionnaires, on fait l'unanimité dès qu'on la condamne. Un ministre est-il accusé d'avoir bénéficié de certaines spéculations alors qu'il n'était même pas encore ministre, que dit-il pour se défendre ? Essaie-t-il de démontrer que spéculer est légitime tant qu'on n'est pas ministre ? Il s'en garde bien. Il nie tout simplement. Il affirme qu'il ne s'est pas enrichi.

NÉON. — Dans l'intérêt de sa carrière, il a raison. Il y a des préjugés qu'il est difficile d'éteindre. La vie de chacun de nous n'est cependant qu'une suite de spéculations sur l'avenir. Un industriel qui achète du coton pour le transformer spéculé sur la possibilité de le revendre à l'état manufacturé avec un profit suffisant...

ECARLAT. — Il suffit à un filateur de couvrir ses besoins au fur et à mesure de ses ventes. Vous venez vous-même d'en faire la démonstration dans le cas du blé.

NÉON. — Quand les prix du coton sont relativement stables, aucune difficulté, mais il arrive aussi que, par suite d'une crise subite, ceux-ci s'effondrent. Sans doute notre filateur a bien des contrats fermes avec les clients auxquels il a vendu ses filés, mais, parmi ceux-ci, il s'en trouve dont le crédit est douteux. Va-t-il leur livrer une marchandise qu'ils ne paieront pas ? D'autres clients demandent des délais, des annulations de contrat. Notre filateur est désormais pris, sans le vouloir, dans l'engrenage des spéculations. Essayons de serrer de plus près le problème. Il y a cinq ans, le coton valait 12 cents la livre. Il en vaut maintenant plus du double à New-York.

ECARLAT. — Donc les manufacturiers se sont enrichis. Si, après avoir atteint 27 cents ou davantage, le coton revient à 12 cents, industriels, commerçants et capitalistes, enrichis par la hausse, ne font que reperdre par la baisse leurs gains spéculatifs.

NÉON. — Ce serait trop simple. Quand, dans le cours de la même année, le coton monte de 12 à 16 cents pour terminer en fin d'année à 12 cents, tout se passe bien à peu près comme vous venez

de le dire. Au contraire, quand la hausse a été considérable et qu'elle s'est étendue sur plusieurs années, ce n'est plus du coton à 12 cents que le filateur transforme mais du coton qu'il achète à 13 - 15 - 20 et, finalement, 27 cents. S'il est prudent — et si la législation fiscale du pays où il opère le lui permet — il devrait continuer à inventorier ses stocks sur la base du coton à 12 cents mais, très souvent, même s'il le voulait, il ne le pourrait pas : quand la hausse du coton est due à un accroissement de la consommation, le stock minimum de base du filateur doit s'accroître proportionnellement à sa production. Il sera donc obligé d'augmenter ses stocks au fur et à mesure de la hausse. Ce n'est pas tout. Quand le coton monte, les produits manufacturés ne montent pas aussi vite que le produit brut. Il y a à cela les mêmes raisons commerciales que dans le cas que nous examinons tout à l'heure d'un fabricant de pâtes alimentaires. Si notre manufacturier travaille avec un bénéfice habituel de 5 %, il sera donc tenté, pour maintenir son bénéfice à 5 % de son chiffre d'affaires, d'inventorier son stock de coton, non à 12 cents, chiffre primitif, mais à un chiffre intermédiaire entre 12 cents, prix d'origine, et 27 cents, prix actuel. Si le coton se maintient pendant plusieurs années entre 20 et 27 cents, peu à peu les différents filateurs en arrivent à inventorier leur coton non plus à 12, ni même à 18 cents, mais bien à des chiffres compris entre 20 et 24 cents.

ECARLAT. — Pour se protéger, il leur suffit de vendre sur des échéances éloignées une quantité de coton égale à la partie de leur stock qui n'a pas sa contre-partie dans des ventes fermes de produits manufacturés. C'est la leçon que vous m'avez apprise tout à l'heure.

NÉON. — Voilà que maintenant, implicitement, vous reconnaissez l'utilité, la nécessité même des marchés à terme. Seulement quand le coton est cher ou, plus exactement, qu'il paraît trop cher aux yeux de tous ceux qui opèrent sur le marché à terme, il arrive ceci que le disponible cote une prime d'autant plus forte sur l'éloigné que les probabilités de baisse paraissent plus grandes. On a vu, dans le passé, des situations où le coton disponible valait 24 cents et le coton livrable à un an 21 cents et même moins. Dans ces conditions, il devient excessivement onéreux de se couvrir des risques de baisse par une vente à terme d'autant que les déports sont susceptibles de varier très vite d'un jour à l'autre car ils sont conditionnés par des facteurs eux-mêmes très variables : situation technique de la marchandise, perspectives de la récolte en cours, influence psychologique de la conjoncture économique, crédit des acheteurs et des vendeurs à terme.

ECARLAT. — Je ne me perdrai pas davantage dans le dédale de vos raisonnements. Avec l'Etat socialiste, tout cela devient inutile. Les usines nationalisées achètent le coton...

NÉON. — A l'étranger, donc aux prix variables des marchés étrangers.

ECARLAT. — Ensuite l'Etat transforme le coton dans ses propres usines. Il vend les produits manufacturés au public. Il n'y a plus ainsi ni spéculation, ni perte possible.

NÉON. — De perte comptable, peut-être, mais de perte effective il n'est au pouvoir de personne d'y remédier. Reprenons notre exemple antérieur. L'Etat achète en Amérique du coton à 22 cents et c'est sur cette base que ses usines fabriquent des cotonnades. Cependant, sans égard pour la souveraineté d'un autre Etat, voici le coton américain qui s'effondre à 12 cents au moment où, nous autres, Européens, nous mettons en vente nos cotonnades. Les usines nationalisées ont le choix entre deux partis. L'un consiste à vendre au public 22 cents ce qui n'en vaut que 12. L'autre revient à baser le prix de vente sur le prix mondial au moment des ventes au détail, soit 12 cents. Dans les deux cas c'est le public, français, anglais ou autre, qui subit la perte, toute la perte, que ce soit à titre de consommateur ou de contribuable, peu importe. Et, comme dans un Etat socialiste bon teint, il ne doit plus y avoir de riches, mais seulement des fonctionnaires et des prolétaires, c'est tout le prolétariat qui, en définitive, fait les frais des erreurs de l'administration au pouvoir. Les marchés à terme sur marchandises présentent des problèmes difficiles à résoudre mais, à tout prendre, c'est encore avec un régime de pleine liberté — et de respect des contrats librement consentis — que l'on arrive à la solution la plus acceptable. Malheureusement, si nous comparons le fonctionnement des marchés à terme, en France, en Angleterre et aux Etats-Unis au cours du siècle écoulé, on constate que c'est dans le pays — la France — où l'Etat est davantage intervenu pour fausser la situation par des mesures arbitraires que se sont produits les plus grands abus, qu'il s'agisse du blé et du sucre, à Paris, ou du café, au Havre. L'histoire des bourses de marchandises en France constitue un exemple déplorable de mauvais interventionnisme de l'Etat.

ECARLAT. — Il faut croire qu'en Angleterre la Bourse des cotons, à Liverpool, ne donnait pas satisfaction puisque le gouvernement britannique vient de décider (mars 1946) qu'on ne la rouvrirait pas et que l'Etat anglais continuerait à l'avenir à être le seul acheteur et vendeur de coton brut.

NÉON. — La décision dont il s'agit n'a rien à voir avec le fonctionnement de la Bourse des cotons de Liverpool, qui était excellent, et conçu de façon à donner entière satisfaction au public, ce dont on ne saurait dire autant du Stock-Exchange de Londres.

La raison véritable qui, sans doute, a incité le gouvernement

travailliste à supprimer définitivement les Bourses de cotons en Angleterre est beaucoup plus d'ordre monétaire et politique qu'inspirée par des considérations économiques. En achetant à terme des cotons à Liverpool, on aurait pu jouer la baisse de la livre sterling. Le contrôle des changes impose à tout gouvernement, qui sait que la monnaie nationale est surévaluée, de supprimer les marchés à terme sur des marchandises qui ont un marché mondial. La valeur réelle de la livre sterling peut difficilement être estimée à plus d'un dollar-or 1914. Il s'ensuit donc que s'il y avait encore un marché à terme à Liverpool il serait extrêmement avantageux d'y acheter du coton livrable en 1948, en se couvrant d'une baisse éventuelle du coton par une vente d'éloigné, à New-York ou à la Nouvelle-Orléans. Cela équivaldrait à une position à la baisse sur la livre. Cela irait donc à l'encontre du contrôle des changes. Une autre raison, qui a peut-être pesé encore davantage sur la décision du gouvernement travailliste, c'est le désir de maintenir aussi bas que possible le prix des articles manufacturés où entre le coton. Si les industriels anglais achetaient leur coton brut sur un marché libre, on ne pourrait pas maintenir les prix actuels des cotonnades sur le marché intérieur sans des subventions. Celles-ci apparaîtraient alors comme telles dans le budget de l'Etat. Au contraire, étant le seul acheteur de coton, l'Etat peut payer le prix mondial — mettons 27 cents par livre — et céder son coton à ses industriels à — mettons 22 cents. La perte réelle sera exactement la même pour la communauté mais elle n'apparaîtra pas directement dans le budget. C'est en vain, sans doute, que dans les années à venir on pourra y chercher : Tant de balles de coton achetées pour tant en Amérique et revendues pour tant en Grande-Bretagne.

ECARLAT. — Aucune Société anonyme ne publie davantage dans les comptes rendus annuels aux actionnaires le chiffre de ses ventes...

NÉON. — En France et en Angleterre on ne le fait pas, sous le prétexte abusif que cela pourrait renseigner les concurrents. Par contre, aux Etats-Unis, la plupart des Sociétés publient leur chiffre d'affaires annuel et elles ne s'en portent pas plus mal pour cela. En tout cas, dans les Sociétés capitalistes, à défaut du montant annuel des ventes, on rend public le chiffre des bénéfices.

ECARLAT. — On le fera peut-être aussi pour les entreprises nationalisées.

NÉON. — Si elles ont une gestion autonome et une comptabilité calquée sur celle des Sociétés anonymes privées. Pour les budgets des Etats nous ne sommes pas prêts de voir cela. Qu'il s'agisse de la France, de la Grande-Bretagne ou de n'importe quel autre pays, il

faudra continuer de se contenter de lire dans les budgets annuels des chapitres, tels que : Achats en Amérique — et d'autres chapitres, tels que : Réalisation des stocks —.

ECARLAT. — Eh bien ! c'est tout simple. La différence indiquera le bénéfice ou la perte.

NÉON. — Je vous défie bien d'en tirer une conclusion quelconque, même si on ne bloquait pas les choses les plus disparates. Je mets au défi n'importe quel membre de la commission des Finances, n'importe quel membre de la cour des Comptes, de chiffrer — avec exactitude s'entend — de chiffrer ce qui, dans les ventes d'un exercice, provient des achats courants ou des prélèvements sur les existences en magasin à la clôture de l'année budgétaire précédente. Pour pouvoir le faire, il faudrait réformer la comptabilité de l'Etat et des diverses administrations qui en dépendent.

ECARLAT. — Ces lacunes de la comptabilité publique ne sont pas le fait d'un régime particulier.

NÉON. — C'est justement pourquoi on n'est pas prêt d'y remédier. Jusqu'en 1914, quand l'Etat n'assumait que des fonctions normales et que le pouvoir d'achat du franc ou de la livre était à peu près stable, cela n'avait pas grand inconvénient. Maintenant, avec des monnaies de valeur fictive, avec des budgets aux chiffres astronomiques, avec des activités de l'Etat qui englobent les choses les plus diverses, avec des administrations qui prétendent tout faire, tout diriger, tout acheter, tout vendre et, avec cela, penser et décider pour tout le monde, il n'en est plus du tout de même. Dans une économie libérale il y a un critérium rigoureux : le bénéfice...

ECARLAT. — Dans une économie socialiste, le critérium c'est la satisfaction des besoins du peuple.

NÉON. — Là encore on manquera de toute base de comparaison car rien n'est plus sujet à des estimations fantaisistes.

ECARLAT. — Tout comme le cours des valeurs dans les tripots qu'on appelle Stock-Exchange, Wall Street ou Bourse de Paris.

NÉON. — Je vous l'accorde. Seulement personne n'est obligé d'y venir spéculer. Les abus qui s'y produisent sont d'ailleurs dus, très souvent, à la négligence des Pouvoirs publics ou à leur crainte de toucher à des institutions vénérées comme celle du Stock-Exchange de Londres.

ECARLAT. — J'en ai toujours entendu parler avec faveur, aussi bien par des banquiers que par leurs clients. Beaucoup d'entre eux préféreraient même opérer à Londres plutôt qu'à New-York.

NÉON. — La bourse de Londres est parmi toutes les grandes bourses celle dont le fonctionnement est le plus vicieusement contraire aux intérêts du public qui s'y frotte. Cela ne veut pas dire que les membres du Stock-Exchange ne soient pas de parfaits gentlemen. Leur honorabilité est aussi respectable que celles des membres de n'importe quelle corporation ayant de vieilles traditions, en France ou en Amérique. Il est vrai que les règlements du Stock-Exchange de Londres sont si léonins à l'égard du public qu'il ne faut pas une grande vertu aux brokers et aux jobbers londoniens pour en user, somme toute, fort honnêtement, je veux dire par là strictement en accord avec les règlements en vigueur.

Tous les atouts étant solidement tenus dans les mains des jobbers, on ne voit guère pourquoi ceux-ci ne se montreraient pas bons princes suivant ces codes non écrits qui existent dans la plupart des corporations plus ou moins fermées.

ECARLAT. — Ceci paraît bien paradoxal. Vous dites que les règlements du Stock-Exchange de Londres, tels qu'ils sont appliqués, constituent une monstruosité mais, par ailleurs, vous tenez à souligner la respectabilité des membres de ce même Stock-Exchange.

NÉON. — Vous avez trouvé le mot juste. Le Stock-Exchange de Londres est une institution infiniment respectable et respectée comme tout ce qui est anglais. Ce n'en est pas moins une merveille d'incompréhension des intérêts réels du public lequel, à son tour, offre l'exemple d'une étonnante incompréhension de ses propres intérêts, le tout sanctionné et avalisé par une autre chose infiniment respectée en Angleterre : la coutume.

ECARLAT. — Mais si le Stock-Exchange de Londres est bien ce que vous dites, comment se fait-il que les Pouvoirs publics n'interviennent pas pour moderniser une institution aussi archaïque dans son fonctionnement ?

NÉON. — Pour la même raison qu'en Angleterre les Pouvoirs publics répugnaient jusqu'ici à intervenir dans les affaires privées — et le Stock-Exchange de Londres est, comme celui de New-York, une institution privée, ne l'oubliez pas. Pour la même raison aussi qu'en Angleterre on n'a jamais pu se décider à adopter le système décimal, je ne parle même pas du système métrique.

ECARLAT. — Est-ce qu'à la Bourse de Londres les clients sont plus souvent volés que dans les autres bourses ?

NÉON. — Je crois vous l'avoir dit. A Londres ils ne peuvent pas être volés. Il peut y avoir des erreurs matérielles involontaires. Il y en a même un peu plus souvent qu'ailleurs parce que les méthodes

comptables anglaises sont inefficaces et archaïques mais, naturellement, les erreurs sont toujours réparées dès qu'on s'en aperçoit. Je le répète, à Londres les clients ne peuvent pas être trompés en connaissance de cause vu qu'en fait tout ce qui s'y passe est à l'entière discrétion du broker ou, plutôt, du jobber pourvu que certains rites traditionnels soient observés avec minutie.

Un beau jour, Mr John, ou un autre, consulte la page financière de son journal. Les territoriales ont été demandées la veille. Il donne un coup de téléphone à son broker. « — Oui, lui dit celui-ci. Hier, il y a eu des demandes de Paris sur la Chartered, la Tanga et la Mozambique. » « — La Tanga, ça on ne m'y reprendra plus, dit John. J'y ai perdu trop d'argent. La Chartered ? Cela ne bouge jamais. Voyons donc la Mozambique. » Il demande un cours à son broker : « — 11/3 - 12/6, répond celui-ci. Marché très étroit. Le port de Beira ? Grand avenir. » « — Achetez-en 1.000, réplique John. » Le lendemain John voit que ses 1.000 Mozambique lui ont coûté £ 638. Pendant les quelques jours qui suivent, chaque matin, il regarde dans son journal le cours de la Mozambique. Comme « elle ne fait » rien il n'y pense plus quand, un beau jour, il reçoit un coup de téléphone de son broker. La Mozambique qui avait baissé à 10/3 vient de remonter à 12/6 sur le bruit d'un nouvel accord avec le gouvernement portugais. « — A votre place, j'achèterais autre chose », dit le broker. « — Vendez-les », répond John. Le lendemain un bordereau de vente apprend à John que ses mille Mozambique ont été vendues à 12 shillings produisant £ 587.

« — Quand vous m'avez téléphoné hier, remarque John à son broker, vous m'indiquiez un cours de 12/6 et vous m'avez vendu à 12/- . » « — 12/6, répond le broker, c'était une affaire qui venait d'être faite. Quand j'ai approché les jobbers en cotait 12/- à 13/-. Vos Mozambique ont été vendues au meilleur bid qui était 12. C'est régulier. D'ailleurs, maintenant la Mozambique ne cote plus que 10/9 - 12. Le « slump » d'aujourd'hui est général. On ne peut rien vendre. Aucun jobber ne prendrait plus de 100 Mozambique à 10/9. Pour m'être agréable, notre jobber d'hier en prendrait peut-être 400 de plus à 10/6. Vous avez eu de la chance. » Et voilà John consolé à la pensée que la Mozambique ayant remonté quand il les a vendues, il n'a perdu que £ 51.

ECARLAT. — Je ne vois rien de particulièrement répréhensible à tout cela si ce n'est que, d'une façon générale, je condamne toute spéculation.

NÉON. — Vous n'avez pas saisi les points que mettent en évidence l'exemple précédent cité au hasard. On cherche toujours à justifier la dualité broker-jobber en prétendant qu'à Londres les clients

sont toujours sûrs de trouver un marché. Ceci n'est exact que pour les valeurs actives. A New-York et à Paris il en est de même pour celles-ci. Pour les valeurs actives, le « turn » du jobber, c'est-à-dire l'écart entre le prix demandé et le prix offert, constitue donc un courtage supplémentaire qui ne correspond à aucun service réel comme je vous le démontrerai tout à l'heure. Quant aux valeurs ordinairement inactives, comme Mozambique, le turn du jobber est un véritable scandale et ne diffère guère de l'écart de cours qui existe sur n'importe quel marché, entre l'offre et la demande, pour les valeurs peu activement traitées. L'autre assertion habituellement mise en avant pour justifier l'existence des jobbers consiste à dire : « Quand il se produit une très mauvaise nouvelle à Londres, vous pouvez toujours vendre, tandis qu'à New-York et à Paris ce n'est pas toujours possible. » Cette assertion est absolument fausse. Supposons que Londres soit en panique, et que John veuille vendre ses 1.000 Mozambique. Il demande un cours à son broker : « — 8/9 - 10/9 », répond celui-ci. « — Vendez-les au mieux », dit John. Un quart d'heure après son broker l'informe que le cours de 8/9 - 10/9 était nominal. Il ne pourrait en vendre tout au plus que 100, à 8/9, et encore parce que c'est un bon jobber.

ECARLAT. — A Paris, dans les mêmes conditions, que serait-il arrivé ?

NÉON. — Pour éviter la complication du change, cotons les cours de Paris également en shillings et pence. Supposons que la panique règne aussi sur le marché parisien où, vu l'importance des offres, on ne coterait qu'avec offres réduites à 9/9, ce qui veut dire que si John avait passé un ordre de vendre 1.000 Mozambique, on ne lui en aurait vendu que 75 ou 100 à 9/9 tandis qu'à Londres son jobber ne les lui prenait qu'à 8/9. Ce n'est pas tout. Même quand un marché est en panique il y a tout de même des acheteurs. S'il y a des John qui veulent vendre à n'importe quel cours, il y a aussi d'autres personnes qui veulent profiter de l'occasion pour acheter à bas prix. Dans le cas actuel, à quel cours seraient-elles servies à Paris ? A 9/9, alors qu'à Londres le jobber, qui avec toutes sortes de réticences et en faisant valoir sa magnanimité ne veut prendre la camelote qu'à 8/9, exige 10/9 quand il s'agit de la céder.

Comparons maintenant le fonctionnement de la bourse la plus parfaite qui existe au monde — celle de New-York — avec celui du Stock-Exchange de Londres. A New-York, le client est garanti de toutes sortes de manières, sauf de ses propres folies, ce qui est normal. A Londres, le client n'a absolument aucune garantie que la respectabilité de son broker et le « good will » du jobber envers le broker.

ECARLAT. — Cependant, en 1940, la « Securities and Exchange Commission », qui est un organisme de contrôle des bourses américaines, avait proposé qu'on adopte à New-York le système dualistique de broker et jobber que vous critiquez à Londres.

NÉON. — Cela démontre que même dans les commissions instituées par les Etats pour contrôler, ou diriger les affaires publiques, il s'y trouve des gens qui n'ont pas une connaissance pratique des choses qu'ils sont appelés à réglementer. Essayons de suivre comparativement l'exécution d'un ordre à Londres et à New-York. Supposons que, non pas John — car tous les John d'Angleterre ont une admiration béate pour leur Stock-Exchange dont on voit les membres ou les garçons de recette circuler en chapeau haut de forme dans la Cité — mais que Smith, un Américain moins immergé de traditions et désireux de voir comment fonctionne le marché de Londres avant que de s'y plonger à fond, donne simultanément à deux brokers différents, à l'un l'ordre d'acheter 500 Rio, à l'autre d'en vendre 500. Le lendemain, au reçu des bordereaux, Smith constate avec étonnement que, sans même tenir compte des courtages et autres frais dans un sens ou dans l'autre, les 500 Rio qu'il a achetés lui coûtent £ 6,375 et les 500 Rio qu'il a vendus en même temps ne lui ont rapporté que £ 5,625. Aussitôt il demande des explications à ses brokers : « — Si vous m'aviez consulté, lui répond l'un d'eux, je vous aurais mis en garde. Le marché du Rio est devenu excessivement étroit depuis la guerre. D'ailleurs, autrefois, c'était surtout la place de Paris qui l'alimentait. C'était un vieux truc de certains spéculateurs de placer un gros ordre à Londres. Londres se couvrait sur Paris. Et Paris s'excitait sur le Rio parce que Londres venait en acheter à Paris. Alors, tout tranquillement, ceux qui tiraient les ficelles revendaient à Paris ce qu'ils avaient acheté à Londres... et généralement avec bénéfice, d'autant qu'en choisissant bien leur moment il suffisait alors de faire monter de £ 2 le cuivre métal pour que le Rio double le bond. Alors, vous comprenez ! Mais cela, c'était avant 1914. Les temps ont changé. » « — Tout cela, c'est très joli, reprend Smith, mais cela n'explique pas pourquoi vendant et achetant simultanément la même quantité de Rio vous me dites les avoir achetés à $12\frac{3}{4}$ tandis qu'un de vos confrères les vendait au même moment à $11\frac{1}{4}$? » « — C'est parfaitement régulier, répond le broker. Consultez la cote du Stock-Exchange d'hier, vous constatarez vous-même qu'hier, sur le Rio, il y a eu deux cours cotés (markings), $11\frac{1}{4}$ et $12\frac{3}{4}$, lesquels représentent, le premier, votre vente, et le second, votre achat. » « — Mais, répond Smith, pourquoi m'a-t-on vendu au premier cours et acheté au dernier cours ? » « — A Londres, répond le broker, il n'y a ni premier ni dernier

cours. Il est assez probable, puisque vous dites avoir passé vos ordres croisés simultanément, que les affaires faites à $11\frac{1}{4}$ et $12\frac{3}{4}$ ont été traitées presque en même temps. D'ailleurs, quand, hier, nous avons demandé un cours sur le Rio, notre jobber nous a répondu 11 à 13, et c'est resté sans changement du début à la fin de la séance. En raison des excellentes relations que nous entretenons avec lui, et de l'importance de votre ordre, il a bien voulu nous céder vos 500 Rio à seulement $12\frac{3}{4}$ au lieu de 13 qui était le cours offert et qu'il était en droit d'exiger. »

Smith, qui l'avait oublié, se rappelle alors qu'à Londres il existe, en effet, deux cours : l'un, le cours demandé (bid price), qui est naturellement le plus bas puisque c'est le seul auquel le client puisse vendre, et l'autre, le prix offert, le plus haut, naturellement aussi, puisque c'est le seul auquel le client puisse acheter. Cependant, Smith ne veut pas s'avouer vaincu. Il reprend : « — Et pourquoi, puisque simultanément mes deux brokers avaient des ordres en sens contraires, ne se sont-ils pas fait signe pour que l'un achète ce que l'autre vendait à un cours unique, librement débattu, comme à Paris, ou encore au cours moyen ? » « — C'est interdit par le Règlement du Stock-Exchange, répond le broker. S'il en était ainsi les jobbers ne pourraient pas vivre. » « — On s'en passe bien à New-York et à Paris ! rétorque Smith. » « — Vous n'y avez pas les mêmes facilités d'achat et de vente qu'à Londres, argue le broker. »

Cet argument, qui est le seul par lequel on justifie ordinairement l'obligation de passer par un jobber, est entièrement illusoire. Cependant comme Smith a de bonnes relations et que, tout de même, l'abus est trop criant dans le cas présent, les deux brokers vont conférer avec leur jobber respectif, qui, d'ailleurs, était le même et, après pas mal de discussions, la perte nette de Smith est réduite à 275 livres. « — Bande de voleurs ! conclut Smith, on ne m'y reprendra plus. »

ECARLAT. — Et si Smith avait passé ses deux « matched orders » à New-York ou à Paris, la même chose ne serait-elle pas arrivée ?

NÉON. — A condition que les deux ordres contraires aient été passés avant l'ouverture, Smith aurait, à Paris, acheté 500 Rio au 1^{er} cours et vendu 500 Rio au 1^{er} cours, c'est-à-dire à un cours rigoureusement le même. Il n'aurait donc rien perdu d'autre que les courtages et l'impôt de Bourse. A New-York, à supposer que le Rio y fût coté, cela aurait pu ne pas s'équilibrer exactement parce que le 1^{er} cours n'y est pas défendu comme à Paris. Mais, dans ce cas, Smith aurait pu constater que sur le ticker, si le cours de la veille était, par exemple, \$ 48, une suite de transactions telles que 300 Rio à 48 et 400 à $48\frac{1}{8}$ auraient été inscrites sur le ticker. Ses 500 Rio

auraient été achetés ainsi et vendus partie à 48, partie à 48 1/8 donc, généralement, sans aucune autre perte pour lui que les courtages et impôts.

ECARLAT. — S'il en est ainsi, comment se fait-il que beaucoup d'étrangers spéculent à Londres ?

NÉON. — Il serait trop long de vous exposer en détail les raisons multiples qui ont favorisé le marché de Londres. Qu'il me suffise de mentionner ses grandes facilités de crédit et un large marché, ce qui ne veut pas dire du tout que toutes les valeurs y ont un large marché, et c'est ce qu'oublient bien des gens. La Bourse de Londres renferme un assortiment de valeurs capable de satisfaire les goûts les plus divers. Ceci résulte du fait que les Anglais ont été des pionniers dans le monde jusqu'au début de la première guerre mondiale. La grande latitude offerte aux promoteurs par les lois anglaises sur les Sociétés a favorisé de vastes opérations spéculatives sur les affaires minières où la Bourse de Londres donnait le ton à celle de Paris. Ainsi, il était classique, durant la période de développement des mines d'or et des sociétés d'exploration en Afrique du Sud, qu'un groupe financier se donne à lui-même une option sur le capital non émis mais autorisé des Sociétés qu'il contrôlait. Il était ainsi sur le velours. Le jobber, au lieu d'être un adversaire, devient alors un collaborateur. Quand une compagnie, comme ce fut par exemple le cas autrefois de la Tanganyika et de bien d'autres, écoule à jet continu sur le marché parisien à six ou sept livres des actions qui, sous option, coûtaient une livre à Mr. Robert William, qu'importe que les jobbers spécialistes du marché minier à Londres prélèvent sur chaque transaction qui leur passe entre les mains un « turn » de un huitième de livre ? Qu'importe que les arbitragistes parisiens, qui viennent acheter de compte à demi à Londres à ces mêmes jobbers des paquets de titres qu'ils revendent à Paris, prélèvent à leur tour un mince bénéfice de vingt sous par titre. Le petit spéculateur peut acheter ou vendre à visage découvert, ses opérations ne pèsent guère sur le marché, mais la grosse boîte ne le peut pas sans dévoiler son jeu. Il lui faut des intermédiaires. Les jobbers constituent pour elle un engrenage utile alors qu'ils ne sont que des parasites à l'égard des épargnants ou des petits spéculateurs.

ECARLAT. — Sur cette cote officielle de Londres que vous avez là, que signifient donc ces signes qui sont accolés aux cours ?

NÉON. — Grâce à eux brokers et jobbers sont tranquilles. Ces petits signes n'ont leur équivalent nulle part ailleurs. Supposons qu'un client trop curieux voit sur la cote de la veille « affaires faites » à 18/- 18/6 19/- 18/3, sur une valeur qui l'intéresse et que l'ordre qu'il avait passé à 18/9 n'ait pas été exécuté. A Paris et à New-

York l'agent de change ou le courtier devrait le lui répondre quand même. Au Stock-Exchange de Londres rien de semblable. On lui fera remarquer qu'à côté des 19 shillings indiqués se trouve un signe qui ne lui donne pas le droit de réclamer, soit parce que c'est une « affaire à prix spéciaux » (1) marquée *, ou une « affaire faite le jour précédent ou après la clôture du marché », ou encore une affaire que l'on a oubliée (marquée Φ), ou encore « une transaction pour un petit montant » indiquée par † ; ou « une transaction effectuée avec ou entre des non-membres autres que des membres d'un Stock-Exchange associé », marquée Δ ; ou encore...

ECARLAT. — Cela suffit. Je constate que dans ce fameux Stock-Exchange de Londres il y a beaucoup de poteaux indicateurs pour y mieux égarer le client.

NÉON. — Et peut-être est-ce pour cela que beaucoup de clients aiment tant le marché de Londres. A Paris et à New-York ils prennent la peine, en consultant la cote, de s'assurer que leurs ordres ont été bien exécutés. A Londres ils s'épargnent un semblable tracasserie car, après quelques discussions avec leur broker, ils en auront vite compris la futilité.

ECARLAT. — Mais, au fait, à New-York comme à Paris, il existe bien un cours demandé et un cours offert comme à Londres ?

NÉON. — Sans doute, mais à New-York et à Paris le cours offert et le cours demandé le sont par d'autres clients, non par un jobber. Pour simplifier les choses, supposons que le Rio soit également coté à New-York, ce qui n'est pas le cas. Smith, au lieu de passer simultanément un ordre de vente et un ordre d'achat au mieux, veut acheter réellement à Londres 500 Rio à 11 $\frac{1}{4}$. A Londres tant que l'on coterait 11 à 13 il ne les aura pas. Il lui faudra payer au moins 12.

Voyons ce qui se passerait à New-York. Smith demande un cours. On lui répond 44 à 52 (équivalent en dollars de 11 à 13). « — Achetez-en 500 à 44 $\frac{1}{4}$ », dit Smith, et il se met à suivre les cotations du ticker qui enregistrent toutes les transactions avec les quantités traitées alors qu'à Londres un jobber ou un broker peut faire imprimer sur la cote des transactions absolument fictives s'il n'y a pas d'opposition ou, au contraire, ne pas faire enregistrer celles qui sont réellement effectuées.

ECARLAT. — Charmant.

1. * Exceptional bargains. Δ Bargains done with or between non-members. Φ Bargains done previous day. † Bargains done with members of a recognised Stock-Exchange. ‡ Small amounts at current market price, seller paying stamp and fee.

NÉON. — Revenons à New-York où Smith suit attentivement les cours cotés par le Rio sur le ticker. Il voit d'abord une transaction à $44 \frac{3}{4}$, une autre à $44 \frac{1}{2}$ et, enfin, le ticker indique que 100 Rio ont été achetés et vendus à $44 \frac{1}{4}$. Smith se dirige vers l'« order clerk » pour avoir confirmation. On téléphone sur le « floor » d'où le spécialiste fait répondre que la transaction enregistrée était pour une autre maison qui avait un ordre d'achat « ahead » à $44 \frac{1}{4}$, c'est-à-dire un ordre d'achat passé avant celui de Smith. Celui-ci retourne s'asseoir dans son fauteuil. Tout à coup l'order clerk lui fait signe qu'on téléphone du « floor » que 200 Rio viennent d'être achetés à $44 \frac{1}{4}$ et ceux-là sont pour Smith. Finalement il obtient ses 500 Rio à $44 \frac{1}{4}$ parce que, à New-York comme à Paris, il n'existe pas comme à Londres un écart fixe entre le prix demandé et offert, lequel écart constitue le bénéfice usuraire du jobber londonien.

ECARLAT. — Vous direz tout ce que vous voudrez. Le fait que de pareils abus, parfaitement légaux, dites-vous, sont possibles, n'augmente guère mon respect pour le système capitaliste.

NÉON. — Ce n'est pas le système capitaliste lui-même qui est responsable. Le véritable responsable c'est l'esprit de routine et la bêtise humaine. Cela a existé de tout temps et sous tous les régimes. Le remède ? Des législations appropriées, des réformes et, enfin, une meilleure instruction du public. Mais, même avec tout cela, vous n'arriverez pas à prévenir ou à guérir toutes les inconséquences ou les folies des hommes parce que certaines catégories d'hommes aiment leurs erreurs et persistent dans celles-ci, quelque soin que l'on prenne à les éclairer. Est-ce parce qu'il y a des spéculations absurdes que l'on doit interdire toute spéculation ? Nullement. Mettons partout des poteaux indicateurs pour prévenir le public mais si, malgré tout, il y a des fous, des imbéciles ou des gens trop paresseux pour lire ce qui est inscrit de façon claire et intelligible sur les poteaux indicateurs, tant pis. N'allons pas pénaliser toutes les activités légitimes sous prétexte qu'il y en a de stupides ou d'illégitimes. Bornons-nous à circonscrire et à rendre plus difficiles celles-ci sans que cela nuise aux autres.

ECARLAT. — Là encore vous faites preuve de votre scepticisme habituel sur la nature humaine. Qui vous dit que si dans les écoles, à la radio et dans les journaux on donnait au public des cours pratiques d'économie politique du genre de celui que vous venez de faire devant moi cela ne profiterait pas au public ?

NÉON. — Ce serait là une réforme excessivement utile, mais il y aura toujours des gens qui voudront se faire brûler les ailes. La preuve ? Toutes les maisons de jeu, tous les casinos et autres tripots le démontrent de façon irréfutable. Prenons l'exemple où le public

en a davantage pour son argent que partout ailleurs : le Casino de Monaco. Il est mathématiquement établi, malgré toutes les allégations contraires, qu'un joueur à la roulette, s'il joue tout ce qu'il possède un nombre assez grand de fois, est condamné à perdre sa fortune. Est-ce que cela empêche les gens de jouer à la roulette ? Pas plus que cela ne les empêche de jouer aux petits chevaux ou au baccarat et autres jeux où les chances contre eux s'élèvent dans des proportions qui atteignent l'absurdité. Il est arrivé que des amis m'ont consulté sur des affaires que je connaissais. Consciencieusement, je leur expliquais le pour et le contre de façon simple et pratique et, bien entendu, en les mettant en garde contre certains inconvénients possibles mais non certains. Résultat : Quatre fois sur cinq ils demeuraient indécis, ils préféraient attendre avant de prendre une décision. Qu'un remisier vienne, au contraire, leur chuchoter en bourse, d'un ton convancu, irrésistible, comme savent le faire certains remisiers : « Achetez de ça, je le tiens de bonne source ». Aussitôt, mus par on ne sait réflexe irrésistible, les mêmes gens passent vite un ordre sur une valeur dont ils ignorent tout. Un certain banquier aimait à répéter à ses remisiers que « quand les clients demandent un renseignement sur une valeur ou sur le marché, ce n'est pas pour qu'on leur donne des explications détaillées, mais pour qu'on leur dise si cela va monter ou baisser ». Un autre banquier exprimait la même idée en disant : « Voyez-vous, ce qu'il faut donner au client, c'est une seule valeur et un seul argument, mais un bon, un argument-massue, qui l'assomme, de façon qu'il ne voie plus que cela, qu'il ne pense plus qu'à cela, qu'il ne rêve plus que de cela, et qu'il se traite d'imbécile si, le tuyau réussissant, il ne l'a pas suivi. Alors, c'est la seconde fois qu'il marchera. » Comme toute chose, la spéculation a ses bons et ses mauvais côtés. Quand elle est maintenue dans des limites légitimes, c'est-à-dire quand elle ne dégénère pas en un pari pur et simple où le joueur s'en remet plus ou moins aveuglément au hasard du soin de le faire gagner ou perdre, la spéculation est non seulement légitime mais infiniment plus utile que nuisible, pourvu encore que soient interdits les corners, toute manœuvre déloyale, ou encore des règlements contraires aux véritables intérêts du public.

ECARLAT. — En tout cas, si une nationalisation s'impose, c'est bien celle du Stock-Exchange de Londres.

NÉON. — Il suffirait d'y supprimer les jobbers qui sont des parasites.

IX

Origine des crises économiques

ECARLAT. — Les ploutocrates eux-mêmes sont loin d'être d'accord sur les causes des crises périodiques et sur les remèdes à appliquer. En 1932, Robert Masson, ancien Directeur du Crédit Lyonnais, disait : « Les causes des crises sont aussi nombreuses que les économistes qui les étudient ».

NÉON. — Cette confusion n'est qu'apparente. Elle provient de ce que chaque cause particulière n'est elle-même que le résultat d'autres causes. Il en résulte un faisceau de répercussions multiples dans un entre-croisement constant de causes et d'effets. Production, prix, crédit, consommation, s'influencent mutuellement. Dès que l'on agit sur l'un de ces quatre facteurs, on modifie les autres. Ce n'est pas tout. Les périodes prospères créent un climat psychologique favorable à l'esprit d'entreprise, donc à l'accentuation des facteurs mêmes par lesquels on mesure la prospérité. Inversement, dès que l'on entre dans la période de déclin, la baisse des prix, les pertes spéculatives, les licenciements d'ouvriers, les fermetures d'usines amplifient mentalement les effets purement arithmétiques de tous ces éléments. Les facteurs psychologiques de baisse ainsi créés aggravent et multiplient les craintes légitimes des spéculateurs, des commerçants, des banquiers, du public. Tous, à l'envi, veulent subitement accroître leurs disponibilités, alors que précédemment ils s'ingéniaient à leur trouver un emploi. Quand la psychose crainte atteint son point culminant, c'est le run général sur les banques comme on l'a vu en Amérique, en 1933.

ECARLAT. — Chaque phase du cycle économique est compréhensible. Leur enchaînement périodique, et presque fatal, l'est moins.

NÉON. — La confusion des explications provient de l'interaction

des différents facteurs qui provoquent, accélèrent et précipitent les crises économiques et financières. En s'entremêlant et en s'influençant mutuellement en une succession d'événements qui ne se déroutent jamais dans le même ordre chronologique et avec la même intensité relative on peut, suivant les auteurs, décrire les crises cycliques comme des crises monétaires et financières ou comme des crises de surproduction, ou ne vouloir apercevoir en elles qu'un symptôme : chômage, faillite du capitalisme, faillite de l'économie libérale.

Si l'on veut se rendre compte des causes profondes et des effets des fluctuations de l'activité économique, il est nécessaire de distinguer trois catégories de phénomènes cycliques :

1° Les cycles de longue durée ou cycles séculaires, lesquels sont causés par un changement important dans l'état économique ou social des nations civilisées. La découverte de l'Amérique et la Renaissance, en Europe, marquèrent le début d'un cycle économique de grande amplitude qui part de l'année 1510 pour atteindre son point culminant en 1649, année qui suivit la fin de la guerre de Trente Ans. Pendant toute cette période le prix des marchandises ne fit que s'accroître, sous l'influence de l'or et de l'argent importés de l'Amérique par les Espagnols et employés par eux à acheter tout ce que les autres pays européens : France, Angleterre, Italie, Hollande, Allemagne pouvaient leur donner en échange. La guerre de Trente Ans compléta le cycle de hausse.

Dans cette période de 140 années on retrouve les deux causes primordiales des cycles de longue durée : guerres et inflation due à l'or ou à l'argent devenus plus abondants.

En Angleterre, le prix du blé qui ne valait en 1510 que 4 shillings par Winchester quarter, finit par dépasser 60 shillings en 1649. Il faut noter, toutefois, que durant cette période la livre sterling qui renfermait la moitié d'une once d'or, en 1510, avait été dévaluée de près de moitié, si bien qu'en 1649 la livre sterling ne contenait plus qu'un peu plus d'un quart d'once d'or.

La période qui s'étend de 1750 à 1815 marque un nouveau cycle de grande amplitude. Il atteint son point culminant avec les guerres napoléoniennes. La contrepartie de la phase inflationniste de ce cycle est constituée par la période 1821-1893.

Ce qui s'est passé ensuite, d'abord avec l'afflux de l'or des mines du Transvaal, puis lors de deux guerres mondiales, est encore trop présent à notre esprit pour qu'il soit nécessaire de le rappeler.

Il est possible de rattacher aux cycles dits séculaires les crises économiques chroniques qui proviennent d'un long dépérissement de l'économie. Ce fut le cas de l'Espagne durant une grande partie du XIX^e siècle. Les crises économiques temporaires ont, au contraire, leur origine dans les progrès mêmes de la conjoncture économique. Elles

sont la rançon normale de tout progrès assez rapide. On peut même affirmer, sans trop de paradoxe, qu'elles sont le signe d'un excès de santé, d'un excès de tempérament qui amène certains autres excès, lesquels sont la cause de la crise.

2° Cycles économiques normaux. — Ce sont les plus intéressants à étudier, ceux qu'aucun banquier, capitaliste, commerçant, industriel ou homme politique ne devrait ignorer car ce sont eux qui, à des périodes presque régulières de sept à dix années en moyenne, produisent les vagues normales de prospérité et de dépression.

Tous ceux qui veulent étudier la marche usuelle d'un cycle économique normal doivent concentrer leur attention sur la période 1896-1913. Durant cette période, il y eut d'abord le boom de 1900 et la crise de 1901, bien caractérisés en Europe. Ensuite, période mondiale de prospérité, de 1904 à 1906 (sauf en Russie). Enfin, et surtout, la crise de 1907 que l'on pourrait appeler la crise cyclique classique par excellence. Son étude présente de grands avantages sur toutes les autres. Le boom de 1904-1906, et la crise de 1907 qui en a été la liquidation, se sont déroulés avec un synchronisme parfait dans le monde entier. Ce cycle est encore tout proche de nous ; il s'est accompli durant une période de grande liberté ; il a été exempt de grandes guerres mondiales, les guerres qui se sont produites alors ont été localisées ; on possède enfin pour toute cette période des statistiques très complètes sur les éléments caractéristiques de l'évolution de tout cycle économique normal :

1. Prix des métaux usuels : fonte, cuivre, plomb, zinc et prix du charbon ;

2. Production industrielle, principalement production de fonte ou d'acier ;

3. Emissions de titres et graphiques des cours des valeurs dans les principaux pays ;

4. Variations de l'encaisse métallique et du montant des effets escomptés par les principales banques d'émission ;

5. Taux de l'escompte, taux de l'argent à long terme et cours des obligations de premier ordre.

Certes, nous possédons des renseignements statistiques encore plus complets sur la crise de 1929-1932, mais l'étude de celle-ci est plus complexe parce que la période de prospérité qui l'a précédée portait les traces de l'inflation causée par la première guerre mondiale. Le mouvement des prix, notamment ceux des métaux, ne s'est donc pas déroulé avec le même synchronisme durant la phase ascendante que lors des crises cycliques où ne joue que l'inflation commerciale à l'exclusion d'une inflation étatique qui précède celle-ci et s'y superpose. Une économie qui vient de bénéficier d'un boom spéculatif

est comme un édifice dont la base n'est plus en rapport avec l'élévation. Que quelques pierres se détachent de la base et cela entraîne la chute de tout l'édifice.

Brusque ou graduelle, la cause initiale de toute crise économique et, par la suite, de tout chômage massif dans la nation, se relie directement à un arrêt ou à simple ralentissement des investissements de capitaux. Rechercher les causes du chômage et des crises économiques revient à rechercher les différentes raisons pour lesquelles les capitaux cessent de s'investir.

3° Cycles spéculatifs de courte durée. — En Europe et, en fait dans le monde entier, un cycle économique normal demande 7 à 11 ans. Aux Etats-Unis il se greffe, en plus, sur le cycle mondial, des cycles intermédiaires d'une durée de trois à quatre années. Les cycles de courte durée et de faible intensité sont à peine sensibles en Europe mais assez marqués aux Etats-Unis, sans doute parce qu'en Amérique l'évolution du cycle économique est plus rapide qu'en Europe. Ces cycles sont surtout intéressants pour les spéculateurs. Ils produisent des mouvements alternatifs de hausse et de baisse des valeurs qui n'ont pas leur équivalent en Europe. Comme exemple de ces cycles spéculatifs, on peut citer, aux Etats-Unis, les récessions de 1903 et de 1937 dont on chercherait vainement l'explication dans les facteurs fondamentaux qui accompagnent les crises économiques classiques.



S'il était possible d'assigner à chaque nation un coefficient correspondant à l'importance relative de sa participation dans l'activité mondiale, et qu'on représente cette participation par un graphique en fonction du temps, la courbe mondiale ne serait que l'addition de toutes les courbes particulières à chaque nation. Un tel graphique combinerait, en outre, les effets cumulatifs des trois cycles spéculatifs décrits précédemment.

Parmi le faisceau de causes qui provoquent les crises économiques, il y a lieu de distinguer les facteurs fondamentaux à long terme, qui accélèrent l'évolution du cycle économique, des facteurs accidentels qui déclenchent la crise, non parce qu'ils sont fondamentalement importants, mais parce qu'ils se produisent quand l'économie est déjà surchargée. Fondamentalement, les crises économiques tirent leur origine du fait que la masse des capitaux susceptibles de s'employer à des investissements se tarit parce qu'on y a fait trop largement appel. Ce qui frappe davantage l'observateur superficiel, ce sont les excès spéculatifs, la hausse exagérée des prix, l'abus du crédit, les émis-

sions de titres d'affaires surfaites ou sans base sérieuse et, avec cela, quelque incident sensationnel tel que la faillite d'une banque ou d'un gros spéculateur. La cause fondamentale des crises n'en doit pas moins être recherchée dans la diminution du fonds de roulement des diverses nations par suite d'investissements trop importants dans des entreprises temporairement improductives ou peu productives.

L'activité matérielle d'une nation se traduit par la production de biens de consommation courante et de biens de capital. Dans les pays complètement développés, tels que France, Angleterre, Belgique, etc., les dépenses en biens de consommation courante représentent normalement 85 % du revenu national ; aux Etats-Unis 80 %. Les dépenses en marchandises consommables sont naturellement d'un caractère plus stable que les dépenses en biens de capital. Pour une grande partie de la population elles sont déterminées à peu près exactement par les revenus du travail. La masse des employés et des ouvriers ne rogne sur la nourriture et l'habillement que quand le chômage l'y oblige. Pour les dépenses en capital il n'en est pas de même. Les gens n'investissent une partie de leurs revenus que dans la mesure où cela leur paraît profitable. Tout ce qui menace les profits ou la sécurité du capital : politique anticapitaliste, crise sociale ou crise financière, arrête les travaux correspondant à des investissements de capitaux. Ce sont donc les industries du bâtiment, la métallurgie, les charbonnages, les chantiers maritimes qui sont immédiatement atteints. Voilà la source des chômages massifs, non saisonniers, durant les crises économiques. Le rôle du crédit multiplie les effets ci-dessus. Aux immobilisations effectuées par des prélèvements sur les sommes économisées sur le revenu national s'ajoutent les immobilisations faites au moyen d'emprunts. Plus une nation est prospère et jeune, plus on a tendance à y recourir au crédit parce que le rendement des capitaux y est plus élevé que chez les vieilles nations, lesquelles bénéficient d'une masse plus ou moins grande de capitaux épargnés (1).

La phase préparatoire à toute crise économique est caractérisée par une accélération de la transformation des capitaux disponibles en capitaux immobilisés suivie, quand la crise se déclenche, par une destruction d'une partie de ceux-ci. Les périodes de prospérité accroissent, au contraire, leur momentum par l'utilisation progressive des capitaux accumulés pendant la période de stagnation, puis, quand la période de prospérité s'affirme encore davantage, par la création artificielle de capitaux au moyen du crédit et par la hausse des prix.

Le public investit son argent quand il croit que c'est profitable ou que cela va le devenir. Au début d'un cycle de prospérité, l'abondance des capitaux, une reprise légère saisonnière de l'activité, la disparition d'une menace, l'activité de la bourse des valeurs en anticipation d'une reprise des affaires, tous ces facteurs jouent, séparément

ou ensemble, de façon cumulative, pour inciter les capitaux à s'employer. Cet emploi progressif s'accélère de lui-même, tant par la reprise matérielle même qu'il engendre que par l'ambiance psychologique favorable créée. Il est facile d'apercevoir que tout ce qui favorise l'activité des détenteurs de capitaux tend à rétablir la prospérité et à diminuer le chômage. Inversement, tout ce qui les inquiète, que ce soit justifié ou non, ralentit ou arrête les dépenses d'investissement du public, prolonge donc la crise et perpétue le chômage.

Tout ce qui tend à augmenter les profits ou les espérances de profits du capital et de l'entrepreneur tend à solutionner les crises économiques. Toutes les menaces, politiques, sociales ou économiques agissent dans le sens contraire. Le capital est neutre. Il va où la sécurité et le profit l'attirent. Il fuit là où il y a contrainte, menace et peu de profit. Ceci a été affirmé par tous les économistes. Seuls les réformateurs sociaux s'obstinent à méconnaître ces vérités évidentes. Ils prolongent ainsi eux-mêmes les crises dont ils rendent le système capitaliste responsable.

Au point de vue de l'activité industrielle, peu importe, provisoirement, que les capitaux soient fournis par le public ou par l'Etat. A plus longue échéance cela nécessite une distinction essentielle que l'on oublie souvent de noter. L'inflation privée ne peut se liquider qu'à la faveur d'un ralentissement des affaires, généralement par une crise cyclique. Pour l'inflation étatique, il n'en va pas nécessairement de même. L'Etat, incapable de rembourser ses créanciers n'est pas, comme l'emprunteur privé, obligé de liquider ses avoirs. Si ses dettes sont excessives, il les renie ou ne les liquide qu'en monnaie dépréciée, donc pas de liquidation forcée et pas nécessairement de crise cyclique.

Au début du XIX^e siècle les crises économiques périodiques étaient aussi fréquentes qu'à notre époque. Ainsi, en Grande-Bretagne, les années 1803 - 1810 - 1815 - 1818 - 1826 - 1837 et 1847 furent des années de crise économique. Celle de 1837 fut même d'une intensité comparable à celle de 1929 et elle s'étendit indistinctement et simultanément à toutes les autres nations.

En 1919, peu après la fin de la première guerre mondiale, on se trouvait en face d'une inflation commerciale et d'une inflation étatique. Résultat : crise économique de 1920. Celle-ci eut pour effet de liquider les engagements commerciaux excessifs conclus à des prix trop élevés. Quant à l'inflation due aux dettes de guerre, celle-ci subsista chez certaines nations, comme l'Angleterre, ou bien se résorba par la dépréciation de la monnaie fiduciaire, comme en France. La crise de 1920 fut en tout point semblable à celle de 1818, laquelle s'était produite également dans les trois années qui suivirent la fin des guerres napoléoniennes et à une époque où le capitalisme était encore excessivement peu développé.

ECARLAT. — Voilà pour les crises de 1818 et de 1920. Mais celle de 1929 était-elle une conséquence de la guerre ?

NÉON. — En partie, oui. Elle a son équivalent dans la crise de 1826. Il faut attribuer la gravité de la crise de 1929 au niveau trop élevé des prix à cette époque. Ces prix n'étaient plus en rapport avec les coûts de production, largement abaissés de 1921 à 1929. Ils constituaient un héritage de la première guerre mondiale, héritage que les divers gouvernements s'efforçaient, par opportunisme, de maintenir intact comme le démontrent les achats du Farm Board pour soutenir les prix exagérés des produits agricoles aux Etats-Unis.

Dès qu'une crise est déclenchée tous les points faibles de l'économie se trouvent découverts les uns après les autres. Une surproduction latente, mais facilement supportée durant la hausse des prix, devient catastrophique quand la conjoncture se renverse. Il n'est pas nécessaire que la production soit accrue pour causer une surproduction massive. Le resserrement des crédits suffit à restreindre la demande. La chute des cours qui en résulte rend vulnérables des positions qui, hier, étaient jugées solides. Tout le mécanisme de la baisse qui entraîne la baisse se trouve déclenché. Les stocks invendus et les ventes forcées font boule de neige. Tout cela n'a rien de bien mystérieux.

(1) ÉTATS-UNIS (en millions de dollars)

Années	Revenu national net	Dépenses au compte capital des entreprises industrielles	Dépenses au compte capital en constructions privées ou publiques
1921	57,683	5,233	2,313
1922	58,704	5,784	3,801
1923	68,281	7,902	4,821
1924	68,904	7,650	5,229
1925	73,275	8,189	5,750
1926	77,600	9,126	5,535
1927	75,412	8,777	5,357
1928	78,633	8,846	5,019
1929	81,917	10,157	3,761
1930	71,965	8,340	2,291
1931	56,709	5,123	1,735
1932	41,034	2,799	709
1933	40,101	2,371	458
1934	49,290	3,436	521
1935	55,137	4,349	913
1936	64,705	5,783	1,536
1937	71,927	7,570	1,908
1938	63,450	5,471	1,817

X

Les crises économiques, raison inévitable de la liberté économique

ECARLAT. — Les maux dont souffre chroniquement l'humanité, et plus particulièrement le prolétariat, proviennent de causes plus profondes que l'existence de tel ou tel gouvernement. C'est la base même de la société qu'il faut rénover. Le système capitaliste, Marx l'a démontré, constitue une période transitoire dans l'évolution de la civilisation. Son principe même est contraire à notre idéal de justice sociale. L'individualisme économique n'est plus possible avec les grandes agglomérations humaines. Le capital ne doit pas faire échec au progrès social. La morale de l'entrepreneur, qui n'a d'autre critérium que les marges bénéficiaires, doit céder le pas aux nécessités de nourrir, donc de donner du travail à tous les travailleurs, indistinctement et en tout temps.

Quand les affaires progressent et aussi longtemps qu'il entrevoit un bénéfice, l'entrepreneur embauche du personnel. Au besoin il en ferait venir des quatre coins de la terre. Dès que les affaires se ralentissent, on jette sur le pavé le personnel en surnombre. Que vont devenir des familles entières subitement privées de toutes ressources ? L'entrepreneur n'en a cure. Dans la conception capitaliste, l'ouvrier ne joue qu'un rôle passif. C'est une machine comme une autre dont on se débarrasse aussitôt qu'elle devient trop coûteuse ou gênante.

L'ouvrier n'est pas responsable des crises économiques. Cependant il s'en trouve plus durement pénalisé que tous autres. Aux riches qui se sont montrés imprudents durant la période de prospérité, les crises ne retranchent qu'une partie du surplus de leurs revenus. Pour les ouvriers, c'est plus tragique. Ils n'ont commis aucune faute, eux.

C'est cependant leur salaire quotidien, leur pain, le pain de leur famille qu'on leur arrache de la bouche. Les crises économiques, le chômage qui en résulte, condamnent le régime capitaliste. Ce sont des problèmes qu'il s'est montré impuissant à résoudre. Bien au contraire, ils deviennent d'autant plus insolubles que progressent le machinisme, la technologie et la division du travail. Les pays les plus atteints en période de crise sont aussi les pays les plus industrialisés et les plus surcapitalistes.

NÉON. — Sans industrialisation il y aurait encore davantage de chômage ; pire, il n'y aurait pas de pain pour tous. Ce serait la famine. C'est dans les pays peu industrialisés que se produisent des famines périodiques comme le montre l'exemple des Indes et de la Chine. Une distinction essentielle s'impose entre les crises de surproduction et les crises de sous-production qui sont le propre des économies primitives. Les détracteurs du capitalisme ne veulent pas se souvenir que si le capitalisme aggrave, par l'usage du crédit, les crises de surproduction, par contre, il nous libère des crises de sous-production bien autrement redoutables. Nous constatons actuellement en Europe les effets de celles-ci. Aux Indes et en Chine, contrées presque encore patriarcales, la sous-production des produits alimentaires y engendre périodiquement des famines épouvantables.

Dans les économies primitives, c'est-à-dire dans les économies non industrialisées, il n'y a pas de crises économiques périodiques au sens où nous l'entendons aujourd'hui. La raison en est très simple. Dans une économie primitive chacun vit sur ce qu'il produit. Dès que la production dépasse les besoins, ou ce que la prudence conseille de mettre en réserve pour les mauvaises récoltes, on s'arrête. Personne n'en souffre puisque chaque producteur consomme ses propres produits. Par contre, les économies primitives sont sujettes aux crises de sous-production, principalement aux crises engendrées par des récoltes déficitaires. Celles-ci sont infiniment plus terribles que les crises capitalistes qui naissent, en apparence du moins, d'une surabondance de biens. On n'a guère d'exemple que dans les crises capitalistes de surproduction les peuples meurent réellement de faim. Quand cela arrive c'est la faute des dirigeants et des gouvernements au pouvoir, non du système capitaliste lui-même.

On entretient beaucoup d'idées erronées au sujet des conséquences des crises économiques. Les pertes qu'elles entraînent sont évaluées à des chiffres hors de toute proportion avec les pertes réelles. La méthode qui consiste à chiffrer la valeur globale de tous les titres traités en bourse avant et après la crise et à prétendre que la différence représente une perte de la collectivité, résulte d'une confusion grossière entre la valeur d'inventaire des biens réels ou physiques de

la nation et leur évaluation au moyen des cours de la bourse. On entendait dire à la fin de 1929 que les quatre mois de baisse à Wall Street, d'octobre à décembre, avaient coûté au public quinze milliards de dollars. De même, en 1932, devant une Commission du Sénat, il fut affirmé que les pertes sur les valeurs mobilières aux Etats-Unis causées par la baisse de 1929-1931 atteignaient 25 millions de personnes et se chiffraient à 50 milliards de dollars.

ECARLAT. — Cela représente bien une perte pour les détenteurs des valeurs en question.

NÉON. — Les pertes réelles ne représentaient qu'une fraction des chiffres ci-dessus. Pour calculer une perte, il est élémentaire de se baser sur les prix d'acquisition des titres et non sur la valeur maximum qu'ils ont pu atteindre en un moment de folie. Si nous nous plaçons au point de vue de la fortune globale des Etats-Unis, les estimations de bourse n'ont qu'une valeur indicative. Les actions et obligations ne sont que des titres de propriété qu'il ne faut pas confondre avec la possession matérielle des biens mobiliers ou immobiliers eux-mêmes : fermes, maisons d'habitation, usines, matériel d'exploitation, marchandises, matières premières, espèces métalliques.

L'évaluation de ce qu'il en coûterait pour reproduire tout cela, voilà ce qui mesure la richesse réelle d'une nation. La perte en capital résulterait de la différence entre deux évaluations effectuées, l'une pendant la période de prospérité et l'autre pendant la période de dépression suivante. Cette différence est relativement faible. Elle porte surtout sur une appréciation différente de la valeur d'usage.

La confusion entre les évaluations boursières ou vénales de la fortune publique et sa valeur intrinsèque est très fréquente. Dans *Le Capital*, du 6 décembre 1935, on pouvait lire :

« On oublie trop que notre équilibre non seulement financier mais général repose sur l'existence de la fameuse « fortune acquise » à qui tant de sacrifices sont demandés. Or elle fond avec une rapidité alarmante. La diminution devient sensible d'une manière absolue et peut-être encore plus d'une manière relative.

« Que disent les chiffres avec leur brutalité ? Ils disent que l'annuité successorale, en France, était, avant la guerre, de cinq milliards de francs complets. Elle n'est plus que de quinze milliards d'aujourd'hui qui en font trois d'autrefois. Cependant le budget était, en 1914, de cinq milliards, c'est-à-dire égal au montant des successions. Il est de quarante milliards, c'est-à-dire que, pour retrouver la même situation, il manque vingt-cinq milliards. »

De 1914 à 1935 l'actif réel tangible de la France, loin de diminuer de 25 milliards, s'est accru sensiblement, même si on tient compte, comme de juste, de la diminution de la valeur de notre portefeuille étranger durant cette période. Il est exact que si une famille riche dépense tous ses revenus de génération en génération sans épargner quoi que ce soit, au bout de trois ou quatre générations la fortune de cette famille s'est dissipée du fait des impôts successoraux, mais les biens réels que possédait jadis cette famille

existent encore quoique en d'autres mains. Ils ne sont donc pas perdus pour la nation.

L'erreur du *Capital*, et de beaucoup d'autres avec lui, en confondant la valeur vénale des propriétés de toute nature avec leur valeur réelle ne provient pas d'une inadvertance, comme le confirme le passage suivant, publié le 20 mars 1928 où, expliquant avec juste raison la nécessité de l'épargne, *Le Capital* disait :

« Pour quiconque ne regarde pas la fortune comme viagère, pour quiconque désire la transmettre, pour quiconque est même en droit de compter sur une longue vie, épargner est donc une nécessité. Et l'intérêt général se rencontre ici avec l'intérêt individuel puisque, si de nouveaux capitaux ne se formaient pas pour remplacer les anciens, la civilisation matérielle s'effondrerait rapidement »

Qu'arriverait-il donc si une nation n'épargnait plus ? Est-ce que ses richesses s'évanouiraient pour cela ? Nullement. Elles cesseraient de s'accroître. Elles seraient stationnaires, mais champs, usines, outillages, maisons d'habitation resteraient toujours là et c'est cela seulement qui constitue la véritable richesse d'une nation, étant observé, toutefois, que les travaux d'entretien et de modernisation constituent une dépense d'exploitation et non une dépense en capital.

L'économiste Von Mises, quand il appartenait à l'Université de Vienne, concluait, dans une étude parue en 1932 dans le *Journal de Genève* : « que si le monde n'est pas encore entièrement ruiné, c'est parce que le capitalisme n'a pas encore entièrement disparu ». Il commettait la même confusion entre les signes représentatifs de la richesse et la richesse elle-même. Tous les Etats de la terre peuvent exproprier toute la fortune capitaliste. Notre monde ne s'en trouverait immédiatement ni plus riche, ni plus pauvre. A longue échéance il en résulterait un appauvrissement, mais ceci ne concerne que la valeur d'usage, laquelle est éminemment variable, non le coût de reproduction lequel est assez stable si on l'exprime en un étalon monétaire rattaché à une valeur réelle : métaux, blé, etc.

Les pertes qu'entraînent les crises économiques sont donc plus apparentes que réelles. Elles ressemblent à celles qu'éprouve un arbre fruitier qui, par suite d'un temps trop favorable, voit ses branches surchargées de bourgeons. Sa sève serait insuffisante à les nourrir tous. Pour avoir de bons fruits un arbre ne doit pas en porter en excès. Les crises économiques ont pour effet de débarrasser les économies trop expansionnistes des entreprises en surnombre, mal conçues et fragiles. Légères, elles constituent une purge utile qui nettoie l'organisme social encrassé par des activités malsaines ou affaibli par l'extravagance que cause des gains trop faciles.

On exagère également les privations causées aux populations par les crises économiques. Prenons la plus sévère, celle de 1929-1935, aux Etats-Unis. Avant la crise, de 1925-1930 inclus, la consommation annuelle de sucre, par habitant, aux Etats-Unis, a atteint au

maximum 108 livres en 1926 et 102 livres au minimum, en 1927, soit en moyenne 105 livres. En 1932 celle-ci tombait à 96. Le minimum touché pendant la crise a été de 94 livres en 1934. Une diminution de seulement 11 % dans la consommation du sucre, est-ce l'indice de privations sérieuses surtout si l'on tient compte qu'aux Etats-Unis la consommation annuelle de sucre par habitant, quoique très légèrement inférieure à celle de l'Angleterre, est considérable si on la compare à celle de la France qui n'atteignait que 55 livres par habitant, en 1936, au lieu de 104 livres pour les Etats-Unis. Pour la Hollande elle était de 66 livres, pour l'Allemagne de 56 livres et en Italie de 17 livres.

Dans la nature tout ce qui vit doit se renouveler. Seules les nations stagnantes ne se renouvellent pas. Elles n'ont pas de crises périodiques mais toute leur existence devient une longue crise de langueur, de dépérissement, d'autant plus saisissante que les économies voisines sont luxuriantes. Lisez les récits des voyageurs qui ont visité les ports de l'Inde ou de l'Extrême-Orient. On ne parle plus de crises périodiques à Pondichéry, à Chandernagor, à Macao. tandis que Bombay, Calcutta, Shanghai en souffrent périodiquement. Les premières sont des cités qui s'éteignent, les secondes de vastes agglomérations qui progressent. Parfois elles vont un peu vite. Une rafale s'abat sur elles. Quelques années passent et leur commerce est plus florissant que jamais, leurs industries s'étendant, elles arrivent à concurrencer celles de la vieille Europe. Telle est la vie.

ECARLAT. — Les capitalistes n'aident guère à ce qu'elle reprenne quand le chômage sévit. Non contents, en temps normal, de laisser dans les banques des milliards inutilisés, dès que les affaires ne vont pas ils augmentent encore leurs dépôts sans se soucier des petits commerçants dont beaucoup doivent déposer leur bilan faute de fonds de roulement.

NÉON. — En temps normal, les dépôts dans les banques sont beaucoup plus complètement utilisés qu'on ne l'imagine. Ils ne le sont pas par les déposants mais par les banques ou par l'Etat, ce qui revient au même.

ECARLAT. — Oh ! très incomplètement. Ainsi, voilà le Crédit Lyonnais dont le nom a été souvent cité à ce sujet. N'avait-il pas près de deux milliards de fonds inemployés ?

NÉON. — Il en avait même deux milliards et demi, en 1934, et davantage encore dans les années précédentes. Mais ces disponibilités étaient nécessaires pour payer à vue n'importe lequel de ses déposants dans l'une quelconque de ses nombreuses agences. La meilleure preuve que ces fonds étaient nécessaires, c'est que de 1931 à

1935 le Crédit Lyonnais dut payer près de cinq milliards à ses déposants et créditeurs et dans la seule année 1935 ses créditeurs diminuèrent de 1.200.000.000 de francs. Les Etablissements de crédit ne thésaurisent donc pas par plaisir comme on les en accuse parfois. Quant aux fonds employés par eux, où vont-ils ? Pour la plus grande partie au commerce et à l'industrie sous forme d'escompte, d'avances et de comptes courants. Cela formait un total supérieur à dix milliards en 1935.

ECARLAT. — Quand l'industrie et le commerce vont très mal, l'argent reflue dans les Etablissements de crédit lesquels, au lieu de le remettre en circulation, en profitent pour augmenter la proportion de leur encaisse aux engagements.

NÉON. — C'est exact. Il y a à cela deux excellentes raisons. L'une c'est que lorsque quelque chose ne va pas dans le monde, les déposants sont plus susceptibles de réclamer brusquement leur argent que lorsque tout est tranquille. L'autre raison c'est que, la crise passée, commerçants et industriels ayant eu peur ne tiennent pas à réaugmenter immédiatement leurs engagements pour se lancer dans des opérations aléatoires ou peu productives. Redonnez-leur la sécurité et laissez-leur la possibilité de réaliser un profit normal. Soyez assuré, alors, que la tentation leur viendra tout naturellement d'étendre leurs affaires.

Epargnants et petits capitalistes sont gens timides : une ombre qui passe, un rien les effraie, quoique l'appât du gain et leur ignorance légendaire les conduisent souvent à oublier des risques évidents et leur fassent méconnaître des dangers très réels. Epargnants et petits capitalistes ont à peu près les mêmes réactions qu'une bande de moineaux à qui on laisse tomber quelques miettes de pain. C'est d'abord un moineau qui s'aventure, puis un autre, bien timidement encore. Peu à peu ils s'enhardissent, la tranquillité du voisin plus hardi devient une assurance mutuelle. Au moindre bruit tous s'envolent, à nouveau, mais c'est pour revenir ensuite tant qu'on leur offre encore quelques miettes.

ECARLAT. — Pour remédier aux crises économiques, les économistes ne sont guère plus d'accord que sur les causes qui les produisent. Successivement on entend prôner : contre la psychose de crise : rétablir la confiance ; contre la surproduction : limiter la production et diminuer les heures de travail ; contre la sous-consommation : des distributions gratuites et produire davantage ; contre les charges fiscales trop élevées : réduire les impôts ; contre l'argent cher : intervention de l'Etat pour réduire le taux d'intérêt ; contre les interventions de l'Etat : retour à l'économie libérale ; contre les abus du capitalisme : économie dirigée. Redistribution de l'or, revalorisation, dévalorisation, retour à l'or, retour au bimétallisme. Voilà les cris de

guerre des uns et des autres. Les uns prêchent l'inflation, d'autres la déflation. Quelle confusion ! Comment s'y reconnaître ?

NÉON. — Les contradictions que vous venez de noter viennent en partie de ce que vous mélangez indistinctement les différentes phases des crises économiques.

Dans une période ascendante du cycle économique, alors qu'une fièvre spéculative commence à s'emparer du public, il est utile, il est nécessaire, que la Banque d'émission, en élevant progressivement son taux d'escompte, donne aux banques privées le signal de resserrer leurs crédits.

Dès que la crise bat son plein, la politique de la Banque d'émission doit être, au contraire, d'ouvrir de larges crédits à toutes les banques privées et affaires commerciales dont la situation est parfaitement saine, afin d'encourager celles-ci à en user de même, à leur tour, envers leur clientèle dont le crédit est bien garanti.

Enfin, dans la période de marasme et de récupération qui suit les paniques financières, la Banque d'émission doit abaisser très vite son taux d'escompte pour encourager une politique d'argent bon marché favorable à la reprise.

Il n'y a aucune contradiction entre ces directives différentes, et qui sont devenues classiques. Chacune d'elle s'inspire de la phase particulière du cycle économique lequel est caractérisé par quatre périodes consécutives : 1° Activité normale des affaires ; 2° Inflation commerciale, hausse des prix des marchandises, diminution des capitaux réellement disponibles, tension du taux de l'escompte ; 3° Déflation commerciale et baisse des prix ; 4° Chômage, puis adaptation des entreprises à une activité réduite, abondance des capitaux d'où renaissance de l'esprit d'entreprise, et, enfin, retour à la normale.

ECARLAT. — Vous avez omis de parler des paniques financières.

NÉON. — Les paniques financières ont leur origine dans des crédits trop importants ouverts à des emprunteurs qui ont été trop optimistes. C'est généralement le cas à la fin d'un cycle de hausse prolongé. N'oublions pas que s'il n'y avait pas des emprunteurs sous une forme ou sous une autre, les prix des marchandises baissant, leurs détenteurs perdraient de l'argent mais, quelles que soient leurs pertes, ils auraient d'autant moins de raison de vendre à perte leurs marchandises que celles-ci auraient davantage baissé. C'est donc le crédit qui accentue les mouvements de la conjoncture économique. Au début il favorise la reprise, puis accélère la facilité des affaires. A l'apogée du cycle économique le crédit rend la structure financière plus vulnérable. Quand il existe des crédits importants ouverts dans le monde, toute baisse prolongée des prix augmente la pression sur ceux

qui doivent liquider ce qu'ils possèdent, que ce soit marchandises, immeubles, valeurs, ou créances, pour faire face aux demandes de leurs créanciers, lesquels désirent d'autant plus rentrer dans leur argent que la situation des débiteurs paraît plus précaire. La cause apparente de toutes les paniques est donc initialement l'existence des crédits imprudemment accordés de par le monde ou dans un pays déterminé. Les crédits normaux deviennent eux-mêmes menacés à leur tour par la liquidation des crédits douteux.

ECARLAT. — Supprimons le crédit.

NÉON. — Le système capitaliste n'est pas inséparable du crédit, il peut fonctionner sans crédit à marche ralentie et sur la seule base des espèces trébuchantes, mais il y aurait alors ralentissement général des affaires, donc chômage.

Si on ne plantait et ne produisait que juste ce qui est nécessaire il arriverait souvent, par suite de la sécheresse ou autre cause imprévue, un déficit dans la production des choses nécessaires. C'est encore infiniment plus grave qu'un surplus. Un surplus n'est nuisible que par suite des crédits que la dépréciation de ce surplus rend précaires. Les faits économiques forment une chaîne sans fin. Si, par exemple, le caoutchouc baisse au-dessous de 10 cents par livre après en avoir valu 20, qu'arrive-t-il ? Que tous ceux qui ont emprunté sur leur caoutchouc ou ceux qui sont acheteurs de caoutchouc à terme doivent, soit vendre leur caoutchouc, ce qui le fait baisser davantage, soit vendre autre chose afin de trouver l'argent nécessaire pour défendre leur position.

Quand seul le caoutchouc est trop cher cela ne produit pas trop de dommage. Quand coton, blé, métaux valent 50 % ou 100 % plus cher que leur prix normal, les liquidations sur le caoutchouc entraînent des ventes sur les autres produits. Un spéculateur qui perd sur le caoutchouc est enclin ou obligé à liquider ses engagements sur les autres produits. Si ceux-ci sont à des prix élevés, une cascade de répercussions tend à niveler tout l'édifice économique. Tous les crédits, même les plus solides, finissent ainsi par devenir douteux.

En réalité, une économie n'est jamais absolument stabilisée ; une économie est constamment sollicitée par des forces multiples qui agissent en tous sens, les unes pour accélérer le mouvement principal, les autres pour le retarder ou l'arrêter. Dans les périodes ascendantes, celles de prospérité, tout ce qui augmente la sensation de prospérité tend, en même temps, à créer deux forces antagonistes. L'une immédiate, parce que plus de prospérité engendre davantage de confiance, davantage d'expansion des affaires, davantage d'anticipation de bénéfices accrus, davantage de spéculation. Mais, simultanément, trop de confiance dans l'avenir, trop de constructions nouvelles, trop d'engagements à terme, trop d'anticipations de bénéfices accrus tendent à

créer et à accumuler autant de forces antagonistes. Pour se déchaîner, celles-ci n'attendent qu'un simple arrêt de la conjoncture.

Au fur et à mesure qu'une crise économique se poursuit, les uns réduisent leurs dépenses par nécessité, les autres par prudence mais c'est confondre l'effet avec la cause que de prétendre que les crises économiques sont dues à la sous-consommation. Celle-ci n'est que la conséquence, non la cause, des crises.

La surproduction elle-même n'intervient qu'accessoirement parmi les causes déterminantes des crises économiques. En temps normal, la surproduction d'un article déterminé amène bien une baisse de prix mais dès que les producteurs les moins bien placés voient leur marge bénéficiaire disparaître et remplacée par des pertes, ils arrêtent leur fabrication. Cela tend automatiquement à assainir le marché. Dans les périodes de suractivité industrielle, c'est-à-dire dans les périodes où les prix sont élevés et les crédits enflés, il en va différemment parce que la structure des prix et celle du crédit sont devenues vulnérables.

Les deux facteurs déterminants des fluctuations de l'activité d'une économie libérale sont les prix et les crédits. Il appartient aux instituts d'émission et, sous leurs directives, aux banques privées, de régler les crédits par le jeu des taux d'escompte et du taux des avances. Dans une certaine mesure, et en temps normal, cela permet de régulariser les mouvements excessifs des prix des marchandises et de réduire l'amplitude des crises économiques par une action préventive sur la structure du crédit et des prix.

ECARLAT. — Cette action préventive suppose une connaissance anticipée du moment où va se produire une crise.

NÉON. — Ce qui est difficile à prévoir, ce ne sont pas les phases successives du cycle économique mais les accidents d'ordre politique ou social qui viennent en déranger la régularité.

ECARLAT. — Voilà une opinion singulière qui semble aller à l'encontre de tout ce que j'ai entendu dire jusqu'ici à ce sujet.

NÉON. — Tout simplement parce que banquiers, industriels et commerçants n'ont guère de temps pour tout ce qui ne concerne pas directement leurs affaires immédiates ou leurs plaisirs. Dans ma jeunesse, l'ouvrage de Juglar sur les crises économiques a été pour moi une révélation. Juglar faisait un graphique sur lequel il indiquait, en fonction du temps, le montant de l'encaisse métallique A, et de l'escompte P des banques d'émission. Après une panique financière, quand les capitaux circulent à nouveau librement, la liquidation des engagements en cours produit une diminution des escomptes consentis par la banque d'émission, Banque de France, par exemple. Au con-

traire, l'encaisse de la Banque s'accroît progressivement et le rapport A/P tend ainsi vers un maximum. Inversement, au fur et à mesure que se poursuit le mouvement ascendant du cycle économique, les banques privées, les industriels et les commerçants accroissent leurs escomptes à la banque centrale. Le rapport A/P tend alors vers un minimum. Parfois ce n'est qu'un an ou deux après que ce minimum est atteint qu'éclate la crise. La diminution progressive du rapport : encaisse de la banque centrale/escompte, constitue un avertissement précieux que l'on commence à entrer dans cette phase du cycle économique où l'on doit faire preuve de prudence.

Si au lieu de se confiner, comme le préconisait Juglar, à l'étude des trois grandes banques d'émission en Europe avant 1914 : Banque de France, Banque d'Angleterre et Reichsbank, on fait des graphiques analogues à ceux de Babson, aux Etats-Unis, où sont relevés des indices de la production industrielle, des prix des marchandises, des prix des actions « Wall Street » et de l'intérêt des obligations, on arrive à se rendre compte du cycle spéculatif, mais on peut pousser cette étude beaucoup plus à fond. Cela permet de noter des coïncidences absolument remarquables qui renseignent pas à pas sur l'évolution du cycle. On sait que les cours des métaux suivent très exactement les fluctuations du cycle économique. En comparant le graphique des prix relevés, jour par jour, ou tout au moins mensuellement, du cuivre, du plomb, de l'acier et du charbon on constate que jusqu'en 1914, dans un cycle normal, les prix du zinc étaient généralement les premiers à marquer un maximum, puis venaient ceux du cuivre et du plomb, enfin les prix du charbon atteignaient des prix prohibitifs à la veille même de la débâcle qui clôt tout cycle économique normal.

ECARLAT. — Vous avez apporté une restriction en disant jusqu'en 1914. Ce qui était vrai avant 1914 ne le serait donc plus maintenant ?

NÉON. — Il est possible de prévoir l'évolution du cycle économique normal si les différents facteurs qui interviennent agissent librement. Les deux guerres mondiales ont faussé le cycle normal, d'une part en exagérant ses fluctuations par suite de l'inflation, d'autre part en imprimant des mouvements arbitraires aux cours des diverses matières premières. Ceci a bouleversé certaines observations en donnant la première place à des facteurs d'ordre politique, c'est-à-dire hors du domaine de prévision de l'économiste. Celui-ci ne peut plus établir que des prévisions imprécises.

ECARLAT. — Vos explications me confirment dans l'idée que les crises économiques périodiques sont l'accomplissement inévitable de tout régime capitaliste. Vous avez parlé de la possibilité d'atténuer les crises périodiques en les faisant éclater préventivement avant que la

conjoncture n'ait atteint son point culminant normal dans un régime de pleine liberté. Vous n'avez rien dit de la possibilité de les supprimer.

NÉON. — Parce que c'est impossible. Les crises économiques périodiques sont la rançon nécessaire d'un régime de liberté. Elles sont nécessaires parce que le propre d'un cycle ascendant de prospérité c'est de s'alimenter lui-même. Les quatre facteurs : production, consommation, prix et crédit, s'influencent et s'amplifient mutuellement par leur action réciproque. La cadence de la courbe de prospérité va donc toujours s'accroissant, au fur et à mesure que la conjoncture normale se développe, jusqu'au moment où prix, crédit et production atteignent des niveaux où la force propulsive, constituée à l'origine par une accumulation de capitaux en quête d'emplois, devient simple inflation commerciale, bancaire et boursière. Cela peut s'exprimer d'une façon un peu différente : la progression ascendante d'une phase de prospérité basée, au point de départ, sur la transformation des capitaux disponibles provenant de l'épargne en biens de production n'est plus soutenue finalement que par des crédits qui tiennent lieu d'argent frais.

En période sous-normale d'activité industrielle et commerciale, le total des capitaux épargnés annuellement est supérieur au total des investissements annuels de l'économie. Quand se développe la courbe ascendante du cycle économique, il cesse peu à peu d'en être ainsi. Il arrive un moment où le total des investissements annuels est égal aux capitaux épargnés puis, dès que ce point est dépassé, la création de crédits alimente tous les investissements de capitaux auxquels l'épargne est de moins en moins capable de satisfaire. On est alors en plein dans la phase spéculative du boom, celle qui inévitablement précède la chute puisque, plus elle se prolonge, plus diminue le rapport :

avoirs liquides libres de tout engagement

total des engagements et dettes privées de la nation

On pourrait appeler ce rapport coefficient de liquidité de l'économie. Ses variations sont symptomatiques du métabolisme basal de l'économie.

Dans les pays industrialisés, l'absence de chômage ne peut être obtenue que si un courant continu de capital vient s'investir de façon durable. La cause fondamentale des crises économiques et les cycles alternatifs de prospérité et de crise se relient intimement à la proportion variable de capital qui vient s'investir dans des projets à long terme. Il y a prospérité quand beaucoup de capital vient s'investir dans des constructions nouvelles : maisons d'habitation, usines, outillage, chemins de fer, canaux, ports, et même armements. Dès que, pour une cause ou pour une autre, ces investissements se ralentissent, il y a crise. Si l'arrêt est brusque il y a panique financière. De même, un véhicule lancé à toute vitesse, freiné brusquement,

risque d'autant plus de culbuter que le freinage est plus brutal et la vitesse plus grande.

Le système capitaliste lui-même n'en est pas responsable, pas plus qu'une locomotive n'est responsable si son mécanicien la lance à 150 km. à l'heure dans un endroit où, au contraire, par suite d'une courbe, il faudrait ralentir. Les véritables responsables de la crise de 1929 ce sont les chefs de trains, les mécaniciens et même aussi les voyageurs, c'est-à-dire le public. Tout le monde était enchanté de l'allure à laquelle on allait. Pour peu ou aurait prié le mécanicien, c'est-à-dire les gouvernements, d'accélérer encore la cadence. Le public, loin de restreindre ses achats de valeurs surfaîtes, ne songeait qu'à les accroître plus leur hausse lui laissait sur le papier de gains non réalisés. La plupart des banquiers, des industriels et des commerçants entretenaient les mêmes illusions.

ECARLAT. — Vous le reconnaissez, banquiers et industriels...

NÉON. — Etaient dans l'erreur comme à peu près tout le monde. Seulement il y a une différence entre les responsabilités des uns et des autres. Comme je l'ai fait dire à Machiavel (1), les vrais responsables ce sont toujours les mauvais bergers non le troupeau qui les suit. Un Ministre, qu'il soit aux Finances, à l'Agriculture, à l'Economie Nationale, aux Colonies ou au ministère du Travail doit tout connaître des crises économiques, de leur développement, des indices qui les font prévoir et des moyens de les prévenir.

Les crises économiques périodiques sont des crises d'indigestion. L'économie des diverses nations rejette ce qu'elle a absorbé en trop. Rester sur sa faim est la règle du sage et doit être celle aussi d'une économie qui veut rester saine. De même qu'il serait extravagant de vouloir condamner l'usage de toute nourriture parce qu'un repas trop copieux nous a incommodé, de même il serait absurde de condamner le système capitaliste parce que parfois on abuse des trop grandes facilités qu'il accorde pour produire et consommer.

Essayons de résumer maintenant l'enchaînement successif des différentes phases d'un cycle économique complet où des guerres, et l'inflation qui s'ensuit ne viennent pas en changer le cours normal.

1° Point de départ : situation normale avec confiance croissante des détenteurs de capitaux dans la situation économique.

Conséquence :

2° Investissements du public, d'abord en valeurs à revenu fixe, puis en valeurs à revenu variable.

Conséquence :

3° Optimisme croissant des détenteurs de capitaux et des em-

1. Voir *Les Principes de Machiavel et la Politique de la France*. Editions de la Maison Française. New-York, 1943 (Flammarion).

prunteurs. La hausse appelle la hausse par l'euphorie qu'elle provoque chez tous ceux qui en profitent, c'est-à-dire à peu près tout le monde.

Conséquence :

4° D'une part, achats inconsidérés du public, d'autre part, extension trop rapide des capitaux immobilisés.

Conséquence :

5° Hausse des taux d'escompte et des taux de l'intérêt à long terme. Baisse des valeurs à revenu fixe.

Conséquence :

6° La difficulté croissante pour obtenir des capitaux et les cours élevés des matières premières obligent les personnes ayant pris des engagements inconsidérés à liquider ceux-ci.

Conséquence :

7° Les réalisations volontaires ou forcées, d'abord assez bien absorbées, rencontrent de plus en plus de difficultés. La baisse entraîne la baisse quand existent des positions spéculatives mal protégées par des actifs dont la valeur de réalisation décroît d'autant plus vite qu'elle s'accompagne de faillites actuelles ou virtuelles.

Conséquence :

8° La baisse des marchandises et des cours de bourse ramène les prix à un niveau attrayant mais le public se tient à l'écart, il n'y a plus guère de preneurs. Surproduction, ralentissement de l'industrie, fermetures d'usines.

Conséquence :

9° Les stock accumulés passent de mains faibles en mains plus solides. Les prix sont étales. La stabilité dans les bas cours et l'argent en quête d'emplois de premier ordre ramènent les taux d'escompte à de très bas niveaux.

Conséquence :

10° Au fur et à mesure que les stocks accumulés sont absorbés la confiance renaît peu à peu. Des usines rouvrent leur porte et on se retrouve bientôt au point de départ.

ECARLAT. — C'est charmant.

NÉON. — Que voulez-vous, c'est là la vie. Une évolution continue se poursuit dans le monde et l'économie des nations ne peut s'y soustraire. N'est-ce pas là un processus dialectique ? A ce titre aucun marxiste ne doit le nier.

XI

Les trois catégories d'inflation

NÉON. — Si on représente sur un graphique les variations de l'activité industrielle et commerciale en fonction du temps, on obtient une courbe qui est ascendante durant les périodes prospères et descendante quand une crise économique intervient pour arrêter la progression des indices de prospérité : accroissement de la consommation et de la production, diminution du chômage, hausse des prix et des salaires et, enfin, diminution des réserves or par rapport aux engagements de la nation. C'est la phase inflationniste du cycle économique. Comme celle-ci ne peut se poursuivre indéfiniment — faute de capitaux — à toute inflation succède une période de déflation. Inflation et déflation constituent ainsi, à des intervalles plus ou moins réguliers, les deux aspects contraires de la vie économique d'une nation.

Les différentes formes d'inflation que nous connaissons se rapportent à trois phénomènes économiques distincts :

1° Inflation commerciale, c'est-à-dire inflation due à des crédits privés.

2° Inflation due à l'accroissement rapide de la production de l'or (ou, autrefois, de l'argent métal).

3° Inflation étatique causée par l'accroissement de la circulation fiduciaire et de l'endettement de l'Etat.

I. *Inflation commerciale.* — Celle-ci constitue l'aboutissement normal du cycle économique décrit précédemment. Son point culminant est atteint à la veille même des incidents qui provoquent la fin de la conjoncture et la contraction des engagements de toute nature consentis souvent imprudemment pendant la dernière phase du boom.

A la différence de ce qui existe après une guerre longue et coûteuse, les crédits commerciaux qui résultent de l'exagération d'un

cycle périodique de hausse ont leur contre-partie dans des biens réels. Toutefois, si leur liquidation entraîne des pertes trop lourdes et devient pratiquement impossible, l'économie se trouve en face du dilemme qui confronte une nation dont l'endettement étatique est devenu disproportionné. Ce fut le cas des Etats-Unis lors de la crise de 1929-1933.

Dans l'inflation purement commerciale, du fait de la hausse des prix et des bénéfices plus grands réalisés par les personnes privées, les impôts rentrent mieux, leur rendement est plus élevé et ainsi les finances de l'Etat s'améliorent tandis que celles des particuliers et de l'industrie révèlent leur manque de liquidité dès que se produit une déflation des crédits.

L'inflation commerciale, à la différence de l'inflation étatique, a une contrepartie, une contrevaletur représentée de différentes manières : accroissement de valeur de l'outillage national, augmentation du stock de marchandises, investissements à l'étranger. Cependant cette contrevaletur ne correspond jamais exactement à l'accroissement des dettes privées de la nation. Dans une économie saine, prospère, bien équilibrée, l'endettement est inférieur à l'enrichissement parce que la plus grande partie des immobilisations effectuées est payée non au moyen d'emprunts privés mais par des prélèvements sur le revenu national. C'est particulièrement le cas dans la première partie ascendante d'un cycle économique normal. Le second stade de la période ascendante est caractérisé, au contraire, par une tendance croissante à ce qu'industriels, commerçants et public, en général, escomptent l'avenir dans un sens de plus en plus favorable. La nation tend ainsi, d'une part à réduire la portion des revenus du travail et du capital consacrée à des immobilisations et, au contraire, à accroître exagérément les immobilisations payées au moyen d'emprunts. Ceci accélère d'autant le cycle économique mais au détriment de sa stabilité. Cela prépare le renversement de tendances qui marque la terminaison de la période de hausse.

Dès que l'on entre dans la phase de dépression, tout change brusquement. L'endettement privé contracté pour l'achat de marchandises ou en vue d'immobilisations, sur la base d'un niveau des prix de 30 % supérieur à la normale, n'a plus en face de lui que des marchandises dont la valeur de réalisation est inférieure de 20 % à celle-ci. Pour les immeubles ou le matériel immobilisé, la valeur de réalisation peut subir des dépréciations, en cas de vente forcée, allant de 40 % jusqu'à 90 % du prix d'acquisition.

II. *Inflation due à la surabondance des espèces métalliques, or ou argent.* — Elle amène une modification durable du rapport des moyens aux besoins de paiement. Elle ne nécessite aucun correctif tant que l'or n'est pas reperdu par des importations excessives de marchandises. Pour empêcher l'action inflationniste de réserves d'or sur-

abondantes, il est facile de les « stériliser », c'est-à-dire de les retirer de la circulation. (C'est ce qu'a fait partiellement la Banque Nationale Suisse durant et après la deuxième guerre mondiale.)

L'influence causée par un accroissement rapide de la production d'or constitue la forme la plus saine d'inflation et aussi la plus stable, puisque l'augmentation des espèces métalliques dans une nation correspond à un enrichissement durable..., à condition que la nation qui en bénéficie n'en profite pas pour cesser de travailler et de produire en achetant à l'extérieur tout ce qu'autrefois elle fabriquait elle-même. Dans ce cas ce n'est pas l'or qui est la cause de l'appauvrissement de la nation mais le mauvais usage qu'on fait de celui-ci.

ECARLAT. — Nous savons pourtant qu'à la suite de la découverte du Nouveau-Monde l'or reflua dans les caisses du gouvernement espagnol. Il s'ensuivit une hausse considérable des prix et, finalement, l'Espagne se retrouva plus pauvre qu'avant.

NÉON. — L'Espagne se retrouva plus pauvre qu'avant, non parce qu'elle avait reçu une grande quantité d'or et que cela causa une hausse considérable des prix, mais parce que l'Espagne employa mal cet or qui ne lui coûtait pratiquement rien que la mort lente des centaines de mille d'indigènes employés à son extraction.

L'inflation espagnole du XVI^e siècle était une inflation due à une surabondance subite de richesses. Elle fut néfaste à l'Espagne parce qu'au lieu d'employer cette richesse pour accroître ses industries et parfaire son outillage, l'Espagne s'en servit pour paresser et faire travailler ses concurrents : France, Angleterre, Hollande, etc., lesquels furent les réels bénéficiaires de l'or espagnol.

L'inflation due à une surabondance d'or est la moins dangereuse tant qu'elle ne sert pas de base à l'inflation du crédit. Elle provoque une hausse générale des marchandises, mais de façon durable. Les économies qui en bénéficient ne commencent à en souffrir que lorsqu'elles cessent de produire ce qui leur est nécessaire et qu'elles reperdent leur or par leur extravagance.

L'or en tant qu'étalon monétaire circulant librement constitue l'assise de l'économie libérale et la garantie de son fonctionnement, par suite des limitations automatiques qu'impose à toute économie libre la nécessité de défendre le stock d'or détenu par la Banque d'émission. Le stock d'or de la Banque d'émission est un peu comme la conscience économique de la nation parce que toute politique d'inflation, toute politique démagogique, tout danger qui menace la stabilité économique de la nation se répercute immédiatement sur l'encaisse-or de la Banque d'émission, soit en valeur absolue, soit dans son rapport au volume des escomptes ou à celui de la circulation fiduciaire. Dès qu'un déséquilibre anormal tend à se produire, la Banque d'émission

d'une économie libre bien administrée s'efforce de le contrecarrer par l'élévation ou l'abaissement du taux de son escompte et du taux d'intérêt de ses avances sur titres, ce qui a pour effet de favoriser, suivant le cas, une expansion ou une contraction du crédit.

L'économie d'une nation est d'autant plus sensible aux mouvements de l'encaisse-or de la Banque d'émission que cette encaisse est plus faible par rapport au mouvement des crédits internationaux qui se traitent avec l'étranger. C'est pourquoi avant 1914 les variations du taux d'escompte de la Banque d'Angleterre reflétaient mieux que ceux d'aucune autre nation l'aise ou la tension du marché monétaire international.

Si l'on en juge par ce qui se passe dans le monde, le « vieux fétiche » se défend bien. A Athènes, le 1^{er} novembre 1944, le cours des pièces d'or anglaises d'une livre est passé dans l'espace de 24 heures de 10 trillions à 22 trillions de drachmes. Quant à la France, ils est superflu de rappeler que malgré une législation rigoureuse l'or, sous toutes ses formes, est resté recherché avec des primes impressionnantes.

Il est facile de tourner en dérision l'attachement de monsieur tout le monde, du petit épargnant comme du capitaliste, pour l'or. Ce qu'ils vénèrent dans l'or, ce n'est pas le métal, c'est sa valeur indestructible à travers les âges. Depuis l'Antiquité, l'or a conservé un pouvoir d'achat qui a résisté à toutes les guerres, à toutes les révolutions, à toutes les spoliations, à toutes les lois illégales. Pour l'individu, l'or représente un droit de propriété qui défie la destruction du feu, de l'eau, de l'air et même du temps. Jusqu'à une époque récente, l'or était pour son possesseur un symbole de son droit à posséder quelque chose de fixe à l'abri de la rapacité des gouvernements et des excès de pouvoir de dictatures révolutionnaires.

Il est vrai que l'or est aussi le miroir où deviennent apparentes aux yeux des plus ignorants les jongleries du crédit public. C'est lui qui vient dénoncer la dépréciation des promesses de paiement et des billets émis hors de toute proportion avec les besoins normaux de la nation et avec sa richesse. C'est un témoin gênant. C'est pourquoi, avant de faire faillite, les gouvernements cherchent à la fois à l'accaparer et à en supprimer l'usage légal, tout comme on cache au malade menacé d'une fièvre dangereuse le thermomètre qui sert à mesurer celle-ci.

Je n'adhère pas à l'or en tant que fétiche. Je crois simplement à la nécessité d'un étalon stable pour servir d'échelle des prix. L'or est le plus commode, voilà tout. En l'adoptant comme étalon, concurrentiellement à l'argent, les peuples de l'Antiquité avaient été guidés uniquement par la rareté relative de l'or, la facilité de l'obtenir pur et son inaltérabilité à l'action des agents physiques. Sans s'en douter ils avaient découvert un grand principe économique : la fixité relative

des rapports de valeur de l'or avec les principales céréales : blé, seigle et orge, lesquelles céréales sont restées la base de l'alimentation des peuples de race blanche à travers les siècles. Ce n'est d'ailleurs pas par l'effet d'une loi mystérieuse qu'une même quantité d'or a continué à acheter des quantités relativement constantes de blé, de seigle ou d'orge. Cela provient de ce que l'or a été disséminé de façon assez parcimonieuse sur notre globe et de ce que les progrès de la technologie se sont exercés parallèlement sur nos méthodes de production de l'or et des diverses matières premières. Il en est résulté un certain équilibre entre les valeurs relatives de l'or et des autres matières premières. Il faut infiniment moins de travail à l'homme maintenant pour produire une tonne de blé, de cuivre ou d'acier qu'il n'en fallait autrefois. L'extraction de l'or a suivi à peu près la même courbe de progrès. En fait, on peut se féliciter de ce que les hommes, dès l'Antiquité, aient reconnu les avantages incomparables de l'or et de l'argent comme instruments de mesure de la valeur de toutes choses. Si l'argent s'est trouvé écarté par la suite, c'est parce que tout simplement il a failli à son rôle lorsqu'il est devenu surabondant et, surtout, parce que l'on s'est avisé, enfin, qu'un étalon unique de valeur était seul logique et nécessaire. J'ai sous les yeux les prix moyens annuels aux Etats-Unis des marchandises, exprimés en dollars-or depuis deux siècles. Je constate que, de 1748 à 1776, ce prix a varié entre 60 en 1750 et 87 en 1762. Il est vrai que, peu après, en 1779 - 1780, ce prix moyen atteint 226. Serait-ce parce que pour produire un kilo d'or il a fallu subitement à l'homme beaucoup plus, ou beaucoup moins, d'heures de travail ? En aucune façon. Serait-ce parce que l'or s'est multiplié hors de toute raison ? Pas davantage. Il y a révolution et guerre en Amérique. On y produit moins de marchandises et on en consomme davantage. Rien de plus naturel que les marchandises deviennent plus recherchées que l'or et que, fidèlement, l'or traduise par la hausse des prix un événement dont il n'est nullement responsable.

En 1788 le calme est revenu, les marchandises sont à nouveau produites et demandées à peu près comme autrefois. Encore fidèle à sa mission l'or nous dit qu'elles ne valent plus à nouveau que 85. C'est une grosse chute qui annule à peu près toute la hausse précédente. Mais, là encore, elle est légitime puisque l'ordre est rétabli.

Survient la Révolution française puis les guerres napoléoniennes. En 1814 le cours moyen annuel des marchandises s'élève à 182, mais la paix rétablie il revient encore à 91 en 1830, c'est-à-dire à son cours antérieur. Depuis cette époque, invariablement, les guerres et les révolutions ont fait monter les prix des marchandises et la paix, après une période d'effervescence plus ou moins prolongée, les ramène ensuite, peu à peu, à des prix comparables à ceux qui étaient pratiqués

précédemment. Pendant la guerre de Sécession les marchandises atteignent le prix moyen annuel de 193, en 1864, pour revenir à 90, en 1879, c'est-à-dire à peu près au même prix qu'en 1830 et en 1788. En 1914 se déchaîne la première grande guerre mondiale. Tout naturellement nous assistons à la répétition de ce qui s'est passé précédemment lors des guerres napoléoniennes notamment. Le prix moyen annuel des marchandises aux Etats-Unis atteint 202 en 1919. Encore une fois, après que sont calmés les besoins les plus urgents pour réparer les dommages causés par quatre années de destruction, le cours des marchandises exprimé en or revient en 1933 à son niveau normal de 90. Oui, à 90, à peu près exactement le niveau normal atteint durant les périodes où notre globe était également à peu près exempt de grands conflits sanglants. Avouez que voilà un instrument de mesure que les hommes chercheraient bien en vain à remplacer. Il est vrai que plus d'une fois les gouvernements et les peuples se sont plaints de ce que l'or remplissait trop scrupuleusement son rôle de thermomètre, de baromètre ou de n'importe quel autre instrument de mesure. C'est ce qui est arrivé notamment durant les vingt années qui ont suivi la première guerre mondiale. Certains gouvernements se sont émus parce que l'or venait faire connaître aux peuples que les billets répandus à profusion par ces gouvernements avaient de moins en moins de valeur au fur et à mesure qu'ils en inondaient leurs nationaux. Par la suite, d'autres gouvernements se sont émus pour la raison inverse. En réalité le coupable n'était pas l'or lui-même mais la gestion imprudente des gouvernements eux-mêmes ou de leurs banquiers. Dès qu'un pays souffre d'un mal économique profond, les gouvernements cherchent à cacher ce témoin de leur gestion imprudente. Comme des marchands malhonnêtes ils faussent les poids dont ils se servent. Et pourquoi l'or, en tant qu'étalon monétaire, a-t-il si bien rempli son rôle ? Précisément parce qu'il échappe plus ou moins à l'action arbitraire des gouvernements. C'est ce que ceux-ci ne peuvent pas lui pardonner quand leurs affaires vont mal.

ECARLAT. — Votre argumentation serait peut-être irréfutable si, au lieu de prendre comme exemple les prix dans un seul pays, quelle que soit son importance, vous vous inquiétiez aussi du mouvement des prix ailleurs.

NÉON. — Votre objection est légitime mais n'infirme nullement le fait que l'or s'est montré, au cours des siècles, un merveilleux instrument de mesure du travail des hommes et de ce qu'ils produisent réellement.

En 1913 le cours moyen annuel des marchandises, aux Etats-Unis, était de 102. Pour simplifier les comparaisons assignons-leur le cours de 100, exprimé en or, dans tous les autres pays.

Nous constatons alors que, du fait de la première guerre mondiale et de certaines difficultés économiques et financières, plus particulières à quelques Etats, les prix des marchandises, vers 1919-1920, sont : 244 au Canada, 218 en Australie, 223 en Afrique du Sud, 259 au Japon, 216 aux Indes, pour revenir en 1933 dans ces différents pays, respectivement à 105, 120, 92, 122 et 91. Cela démontre déjà une assez bonne uniformité si on tient compte des distances qui séparent ces pays, de ce que les marchandises prises comme index ne sont pas les mêmes d'un pays à l'autre, et enfin de certaines circonstances particulières qu'il est sans intérêt de mentionner ici.

ECARLAT. — En France, une statistique officielle indique pour prix des marchandises, sur la base de 100 en 1913, un cours de 356 en 1919 et même de 509 en 1920.

NÉON. — Et même de 703 en 1926, ce qui est bien pire. Mais c'est là où justement l'étalon-or, parce qu'il est à l'abri des manipulations des gouvernements, montre qu'il reste bien fidèle à son rôle classique. Les prix de 536, 509 et 703 indiqués pour la France, étaient des prix en francs-papier que vous comparez au prix de 100, en francs-or, en 1913. Les gouvernements peuvent, à leur bon plaisir, multiplier à l'infini les billets de banque et, quand ils ne peuvent pas fabriquer assez vite des billets, multiplier la valeur fictive de ceux-ci par l'addition de zéros. Mais l'or, lui, ne s'inquiète pas de tout cela. Il reste semblable à lui-même parce qu'aucun gouvernement n'a encore trouvé le moyen de le multiplier dans ses caisses, sinon en confisquant celui qui se trouve dans la poche des citoyens. Réduisez en valeur-or les cours fantaisistes en francs-papier et vous arrivez à une valeur-or des marchandises en France, d'environ 117 pour 1926 et de 86 pour 1933, c'est-à-dire une valeur à peu près normale. Ce que l'on oublie souvent, quand on discute de l'or comme étalon, c'est que, comme le blé, le cuivre ou le fer, un certain poids d'or correspond à un certain travail, à un certain effort, à un certain ensemble de moyens mécaniques et de facilités de toute nature pour le produire. Un kilogramme d'or c'est un peu tout cela emmagasiné sous un petit volume d'un objet inaltérable et facilement transportable, si bien que chaque citoyen peut, grâce à ce truchement, et tant qu'on ne le lui interdit pas, se protéger contre les fantaisies des gouvernements, ce qu'il ne pourrait faire s'il s'agissait d'un index de prix comme on l'a déjà proposé, ou d'une monnaie de compte manipulable à volonté comme on le propose maintenant.

ECARLAT. — Mais la mauvaise répartition de l'or à travers le monde, ou plus exactement sa concentration entre les mains de trois ou quatre nations, était l'une des causes aggravantes de la crise de 1929.

NÉON. — C'est confondre l'effet avec la cause. Si certaines nations ont perdu leur or c'est que, comme un fils de famille, elles ont vécu sur leur capital au lieu de subsister par leur travail. Si certaines nations se plaignent que l'or s'enfuit de chez elles, c'est parce que faisant peur aux possesseurs d'or ceux-ci font transférer ailleurs un bien si précieux. L'or va toujours là où on pratique l'économie, où on travaille consciencieusement et où on rassure l'épargne au lieu de l'inquiéter. La libre circulation de l'or est le meilleur antidote contre l'inflation.

ECARLAT. — Lénine disait, en parlant de l'avenir de l'or dans un monde devenu communiste : « Alors, je pense, nous emploierons ce noble métal pour en faire des pissotières dans les grandes villes du monde ». L'emploi de l'or, ce « vieux fétiche », comme couverture de la circulation fiduciaire des instituts d'émission est un mirage, pire une tromperie de plus du système capitaliste. N'y a-t-il pas tromperie quand on garantit au peuple le paiement en or du billet de banque qu'il a en poche alors que, si tous les porteurs de billets se présentaient pour se faire rembourser, on ne pourrait le faire que pour la moitié, ou le quart d'entre eux.

NÉON. — Et même moins. N'oubliez pas que la réserve d'or détenue par les banques constitue la clef de voûte de toute la structure du crédit de la nation, à une parité déterminée. Dans l'hypothèse que vous avez choisie, si les porteurs de billets demandaient leur remboursement, les déposants des banques de dépôt ne manqueraient pas d'en faire autant pour leurs dépôts dans les banques. Celles-ci, à leur tour, ne pourraient y procéder qu'en payant leurs déposants avec des billets obtenus en dernier ressort contre le réescompte de leur portefeuille auprès de la banque centrale.

ECARLAT. — La tromperie est donc plus colossale encore que je ne l'imaginai.

NÉON. — Il n'y a ni tromperie, ni erreur. Le système capitaliste est basé sur la confiance... une confiance raisonnée s'entend, non aveugle. La pierre de touche du libéralisme d'une nation et de l'état de ses finances est la liberté dont jouit chaque citoyen de disposer librement de ce qu'il possède et, s'il n'est pas satisfait, de pouvoir retirer sa mise à tout moment, en demandant le remboursement en or des créances exigibles qu'il possède sur la communauté.

ECARLAT. — En 1933, le Président Roosevelt a bien justifié la suppression de l'étalon-or aux Etats-Unis en faisant remarquer que la promesse de payer en or inscrite avec des détails impressionnants, non seulement sur les certificats d'or émis par le gouvernement fédéral mais également sur la plupart des obligations en circulation, n'avait

pu tromper personne puisqu'il était évident qu'une telle promesse était irréalisable si jamais tout le monde s'avisait d'y faire appel.

NÉON. — C'est là un argument spécieux. Il revient à peu près à ceci : Un banqueroutier est d'autant plus excusable que son déficit est plus disproportionné à ses engagements. Promettre des choses que l'on sait irréalisables, sous le prétexte que votre contrepartie n'a pu l'ignorer, est une façon de concevoir ses engagements qu'a toujours réprouvé la simple probité commerciale. Il y a lieu d'établir une différence essentielle entre suspendre temporairement la clause du paiement en or d'une obligation et renier cette clause définitivement, même si, plus tard, on est à nouveau en mesure d'y faire face.

La clause des paiements en or attachée à la monnaie n'est un danger que pour les gouvernements qui gèrent mal les affaires de leur communauté. Tant que celles-ci sont gérées sagement, dans un pays qui n'est menacé ni de guerre, ni de révolution, une couverture métallique de la circulation de 50 % à 20 % est suffisante car, si on peut imaginer que quelques citoyens mal renseignés peuvent demander le remboursement en or de leurs billets dans un but de thésaurisation, il faut bien admettre que si plus de 20 % des détenteurs de billets les imitent, c'est qu'ils ont de bonnes raisons pour le faire. L'expérience a d'ailleurs démontré que lorsque cela menace de se produire et que la situation est saine, le simple paiement à vue de toutes les demandes suffit à arrêter la panique.

XII

L'inflation étatique : troisième catégorie d'inflation

NÉON. — Rien n'est changé essentiellement en matière monétaire depuis qu'au IX^e siècle la Chine commença, la première entre toutes les nations, à émettre des billets de banque désignés sous le nom de monnaie volante. Dans les divers dialectes chinois ce mot de monnaie volante n'a pas le double sens ironique qu'on pourrait être tenté de lui attribuer en français. Quiconque refusait d'accepter ces billets en paiement était passible de la peine de mort. Comme à notre époque les mœurs se sont adoucies, c'est seulement de prison que dans beaucoup de pays on menace les détenteurs de monnaies ou de lingots d'or.

Quand l'endettement de l'Etat est dû non à une calamité mais, comme ce fut cas au Brésil jusqu'en 1914, au financement trop rapide par l'Etat de l'équipement de la nation, l'endettement croissant de l'Etat a sa contrepartie dans l'outillage accru de la nation : chemins de fer, ports, édifices publics, etc. Toutefois, comme les bénéfices à en retirer sont à terme plus ou moins lointain, la valeur d'usage des sommes employées ne correspond pas assez vite à l'endettement de l'Etat. Cela se traduit, comme ce fut le cas dans de nombreux pays neufs de l'Amérique du Sud, par la dépréciation de la monnaie fiduciaire.

La différence essentielle qui existe entre l'inflation étatique et l'inflation privée est illustrée par les variations comparatives aux Etats-Unis de l'endettement de l'Etat et de celui des fermiers. Au 31 décembre 1944, la dette rurale aux Etats-Unis est abaissée à \$ 5 milliards 270.655.000 contre \$ 6.586.400.000 au 31 décembre 1939. Dans le même laps de temps, la dette de l'Etat Fédéral s'est accrue de \$ 215.000.000.000. Elle avait donc quintuplé en l'espace de cinq ans. De leur côté, les entreprises commerciales incorporées, malgré

l'augmentation considérable de leur chiffre d'affaires, n'ont vu leur dette s'accroître que de \$ 88.767.000.000 en 1939 à \$ 110 milliards 003.000.000 en 1944. En outre, l'augmentation de 21 milliards de dollars était largement compensée par l'accroissement des disponibilités des entreprises en question.

Si on adopte la classification précédemment indiquée, on se trouve en présence de phénomènes inflationnistes parfaitement tranchés, presque contradictoires quant à leur origine quoique, par leurs effets, ils présentent de nombreux caractères communs. Le plus caractéristique de ceux-ci est la hausse des prix. D'abord hausse des prix des matières premières et des produits agricoles. La hausse des produits manufacturés et des salaires en résulte nécessairement. Finalement, les demandes de biens immobiliers à des prix croissants complètent, dans tous les cas, le cycle de l'inflation.

Pour financer une guerre longue et destructive il n'y a que deux moyens : l'impôt ou l'inflation. L'impôt seul serait inopérant. Il exigerait que les citoyens ne reçoivent aucun bénéfice de leur travail. L'effort de chacun s'en trouverait ralenti. Non seulement il faudrait reprendre aux riches plus qu'ils n'acquièrent par leur industrie, ce qui est possible mais, encore, que l'on soustraie aux travailleurs manuels tout ce qui n'est pas nécessaire à leur simple subsistance. C'est pratiquement impossible si on ne veut pas se trouver réduit à l'inconvénient du travail forcé, lequel signifie travail réduit. En temps de guerre ou en période de calamité, l'inflation surexcite l'activité des citoyens, l'impôt la réduit. Tant qu'elle est contrôlée, limitée à l'indispensable, elle incite toute la nation à davantage d'efforts, à plus de travail, non par des punitions mais par le mirage de bénéfices accrus. Ce n'est, en fait, qu'un impôt déguisé sur tous les créanciers mais ceux-ci, tant qu'ils n'ont pas l'emploi de leur argent, ne se lassent pas d'apporter leur épargne accrue au minotaure grâce à l'intérêt que l'Etat paie sur ses emprunts. Dès qu'avec le retour à la paix le public trouve d'autres emplois à ses disponibilités accrues, et que l'Etat est obligé de desserrer ses contrôles, la spirale infernale de l'inflation se développe à une cadence qui s'accroît d'autant plus vite que le public en prend davantage conscience.

La plupart des économistes d'avant 1914 soutenaient sérieusement que toute guerre mondiale intense devrait s'arrêter au bout de six mois par suite de l'épuisement des réserves ou des belligérants et ainsi de la perte de crédit qui s'ensuivrait pour eux, quoique, dès cette époque, Leroy-Beaulieu ait parfaitement expliqué que :

« La plupart des hommes se trompent sur le moment où les embarras financiers deviennent presque intolérables et sont pour un pays une grande cause de faiblesse. Ce moment n'est jamais le début d'une guerre, il ne se rencontre même pas, d'ordinaire, pendant la durée de la lutte ; c'est après la paix, lors de la liquidation des dépenses de guerre et du retour à la vie régulière et civile, c'est

alors seulement que l'on s'aperçoit qu'on est sans ressources et qu'on se trouve réduit aux expédients. C'est alors que les maux de la guerre se font sentir et deviennent cuisants ; c'est alors aussi que le trouble économique se montre dans toute sa gravité et toutes ses probabilités de durée. »

Comme nous le savons tous maintenant, il n'y a d'autre limite à l'endettement de l'Etat sous la forme de monnaie fiduciaire que l'avalissement à zéro de celle-ci mais, avant que cela ne se produise, la dette de l'Etat peut atteindre des chiffres dont, avant 1914, on n'avait aucune idée. Le propre des dettes de guerre, et ce qui distingue essentiellement l'inflation qui en résulte des autres types d'inflation, c'est que les dettes de guerre se constituent sans qu'il existe en contrepartie un actif tangible. Elles résultent d'une dissipation d'actif. Il y a toutefois des exceptions. Ainsi, pour l'Allemagne, la guerre de 1870-1871 se traduisit par un bénéfice net par suite de l'indemnité de cinq milliards de francs or qu'elle reçut. Dans la généralité des cas il n'en est pas ainsi, du moins dans les temps modernes. Quand le conflit est terminé, les dettes contractées pèsent lourdement sur l'économie de la nation sans compensation aucune.

En économie comme en physique, certaines répercussions sont presque instantanées, d'autres à retardement. D'autres phénomènes projettent aussi leur ombre avant d'agir matériellement. Supposons que du jour au lendemain un Etat décide de doubler sa circulation fiduciaire. Avant même qu'il ait usé de ce pouvoir, son anticipation suffit à produire un effet inflationniste. Au facteur psychologique se joint, au fur et à mesure de l'émission des billets, d'abord une période de quiescence pendant laquelle le sentiment inflationniste ne se produit pas par une accentuation de la hausse des prix, parce que celle-ci a déjà été escomptée. Quant aux effets purement matériels de l'inflation, ils sont toujours à retardement. Dans les périodes d'inflation, on constate souvent aussi qu'il ne suffit pas toujours d'arrêter l'émission de billets ou d'emprunts pour freiner la dépréciation de la monnaie et la hausse des prix.

Ce décalage des facteurs psychologiques et des facteurs matériels est la cause de nombreuses erreurs chez les personnes qui discourent de l'inflation. Le facteur psychologique est variable. Il défie toutes les formules mathématiques que l'on peut être tenté d'appliquer parce que les craintes ou les espoirs collectifs échappent à toute mesure.

Les fluctuations cycliques d'une économie ont été comparées parfois aux oscillations d'un pendule mais cela n'en donne qu'une idée bien imparfaite car les oscillations d'un pendule sont caractérisées par une régularité qui n'existe pas en économique. Il serait plus exact de comparer l'économie d'une nation à un train plus ou moins chargé qui parcourt une suite de montagnes russes présentant d'un sommet à l'autre des différences considérables de pente. De-ci, de-là, il y a des sommets bien plus élevés que tous ceux qui précèdent et, par voie de

conséquence, des dépressions où la machine économique de la nation semble parfois s'enliser sans espoir.

Tout ce qui est inflationniste ne produit pas nécessairement de l'inflation. Tout ce qui est déflationniste ne produit pas non plus nécessairement de la déflation. Les mesures inflationnistes et déflationnistes ne se mesurent pas en termes absolus mais seulement en termes relatifs, et encore faut-il tenir compte de la tendance de fond de l'économie et de l'état psychologique des intéressés éventuels.

L'endettement excessif de l'Etat peut coexister ou non avec un endettement parallèle d'une partie de la communauté. A cet égard, ce qui s'est passé lors des deux grandes guerres mondiales démontre, une fois de plus, que si les phénomènes économiques paraissent divers et inconstants quant à leurs effets, ce n'est pas parce que ceux-ci ne procèdent pas de causes bien déterminées, mais parce que les analyses que nous en faisons sont trop souvent incomplètes. A la fin de la guerre de 1914-1918 les Etats belligérants étaient endettés mais les industriels l'étaient également. A la fin de la deuxième guerre mondiale, les dettes des Etats se sont accrues dans des proportions fantastiques tandis qu'industriels et commerçants ont réduit les leurs en valeur-or. La raison en est bien simple. Dès le début de la seconde guerre mondiale tous les Etats ont déclaré à qui mieux mieux que l'on ne devait pas permettre à l'industrie privée de réaliser des bénéfices de guerre et, en tout cas, que l'Etat devait reprendre à peu près complètement ceux-ci par des impôts draconiens. Résultat : industriels et commerçants se sont dit : « Inutile de constituer des stocks, inutile de construire à nos frais de vastes facilités qui ne peuvent guère augmenter nos bénéfices mais qui sont susceptibles de nous causer de lourdes pertes si la paix survient brusquement ». Comme il fallait bien tout de même que l'on constitue des stocks et que l'on construise des usines de guerre, c'est l'Etat à peu près seul qui a supporté tout le poids de leur financement alors qu'industriels et commerçants employaient une partie de leurs bénéfices — principalement les bénéfices résultant de l'amortissement accéléré de leurs installations — pour réduire leurs dettes.

On aperçoit ainsi pourquoi des causes en apparence presque identiques — deux guerres mondiales — conduisent pratiquement à des effets qui ne sont pas identiques. Grâce également à une fixation rigide des prix des matières premières, grâce aussi à l'aisance du marché monétaire durant la seconde guerre mondiale, l'inflation y a revêtu pendant longtemps un caractère latent. A la fin de l'autre guerre les assises d'un certain nombre d'entreprises qui avaient réalisé de gros bénéfices étaient précaires. Elles s'étaient endettées pour financer leur expansion et, parfois, dans des conditions onéreuses. Au contraire, la situation financière de la plupart des sociétés industrielles

américaines se trouve maintenant renforcée à un point tel qu'on n'avait jamais rien vu de semblable, d'autant que cette fois-ci leurs stocks de matières premières sont inventoriées à des prix presque normaux quand il s'agit d'entreprises qui fonctionnaient déjà avant la guerre.

En économie libérale, le laisser-faire porte en soi son propre remède. Tout écart de la normale provoque automatiquement des réactions antagonistes qui jouent le rôle du volant en mécanique. La production d'une matière première devient-elle insuffisante ? la hausse des prix qu'elle provoque stimule aussitôt la production et ralentit la demande.

Tout ce qui accroît la quantité de biens consommables est déflationniste ; tout ce qui la diminue est inflationniste. Accroître la production, accroître les heures de travail, restreindre la consommation, décroître les dépenses inutiles, tout cela est déflationniste.

Ralentir la production, c'est-à-dire accroître le chômage, volontaire ou non, accroître la consommation des produits du travail, que ce soit le sien propre ou celui des autres, est inflationniste.

Quand on dit que l'émission de monnaie fiduciaire est inflationniste et son retrait déflationniste, en réalité c'est l'emploi qui est fait de l'argent mis en circulation dont l'action compte en balance. Ce qui joue, c'est le surplus ou le déficit des biens consommables par rapport à la consommation ainsi que l'état mental des acheteurs et des vendeurs éventuels lequel est éminemment instable. C'est un axiome que la hausse des prix crée, dès qu'elle se prolonge, une psychose d'inflation mais cela ne doit pas nous faire sous-estimer son action déflationniste dans la mesure où elle décourage la consommation. De même la baisse des prix exerce deux effets antagonistes.

Dans une économie saine elle attire de nouveaux acheteurs. Violente ou anormalement prolongée, elle crée des sentiments de panique chez les détenteurs de stocks tandis que les acheteurs éventuels se montrent d'autant plus réservés qu'ils commencent à perdre sur leurs premiers achats.

On admet qu'un gouvernement en consolidant sa dette flottante exerce une action déflationniste. C'est là toutefois un axiome qui, dans le passé, a conduit bien des gouvernements à favoriser eux-mêmes l'inflation qu'ils se proposaient de combattre. Ainsi, Mr. Dalton, le ministre travailliste des Finances britanniques, a poursuivi jusqu'ici une politique d'argent à un taux très bas. Résultat : cela a facilité le financement de la dette de guerre à des conditions avantageuses, mais quel va être l'effet ultime d'une telle politique ? Ayant un effet nettement inflationniste, elle ne peut être poursuivie indéfiniment. Non seulement en Angleterre, mais aussi dans le monde entier, nous sommes à la veille (en 1947), de voir s'élever progressi-

vement et de façon considérable le taux mondial de l'argent. Par sa politique d'argent ultra-facile, Mr. Dalton a donc préparé une chute d'autant plus brutale de toutes les valeurs à revenu fixe anglaises que le cours de celles-ci a été soutenu trop longtemps de façon artificielle. Ceci s'applique d'ailleurs à la plupart des Etats qui ont fait la guerre. Au cours de l'année 1948, nous allons assister à une accentuation considérable de la hausse des taux d'intérêts et à une baisse sensationnelle de toutes les valeurs à revenu fixe aussi bien en Amérique qu'en Angleterre.

Dans un pays soumis à l'inflation étatique il y a deux stades bien distincts. Durant le premier, c'est la volonté de procurer de larges ressources au Trésor public en évitant l'inflation fiduciaire qui l'emporte. Emprunter à long terme, proclame-t-on, ce n'est pas de l'inflation. On dénonce même l'inflation comme la pire et la plus injuste des calamités. Au nom de la lutte contre l'inflation on invite le public à souscrire aux emprunts de l'Etat. On insiste sur le fait que ce qui compte pour l'équilibre budgétaire c'est la charge des intérêts et non le montant nominal de la dette publique. A ceux qui arguent de la difficulté d'équilibrer les budgets d'après-guerre, on fait ressortir l'accroissement du revenu national causé par la plus grande activité industrielle de la nation, activité que l'on se propose de maintenir par la suite.

Les taux monétaires ne se décrètent pas, ils résultent de la loi de l'offre et de la demande. Cette loi ne cesse pas d'être valable mais un ministre des Finances peut toujours la faire jouer dans le sens de ses désirs. Il lui suffit — tant que la confiance du public n'est pas détruite — de racheter sur le marché tous les bons et obligations dont le public ne veut plus, procédé bien connu de tous les banquiers. Cela s'appelle soutenir les cours, c'est-à-dire soutenir la confiance des souscripteurs lesquels ne la perdent que quand les cours baissent. Pour un banquier privé dont la situation devient difficile et dont la cavalerie qu'il crée revient à ses caisses au galop il n'y a d'autre alternative que le dépôt du bilan. Un ministre des Finances peut, au contraire, continuer le jeu indéfiniment. Il dispose de moyens de paiement inépuisables. La seule sanction c'est la dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie. Pour lutter contre celle-ci, le gouvernement en arrive dans la seconde phase de l'inflation, à prendre le contre-pied des mesures auxquelles il avait recours dans la première phase alors qu'il s'agissait de faciliter les émissions de ses emprunts en accroissant les moyens de paiement. Il s'efforce de restreindre ceux-ci afin de raréfier les offres de billets sur les places extérieures car les interdictions d'exportation et d'importation n'arrivent jamais à isoler complètement de l'extérieur un édifice financier chancelant. A la période des taux d'intérêt excessivement bon marché de la première période succèdent, dans la deuxième période, des taux monétaires de plus en plus élevés, car

chacun cherche à emprunter des moyens de paiement pour acquérir ou conserver des valeurs réelles.

Pour beaucoup d'Etats, l'année 1947 marque l'entrée de ceux-ci dans la seconde phase : celle de l'argent cher. L'Angleterre, en dépit de Mr. Dalton, a elle-même atteint le stade très net du renchérissement progressif de l'argent. Il n'est même plus au pouvoir du gouvernement de l'arrêter. Fait symptomatique : les retraits de fonds des épargnants arrivent à équilibrer leurs dépôts dans les caisses d'épargne et leurs achats de certificats (1).

Que la hausse des valeurs réelles précède ou suive l'inflation c'est simplement affaire de psychologie. Le fait fondamental c'est qu'il y a inflation caractérisée dès qu'un Etat accroît sa dette — consolidée ou non — au delà d'un chiffre normal par rapport au revenu national exprimé en monnaie or.

Les obligations émises par l'Etat ont un effet inflationniste tant qu'elles sont facilement négociables aux environs du pair. Elles perdent ce caractère dès que leur dépréciation devient considérable puisqu'elles cessent alors de constituer un moyen de paiement facilement mobilisable.

On est d'accord pour reconnaître que les effets de l'inflation sont dus à l'existence d'un pouvoir d'achat accru en face d'une offre de marchandises ou de services réduite ou stationnaire. Ceux qui prétendent que la dette consolidée de l'Etat n'accroît pas sensiblement l'existence d'un pouvoir d'achat dans le public se trompent grossièrement. C'est un pouvoir d'achat différé par suite de circonstances exceptionnelles. Il n'en existe pas moins à l'état potentiel. Pour se

1) Évolution de l'épargne dans le Royaume-Uni :

(1st April-14th Sept, 1946, and 1st April-13th Sept, 1947)

	Gross savings		Withdrawals and encashments		Net savings.	
	1946	1947	1946	1947	1946	1947
	£ millions					
National Savings Certificates	61.5	110.6	64 9 ^a	67 3 ^a	-3 4	43.3
Defence Bonds	123 9	38.6	15 8	17 5 ^b	108.1	21.1
c P.O. Savings Bank	215.3	191 9	193 2	202 2	22.1	-10.3
Trustee Savings Banks	110.0	112.8	88.5	104.4	21.5	8.4
Total	510.7	453 9	362.4	391 4	148.3	62 5

a Excl'dg. interest paid out 1946, £ 10.1 mn : 1947 £ 12 8 mn b Excl'dg. repayments on maturity £ 41 7 mn. c Excl'dg. Services release benefits.

Balance des capitaux épargnés :

	£ millions				
	31 Dec., 1920	30 June, 1938	30 June, 1945	30 June, 1946	30 June 1947
National Savings Certificates (principal)	280	385	1,539	1 605	1 693
National Savings Certificates (Accrued interest).	28	132	270	305	335
Defence Bonds	—	—	780	1 058	1 107
P.O. Savings Banks	267	494	1 629	1,899	1,950
Trustee Savings Banks	91	234	575	639	707
Total	666	1245	4,793	5,506	5 792

a Including Services Release amounting to approximately £ 100,000 000 in June 1947.

manifester il suffit que la paix soit rétablie et, avec elle, certaines facilités.

Faute de pouvoir remédier aux causes fondamentales de l'inflation, on invite le public à convertir ses billets en obligations émises par l'Etat, ou à effectuer tous ses paiements par chèques. Au besoin, on rend illégaux les paiements en espèces dépassant des sommes modestes.

La conversion volontaire des billets en dépôts en banque ou en obligations est un remède illusoire. Le public qui thésaurise ne mesure pas tant ses dépenses à ce que contient son porte-monnaie qu'au montant de ses avoirs facilement mobilisables. Il pense au total des capitaux dont il peut disposer. Pour le public non-rentier, les obligations de l'Etat tant qu'elles ont un large marché près du pair, constituent des disponibilités et il n'hésite guère à s'en défaire dès qu'il a en vue quelque chose d'autre qui lui donne l'espoir d'une plus-value ou la consolation de se défendre contre la dépréciation de ce qu'il possède.

Pour encourager le public à souscrire à ses emprunts, l'Etat insiste sur le fait que ceux-ci représentent des avoirs immédiatement disponibles. A longue échéance, l'Etat qui convertit sa circulation fiduciaire en dette consolidée ne fait qu'accroître l'inflation du montant des intérêts qu'il paie au public. Seule la conversion obligatoire des billets et le blocage des comptes sont efficaces mais ces expédients détruisent les derniers vestiges du crédit de l'Etat. Si d'autres mesures ne sont pas prises simultanément et que subsistent les causes réelles d'inflation, c'est le recours à la planche à billets à une cadence accélérée.

Reste le second moyen : paiement par chèque de toutes sommes dépassant un chiffre modique. Négligeons les inconvénients et pertes de temps qui en résultent et qui, en ralentissant la production, augmentent aussi l'inflation. Le public, n'étant plus en mesure de thésauriser et de conserver ses gains illicites sous forme de billets, va convertir ceux-ci en bien réels, marchandises ou autres. En diminuant ainsi la quantité des marchandises qui pourraient arriver sur le marché, on réduit les offres, on accélère la hausse des prix, on favorise donc encore l'inflation.

Fin 1938, la circulation fiduciaire de la Banque de France s'élevait à 111 milliards de francs, en juin 1947 à 800 milliards. Est-ce exagéré ? Oui, répond Monsieur Tout le Monde et on veut y voir la cause du mal. Réfléchissez un instant. En juin 1947, les prix de gros en France représentaient neuf fois ce qu'ils étaient en 1938. Pour se livrer aux mêmes transactions en quantités égales, les Français devraient donc avoir théoriquement besoin de neuf fois plus de billets qu'en 1938. Or, en juin 1947, ils n'en employaient que huit fois plus. C'est l'indice que la thésaurisation des billets, comme

cause d'inflation, est un mythe. Et, d'ailleurs, en période d'inflation avouée, reconnue par tout le monde, pourquoi le public irait-il thésauriser des billets dont le pouvoir d'achat se détériore constamment. Bien loin de là, l'inflation se caractérise par la fuite devant la monnaie et la recherche de biens réels. Tout ce que l'on raconte sur l'influence néfaste de la circulation fiduciaire en période d'inflation résulte d'appréciations simplistes où une arithmétique rudimentaire assigne à l'inflation fiduciaire un effet déterminant alors que ce n'est qu'une des conséquences des causes générales de l'inflation laquelle, comme l'hydre de l'antiquité, constitue un monstre à têtes multiples. On peut couper l'une d'elles, celle-ci renaît aussitôt à côté (1).

Essayons maintenant d'exprimer ce qu'est en réalité l'inflation. Il existe dans l'économie d'une nation deux catégories de richesses : les unes réelles, les autres fictives. Les immeubles et les marchandises, voilà des biens réels. Les dettes de l'Etat et la circulation fiduciaire, dans la mesure où celle-ci n'a pas son équivalent en espèces sonnantes et trébuchantes, voilà ce qui, au regard de l'ensemble de la communauté, constitue une valeur fictive puisqu'elle n'a d'autre contrepartie que le crédit de l'Etat. Si celui-ci augmente considérablement les valeurs fictives de la nation, il ne change rien à la richesse réelle de celle-ci. Toutefois, les citoyens mesurent leur fortune en additionnant non seulement tous leurs biens réels, mais aussi leurs richesses fictives, c'est-à-dire leurs créances sur l'Etat ou sur d'autres particuliers. La richesse réelle de la nation, quoique n'étant pas modifiée par l'inflation, est tout de même exprimée pratiquement au regard des citoyens par les signes monétaires de la richesse fictive. Il est donc nécessaire, puisque le total de la fortune de tous les habitants de l'Etat est une constante, tant que les habitants n'y ajoutent rien par leur travail et n'en soustraient rien par des destructions de biens matériels, que la valeur d'échange des richesses fictives décroisse en proportion de leur multiplication.

L'inflation, c'est comme un ballon en caoutchouc. Si on chauffe le gaz qui s'y trouve, le ballon se dilate proportionnellement mais le nombre de molécules gazeuses, autrement dit de biens matériels à l'intérieur du ballon, reste constant. Chaque molécule gazeuse occupe un plus grand volume mais le poids de matière par unité de volume décroît proportionnellement. Cette comparaison grossière n'est pas

(1) France.

	(en milliards de francs)		Proportion de la circu- lation fidu- ciaire à la dette publique	Indice des prix de gros 1938- 100	Proportion des prix de gros à la dette publique
	Circulation fiduciaire	Dette publique			
1914	7	33,3	21 %		
fin 1918	30	175	17 %		
fin 1939	150	483	31 %	105	24 %
fin 1944	584	1.610	36 %	300	18 %
1947	800	2.100	38 %	940	45 %

destinée à rééditer la théorie quantitative de la monnaie. Elle a seulement pour but de faire comprendre de façon objective qu'il existe un certain rapport entre la richesse réelle de la nation et la dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie fiduciaire dès qu'on accroît l'endettement de l'Etat au delà de ce qu'exigeraient des prix normaux. Toute relation mathématique est, d'ailleurs, exclue car les chiffres en économique ont deux valeurs, l'une purement arithmétique, l'autre psychologique suivant l'effet que produit sur le public et sur les Pouvoirs publics l'ensemble complexe que constituent certains autres facteurs tels que possibilités de produire et besoins de consommer.

ECARLAT. — Il est curieux qu'une chose aussi matérielle, aussi arithmétique que la valeur d'échange d'une monnaie puisse être l'objet d'estimations si différentes que personne n'arrive à assigner à chaque étalon monétaire la valeur qui correspond à une inflation déterminée ou à la balance des paiements avec l'étranger.

NÉON. — Les uns voient l'inflation partout, d'autres nulle part. Le plus souvent ceux qui dénoncent l'inflation ne veulent apercevoir que certains de ses aspects. Ceux-ci dénoncent la hausse des prix et l'élévation du coût de la vie comme la cause du mal. Ceux-là s'en prennent aux facteurs monétaires : émission exagérée de la monnaie fiduciaire, change défavorable, surabondance des métaux précieux. Les uns disent : « Consolidez la dette flottante de l'Etat et vous remédiez au mal ». — D'autres affirment que la racine de celui-ci se trouve dans l'endettement de l'Etat, des collectivités ou des particuliers. On incrimine aussi la fuite des capitaux, l'insuffisance de la production nationale, les appréhensions politiques. En réalité, toutes ces causes concourent au même résultat par des voies détournées et en se renforçant mutuellement.

Dans les périodes d'inflation étatique tout le monde dénonce la hausse des prix, ou encore la baisse des changes, mais public, gouvernement et législateurs, ferment plus ou moins volontairement les yeux sur les causes réelles. A-t-on jamais vu un ministre des Finances déclarer en public : « La hausse des prix ? C'est moi qui la fait en accroissant démesurément la dette publique, et la circulation fiduciaire non gagée par un actif autre que le bon vouloir de l'Etat ».

L'orthodoxie financière voudrait que l'Etat reprenne sous forme d'impôts directs ou indirects et de la main gauche pour ainsi dire, ce que, de la main droite, il distribue sous forme de salaires et de bénéfices. Mais l'Etat se trouve en face d'une double limitation. Dans les guerres récentes, où l'économie est contrôlée étroitement, ce ne sont pas les riches dont le pouvoir d'achat s'accroît, c'est la grande masse du peuple qui s'enrichit.

La lutte contre l'inflation peut s'effectuer :

1° En accroissant la production des biens destinés au public, mais c'est impossible en temps de guerre ;

2° En contingentant la consommation et en subventionnant la production (deuxième guerre mondiale) ;

3° En restreignant la consommation par la hausse des prix (première guerre mondiale) ;

4° En réglementant les prix, les bénéfices et les salaires ;

5° En reprenant au public, par des impôts très élevés, ce qui ne lui est pas strictement nécessaire pour vivre avec parcimonie.

En fait, toutes les mesures prises par des gouvernements plus ou moins libéraux se montrent à la longue toujours inopérantes. Pourquoi donc ? Parce que tout gouvernement libéral pour rester au pouvoir ne peut pas prendre des mesures impopulaires, ni rendre la guerre impopulaire parmi la population civile laquelle, cependant, a beaucoup moins à souffrir de la guerre que les simples troupiers qui, eux, n'ont guère de moyens pratiques de manifester leur mécontentement.

Durant la deuxième guerre mondiale, et tout particulièrement aux Etats-Unis, au lieu de chercher à limiter les demandes des choses non essentielles par la hausse des prix on s'est efforcé d'atteindre le même résultat par le rationnement et la fixation de prix rigides. Le moindre inconvénient qui en résulte c'est d'exiger des réglementations excessivement compliquées. Aux Etats-Unis celles de l'O.P.A. rempliraient des volumes entiers si on parvenait à les rassembler. Prenons un exemple entre mille : le prix des pianos. L'O.P.A. avait fixé des prix maxima peu différents des prix d'avant-guerre tandis que, par ailleurs, leur fabrication se trouvait contingentée. Tout cela a nécessité on ne sait combien de circulaires pour aboutir à ce qu'aurait pu accomplir d'une seule ligne un règlement où on aurait interdit toute fabrication de pianos mais sans en limiter les prix et sans obliger industriels et commerçants à répondre à des questionnaires aussi compliqués qu'inutiles. Mais, dira-t-on, les négociants en pianos auraient pu ainsi faire d'énormes bénéfices sur leurs stocks. Où eût été le mal si l'Etat avait repris la totalité, ou presque, de ces superbénéfices ? La hausse des pianos aurait aidé ainsi à remplir les caisses du Trésor public et à dégonfler celles de la partie du public qui, en temps de guerre, peut s'offrir le luxe d'acheter des pianos. Un contrôle rigide des prix des choses inutiles est une erreur. Il est préférable pour celles-ci de laisser agir publiquement la loi de l'offre et de la demande : de cette façon l'Etat peut récupérer la plus grande partie des bénéfices illégitimes qui en résultent et absorber les disponibilités de cette partie du public qui ne veut pas les employer plus utilement.

Le problème à résoudre dans une économie en voie d'inflation potentielle dangereuse consiste à absorber l'excès de pouvoir d'achat qui en résulte entre les mains du public. En fixant des prix maxima

pour des objets de luxe ou de demi-luxe, on laisse, en fait, entre les mains du public un pouvoir d'achat qu'on devrait résorber. Toute la question est de savoir si cet excès va se résorber au profit de l'Etat au moyen d'impôts indirects lesquels peuvent seuls atteindre tout le monde, ou en faveur d'une demande accrue du public pour des objets maintenus artificiellement à des niveaux trop bas et ainsi d'autant plus tentants à acheter.

DURAND. — Vous ne prenez en considération que ceux qui ont des revenus extensibles en raison de leur productivité accrue. Mais les autres ?

NÉON. — La diminution de revenu des autres est excellente tant qu'il leur reste suffisamment d'argent pour se procurer le minimum nécessaire de nourriture, habillement, chauffage et payer un tout petit loyer, puisque cela restreint leur consommation de choses nécessaires et que cela les induit à s'employer plus utilement dans les usines ou bureaux travaillant pour la guerre. C'est en vain qu'on dira que leur situation se trouve diminuée. Oublie-t-on que, si réduite soit-elle, elle est encore enviable à côté de celle des mobilisés qui sont envoyés à une mort prématurée éventuelle que cela leur plaise ou non.

Dans les périodes d'inflation, bien des mesures politiquement et socialement nécessaires sont contraires à ce qu'exigeraient de bons principes économiques. Voici quelques exemples :

1° *Limitation artificielle des salaires et des bénéfices.* — Résultat : L'effort national est inférieur à ce qu'il serait autrement.

2° *Subventions directes ou indirectes de l'Etat aux producteurs.* — Elles tendent à maintenir à un niveau peu élevé les salaires et le coût de la vie, mais aux dépens de l'Etat, dont la dette augmente en proportion de ce qu'il subventionne, tandis que le maintien artificiel du niveau général des prix encourage la consommation et restreint les productions non subventionnées.

3° *Législation des loyers.* — L'Etat en empêchant la hausse des loyers produit indirectement la raréfaction des locaux disponibles, puisque les locataires tendent ainsi à conserver des locaux qui ne leur sont plus strictement nécessaires. L'Etat se prive des recettes que lui donnerait, sous forme d'impôts, la plus-value des loyers et, dans l'après-guerre, il paralyse les constructions nouvelles qui ne peuvent concurrencer les prix trop bas des anciens immeubles. Il est ainsi amené à subventionner les constructions nouvelles d'où inflation de la dette de l'Etat. Là encore l'Etat, sous prétexte de lutter contre la cherté de la vie, provoque à longue échéance un renchérissement inévitable de celle-ci. C'est reculer pour mieux sauter.

4° *Maintien des tarifs de chemin de fer à des taux trop bas.* — Cela encourage les déplacements non indispensables du public que

l'on adjure en vain de ne pas voyager inutilement. On peut affirmer que les quatre cinquièmes des déplacements du public ne correspondent à aucune nécessité réelle. Des tarifs insuffisants de transport produisent finalement des déficits d'exploitation qui doivent être comblés par l'Etat ou supportés par une élévation des tarifs marchandises. Ceci est contraire à l'intérêt général. L'Etat doit imposer lourdement les tarifs voyageurs tandis qu'il doit affranchir d'impôts les transports des matériaux nécessaires à l'industrie et celui des produits agricoles.

DURAND.— Politique et économique sont en opposition. Mais qui doit l'emporter dans les décisions des gouvernements ?

NÉON. — Question de mesure et de circonstances, un front rigide devant des hausses rendues légitimes par l'inflation monétaire est une erreur. D'autre part, céder trop facilement devant le courant qui emporte l'économie dans les périodes d'inflation favorise celle-ci autant qu'une barrière rigide destinée à crever plus tard. Prenons l'exemple d'une famille d'ouvriers dont le revenu avant-guerre n'était que de 15 £ par mois. Maintenant la femme travaille, les heures de travail sont augmentées et aussi les salaires : la famille gagne 45 £. C'est de l'inflation, direz-vous, à moins que l'on ne reprenne par des impôts indirects l'excès du pouvoir d'achat. Mais alors à quoi bon créer celui-ci, pensera-t-on, s'il n'en reste rien ? Il en résulte l'illusion de salaires plus élevés. C'est parce que les uns et les autres membres de cette famille ont cru gagner davantage qu'ils ont fourni un plus gros effort. Par la suite ils se sont aperçus que la hausse des prix venait absorber une partie de leurs gains accrus. Mais, outre un certain décalage entre la hausse des prix et l'augmentation du coût de la vie, maintenant qu'ils se sont mis au travail sérieusement, tous les membres de la famille sont incités par la force des choses à continuer leur effort, d'abord parce qu'ils veulent conserver le supplément de bien-être que la hausse des prix ne leur a pas fait complètement perdre, ensuite parce qu'ils espèrent obtenir de nouvelles augmentations de salaires.

DURAND. — C'est le cercle infernal de l'inflation.

NÉON. — Prenez bien garde que je ne parle ici que d'inflation modérée, contrôlée, et non d'une course folle à la dépréciation de la monnaie. Vous demandez où celle-ci va s'arrêter dans son glissement, d'abord lent, mais qui s'accélère peu à peu ? Un contrôle souple des prix, de façon à leur laisser une certaine élasticité, qui stimule la production et réduit les demandes est infiniment préférable à l'arbitraire étroit et mesquin des réglementations rigides.

Ce qui doit nous guider, c'est le rapport : Revenu National/ Dette de la Nation. Pour que les dettes de guerre soient supportables

dans la période qui suit celle-ci, il faut que le revenu national s'accroisse dans la même proportion que les dettes. Or le revenu national est fonction lui-même de deux facteurs : niveau des prix des marchandises et production. Comme le chiffre de la production nationale n'est pas indéfiniment extensible, il faut donc laisser monter les prix des marchandises, c'est-à-dire les prix des matières premières, et laisser les salaires s'établir à un niveau en rapport avec le chiffre de la dette nationale.

Prenons le cas des Etats-Unis, avec un revenu d'avant-guerre de 70 milliards de dollars et une dette fédérale d'avant-guerre de 40 milliards de dollars. Pour maintenir la même proportion en tablant sur une dette finale de 250 milliards de dollars, le revenu national devrait s'établir à un chiffre bien supérieur aux 140 milliards de dollars atteints en 1947, quoique la plupart des économistes assurent qu'un tel revenu suffit pour que l'on puisse donner du travail à tout le monde sans avoir recours à l'inflation. Tant que l'on est dans une économie de guerre, il faut :

1° Induire tout le monde à travailler. Ceci peut se faire par compulsion ou en réduisant le pouvoir d'achat de tous ceux qui ne contribuent pas à l'effort de guerre, ce qui est infiniment préférable ;

2° Donner à tous ceux dont l'effort est utile l'illusion de salaires satisfaisants et progressifs dès que cela est nécessaire ;

3° Rendre le luxe de plus en plus dispendieux, ce qui évite des contrôles inutiles et le plus souvent inefficaces ;

4° Ménager, lors de la paix, le retour à des conditions normales en entendant par cela, non le retour à ce qui existait avant l'inflation de guerre, mais l'adaptation des différents facteurs économiques à la dépréciation, avouée ou non, de la monnaie.

L'acte final du retour à la santé est la dévaluation de la monnaie laquelle, si elle est assez large, a pour effet de ramener l'endettement de la nation à un montant normal exprimé en valeur-or.

Ne considérez pas cela comme un plaidoyer en faveur de l'inflation ou des dévaluations monétaires. Les peuples n'ont que la monnaie qu'ils méritent. Le réalisme économique exige que l'on ne se paie pas de formules illusoire si agréables, si honnêtes qu'elles puissent paraître. Le problème consiste, non à nier l'inflation, mais à la régulariser, à l'équilibrer à la situation réelle. Cela évite plus tard de s'y plonger tout d'un coup et d'être emporté par elle dans un tourbillon irrésistible. En temps de guerre l'inflation, tant qu'elle est contrôlée, est le moindre mal. Après guerre le moindre mal consiste à constater les dégâts et à reconstruire l'économie, non sur les bases désormais illusoire de la situation d'avant-guerre, mais sur celles qui résultent des proportions nouvelles existant entre :

Revenu national normal exprimé en valeur-or ;
Revenu national normal exprimé en monnaie fiduciaire ;
Charge des intérêts de la dette publique ;
Indice des prix et indice des salaires.

Par la suite, plus ou moins longtemps après, il faut bien qu'on revienne à un étalon de valeur auquel tout le monde ait confiance, que chacun puisse voir, toucher, encaisser et cacher au besoin. L'or est tout désigné alors pour reprendre ce rôle classique. Après une période d'inflation, les peuples sont méfiant à l'égard de toute monnaie qui n'est ni sonnante, ni trébuchante.

XIII

Entropie économique

NÉON. — Le marasme des affaires entre 1932 et 1939 a conduit certains économistes américains à formuler une théorie appelée « deficit financing » suivant laquelle l'Etat pourrait, devrait même, s'endetter indéfiniment comme seul moyen de remédier à un chômage irréductible comme semblait l'être celui qui a affecté les Etats-Unis et la Grande-Bretagne durant les neuf années qui ont suivi la crise de 1929. Il n'y aurait pas lieu de s'arrêter à une proposition aussi insensée si, pour répondre à l'objection immédiate que les charges de l'Etat ne tarderaient pas à devenir écrasantes, les auteurs de la théorie du « deficit financing », c'est-à-dire de la théorie de l'inflation perpétuelle, ou ce que l'on peut appeler encore « la prospérité par le déficit », n'avaient émis une autre proposition tout aussi fallacieuse, à savoir que les dettes intérieures de la nation n'exercent aucune influence sur son économie parce que, disent-ils, elles s'annulent en fait. Ceci me donne l'occasion de vous exposer aussi brièvement que possible ma théorie de l'entropie économique.

Il est évident, comme le prétendent les partisans du financement par le déficit, que si on fait le bilan d'une nation considérée comme un tout, ce que l'Etat doit à ses nationaux est exactement contrebalancé par les créances de ceux-ci sur l'Etat. L'Etat, poursuivent les auteurs de cette théorie, n'est autre que tout le monde ; tout le monde devant à tout le monde cela s'annule si les dettes sont purement intérieures. Un tel raisonnement n'est pas sans analogie avec la chimère de l'utilisation du mouvement perpétuel.

Contrairement à ce qu'on entend dire souvent, le mouvement perpétuel existe réellement mais, seulement, pour un système isolé dont l'entropie ne s'accroît pas. C'est le cas notamment de l'agitation molé-

culaire dans un espace dont la température reste constante. C'est encore le cas d'un mouvement inertiel qu'aucune résistance ne vient modifier. Dès que l'on veut tirer un parti quelconque d'un mouvement perpétuel, c'est-à-dire l'utiliser pour un autre objet, le mouvement cesse d'être perpétuel.

En mécanique on distingue deux sortes d'énergie : d'une part, l'énergie potentielle laquelle est l'énergie disponible et, d'autre part, l'énergie qui a été employée à effectuer un certain travail. Dans un système fermé leur somme ne varie pas mais, au fur et à mesure que l'énergie potentielle du système a été transformée en énergie utilisée, on tend vers un point mort.

Dans une économie capitaliste il en est un peu de même. La durée de la phase de prospérité plus ou moins grande d'une économie capitaliste est déterminée par la vitesse avec laquelle les capitaux disponibles se transforment en capitaux immobilisés. Il est évident qu'une telle transformation ne peut pas continuer indéfiniment. Au début d'un cycle économique, quand la réserve des capitaux disponibles est ample, la structure économique de la nation est stable. Si un incident désagréable se produit (par exemple le krach d'une banque ou d'un gros spéculateur), dès que l'émotion ainsi causée se calme, les capitaux disponibles qui s'accumulaient durant le ralentissement des affaires cherchent à nouveau à s'employer.

Le coefficient de liquidité d'une économie (voir page 99) mesure ce que, par analogie avec la thermodynamique, on peut appeler entropie économique. Toute entité économique dont les liquidités se transforment en immobilisations, alors que son capital effectif reste invariable, accroît son entropie. De même on peut comparer la transformation progressive des disponibilités vierges du public en disponibilités grevées d'engagements divers, à un accroissement de l'entropie du système.

De 1912 à 1929 la fortune nationale des Etats-Unis avait plus que doublé, passant de 249 milliards de dollars à 565 milliards. Parallèlement, et beaucoup plus vite, les dettes dues par les Etats, sociétés et particuliers, étaient passées de 63 milliards à 203 milliards...

DURAND. — Sans doute, mais en même temps la fortune nette des Etats-Unis avait à peu près doublé également, passant de 186 milliards à 362 milliards de dollars, ce qui est très confortable.

NÉON. — Voilà ce qu'on se plaît à voir. On néglige un fait essentiel. La proportion des dettes à la fortune publique n'était que de 34 % en 1912. Elle s'est élevée à 42 % en 1922, à 59 % en 1929 et à 70 % en 1932. En d'autres termes, au point culminant de la crise, en face de \$ 100 d'actif, il y avait \$ 70 de passif (1).

C'est cet accroissement énorme des dettes sans accroissement

proportionnel des disponibilités réelles qui, malgré une augmentation parallèle de la fortune publique, a été la cause de la gravité toute particulière de la crise de 1929.

En économique, pas plus qu'en physique, on ne peut produire quelque chose avec rien. En économique le fondement de tout s'appelle : terres cultivables, matières premières, travail, ingéniosité et science. Ce sont là les valeurs réelles. Si on les capitalise à une valeur disproportionnée aux fruits qu'elles peuvent produire, ceux-ci sont absorbés par les charges du capital fictif que l'on a créé.

Une dette élevée, comptée en valeurs réelles, est une cause d'improductivité pour une nation dans la mesure où les intérêts de la dette permettent à un nombre croissant d'individus de vivre sans produire.

Le capital que l'on dépense crée de l'activité dans la Nation mais, une fois dépensé, une fois que le capital disponible est transformé en capital fixe et temporairement improductif, l'entropie économique de la Nation s'est accrue. Il s'est produit une détérioration du capital de la Nation, non en quantité, car la quantité comptable reste la même, mais en qualité, détérioration analogue à la dégradation de l'énergie quand on fait passer un certain nombre de calories d'une chaudière à vapeur à un refroidisseur, ou, encore, quand l'eau qui est en aval de la roue du moulin est descendue au niveau inférieur après avoir donné une activité passagère au moulin.

(1)	Fortune aux Etats Unis (dettes non déduites)	Dettes dues par les états sociétés et particuliers. (En million de dollars)	Fortune nette	Proportion des dettes à la fortune nette
1912	249	63	186	34 %
1922	457	136	321	12 %
1929	565	203	362	59 %
1932	422	175	247	76 %

XIV

La déflation : une erreur des gouvernements sages

DURAND. — Autrefois, c'est-à-dire avant 1914, l'orthodoxie financière a valu beaucoup d'honneurs à ceux qui la professaient. Pour se faire écouter il suffit, maintenant, d'en prendre le contre-pied.

NÉON. — Depuis les temps les plus reculés l'histoire financière des diverses nations se résume en longues périodes successives d'inflation interrompues de temps en temps par des déflations.

Dans l'antiquité et au moyen âge l'inflation était plus difficile à pratiquer, surtout chez les peuples où la monnaie était en réalité un certain poids de métaux précieux, or ou argent. La falsification des espèces monnayées semble avoir été considérée avec faveur à Rome parce que les débiteurs y étaient plus nombreux et plus influents que les créiteurs. En France, Philippe le Bel apprit à ses dépens que le peuple n'aime guère qu'on altère la monnaie qu'il détient alors qu'il ne doit rien.

Les temps ont changé. L'or a disparu à peu près partout de la circulation, les peuples n'ont plus, comme dans l'antiquité et au moyen âge, un moyen précis, direct, matériel de mesurer les pertes que leur impose la dépréciation des monnaies fiduciaires qu'on laisse à leur disposition tandis qu'ils constatent les bénéfices chiffrables qu'apporte l'inflation.

Quand l'or et les billets circulaient concurremment, les espèces métalliques constituaient un témoin gênant pour les malversations des gouvernements. Depuis 1914 ceux-ci ont donc pris la louable précaution de supprimer le témoin. Dès qu'un danger menace, ils se déclarent les gardiens attirés de l'or. Ils en interdisent l'usage ou le

confisquent. Après quoi les gouvernements peuvent s'en donner à cœur joie. Il n'y a plus de limites à leurs dépenses. Plus ils émettent de billets et plus leurs emprunts sont souscrits avec ardeur jusqu'au jour où les populations atteintes du délire de la spéculation n'ont plus en tête qu'une idée : celle d'échanger les billets, que chacun se passe, contre n'importe quoi qui évoque encore vaguement l'idée d'une substance quelconque. En matières financières, la planche à billets est la plus originale des inventions des temps modernes. Elle laisse loin derrière elle le rêve des alchimistes du moyen âge qui, eux, ne prétendaient qu'à transmuter des métaux vulgaires en de plus précieux.

Les anciens économistes discutaient de l'économie de la nation quand celle-ci est en équilibre plus ou moins stable. Tout excès dans un sens ou dans l'autre apporte alors avec lui son propre correctif par les réactions normales qu'il provoque. Comme dans le cas du pendule qui oscille doucement de droite à gauche puis de gauche à droite, les forces antagonistes qui tendent à rétablir l'équilibre s'accroissent d'autant plus vite qu'on s'écarte davantage d'une situation normale. C'est là la justification même de l'économie du laisser-faire. Toutefois, quand avec une balance très sensible on charge à l'excès l'un des plateaux, celle-ci ne revient plus naturellement à sa position d'équilibre. On l'a faussée. Les guerres ont un effet analogue sur l'économie des nations.

La morale du porte-monnaie a des lois que les plus bornés comprennent. Comme de juste ils acclament ceux qui proposent d'accroître le pouvoir d'achat des billets qu'ils détiennent. Ils approuvent ceux qui parlent de diminuer le prix des choses qu'ils achètent. Comme de juste, également, ils honnissent ceux qui font baisser le prix des choses qu'ils possèdent. C'est en vain que des économistes distingués prétendent découvrir de justes rapports entre les prix des marchandises et le montant de la circulation fiduciaire. La théorie de la déflation est impeccable. En pratique, elle constitue un suicide pour les gouvernements qui la font. Elle les rend bien vite impopulaires. Dans les vieux pays où l'épargne était tenue en honneur, la déflation rend populaires ceux qui la proposent mais impopulaires ceux qui appliquent les mesures pénibles que cela nécessite. Dans les pays neufs, où on n'a guère le sentiment de l'épargne, l'inflation rend populaires ceux qui la proposent et ceux qui la font.

DURAND. — C'est ériger en principe l'opportunisme économique.

NÉON. — Les hommes méprisent l'opportunisme, que ce soit en politique, en économie politique, en morale ou dans l'administration de la justice. Ce serait à l'honneur à leurs sentiments s'ils ne se hâtaient pas de violer en pratique les principes élevés qu'ils affichent.

Les questions économiques et financières comportent des solutions différentes suivant l'état de santé du patient. Quand tout fonctionne normalement il serait extravagant de faire de l'inflation. Depuis 1914 nous vivons une période extraordinaire où l'orthodoxie financière est souvent plus périlleuse pour ceux qui la pratiquent que la banqueroute possible. Quand un Etat double, triple, quintuple une dette dont le service d'intérêts représentait déjà, au point de départ, plus de 30 % du revenu national, on parle bien inutilement de déflation nécessaire. La seule chose raisonnable qu'on puisse souhaiter en de pareils cas est de consolider purement et simplement la situation. L'orthodoxie financière perd ses droits quand le déséquilibre monétaire en rend l'application dangereuse. C'est un remède qui tue ceux qui l'appliquent. Si le peuple, surtout quand il s'agit d'un peuple de rentiers comme les Français, aime entendre dire qu'il faut redonner à la monnaie son pouvoir d'achat antérieur, aucun peuple au monde ne chérit ni ne soutient longtemps le gouvernement qui fait de la déflation sous prétexte que c'est le retour à la santé.

La plupart des gouvernements prétendent bénéficier des commodités qu'offre l'extension indéfinie de la dette nationale mais, simultanément, ils veulent empêcher la hausse des marchandises qui en est la conséquence inéluctable quoique parfois différée, donc d'autant plus irrésistible quand elle se produit. Il n'y a pas de relation fixe entre circulation monétaire, dette publique ou privée, niveau des prix et salaires. Tout cela s'enchaîne cependant en un tout où les différents facteurs ne jouissent que d'un degré relatif de liberté. Parce qu'il y a dépendance, les uns en concluent à un mécanisme rigide ; parce qu'il y a liberté relative, les autres s'imaginent qu'on peut prendre toutes les libertés imaginables avec les lois économiques.

Il est raisonnable de maintenir les prix un peu en arrière par rapport à la dépréciation virtuelle des instruments de paiement, mais il est complètement déraisonnable de vouloir fausser les rapports normaux qui doivent exister entre les moyens de paiement et la quantité de biens, de marchandises et de services disponibles.

DURAND. — C'est à quoi remédient les emprunts de l'Etat à long terme en retirant de la circulation les moyens de paiement surabondants.

NÉON. — C'est un palliatif temporaire mais ce n'est ni une solution, ni même un remède. C'est une illusion, semblable à celle des fils de famille qui font renouveler sans cesse leur billets, que de croire qu'une dette, parce qu'elle n'est pas exigible aujourd'hui, ne pèse guère dans la balance. Ceux qui s'en prennent uniquement à la circulation monétaire et non à l'excès de la dette, consolidée ou non, oublient que l'accumulation de cette dernière produit des effets à peu

près identiques à ceux d'une circulation surabondante.

En temps de guerre la lutte contre l'inflation consiste à la régulariser, à la canaliser, non à la supprimer ce qui exigerait un effort surhumain. En tentant celui-ci on risquerait de rendre la guerre impopulaire, ce qui serait la chose la plus absurde du monde tant qu'on n'est pas prêt à faire la paix.

Sans considérer même les situations extraordinaires créées par un grand conflit armé, de nombreux exemples montrent qu'entre les deux grandes guerres les gouvernements qui ont pratiqué une politique de déflation en ont été les premières victimes.

DURAND. — Vous préconisez donc l'inflation ?

NÉON. — Chaque situation particulière exige des remèdes appropriés. Il y a un principe méconnu auquel bien des nageurs inexpérimentés, ou trop confiants en leur force, ont dû bien souvent leur perte. Quand on se trouve emporté par un courant trop fort, c'est folie de vouloir le remonter. Il faut se laisser porter par le flot ou par la vague ce qui n'empêche pas, en allant à la dérive, de se porter en oblique vers la rive que l'on désire atteindre. En matière de déflation ou d'inflation il en est exactement de même. Quand, pour des raisons péremptoires qui se produisent généralement pendant ou après une guerre longue et coûteuse, l'inflation existe déjà en puissance, c'est folie de vouloir remonter le courant. Tout ce qu'on doit tenter c'est de maintenir un peu en arrière, prix et salaires, par rapport au flot montant des dettes de l'Etat.

Il faut laisser un certain décalage des prix et des salaires afin de ne pas pousser à la roue de l'inflation, mais il est futile, pire, il est dangereux de vouloir maintenir prix et salaires à un niveau anormalement bas alors que la dette de l'Etat s'accroît chaque jour un peu plus. Se résigner à l'inévitable des répercussions ou des lois économiques, laisser s'aligner entre eux : prix des marchandises, salaires et changes sur l'étranger d'une part, circulation monétaire et dette de l'Etat d'autre part, c'est quelque chose de tout différent que faire de l'inflation quoique cela en ait les apparences.

Hausse des prix et des salaires, hausse de l'or et des valeurs réelles, hausse des changes sur l'étranger, accroissement des engagements de l'Etat, accroissement des revenus privés, tout cela forme un ensemble, un tout qui, sous des symboles divers, est lancé dans la même direction. Il est nuisible de vouloir maintenir beaucoup trop loin en arrière certains facteurs alors qu'on ne fait rien pour contenir les autres.

Les méfaits de l'inflation, quand celle-ci n'est pas voulue mais fortuite — par exemple dans le cas d'une guerre — sont mieux supportés psychologiquement que les maux qu'apportent les mesures

de déflation. Le mirage des richesses que crée l'inflation n'est jamais considéré comme entièrement illusoire par ceux qui en bénéficient. Au contraire, les déflations volontaires — et, en matière monétaire, elles sont presque toujours préparées et voulues par le parti au pouvoir — les déflations volontaires sont considérées par ceux qui en souffrent comme un acte arbitraire des Pouvoirs publics.

Un gouvernement ne doit pas faire d'inflation sauf quand le salut de la nation l'exige mais il est toujours dangereux pour la paix sociale de vouloir ensuite revenir en arrière. L'inflation est malhonnête mais, tout bien considéré, il vaut encore mieux voler un pain que se laisser mourir de faim. C'est ce qu'affirmait un vieux proverbe : « Ventre affamé ne connaît pas de lois ».

DURAND. — Toutefois convient-il, après coup, d'essayer de rendre au boulanger le pain qu'on lui a dérobé. Après l'inflation doit venir la déflation.

NÉON. — Voilà une erreur capitale. Elle a rendu impopulaires nombre de trop sages gouvernements. Les individus peuvent payer leurs dettes par leur travail. Les gouvernements dont les finances sont précaires ne peuvent acquitter les leurs que par des impôts excessifs ou des confiscations, crime impardonnable aux yeux de ceux que l'on pressure. Quant aux autres, ils seraient tentés d'applaudir si toute opération de déflation n'entraînait pour la collectivité des répercussions plus douloureuses que les illusions créées par l'inflation.

Les dévaluations monétaires, loin d'enrichir les détenteurs de capitaux, en réalité ruinent ceux-ci ou, plutôt, elles ruinent les uns et enrichissent les autres. En balance, les pertes excèdent les gains. C'est d'ailleurs inévitable puisque toute dévaluation monétaire a pour effet d'annuler une partie des dettes de l'Etat. Ce faisant, l'Etat s'approprie, pour l'annuler, une partie du travail accumulé par ses citoyens, dissipé en des entreprises improductives. Dans toute stabilisation, on ne peut léser définitivement que les seuls créanciers ou détenteurs de fonds publics. Pour toutes autres parties prenantes, tôt ou tard, la force des choses impose les rajustements nécessaires.

DURAND. — Cependant les ouvriers, les employés qui reçoivent un salaire fixe...

NÉON. — Les salaires sont, contrairement à ce qu'on entend dire souvent, à peu près incompressibles sinon à la suite d'une crise de surproduction qui crée un vaste chômage. Dans toutes les autres circonstances, les réductions de salaires sont parfaitement illusoirs. Prenant le chiffre 100 pour index des salaires, du coût de la vie et du salaire effectif calculé au moyen de l'index du coût de l'existence en 1914, on trouve qu'en France l'index des salaires effectifs atteignait :

104 en 1921 ; 109 en 1925 ; 114 en 1930 et 136 en 1935, malgré le chômage et la crise industrielle de 1930-1933. Faut-il s'en étonner ? Evidemment non, puisque le coût de la vie est conditionné en grande partie par les salaires. C'est donc à tort que pour tenir compte de la dépréciation de la monnaie on calcule en or les salaires de l'ouvrier quand le marché parallèle des changes ne diffère pas de trop des cours officiels.

Ce qui importe à l'ouvrier, ce n'est pas ce qu'il pourrait acheter à l'étranger avec son salaire, mais bien ce qu'il achète effectivement là où il le reçoit.

C'est un fait, et il faut s'en féliciter : sauf en période de chômage, l'ouvrier continue à vivre toujours à peu près avec le même « Standard of living » quels que soient les tours de jonglerie que l'on imprime à la monnaie. Pourquoi en est-il ainsi ? Tout simplement parce que, sauf quand un chômage étendu oblige la classe ouvrière à accepter des réductions de salaires importantes, elle est toujours en mesure d'y résister victorieusement par la grève générale. Cette vérité est méconnue. Elle est cependant vérifiée par les faits. L'histoire des temps modernes, et même l'histoire économique de tous les temps, n'est qu'une suite de dévaluations monétaires. Or, que constatons-nous ? C'est que malgré la dépréciation continue du pouvoir d'achat des monnaies, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, exprimé en biens réels, a constamment augmenté.

L'un des objets essentiels du progrès c'est de donner à la classe ouvrière un pouvoir d'achat suffisant et stable. Toutes mesures qui tendent à réduire ce pouvoir d'achat sont plus mauvaises par les conséquences désastreuses qu'elles entraînent que les maux auxquels on prétendrait remédier ainsi. Pas d'inflation si possible mais, surtout, pas de déflation des salaires. Quant aux différentes mesures d'apparence déflationniste, qui se justifient si bien en théorie sous prétexte qu'en diminuant les prix de revient elles doivent tout ramener au point de départ, l'expérience de tous les temps les condamne, sauf dans un cas spécifique : comme méthode pour faire avorter prématurément une crise cyclique inévitable et, par conséquent, en diminuer les effets.

DURAND. — Votre argument revient à peu près à ceci. Il ne faut pas d'inflation sauf pour nous préserver de plus grands maux. Si cependant on a fait de l'inflation soit parce que l'on ne pouvait pas faire autrement ; exemple : le cas d'une guerre coûteuse ; soit pour éviter de plus graves désordres ; exemple : le cas d'une économie qui dépérit ; alors il est préférable de l'entériner plutôt que d'essayer de revenir au passé.

NÉON. — A quoi se réduit donc le résultat de l'inflation sur

une période de temps assez longue ? A ce que l'Etat, les collectivités et tous les débiteurs se trouvent débarrassés d'une partie de leurs dettes, et les rentiers allégés d'une partie correspondante de leurs revenus. A part cela rien n'est changé. La richesse réelle du pays n'est pas modifiée. Seule son évaluation monétaire n'est plus la même. Est-ce un bien ou un mal ? C'est toujours un mal quand un Etat manque à ses engagements. Mais c'est un bienfait déguisé. L'endettement d'une nation produit deux grands maux. L'un est de grever de charges fixes (impôts ou intérêts) les forces productrices de la nation. L'autre est de créer une classe de gens, les rentiers, qui peuvent vivre sans effectuer un travail correspondant. Les dévaluations monétaires remédient à ces deux inconvénients.

Les dévaluations monétaires servaient dans l'antiquité — notamment à Rome — pour alléger les débiteurs aux dépens des crédetes. Dans les temps modernes, elles ont été employées plus ordinairement à remédier à l'endettement excessif du prince ou de l'Etat. Comme beaucoup d'autres choses, ce n'est pas équitable, mais la nécessité est la loi suprême de tout ce qui vit et entend continuer à vivre. Loi dure, loi cruelle et souvent injuste : mais voulez-vous vivre ? certainement oui. Acceptez-en donc les conséquences.

Quand une monnaie s'est dévaluée de plus de 40 % par rapport à l'or, il est préférable de consacrer la dévaluation par un acte légal plutôt que de pratiquer une politique de revalorisation de la monnaie ce qui entraîne toujours une dévalorisation des marchandises et de toutes les valeurs réelles, donc des pertes qui affectent davantage l'économie nationale et l'état d'esprit des populations que les gains ou pertes causés par la consécration légale de l'inflation et de la dévaluation monétaire qui en est la conséquence.

XV

Comment éviter les crises de déflation de la période 1948-1960

Depuis l'antiquité, les guerres, les révolutions, les fammes, toutes les catastrophes qui diminuent brutalement la production, conduisent à l'inflation des prix des marchandises et — par voie de conséquence — à la détérioration du pouvoir d'achat de la monnaie. Les crises de déflation, au contraire, revalorisent la monnaie. Le remède préventif des crises de déflation consiste donc à réévaluer la base légale de la monnaie fiduciaire afin de lui assigner une nouvelle parité conforme à celle du prix des marchandises.

Les crédateurs, les esprits conservateurs et ce que l'on appelait jadis les économistes distingués se sont toujours élevés contre les dévaluations monétaires. La pression des circonstances s'est si bien imposée dans de nombreux cas que, tout au cours de l'histoire grecque et romaine, du moyen âge et des temps modernes, nous voyons les différentes monnaies en usage à ces diverses époques s'amenuiser par paliers successifs.

Au moyen âge il était courant de rogner les pièces d'argent. L'emploi des billets de banque a rendu le procédé à la fois plus simple, moins immédiatement visible aux yeux du public, et plus radical encore comme nous le rappelle l'histoire des assignats, en France, et celle des billets de banque de tous ces pays qui s'appellent Allemagne, Hongrie, Roumanie, Chine, liste qui est appelée à s'allonger encore au cours des prochaines années.

Chaque cas particulier des pays où l'inflation étatique dépasse de 200 % ce qu'elle était en 1939, et où il n'y a plus aucune relation entre l'or et la monnaie fiduciaire, nécessiterait une étude spéciale.

En étudiant plus particulièrement le cas du dollar américain, monnaie dure, étalon international par excellence, clé de voûte du système capitaliste, cela suffit à montrer comment on doit envisager le problème dans le cas des monnaies dont le pouvoir d'achat n'est pas tombé au-dessous de 50 % de ce qu'il était avant la guerre. On objectera que là où existent encore des monnaies saines, l'or est officiellement compté au même prix qu'en 1939 : aux Etats-Unis \$ 35 l'once troy et en Suisse 4.970 fr. le kilo. Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que ni aux Etats-Unis, ni en Suisse le commerce de l'or n'est réellement libre. En Suisse il est illégal de vendre l'or en lingots à plus de 3.970 fr. suisses par kilo et, comme personne n'est guère disposé à en vendre à ce prix tandis qu'existent des demandes massives, nous sommes en droit de dire que l'or vaut plus que son prix officiel dans les pays où des restrictions empêchent la loi de l'offre et de la demande de jouer librement.

L'histoire économique du monde est dominée par le rôle déterminant des guerres longues et coûteuses sur les cycles séculaires d'inflation et de déflation. Il est impossible de comprendre clairement l'allure différente des crises économiques suivant les époques où elles se sont produites si on n'a pas toujours présents à l'esprit les caractères absolument distincts des cycles commerciaux normaux (durée de sept à onze ans) et des cycles séculaires. Les cycles économiques normaux sont déterminés par l'inflation puis la déflation des crédits privés (crédits commerciaux, achat à crédit de marchandises ou de valeurs mobilières, prêts hypothécaires). Les cycles dits séculaires ont pour origine non la surproduction mais, au contraire, soit la sous-production, soit la surconsommation. Ils sont dus, comme il a été indiqué précédemment, soit aux destructions causées par les guerres avec inflation fiduciaire, soit à l'accélération de la production des métaux employés comme moyens de paiements : or ou argent. L'expérience que nous en avons depuis un siècle et demi devrait nous conduire à substituer à l'appellation usuelle de « cycles séculaires » celle de « cycles trentenaires ». Si nous prenons, en effet, l'indice des prix de gros aux Etats-Unis, nous constatons qu'il a fallu environ trente années pour que les prix maxima atteints lors des guerres napoléoniennes, puis lors de la Guerre de Sécession, reviennent à leurs plus bas niveaux lesquels furent atteints respectivement vers 1843 et vers 1895. Ajoutons qu'il serait futile de vouloir assigner une durée précise à la déflation des prix, conséquence normale du rétablissement de la paix dans le monde, parce que nombre de troubles politiques secondaires peuvent retarder la déflation des prix et qu'il peut s'y joindre des dévalorisations ou, au contraire, des revalorisations de l'étalon monétaire, ou encore une augmentation considérable de la production d'or dans le monde. Tout cela apporte un changement radical

dans la courbe de l'évolution des prix des matières premières.

Au début de 1947 on pouvait supposer que les Etats-Unis allaient s'engager vers la déflation. Leur politique de prêts à l'Europe est susceptible, dans la mesure où celle-ci sera poursuivie, de retarder le passage à la phase déflationniste. Mais, tôt ou tard, il se posera pour eux, comme pour toutes les autres nations dont la monnaie n'a pas encore été dévaluée par rapport à sa parité-or de 1939, le choix entre crise de déflation ou dévaluation.

Comment rétablir la stabilité économique, monétaire et sociale dans le monde en évitant la répétition de la crise de 1929-1932 ? Seule une réévaluation de la valeur de l'or par rapport au dollar américain peut y conduire. Par voie de conséquence, cela entraînerait une réévaluation de la valeur de l'or par tous les Etats dont l'étalon monétaire est plus ou moins rattaché au dollar. Réévaluer l'or revient en fait à dévaluer toutes les monnaies fortes : dollar, franc suisse, bolivar vénézuélien, peso mexicain et colombien. Réévaluer ce qui est valeur réelle, or ou blé peu importe, consiste en réalité à changer l'unité de compte : cela ne saurait modifier la valeur d'échange des biens réels entre eux.

Quelles que soient les causes des crises économiques, un fait est absolument certain : leur gravité est due à la chute des prix des matières premières et des marchandises par suite des rajustements imposés à l'économie. Si nous prenons pour base 100 comme indice des prix de gros aux Etats-Unis en 1926, nous constatons que ceux-ci qui avaient dépassé 160 en 1920, sont tombés au-dessous de 100 en 1921. Malgré le boom de la période 1926-1929, ils eurent tendance à fléchir puisqu'au début de 1929 ils ne se tenaient qu'à 95 d'où, finalement, ils tombèrent à 60 au début de 1933, revenant légèrement au-dessous de leur niveau de 1914. Contrairement à ce qui se passe ordinairement dans le boom classique, celui de 1928-1929 a été incapable de galvaniser les prix des matières premières et des marchandises. Pourquoi ? Parce que ceux-ci ne se tenaient plus à leur niveau trop élevé que par suite de la conjoncture économique favorable. Rappelons qu'après les guerres napoléoniennes on a observé en Europe le même phénomène : déflation en deux temps du prix des marchandises lors des deux crises qui se produisirent en 1818 et en 1826.

L'intensité des crises de déflation dues à un retour à la normale aurait-elle pu être diminuée ? Certainement oui. Et comment ? Voici ce qu'il convient d'examiner.

Il existe un rapport naturel et nécessaire entre le pouvoir d'achat de l'or et la valeur réelle des marchandises. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant. La valeur de l'or n'est pas seulement déterminée par sa rareté relative mais, également, par la quantité de travail humain nécessaire pour extraire du sol des quantités d'or en rapport avec les

besoins mondiaux du métal précieux. Entre l'or, les produits agricoles et les autres matières premières, il existe donc une commune mesure : c'est la quantité de travail humain qu'il faut accomplir pour produire les uns ou les autres. Des circonstances exceptionnelles : mauvaises récoltes, guerres ou, au contraire, trop bonnes récoltes, altèrent temporairement ces rapports. Tantôt, ce sont les produits agricoles qui bénéficient d'une demande accrue ; tantôt, en cas de surproduction, c'est l'or qui reprend l'avantage. Au fur et à mesure que l'on revient à des conditions normales de production et de consommation, la commune mesure qu'est le travail humain tend à rétablir les cours relatifs des différentes matières premières à ce qu'ils étaient avant que se produisent les conditions anormales qui ont rompu l'équilibre.

A une même époque, or et matières premières sont ainsi le résultat du travail humain exprimé par un même indice, celui des salaires en usage à l'époque considérée. Une hausse mondiale des marchandises et des salaires est, en cas de guerre, suivie par une hausse correspondante du prix de revient de l'or. Par voie de conséquence, la production de l'or se ralentit. Quand les divers peuples deviennent de plus en plus conscients de la dépréciation de la valeur d'échange des monnaies fiduciaires, la demande d'or s'accroît rapidement. Les producteurs d'or sont alors en mesure d'en élever le prix pour en rétablir la parité avec celui des marchandises. Ces phases successives sont d'accord avec l'expérience. Nous nous trouvons actuellement dans la période de revalorisation de l'or. Celle-ci contrarie évidemment la politique monétaire des Banques d'émission des pays qui veulent maintenir la fiction de la convertibilité de leurs billets en or : dans le cas présent, Trésor des Etats-Unis et Banque Nationale Suisse (1). En maintenant à un cours fictif le prix officiel de l'or, les Banques d'émission en cause entendent maintenir la valeur-or de leur papier-monnaie mais, ce faisant, le prix officiel de l'or cesse d'être en rapport et de s'adapter au niveau des prix des marchandises. On aboutit ainsi à deux prix de l'or : l'un est le prix officiel purement fictif, l'autre le prix que serait disposé à payer un acheteur qui pourrait l'acquérir, le détenir et le revendre ultérieurement au prix du marché libre, sans avoir à craindre aucune restriction.

Si l'or est un refuge naturel pendant les périodes troublées, les destructions et besoins causés par les guerres rendent encore plus nécessaire l'obtention de marchandises. Le cours de celles-ci, même exprimé en or libre, tend ainsi à s'élever au-dessus du rapport normal

1. Le cas du Gouvernement Sud-Africain est un peu différent. Sa politique de maintien du prix de l'or à la parité sterling est due uniquement au désir de ne pas gêner la politique monétaire de la Grande-Bretagne, malgré que l'Union Sud-Africaine aurait tout avantage à garder les dollars qu'elle reçoit contre ses ventes d'or au lieu de les livrer à la Grande-Bretagne au cours fictif de \$ 4,03 pour une livre sterling.

qui existe durant des temps plus paisibles. Un retour prolongé à la paix, donc à une augmentation progressive de toutes les marchandises, a ainsi un double effet sur les prix de celles-ci. D'une part, devenant plus abondantes, elles ont tendance à s'établir à des prix mieux en rapport avec la diminution des prix de revient. D'autre part, les restrictions de guerre sur le commerce de l'or étant levées, la structure des prix, à nouveau rattachée à l'or, a tendance à revenir à une situation normale par rapport à celui-ci. La fixité du prix de revient de l'or nouvellement extrait du sol, si on exprime ce prix de revient, non en monnaie fiduciaire mais en marchandises, tend également à rétablir un rapport normal entre le cours des marchandises et le prix du métal précieux, c'est-à-dire à ramener, après un nombre d'années plus ou moins long, le rapport valeur de l'or libre à l'indice marchandises à ce qu'il était dans la période antérieure aux destructions ou manques à produire de la guerre.

Est-il nécessaire de rappeler que durant la crise de 1929-1932, ce fut la chute des prix des produits agricoles qui imprima, en dehors des questions bancaires, une allure catastrophique à la dépression mondiale. Si l'on prend pour base 100 les prix aux Etats-Unis en 1926, on constate que les produits agricoles s'effondrèrent de 105 en 1929 à 48 en 1932, alors que la baisse des autres marchandises ne fut que de 92 à 70.

Actuellement (juin 1947) l'indice des prix des produits agricoles aux Etats-Unis est à 179 contre 68 en 1938. Pour revenir à l'équilibre normal qui existe entre les différentes forces de production et de consommation, c'est-à-dire pour revenir aux indices de 1938, année normale, il serait donc nécessaire que les prix des produits agricoles au cours des 12 prochaines années subissent une baisse aussi considérable que celle qui a marqué la crise de 1929-1932. Examinons les différentes solutions que l'on pourrait donner au problème qui vient d'être posé.

A. — A la faveur des accroissements de production au cours des années prochaines, les gouvernements pourraient laisser les prix — et par conséquent les salaires — revenir à leur niveau d'avant-guerre. Cela rétablirait le rapport :

Indice actuel des prix et des salaires
Valeur fiduciaire attribuée à l'or en 1939

à ce qu'il était en 1939. Cela aurait des conséquences désastreuses similaires à celles de la crise de 1929-1932 avec, en plus, impossibilité, même pour l'Etat actuellement le plus riche du monde : les Etats-Unis, de continuer à assurer le service de sa dette en un dollar évalué sur la base de 1 once troy d'or = 35 dollars.

B. — Les gouvernements pourraient assainir leur situation en

répudiant la plus grosse partie de leurs dettes intérieures. Ceci est hors de question et, d'ailleurs, ne solutionnerait pas la disproportion qui existe actuellement dans le rapport :

Indice actuel des prix et des salaires

Valeur fiduciaire attribuée à l'or en 1939

que l'on pourrait appeler coefficient d'inflation. Quant à envisager la possibilité par les gouvernements de rembourser à leur valeur-or leurs dettes de guerre par des impôts sur la fortune des citoyens, ce serait le plus sûr moyen d'aggraver la crise de déflation qui doit rétablir un rapport normal. A moins que l'on ne se propose de ruiner le système capitaliste, une telle méthode doit être résolument écartée. Le besoin de sauver la monnaie ne doit pas servir de prétexte pour adopter des mesures qui ruineraient l'économie de la nation par la crise de déflation que cela provoquerait. La monnaie n'est pas un but en soi mais seulement un moyen.

C. — Aux Etats-Unis, le coefficient d'inflation, tel qu'il est défini ci-dessus, est d'environ 150 %. Cela revient à dire que pour rétablir un rapport normal entre l'indice des prix des marchandises et la valeur fiduciaire du dollar-or il faudrait majorer cette valeur fiduciaire de 50 %. En d'autres termes cela exigerait que le dollar, qui était défini théoriquement, en 1939, par la relation \$ 35 papier = une once troy d'or fin, soit dévalué sur la base de \$ 52,50 papier = une once troy d'or fin.

Des deux piliers du crédit mondial, l'Angleterre et les Etats-Unis, il est patent que le premier est absolument incapable de rétablir l'ancienne parité or de la livre sterling. Les Etats-Unis ayant une balance mondiale des paiements créditrice, ce n'est qu'exceptionnellement que des pays étrangers peuvent, comme l'Argentine et la Suisse, se faire délivrer de l'or. Si aux Etats-Unis la liberté du commerce et de la détention de l'or était rendue aux particuliers, il y aurait un tel run sur l'or du Trésor Fédéral que celui-ci se trouverait bientôt dans l'obligation de rétablir les prohibitions actuelles.

Pour les années normales 1937-1938-1939, le revenu national aux Etats-Unis se chiffrait par soixante-dix milliards de dollars. Actuellement, il dépasse le double de ce chiffre. Ceci a été rendu possible, d'une part, parce que la production des marchandises et la quantité de services sont plus grands qu'en 1939, et, d'autre part, parce que marchandises et services valent 50 % de plus. Le prix des produits agricoles dépasse même le double du niveau de 1939.

Première objection. — Ce que vous proposez, c'est de l'inflation ?

Réponse. — Non, ce n'est pas de l'inflation. C'est la simple

ratification de ce qui existe. Abaisser l'équivalent-or du dollar-papier de façon que \$ 52,50 puissent acheter ni plus ni moins qu'une once d'or, c'est tout simplement ajuster le prix de l'or à celui des marchandises, c'est consolider la situation actuelle.

Deuxième objection. — Votre proposition n'est pas conforme aux desiderata exprimés publiquement par le Président Truman, lequel s'est inscrit en faveur de :

1° Abaissement du coût de la vie, mais prix élevés des produits agricoles dont les Pouvoirs publics favorisent le maintien ;

2° Lutte contre l'inflation, mais continuation des prêts à l'Europe et à l'Asie ;

3° Maintien, et même amélioration possible, des salaires actuels ;

4° Abaissement des tarifs douaniers, mais sans que les produits manufacturés venant d'Europe, au fur et à mesure que le statut économique de celle-ci se normalisera, viennent concurrencer les produits américains à des prix plus bas et sans que cela entraîne une baisse des salaires de l'ouvrier américain.

Réponse. — Ces différentes directives sont, de toute évidence, inconciliables entre elles si désirables soient-elles considérées isolément. Ceci apparaîtra de façon manifeste au cours de l'année 1948. Celle-ci aura à subir très probablement une diminution marquée du volume des affaires et des bénéfices (sauf en cas de dévaluation du dollar, bien entendu). En 1948 va avoir lieu l'élection d'un nouveau Président. Au cours de la campagne électorale l'opposition républicaine ne manquera pas de mettre en contraste, d'une part, certains gaspillages de l'administration du parti démocratique, notamment en ce qui concerne les prêts à la Chine et quelques autres pays et, d'autre part, l'opposition du Président à toute réduction des impôts.

Avant la guerre un revenu national de soixante-dix milliards de dollars suffisait aux besoins américains mais, alors, les impôts fédéraux ne dépassaient pas beaucoup cinq milliards de dollars, soit seulement 7 % du revenu national. Si celui-ci revenait à son chiffre d'avant-guerre, la seule charge des impôts fédéraux devrait absorber la moitié du revenu national, ce qui est pratiquement impossible. Sans doute on arrivera bien quelque jour à réduire le budget fédéral, mais de combien ? Les plaintes que faisait entendre dans le Reader's Digest de septembre 1947 un membre du Congrès, Mr. Christian A. Herter, montrent combien il est difficile dans l'Etat moderne de réduire le nombre des employés de l'Etat, même quand celui-ci est manifestement excessif. Les Etats-Unis sont devenus incapables de s'accommoder de leur revenu national d'avant-guerre. Seul un revenu national supérieur à \$ 120.000.000.000 peut leur permettre :

1° D'équilibrer tant le budget fédéral que celui des citoyens ;

2° De maintenir des prix satisfaisants pour les produits agricoles considérés comme intangibles ;

3° D'éviter une déflation sévère des prix des marchandises et des salaires laquelle réduirait à nouveau au chômage plus de dix millions d'ouvriers sans que l'abaissement du coût de la vie puisse compenser tout cela.

Une seule conclusion s'impose : nécessité absolue de stabiliser la situation actuelle par une nouvelle et importante dévaluation de la parité-or du dollar. Sous prétexte de vouloir faire baisser le coût de la vie, ne cherchons pas à restaurer aux monnaies leur pouvoir d'achat antérieur. L'arrêt de l'inflation provoque nécessairement une crise de déflation. Celle-ci doit être strictement contrôlée, limitée, si on veut éviter une répétition de la crise de 1929-1932 dont la gravité exceptionnelle a été due dans de nombreux pays, notamment aux Etats-Unis, à ce qu'on n'avait pas rajusté après la première guerre mondiale la valeur de l'or au cours trop élevé des marchandises et à ce que, sur la structure fragile des prix, s'était constituée une vaste inflation de crédits privés. Il n'existe pas pour le moment, comme en 1929, un endettement excessif du public. Bien au contraire, le public possède plus de disponibilités qu'il n'en avait avant la guerre. Les dettes, dettes colossales, sont à la charge des Etats, principalement de ceux qui ont fait la guerre.

L'inflation a deux effets contradictoires. Elle accroît les charges de l'Etat, donc les charges fiscales de la communauté, mais, par la suite, elle entraîne la dépréciation de la valeur-or de la monnaie fiduciaire, ce qui vient donc corriger la situation en allégeant le fardeau fiscal réel qui entrave l'activité de la communauté. En France ces deux actions, aggravation apparente des charges fiscales et allègement réel de celles-ci, agissent simultanément pour maintenir les charges fiscales des contribuables à un niveau supportable. Celles-ci correspondaient à 17 % du revenu national en 1913, à 25 % en 1926, à 21 % en 1938 et à 23 % en 1946. Par contre, en Grande-Bretagne, la monnaie ayant été défendue jusqu'ici avec succès, les charges fiscales en pour cent du revenu national s'élèvent actuellement à 37 % de celui-ci contre 24 % en 1938, 26 % en 1926 et 12 % en 1913. Aux Etats-Unis, les charges fiscales en pour cent du revenu national sont passées de 8 % en 1913, à 12 % en 1926, 26 % en 1938 et 29 % en 1946. Dans ces deux pays elles ont donc plus que triplé. Dans le cas de la Grande-Bretagne elles ne peuvent guère être allégées sans une dévaluation monétaire.

Au cours des douze années à venir, le Trésor des Etats-Unis va avoir à faire face au dilemme suivant :

— Soit maintenir la parité du dollar sur la base de \$ 35 pour une once d'or, ce qui signifierait que durant la période considérée

les cours des produits agricoles et des marchandises devraient revenir à peu près au niveau des prix de 1937-1939, ce recul s'effectuant lors des prochaines crises cycliques normales, en accentuant ainsi ce qu'elles peuvent avoir de pénible. Celles-ci pourraient donc revêtir la gravité de la crise de 1929-1932 avec cette circonstance atténuante cette fois-ci qu'il n'existe pas, pour le moment du moins, d'inflation des crédits commerciaux et des crédits privés.

— Soit ajuster le prix du dollar-papier à une quantité différente d'or qui ramènerait à peu près à ce qu'il était en 1937-1939 le rapport :

$$\frac{\text{indice des prix de gros}}{\text{prix de l'or exprimé en dollars-papier.}}$$

Nous pouvons exprimer la même chose en disant que si les Etats-Unis veulent maintenir effectivement le dollar-papier à sa valeur-or de 1939, qui était de \$ 35 pour une once d'or, l'indice des produits agricoles et des marchandises doit s'abaisser par chutes successives de son niveau actuel de 150 pour revenir à 80. Comment obvier à une telle catastrophe qui aurait de profondes répercussions sur le régime de libre entreprise ?

— Soit en fixant une nouvelle parité-or pour le dollar-papier.

— Soit en abandonnant l'étalon-or et en le remplaçant par un étalon constitué par un indice marchandises ce qui, en fait, conduirait au dirigisme et à une dévaluation effective, sinon officielle, du dollar.

Sauf dans quelques pays, l'économie mondiale travaille actuellement sur les bases incertaines de monnaies fiduciaires dont le pouvoir d'achat est sujet à fluctuer considérablement puisque rien ne les rattache à quoi que ce soit de fixe sinon le désir des gouvernements respectifs d'éviter de nouvelles dépréciations du pouvoir d'achat de la monnaie nationale.

Il n'est pas difficile de prévoir, au cours des douze années à venir, s'étendant de 1948 à 1960, deux crises de déflation analogues, en tout point, aux crises économiques qui ont suivi la fin des guerres napoléoniennes et la fin de la première guerre mondiale. Il n'y a qu'un seul moyen — non de les éviter complètement, cela est impossible — mais de les atténuer dans une large mesure : c'est que tous les Etats rajustent la valeur-or de leur monnaie fiduciaire de telle façon que l'indice d'inflation soit ramené à l'unité, c'est-à-dire au niveau auquel il se tenait en 1939 (2).

Si les Etats-Unis procédaient à un tel rajustement cela créerait une telle pression sur les pays les plus réfractaires à une telle conception, comme la Suisse, qu'eux aussi se verraient obligés d'adopter, bon

gré mal gré, un remède identique sous peine d'avoir à faire face à une crise plus intense qu'ailleurs.

Rassurons les antiinflationnistes. Ne confondons pas deux choses très différentes dans leurs conséquences : déflation et stabilisation. Transposons à l'économie la formule célèbre : ni réaction, ni révolution. Affirmons que ce qui est nécessaire au monde c'est le retour à la stabilité. Stabilisation signifie opposition à toutes mesures d'inflation comme de déflation. Le retour à l'or réévalué en fonction des cours actuels des matières premières, des marchandises et des salaires, voilà le seul moyen de revenir à la liberté en évitant la route douloureuse de déflations successives dont on prendrait prétexte pour supprimer définitivement ce qui reste encore de liberté économique (3) dans le monde.

(a) Les chiffres ci-dessous montrent que l'inflation s'est étendue également aux pays neutres de l'Amérique du Sud et que toute crise de déflation, quand elle se produira, devra être mondiale.

Années fin	Argentine millions de pesos	Brésil millions de cruzeiros	Chili millions de pesos	Colombie millions de pesos	Venezuela millions de bolivars	Mexique millions de pesos	Cuba
Billets en circulation :							
1938.....	1.118	4,8	795	58	118	296	—
1946.....	4 065	20,5	3.552	260	505	1.804	—
Nombres indices du Coût de la Vie							
1937.....	100	100	—	—	—	100	100
1946.....	159	222	—	—	—	308	240
Nombres indices des prix de gros							
1937.....	100	—	100	—	100	100	—
1946.....	214	—	253	—	154	268	—
Salaires dans l'industrie :							
	%		pesos par jour	pesos par jour			
1937.....	100	—	12,60	1,40	—	—	—
1946.....	177	—	56,40	2,66	—	—	—

3. Le terme « liberté économique » est pris, dans cet ouvrage, dans son sens littéral et non dans le sens de libération du besoin comme on tend à le faire abusivement.

XVI

Vérités et paradoxes sur les changes

NÉON. — Le contrôle des changes, en multipliant les obstacles qui s'opposent au libre-échange d'une même monnaie, crée indirectement la multiplicité de sa libre valeur. Le Docteur Schacht avait institué toute une série de marks différenciés par des appellations différentes. Depuis la guerre, dans divers pays, on a abouti involontairement au même résultat tout en maintenant la fiction d'une monnaie unique. A côté du cours du franc français au clearing officiel, il s'est institué parallèlement, par la force des choses, toute une série de francs sujets à des dépréciations d'autant plus considérables par rapport au franc officiel que les obstacles qui les séparent sont plus difficiles à franchir. Cela a des implications dont on paraît ignorer les conséquences parce que celles-ci ne sont pas immédiates. En marge de la loi Gresham existe une autre loi qui n'a jamais été formulée jusqu'ici quoique les effets en soient bien connus. C'est la loi suivante : Dans les économies où la monnaie est instable, toute mesure coercitive en vue de défendre celle-ci exerce un double effet. L'un, immédiat, tend parfois à raffermir les cours de la devise nationale, l'autre, à plus longue échéance, tend à les déprimer encore davantage.

Quand on institue le cours forcé d'une monnaie, par cela même tout autre bien facilement échangeable et non sujet à dépérir devient étalon monétaire. On assiste alors au phénomène bien connu que l'on peut exprimer comme suit : La mauvaise monnaie chasse de la circulation toutes les valeurs réelles. Cette loi, qui n'est qu'une généralisation de la loi de Gresham, rend compte du fait que dans les pays où l'on pratique l'inflation, producteurs et consommateurs tendent à stocker métaux précieux et marchandises. Ils cherchent concurremment à immobiliser leurs capitaux disponibles en biens réels : terres, maisons,

valeurs mobilières à revenu variable. Ceci a pour effet de raréfier les quantités disponibles de céréales, bétail, métaux, etc., à un moment où celles-ci font le plus défaut. La hausse des prix sur le marché intérieur s'en trouve accélérée et, avec elle, l'inflation et la dépréciation de la monnaie sur le marché parallèle.

La raréfaction artificielle des marchandises tend également à accroître la marge bénéficiaire entre les mains des producteurs ou des intermédiaires. Cela incite nombre de gens à devenir intermédiaires, autre fait bien constaté dans les périodes d'inflation. Le nombre des travailleurs qui produisent réellement s'en trouve diminué d'autant. Des commerces insolites prennent naissance et toutes les transactions en marge des lois étant plus longues et compliquées que lorsqu'elles se traitent au grand jour, on assiste à un dépérissement progressif de l'économie. C'est une vieille expérience, mille fois répétée, que le meilleur moyen de maintenir la confiance c'est de payer à guichets ouverts. Un contrôle des changes rigide, c'est le guichet qui ne s'entr'ouvre qu'avec peine et au prix de formalités longues et compliquées. La crainte d'être volés par l'Etat incite quantité de gens à se laisser voler par des individus interlopes dont les gains illicites restent rarement dans le pays qui a été saigné pour les produire. Dès qu'un Etat est entré dans la voie du contrôle des changes, la solution de facilité consiste à renforcer les contrôles chaque fois qu'une nouvelle difficulté se présente et chaque nouvelle restriction amplifie d'autant la spirale inflationniste.

Pour la commodité du langage, prenons le franc comme expression d'une monnaie en voie de dépréciation. Ceci s'appliquerait d'ailleurs tout aussi bien au florin, à la lire, à la livre sterling.

Action des Pouvoirs publics :

- 1° Interdiction de sortir des francs hors des frontières ;
- 2° Interdiction d'en faire entrer ;
- 3° Déclaration obligatoire des métaux précieux et des monnaies étrangères puis, par la suite, des valeurs étrangères ;
- 4° Interdiction de sortie et interdiction d'entrée, sauf autorisation préalable, des métaux précieux, monnaies et titres étrangers ;
- 5° Création d'un office des changes qui centralise tous les paiements destinés à l'étranger ou en provenant ;
- 6° Blocage des comptes étrangers, etc.

Toutes ces mesures qui, logiquement, devraient raffermir la monnaie nationale tendent, au contraire, à plus ou moins longue échéance, à la déprimer encore davantage. En effet :

1. L'interdiction de faire sortir des francs-papier tend à raréfier ceux-ci sur les places étrangères. Effet immédiat favorable. Par contre, la détention de francs qui se trouvent à l'intérieur est moins désirable puisque l'on restreint leur libre-échange. Donc, cause de dépréciation.

Avec le temps elle finit par l'emporter sur l'effet favorable causé par la raréfaction des francs sur les places étrangères ;

2. Si la raréfaction des francs sur les places étrangères est une cause d'appréciation, il faut bien admettre, inversement, que l'interdiction de faire entrer des francs dans la zone franc tend — et ceci bien plus fortement encore — à en déprimer le cours sur les places étrangères. Des francs hors de leur zone d'échange normal perdent tout emploi utile sauf pour leur entrée illicite sur le territoire national. La dépréciation du franc sur les marchés libres de l'extérieur tend ainsi à s'accroître hors de toute proportion avec sa dépréciation à l'intérieur où, malgré tout, le franc conserve une valeur d'échange par suite des prix maxima imposés à l'intérieur sur la plupart des marchandises. Il tend ainsi à s'établir, en fait, deux cours distincts de francs libres, l'un pour le franc libre de l'extérieur, l'autre pour le franc libre de l'intérieur, en désignant ainsi les francs possédés à l'intérieur de la zone franc par des individus qui n'ont pas déclaré leurs avoirs-francs ou par les trafiquants du marché noir dont les transactions se font en marge de tout contrôle ;

3. La déclaration obligatoire des métaux précieux, des monnaies et valeurs étrangères, et l'interdiction de leur entrée ou sortie ou autres mesures, constituent également des actions à deux temps. Favorables immédiatement puisqu'elles assurent à l'Etat des ressources en devises elles tendent, par la suite, à faire disparaître de la circulation tout ce qui n'a pas été déclaré. Elles tendent à immobiliser, à l'extérieur, des capitaux qui auraient pu venir s'investir à l'intérieur par suite de la diminution de la valeur-or de tous les biens qui se trouvent englobés dans le patrimoine national de l'intérieur. Aucun capitaliste étranger, aucun banquier ne va venir investir ses capitaux dans un pays dont il ne peut acquérir légalement la monnaie qu'à un cours fictif, surtout quand celui-ci est supérieur de 100 % au cours réel, libre, de la même monnaie sur les places étrangères.

Inutile de pousser plus loin l'analyse. Nous constatons qu'une logique et une pratique impitoyables conduisent à longue échéance à accroître la dépréciation des monnaies chancelantes que l'on cherche à soutenir par des mesures arbitraires et antilibérales. A ceci s'ajoutent les facteurs psychologiques. La psychose de l'inflation amplifie, hors de toute raison, les réactions ci-dessus par les craintes, souvent exagérées, qu'elles suscitent dans le public. On connaît le vieux proverbe boursier : la hausse nourrit la hausse. Pour les changes c'est tout aussi vrai. La baisse y engendre la baisse. Quand une monnaie se déprécie de seulement de 20 ou 30 % beaucoup de gens croient à son relèvement. A chaque nouvelle étape de baisse, les acheteurs précédents, déjoués dans leurs prévisions et conscients de leurs pertes, perdent progressivement leur confiance prématurée. Quelques-uns vont plus loin. Suivant

en cela une pratique boursière, d'ailleurs peu recommandable, ils retournent leur position et de haussiers deviennent baissiers.

Une règle vérifiée à peu près constamment dans le passé veut que lorsqu'une monnaie, pendant un temps assez long, s'est dépréciée de plus de 50 % de sa valeur officielle, son rétablissement à l'ancienne parité est quasi impossible. C'est parfaitement compréhensible. Toute dépréciation importante et assez longue de la monnaie d'échange s'accompagne d'une appréciation parallèle de tous les biens dont l'échange est encore libre. Les deux mouvements vont de pair et se soutiennent mutuellement. Cela entraîne la hausse des produits agricoles et la hausse des salaires. Quand celle-ci est acquise, quel gouvernement oserait — ou pourrait — décréter une baisse de plus de 50 % des produits agricoles et des salaires, même en promettant que le coût de la vie baissera d'autant ? Promesse qui, d'ailleurs, ne pourrait être tenue.

Quand un gouvernement décide de réaligner la monnaie officielle à sa valeur réelle il ne fait, ainsi qu'on s'est donné la peine de l'expliquer longuement au public italien, que ratifier officiellement les cours que le public lui-même a assigné à la monnaie nationale sur le marché libre. Il convient donc de rétablir les responsabilités successives sous la forme paradoxale suivante : Ce sont les gouvernements qui font les marchés noirs mais c'est le public qui détermine approximativement de combien il faut dévaluer la monnaie nationale. En bonne justice, le public ne devrait reprocher à un gouvernement que l'inflation et non la dévaluation qui consiste à aligner le cours légal de la monnaie sur celui des marchandises ou des changes du marché libre.

L'Etat est coupable d'incohérence quand, voulant favoriser les exportations, sa politique financière tend à avilir sa monnaie fiduciaire sur les marchés libres de l'extérieur et à la soutenir artificiellement à des taux trop élevés sur le marché intérieur. Cela entraîne plusieurs conséquences regrettables :

1° Nécessité de toute une organisation de contrôle, non pas seulement aux frontières comme on pourrait le croire trop simplement mais, aussi, pour toutes les transactions commerciales effectuées en France avec l'étranger, d'où gaspillage de personnel et dépenses, tant à l'encontre des industriels et commerçants établis en France que de l'Etat ;

2° Un franc libre déprécié s'oppose aux sorties de capitaux mais il s'oppose tout aussi bien à leur entrée au taux officiel. Sauf nécessité, personne à l'étranger n'ira payer 3,60 ce qui n'en vaut que 1,50 ou moins. Par contre, cela favorise les manœuvres illégales du marché noir des changes lesquelles saignent l'économie au bénéfice de mercantis cosmopolites qui, naturellement, ne songent qu'à mettre en lieu sûr, c'est-à-dire hors de France, leurs bénéfices illicites ;

3° Dans un pays à monnaie instable, l'existence d'un cours officiel trop élevé pour la monnaie par rapport au cours libre a surtout pour effet — et celui-ci est désastreux — de conduire à la thésaurisation des biens réels et au stockage, donc à l'inflation, que tous les gouvernements dénoncent. Si on impose une monnaie à un cours artificiellement trop élevé sur le marché contrôlé par rapport au cours du marché libre, il en résulte que :

— Les paysans ne veulent plus vendre leurs produits agricoles aux cours officiels. Si les contrôles deviennent trop efficaces, ils préfèrent restreindre leur production ce qui tend précisément, pour un pays qui doit importer certains produits alimentaires dont il a besoin, à rendre encore plus déficitaire la balance des comptes, donc à déprécier encore davantage la monnaie nationale sur les marchés libres de l'extérieur ;

— Les industriels et les commerçants trouvent plus de sécurité à stocker qu'à vendre et à produire beaucoup ;

— Par extension de la loi de Gresham, la mauvaise monnaie chasse dans toutes sortes de cachettes les biens réels au moment même où la communauté en a le plus besoin ;

4° L'existence même de deux cours pour une monnaie, l'un contrôlé et l'autre libre, exerce une influence psychologique déprimante sur les détenteurs de la monnaie légalement acquise. Cela les incite à s'en défaire le plus tôt possible en faveur de quelque chose de moins surfait, d'où une pression constante sur le change que l'on se propose de défendre.

Un écart trop considérable entre le cours officiel d'une monnaie et son cours libre comporte des conséquences qui, pour ne pas être immédiates, compromettent l'avenir. Prenons le cas où l'Etat s'endette en dollars, ou équivalent, pour importer de l'étranger du charbon ou du blé. Admettons même que l'Etat repasse à prix coûtant, ce qui n'est pas le cas ni en France, ni en Angleterre, ce qu'il importe de l'étranger. Même dans ce cas il réalise encore une perte occulte qui, pour le futur, est lourde de conséquences.

Le charbon et le blé achetés en dollars étant revendus en francs officiels, on dira : que nous importe le cours des francs libres puisque, sur le marché intérieur, tout se traite en francs contrôlés ? Cette objection cesse de s'appliquer dès que, comme en France, le coût de la vie s'établit à mi-chemin entre la parité officielle du franc et sa valeur réelle sur le marché libre. Dans ce cas l'Etat s'efforce en vain de remplir le tonneau des Danaïdes. Il y verse sans discontinuer des dollars. Il ne recueille que des francs qui, évalués d'après leur pouvoir d'achat, sont loin d'être l'équivalent des \$ 10 payés par l'Etat aux Etats-Unis pour acquérir une tonne de charbon. Il en est de même des \$ 2,50 déboursés par boisseau de blé acheté en Amérique. Quand

l'Etat français achète \$ 10 de charbon aux Etats-Unis, il ne reçoit en France que l'équivalent en francs de \$ 6 à \$ 7. L'Etat se vole ainsi lui-même et, indirectement, vole les contribuables. En effet, plus tard, la nation est supposée rembourser sa dette en dollars. Elle ne pourra le faire que par l'exportation de marchandises. En admettant que celles-ci soient encore au niveau actuel atteint lors des achats de charbon et de blé, tout se passera comme si l'Etat reprenait à l'économie nationale des biens exportables sur la base de 300 francs par dollar. La nation, ainsi donc, subit une perte de 181 fr. par dollar emprunté à l'extérieur et prêté par elle au marché intérieur en contrepartie des marchandises importées. On objectera que, dans quelques années, quand l'Etat devra rembourser ses dettes extérieures, l'indice des prix sur le marché intérieur aura baissé et se trouvera ramené à ce qu'exigerait une parité de 119 francs par dollar. Est-ce impossible ? Non. Mais c'est extrêmement peu probable car plus l'Etat s'endette à l'extérieur pour acheter des marchandises qu'il revend à perte sur le marché intérieur, plus il enfle sa dette et plus les chances de redressement de la monnaie deviennent problématiques (1). Le coût de la vie tend à s'ajuster à la dépréciation de la valeur d'échange de la monnaie fiduciaire sur les marchés libres. Si, plus tard, on tentait de ramener le coût de la vie de l'indice 300 à l'indice 119, cela causerait une crise économique si sérieuse qu'on se hâterait bien vite de renoncer à l'expérience et que, une fois de plus, l'Etat finirait par consacrer l'état de fait créé par le niveau des prix à l'intérieur.

Sauf dans les périodes de panique aiguë où il est nécessaire de mettre des garde-fous pour que les gens n'aillent pas se jeter à l'eau dans la crainte de périls amplifiés par l'imagination, un contrôle des changes rigide apporte avec lui plus de maux réels que d'avantages.

1. Un autre exemple du gaspillage énorme cause par le maintien de la monnaie à un cours artificiel, double ou triple du cours réel pratiqué librement, est donné dans la *Cote Desfossez* du 12 décembre 1947 :

« Si une telle ventilation était possible, il serait extrêmement intéressant et instructif de déterminer la part qui, dans l'énorme masse d'or et de devises consommée par la France depuis 1944, a été dépensée simplement pour payer la réimportation de marchandises françaises vendues dans des pays étrangers. Ces réimportations sont forcément très onéreuses puisqu'elles ne peuvent guère être effectuées qu'à des prix de marché noir et moyennant rémunération d'un nombre souvent important d'intermédiaires. Pour racheter ainsi du tissu en Belgique, des pneus en Suisse, du beurre et du fromage en Angleterre, etc., les Français ont été contraints de dépenser, dans des conditions irrégulières et clandestines, des sommes considérables en moyens de change.

« En outre, ces réimportations sont toujours réglées immédiatement au comptant, tandis que les devises provenant de l'exportation de ces mêmes marchandises ne sont que tardivement récupérées, et encore d'une manière certainement très incomplète. En sorte que la France rachète à prix forts et en décaissant de l'or et des devises, des marchandises dont la contre-valeur d'exportation ne bénéficie nullement ou imparfaitement à l'économie française. C'est dire toute l'absurdité de la politique qui a été pratiquée en matière de commerce extérieur depuis la libération. N'eût-il pas été infiniment préférable d'approvisionner tout d'abord et très abondamment le marché intérieur — ce qui aurait empêché la hausse et même amené la baisse des prix — avant de songer à exporter des marchandises dans la vaine poursuite de devises qui ne rentrent pas ? »

Ces derniers sont en grande partie illusoires dès qu'on considère l'évolution probable des choses et non leur position statique.

Dans la *Gazette de Lausanne* du 17 juin 1947, on lisait ces lignes :

« Il n'y a pas pour la France un centime disponible actuellement dans les grandes banques américaines pour cette raison bien simple que les affaires françaises ne constituent pas des « risques sains. »

Le gouvernement français a heureusement eu la prudence de ne pas poser de questions directement aux banques américaines afin de ne pas se voir opposer une fin de non-recevoir pénible ; mais des sondages officieux ont eu lieu. Ils n'ont trouvé aucun écho favorable dans les milieux financiers privés de New-York :

« Plusieurs Français, de passage récent à New-York, y étaient arrivés avec l'illusion que les banques américaines seraient heureuses de leur ouvrir des crédits, et qu'il dépendait de l'emprunteur de fixer le taux d'intérêt qu'il était disposé à payer. La vérité nous oblige à dire que ces voyageurs sont repartis déçus, n'ayant trouvé aucun prêteur à quelque taux que ce fût. »

La *Gazette de Lausanne* semblait croire que le refus quasi-absolu des détenteurs de capitaux américains de venir les investir en France provient des prix élevés du marché intérieur français qui freinent le mouvement d'exportation amorcé en 1946. La vérité est beaucoup plus simple. Aucun capitaliste qui possède des capitaux libres ne se soucie d'aller les faire bloquer dans un pays qui, non seulement interdit qu'on les ressorte une fois qu'ils s'y sont fourvoyés, mais qui, bien mieux, soumet à une autorisation préalable le moindre transfert d'une valeur à une autre.

Le Syndic des Agents de Change de la Bourse de Paris aurait pu s'épargner le voyage de New-York s'il ne l'a entrepris que pour savoir si des banques américaines seraient disposées à s'intéresser aux grandes valeurs françaises. Comment peut-on supposer qu'un capitaliste américain serait assez dépourvu de tout bon sens pour aller acheter des valeurs industrielles portées à des cours exagérés et qu'il ne serait plus libre de revendre ensuite sans obtenir des autorisations qui exigent des mois, sans compter qu'il ne pourrait les acquérir régulièrement qu'avec des francs du clearing comptés à plus du double de leur valeur réelle.

Dans la course à la dépréciation d'une monnaie fiduciaire : deux stades distincts. Dans le premier, celui de l'inflation contrôlée, malgré un endettement croissant de la nation, les cours du change libre, les prix des marchandises et les salaires se maintiennent dans une proportionnalité suffisante. Durant cette période, la dépréciation de l'étalon monétaire demeure bien inférieure à ce que pourrait commander l'accroissement de la dette nationale. Au contraire, dans le second stade, les facteurs psychologiques prenant de plus en plus d'empire sur les esprits, les craintes du public arrivent même à dominer tellement la situation qu'il n'existe plus aucun rapport entre la dépréciation

de la monnaie fiduciaire et les facteurs fondamentaux qui justifieraient des cours moins dépréciés.

Concluons par cette pensée consolante : Le sort d'une monnaie est un épisode passager dans la vie d'une nation : ce qui demeure ce sont les charges permanentes dont son économie est grevée.

XVII

La loi de l'offre et de la demande

ECARLAT. — Les anciens économistes nous ont assez bourré le crâne avec leur soi-disant loi de l'offre et de la demande. S'il y a équilibre, c'est-à-dire égalité des quantités offertes et demandées, celui-ci subsisterait encore quel que soit le cours.

NÉON. — Vous répétez-là une ânerie qui n'est pas nouvelle. Elle revient à dire que lorsque les deux plateaux d'une balance s'équilibrent, la balance n'indique plus rien. Dans le cas de l'offre et de la demande, l'équilibre n'est réalisé qu'en fonction d'un certain cours. Si on tentait de fixer un autre cours, il arriverait qu'en hausse, des acheteurs ne seraient plus acheteurs et qu'en baisse, des vendeurs ne seraient plus vendeurs. L'équilibre serait rompu.

Supposons pour le blé un prix librement débattu de 1.200 fr. par quintal. Si le prix descendait à 1.180 francs, la demande augmenterait et l'offre diminuerait. Il n'y aurait plus équilibre et, comme c'est le cas pour un pendule, le prix tendrait à rebondir d'autant plus fortement qu'il se serait écarté davantage du prix normal, c'est-à-dire du prix auquel l'offre et la demande s'équilibrent.

ECARLAT. — Puisqu'il existe, dites-vous, un prix normal, ne serait-il pas plus simple, pour couper court à toute spéculation, qu'un comité d'experts, nommé par le gouvernement, détermine ce prix normal, une fois pour toute ?

NÉON. — Chaque nouvelle saison et même chaque journée qui s'écoule amène avec elle des probabilités différentes de récolte. On ne peut sans danger maintenir un prix immuable. On fausserait alors le mécanisme même sur lequel repose toute économie libérale.

ECARLAT. — J'accepte que chaque saison nos experts fixent un juste prix.

NÉON. — Ce serait parfaitement raisonnable si cela n'introduisait pas des éléments nouveaux dans la fixation des prix. Si nos experts fixent les prix simplement en se basant sur la loi de l'offre et de la demande, ils deviennent inutiles. Leur rôle ne peut se justifier que pour faire entrer en ligne de compte d'autres facteurs qui, eux, ne peuvent intervenir que pour fausser l'instrument même qu'ils ont à régulariser.

Le problème des prix du blé est l'un des plus simples qui existe puisque la consommation effective du blé dans un pays est à peu près constante d'une année à l'autre et indépendante des cycles économiques. Ce qui varie c'est seulement la production. De quoi dépend celle-ci ? Des caprices de la nature et de la volonté des cultivateurs de produire plus ou moins de blé suivant que cette culture leur paraît plus ou moins avantageuse. Or, que fait traditionnellement tout office gouvernemental chargé de fixer les prix du blé ? Quand la récolte est déficitaire, il prétend maintenir les prix à leurs niveaux antérieurs ce qui ne peut avoir qu'un effet : celui d'inciter les cultivateurs à porter leurs efforts sur d'autres productions et à conserver leur récolte de blé en aggravant ainsi la disette.

Si le prix du blé est maintenu bas malgré une mauvaise saison générale pour toutes les céréales, les fermiers vont vendre les céréales du secteur libre et ils utiliseront leur blé pour nourrir leur bétail ou leur volaille.

ECARLAT. — Aussi est-il nécessaire qu'un comité fixe le prix de toutes les céréales et en réglemente l'emploi.

NÉON. — En fixant les prix trop bas, le gouvernement réduit les quantités de céréales susceptibles de venir s'offrir sur le marché officiel. S'il persiste dans son erreur, il diminue, par voie de conséquence, les emblavures de la récolte suivante. Une intervention conduit à une autre, comme vient de le démontrer ce qui s'est passé depuis la guerre.

Cependant, n'exagérons rien. L'expression « loi de l'offre et de la demande » est une expression commode, simple, mais elle n'explique pas grand-chose. Ainsi que le fait la balance, dont nous nous servons pour comparer les poids d'objets différents, elle indique simplement de quel côté penche le plateau. Elle rend visibles les rapports qui existent, par exemple, entre les offres de blé, de Messieurs A et B, et les demandes de Messieurs X, Y et Z, qui désirent en acheter. Il n'y a rien là qui ressemble aux lois physiques, lesquelles expriment des rapports nécessaires et bien déterminés. Quand A offre 3 quintaux de blé à 1.100 francs et B 5 à 1.150, alors que X, Y et Z sont preneurs respectivement à 1.050, 1.080 et 1.090 francs ; que, finale-

ment, X désespérant d'obtenir les deux quintaux qui lui sont nécessaires élève sa limite à 1.100 francs, lequel prix devient le cours du marché résultant de ce que l'on appelle la loi de l'offre et de la demande, il n'y a rien là qui soit équivalent aux rapports nécessaires qui s'établissent, par exemple, entre la température, la pression et le volume d'un nombre déterminé de molécules d'un gaz quelconque.

Qu'est-ce qui détermine la valeur d'échange de l'or vis-à-vis des autres marchandises ou des biens que nous désirons échanger ? La loi de l'offre et de la demande. Mais celle-ci n'est pas la cause fondamentale. Ce sont les besoins qui provoquent les offres et les demandes qui sont à la base de tout. La loi de l'offre et de la demande ne fait que mesurer les poids qui sont dans un plateau et les objets qui sont dans l'autre.

Ce qui détermine la valeur relative des métaux précieux et des marchandises, ce sont les besoins que l'on a des uns et des autres et la facilité comparative de les obtenir. Plus nous avons besoin d'une marchandise, plus nous sommes disposés à dépenser un plus grand nombre d'heures de travail pour accroître notre stock. Il y a donc, pour chaque marchandise, une relation directe entre son abondance et les heures de travail nécessaires pour en obtenir une certaine quantité. Le rapport d'échange entre l'or et les marchandises est basé, si on considère un nombre d'années assez long, sur la facilité relative et le travail relatif pour obtenir, d'une part, de l'or et, de l'autre, des marchandises.

XVIII

Autarcie et Nationalisme

NÉON. — Du temps de Colbert on entretenait l'idée que ce que gagne une nation ne peut l'être qu'aux dépens de ses voisins.

« Il n'y a, disait Colbert, que 150 millions de livres d'argent qui coulent dans le public. On ne peut parvenir à les augmenter de 20, 30 ou 50 millions qu'en même temps qu'on ôte la même quantité aux Etats voisins, ce qui fait cette double élévation que l'on voit si sensiblement augmenter depuis plusieurs années : l'une en augmentant la puissance et la grandeur de Votre Majesté, l'autre, en abaissant celle de ses ennemis. »

« Il est clair, lisait-on dans un dictionnaire édité par Voltaire, qu'un pays ne peut gagner sans qu'un autre ne perde. »

Le mercantilisme reposait implicitement sur l'idée que la somme des biens matériels qui existent dans le monde est fixe. La multiplication rapide de ceux-ci au cours du XIX^e siècle et la prospérité de nations dont la balance du commerce extérieur était déficitaire ruinèrent les conceptions mercantiles du XVII^e siècle. Les deux guerres mondiales viennent de les remettre en honneur. C'est avec un soin jaloux que chaque nation scrute maintenant la balance de ses paiements, non seulement avec l'ensemble des pays étrangers mais également avec chaque groupe monétaire : bloc des monnaies fortes, bloc des monnaies faibles. Des pays comme la Suède voient leur situation antérieure, jugée forte, s'affaiblir avec une rapidité déconcertante. Aucune nation ne peut se permettre d'avoir trop longtemps une balance déficitaire des paiements avec l'étranger sans s'endetter dangereusement vis-à-vis de ses prêteurs de l'extérieur, c'est-à-dire s'appauvrir, si le déficit de sa balance n'est pas contre-balancé par un accroissement correspondant de ses actifs réels.

Entre les deux guerres mondiales, les arguments en faveur du nationalisme économique avaient déjà eu un regain de faveur sous la

plume de nombreux écrivains. On lisait dans *Le Capital* du 7 juillet 1932 :

« Les machines exportées, où vont-elles ? Dans des pays dont l'outillage était jusqu'à présent médiocre, primitif ou inexistant et qui, pour cette raison, devaient acheter un grand nombre de produits fabriqués. C'étaient les clients naturels des pays de grand outillage. Ceux-ci montent donc de leurs propres mains une concurrence qui les ruine.

« On pourrait formuler cette proposition : « *Toute machine à tisser exportée par Birmingham fait du chômage à Manchester.* » Au siècle dernier, les sans-travail brisaient les nouvelles inventions. Peut-être aujourd'hui, s'ils se rendaient compte de la situation générale, s'opposeraient-ils à l'embarquement des machines dans les ports. Car, le jour où toutes les parties de l'Europe, de l'Asie, de l'Afrique auraient assez d'usines pour se suffire à elles-mêmes, que deviendrait la population travailleuse des grands pays industriels ? »

Ce sont là les idées mêmes qui inspiraient la politique coloniale de tous les gouvernements européens jusqu'au début du XIX^e siècle. Idées périmées, aurait-on pu croire.

La thèse ultra-nationaliste et à courte vue de Jacques Bainville est facile à réfuter. Si un pays industrialisé, tel que l'Angleterre, avait refusé de vendre à l'Asie l'outillage nécessaire pour industrialiser les Indes, la Chine ou autres pays, l'Allemagne, la France et les Etats-Unis, entre autres, auraient profité de l'aubaine pour vendre l'outillage nécessaire aux peuples asiatiques. L'ultra-nationalisme économique et le malthusianisme économique sont des théories insoutenables et désuètes dans un monde de libre concurrence entre plusieurs nations industrialisées.

Il existe une différence essentielle entre prêter de l'argent à un taux d'intérêt très bas, sans espoir d'appréciation du capital, et sans même conserver le contrôle effectif des entreprises, comme l'a fait le gouvernement américain en faveur d'entreprises sidérurgiques au Brésil, et adopter la politique expansionniste suivie par la Grande-Bretagne au cours du XIX^e siècle en finançant la construction de chemins de fer et de services publics aux Etats-Unis et dans l'Amérique latine. Ce faisant, la Grande-Bretagne s'assurait des avantages divers décisifs, tels que : exportation de matériel, contrôle technique et financier des entreprises, influence politique et sociale. Tout cela formait corps et se soutenait mutuellement en aidant puissamment à l'enrichissement et à l'influence de l'Empire britannique.

Il ne faut pas laisser les capitaux s'expatrier, disent les nationalistes ; il faut les confisquer, reprennent communistes et socialistes. Qui ne voit que ces deux politiques, dirigées parallèlement, intensifient le mal en chassant partout la confiance. Chose illogique, on dénonce aussi bien l'importation de capitaux étrangers, sous forme de prêts à l'industrie ou de participation aux sociétés indigènes, que les exportations du capital indigène.

Une double obsession poursuit les pays appauvris. On craint que les étrangers n'y viennent emporter ce qui subsiste de la richesse nationale tandis qu'on réclame leur aide financière.

Partout, même politique inconséquente et à double face, d'aménités et de strangulation. Le 12 janvier 1946, M. Hilary Minc, Ministre de l'Industrie en Pologne, déclarait :

« Il n'est pas vrai que nous autres, Polonais, nous n'ayons pas besoin du capital étranger, mais nous voulons éviter de répéter l'expérience de nos affaires de distribution d'électricité d'avant-guerre, dont plus de 80 % du capital était possédé par des capitalistes étrangers. »

L'histoire nous apprend que les gouvernements extravagants dans leurs dépenses ne se réforment jamais d'eux-mêmes ; quand ils deviennent économes, c'est par nécessité, non par choix. L'opinion est généralement ingrate vis-à-vis des gouvernements soucieux des deniers publics. D'ailleurs, pourquoi des ministres seraient-ils économes de l'argent du peuple ? Est-ce que, tôt ou tard, quelques-uns de leurs successeurs ne s'en montreront pas d'autant plus prodiges ?

De nombreux Etats font encore figure d'honnêtes débiteurs ; ne vous figurez pas qu'ils le resteront toujours. Quel est donc l'Etat qui, à quelque période de son histoire, n'a pas renié sa signature ou fait de la fausse monnaie ?

Chose plus illogique encore. Il n'est pas rare que la même nation, parfois le même gouvernement, préconise à faible intervalle de temps les mesures les plus contradictoires. D'une main on invite le capital étranger à venir s'investir dans le pays, de l'autre on le ligote. On le cajole et on le menace. Un ministre lui promet certaines immunités, un autre, le lendemain, projette de le pénaliser par des taxes spéciales ou des blocages.

On dénonce les cartels et les trusts privés : les gouvernements les reconstituent sur de plus vastes dimensions. On se propose de renoncer au nationalisme économique : aussitôt les gouvernements renforcent leurs contrôles sur toutes les transactions, les échanges et les mouvements de capitaux entre nations.

L'histoire financière de nombreux Etats se résume en des cycles où, alternativement, l'Etat, après une période de facilité, en arrive à dilapider toutes ses ressources. Les gouvernements offrent des garanties à leurs créanciers, puis rognent ces garanties et les oublient. D'ailleurs, les gouvernements affirment d'autant plus solennellement leur volonté de protéger l'épargne, les entreprises nouvelles et le capital étranger qu'ils ont davantage spolié ceux qui leur ont fait confiance dans le passé. Comme des pécheurs repentis ils crient d'autant plus haut leurs vertus récentes que leurs fautes passées sont plus lourdes. Dans le cas des individus, c'est parfois remords véritable ou psychose de remords. Pour les gouvernements, c'est toujours par politique.

Tant que l'argent accourt du dehors on lui fait bonne figure, on lui offre les plus belles garanties imaginables mais, dès qu'il menace de retourner là d'où il venait, on l'accuse, on le menace, on rogne ses gages, on le retient de force. Les capitaux errants peuvent s'estimer

heureux quand cela ne se termine pas par une simple confiscation.

La deuxième guerre mondiale, et les événements qui l'ont précédée, peuvent servir à prouver deux thèses opposées. On peut montrer qu'un gouvernement a toute latitude pour violer les lois économiques les mieux établies, à condition d'isoler son peuple de tout contact extérieur et, peine de mort et camps de concentration aidant, décréter que ce qui est blanc est noir, rouge ou jaune, sans que personne ose le dénier. Par contre, la victoire des Alliés souligne le caractère aléatoire des succès obtenus par la violence.

Pour pallier leurs erreurs, des gouvernements vacillants cèdent souvent à la tentation de décréter des sanctions terribles contre ceux qui contreviennent à certains règlements économiques ou financiers. Inappliquées, de telles sanctions discréditent davantage les gouvernements qui les édictent. Appliquées, elles le rendent bien vite odieux.

Dès que l'autorité n'est plus crainte, les lois économiques reprennent le dessus, et même avec vengeance, à l'égard de ceux qui oublient qu'en économie et en finance il n'y a que deux politiques conséquentes : la contrainte renforcée par un système effectif de terrorisme, ou la confiance laquelle, pour être effective, doit être librement accordée.

C'est en vain que des gouvernements parlent sans cesse de justice, de liberté et de confiance si, en même temps, ils remplissent d'appréhensions — fondées ou non — l'esprit de leurs administrés.

Le libéralisme économique profite indirectement à tout le monde mais non de manière évidente. Personne ne le soutient donc avec ardeur. Le protectionnisme économique, au contraire, bénéficie à quelques-uns de façon immédiate et directe. Ceux-ci s'en font les champions que rien ne décourage.

Le libéralisme économique rapproche les peuples. Il crée entre eux des liens multiples d'intérêts et de bons procédés tout en tenant compte des intérêts réciproques des parties en cause. Il est ridicule de représenter le capital international comme poussant à la guerre ou comme instrument d'exploitation pour les pays qui y ont recours. La circulation internationale des capitaux n'est pas une cause supplémentaire d'appauvrissement pour les pays pauvres ni une cause d'inflation pour les pays riches. Ces reproches ne deviennent fondés que lorsque l'emprunteur gaspille le produit des emprunts au lieu d'en user avec sagesse et quand le prêteur fait preuve d'imprévoyance à l'égard de ceux qui sollicitent son intervention.

Le capital cherche la sécurité, la liberté et le profit. Il tend toujours à aller là où il trouve ces conditions réunies. Le mouvement normal des capitaux constitue donc indirectement une prime à la bonne et honnête gestion des Etats. Inversement, il pénalise les Etats dont la gestion est malsaine en les désertant. Les nationalistes prétendent que c'est immoral. Raisonnant en libéral et en économiste, j'affirme, au

contraire, que rien n'est plus normal et que ce sont les pays à économies avariées qui ont tort. Ils ont tort, doublement, car une longue expérience a démontré que les mesures arbitraires, les confiscations et les freezings, qui ne sont que des confiscations partielles, sapent sourdement, par ricochet, le crédit intérieur des Etats qui y ont recours. Le crédit repose sur la confiance du créancier envers son débiteur. Toute mesure arbitraire de celui-ci ne peut qu'atteindre le crédit de ce dernier. C'est ce que l'Angleterre et la France, et beaucoup d'autres pays aussi, avaient parfaitement compris autrefois et ce que la plupart des gouvernements méconnaissent maintenant.

Jadis, l'Angleterre était le pays le plus libéral. Par contre-coup, elle jouissait dans le monde du premier crédit. C'est le capital anglais qui a financé, ou aidé à financer, l'Amérique, l'Afrique et l'Asie. C'est lui qui a contribué largement à construire les chemins de fer des Etats-Unis, du Mexique, de l'Argentine et de bien d'autres pays. Est-ce que cela leur a été nuisible ? Ils ne s'en sont développés que plus vite. Est-ce que cela a constitué pour eux des charges écrasantes ou injustes ? Si l'intérêt contractuel a été, en bien des circonstances, supérieur à 5 %, les intérêts ou dividendes payés sur l'ensemble des capitaux prêtés par l'Angleterre ont été très notablement inférieurs à 4 % par an si, comme de juste, on tient compte des pertes essuyées sur les entreprises qui ont cessé de payer. Les pays qui ont reçu une aide financière des capitalistes anglais n'ont nullement eu à s'en plaindre et l'Angleterre elle-même en a bénéficié. Elle s'était constitué ainsi une réserve de capital étranger dont elle a largement usé à des moments critiques : de 1914 à 1917 et de 1939 à 1941.

Y a-t-il eu un revers à la médaille ? Parfois des capitalistes anglais ont perdu leur capital dans des entreprises mal conçues. Mais ils ont couru leur chance. En économie, la vertu c'est de voir juste et, ayant vu juste, d'agir en conséquence.

A peu près partout nous assistons à la recrudescence d'un nationalisme destructeur qui, sous prétexte de protéger, d'avantager la nation, l'anémie. Le nationalisme politique est parfois nécessaire aux heures de péril mais, à la longue, il dessèche les économies qui en sont victimes. Les armes qu'il forge se retournent contre ceux qui les emploient.

L'autarcie repose sur l'idée simpliste qu'il est plus avantageux d'acheter chez soi tout ce que l'on peut y produire au lieu d'aller le chercher chez le voisin. Au moyen âge le paysan faisait de l'autarcie individuelle faute de moyens de transports. Résultat : Sa condition était misérable. L'autarchie appliquée de nos jours à un individu ou à une famille conduirait celle-ci à trimer du matin au soir pour arriver tout juste à revivre l'existence des paysans de l'ancien régime.

Seuls, de grands Etats, comme les Etats-Unis ou la Russie, pourraient faire de l'autarchie sans trop de dommage parce que, vu

l'étendue de leur territoire, il s'y trouve, à peu d'exceptions près, tout ce dont ils peuvent avoir besoin. Aucune nation n'a intérêt à faire de l'autarcie. De deux choses l'une : Ou bien la situation économique de la nation est, sous tous les rapports, plus favorable que celle des autres nations. Alors pourquoi se protéger en élevant des barrières économique et financières quasi-infranchissables. Ou bien, et c'est le cas de toutes les nations, on peut produire certaines choses à meilleur compte que le voisin ce qui, en définitive, permet d'acquérir du voisin des articles que soi-même on n'est pas en état de fabriquer dans des conditions aussi avantageuses.

La Finlande ne produit pas de fonte, mais sa pâte à papier revient moins cher que celle que nous pourrions fabriquer. N'est-il pas tout indiqué d'échanger pâte à papier contre de la fonte, des vins, des parfums ou d'autres articles de luxe ?

DURAND. — Evidemment. La difficulté réelle ne commence que quand deux pays fabriquent des produits similaires ou que l'une des nations est en état d'infériorité sur toute la ligne.

NÉON. — Ce dernier cas est celui des économies appauvries par une guerre, des troubles sociaux, une direction fautive ou la paresse des habitants. Remettons à plus tard le cas des pays déséquilibrés de façon permanente. Pour eux, les remèdes doivent varier avec les conditions particulières auxquelles ils ont à faire face.

Dans le cas général de deux nations dans une situation normale, si leurs prix de revient diffèrent, il y a avantage évident à ce que le pays moins favorisé abandonne ses fabrications trop onéreuses, s'il ne peut y remédier, pour se concentrer sur d'autres manufactures où il jouit de certains avantages. Les produits agricoles, et surtout le blé, font exception à cette règle pour des raisons évidentes auxquelles la guerre et les blocus ont donné encore plus de force. Ouvrez n'importe quel manuel d'économie politique édité avant 1914 et vous y verrez démontré que si la France produit à meilleur compte son minerai de fer que l'Angleterre, et l'Angleterre extrait à moins de frais son charbon que la France, l'échange minerai de fer contre charbon est légitime et ne doit pas être contrarié.

DURAND. — Le désordre des monnaies crée des situations spéciales. La réglementation du travail et le coût de la vie interviennent aussi pour rendre douteux certains calculs qui ne sont exacts que dans des économies libres.

NÉON. — Voilà bien, en effet, là où est le mal. Chaque restriction nouvelle, chaque priorité, chaque interdiction d'importer ou d'exporter, chaque réglementation artificielle des changes, chaque interdiction de libre circulation des capitaux d'une nation à une autre, sont

autant de coups de pioche portés à l'édifice économique de la nation. Toute restriction nouvelle appelle d'autres restrictions. Après quoi on vient nous dire : « Vous le constatez, on ne peut pas revenir à la liberté des échanges ». Quand vous étranglez quelqu'un, est-ce qu'il peut revenir à la vie tant que vous ne desserrez pas votre étreinte ? Croyez-vous le ranimer en serrant davantage ? C'est pourtant là ce que voudraient les dirigistes.

Pour rester vraiment libéral un gouvernement ne doit pas se contenter d'entonner des hymnes à la liberté économique. Il doit surtout, de façon pratique, s'opposer à tous ceux qui tendent à paralyser ou à fausser l'économie en se réclamant de certaines libertés abusives : spéculation déréglée, accaparement, cartels, boycottage, affirmations mensongères, picketting obstructeur, grève des bras croisés, occupations d'usines, secours au chômage devenus des primes à ne rien faire...

DURAND. — Ce sont précisément ces abus que les Etats fascistes prétendaient supprimer...

NÉON. — ...en créant d'autres abus, encore plus dangereux, comme l'expérience l'a démontré. Il est d'ailleurs curieux — et désolant — de constater, comme l'a fait Jacques Bardoux à l'Assemblée Constituante, en France, le 9 avril 1945, que « ceux-là même qui ont résisté le plus énergiquement à l'agression des régimes hitlériens en ont, conciemment ou non, subi dans une certaine mesure l'intoxication ».

Comme l'a dit très justement René Pupin, dans *la Vie Financière* : « Gardons-nous d'imiter ce que nous avons condamné. » Et il rappelait à cette occasion les lignes suivantes qu'un industriel allemand, M. Bayer, écrivait en 1939 dans *l'Iron Age* :

« Si vous voulez entreprendre une affaire nouvelle en Allemagne, il y a cent chances pour une que cela vous soit impossible. En face d'un système de prohibition, les permissions ne sont accordées qu'à la condition que l'entreprise projetée soit « d'intérêt national » ou qu'un officiel du parti ait intérêt à la voir se créer. »

« Le népotisme du parti est général. Les membres influents du parti vivent dans une espèce de paradis peuplé d'autres partisans qui ont le mot de passe et forment avec eux la classe des profiteurs de l'hitlérisme. Des employés de bureaux, riches de leur seule influence politique, ont « pris » l'affaire de leur patron déposé avec l'aide financière du Front du Travail ou d'une banque affiliée. »

Il y a deux sortes de nationalisme économique comme il y a deux sortes de patriotisme. L'un est éclairé, l'autre étroit ; l'un s'inspire des véritables intérêts de la nation, l'autre s'efforce d'isoler celle-ci ; l'un consiste à vouloir le bien de son pays dans une atmosphère de compréhension mutuelle et de bonne entente avec les pays étrangers, l'autre sacrifie les intérêts réels de la nation et même sa sécurité en élevant tout autour de celle-ci des murailles de Chine qui ne protègent pas ceux qui les érigent mais, au contraire, les appauvrissent en restreignant les échanges avec l'étranger par des barrières douanières, par

des quota d'importation et d'exportation aussi bien sur les choses que sur les personnes et les capitaux.

En pratique, il existe très peu de pays où l'on pourrait appliquer intégralement le libre-échange. Quand il s'agit d'une économie primitive ou entièrement agricole, la porte laissée grande ouverte à tous les produits industriels du dehors ne lui laissera aucune chance de s'industrialiser. Si, au contraire, on se trouve en présence d'une économie déjà fortement industrialisée, son agriculture est destinée à périr sous la pression des importations des produits agricoles de nations encore peu industrialisées mais pratiquant en grand la culture des céréales ou l'élevage.

Les salaires des ouvriers d'usines s'établissent toujours, pour un même pays, au-dessus des salaires des ouvriers agricoles. Un pays dont l'industrie est prospère est donc toujours entraîné à payer davantage sa main-d'œuvre agricole qu'un pays moins évolué adonné à la culture des céréales ou à l'élevage. Il s'ensuit nécessairement que les prix de revient de ses produits agricoles sont plus élevés que ceux des pays qui viennent les concurrencer. En d'autres termes, il est très difficile de concevoir sur une longue période d'années un pays fortement industrialisé capable d'avoir une agriculture prospère si celle-ci n'est pas protégée d'une façon ou d'une autre.

Le seul cas qui nous reste à examiner maintenant est celui d'un pays fortement industrialisé qui renonce à tous droits d'importation. Ici nous devons abandonner les généralités car la puissance de concurrence d'une nation sur le marché international des produits industriels finis dépend non seulement du coût de sa main-d'œuvre, de ses ressources en matières premières, de la perfection de ses usines et de ses méthodes technologiques mais également de sa capacité de consommation. L'industrie automobile en est un exemple bien connu. Celle-ci ne peut prospérer que dans un pays où existe un large débouché intérieur, c'est-à-dire dans un pays suffisamment grand et par son étendue, et par le nombre de ses habitants. Le Luxembourg serait absolument incapable d'avoir une industrie automobile prospère, mais il peut néanmoins exporter des fontes et des aciers semi-ouvrés parce que dès qu'une usine productrice de fonte ou d'acier atteint une capacité de deux ou trois cent mille tonnes de fonte elle peut supporter la concurrence sur le marché mondial si sa situation géographique, le prix d'assemblage de son minerai de fer et du charbon et le coût de sa main-d'œuvre le lui permettent.

Supposons maintenant que le Luxembourg se dise, puisque j'ai la matière première : l'acier, et que j'ai la possibilité d'importer du charbon allemand bon marché, pourquoi ne pas essayer de produire autre chose que des lingots d'acier ou des rails ? Puisque j'ai besoin d'importer des machines pour mes usines métallurgiques, pourquoi

n'irais-je pas les produire moi-même ? La réponse est négative parce que, non protégées par des droits de douane, les fabrications mécaniques dans un pays à faible consommation intérieure sont plus onéreuses que chez d'autres pays exportateurs. Il faut donc protéger notre industrie mécanique naissante, pourraient répondre les industriels d'un petit pays, mais il n'est guère difficile d'apercevoir que ce serait une erreur car, ce faisant, le petit pays en question, que ce soit le Luxembourg ou un autre, grèverait le coût de ses usines futures d'industrie lourde, augmenterait le coût de sa main-d'œuvre par suite de l'attrait qu'exercerait sur celle-ci les salaires plus élevés offerts par les industries mécaniques.

Si, au lieu d'examiner le cas-limite d'un pays minuscule, nous considérons les cas beaucoup plus nombreux de contrées de moyenne importance, nous arrivons insensiblement à des situations où se contrebalancent à peu près également les avantages et les désavantages que l'on peut retirer de la protection ou du libre-échange et où, pour adopter une ligne de conduite judicieuse, il est nécessaire de tenir compte d'un nombre de facteurs trop divers pour permettre des généralisations.

XIX

Ne supprimons pas la concurrence : Elle engendre le progrès

NÉON. — De 1898 à 1914 nous vivions dans l'heureux équilibre que crée le libre jeu des forces économiques quand on laisse celles-ci s'exercer au sein d'institutions libérales appliquées libéralement.

ECARLAT. — Cela aboutit en fin de compte à des activités dérégées, à une concurrence effrénée, à la surproduction, à l'avilissement des prix, au chômage. Au lieu d'une économie anarchique, il nous faut une économie ordonnée, donc dirigée.

NÉON. — Les libres réactions d'une économie offrent une certaine similitude avec celles du monde physique. Depuis des milliards d'années chaque astre et chaque système solaire se meuvent dans l'espace uniquement en vertu de trois lois que leur impose la nature : impulsion originelle, inertie et gravitation. Cependant l'ensemble évolue dans un équilibre merveilleux parce que les forces de chaque système se contre-balancent, non par l'effet d'une volonté supérieure, mais en raison de leurs propriétés individuelles. Dans le domaine des réactions chimiques il en est de même. Chaque élément est doué de propriétés qui lui sont propres et qui sont indépendantes des propriétés des autres éléments. Loin que cela conduise au chaos, nous assistons encore là à un équilibre mobile. Pour le monde vivant, même tableau. La voracité de certaines espèces est suffisamment déjouée par l'ingéniosité ou la fécondité des espèces inoffensives. Là encore des centaines de mille d'êtres différents arrivent à vivre leur vie depuis des millions de siècles dans un équilibre relatif qui a été favorable au progrès puisque cela a conduit finalement à l'homme.

L'individualisme de chaque entité, qu'il s'agisse des astres, des

éléments chimiques, des protons ou des négatrons, des espèces animales ou végétales, semblerait postuler le chaos et l'anarchie dans l'univers. Loin de là, cela conduit à un ordre satisfaisant qui s'explique d'autant mieux que nous connaissons davantage les lois de la nature.

Pour l'économie libérale il en est de même. Les instincts égoïstes et les besoins de chaque individu s'équilibrent dans une mesure suffisante qui a conduit à produire l'homme moderne et les sociétés modernes. Pourquoi vouloir renoncer à un tel système, si profitable jusqu'ici, en déléguant à une autorité suprême des pouvoirs quasi-discretionnaires sur les activités économiques de chacun de nous ? Dans un but d'égale répartition des biens de ce monde en une égale misère ? Ce serait justement l'inverse du progrès.

L'équilibre naturel des forces économiques a été bouleversé, non parce qu'elles ont cessé d'agir comme elles en ont l'habitude, mais du fait qu'on leur a fait violence, que les nations belligérantes les ont, pour ainsi dire, mises hors la loi. Au principe du libre jeu de l'action et de la réaction on a substitué, et l'on continue à substituer, l'arbitraire politique.

On a circonscrit si étroitement les activités individuelles que les libres initiatives sont paralysées et n'ont plus d'échappatoire que dans l'illégalité. De bienfaisantes elles sont devenues malfaisantes. Mais, à qui la faute ? Uniquement au pouvoir politique. Il faut donc restreindre ses interventions et non les multiplier.

L'humanité a survécu à toutes les épreuves que lui imposaient temporairement les rêves déréglés de certains leaders ou l'imbécillité des foules. Pourquoi en a-t-il toujours été ainsi et pourquoi avons-nous le droit d'espérer qu'il continuera encore d'en être ainsi ? Pour une raison très simple : la concurrence vitale. C'est elle qui assure au monde vivant la survivance des mieux doués et, par conséquent, qui lui confère une certaine stabilité dans le progrès.

« Le travail est le grand remède à toutes les maladies et les misères qui assaillent le genre humain. » Le vieux proverbe : « l'oisiveté est la mère de tous les vices », est toujours valable. Le travail, voilà la religion qu'il faut mettre au cœur de chacun en la renforçant par le mépris insultant pour le bon à rien, pour le fainéant. Ce n'est pas toujours équitable, mais c'est ainsi que l'on maintient le moral d'une nation... ou qu'on le recrée quand des malfaiteurs publics l'ont saboté.

Durant les premières années de la Révolution russe, on mettait à l'écart les compétences. Une instruction supérieure, pour qui ne faisait pas partie d'un petit cercle de fidèles, était considérée comme suspecte et dangereuse. On se proposait de n'établir aucune différence entre l'ingénieur et le manœuvre, entre le général et l'homme de troupe. Sous la pression des événements tout cela a heureusement changé,

car sans cela la Russie n'aurait pas survécu à l'agression allemande.

Un article de N. Rytikof, publié dans le Bulletin d'Information de l'Ambassade russe à Washington (août 1945), est concluant à cet égard :

« Conformément au système de travail aux pièces progressif, écrit M. Rytikof, quand l'ouvrier dépasse son quota de production d'au moins 10 %, il obtient un bonus pour toutes les quantités produites au-dessus de la normale. Dans la fabrication des machines ce bonus est de 30 %. Dans certaines branches de l'industrie cela peut atteindre 150 à 200 %. Les ingénieurs et techniciens reçoivent un salaire fixe selon leurs fonctions et en outre des bonus s'ils atteignent ou dépassent les plans prévus. »

C'est avec juste raison que les Soviets ont inscrit dans la Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) deux articles que nous devons méditer parce qu'ils représentent une affirmation de principe salubre digne de servir ailleurs à l'élaboration d'une charte du travail :

Article 12. — Dans l'U.R.S.S., le travail constitue un devoir et une question d'honneur de tout citoyen valide conformément au principe : « Celui qui ne travaille pas ne doit pas manger ». Le principe appliqué dans l'U.R.S.S. est le principe socialiste : « De chacun suivant sa capacité, à chacun suivant son travail ».

Article 118. — Les citoyens de l'U.R.S.S. ont le droit au travail, c'est-à-dire ils ont le droit d'être employés et payés pour leur travail d'après la quantité et la qualité de celui-ci.

La Révolution russe, qui semblait devoir tout détruire, remet donc en honneur des principes que nos sociétés démagogo-socialo-bourgeoises s'efforcent de renier.

La survivance des mieux adaptés à la lutte pour la vie, voilà ce qui assure la stabilité des institutions humaines, quoique souvent c'est ce qui semble au contraire devoir anéantir celles-ci. Les révolutions sociales ou autres sont infiniment désagréables pour ceux qui en sont les victimes mais, vues avec le recul du temps, tôt ou tard, une révolution doit sacrifier une partie de ses principes à la nécessité de survivre et, ainsi, les révolutions deviennent des instruments de progrès. La concurrence, la lutte, voilà ce qui, en définitive, assure la stabilité de l'humanité et le progrès en éliminant ceux qui, commettant des erreurs, ne savent pas s'en corriger à temps.

La doctrine du laisser-faire en économie est fondamentalement juste à condition que ce laisser-faire soit réel et ne devienne pas, comme c'est le cas actuellement, une doctrine théorique à laquelle on rend encore hommage dans les discours mais qu'on ne pratique plus.

Il faut rétablir partout dans le monde la concurrence, la compétition. Il faut protéger celle-ci aussi bien contre les ingérences des gouvernements que contre celle des trusts, des cartels, des syndicats. Libre concurrence afin d'assurer le succès du meilleur produit, de la machine au plus gros rendement, du bon travailleur, de l'industriel progressif, du commerçant actif et intelligent. Oui. Mais, attention. Ceci ne signifie pas laisser-faire total. C'est un laisser-faire policé, libéral, individualiste mais non coercitif qu'il s'agit de réinstaurer. Pour

assurer le succès du libéralisme il faut défendre l'individu et les droits individuels contre les empiétements des groupes, des trusts, des oligarchies, des bureaucraties et de l'Etat lui-même. Le capitalisme est rongé par un cancer parce que, d'individualiste il est devenu monopoliste. Au lieu d'un libéralisme éclairé, nous avons laissé s'installer et se perpétuer des abus qui se couvrent du manteau de la liberté des transactions pour procéder à des ententes où l'on étouffe les producteurs indépendants. La liberté est ainsi monopolisée, non en faveur de tous, mais de quelques-uns.

Sans doute une concurrence désordonnée est temporairement destructrice, mais c'est encore préférable aux abus résultant de sa suppression parce que ceux-ci tendent alors à se perpétuer, tandis qu'une concurrence acharnée oblige les mieux adaptés à perfectionner leurs méthodes de fabrication.

Les avantages qui résultent de tout système où les hommes conservent une liberté relative de bien faire comme de mal faire peuvent paraître, aux yeux de certains totalitaires de droite ou de gauche, comme inférieurs à ce que pourrait donner un système où toutes les directions proviennent d'une autorité suprême généralement, reconnaissons-le, plus intelligente et plus instruite que la moyenne des hommes. L'expérience démontre cependant qu'un système de libre initiative, maintenue dans certaines limites, est encore préférable à tout autre système rigide. Le jeu des libres initiatives maintient une saine concurrence laquelle, après des périodes parfois anarchiques, finit toujours par donner raison à ceux qui combinent travail, ténacité, efficacité, intelligence et progrès. N'est-ce pas cela même que nous voulons ?

ECARLAT. — Les médecins d'autrefois, eux aussi, quand ils étaient prudents, s'en rapportaient à la nature du soin de guérir leurs malades. Le libéralisme économique est basé sur le même principe. On laisse le mal s'aggraver jusqu'au moment où, de son excès, doit naître parfois la réaction salutaire.

NÉON. — Evidemment, le libéralisme économique n'est pas parfait. Toute la question est de savoir si ses inconvénients sont plus grands ou moindres que ceux du dirigisme qui, en prétendant réglementer les activités principales de la nation, finit par paralyser celles du secteur libre. Le dirigisme conduit fatalement le gouvernement à réglementer toutes les activités commerciales et industrielles de la nation en plaçant partout des barrières qu'il ouvre ou ferme suivant ce qui lui paraît nécessaire. Ici il suture de la richesse, là il en déverse, cherchant partout à régulariser le flot mais, à chaque intervention, une partie du limon fertile se perd pour entretenir des activités parasitiques.

Dans l'économie moderne tout se réduit en salaires

NÉON. — Les prix de revient de tout ce que nous achetons sont fonction des salaires payés aux ouvriers, aux employés...

ECARLAT. — ...et aux directeurs, et aux banquiers et aux capitalistes qui nous prêtent « leurs » capitaux...

NÉON. — Dans une économie stable, plus de 90 % des dépenses des particuliers, des sociétés ou de l'Etat peuvent, en dernière analyse, s'exprimer par des salaires, des appointements ou des gratifications. Une telle assertion paraît contredite à première vue par les chiffres que l'on cite d'ordinaire. Veuillez noter toutefois que lorsque chez l'épicier votre femme se procure des pâtes alimentaires, quand votre bonne achète au marché des pommes de terre, des légumes ou des fruits, quand votre boulanger vous envoie la note mensuelle du pain que vous avez consommé, environ 90 % de tout cela représente des salaires. Je dis bien, des salaires.

ECARLAT. — Sans doute. Mais quand je paie mon loyer, c'est le propriétaire qui l'empoche, quand je paie mes impôts, c'est l'Etat. Aux Etats-Unis, dans l'industrie automobile, les salaires ne représentent que 28 % du chiffre d'affaires ; dans l'industrie de la construction, 30 % ; dans l'industrie chimique, 37 % ; dans la droguerie, 17 % ; dans les constructions électriques ou celles du matériel de chemin de fer, 42 % ; dans la fourniture du courant électrique, 35 % ; dans l'industrie des chemins de fer, 40 % ; dans les magasins à prix unique, 17 % ; dans le textile, 35 %. Les mineurs ne reçoivent que 50 % du prix de vente du charbon qu'ils extraient. Quant à certaines industries, telles que le raffinage du sucre ou savonnerie, la part de la main-d'œuvre n'est guère que de 6 % du prix de vente.

NÉON. — Cela ne contredit en rien ma proposition, à savoir que dans une économie fermée et stable, 90 % du revenu national provient de la rémunération d'un travail ou d'un service sous une forme ou sous une autre. Quand un grand magasin de New-York vend cent dollars de marchandises au public, celles-ci ne lui ont coûté que soixante-cinq dollars en moyenne. Cependant, pour les vendre, le grand magasin a dû dépenser \$ 20 en appointements du personnel, \$ 10 en frais généraux, impôts compris. Il lui reste donc \$ 5 sur les \$ 100 encaissés. En apparence, les salaires ne figurent que pour 20 % dans le chiffre d'affaires. En réalité, ils y entrent pour beaucoup plus que cela. De quoi se composent les 10 % de frais généraux ? De trop de choses pour qu'il soit possible de les énumérer toutes. On trouve notamment téléphone, éclairage, chauffage et impôts. Toutes ces dépenses ? Encore des salaires.

Quand le grand magasin paie les notes de téléphone, les salaires payés par l'American Telephone constituent 60 % des dépenses de celle-ci, les impôts, 12 %, etc. Pour les dépenses d'éclairage, voici les comptes de « The Detroit Edison Co ». En 1944, cette Compagnie, prise comme exemple, a dépensé pour \$ 100 de recettes brutes 22,5 % en salaires, 25,5 % en impôts, 22 % en travaux d'entretien et amortissements, 13,5 % en combustible et 16,5 % en paiements d'intérêts et dividendes. Comme vous le voyez, nous tournons en rond.

ECARLAT. — Votre Compagnie d'électricité a prélevé 16,5 % en faveur des capitalistes qui l'ont financée. C'est exorbitant.

NÉON. — J'ai choisi à dessein le cas de la « Detroit Edison Co » dont les comptes sont établis d'une façon très compréhensible parce que la Compagnie exploite uniquement une région bien déterminée sans avoir recours à de multiples subsidiaires. La « Detroit Edison Co » a dépensé, après amortissements, environ \$ 285.000.000 pour ses usines et réseaux de distribution qui desservent un territoire habité par 2.800.000 personnes. En 1944, elle a réalisé une recette brute de \$ 76.000.000 et un bénéfice net de \$ 12.600.000. Que signifie ce bénéfice par rapport au capital investi par la Société pour ses usines et réseaux ? Tout juste 4,4 %. \$ 12.600.000 ont tout de même été dans la poche des obligataires et des actionnaires de la Société, direz-vous. Qu'en ont-ils fait ? Ils s'en sont servis eux-mêmes pour acheter du travail sous la forme de nourriture, de vêtements, de chauffage, d'éclairage. Encore une fois nous revenons au point de départ. Tout à l'heure vous citiez les impôts — que d'ailleurs, tant qu'ils le peuvent, les démagogues se hâtent toujours d'augmenter. A part le service de la Dette publique laquelle, suivant les Etats, exige de 3 % à 30 % des recettes budgétaires, toutes les autres dépenses de l'Etat, y compris les dépenses d'aimement, de chauffage

et d'éclairage, lesquelles se réduisent elles-mêmes en salaires, représentent les appointements des fonctionnaires de l'Etat, à titre civil ou militaire, peu importe. Et alors nous retombons, une fois de plus, dans le même cycle : charbon, nourriture, vêtements, donc salaires.

ECARLAT. — Votre circuit semble se fermer mais, à chaque anneau de la chaîne sans fin que vous déroulez ainsi, il y a une petite fuite en faveur des industriels et des trusts qui interviennent dans l'engrenage.

NÉON. — Examinons donc le cas d'un trust tel que la « U.S. Steel Corporation ». En 1937, année normale, ses ventes ont atteint un milliard de dollars. Là-dessus salaires et appointements ont absorbé 44 %, les impôts 8 %, les amortissements 6 %, les achats de fournitures diverses et de services tels que transports, papier, bois, etc., 32 %. Il est donc resté disponible pour les intérêts et dividendes 10 % du chiffre d'affaires. C'est beaucoup, dira-t-on ? Pour reconstituer toutes les installations du « Steel Trust », exploitations minières comprises, on peut estimer d'une façon très conservatrice qu'il faudrait dépenser près de \$ 80 Roosevelt par tonne de fonte. Pour une capacité de vingt millions de tonnes courtes, cela représente une valeur d'environ un milliard six cents millions de dollars à laquelle il faut ajouter un fonds de roulement net de 200 millions. Le rendement du capital ressort ainsi à 5 $\frac{1}{2}$ % du capital pour une année moyennement prospère. C'est plutôt insuffisant. Contrairement à une opinion souvent exprimée, ce n'est pas nécessairement aux dépens de leurs conditions de travail que les ouvriers conservent leur emploi dans les périodes de crise, comme le démontrent les chiffres suivants empruntés à la « U.S. Steel Corporation ». La part des salaires dans le chiffre des ventes qui s'établissait à environ 30 % de 1902 à 1906, a progressé continuellement pour atteindre environ 45 % dans la période de dépression 1930-1939, c'est-à-dire sensiblement plus qu'en 1928 et 1929. En prenant pour base 100 la moyenne des salaires horaires payés en 1929 par la « U.S. Steel Corporation », ceux-ci atteignirent un minimum de 80 % pendant quelques mois de 1933 mais il se relevèrent très vite. Dès 1934, malgré la crise, ils devinrent supérieurs de 5 % à ceux de la période de prospérité, en 1929. De 1937 au début de 1940, de nouvelles augmentations portèrent les salaires horaires à un chiffre de 30 % supérieur à celui de 1929.

Prenons un autre trust tel que l'« International Harvester ». C'est le plus puissant producteur mondial de machines agricoles. En pourcentage du chiffre des ventes, les salaires des ouvriers et employés ont absorbé 35 %, ceux des directeurs 0,2 %. Les matériaux achetés au dehors 56 %, les impôts 5 %, les dividendes 2,8 % auxquels s'ajoute 1 % réinvesti dans la Société. Peut-on prétendre qu'un béné-

fice de 3,8 % du chiffre d'affaires, pour une entreprise qui produit elle-même une grande partie des matériaux mis en œuvre, soit exagéré ?

Autre exemple, celui d'un producteur d'appareils domestiques de réfrigération qui a fabriqué du matériel de guerre. Il s'agit ici uniquement d'une affaire d'usinage, la Société ne produisant pas elle-même ses matières premières. Pour l'année 1944, avec un chiffre d'affaires de \$ 301.594.000, pour chaque \$ 100 encaissés, la Compagnie a dépensé :

Achat des matériaux nécessaires y compris charbon, électricité	\$ 43,82
Salaires des employés et ouvriers recevant moins de \$ 5000 par an	\$ 44,26
Salaires des employés et directeurs recevant plus de \$ 5000 par an	\$ 2,41
Impôts	\$ 3,42
Frais de vente et amortissements	\$ 3,25
Réparti aux actionnaires	\$ 2,83

Sur les \$ 43,82 dépensés en achats de matériaux les trois quarts représentaient de la main-d'œuvre et des salaires, comme aussi les \$ 3,42 d'impôts, comme également une partie des frais de vente et même des amortissements (lesquels correspondent en réalité à des travaux effectués dans le passé et payés à des ouvriers et employés).

En 1890, aux Etats-Unis, un mineur produisait par journée de travail 2 tonnes 56 de charbon bitumineux et 579 tonnes par année. A cette époque, environ 5 % seulement du charbon était abattu à la machine. Cependant le prix de vente à la mine n'atteignait que \$ 1 par tonne (de 2000 livres anglaises). En 1910, grâce aux progrès de l'abatage à la machine qui porte alors sur 42 % de la production contre 5 % en 1890, la production par mineur atteint 3,46 tonnes par jour et 751 tonnes par an, avec un prix de revient sur le carreau de \$ 1,12 par tonne. En 1936, le charbon abattu à la machine représentait 79 % de la production totale. La production par ouvrier et par jour 4,62 tonnes et par an 920 tonnes. Valeur de la tonne de charbon à la mine \$ 1,76. Durant toute cette période, les bénéfices des compagnies minières n'ont pas augmenté — ils étaient même en forte diminution en 1936. Si le prix du charbon est passé de \$ 1,12 à \$ 1,76 de 1910 à 1936, bien que la production par ouvrier et par jour ait considérablement augmenté, c'est que l'augmentation du prix de vente n'a représenté en réalité que l'augmentation des salaires pendant cette période.

L'ajustement des salaires au coût de la vie est beaucoup plus étroit qu'on ne se plaît à le dire et ce n'est d'ailleurs que justice. Prenons les Etats-Unis où, depuis 1920, se sont produites des fluc-

tuations considérables dans la situation économique. En 1920, année de grande prospérité, du moins au début, l'index des salaires (sur la base de 1923-1925 = 100), est de 109,4, l'index du coût de la vie 116,2, l'index des salaires hebdomadaires ajusté au coût de la vie 94,1. En 1921, année de dépression, ces trois index tombent respectivement à 92,2, 103,6 et 89 %. En 1928, année très prospère, ils se relèvent respectivement à 103,8, 99,5 et 104,3. En 1933, maximum de la dépression, ils retombent à 68,3, 75,8 et 90. En 1937, qui marque une reprise modérée de l'activité, ils atteignent 96,4, 84,3 et 114,4. Durant cette période comportant deux années exceptionnellement bonnes et deux années de crise intense, l'indice réel des salaires ajusté au coût de la vie s'est amélioré en fin de compte de 94,1 à 114,4 sans être jamais descendu au-dessous de 89 %. Est-ce que cela ne représente pas un progrès constant en faveur de l'ouvrier d'autant plus appréciable si l'on tient compte que, durant la même période, il y a eu également diminution des heures de travail et amélioration des conditions générales de la vie aux Etats-Unis ?

XXI

La loi d'airain et l'ajustement des salaires au coût de la vie

ECARLAT. — Comme Lassalle l'a démontré, le patronat s'est toujours efforcé de maintenir les salaires ouvriers au plus bas niveau possible de subsistance.

NÉON. — On l'a fait observer bien des fois. La loi d'airain de Lassalle n'est pas exacte. L'exemple des salaires payés aux États-Unis le démontre. La loi d'airain ne devient applicable à la généralité des cas que si on prend soin de relier les salaires, non seulement au coût de l'existence, mais aussi aux trois phases essentielles de tout cycle économique complet. On peut alors formuler une loi générale sous la forme suivante :

Sous un régime de libre concurrence, salaires, coût de la vie et chômage sont liés entre eux par une relation qui varie en fonction de la période du cycle économique dans laquelle on se trouve.

1° Quand il y a surabondance à la fois de main-d'œuvre et de capacité productrice des usines, les salaires et les bénéfices du capital tendent vers des minima au-dessous desquels on ne peut pas descendre sans causer l'arrêt de la vie économique de la nation. Dans le cas des salaires, ces minima sont déterminés par le niveau le plus bas nécessaire pour permettre à l'ouvrier célibataire de subsister.

2° Quand offre et demande de main-d'œuvre s'équilibrent sensiblement, les salaires des ouvriers tendent à s'établir à un niveau qui correspond au niveau le plus bas nécessaire pour permettre à une famille de subsister.

3° Quand il y a manque de main-d'œuvre, les salaires des ouvriers tendent à s'adapter à des niveaux de plus en plus élevés dans

la mesure où peuvent se maintenir ou s'accroître les bénéfices du capital.

Veillez noter que ces trois aspects de la relation des salaires, du coût de l'existence et de la productivité industrielle correspondent aux trois cycles normaux de toute économie libérale, à savoir :

1° Période de crise aiguë et de chute des prix qui se poursuit après tout cycle prolongé de prospérité entraînant une liquidation brutale des hauts salaires et des entreprises peu solides.

2° Période de stabilisation et de récupération progressive pendant laquelle les industriels luttent farouchement contre toute augmentation de salaire parce que leur marge bénéficiaire est encore trop faible par suite de la période de crise précédente.

3° Période de boom pendant laquelle il y a peu de résistance aux demandes d'augmentations de salaires parce que les bénéfices du patronat sont tellement substantiels que celui-ci préfère y laisser participer les ouvriers par des augmentations de salaires plutôt que de courir les risques de chômages, de manque à gagner et même de pertes qui s'ensuivraient en cas de fermeture des usines.

ECARLAT. — Cet énoncé semble répondre à toutes les objections que l'on a faites jusqu'ici à la loi d'airain. Il explique parfaitement pourquoi les salaires, sans être liés nécessairement au niveau le plus bas du coût de l'existence, tendent cependant à y retomber dès qu'il y a un excédent de main-d'œuvre. Seulement en corrigeant ainsi la loi d'airain vous ne faites que confirmer le point de vue socialiste : à savoir que dans une économie capitaliste l'ouvrier est traité comme une marchandise et sans plus d'égards. Comment obtenir le plus de services possibles, au prix le plus bas, afin de faire le maximum de bénéfices, voilà toute la pensée de l'entrepreneur en régime capitaliste. Est-ce humain de rémunérer le travail de l'ouvrier non d'après les besoins d'une existence décente, mais seulement suivant l'arithmétique impitoyable des marges bénéficiaires. Voilà ce que nous dénonçons. Voilà pourquoi le système de libre entreprise, malgré sa logique apparente et son automatisme, doit être remplacé par un système humain où les besoins de l'ouvrier tiennent la première place.

Nous ne voulons plus que les salaires de l'ouvrier servent de pare-choc, de coussin-amortisseur, aux dérèglements et aux extravagances des entrepreneurs et de votre économie dite libérale. Nous voulons, au contraire, que les salaires s'ajustent aux nécessités d'assurer aux travailleurs les plus modestes un « standard of living » qui s'accroisse parallèlement aux progrès de la technologie au lieu de rester constamment en retard.

Cet automatisme de fonctionnement des lois économiques que l'on nous a tant vanté au point que quelques doctes professeurs les

assimilaient aux lois de la nature, cet automatisme inhumain n'existe que parce que pendant longtemps on n'a eu en vue que la morale du profit de l'entrepreneur.

Si une adaptation est nécessaire pour réparer les erreurs de jugement de Messieurs les Industriels n'est-il pas équitable que ce soit en ajustant les heures de travail à la demande de ce que peut absorber la consommation plutôt qu'en essayant d'adapter les salaires aux prix que peuvent payer les consommateurs pour les objets fabriqués.

Quand prend fin le boom que les industriels eux-mêmes ont créé en procédant à la construction de nouvelles usines lesquelles, une fois terminées, sont la cause d'une nouvelle crise, quel remède nous offre-t-on ? De fermer les usines en surnombre. Ceci est injuste. Ceci c'est une expérience dont les peuples ne veulent plus. Ceci est condamné à disparaître.

NÉON. — Depuis le milieu du siècle dernier, la situation de l'ouvrier s'est beaucoup améliorée. Au point de vue économique, à quoi est-ce dû ? Est-ce aux augmentations successives de salaires qui se sont produites successivement depuis 1850 ? En aucune façon. L'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière depuis un siècle provient uniquement des progrès techniques réalisés. C'est parce qu'à travail égal correspond maintenant une production fortement accrue que le pouvoir d'achat de la classe ouvrière, exprimé en quantités de marchandises, s'est considérablement accru. Sans progrès scientifique et technologique, tous les gouvernements de la terre auraient été impuissants à accroître le bien-être du prolétariat si ce n'est en supprimant l'excès de bien-être des riches, ce qui aurait eu tout juste l'effet de quelques gouttes de vin répandues dans une cuve remplie d'eau.

Si, aux Etats-Unis, on prend pour base des salaires et des prix des marchandises la moyenne des salaires et des prix durant la période 1910-1914, représentée par 100, chiffre de base, on constate qu'en 1840 les salaires n'atteignaient que 34 % de ce qu'ils sont devenus en 1910-1914. A la même époque, le cours moyen des marchandises (prix de gros) était à 95 % de la parité. Le pouvoir d'achat des gages reçus par l'ouvrier en 1840 n'était ainsi que 36 % de ce qu'il est devenu durant la période 1910-1914 (1).

ECARLAT. — Les « index numbers » et les pourcentages, je m'en défie !

NÉON. — En effet, on en abuse trop souvent. Rien ne se prête davantage à des manipulations trompeuses. Cependant les chiffres que je vous ai indiqués sont honnêtes. Voici d'ailleurs des chiffres spécifiques relatifs à l'Angleterre. En l'année 1603 le salaire journalier

moyen des ouvriers du bâtiment y était de 14 pence, lesquels 14 pence leur permettaient d'acheter 19 livres de blé. En 1696, leur salaire était passé à 31 pence qui permettaient d'acheter 39 livres de blé. En 1801, un salaire de 48 pence correspondait à seulement 20 livres de blé par suite des guerres napoléoniennes.

En 1835, salaire	60 pence	équivalent à	42 livres de blé.
— 1855, —	60 —	—	44 — —
— 1865, —	75 —	—	59 — —
— 1870, —	80 —	—	63 — —
— 1875, —	90 —	—	71 — —
— 1913, —	114 —	—	121 — —

Aux Etats-Unis, les salaires moyens annuels ont atteint :

\$ 486	en 1890
\$ 503	— 1900
\$ 627	— 1910
\$ 673	— 1914
\$ 1459	— 1920

Quant aux salaires horaires moyens, leur amélioration a été encore beaucoup plus rapide par suite de la diminution des heures de travail qui, en 1890, étaient d'environ 58 heures par semaine pour tomber progressivement à 50 heures en 1920.

En 1890, le salaire horaire moyen était de 21 cents par heure, en 1914 de 31 cents, en 1920 de 70 cents, en 1933 de 45 cents, en 1939 de 63 cents et en 1943 de 96 cents.

Le coût de la vie a été bien loin de s'élever dans les mêmes proportions puisque de	104 cents en 1890
il en atteignait :	106 — 1900
—	139 — 1914
—	286 — 1920
—	185 — 1933
—	200 — 1939
et	254 — 1944

(décembre)

ECARLAT. — Puisque tout ce qui se produit équivaut à un certain travail, cela peut s'exprimer aussi en journées de travail. La journée de travail, voilà la véritable base d'échange socialiste. A la différence de l'heure de travail, prise comme étalon, elle permet de différencier le travail de l'employé de chemin de fer qui, sans effort, peut rester neuf heures par jour à son poste, du travail du mineur pour lequel cinq à six heures passées au fond doivent constituer un maximum.

NÉON. — Votre distinction entre la journée de travail et l'heure de travail pourrait être retenue comme première base d'appréciation de tout système socialiste tendant à substituer aux monnaies actuelles une monnaie travail. Mais cette concession ne résout pas toutes les difficultés. Cela ne tient compte que de l'intensité du travail physique, non de sa qualité.

Alors qu'un manoeuvre est satisfait s'il obtient cinq à six francs-or pour sa journée de travail, un mécanicien, un peintre-décorateur, un conducteur de camion, un contremaître ou un ingénieur évaluent leur journée de travail à des chiffres bien supérieurs suivant que l'on a un besoin plus ou moins grand de leurs services. Il y aurait donc la journée de travail du manoeuvre, du cultivateur, du mécanicien qui, chacune, aurait une valeur d'échange différente. La monnaie obvie à cet inconvénient et ceci est tellement élémentaire qu'il n'y a pas lieu d'insister.

ECARLAT. — Sans doute. Mais la monnaie, en s'accumulant en certaines mains, est à l'origine du système capitaliste.

NÉON. — Vous voudriez donc que le manoeuvre, le cultivateur ou le mécanicien, qui n'ont pas pu utiliser aujourd'hui le fruit de leur travail, perdent tout droit à celui-ci sous prétexte qu'en se réservant d'en faire usage demain ils constituent un capital. C'est tout simplement absurde. Rien ne serait davantage de nature à décourager tout travail au delà de ce qui est nécessaire pour pourvoir à nos besoins quotidiens. Dans les sociétés humaines, il n'y aurait plus que des cigales et pas de fourmis.

ECARLAT. — Le système capitaliste a abaissé le coût de production à l'usine mais il se montre dispendieux par des frais généraux et des frais de distribution excessifs. Résultat : Ce qui coûte 30 francs à produire est vendu 100 francs au public.

NÉON. — Est-ce bien le système capitaliste qui est responsable du coût excessivement élevé de la distribution des objets manufacturés entre les mains du public ? Les véritables responsables sont notre organisation commerciale et les habitudes du public. Tout ceci n'a que des rapports bien éloignés avec le système capitaliste lui-même. Prenons l'exemple du pain fabriqué et distribué aux Etats-Unis par de grandes entreprises tandis qu'en France c'est un petit artisan qui réunit entre ses mains les différents stades de la fabrication et de la distribution au public. Le pain est très cher aux Etats-Unis parce que la main-d'œuvre y est très chère. Dans la production en grand des objets manufacturés le coût plus élevé de la main-d'œuvre se trouve résorbé par la production en grand — résultat direct du système

capitaliste. Au contraire, dans le processus de distribution et de vente au public, la productivité par employé est à peu près partout la même. Le coût beaucoup plus élevé de la main-d'œuvre aux Etats-Unis se fait sentir en plein dans la distribution au détail. Aux Etats-Unis le prix du pain est de 200 % plus élevé qu'en France, mais les salaires y sont également trois fois ce qu'ils sont en France.

Il est clair toutefois que dans une économie socialiste ou communiste le prix de distribution des objets manufacturés pourrait se trouver réduit dans des proportions considérables. Mais pourquoi ? Parce que bien des facilités offertes au public dans nos économies libérales seraient supprimées.

Prenons par exemple l'habillement. Dans une organisation socialiste on va fabriquer, pour hommes, en tout une dizaine de modèles identiquement les mêmes pour tous les magasins de distribution au public, magasins d'ailleurs réduits en nombre, où le public sera obligé de faire la queue au lieu que les vendeurs, derrière leur comptoir, attendent le bon plaisir des clients éventuels ou même viennent solliciter leurs faveurs.

Dans une organisation communiste ce ne serait plus le public qui imposerait ses goûts mais une bureaucratie étatique. Evidemment, il peut en résulter des économies considérables, mais les services ne sont plus les mêmes et, encore une fois, cela n'a absolument rien à voir avec le système capitaliste lequel ne fait que se plier à ce que désire le public par l'effet de la concurrence.

Les minima de salaires légaux doivent, pour être effectifs, correspondre au moins à ce que peut gagner un ouvrier susceptible d'un travail normal dans les emplois les moins bien rétribués. En conséquence tous les individus incapables d'effectuer ce travail normal cessent d'être employables. Ils deviennent ou restent des chômeurs perpétuels, sauf durant les périodes d'activité fiévreuse, mais nous savons que celles-ci ne sont pas durables. L'objet que l'on a en vue en fixant des salaires minima basés sur le coût minimum d'existence est parfaitement justifié, en principe. Essayons cependant d'en apercevoir les conséquences. Des salaires minima impliquent nécessairement un certain chômage car aucune entreprise n'a intérêt, en temps normal, à payer un ouvrier médiocre — quelle qu'en soit la cause — au même prix qu'un ouvrier susceptible d'accomplir un travail normal. Une autre conséquence est que, en période de marasme économique ou de crise, ils retardent le retour à des conditions normales. Ils s'opposent d'autant plus au démarrage que ces minima sont plus élevés. A la suite d'une crise économique, les producteurs de biens durables sont d'autant plus sollicités de recommencer à produire, donc à embaucher du personnel, que leur prix de revient, donc leur prix de

vente, est davantage abaissé par rapport aux anciens prix d'avant la crise. Si, avant la crise, une maison à construire revenait à \$ 8.000 nul ne songera à en faire construire une ensuite tant que le prix de revient sera encore tout proche des \$ 8 000 nécessaires pendant la période de haute prospérité.

Seuls des prix de revient beaucoup plus bas peuvent tenter les détenteurs de capitaux disponibles. Dans un cycle de déflation, les maisons qui valaient précédemment \$ 8.000 ont bien du mal à trouver acheteur à \$ 6.000 ou même \$ 4.500. Aussi longtemps que le prix des matériaux et le coût de la main-d'œuvre restent inchangés, il est impossible de construire pour \$ 6.000 et encore moins pour \$ 5.000, ce qui précédemment en coûtait \$ 8.000. N'en concluons pas que des réductions de salaires sont justes, elles ne le sont jamais, sauf quand l'ouvrier ou l'employé ne fournit plus le même travail mais, dans une situation telle que celle qui vient d'être décrite, les salaires constituent le nœud gordien que l'on ne peut dénouer qu'en le tranchant. Il est cependant exact que, pour être acceptables, les réductions de salaires doivent être entourées de certaines assurances. Elles ne doivent s'appliquer que quand l'industriel n'a plus d'autre alternative, pour éviter de lourdes pertes, que de fermer les portes de son usine. Elles doivent être contre-balancées par une réduction générale du coût de la vie et l'abaissement des prix de vente des matières premières. Enfin, elles doivent être accompagnées de la promesse que le taux des salaires qui prévalait durant la période de haute prospérité et de hauts prix sera rétabli dès que la conjoncture économique le justifiera.

L'une des conditions de fonctionnement normal de l'économie libérale est que prix et salaires s'adaptent à la conjoncture. Si les baisses de salaires en période de crise se justifient économiquement, sinon socialement ou politiquement, les hausses de salaires se justifient tout aussi bien en période de prospérité.

La souplesse des salaires, tout comme l'adaptation des prix de vente aux conditions réelles du moment, sont à la base même d'une économie relativement stable. Les principes fondamentaux de l'économie libérale sont donc parfaitement justifiés. Ils ne cessent de l'être que lorsque, par le fait du Prince, des Trusts ou des Syndicats ouvriers, on en viole délibérément l'application.

Jusqu'ici je n'ai considéré que les salaires dans le cadre de l'économie intérieure. Si on les envisage sur le plan international il est encore plus évident qu'ils doivent s'adapter aux conditions du marché international. Si on y est opposé cela implique droits de douane trop élevés, contingentements, isolationnisme économique, tous palliatifs qui calment le mal en apparence mais l'aggravent dans ses racines et tendent à le perpétuer indéfiniment.

On a le choix entre : libre concurrence, liberté des prix, liberté

des conditions de travail, liberté du travail, libre circulation des capitaux, des marchandises et des individus. C'est ce qui prévalait avant 1914 et le monde s'en portait, somme toute, de façon très enviable ;

Ou bien, comme on l'a fait après la première guerre mondiale et comme on s'y enfonce de plus en plus depuis, on est conduit à l'intervention constante de l'Etat avec : fixation des prix, contingentements, licences d'importation et d'exportation, minima de salaires, restrictions multiples au mouvement des capitaux, des marchandises et des personnes, chômage, secours de chômage, endettement progressif de l'Etat, impôts élevés d'où diminution de l'esprit d'entreprise, d'où crise de pauvreté économique à perpétuité, voilée, ou interrompue seulement, par l'inflation. C'est la carte forcée en faveur de l'économie dirigée, de l'étatisme et du collectivisme.

Il n'y a pas de formule plus séduisante, en apparence, que celle qui consiste à relever le pouvoir d'achat du public par des augmentations de salaires, d'autant que la contrepartie — hausse des prix, donc hausse qui annule les augmentations de salaires consenties — ne se manifeste généralement qu'à retardement dans les périodes de dépression du cycle normal.

Après que par l'inflation ou la fiscalité on a réduit à peu de chose les capitaux privés on ne peut plus augmenter les salaires réels que de deux façons : soit en produisant davantage, soit en augmentant certaines catégories de revenus. Mais il est évident que c'est au détriment de ceux dont les salaires ne sont pas augmentés puisque leur pouvoir d'achat se trouve diminué par suite de la hausse des prix résultant des salaires plus élevés consentis à certaines catégories de travailleurs.

On peut, il est vrai, relever le pouvoir d'achat d'une communauté par de larges avances faites aux consommateurs, soit directement par les producteurs, soit par des organismes spéciaux. Cela se fait sur une grande échelle aux Etats-Unis sous forme de ventes à paiement différé, mais il est évident que, dès que le volume des crédits n'augmente plus, c'est-à-dire dès que les remboursements arrivent à contrebalancer les avances nouvelles, et c'est ce qui ne tarde pas à se produire, le système ne crée plus de nouveau pouvoir d'achat et, en cas de dépression économique, il rend plus précaire la situation des employés et tend à intensifier la crise, d'autant que les objets ou services vendus à tempérament se déprécient par les réalisations forcées que cela entraîne. Il s'agit donc là d'un remède qui, à longue échéance, tend à déséquilibrer encore davantage les cycles successifs de prospérité et de dépression.

Tant que l'inflation est contrôlée, elle n'est pas défavorable à la classe ouvrière. Ainsi, en France, de 1914 jusqu'en 1939, sur la

base de 100, en 1914, pour les salaires, le coût de la vie et les salaires réels, on obtient le tableau suivant :

	Salaires	Coût de l'existence	Salaires réels bases sur le pouvoir d'achat
1914	100	100	100
1921	398	381	104
1925	489	447	109
1930	707	621	114
1935	670	483	136

Les salaires réels sur la base de 100 en 1914 ont donc atteint 104 % en 1921, 109 % en 1925, 114 % en 1930 et 136 % en 1935. Ils se sont donc accrus plus vite que le coût de l'existence.

Une hausse des salaires accroît effectivement le pouvoir d'achat de la nation, mais seulement momentanément. Juste le temps nécessaire pour que les marchandises en magasin, produites aux anciens taux, soient consommées. Dès que celles-ci sont épuisées, les avantages temporaires d'une hausse prématurée des salaires s'évanouissent.

ECARLAT. — Hausse prématurée ? C'est d'après les besoins de l'ouvrier qu'il faut établir les salaires.

NÉON. — Il faut s'entendre sur le terme besoin. Il est certain qu'il y a des minima au-dessous desquels on ne saurait descendre. La possibilité pour tout ouvrier de se procurer les 3.500 calories nécessaires à sa subsistance pourrait constituer l'un de ces minima.

Chaque augmentation de salaire consentie en faveur de tous les ouvriers en général ne tarde pas à être dépensée par ces mêmes ouvriers à se payer à eux-mêmes les mêmes quantités d'aliments, de vêtements et de charbon que précédemment. Ce sont là des vérités évidentes pour qui réfléchit tant soit peu aux incidences et aux ricochets de tout accroissement des salaires. Il n'empêche, cependant, qu'en 1934 aux Etats-Unis, en 1936 en France, des gens bien intentionnés ont cru résoudre la crise économique en décrétant des augmentations arbitraires de salaires. « Augmentant les salaires, disaient-ils, cela accroîtra le pouvoir d'achat des populations, cela aidera à résorber les stocks qui pèsent sur le marché, cela fera hausser les prix, cela ranimera les affaires et, en fin de compte, cela remédiera à la crise. » Evidemment cela a aidé à liquider les stocks, puis à ranimer les affaires, mais de façon transitoire et artificielle, en créant une illusion de prospérité factice.

Une hausse injustifiée ou prématurée des salaires tend, à la longue, à éterniser les crises économiques auxquelles on prétend remédier. Les effets néfastes du « new deal » aux Etats-Unis, et d'une expérience similaire en France en 1936, ne furent masqués en grande partie que par la dévaluation monétaire effectuée avant ou après. Réduite à elle-même, une hausse des salaires eût été absolument désas-

treuse. La hausse des salaires accroît temporairement la demande des biens consommables : produits alimentaires, vêtements, distractions. Mais la consommation, donc la production de biens durables, ne s'en trouve pas stimulée. Bien au contraire, cela tend à réduire davantage les dépenses en capital puisque toute hausse des salaires réduit les bénéfices du capital et que les dépenses en biens de production, c'est-à-dire les investissements de capitaux, ne peuvent se poursuivre sainement que par des prélèvements sur les bénéfices et non sur le fonds de roulement de la nation.

A la suite d'une crise économique on ne manque pas de faire ressortir qu'une hausse des salaires doit augmenter le pouvoir d'achat de la nation. En réalité cela produit l'effet d'un coup de fouet sur une haridelle exténuée. Elle rebondit momentanément, mais devient plus chancelante l'instant d'après. En économie, une hausse prématurée des salaires fait rebondir le pouvoir d'achat des consommateurs mais, en réduisant la marge bénéficiaire des producteurs, cela tend par la suite à freiner la reprise provoquée artificiellement.

Dans une économie saine, loin de chercher à anticiper ou à provoquer la hausse des prix par une hausse prématurée des salaires, on doit laisser ceux-ci s'adapter aux fluctuations du cycle économique.

ECARLAT. — Donc à retardement, donc au préjudice de la classe ouvrière et au bénéfice des seuls entrepreneurs puisque votre proposition revient précisément à avaliser ce qui se passe dans les économies capitalistes où le patronat, par principe, ne consent à accroître les salaires que par la menace de grèves ou la nécessité d'attirer du nouveau personnel.

NÉON. — Veuillez noter que c'est aussi à retardement que s'adaptent les salaires dans les périodes de dépression. Ce n'est que lorsqu'un nombre important d'entreprises commence à travailler à perte qu'on se résout à réduire les salaires. Sans doute, il serait bien préférable — moralement et socialement — qu'on arrive à établir une formule de salaires stables. C'est en rattachant les salaires à l'échelle des prix qu'on évite de plus grands inconvénients, mais encore faut-il, et cela est essentiel, que les salaires suivent les prix et non que leur hausse prématurée mette en péril l'économie que l'on se propose de revigorer. Contrairement à ce que l'on entend souvent dire, dans les périodes d'inflation et de rajustement, la classe ouvrière conserve beaucoup mieux ses positions que les autres classes de la nation. En 1913, les salaires et traitements formaient 43,3 % des revenus privés de la France. En 1920, après l'inflation de la première guerre mondiale, les salaires et traitements atteignaient 52 % des revenus privés totaux de la France. Durant la période de rajustement et de dépréciation du franc qui atteint un premier point culmi-

nant en 1926, la classe ouvrière reperd une partie des avantages gagnés pendant la guerre et sa part du revenu national privé revient à 44 %. Au faite de la prospérité, en 1929, la part du prolétariat s'établit à 47 % et pendant la période de dépression, en 1935, à 50 %. En définitive, malgré des vicissitudes diverses, la classe ouvrière en France a reçu de 1915 à 1939 une part plus grande du revenu de la nation que précédemment, tandis que les revenus des professions libérales qui, en 1913, atteignaient 14,4 % de l'ensemble des revenus des particuliers, n'en formaient plus en 1920 que 13 %, en 1929 que 11,7 % et, en 1935, seulement 9 %. Il est d'ailleurs nécessaire qu'il en soit ainsi puisque les salaires de la classe ouvrière sont inélastiques. Ils ne représentent qu'un minimum d'existence, tandis que les revenus du commerce et de l'industrie sont susceptibles de varier dans de larges proportions à condition, toutefois, en cas de crise économique, que ni le commerce, ni l'industrie ne se soient endettés trop lourdement dans la période de prospérité. Dans une économie malade, il importe qu'avant de songer à corriger certaines inégalités transitoires, on apporte les remèdes essentiels destinés à rétablir le plus tôt possible l'économie sur une base assainie. Quand une économie est malade, il ne suffit pas de constater qu'il existe de légères différences relatives entre la position des uns et des autres. Il faut avant tout s'appliquer à faire revivre l'économie, c'est-à-dire augmenter la production et, par voie de conséquence, relever ainsi la totalité des salaires payés à l'ensemble de la classe ouvrière.

En diminuant les revenus du capital au point de supprimer tout bénéfice, la production tend à s'arrêter, car ni industriels, ni commerçants ne veulent ou ne peuvent travailler longtemps à perte. Si, au contraire, les industriels accroissent leur production et les commerçants leurs ventes, cela rend possible une augmentation des salaires. En France, en 1936-1937, sans accroître la production, on a augmenté les salaires : conséquence, augmentation de la crise. Si, par la dévalorisation du franc, le Gouvernement de Front Populaire n'avait pas retiré aux ouvriers d'une main ce qu'il leur donnait de l'autre, on allait tout droit à une aggravation de la crise économique, donc à une diminution de la production, donc à une diminution de la consommation, donc à une diminution des salaires réels globaux malgré l'augmentation des salaires particuliers.

Ne nous y trompons pas, si l'industrie a pu accroître le salaire horaire moyen des manœuvres hommes dans la région parisienne, d'abord à 4 fr. 45, durant le 2^e trimestre de 1936, puis à 5 fr. 20 durant le 3^e trimestre, et à 7 fr. 20 en mars 1937, c'est tout simplement parce que, une fois de plus, l'Etat laissait les industriels et commerçants réaliser, pour une même production, un chiffre d'affaires qui se gonflait d'autant plus vite que le franc se dépréciait davan-

tage. A leur tour, industriels et commerçants devenaient capables de donner un nombre croissant de francs à leurs ouvriers et employés mais c'étaient des francs dépréciés dont le pouvoir d'achat était diminué.

Il n'y a qu'une façon normale d'accroître les salaires comptés en biens consommables, c'est d'augmenter la production. Tout ce qui tend à diminuer la production tend à diminuer la masse des salaires réels payés à la classe ouvrière. Tout ce qui tend à l'accroître agit, au contraire, pour augmenter la quantité de biens consommables que la classe ouvrière peut se procurer. Le salaire réel, c'est-à-dire la quantité de biens consommables que l'ouvrier peut se procurer avec un même nombre d'heures de travail, voilà ce qui seul compte effectivement. Quand les affaires ne vont pas, ce ne sont pas les riches qui mangent sensiblement moins, mais tous ceux, ouvriers et employés, qui sont en chômage. Il est donc de l'intérêt évident du prolétariat que les affaires marchent bien et elles ne marchent bien que quand elles produisent des bénéfices. Pour ranimer la confiance, laissez donc l'industrie travailler avec bénéfices. Cela rétablit la confiance ou l'affermir. Cela incite à la production. Cela seul permet d'embaucher davantage de personnel et d'accroître les salaires. Certes, il est tentant de vouloir commencer par élever artificiellement les salaires afin d'accroître d'autant le pouvoir d'achat de la collectivité. Seulement c'est le mauvais point de départ, celui que l'expérience condamne, celui qui compromet la partie et qui, en définitive, ruine tout le monde, ouvriers comme le reste. Pour s'enrichir — ou se relever de ses ruines — une nation doit produire le plus possible et consommer le moins possible ; c'est ainsi seulement qu'on constitue ou reconstitue le capital d'une nation. En cinq années les Allemands ont dissipé à leur profit le fonds de roulement de la France. Puisque nos Alliés ne nous permettent pas de reconstituer notre capital-travail en reprenant aux Allemands l'équivalent de ce qu'ils ont détruit ou emporté, la France ne peut retrouver sa situation antérieure qu'en économisant. La politique de nationalisation n'y aide en rien. Bien au contraire, elle n'a fait que retarder et décourager la reconstitution du capital privé.

ECARLAT. — Liberté des changes, liberté des prix, liberté des salaires au-dessus d'un certain minimum vital, voilà la solution automatique à nos difficultés, disent les libéralistes. On n'aperçoit guère, a priori, comment les actions anarchiques de ces divers facteurs réaliseraient moins imparfaitement ce que tentent vainement de faire les services de l'Economie Nationale ?

NÉON. — La raison essentielle pour laquelle ceux-ci n'y parviennent pas est qu'ils s'obstinent, par des considérations d'opportunisme, à envisager chaque problème isolément. Bien au contraire, il

s'agit d'un ensemble dont on ne peut rien distraire sans fausser le bon équilibre économique de la nation.

Dans une économie où les fermiers ont perdu confiance dans la monnaie nationale, on parle en vain d'arrêter la vague montante des prix et de sauver la monnaie tant qu'on ne relie pas celle-ci à quelque chose de tangible contre quoi on puisse l'échanger à volonté et sans limitation. La monnaie ne détermine plus les prix des denrées agricoles : ce sont eux, au contraire, qui assignent à celle-ci une valeur variable et plus réelle. L'Italie vient de reconnaître officiellement la leçon en décrétant (27 novembre 1947) que désormais la lire officielle doit ajuster son cours d'échange sur celui de la lire libre. C'est là un exemple à méditer par d'autres gouvernements dont les difficultés proviennent en grande partie de leur entêtement à vouloir maintenir un cours officiel des changes qui n'a plus aucune relation avec le pouvoir d'achat réel de la monnaie, ce qui incite les paysans à thésauriser les produits de la ferme à un moment où ceux-ci font tragiquement défaut.

Contrairement à l'opinion des experts officiels, le cycle infernal de la dépréciation n'est commandé ni par la quantité de billets en circulation, ni par leur thésaurisation, mais précisément par le phénomène inverse : la fuite devant la monnaie. Les fausses théories sur l'action quantitative des billets en circulation ne prennent quelque apparence de réalité que parce qu'on mesure la circulation aux prix officiels au lieu de réduire la masse de la circulation monétaire au cours du marché libre des marchandises ou des changes.

Simplifiant volontairement le problème de l'inflation et de la dépréciation de la monnaie, celui-ci se ramène au cycle suivant :

— La valeur réelle (A) attribuée par les fermiers à leur labeur et à la monnaie détermine :

— les prix de vente auxquels les agriculteurs sont disposés à échanger les produits de la ferme (B) contre des billets.

— Les prix agricoles (B) déterminent :

— le coût de l'existence (C).

— Le coût de l'existence (C) détermine :

— le taux des salaires de la main-d'œuvre non qualifiée (D).

— Le taux des salaires du manœuvre (D) intervient à son tour pour renseigner le fermier sur :

— la valeur minimum de son propre labeur (E),

— et la mesure dans laquelle il doit échanger les produits de son travail, c'est-à-dire les produits de la ferme (B),

— contre de la monnaie (A).

Tous les termes de cette chaîne sont interdépendants. Si l'un d'eux s'enfle les autres se mettent bientôt à l'unisson. L'erreur des gouvernements — ou leur faiblesse — c'est de s'imaginer qu'en

décrétant l'intangibilité des prix des denrées, ou des salaires, ou des changes, ils peuvent endiguer la dépréciation du pouvoir d'achat de la monnaie qui s'exerce simultanément sur le prix des denrées, le taux des salaires et le cours des changes étrangers. Plus un gouvernement prétend faire violence à la loi de l'offre et de la demande, plus il accroît les difficultés auxquelles il a à faire face parce que l'ajustement des salaires au coût réel devient de plus en plus insoluble.

La période 1910 à juin 1914 offre la plus longue adaptation des facteurs essentiels : prix, coût de la vie, salaires, à laquelle on puisse se référer. Cette adaptation fut le résultat d'une longue période de stabilité monétaire, économique et sociale, qui a embrassé une quarantaine d'années de 1874 à 1914.

Une conception scientifique du problème nous incite à abandonner comme coefficients de hausse ceux qui ont été établis en prenant pour base l'année 1939 ou, pire encore, l'une des années qui ont suivi. Il est infiniment préférable de faire reposer les calculs sur des facteurs moins instables que ceux qui ont prévalu en France depuis la première guerre mondiale.

Le prix du kilogramme d'or en Suisse, de 4.970 fr. suisses, correspond, à Zurich, en francs français, sur la base de 70 francs français pour un franc suisse, à 347.900 francs français libes. Le coefficient de hausse du franc français papier libre par rapport au franc de Germinal est d'environ 100 et c'est le coefficient qui pourrait être employé avec de grandes chances de succès à la stabilisation simultanée en France de la monnaie, des prix et des salaires, en prenant pour base les relations qui existaient en 1913-1914 entre ces divers facteurs. De 1900 à 1914, on pouvait considérer que le minimum vital était assuré en France pour les employés et ouvriers par un salaire mensuel de 150 fr. dans la région parisienne et de 100 francs en province. Multipliés par le coefficient 100, ces salaires devraient correspondre à des minima vitaux respectifs (en 1947) de 15.000 fr. et 10.000 francs par mois. Le minimum vital ayant été fixé en 1947 à 7.000 francs, ceci montre que les revendications de la classe ouvrière en France sont parfaitement justifiées, sous réserve de certains abattements dus à ce que des éléments du prix de revient tels que : loyers d'habitation, prix des transports, du gaz et de l'électricité n'ont pas subi des majorations comparables à celles des prix des marchandises.

Si jusqu'ici, en France, toute hausse des prix a provoqué une hausse des salaires, et toute hausse des salaires une hausse des prix, on ne saurait se baser sur un tel précédent pour nier la possibilité d'un ajustement général lorsque trois conditions essentielles sont remplies :

1° Maintien de l'ordre et confiance réciproque de la classe

ouvrière et des classes possédantes dans un gouvernement qui ne cherche pas à prendre prétexte de difficultés sociales pour effectuer des réformes de structure ou pour décréter des mesures spoliatrices ;

2° Production alimentaire rétablie au niveau de 1937-1939 et acheminée librement vers les centres de consommation ;

3° Etalon monétaire qui inspire confiance et contre quoi les fermiers consentent à échanger librement les produits de la ferme.

(1) Variation aux Etats-Unis des salaires, prix des marchandises et pouvoir d'achat pour certaines années caractéristiques choisies parce qu'elles marquent des maxima ou des minima dans le cycle économique :

Année	Salaires	Prix des marchandises	Pouvoir d'achat des salaires
1840	34	95	36
1848	36	82	44
1855	39	110	35
1861	41	89	46
1864	51	107	26
1872	71	130	52
1879	65	90	68
1882	65	105	60
1892	71	70	95
1896	71	68	105
1900	75	52	91
1907	91	95	96
1913	105	102	101
1918	166	191	87
1920	240	226	106
1924	229	145	161
1929	239	139	172
1932	190	91	170

France	Prix de gros	Prix de détail	Traitements des fonctionnaires célibataires	Salaires			Prix de pension d'un célibataire
				Ouvriers spécialisés	Ouvriers non spécialisés	Ouvriers Mineurs	
Moyenne 1938.. . . .	100	100	100	100	100	100	100
Avril 1945.. . . .	310	325	—	314	304	300	343
Octobre 1945	430	400	—	380	369	525	426
Avril 1946	460	454	340	395	379	569	513
Octobre 1946.....	565	558	440	520	499	821	615
Janvier 1947.....	567	551	550	—	—	—	—
Avril 1947..... .	850	837	—	—	—	—	—

FRANCE — Prix de pension payé par l'ouvrier célibataire

Dates	Prix de pension en (francs)	Indice base 100 oct 1938	Dates	Prix de pension en (francs)	Indice base 100 oct 1938
1938. Octobre	643	100	1944. Avril	1 527	237
1939. —	666	108	— Octobre	1 746	272
1940. —	761	118	1945. Avril	2 206	343
1941. —	983	153	— Octobre	2 710	426
1942. Avril	1 054	164	1946. Avril	3 290	513
— Octobre	1 187	185	— Octobre	3 957	615
1943. Avril	1 307	203			
— Octobre	1 369	213			

Indices des prix à l'étranger (base 100 en janvier-juin 1930)
(d'après le *Bulletin de statistique de l'O. N. U.*)

	1940	1946				1947
	Mar.	Sept.	Octo.	Nov.	Déc.	Janv.
a) Indices des prix de gros.						
Royaume-Uni. <i>Board of Trade</i>	137	182	183	184	185	187
Danemark. <i>Bureau central de Statistique</i>	152	196	201	202	202	204
Norvège. <i>Bureau central de Statistique</i>	134	174	174	176	177	175
Suède. <i>Ministère du Commerce</i>	130	160	170	174	176	178
Suisse. <i>Office fédéral du Travail</i>	127	201	205	206	206	206
Portugal. <i>Banque du Portugal</i>	130	228	223	227		232
Etats-Unis. <i>Bureau of Labor statist.</i>	103	162	175	183	184	185
Union Sud Africaine. <i>Of. of Census and Statist.</i> (1)	112	165	165	164		
Canada. <i>Bureau de Statistique</i>	112	149	151	152	152	156
Chili. <i>Direction générale de Statistique</i>	113	273	278	282	281	
Pérou. <i>Direction générale de Statistique</i>	117	238	242	252	258	261
Argentine. <i>Banque Nationale</i>	121	233	235	234	234	
Inde (Calcutta). <i>Dép. of Statist.</i> (2)	118	271	282	290	284	284

b) Indice du coût de la vie.						
Royaume-Uni (24 villes)	118	132	132	132	133	133
Irlande (105 villes)	118	"	"	169	"	
Danemark (pays entier)	127 ³	159	159	"	"	159
Norvège (31 villes)	116	161	160	162	162	161
Suède (99 villes)	114 ³	114	"	"	146	
Finlande (6 villes)	119	470	470	467	468	471
Suisse (34 villes)	109	152	155	155	155	156
Portugal (Lisbonne)	107	208	205	208	208	212
Canada (pays entier)	101	125	126	126	126	126
Etats-Unis. <i>Bureau of Labor</i> (33 villes)	101	147	150	153	155	154
Chili (Santiago)	113	203	301	303	317	333
Pérou (Lima)	107	207	209	213	216	222
Argentine (Buenos-Ayres)	105	"	"	"	"	
Union Sud-Africaine (9 villes)	103	133	134	135	135	

1. Base 100 en janvier-juillet 1939. — 2 Base 100 en août 1939 — 3 Indice en juin 1940

FRANCE — Rémunérations brutes du fonctionnaire célibataire à Paris

Traitements de base(1) (en francs)		Traitements bruts (en francs)			Indice des traitements bruts (Base 100 en 1939)		
1939.	1946	1939.	1946.		1947	1946	
			Janvier	Juillet		Janv.	Juillet
9 000 ²	36 000	15 160	54 640	76 240	84 640	360	503
12 000 ¹	48 000	17 980	65 520	87 520	114 520	367	487
15 000 ⁴	60 000	20 608	72 400	94 000	128 200	351	456
20 000 ⁵	75 000	25 008	86 500	109 250	146 450	346	437
30 000 ⁶	105 000	34 060	114 700	144 950	195 350	337	426
50 000 ⁷	180 000	53 600	185 200	234 200	326 600	346	437
75 000 ⁸	270 000	78 350	269 800	341 300	486 500	344	436
100 000 ⁹	350 000	103 000	345 000	436 500	596 700	335	423
125 000 ¹⁰	400 000	127 850	392 000	496 000	676 000	307	388

1. Le traitement de base est une simple référence ; il s'y ajoute les indemnités réglementaires (résidence, allocations familiales) et les indemnités de cherté de vie. Ce sont les colonnes suivantes qui donnent le traitement total net.

Indices du coût de la vie en différents pays (Base 100 en 1936)

Pays	Années et mois	Indice général	Alimentation	Chauffage et éclairage	Habillement	Logement	Divers
ROYAUME-UNI Base 100 en juillet 1914 (Ministry of Labour)	1945 Moyenne	203	170	274	313	165	201
	1946 Nov	203	168	271	315-350	167	207
	— Décembre	204	168	271	345-350	168	207
	1947 Janvier	204	168	279	345-350	168	207
BULGARIE Base 100 en 1939 (Dirct. générale de Statist.)	1945 Moy	500,2	640,9	442,6	499,7	178,1	380,4
	1946 Sept	570,8	712,7	506,0	566,3	221,0	395,5
	— Oct	583,3	737,6	499,4	566,3	224,0	395,5
	— Nov	596,0	761,5	491,2	566,3	224,0	395,5
DANEMARK Base 100 en 1935 (Office de Statistique)	1945 Moy. .	170	170	223	208	124	»
	1946. Juillet .	168	169	219	183	125	»
FINLANDE Base 100 en 1935 (Bureau de Statistique)	1915 Moy. .	307	334	560	339	142	293
	1916 Sept	511	511	913	557	144	458
	— Oct.	511	537	960	562	144	457
	— Nov	—	—	—	—	—	—
HONGRIE Base 100 en 1935 (Office de Statistique)	1916. Sept.	330,0	460,1	377,0	637,7	125,9	301,9
	— Oct	358,2	516,7	377,0	631,5	125,9	277,8
	— Nov. . .	382,9	577,8	358,2	655 6	125,9	277,8
NORVEGE Base 100 en 1938 (Bureau Central de Statist.)	1945. Moy . .	155,0	156,2	»	»	94,2	116,0
	1946 Oct.	159,5	155,0	»	»	»	»
	— Nov. .	161,2	157,1	»	»	»	»
	— Déc	—	—	—	—	—	—
PAYS-BAS Base 100 en 1938-1939 (Bureau Central de Statist.)	1946 Juillet	183,7	203,6	312,1	»	»	131,7
	— Août	181,4	197,7	313,3	»	»	131,8
	— Sept. .	»	»	»	»	»	»
PORTUGAL Base 100 juillet 1938-juin 1939 (Institut Nat. de Statist.)	1945. Moy .	187,9	191,8	168,5	»	»	»
	1946. Sept.	209,2	219,1	160,8	»	»	»
	— Oct. .	206,5	215,5	160,9	»	»	»
	— Nov. . .	206,0	215,2	160,9	»	»	»
SUEDE Base 100 en 1935 (Kommers Kollegium)	1945. Moy .	154,5	148,0	179,0	177,0	102,0	149,0
	1946 Oct	»	161	179	»	»	»
	— Nov.	»	161	179	»	»	»
	— Déc. .	»	161	178	»	»	»
SUISSE Base 100 en 1930 (Office fédéral du Travail)	1945. Moy. .	152	164	143	211	101	»
	1946. Nov.	154,4	164	150	220	102	»
	— Dec . . .	154,5	165	150	220	102	»
	1947 Janvier	154,7	164	151	223	102	»
TCHECOSLOVAQUIE Base 100 en mars 1939 (Office de Statistique)	1945. Moy .	169,7	149,8	147,5	212,1	118,9	229,3
	1946. Nov	307,0	309,5	241,2	375,3	118,9	414,5
	— Déc. .	309,1	311,7	241,2	377,9	118,9	417,5
	1947 Janv .	310,3	312,6	241,2	381,3	122,0	417,5
ETATS-UNIS Base 100 en 1935-1939 (Bureau of Labor)	1945. Moyenne .	128,4	139,1	110,3	145,9	108,3	121,1
	1946 Oct	148,4	180,0	114,4	167,0	»	»
	— Nov	151,7	187 7	114,7	168,7	»	»
	— Déc . . .	—	—	—	—	—	—
CANADA Base 100 en 1935-1939 (Bureau fédéral de Statist.)	1946. Oct.	126,6	146,5	107,3	130,2	113,4	113,9
	— Nov. .	127,1	146,6	108,6	131,1	113,4	114,1
	— Dec. . . .	127,2	146,4	109,2	131,2	113,4	114,1

FRANCE	INDICES PONDÉRÉS DES SALAIRES DES OUVRIERS MASCULINS (base 100 en octobre 1935 ¹)					
	Ouvriers professionnels			Manoeuvres		
	Province	Paris	France entière.	Province	Paris	France entière
1935. Octobre	100	100	100	100	100	100
1936. —	»	»	»	»	»	»
1937. —	153	168	157	162	174	165
1938. —	170	183	173	181	201	185
1939. —	174	192	178	186	208	190
1940. —	178	189	180	189	201	191
1941. —	199	207	202	221	235	223
1942. Avril	214	208	213	240	235	237
— Octobre	229	210	225	253	237	247
1943. Avril	237	212	230	259	241	253
— Octobre	252	227	245	274	278	275
1944. Avril	281	286	2 2	304	287	301
— Octobre	407	376	400	465	437	458
1945. Avril	555	506	544	571	531	563
— Octobre	687	556	658	712	574	683
1946. Avril	711	587	683	720	610	702
— Octobre	945	798	910	955	806	924
Moyennes pondérées en octobre						
1946 (en francs)	38,65	47,26	40,09	27,73	33,00	28,61

XXII

La politique des hauts salaires

NÉON. — On parle tant de tout ce que le système capitaliste n'a pas accompli qu'on oublie complètement les progrès sociaux qu'il a rendus possibles. L'Etat socialiste ou communiste aurait-il fait beaucoup plus ? C'est plus que douteux.

Si paradoxal que cela puisse paraître, la classe ouvrière a profité davantage des progrès dus à l'industrialisation que les classes riches. Pour s'en rendre compte il suffit de comparer les situations respectives des unes et des autres durant la première moitié du XIX^e siècle avec ce qu'elles sont actuellement.

Autre terme de comparaison. C'est dans le pays des plus grosses agglomérations de capitaux, les Etats-Unis, qu'on rencontre la plus forte proportion de simples ouvriers qui, sans aucunes ressources que leur ingéniosité et leur application au travail, sont arrivés à des fortunes considérables.

ECARLAT. — Ceci, c'est le passé. Les mêmes opportunités n'existent plus.

NÉON. — L'ère des fortunes avouables extrêmement rapides qui osent se montrer au grand jour est peut-être close à cause d'une fiscalité excessive. Ce n'est pas dû au manque d'opportunités. Celles-ci sont aussi nombreuses que par le passé, non plus pour l'immigrant, sans métier aucun, qui arrivait avec cent dollars dans sa poche, mais pour l'ouvrier habile dans sa spécialité, qui a su se créer un petit capital de quelques milliers de dollars. Cela est à la portée de tous. Le salaire mensuel d'un bon ouvrier atteint facilement là-bas 200 à 300 dollars. S'il est célibataire, il peut vivre sans parcimonie excessive en n'en dépensant que la moitié.

ECARLAT. — L'exemple des Etats-Unis démontre que hauts salaires, standard of living confortable, prospérité et progrès, vont de pair. Les hauts salaires donnent aux masses le pouvoir d'achat nécessaire à une grosse production. L'ouvrier doit être non seulement un producteur de richesses mais aussi le consommateur de celles-ci. Nous ne voulons plus d'ouvriers en guenilles s'exténuant à produire dans la misère et la faim au ventre ce que d'autres gaspillent dans le luxe.

NÉON. — Parmi les divers moyens d'améliorer le sort du travailleur, il en est un qui vient immédiatement à l'esprit de chacun : augmenter les salaires. C'est évidemment le plus simple, le plus immédiat, celui qui est le mieux compris de tous les intéressés. A la longue, c'est aussi l'un des plus illusoires. Supposons que subitement on double tous les salaires. Quel va être le résultat ? Immédiatement les salariés vont pouvoir se procurer deux fois plus de choses qu'ils ne pouvaient le faire auparavant. Par la suite, au fur et à mesure que les produits et objets fabriqués sur la base des anciens salaires sont en voie d'épuisement, et cela demande à peine six mois, il faut bien qu'on le veuille ou non, rajuster les prix de vente pour tenir compte de la nouvelle échelle des salaires. Doubler ceux-ci, cela signifie qu'au bout d'un ou deux ans les prix de vente au public se sont accrus de 50 % si l'augmentation des salaires de 100 % est effectuée au sein d'une économie dans le marasme et surstockée. En temps prospère, et dans une économie libre de toute entrave, une hausse des salaires de 100 % pourrait même provoquer un boom où le niveau des prix serait porté à 200 %, 250 % ou davantage du niveau antérieur. D'une façon plus générale, on peut admettre qu'en l'absence de tout progrès technique, à toute hausse des salaires correspond, au bout de trois ou quatre ans au plus, une hausse équivalente d'abord, des prix, et, ensuite, du coût de la vie.

La théorie des hauts salaires, comme celle des bas salaires, repose sur une illusion : celle de croire qu'en changeant d'instrument de mesure on allonge ou en raccourcit, on accroît ou on diminue ce que l'on mesure. Les salaires réels, c'est-à-dire la quantité de biens consommables correspondant à un travail déterminé, dépendent de la productivité de la nation et de sa bonne organisation, non du taux des salaires. De hauts salaires sont possibles aux Etats-Unis, parce que là l'ouvrier produit beaucoup dans un pays doté de vastes ressources. Cela ne signifie pas qu'il travaille davantage qu'en Europe mais, par suite de la plus grande spécialisation, par suite de machines plus perfectionnées, par suite de vastes débouchés qui, seuls, permettent les productions massives d'articles uniformes, l'ouvrier américain, produisant une plus grande quantité de biens consommables, peut, lui-même, en contrepartie de ce qu'il produit, recevoir une plus grande quantité des biens produits par la communauté.

Déjà, en 1860, d'après Colin Clark, en une semaine de travail, un ouvrier anglais produisait pour \$ 520 de biens matériels alors que l'ouvrier américain en produisait pour \$ 1120. Depuis, cette proportion est restée à peu près la même. En 1910 l'ouvrier anglais produisait \$ 955 de biens matériels contre \$ 1830 pour l'ouvrier américain. En 1937, les chiffres respectifs s'établissaient à \$ 1275 pour l'ouvrier anglais et \$ 2678 pour l'ouvrier américain.

Pour la période 1925-1934, le salaire annuel moyen des ouvriers qualifiés s'est chiffré par : \$ 1368 aux Etats-Unis ; \$ 1180 au Canada ; \$ 1230 en Australie. En Europe, il était beaucoup plus bas : \$ 708 au Danemark et en Suède ; \$ 949 en Grande-Bretagne ; \$ 556 en Allemagne ; \$ 482 en France ; \$ 307 en Italie ; \$ 281 en Pologne.

D'après Colin Clark, de 1935 à 1939, un travailleur agricole aurait produit en unités internationales : (1).

Nouvelle-Zélande	2.444 unités
Australie	1.525 —
Etats-Unis	661 —
Danemark	642 —
Hollande	579 —
Grande-Bretagne	475 —
France	415 —
Pologne	195 —

L'effort fourni par les travailleurs agricoles ne variant pas largement d'un pays à un autre dans la liste ci-dessus, il faut en conclure que les différences considérables de productivité sont dues non seulement au climat et à la nature du sol mais aussi à l'organisation technique.

D'une nation à une autre, les différences dans le niveau d'existence proviennent des différences de productivité et non de ce qu'une nation paie des salaires élevés et l'autre des salaires bas. Ceux-ci et ceux-là sont la conséquence, et non la cause, de la productivité de la nation. Si, pour créer la prospérité, il suffisait d'élever les salaires, il y a beau temps que les nations auraient résolu ainsi toutes les difficultés auxquelles elles ont à faire face ; rien ne serait plus facile, mais ce qui est moins aisé c'est de maintenir les salaires au niveau optimum destiné à assurer la plus grande prospérité durable dans les limites des possibilités matérielles de la nation.

ECARLAT. — Les salaires des ouvriers ont augmenté, mais la fortune capitaliste s'est accrue encore plus vite. En 1850, la fortune

1. Colin Clark. *The Conditions of Economic Progress* (Macmillan-Londres). (L'unité internationale de Colin Clark est définie par la quantité de biens et de services qui auraient pu être achetés en moyenne aux Etats-Unis avec un dollar durant les dix années 1925-1934.)

ationale des Etats-Unis s'élevait à 7 milliards de dollars, soit \$ 328 par habitant ; en 1890 elle était passée à 65 milliards de dollars, soit \$ 1030 par habitant et enfin, en 1928, elle atteignait 360 milliards de dollars, soit \$ 3000 par habitant. Si on prend pour base 100, le taux moyen des salaires aux Etats-Unis en 1912, on constate que ceux-ci sont passés de 36 % en 1850, à 71 % en 1890 et 238 % en 1928.

NÉON. — En effet, de 1850 à 1912, l'enrichissement des Etats-Unis a été beaucoup plus rapide que la hausse des salaires, mais ensuite, de 1920 à 1947, la fortune nationale par habitant a progressé moins vite que les taux des salaires. En outre, ce n'est pas seulement la fortune des grands et des moyens capitalistes qui s'est accrue, mais aussi celle de tous les fermiers et celle des millions de modestes travailleurs qui, maintenant, possèdent un « home » mieux aménagé, une auto, des polices d'assurance et autres signes de richesse.

Année	Fortune nationale des Etats-Unis (dettes déduites) en milliards de dollars	Fortune nationale aux Etats-Unis par habitant (en dollars)	Salaires (base 100 pour 1912-1914)	Rapport des salaires à la fortune
1850	7	328	36	11 ⁰⁰ / ₁₀₀
1890	65	1.030	71	7 ⁰⁰ / ₁₀₀
1900	89	1.163	75	7 ⁰⁰ / ₁₀₀
1912	186	1.950	100	5 ⁰⁰ / ₁₀₀
1920	489	1.586	240	5,2 ⁰⁰ / ₁₀₀
1921	317	2.930	224	7,5 ⁰⁰ / ₁₀₀
1928	360	3.000	238	7,0 ⁰⁰ / ₁₀₀
1932	247	1.980	190	9,5 ⁰⁰ / ₁₀₀

D'après les statistiques de l'impôt sur le revenu, les salaires représentent aux Etats-Unis 70 % du revenu national et ils en constituent la partie la plus stable. Les bénéfices des entrepreneurs interviennent pour 11 % du revenu national ; les revenus des biens immobiliers pour 5 % ; les intérêts 6 % et les dividendes environ 5 %. Si on supprimait tout revenu au capital, cela n'augmenterait les salaires que de moins de 15 % car les revenus du capital indiqués ci-dessus supportent des impôts que quelqu'un d'autre devrait payer si ce n'étaient pas les capitalistes.

Sur une période de temps suffisante, on s'aperçoit que la question du niveau des salaires revient à celle du pouvoir d'achat ; que le pouvoir d'achat dépend de la productivité de la nation et que cette productivité est déterminée essentiellement par deux facteurs essentiels : l'un, ressources suffisantes de la nation en matières premières et en terres fertiles par rapport à sa population, c'est-à-dire possibilité de se procurer à bon compte les matériaux nécessaires et la nourriture ; l'autre, capacité technique de l'ouvrier et volonté de celui-ci d'améliorer sa situation par un travail soutenu. Tous ces facteurs sont interdépendants les uns des autres. Dans une certaine mesure, les ressources

de la nation en matières premières et en terres fertiles dépendent de l'aptitude au travail et des capacités techniques de ses habitants. La quantité de travail utile qu'une nation peut fournir est également fonction de son organisation sociale et économique. Si celle-ci est telle que travail et ingéniosité reçoivent leur juste récompense, qu'au contraire paresse et dissipation soient pénalisées et regardées comme infâmes, la productivité de la nation par tête d'habitant et la quantité de biens consommables qu'elle peut mettre à la disposition de chacun s'en trouve accrue proportionnellement.

Pour ceux qui se refusent à voir les questions économiques de façon simple, afin d'en bien saisir la brutalité irréductible, appelons N le nombre d'habitants, C la consommation totale de la nation et c la consommation moyenne par tête d'habitant. Désignons par P la production totale de la nation et p la production moyenne individuelle par travailleur et n le nombre des travailleurs. La production totale P est égale à la production moyenne individuelle p multipliée par le nombre de travailleurs n et on a l'égalité $P = p \cdot n$. La consommation totale C est égale à la consommation moyenne individuelle c multipliée par le nombre d'habitants N et on a l'égalité $C = c \cdot N$. Il est évident que pour une période assez longue et en négligeant la balance du commerce extérieur, la consommation C est égale à la production P , ce qui revient à écrire :

$$p \cdot n = c \cdot N$$

d'où

$$c = p \cdot n / N$$

En d'autres termes, la part arithmétique que chaque individu dans la nation peut consommer est proportionnelle au nombre des individus qui produisent quelque chose et inversement proportionnelle au chiffre de la population. Il est dès lors évident que payer un grand nombre de chômeurs à ne pas travailler, c'est réduire mathématiquement la ration consommable de chacun.

Il est évident également que si, pour employer tout le monde, on réduit la productivité p de chaque travailleur, on diminue encore proportionnellement la ration consommable de chacun.

De ces constatations résulte le fait que dans une économie scientifiquement organisée où l'on veut que les habitants soient aussi bien nourris, vêtus et logés que possible et où on donne à tout le monde toute l'instruction, toute l'hygiène et tous les soins médicaux qu'il est raisonnable de donner, il faut que tous les bénéficiaires d'un tel système y contribuent dans toute la mesure qui est compatible avec leur capacité de faire œuvre utile, étant entendu qu'ils doivent rester toujours libres de s'exclure de la communauté si les directives de celle-ci ne leur plaisent pas. Un niveau de vie élevé exige une forte production agricole et industrielle, c'est-à-dire beaucoup de travail de chacun, et

non aussi peu de travail que possible ; l'emploi effectif de tous ceux qui peuvent travailler et non le substitut absurde de secours de chômage. D'autre part, une productivité élevée, c'est-à-dire une consommation élevée pour chaque habitant, ne peut s'obtenir sans faire appel au machinisme le plus moderne et à une technologie aussi efficiente que possible.

Il est évident aussi que si les riches exigent pour les servir une domesticité nombreuse ou des raffinements de pure forme qui satisfont davantage leur vanité sans répondre à une utilité réelle, ils se livrent à un gaspillage nuisible à la bonne économie de la nation. Ce faisant, ils réduisent par des exigences injustifiées pour des produits de haut luxe ou des services superflus la productivité utile de la nation, c'est-à-dire cette part de la production qui peut être répartie utilement entre tous les habitants au lieu d'être le privilège dispendieux et inutile de quelques favorisés. Il importe donc que l'Etat, loin d'encourager le luxe et l'oisiveté, les restreigne par des impôts somptuaires judicieusement appliqués dont la lourdeur s'accroît proportionnellement à l'inutilité des dépenses.

A droite on entend dire : « C'est la dépense des riches qui fait vivre les pauvres ». A gauche on se passe le mot d'ordre : « Peu de travail pour chacun afin qu'il y en ait pour tous ». Tout ceci repose sur des sophismes et de fausses théories morales et économiques.

Les préjugés du passé faisaient considérer le travail comme dégradant. Nous n'en sommes plus là heureusement. Par contre, on ne doit pas laisser s'enraciner dans l'esprit du public d'autres préjugés. Il n'est pas vrai qu'en accomplissant bien sa tâche l'ouvrier enrichit un patron et, en même temps, enlève le pain de la bouche d'un autre ouvrier. Si surprenant que cela puisse paraître à ceux qui ne jugent que superficiellement, le travail crée du travail en ce sens que le travail crée de nouveaux besoins. Toutes choses étant égales, si une nation travaille peu, elle produit peu. Si elle produit peu, elle a peu à consommer. Ce n'est pas par moins de travail que l'ouvrier peut augmenter son « standard of living » mais par davantage de travail et ceci est vrai aussi bien individuellement que collectivement. Dans l'économie d'une nation, tout se ramène à du travail. Sans doute ce dénominateur commun du travail qu'est le pouvoir d'achat de la monnaie est souvent appliqué tout de travers et la loi de l'offre et de la demande exprime parfois très mal la valeur réelle des choses considérées d'un point de vue utilitaire ou moral. Ainsi il est contraire au bon sens qu'aux Etats-Unis certains directeurs de compagnies de cinéma ou certaines vedettes de l'écran puissent gagner en quelques heures de travail ce qu'un mineur, en France ou en Belgique, n'obtient qu'après un labeur épuisant d'une année, mais cela constitue un autre problème. Même dans notre système social actuel, avec tous les abus qu'il comporte, il n'en reste

pas moins vrai que la population qui dépend de son travail pour vivre consomme à peu près les neuf dixièmes de tout ce qu'elle produit. Ce n'est donc pas en produisant moins que la classe ouvrière peut recevoir davantage, mais bien seulement en produisant plus, donc en travaillant davantage avec de meilleures méthodes et de meilleurs outils.

L'élévation du standard de vie de l'ouvrier dépend en grande partie non seulement d'une meilleure utilisation de ses efforts mais aussi de la quantité de travail de toute la nation. Chômeurs et oisifs constituent des parasites qui consomment le travail des autres.

La théorie des hauts salaires est aussi fausse que la théorie des bas salaires à laquelle tant d'industriels et de commerçants croient aveuglément. Les salaires, pour produire l'effort optimum, ne doivent être ni trop bas, ni trop élevés. C'est ce niveau optimum de l'échelle des salaires que l'économiste doit s'efforcer d'estimer en tenant compte des besoins des habitants, des ressources et des institutions de la nation.

A la politique des salaires accrus de façon injustifiée par une sorte de multiplication où l'on tend à réduire les marges normales entre le bon ouvrier ou l'ouvrier qualifié et le gâcheron, opposons une politique de salaires confortables mais discriminatoires. Si on mesure les salaires relatifs en usage dans les divers corps de métiers, on est immédiatement frappé par le peu de considération accordée à la nature pénible ou malsaine des travaux effectués. En bonne justice, l'ouvrier mineur, pour ne prendre que celui-ci en exemple, devrait recevoir un salaire triple de celui que reçoivent : domestiques, garçons de bureau, etc. Là où des régimes socialistes ont la haute main, on voit perpétuer les mêmes injustices que sous tout autre régime. En Grande-Bretagne, on considère qu'une production accrue du charbon est une question vitale pour que le pays sorte de ses difficultés. Par toutes sortes de moyens on s'efforce d'encourager une augmentation des heures de travail et un afflux de travailleurs dans les charbonnages. Les résultats sont plutôt piteux. Et pourquoi donc ? Parce qu'on se refuse à envisager la question avec réalisme. Le gouvernement n'a pas encore voulu comprendre, ou pas osé le dire s'il l'a compris, que le seul moyen vraiment efficace pour attirer les travailleurs à effectuer des travaux particulièrement durs, pénibles, sales et sans grande chance de promotion à des emplois d'un ordre plus élevé, c'est de payer le prix. Payer le juste prix, c'est-à-dire payer le prix qui incite les gens, en nombre suffisant, à louer leurs services ou à se défaire de leurs marchandises sans qu'il soit besoin de faire pression sur eux, voilà le principe même du véritable libéralisme économique. Les conservateurs et le patronat l'ont d'ailleurs méconnu aussi souvent que les libéraux, mais c'est là une autre question.

En 1946, il a été produit en Grande-Bretagne 175.712.300

tonnes de charbon pour lesquelles les mineurs ont reçu un gage hebdomadaire de 118 shillings 7 pence auquel s'est ajouté 4 shillings 3 pence de bonifications en nature. C'est là, comparativement à d'autres emplois beaucoup plus agréables, un salaire absolument insuffisant. Résultat : la production de charbon en 1946 n'a augmenté que de six millions de tonnes et peu d'individus se sont trouvés enclins à embrasser le métier de mineur. Il en eût été tout autrement si, par des primes individuelles à la production, les salaires des mineurs avaient été augmentés de 50 %. Le coût moyen du charbon en Grande-Bretagne en 1946 ayant été de 36 shillings par tonne, sur lesquels les salaires des mineurs sont intervenus pour 25 shillings 6 pence, le coût de production se serait élevé à près de 49 shillings par tonne, c'est-à-dire guère plus de la moitié de ce que coûterait le charbon américain rendu en Grande-Bretagne. A l'objection : répercussions qu'aurait une telle élévation du prix du charbon sur les prix de revient des autres industries, répondons que ceci serait compensé par une meilleure utilisation de la main-d'œuvre et de la capacité industrielle de la Grande-Bretagne, laquelle ne peut être complètement mise à profit faute de charbon en quantité suffisante. En outre, la politique de salaires élevés, là où ils sont nécessaires, et de salaires stationnaires dans les industries non essentielles, aurait très rapidement et plus efficacement résolu le problème d'une meilleure répartition de la main-d'œuvre que l'enrégimentation de celle-ci comme a dû s'y décider le gouvernement travailliste.

En France, durant la période 1920-1938, ce sont les salaires des ouvriers et employés moins bien qualifiés et des manœuvres qui ont bénéficié des plus forts pourcentages d'augmentation de salaire. Au contraire, le maître-ouvrier, l'expert, n'ont vu leurs appointements augmenter que d'une façon insuffisante. Une telle politique, poursuivie longtemps, ne peut que décourager les meilleurs en ne les récompensant guère mieux que les médiocres. Autant une politique de hauts salaires uniformément répartis à la masse est néfaste dès qu'elle ne tient pas compte des conditions économiques normales de la nation, autant une politique de hauts salaires équitablement discriminatoires tend à élever le niveau des capacités productrices de la communauté. Si un manœuvre est payé 200 francs-or par mois, un bon contremaître 250 et un bon ingénieur 300, il n'y a pas assez de différenciation pour inciter tous les contremaîtres à être de bons contremaîtres, tous les ingénieurs à faire effort pour s'élever au niveau de bons ingénieurs. Au contraire, avec une échelle de hauts salaires très différenciés, où le manœuvre ne reçoit que 150 francs, le contremaître 200 et l'ingénieur médiocre 250, mais où le bon contremaître et le bon ingénieur reçoivent deux fois plus, on encourage l'émulation des mieux doués et des meilleurs. Voilà la seule politique des hauts salaires qui soit d'accord avec une concep-

tion sociale progressiste. C'est d'ailleurs ce que Staline a admirablement compris, quoique cette conception nouvelle soit en contradiction absolue avec les vieilles conceptions communistes. Comme vous le voyez, ma proposition est moins réactionnaire qu'on ne serait tenté de le croire. Elle rejoint ce qu'on pourrait appeler les directives d'un néo-communisme qui, pour survivre et triompher de ses adversaires de l'extérieur, a adopté en pratique les principes mêmes de l'économie classique tout en les condamnant en théorie.

XXIII

Chômage et capitalisme

NÉON. — En France, sous l'ancien régime, la misère des paysans était due au nombre excessif de nobles, de prêtres, de moines, de soldats, de domestiques et de petits boutiquiers, tout ce monde-là vivant du travail des paysans. Ceux-ci étaient donc réduits à la portion congrue. C'était là une situation intolérable et le remède devait se trouver, non dans des augmentations de salaires, mais dans une révolution sociale qui réduise fortement la proportion des parasites. Le parasitisme sur une grande échelle, un travail insuffisant et peu efficace, voilà où il faut rechercher l'état misérable de l'économie si on n'en trouve pas l'explication dans l'insuffisance relative des terres exploitables par rapport à la population. Le seul remède efficace est alors un bouleversement social où, en supprimant les privilèges des classes parasitaires, on allège ainsi le fardeau relatif des classes laborieuses.

D'après l'Institut National de Statistiques et Etudes Economiques, l'effectif des fonctionnaires s'élève actuellement en France à 1 million 530.000 personnes, chiffre de 40 % supérieur à celui de 1942 et de 60 % supérieur à celui de 1936. Or, la France manque de cultivateurs, de mineurs et d'ouvriers. Sous le Second Empire, 47 % de la population française s'adonnait à l'agriculture. A la veille de la guerre elle n'en occupait plus que 34 % tandis que le nombre des intermédiaires et détaillants a triplé. Est-il nécessaire de recourir au dirigisme pour endiguer la marée montante des parasites ? Bien au contraire.

Les maux dont souffre la société capitaliste moderne ne sont pas nouveaux. D'après les estimations de Gregory King, les différentes classes de la population anglaise se répartissaient, en 1688, entre :

Trimardeurs (vagrants)	300.000 individus
Individus plus ou moins réduits à l'état de misère	
(cottagers and paupers)	1.300.000
Artisans	240.000
Boutiquiers	225.000
Fermiers	750.000
Ouvriers agricoles et autres (labourers)	1.275.000
Propriétaires	940.000

En 1801 le nombre des trimardeurs se trouvait réduit à 222.000. Celui des cottagers et pauvres à 1.040.000, sans doute par suite des guerres sur le continent et du développement de la marine britannique. Arthur Young indique qu'en 1770 les salaires hebdomadaires atteignaient environ 11 shillings pour les ouvriers d'usine et 6 shillings pour les ouvriers agricoles. Quel affreux bilan ! Qu'on veuille bien se rappeler ces chiffres avant de condamner, a priori, l'industrialisation et le capitalisme moderne.

ECARLAT. — La vie était moins chère.

NÉON. — Grâce à une existence sordide. La viande était meilleur marché mais, à cette époque, la base de la nourriture pour les classes pauvres était constituée par les céréales et des légumes. A la fin du XVIII^e siècle on estimait que les ouvriers, sur un budget moyen annuel de £ 41, dépensaient : £ 22 pour le blé, le seigle, l'avoine et l'orge.

La Grande-Bretagne a connu un développement capitaliste intense de 1860 à 1914. Si, durant cette période, nous rapportons le nombre des chômeurs au nombre total des travailleurs, on constate que durant les années de plus grande prospérité ou les années de plus grande dépression, les minima et les maxima dans la proportion des chômeurs par rapport au nombre total des ouvriers sont toujours restés à peu près comparables (1). L'industrialisation de la Grande-Bretagne n'a donc pas accru le chômage.

En 1933, au pire moment de la crise économique en Angleterre, il y avait près de 3.000.000 de chômeurs. Eu égard à la différence de population, ce chiffre est comparable à celui de 1.600.000 chômeurs en 1688. A noter qu'au XVII^e siècle, la proportion des chômeurs et des pauvres était beaucoup plus forte qu'à notre époque.

La Grande-Bretagne a eu à faire face après la première guerre mondiale à un chômage intense et prolongé parce qu'elle a violé les principes de liberté économique, en tentant de maintenir artificielle-

1. Pourcentage des chômeurs par rapport au nombre total de travailleurs susceptibles de s'employer en Grande-Bretagne :

1,85 % en 1880,	10,70 % en 1879,	2,40 % en 1899,
6,05 % en 1882,	2,35 % en 1882,	6,80 % en 1904,
1,80 % en 1886,	9,55 % en 1886,	4,10 % en 1906,
6,75 % en 1888,	2,05 % en 1889,	
0,75 % en 1872,	7,70 % en 1893-1894,	

ment la livre sterling, le coût de la vie et les salaires à des taux trop élevés par rapport à ce qui avait lieu sur le Continent.

Aux Etats-Unis, la proportion des chômeurs a oscillé entre 5,6 % et 3,7 % de 1889 à 1892 pour s'élever à 16,7 % lors de la crise de 1894 et se maintenir entre 11,9 % et 13,9 % pendant les années suivantes.

Avec un nouveau cycle de prospérité, qui s'étend de 1899 à 1907, le chômage a varié durant ces huit années entre 3,5 % et 7 %. Arrive la crise de 1907. Le chômage atteint 12 % en 1908 mais, malgré la gravité de cette crise, dès l'année suivante, il retombe à 5 %, chiffre autour duquel il est resté jusqu'en 1914.

En chiffres absolus, la crise de 1932-1933 a produit le plus grand chômage que l'on ait jamais connu dans l'histoire. En chiffres relatifs, nous n'en savons rien. Autrefois, on ne tenait pas de statistiques exactes. Lors de la pointe la plus élevée du chômage aux Etats-Unis, les 14 millions à 17 millions de chômeurs représentaient une proportion de 28 à 34 % des travailleurs. C'est considérable, et une pareille proportion n'a jamais été atteinte en France. En 1931 il y avait en France 405.000 chômeurs, 1.260.000 en 1934 et au début de 1939 on était revenu à 305.000.

ECARLAT. — Aux 1.260.000 chômeurs de 1934, il faudrait ajouter environ 1.800.000 ouvriers ou ouvrières employés à heures réduites.

NÉON. — Il est normal que ce soit dans les pays où l'industrialisation est plus rapide — comme ce fut le cas pour les Etats-Unis et l'Allemagne depuis 1871 — que les arrêts causés par un engorgement brusque soient ressentis plus durement. Un correctif s'impose à tout système qui excède temporairement ses forces (2).

Pour mettre à la disposition du genre humain tout ce qui lui

2. D'après Colin Clark, le pourcentage des chômeurs par rapport à la population active non agricole a atteint, pour la période 1925-1934 et pour l'année 1937 :

	MINIMUM	MAXIMUM	ANNÉE 1937
Etats-Unis	4,5 (1929)	30,0 (1933)	21,4
Grande-Bretagne	8,2 (1927)	16,8 (1932)	10,4
Allemagne	2,4 (1925)	34,0 (1932)	11,9
France	1,6 (1926)	24,0 (1937)	24,0
Canada	4,5 (1928)	22,3 (1933)	13,2
Australie	5,2 (1932)	21,7 (1932)	7,0
Suède	5,9 (1929)	13,8 (1933)	6,8
Autriche	9,0 (1925)	21,9 (1933)	17,3
Norvège	7,2 (1925)	18,1 (1933)	10,3
Hongrie	6,6 (1928)	18,3 (1932)	10,0
Tchécoslovaquie	0,9 (1928)	16,8 (1933)	9,3
Grèce	6,5 (1928)	17,8 (1932)	—
Nouvelle-Zélande	3,0 (1925)	12,5 (1932)	6,3
Italie	1,0 (1926)	8,8 (1932)	—

manque, il faut que les hommes travaillent beaucoup plus qu'ils ne désirent le faire. Cependant ceux qui considèrent que l'on doit affranchir les hommes du besoin, sont précisément ceux qui souhaitent que l'on réduise les heures de travail. Ce sont deux choses inconciliables tant que la science et la technologie n'auront pas perfectionné encore davantage les moyens de production de l'humanité. Ici, nouvelle contradiction, puisque ce sont les mêmes personnes qui, en temps de paix, préconisent la limitation de la production et la limitation des progrès techniques.

Pour améliorer le sort de la classe ouvrière, il est futile de vouloir compter sur la diminution des heures de travail et les augmentations de salaires, toutes choses où l'on donne d'une main ce que l'on retire de l'autre, par l'augmentation du coût de la vie qui en est la conséquence. Le sort de la classe ouvrière et de tous les employés et, ainsi, de toute la nation, peut seulement devenir plus confortable :

1° En supprimant tous les gaspillages, que ce soit de main-d'œuvre ou de services inutiles ;

2° En diminuant le coût de distribution des biens consommables, c'est-à-dire en simplifiant les rouages de leur distribution ;

3° En construisant des locaux d'habitation à la fois mieux conçus : au point de vue de l'hygiène, des commodités diverses et de l'environnement des habitations ;

4° En aménageant des parcs et espaces libres où les populations peuvent aller se reposer en famille au lieu d'errer lamentablement dans des rues malodorantes ou d'aller s'abrutir dans des cabarets, si elles ne veulent pas se donner « le luxe » des trains de plaisir ;

5° Et, enfin et surtout, n'en déplaie à bon nombre de sociologues, en accroissant la productivité de la main-d'œuvre par une meilleure organisation technique et des machines plus perfectionnées.

C'est en diminuant le prix de revient des objets fabriqués et en distribuant ceux-ci de façon moins dispendieuse sans diminuer les salaires que l'on peut arriver à une amélioration permanente du sort de l'ouvrier. Tout ce qui grève la production et la distribution des marchandises de frais inutiles diminue le salaire effectif de l'ouvrier lequel doit se mesurer, non en argent, mais par la quantité de choses utiles à l'existence mises à la disposition des travailleurs. Dans une société moderne et démocratique le prolétariat tend de plus en plus à consommer ce qu'il produit. Le chômage chronique dans une industrie particulière signifie que son excédent de main-d'œuvre doit s'employer ailleurs. Si le chômage s'étend à toutes les industries cela ne signifie pas que tous les besoins de l'humanité sont satisfaits mais que les bases d'échange des marchandises doivent être modifiées. Il se produit, en période de crise générale, un temps d'arrêt dans les échanges parce que les bases préalables ne sont plus valables. D'autres cours d'échange,

basés sur les conditions nouvelles, deviennent seuls possibles. Si, pour protéger des situations anciennes, les gouvernements, les cartels ou les trusts s'opposent à réviser leurs prix de vente sous prétexte que leurs stocks sont évalués aux anciens prix de revient, il est évident que la fin de la crise s'en trouve retardée. Le plus tôt on accepte l'inévitable, le mieux cela vaut.

Quand, dans une économie libre, les produits agricoles sont en excès, leur baisse ne tarde pas à en rajuster le prix à un niveau où l'ouvrier peut accepter des réductions de salaires et où les industriels peuvent produire sans perte. Evidemment, il y a la question des stocks accumulés. Quelqu'un doit subir une perte. Celle-ci est nécessaire. L'erreur de la plupart des gardiens du système capitaliste a été de s'obstiner à vouloir sauver ceux qui se sont trompés dans leurs prévisions afin de maintenir certaines situations qui ne sont plus méritées. Elles deviennent ainsi un poids lourd qui prolonge la liquidation des crises.

Dans les systèmes économiques où l'on supprime l'élément-moteur qui est la variabilité du profit, on stabilise les conditions mais on engourdit l'activité normale. De dynamiques, ces systèmes deviennent statiques. On atténue les crises cycliques mais le progrès ne s'accomplit plus que par ordre. On le représente comme désirable mais personne ne fait plus d'efforts réels pour le réaliser.

La libre détermination des salaires, pourvu que les Pouvoirs publics assurent la pleine liberté du travail, raccourcit les périodes de chômage intense en adaptant plus vite l'économie à un train de vie mieux en rapport avec les conditions qui prévalent. L'invariabilité des salaires, en s'opposant aux rajustements nécessaires, prolonge indéfiniment les crises et tend à perpétuer les malajustements de l'économie.

Sans les machines les salaires actuels ne procureraient que bien peu de choses à l'ouvrier. C'est parce qu'une machine fait le travail de dix et vingt ouvriers que ceux-ci peuvent, avec le produit de leur travail, se procurer cinq ou dix fois plus d'objets manufacturés qu'autrefois. Le machinisme n'est pas une cause de chômage puisqu'il crée l'abondance à bon marché. Autrefois, sans industrialisation, les ouvriers peinaient dix ou douze heures par jour. Actuellement, un ouvrier américain peut fabriquer 80 paires de chaussettes dans le même temps où, autrefois, il n'aurait pu en produire qu'une seule. Si nous estimons que sur ces 80 paires il en faut la moitié pour rémunérer le capital employé à la construction d'usines et de machines modernes, nous arrivons à la conclusion que là où, autrefois, un ouvrier pouvait à peine se payer une paire de chaussettes il lui est possible maintenant de s'en procurer quarante paires sans effectuer un travail plus long ou plus pénible.

ECARLAT. — L'ouvrier n'a reçu qu'une partie des avantages

du aux machines et, dans le cas présent, la moitié seulement, l'autre moitié allant au capital.

NÉON. — Au capital et aussi aux organes de coordination, comptabilité, transport, distribution et autres qu'exige la rationalisation.

Les choses pour lesquelles, avec un même travail, l'ouvrier d'aujourd'hui ne reçoit guère plus que l'ouvrier d'autrefois sont celles dont la production mécanique a fait relativement peu de progrès. Ainsi, pour la culture du coton, une journée de travail d'un ouvrier ne lui procure encore actuellement que cinq livres de coton brut. Cela ne diffère guère de ce qu'il pouvait obtenir autrefois. Dans l'industrie du bâtiment il en est à peu près de même mais, là encore, la production mécanique en grande série a fait relativement peu de progrès. Si, autrefois, on avait pu fabriquer des bicyclettes dans l'atelier primitif du charron ou du forgeron, la fabrication d'une seule d'entre elles aurait nécessité tant de journées de travail que jamais un ouvrier n'aurait pu économiser suffisamment sur sa nourriture et son logement pour s'en procurer une. Actuellement, le coût d'une bicyclette ne représente plus pour un ouvrier que la valeur de deux semaines de travail.

Alors que les classes riches ont vu décroître le nombre de domestiques qu'elles pouvaient employer à satisfaire leurs moindres caprices, l'ouvrier américain, a calculé Karl T. Compton, dispose maintenant de ce qui, autrefois, aurait été l'équivalent de 270 domestiques. La force mécanique produite aux Etats-Unis, qu'elle soit dérivée des combustibles ou de la houille blanche, équivaut à plus de 13 chevaux-vapeur par habitant. D'après Compton, le travail utile que peut effectuer un homme dans une journée de travail étant de 35 watts, cela correspond au travail que pourraient fournir 270 esclaves.

En temps normal, le chômage n'est pas plus considérable dans une économie capitaliste qu'il ne le serait dans une économie purement agricole ou dans une économie primitive. Les nations où existaient autrefois une misère intense et des nuées de mendiants, étaient des pays où l'industrie était restée rudimentaire et où n'existaient pas de grandes sociétés capitalistes. Supposez que dans de tels pays des capitalistes édifient des filatures, des tissages, des moulins, des usines hydro-électriques et viennent exploiter des mines. Durant la période d'établissement est-ce que cela augmentera le chômage et la misère ? Non, évidemment. Essayons de voir comment ces nouvelles usines vont affecter le problème de la main-d'œuvre. Certes, elles vont déplacer une certaine quantité de celle-ci, mais des industries nouvelles ne peuvent attirer des ouvriers qu'en leur offrant des conditions d'emploi plus favorables et des salaires plus élevés. Simultanément elles abaissent le prix de vente des objets manufacturés. Autrement, elles n'arriveraient pas à déplacer les anciens articles. Résultat : dans un pays qui s'in-

ustrialise on produit davantage qu'auparavant. Par voie de conséquence, il y a davantage de biens consommables à répartir parmi la population, et celle-ci est mieux en mesure de les acquérir que par le passé par suite de salaires plus élevés. Ceci n'est nullement l'effet de notre imagination. C'est l'histoire même du développement des nations industrialisées tout au cours du XIX^e siècle. Voilà le circuit de progrès industriel et capitaliste créé. On produit plus, on consomme davantage, les heures de travail diminuent.

Le chômage a toujours existé plus ou moins dans le passé. Les économies artisanes ou purement agricoles n'en sont pas exemptes. Seulement, là il est plus facile à résoudre parce que chaque petite entreprise se contracte, se replie sur elle-même. Dans les économies primitives chacun se suffit plus ou moins.

A la campagne les gens ne meurent pas de faim parce qu'ils sont réduits au chômage. Les uns possèdent un petit jardin qui fournit des légumes, quelques lapins, quelques volailles. D'autres donnent un coup de main dans la ferme voisine en échange de quelque nourriture. Les ouvriers de ferme sont parfois conservés juste pour leur nourriture quand l'ouvrage manque.

Plus une nation est industrialisée, plus la question du chômage est difficile à résoudre si on a laissé les travailleurs s'agglomérer dans de vastes cités spécialisées dans certaines industries.

Les vastes buildings où, dans des appartements de une, deux ou trois pièces, sont entassés d'innombrables familles ouvrières, simplifient évidemment le travail de la ménagère. Tout se trouve à portée de sa main. En bas, dans la même maison ou juste à côté ou en face, se trouvent boulangerie, épicerie, laiterie. Pas de courses lointaines pour faire les achats. A côté de ces avantages, la promiscuité détruit l'esprit de famille. L'ouvrier ne s'intéresse pas à son intérieur. Les enfants, quand ils ne sont pas constamment sur le dos de leurs parents dans les deux pièces où tout se trouve réuni, s'en vont jouer dans la rue. Ils deviennent une gêne, car la place est tellement mesurée. Un ménage trop à l'étroit, cherche à sortir de son intérieur. Et, là encore, l'enfant devient une charge onéreuse dès qu'on va prendre ses repas dehors.

ECARLAT. — En temps normal, c'est-à-dire en l'absence de crise économique, il y a deux sortes de chômeurs : les chômeurs saisonniers et ceux momentanément en quête d'un emploi pour des raisons personnelles ou par suite de changements dans le statut des industries qui les employaient précédemment. Ceux-ci forment un flottant que, même dans les périodes de prospérité, le système capitaliste n'est jamais arrivé à résorber complètement. Ainsi, en 1928, durant une période de grande prospérité, on estimait qu'aux Etats-

Unis le nombre de ces chômeurs momentanément déplacés atteignait 1.500.000. Ajoutons à ceci 500.000 chômeurs saisonniers, durant chaque automne, et 3.000.000 en hiver. On arrive à un chômage moyen d'environ trois millions d'individus !

NÉON.— Chiffre impressionnant. Cependant, rapporté au nombre total d'ouvriers et d'employés des deux sexes aux Etats-Unis, cela ne représente que 6 % de l'effectif des travailleurs, dont 3 % en moyenne pour des chômeurs saisonniers. Il ne faut pas oublier que ces derniers reçoivent des salaires plus élevés que ne le comporterait leur emploi si celui-ci était exercé de façon continue d'un bout de l'année à l'autre. Dans le bâtiment un simple poseur de briques se fait, aux Etats-Unis, \$ 12 par jour. Si l'emploi était continu, cela représenterait \$ 3000 par an. Tous les salariés moins avantagés seraient donc amenés à délaisser les nombreuses occupations où ils ne gagnent que \$ 1500 par an pour demander qu'on les emploie à poser des briques. Dans une économie libérale où on fait respecter le principe du libre emploiement et de la liberté du travail, cela aurait pour résultat d'abaisser rapidement les salaires des poseurs de briques à un taux comparable à celui des autres emplois de même nature.

En ce qui concerne le chômage saisonnier, il suffirait de rendre obligatoire, dans les industries en cause, l'usage de caisses de compensation spéciales destinées, grâce à des contributions plus élevées de la part des employeurs et des employés que ce n'est le cas dans les autres industries, à assurer pendant les périodes de morte-saison une espèce de péréquation des salaires. Pour respecter un principe essentiel de toute économie libérale, les caisses de compensation doivent être « self supporting ». Il n'y a aucune raison pour qu'une industrie qui est susceptible de n'employer sa main-d'œuvre que de façon intermittente, en fasse supporter le poids à la communauté. Dans une économie individualiste, l'ouvrier qui a un emploi stable ne doit pas faire les frais des périodes de chômage du salarié qui préfère s'employer dans une industrie saisonnière où, généralement, des salaires plus élevés en compensent l'instabilité.

ECARLAT. — C'est faire bon marché des principes de solidarité.

NÉON. — En leur nom on ne doit pas renier les principes de liberté individuelle, sauf à la dernière extrémité. Aucun régime, non totalitaire, n'est en mesure de supprimer un certain chômage. L'expérience de l'année 1944 nous en fournit la preuve. Dans les pays en guerre, les plus pressants appels étaient faits à tous les gens susceptibles de s'employer. Résultat : en Grande-Bretagne le nombre des chômeurs n'est jamais descendu au-dessous de 62.000 et aux Etats-Unis au-dessous de 630.000.

Le comité britannique du chômage, dans son rapport annuel

(mars 1946), signalait qu'il y a « des hommes et des femmes qui ne sont pas considérés comme capables d'arriver à une certaine habileté professionnelle et qui, cependant, ne peuvent accepter de faire des travaux moins bien rétribués ou moins attrayants ». Or, simultanément, en Grande-Bretagne on manquait de mineurs pour les charbonnages, on manquait de bras pour accroître la production agricole, on en manquait pour faire des briques, on en manquait dans l'industrie du bâtiment. Les hommes de loi se plaignaient de la lenteur de la justice par suite, disaient-ils, du manque de dactylos. Cependant, avouait une commission officielle, il y a environ 300.000 personnes en chômage.

En temps normal, un petit pourcentage de chômeurs représente ce fonds flottant où vient s'alimenter l'industrie. Sauf pour les chômeurs invétérés ce fonds est constitué par les ouvriers qui, ayant quitté l'usine ou le commerce qui les employait, sont temporairement en quête d'un nouvel emploi. Toute économie planifiée dans un pays où prédomine un esprit libéral est destinée à se heurter à des difficultés semblables. Pour devenir un succès durable tout gouvernement socialiste doit être autoritaire. Dans une économie libre l'ouvrier médiocre n'a pas le choix. S'il n'est pas qualifié pour un emploi supérieur il doit s'accommoder de ce qu'il trouve.

L'ouvrier doit se convaincre qu'un régime social institué uniquement en vue de supprimer tout chômage aurait pour contrepartie une réglementation sévère, la perte de nombreuses libertés individuelles, une certaine standardisation de l'existence, tout cela sans contrepartie bien tangible.

Il n'existe pas de plus grand gaspillage que celui qui consiste à payer des gens à ne rien faire, si peu les paie-t-on, sans compter le gaspillage moral, plus grave encore. Il y a, pour le bon ouvrier, un sentiment de déchéance qui finit par s'incorporer à sa nature quand il se voit ramené au même niveau que le chômeur de profession. Un bon ouvrier qui chôme plusieurs années, n'est plus un bon ouvrier. Il a perdu le goût du travail. Si, plus tard, on le remploie à salaire normal il n'exécutera plus qu'un travail sous-normal. Il en arrivera même à regretter le temps où, avec ses 12 francs par jour, il pouvait aller pêcher à la ligne toute la matinée et, l'après-midi, rester assis sur le devant de sa porte.

On a préconisé parfois, comme solution au chômage, le retour à la terre. S'il s'agissait d'une production plus intensive, ce serait parfait, mais les auteurs de tels plans voient dans le retour à la terre une absorption des chômeurs sans accroissement de production. Malheureusement, après qu'on aurait diminué le rendement par ouvrier durant les périodes de crise, il serait très difficile de le rétablir par la suite à son niveau antérieur.

Ce n'est donc pas de cette manière simpliste qu'il faut remettre la terre en honneur. C'est, au contraire, en lui demandant davantage et en faisant de la culture du sol une soupape de sûreté pour les périodes de chômage que nous devons essayer de résoudre le problème.

Voici une grande agglomération ouvrière où vivent trente mille familles d'ouvriers. Arrive une période de chômage forcé. Pour les célibataires, pas grande difficulté, on peut les transporter où c'est nécessaire pour leur faire accomplir de grands travaux d'intérêt public, en leur procurant des abris de fortune. Dans le cas d'une famille de cinq personnes, dont une ou deux seulement sont en état de s'employer utilement au dehors, c'est impossible.

Il faut donc offrir une échappatoire possible aux familles nombreuses dont le père est réduit à un chômage prolongé, sans transformer en ouvriers agricoles les ouvriers d'usines. Ce serait antiéconomique, ce serait une duplication inutile. Il faut offrir en temps normal à toute famille d'ouvriers sérieuse un homestead avec un terrain de quatre cents à deux mille mètres carrés. Une telle conception doit être progressive car elle exige la décentralisation d'un certain nombre d'usines en décongestionnant les grandes villes. Un Crédit Foncier, sous l'égide de l'Etat, devrait avancer, à faible intérêt, tous les fonds nécessaires à l'acquisition des terrains et à la construction de maisons ouvrières, de façon qu'à chaque maison corresponde un terrain cultivable, mettons dix ares, pour une famille de cinq personnes. A raison de 400 francs-or pour l'achat du terrain et de 8.000 francs-or pour la construction de l'habitation, l'usine pourrait, ainsi, mettre à la disposition de chaque famille une habitation-jardin d'un loyer de 30 francs-or par mois. Matin et soir, les omnibus de l'usine ramasseraient et ramèneraient à leur logis les ouvriers.

En période de chômage, un terrain de 400 à 2.000 mètres peut pourvoir à tous les besoins alimentaires d'une famille et même laisser encore un petit surplus d'échange. Evidemment, cela exige pas mal de labeur en dehors des heures de travail régulier. Mais l'objet essentiel est atteint, à savoir que sans autre charge qu'une perte temporaire d'intérêts, l'Etat peut maintenir, à train ralenti, certes, mais d'une façon absolument saine, l'existence de toutes les familles des travailleurs réduits au chômage.

L'habitation familiale avec jardin potager est un facteur de stabilité économique et sociale. Oliveira Salazar, dans son discours du 13 mars 1933, disait :

« La famille qui habite sous son propre toit est nécessairement plus économe, plus stable et mieux constituée. C'est pourquoi de grands blocs de logement, des maisons ouvrières colossales avec leurs restaurants annexes et leur table commune, ne nous intéressent pas. Tout cela est parfait pour l'hôte de passage de la vie, pour les populations

à demi nomades de nos grandes civilisations contemporaines. Pour notre nature indépendante et de goûts plus simples, nous préférons la petite maison indépendante, habitée par la famille qui la possède. »

Les hommes ont les opinions des circonstances. En période de crise économique, comme en 1931-1933, technologie, rationalisation, taylorisation, standardisation ou normalisation sont des expressions qui paraissent d'autant plus redoutables que personne ne veut plus se rappeler que nous faisons de la technologie dès que nous appliquons nos connaissances à l'industrie, de la rationalisation quand nous mettons de l'ordre, de la taylorisation quand nous évitons de faire des gestes qui nous fatiguent ou consomment notre temps inutilement, de la standardisation quand nous produisons des articles limités à un nombre restreint de modèles bien étudiés. Tout cela, à y bien regarder, tourne à l'avantage des ouvriers. On ne peut pas rationaliser une usine sans améliorer les conditions accessoires du travail : air débarrassé de poussières et de mauvaises odeurs, propreté des ateliers, appareils de sécurité, sièges confortables, etc. N'insistons pas. A l'époque actuelle où l'on demande plus de production et de meilleurs rendements, la cause est entendue. Qu'il nous suffise de rappeler ce mot d'Edouard Herriot :

« Le Taylorisme peut s'appliquer à tout ; dès qu'il aura transformé nos vieilles manies, on s'apercevra combien il aura été ridicule de professer cette contre-vérité que la Taylorisation est l'organisation rationnelle de l'esclavage. Elle n'est, au contraire, que l'intervention de l'intelligence analytique dans les synthèses de l'empirisme et de la routine. »

et aussi, ce passage d'Henri Dubreuil, un socialiste :

« Contrairement à ce que beaucoup pensent, écrit-il, tout travail physique, même monotone, à condition bien entendu qu'il ne soit pas exténuant, est favorable à l'éclosion et au vagabondage de la pensée. C'est seulement par incompréhension qu'on sépare les travailleurs en manuels et intellectuels. Ce sont ceux qui s'intitulent les intellectuels qui ont songé à cette fausse division, parce qu'ils n'ont pas su discerner la pensée aiguë qui peut vivre et briller sous une rude écorce.

» La véritable monotonie du travail est créée par la vie sans espoir, par le sentiment qu'on ne sortira pas de cette morne répétition dans laquelle on a vu sombrer des vies et des intelligences autour de soi. Des années, des dizaines d'années, des vies s'écoulent dans cette morne répétition autrement terrible que l'apparence des gestes qu'on fait devant la machine et qui frappent tant l'intellectuel étranger à la véritable vie du travail. Ce qui fait la vie monotone, c'est l'activité sans but, c'est le cercle étroit et médiocre d'une existence terne et grise, c'est le sentiment d'une vie fermée et sans horizon. »

Les reproches véhéments que l'on adresse au machinisme nous feraient croire véritablement que le machinisme, c'est-à-dire le travail automatique, le même geste cent fois, mille fois répété dans la même journée, est devenu la condition de toute l'humanité. On oppose avec éloquence l'initiative de l'artisan et du travailleur libre à l'automatisme de l'ouvrier d'usine rivé à sa tâche, toujours la même, par suite de la division du travail. Le travail purement mécanique, dont toute pensée est absente ne constitue après tout que le travail d'une faible minorité de travailleurs. Ceux-ci s'en contentent par indifférence,

paresse ou incapacité. S'il y a là une injustice à leur égard, la Nature, seule, en est responsable.

En ce qui concerne le chômage technologique, l'emploi de nouvelles machines, la construction de nouvelles usines et le développement des ressources du globe, loin d'être des causes réelles de chômage, constituent le moyen le plus efficace d'y parer dans les économies largement industrialisées. Ce n'est pas un paradoxe. Dans une économie normale, le machinisme tend simplement à déplacer la main-d'œuvre, non à l'éliminer. Si, d'une part, des machines plus perfectionnées produisent davantage avec moins de main-d'œuvre, d'autre part, elles créent à la fois de nouveaux besoins et de nouveaux débouchés. Evidemment, les crises cycliques sont plus fortement ressenties dans les pays très industrialisés, mais cela constitue une question distincte.

Dans la *Grande Revue* de septembre 1933 (page 397, d'un article intitulé : « L'Expérience du Président Roosevelt »), je faisais observer que :

« Le Sénateur Caillaux n'aperçoit dans l'œuvre magnifique du grand barrage installé sur une dérivation du Rhin que les 1200 ouvriers qui vont être supprimés par l'emploi de la force hydro-électrique au lieu de l'énergie thermique. Mais M. Caillaux oublie totalement que pour construire le barrage du Rhin et effectuer les installations hydro-électriques, il a fallu dépenser 450 millions en salaires et appointements. Or cela équivalait à l'emploi de 5000 ouvriers pendant 6 ans, directement ou indirectement. Sauf les intérêts intercalaires du Capital mis en œuvre et en impôts, tout, en dernière analyse, se ramène en effet à des salaires... »

S'il en était autrement, ce n'est pas depuis 1929 que la machine aurait réduit au chômage des millions d'ouvriers mais bien avant, dès les premières machines. Au fur et à mesure qu'on en construit de nouvelles, des ouvriers trouvent de l'ouvrage et les prix de revient étant diminués, la consommation s'élargit. Le machinisme amène des adaptations nouvelles de la main-d'œuvre, il ne la supprime pas.

Aux Etats-Unis on voit les choses d'une façon moins étroite qu'en France. L'établissement de barrages et d'usines hydro-électriques dans le bassin de la Tennessee-Valley est cité comme l'un des meilleurs moyens que l'on ait imaginé pour lutter contre le chômage.

Dans un régime de libre concurrence et d'égale opportunité où, jusqu'à l'âge de 15 ans, tous les enfants recevraient à peu près la même instruction, en qualité et en quantité dans la mesure où leurs facultés personnelles leur permettraient d'absorber celle-ci, chaque individu s'adapterait naturellement à un genre de besogne correspondant à ses possibilités.

Des sociologues, des politiciens, des poètes nous représentent le

machinisme comme une monstruosité qui dégrade l'être humain. La plupart d'entre eux se représentent ce que serait leur condition s'ils se trouvaient subitement obligés, eux, intellectuels, de poser des rivets à tant par heure dans un chantier naval ou s'ils devaient surveiller deux ou trois machines dans une filature moderne. A la fin d'une semaine de 40 heures, sans aucun doute, ils se sentiraient pas mal abrutis. Tel n'est pas le cas des ouvriers qui sont habitués à ce genre de travail. La plupart d'entre eux n'en ressentent pas plus de fatigue cérébrale que n'en éprouve un conducteur d'auto bien entraîné, qui conduit sa voiture sept ou huit heures par jour, uniquement pour son plaisir. Dans les deux cas, l'effort d'attention est le même. Au surplus, les reproches que l'on adresse au machinisme sont dénués de signification pratique puisque l'humanité, qu'elle soit socialiste ou communiste, n'est pas disposée à renoncer aux avantages qu'il procure.

Contrairement à une assertion souvent entendue, que la machine réduit l'ouvrier à un rôle secondaire, Jules Romains, dans l'hebdomadaire *Carrefour*, remarque très justement que celle-ci tend à créer une sorte de sélection aristocratique : celle des bons mécaniciens. Il en conclut que dans la société de l'avenir il n'y aura plus de place pour l'ouvrier non spécialisé, pour le manoeuvre sans aucune habileté professionnelle, puisque tout sera effectué au moyen de machines compliquées et délicates. Tous les individus aux réflexes lents ou incapables de concentrer leurs pensées ou doués d'une mémoire incertaine, fugitive, deviendraient ainsi des chômeurs, et Jules Romain indique que leur nombre pourrait atteindre ou dépasser le tiers de l'humanité.

Très heureusement une semblable éventualité n'est guère plus probable que celle où on représente les hommes de l'avenir comme devenus incapables de penser par eux-mêmes, comme réduits à l'état de machines par les machines qu'ils conduisent. Les hommes ne sont pas davantage destinés à devenir des sortes de monstres avec une tête énorme et des membres atrophiés. Toutes ces extrapolations ne sont logiques qu'en apparence. Elles accordent une importance exclusive à un seul facteur. Elles ne tiennent pas compte de certains traits fondamentaux de l'homme, ni de son extrême souplesse. Celle-ci lui permet aussi bien de s'adapter à des situations nouvelles qu'à revenir à ses instincts primitifs quand la nécessité s'en impose.

Imaginer que dans le sein des sociétés futures il n'y aura plus place que pour certains types d'individus, c'est se représenter celles-ci de façon trop simpliste. Sans se livrer à des hypothèses purement gratuites sur ce qui existera dans deux ou trois siècles, il suffit de constater que dans notre monde actuel il continue à subsister des modes de production archaïques concurremment avec les méthodes les plus perfectionnées. Nombre d'individus préfèrent effectuer un travail improductif plutôt que d'accepter une discipline quelconque.

Le jardinage et l'élevage continueront à être susceptibles de nourrir leur homme si celui-ci se contente d'une très simple subsistance, loin des grands centres. J'ai toujours considéré avec étonnement ces pêcheurs qui, en fin de journée, ne rapportent qu'une quantité dérisoire de poissons. En ce qui me concerne, je ne verrais là qu'une occupation ennuyeuse sans aucune compensation. Cependant des milliers d'individus aiment pêcher à la ligne. Cela prouve donc que le profit ou la simple logique n'est pas nécessairement ce qui dicte les activités de beaucoup d'hommes. La crise de domestiques, qui affecte tous les pays hautement civilisés et démocratiques, démontre qu'il y a toujours du travail pour ceux qui sont disposés à accepter des emplois subalternes.

Les machines très compliquées doivent payer l'intérêt du capital qui a servi à les construire et ce capital ne peut être rémunéré si la machine ne travaille pas un temps suffisant. On ne pourra donc jamais trouver sur tous les points du globe les machines qui rendraient tout effort humain inutile. Enfin, il y aura toujours des fractions de l'humanité, des éléments dissidents ou retardataires qui vivront en marge de celle-ci. Leur vie pourrait être dure comparativement à celle de leurs voisins mais, pour l'homme, que la vie soit dure ou non, il veut vivre. Pour continuer à subsister il est prêt à accepter n'importe quoi. Le pire service qu'on pourrait rendre à l'humanité de l'avenir serait de lui imposer l'uniformisation des conditions humaines et des salaires. Cela ne laisserait plus qu'une seule alternative, et une alternative désastreuse intellectuellement, et moralement, à savoir qu'une partie de l'humanité travaillerait pour subvenir de façon permanente aux besoins d'une autre partie de celle-ci, rendue incapable de fournir un travail adéquat aux salaires minima imposés.

Repoussons avec vigueur toutes les théories qui pourraient conduire à une telle solution. Pour que notre civilisation ne périclète pas par une sollicitude mal placée, ne craignons pas d'affirmer qu'un certain égoïsme individuel est la condition nécessaire de la vie. Au surplus, l'amour de soi-même est si fortement ancré dans tout ce qui vit que ces craintes sont déplacées. N'y a-t-il pas toujours des hommes prêts à dévorer leurs semblables quand toute autre nourriture leur est refusée ?

Quelle que soit l'humanité de demain, si un tiers de celle-ci s'en trouvait retranché par l'imperfection de nos lois ou par la trop grande perfection de nos machines, soyons assurés qu'un tel déséquilibre ne durerait pas longtemps. Une sauvage lutte s'ensuivrait. Qu'en résulterait-il ? Un retour à l'équilibre par une solution mieux appropriée à la nature réelle de l'homme.

Comme conséquence des crises, et pendant la période de récupération, il est usuel de constater l'accroissement des fonds inemployés

dans les banques en face d'un chômage persistant. De là, pendant de telles périodes, l'idée simpliste chez beaucoup de gens que pour remédier au chômage il faut consommer et dépenser le plus possible.

Au lendemain de la crise de 1929-1932, Keynes est devenu le plus populaire des économistes en dénonçant les dangers de l'épargne, cause du chômage, disait-il. Keynes affirmait que le faible désir de consommer, chez les riches, est la cause principale de nos troubles économiques, et il ajoutait : « Bien pis. Non seulement le faible désir de consommer est plus faible chez une nation riche mais encore, par suite de son accumulation de capital, les opportunités pour de nouveaux investissements sont moins attrayantes. »

Il est exact que dans les pays riches — par exemple la France et l'Angleterre avant 1914 — les occasions de placement sont moins attrayantes que dans les pays neufs en cours de développement, mais ceci nécessite une mise au point que Keynes semble avoir négligée. Si on prenait au pied de la lettre son assertion, il s'ensuivrait que c'est dans les pays pauvres qu'existent les plus grandes opportunités, ce qui est très loin d'être la règle générale. Si dans un pays neuf un placement à 5 % est de bien faible attrait, il n'en est pas de même dans les pays riches. L'attrait des placements est chose très relative. Keynes prend pour mesure de la richesse et des troubles d'une nation l'importance croissante des avoirs liquides de celle-ci, en dépôt dans les banques, et du taux peu élevé de l'intérêt qui en résulte. La cause habituelle d'une situation semblable, quand celle-ci n'est pas le résultat d'une inflation de guerre ou d'après-guerre, est la conséquence normale d'une crise économique. Mais c'est précisément cette accumulation de capitaux qui présage et facilite le retour à la santé. La plupart des individus et des peuples ne thésaurisent jamais par plaisir mais par crainte. La pression créée par une accumulation excessive de capitaux devient même telle parfois que, malgré toutes les craintes, le désir de dépenser finit par l'emporter. N'est-ce pas là l'expérience de toutes les nations actuellement ?

D'après Keynes, le chômage s'accroît proportionnellement avec la thésaurisation. C'est exact. Ce qui ne l'est pas c'est de conclure que c'est la thésaurisation qui est responsable du chômage. Chômage et accroissements des dépôts dans les banques proviennent d'une même cause : crise économique ou crainte de celle-ci. Comme je l'ai montré précédemment, d'accord avec tous les économistes classiques, la cause fondamentale des crises cycliques doit être recherchée dans l'accroissement exagéré des dépenses en capital, dans la diminution de la liquidité des avoirs du public par rapport à ses engagements et dans le caractère trop spéculatif des investissements de capitaux. Pour tout dire, les crises économiques sont dues à un excès de dépenses de la part du public et à l'accroissement des engagements de celui-ci. Inver-

sement, le retour à la santé est caractérisé par la reconstitution des liquidités du public et de ses disponibilités. Sans doute, si comme le voulait Keynes, on provoque artificiellement et prématurément le réemploi des capitaux économisés avant ce qu'exigerait le plein développement du cycle économique normal, on produit effectivement un renouveau d'activité. Par contre, on abrège aussi la durée de la période de prospérité subséquente.

Pour appuyer sa thèse, Keynes se servait d'un cas hypothétique, celui d'une nation où l'accumulation progressive du capital aurait rendu le travail si productif que la plus grande partie des habitants seraient en mesure d'économiser. Il arriverait alors, soutenait Keynes, qu'une partie croissante des ressources sociales : capital, moyens de production et main-d'œuvre, se trouveraient inutilisées. Nous avons vu cela en 1933-1936 concluent trop hâtivement de nombreuses personnes. Ceci n'est pas exact. La thésaurisation de 1933-1936 avait pour cause, non un excès de richesses, mais bien la nécessité de reconstituer les capitaux détruits par la déflation de 1929-1932, capitaux nécessaires à une reprise des affaires. Ceci étant noté, admettons même que l'hypothèse de Keynes puisse se réaliser quelque jour. Quel en serait l'effet ? L'intérêt de l'argent tomberait à presque rien : cela finirait par inciter les épargnants à dissiper leurs capitaux en des projets extravagants. Il y aurait aussi excès de main-d'œuvre : on réduirait les heures de travail. Ce serait une répétition du chômage de 1933-1936, objectera-t-on. Non pas. Celui-ci provenait en réalité d'un déséquilibre temporaire. Toutes les marchandises s'accumulaient, non pas tant parce qu'on ne savait qu'en faire, mais parce que ceux qui auraient pu les utiliser n'avaient pas l'argent nécessaire pour les acheter. L'excès des disponibilités sur lequel est basée la thèse de Keynes n'était, en 1933-1936, qu'une apparence. La preuve c'est que l'on était obligé de donner des secours de chômage. Dans l'hypothèse précédente ceci serait inutile puisque l'hypothèse repose sur la prémisse d'une surabondance de pouvoir d'achat qui ne trouve pas d'emploi. Keynes est dominé par l'idée que le capitalisme se meurt par suite d'une surabondance croissante des capitaux inemployés et inemployables. Toute l'histoire des crises économiques s'inscrit en faux contre une telle assertion.

Dans une économie libre, on ne pourrait écarter indéfiniment tout danger de crise qu'en supprimant toute anticipation spéculative de l'avenir et en proportionnant rigoureusement dépenses et investissements du public à ses revenus réels et à ses économies. Ceci est irréalisable. Toute période de longue prospérité entraîne avec elle une anticipation optimiste de l'avenir. Ceci se traduit par une propension accrue à consommer davantage, à dépenser davantage et à investir davantage de capitaux jusqu'au moment où le fonds de roulement

de la nation n'est plus en rapport avec ses engagements de dépenses, d'où crise comme il a été expliqué précédemment.

Les hommes ne travaillent que par nécessité, pour pourvoir à certains besoins, pour acquérir les moyens d'avoir une existence plus agréable, par ambition, orgueil, avarice, désir de domination. Dans une économie libérale, supprimez le facteur nécessité, c'est-à-dire le désir de se prémunir de la faim et du froid, pour la majorité des individus disparaît alors la nécessité du travail. Dans une économie libérale, la faim c'est l'aiguillon nécessaire qui pousse les hommes au travail. Si on leur donne l'assurance que, quoi qu'ils fassent ou ne fassent pas, les premières nécessités de l'existence leur sont assurées, on supprime l'aiguillon. On condamne l'économie de la nation à l'anémie ou, encore, on aboutit, comme c'est le cas en Grande-Bretagne, à la conscription civile plus ou moins déguisée des citoyens suivant des principes arbitraires, tels que : le mineur doit rester attaché à la mine ; l'ouvrier ne peut plus cesser d'être ouvrier, il ne peut plus s'élever vers une profession libérale. Par contre, ceux qui peuvent exciper d'une vague profession libérale jouissent d'un privilège injustifié dans tous les cas où cela leur permet d'échapper à la conscription des travailleurs manuels. Est-ce juste envers le prolétariat ? Certainement non. Voilà cependant quelques-unes des injustices flagrantes où aboutissent les principes de « justice sociale » et de socialisation déguisée tels qu'on les voit appliquer en Grande-Bretagne et tels qu'on les verrait appliquer ailleurs dans tout autre pays à esprit libéral en mal de dirigisme.

Chez tous les peuples à tempérament individualiste et où les principes de la liberté individuelle se sont incorporés à l'esprit de la nation, on peut socialiser les moyens de production et décréter l'enrégimentation des individus. Tout cela ne conduit pas bien loin, sans aller de travers, car aucune loi, ni aucun gouvernement ne peut socialiser les esprits.

Peut-on créer du travail utile pour tout le monde ?

NÉON. — On peut toujours remédier au chômage, qu'il résulte du machinisme ou des crises de surproduction, ce que l'on ne peut pas changer, malheureusement, c'est la nature humaine. C'est elle qui s'oppose, si on lui laisse libre cours, à ce que les grands travaux destinés à lutter contre le chômage soient effectués de façon économique et à un salaire calculé seulement sur une indemnité de subsistance, c'est elle aussi qui pousse producteurs, industriels ou fermiers, à exiger que l'Etat soutienne des cours trop élevés pour des produits qu'ils ne peuvent vendre sur un marché libre.

Toute la question du chômage se ramène à une question de nourriture. Si on a les aliments nécessaires il est dans l'intérêt bien compris de la communauté de les échanger contre le travail de ceux qui sont temporairement inemployés. Ceci revient à dire que tant que le travail de deux individus suffit à leur propre subsistance et à celle de deux autres personnes, enfants ou vieillards, la question du chômage peut être résolue. Ceci exige des sacrifices de tout le monde. Si on n'a pas recours à l'inflation, les classes aisées ou riches doivent payer, sous la forme d'augmentations d'impôts, le coût de travaux destinés à demeurer improductifs pendant de longues années. De leur côté, les chômeurs doivent accepter des salaires inférieurs au taux normal quand il s'agit de travaux improductifs destinés à remédier au chômage. Si on n'observe pas ce principe il en résulte qu'à salaire égal les ouvriers employés par l'industrie privée tendent à quitter leur emploi régulier pour se faire embaucher par la communauté à des travaux où l'employeur, c'est-à-dire Etat ou municipalité, est infiniment moins exigeant sur la qualité de l'effort fourni. D'autre part, si l'Etat paie aux chômeurs des salaires plus élevés que ceux strictement nécessaires à leur subsistance et à celle de leurs enfants âgés

de moins de 16 ans, les sommes nécessaires deviennent rapidement si considérables que, comme il est arrivé dans de nombreux Etats, la communauté préfère adopter, comme plus économique, le système du secours au chômage pur et simple, sans aucun travail correspondant. C'est l'expérience que fit l'Angleterre de 1920 à 1939. Elle fut désastreuse. Après dix ou quinze années de « dole » les chômeurs étaient devenus incapables de tout travail effectif. La Grande-Bretagne souffre encore actuellement de la détérioration morale qui en a été la conséquence.

Au temps où on ne pensait ni au canal de Suez, ni à celui de Panama, on parlait déjà d'élargir le canal des Deux-Mers. Les rapports d'ingénieurs et les commentaires étaient généralement favorables. Or, en 1933, crise intense. Il y a 300.000 ouvriers en chômage. On renvoie dans leur pays, Polonais, Tchèques et autres dont on ne sait plus que faire. Occasion unique, croyez-vous, de s'atteler enfin à ce canal qui aurait doublé la valeur stratégique de la flotte de guerre française en lui permettant de passer, au nez de l'ennemi, de l'Océan en Méditerranée et vice versa. On objecte que cela coûte beaucoup moins cher, en apparence du moins, de payer les chômeurs à ne rien faire, qu'à les employer à des travaux utiles. Un chômeur coûte 12 francs par jour, un ouvrier qui travaille 40 francs. En outre, il faut lui fournir des outils, du ciment, de l'acier, des explosifs. Quelle économie à employer les gens à ne rien faire ! Ce que l'on feint d'ignorer c'est que lorsque l'Etat fait travailler un chômeur cela crée un circuit de réemploiement dans l'industrie privée par suite des matériaux consommés par le travail du chômeur employé par l'Etat.

Il n'y a pas d'autres limites à ce que l'on peut entreprendre que la nécessité de trouver à nourrir les travailleurs, ce qui n'est qu'une question de terres propices à la culture. Celles-ci sont susceptibles d'extensions considérables si l'on tient compte de tous les espaces libres de la surface de notre globe que, par plus ou moins de travail, on peut rendre propres à la production de matières alimentaires.

Les levures, genre levure de bière, permettent de faire la synthèse biologique de protéines, donc d'aliments azotés assimilables par l'homme, en partant de sels ammoniacaux, de phosphates et d'hydrates de carbone. Les cultures à peu près entièrement synthétiques de levures ouvrent ainsi des possibilités, pour ainsi dire illimitées, de pourvoir à l'alimentation de populations considérables sur des espaces limités ou de fertilité médiocre.

Les expériences et recherches scientifiques effectuées sur une vaste échelle peuvent donner du travail à un nombre considérable d'individus à titre de simples employés exécutant les plans de recherches prévus par des milliers d'ingénieurs chimistes, physiciens, biologistes, agronomes, etc. Toutefois, ne considérons ici que les travaux

qui intéressent plus particulièrement l'homme quelconque, c'est-à-dire un programme de modernisation de nos habitations et d'urbanisme. Ceci serait susceptible de donner du travail pendant quarante ans à tous les chômeurs imaginables. La plupart des maladies contagieuses, sauf les maladies vénériennes, nous sont communiquées par l'air que nous respirons, les aliments et les boissons que nous absorbons, les contacts avec des objets septiques. Ce ne sont là d'ailleurs que des véhicules innocents. Les coupables, ce sont nos semblables, les autres hommes et aussi, mais à un moindre degré, les animaux. La plupart des maladies contagieuses sont évitables. L'énorme diminution des cas de fièvre typhoïde, de diphtérie, de petite vérole, de fièvre puerpérale, de fièvre jaune, de choléra, depuis que l'on cherche à contrôler et à éliminer les foyers d'infection, le démontre.

Pour nous protéger efficacement des maladies infectieuses, des changements radicaux dans nos habitudes sociales seraient nécessaires en même temps qu'il faudrait moderniser nos méthodes de distribution et de consommation des aliments. Les maladies contagieuses, en frappant surtout les êtres jeunes, nous font perdre un capital humain de valeur. Il ne suffit pas d'apprendre aux jeunes gens les règles d'une hygiène prévoyante sagement appliquée, il faut encore leur en donner les moyens. Ceux-ci, malgré tous les progrès qui ont été accomplis, sont très insuffisants. Les Etats-Unis nous ont devancés grâce à des règlements plus impératifs que les nôtres. Là-bas on ne prie pas les voyageurs de ne pas cracher dans les wagons de chemins de fer, dans le métro, dans les salles publiques. On les menace d'amendes sérieuses et de prison. Dans les restaurants, des pancartes font savoir aux cuisiniers et aux serveurs qu'au sortir des w.-c. ils doivent se laver les mains.

Evidemment, cela ne servirait guère, en Europe, que l'on affiche de telles prescriptions, vu que les facilités mises à la disposition des employés sont souvent inexistantes ou d'une saleté écœurante. Il faut donc créer ces facilités. C'est bien pourquoi une application plus intelligente, et plus rigoureuse aussi, de mesures élémentaires d'hygiène est susceptible de donner du travail à ceux qui en demandent.

Dans les grandes villes l'eau est suffisamment contrôlée pour ne plus présenter de dangers appréciables mais le lait, lequel constitue un excellent bouillon de culture, est un véhicule surnois dans les intérieurs malpropres où on le laisse exposé dans des récipients non couverts à toutes les poussières, aux mouches, etc. Combien y a-t-il de ménagères qui, avant de verser le lait dans un bol, ont soin de nettoyer l'extérieur du goulot de la bouteille quand celui-ci n'est pas protégé par une cape en papier ou en carton ? Or, durant le transport des bouteilles à lait, l'orifice recueille d'autant mieux toutes les saletés qui viennent s'y déposer qu'il est plus ou moins humide.

En Angleterre et en Irlande où, dans les restaurants et salons de thé on apporte du lait en même temps que le thé, il est fréquent de voir traîner sur les tables des innombrables maisons où l'on sert du thé à toutes les heures de la journée, de petits pots de lait. Les clients, en causant ou en éternuant, envoient des postillons dans ces pots qui, le plus souvent, ne sont pas couverts et dans lesquels, au cours d'une même journée, on rajoute constamment du lait sans les vider complètement. Des gâteaux, souvent même des gâteaux à la crème, se promènent de même sur les tables à la disposition des clients.

ECARLAT. — Ce cours d'hygiène n'a rien à voir avec la lutte contre le chômage.

NÉON. — Je vous demande pardon. En rendant efficaces des règlements appropriés sur la santé publique, cela obligerait les restaurateurs à employer plus de personnel dans des locaux mieux compris dotés d'un matériel ultra-moderne. L'installation dans les cuisines des plus modestes intérieurs de frigidaires et de placards d'un nettoyage facile représenterait également des sommes considérables, donc beaucoup de travail à accomplir.

ECARLAT. — Dans le numéro de février 1946 d'*Echange*, L. Kerisel, Directeur du Plan de la Reconstruction au Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, compare la politique du logement aux Etats-Unis et en France. L'ouvrier américain, nous dit-il, consacre à son loyer 25 % de son revenu alors que l'ouvrier français seulement 6 %.

NÉON. — Tout en étant exacts, ces chiffres conduisent à une impression erronée en ce qui concerne les dépenses de logement en France. Il est exact qu'en 1939 l'ouvrier français ne consacrait que 6 % de son revenu annuel pour se loger, mais cela était dû à des circonstances exceptionnelles : la dépréciation et dévaluation du franc alors que les loyers n'avaient pas été revalorisés en proportion. En réalité, avant 1914, l'ouvrier en France dépensait de 10 à 16 % de son salaire annuel pour se loger. C'était là d'ailleurs une proportion assez générale en Europe depuis très longtemps. Ainsi, vers le milieu du XVIII^e siècle, les dépenses de logement s'établissaient aux alentours de 10 % du salaire annuel des ouvriers en France, en Belgique et en Saxe.

En Amérique, un bon ouvrier peut facilement s'acheter une maison individuelle avec deux fois le montant de son salaire annuel, mais ce n'est pas, comme l'indique M. Kerisel, parce que le coût de la construction est moins élevé en Amérique qu'en France. C'est parce qu'aux Etats-Unis la proportion des salaires par rapport au coût de la vie est beaucoup plus considérable qu'en Europe. Pour l'établisse-

ment d'une maison de même type, le coût des matériaux est, aux Etats-Unis, plus bas qu'en France, mais comme les ouvriers du bâtiment sont payés une douzaine de dollars par jour cela fait plus que compenser la différence. Par ailleurs, les types de construction diffèrent. Dans de nombreuses villes américaines les maisons sont construites en bois et recouvertes d'enduits en plâtre. Par contre, le confort : salle de bains, frigidaire, chauffage central ne se rencontrent guère en France, même dans les habitations bourgeoises. Tout cela doit faire partie des habitations modernes. Cela exige beaucoup d'argent, donc beaucoup de travail.

Dans tous les pays, et tout particulièrement en France, on ne manque jamais de trouver des gens qui, arguant d'économie, critiquent les travaux d'utilité publique. Le coût de ceux-ci, disent-ils, est disproportionné avec les services à en attendre. Cela arrive assez souvent dans le présent mais si nous tournons les yeux vers ce qui s'est fait dans le passé, nous constatons que les critiques basées uniquement sur des considérations d'économie étaient généralement mal fondées. Au risque de me répéter, je vais vous poser à nouveau la question : « Que nous reste-t-il des générations passées ? » Précisément ce qui, à l'époque, n'était pas d'une utilité immédiate. La plupart des grandes inventions ne sont devenues profitables qu'après bien des insuccès, suivis de nouveaux perfectionnements. A toutes les époques on a vu condamner, par esprit d'économie, la création de ports plus vastes et mieux aménagés, susceptibles de recevoir des navires ayant un tirant d'eau plus élevé que ceux en usage ! Il en a été de même pour les canaux, les travaux d'irrigation et les centrales hydro-électriques.

Que serait devenue l'Irlande, à peu près entièrement privée de charbon pendant la deuxième guerre mondiale, si l'Administration de M. de Valera n'avait pas compris l'intérêt que présentait la construction des centrales hydro-électriques sur la rivière Shannon ? Encouragée par ce succès, l'Administration de l'Eire a en vue d'autres travaux analogues, mais les croasseurs ne cessent jamais de croasser. Ils répètent au sujet de ces nouveaux projets les mêmes critiques dont ils assaillaient autrefois le projet de la Shannon.

C'est seulement en travaillant pour le lendemain qu'une nation s'enrichit et accroît son potentiel économique. Est-ce à dire que nous devons gaspiller ? Non pas. Mais le véritable gaspillage consiste à trop dépenser pour nos loisirs et nos agréments au lieu d'économiser pour les grands travaux qui serviront demain. L'heure qui passe et qui ne laisse rien derrière elle est aussi nulle que si elle n'avait rien produit. C'est ce qui reste qui compte dans la balance des choses passées. Du seul point de vue de l'humanité de demain, ce que nous consommons n'a de valeur que dans la mesure où cela nous permet d'exister et de faire œuvre durable.

Il est élémentaire de dire que c'est durant les périodes de dépression économique qu'il convient d'intensifier les grands travaux de l'Etat au compte capital. Durant la crise de 1929-1934, la Grande-Bretagne a fait exactement l'inverse. En 1929, elle dépensait 43 millions de livres pour son programme d'habitations à bon marché qu'elle réduisit à 28 millions de livres, en 1932. On constata des réductions analogues pour l'électrification et la construction de routes.

C'est une erreur de croire qu'on peut créer une prospérité durable en accroissant les dépenses de la communauté en biens de consommation. C'est seulement par l'épargne qu'une économie demeure bien portante ou peut le devenir. Par des dépenses faites à tort et à travers, de façon plus ou moins extravagante, on lui redonne une activité fiévreuse, mais celle-ci ne devient de bon aloi que si on profite de la fièvre temporaire pour redonner le goût de l'entreprise à toute la nation.

ECARLAT. — La distinction subtile que vous établissez entre les dépenses de consommation et les investissements de capitaux à long terme semble bien artificielle. Prenons un exemple. Que je dépense mon argent à manger des choses plus coûteuses qu'il n'est nécessaire, ou à effectuer un voyage de plaisir ou que, au contraire, je fasse construire une maison et transformer en potager le terrain en friche qui l'entourait, pour une même somme employée, cela crée autant de salaires, cela fait travailler autant d'ouvriers. Ce qui importe, c'est la dépense et non sa nature.

NÉON. — Etrange argument dans la bouche d'un syndicaliste. Admettons que vous ayez 50.000 francs de revenu annuel et que vous les dépensiez entièrement à votre logement, nourriture, habillement et plaisirs et que ces 50.000 francs soient allés ensuite alimenter le budget d'autres individus, employés ou ouvriers, qui les ont dépensés de la même façon que vous. Au bout de l'année qu'en est-il résulté ? Que toutes les industries et tous les commerces qui fournissent aux nécessités courantes de l'existence ont fonctionné normalement. C'est très bien, allez-vous dire. En réalité, je vous l'ai déjà expliqué, que les gens consomment un peu plus ou un peu moins, cela ne fait pas une bien grande différence. Prenez la consommation des divers produits alimentaires : crise ou pas crise, leur consommation varie peu d'une année à l'autre. Les grosses différences de consommation entre une période de prospérité et une période de crise proviennent des dépenses qui représentent des investissements de capitaux. En période de prospérité ces dépenses sont considérables. En période de crise elles sont réduites au minimum et c'est de là que provient le chômage massif de certaines industries lequel, par contre-coup, cause un chômage partiel dans les industries de consommation. Or, dans l'hypothèse précédente, sur ces 50.000 francs que ceux qui en ont bénéficié ont

dépensé pour leur consommation courante, très peu est allé accroître le capital immobilier ou industriel de la nation. Par conséquent ces dépenses n'ont pratiquement rien fait pour remédier au chômage des industries de biens durables, tels qu'industrie du bâtiment, outillage industriel, navires, ports, etc. En ne procédant à aucune épargne et en n'investissant pas cette épargne dans les biens de valeur durable, vous n'avez ni accru la richesse de la nation, ni davantage contribué à remédier au chômage des industries de biens durables. Ceci ne peut se faire que par l'épargne qui s'emploie utilement.

Pour remettre en marche l'activité d'une nation en période de dépression économique il est plus profitable de favoriser les dépenses en capital que les dépenses en biens de consommation courante lesquels sont produits par des industries relativement peu atteintes par la crise. C'est également plus profitable pour l'Etat. Les dépenses en capital, si elles sont effectuées avec discernement, enrichissent la nation. Les dépenses en biens consommables, en dehors de ce qui est nécessaire pour maintenir en bonne santé les populations, sont indifférentes. La cause fondamentale de toutes les crises périodiques est, en réalité, l'investissement du fonds de roulement normal de la nation en entreprises non immédiatement payantes. Quand cet investissement est fait non par les détenteurs des capitaux disponibles mais par les emprunteurs de ces capitaux, la crise économique se double d'une crise financière d'autant plus aiguë que l'endettement est plus élevé et à plus court terme. Les crises économiques tendent à créer des réactions qui en sont le remède automatique. Mais il est préférable de hâter l'éclosion des facteurs de reprise par des mesures appropriées. Toute la question est de bien choisir les remèdes appropriés et le médecin qui les applique.

Les investissements extraordinaires de l'Etat stimulent bien l'économie, mais comme un Etat ne peut emprunter indéfiniment, le jour où il s'arrête, parce qu'il a pompé tous les fonds disponibles de la nation pour les investir en armements ou en travaux généralement improductifs de revenus, personne n'étant en mesure de se substituer à lui, il se produit une crise de déflation tout comme dans le cas précédent, avec cette différence que l'Etat peut continuer à emprunter indéfiniment en forçant dans la circulation des émissions massives de billets. Là encore ce n'est qu'une solution temporaire qui doit se résoudre finalement par une déflation et remboursement des dettes de l'Etat par l'impôt, d'où crise, ou par une dévaluation monétaire qui remédie à la crise par la banqueroute.

Comme vous le voyez, il n'y a pas d'autre moyen pour maintenir la prospérité et pour éviter le chômage d'une façon durable que de favoriser l'épargne.

Les seules échappatoires sont — la dévaluation monétaire —

qui est en réalité un impôt extraordinaire sur l'épargne, ou une économie totalitaire ce qui est le travail forcé.

Les crises de surproduction ne sont réellement redoutables que pour les nations qui produisent trop de produits industriels et pas assez de matières alimentaires. Si une nation ne produit que du caoutchouc, ou rien que du cuivre et que plus personne dans le monde n'ait besoin de caoutchouc ou de cuivre, la situation d'une telle nation devient impossible. C'est là un cas exceptionnel qui ne se réalise complètement que par suite de l'imprévoyance des gouvernements ou des populations affectées. Il est, certes, tentant quand le caoutchouc, le café ou le cacao donnent d'énormes bénéfices de ne faire que du caoutchouc, du café ou du cacao et de négliger les cultures vivrières. Mais dans une économie libérale, les individus doivent être prévoyants et dans une économie planifiée, c'est le gouvernement qui doit l'être pour eux. Les lois du monde vivant imposent la prévoyance à ceux qui veulent survivre.

Toutes les fois qu'une nation produit assez de matières alimentaires, aucune crise économique ne devrait l'affecter profondément. A l'encontre de cette assertion, on citera le cas des Etats-Unis qui, de 1932 à 1933, se sont trouvés dans la situation où une partie de la population ne pouvait pas acheter pour subsister ce qu'une autre fraction de celle-ci ne pouvait vendre. C'est là le grand grief que tous ceux qui crient haro sur le système capitaliste reprochent à celui-ci. Il ne serait pas difficile de démontrer que si les économies libérales ne fonctionnent plus convenablement, c'est tout simplement parce qu'on ne leur laisse plus la liberté, le laisser-faire sans lequel elles s'encrassent dès que des gouvernements empêchent de s'exercer les lois économiques sur tout ce qui est non viable, mort-né ou caduc.

Il faut distinguer entre la surproduction temporaire de certains produits laquelle est due à ce que les producteurs de ces produits sont incapables ou peu désireux de produire autre chose, et la surproduction généralisée laquelle n'est due qu'à une diminution du pouvoir d'achat du public. Donnez au public un pouvoir d'achat suffisant et il ne se lassera jamais d'acheter. Quand il n'achète plus, c'est soit parce qu'il n'en a plus les moyens, soit qu'il craint d'en perdre les moyens et que, pour se prémunir d'une crise, il thésaurise. Evidemment, il y a des limites à ce que le public, les communautés, les Etats, peuvent désirer acquérir, mais il suffit de réfléchir à tout ce qu'il reste à faire, à toutes les populations du globe qui sont encore mal pourvues quoique possédant des richesses naturelles non développées, pour comprendre que les limites de ce que l'humanité pourrait consommer si elle en avait les moyens sont loin, très loin d'être encore atteintes.

Puisqu'il y a du travail pour tout le monde, le seul problème à résoudre pendant les périodes de chômage généralisé provenant de

surproduction c'est, pour l'Etat, non d'ordonner que les producteurs sacrifient leurs petits cochons ou détruisent une partie de leurs récoltes comme on le fit en Amérique, mais de faire en sorte qu'une Caisse Autonome achète ces cochons ou les surplus de denrées pour les utiliser à la subsistance des chômeurs employés à des travaux d'utilité publique en les payant en nature ou, plus exactement, en bons de consommation librement échangeables contre des marchandises.

Le régime de la commune médiocrité

ECARLAT. — Dans une économie socialiste tout est livré aux consommateurs au prix de revient, c'est-à-dire bien au-dessous des prix auxquels peut prétendre le système capitaliste lequel surajoute le bénéfice de l'entrepreneur et des intermédiaires, chacun d'eux majorant proportionnellement le prix précédent, si bien que le prix de vente du détaillant comprend le bénéfice que chaque intermédiaire entend réaliser non seulement sur le prix initial mais, aussi, sur les bénéfices successifs de tous les entrepreneurs qui l'ont précédé. Soit un objet dont le coût initial de production est de 30 francs. Avec le bénéfice du premier entrepreneur nous arrivons à 35 francs. Un transformateur va alors y ajouter 10 francs de main-d'œuvre, de charbon, d'électricité et d'impôts, d'où un prix de revient de 45 francs mais, à son tour, il prend encore son bénéfice, lequel porte à 50 francs le prix auquel il va le céder à un grossiste. Celui-ci a également des frais généraux, des impôts, des frais de transport et, en plus, exige encore son propre bénéfice. Finalement cet objet se trouve livré au public à 100 francs. Là dedans est incorporé le bénéfice du détaillant, le bénéfice du grossiste, le bénéfice du transformateur et le bénéfice du producteur de la matière première, intégrés successivement, non d'après le prix de revient initial, mais de façon à ce que le bénéfice de chaque stade successif intervienne pour majorer le bénéfice exigé au stade suivant.

DURAND. — Il n'est que trop vrai. Les frais généraux de distribution des marchandises au public représentent une part excessive des prix de vente au détail.

ECARLAT. — Qui se trouvent diminués dans une économie socialiste.

DURAND. — Le système capitaliste y parvient également par le trust vertical, par le système de vente directe au public, par la simplification des rouages de la vente au détail et la limitation du nombre des articles vendus dans chaque catégorie.

Il est évident que dans une économie socialiste la monopolisation et la standardisation des marchandises mises en vente seraient susceptibles d'apporter une réduction considérable des frais de distribution. Seulement ceci ne serait possible qu'en réduisant l'option de choix laissée au consommateur. Les frais de distribution en économie capitaliste ou, plus exactement, dans une économie libérale, car ces frais n'ont rien à voir avec le système capitaliste proprement dit, les frais élevés de distribution proviennent, en grande partie, de la diversité des articles mis en vente et de la concurrence des intermédiaires ou des magasins qui procèdent à la distribution. Dans une économie socialiste ces frais sont réduits parce qu'on réduit le nombre de modèles et les services à la disposition du public. Dans une économie où existe la concurrence, le vendeur attend généralement le client. Dans une économie planifiée, le client fait la queue. Les économies possibles dans un système socialiste s'effectuent donc aux dépens du consommateur. Il paie moins cher mais il obtient moins de services. La répercussion que la différence de services exerce sur les prix de vente pouvait s'observer très nettement, avant la guerre, en comparant à Paris deux magasins tels que le Printemps et la Samaritaine.

ECARLAT. — Aux égards excessifs, que dans les magasins de haut luxe on montre à la clientèle riche, se substituera partout une cordialité réciproque entre employés et clients. Les exigences capricieuses du client extravagant n'existeront plus...

DURAND. — Et partout ce seront les clients qui feront la queue devant les comptoirs.

ECARLAT. — Aux heures d'affluence, oui. Mais aux heures creuses ce sera encore le vendeur qui attendra le client. Il y aura ainsi une sorte de compensation et, surtout, une meilleure utilisation des heures pendant lesquelles les magasins resteront ouverts.

DURAND. — En économie socialiste, au lieu de la surproduction capitaliste, laquelle tend à freiner les prix, il y aura souvent production insuffisante pour satisfaire à toutes les demandes. Des surproductions comparables à celles des économies du laisser-faire deviendront inimaginables. Mais, pourquoi ? Supposons que dans une usine d'engrais le directeur signale que son stock de superphosphates augmente trop vite. On lui recommandera aussitôt d'expédier davantage de superphosphates aux centres d'approvisionnement locaux. Ceux-ci effectueront alors des distributions plus ou moins gratuites aux fermes régio-

nales. Pourquoi celles-ci refuseraient-elles l'aubaine ? La seule chose qui puisse arriver c'est que les entreprises agricoles réceptionnaires laissent les sacs de superphosphates exposés aux intempéries faute de hangars suffisants. La pluie résoudra la question. Dans toute économie socialiste les prix de revient seront infiniment complexes. Ils signifieront tout ce que l'on voudra leur faire dire.

ECARLAT. — N'y aurait-il aucun avantage matériel, comptez-vous pour rien de donner enfin satisfaction à plus de justice sociale ?

DURAND. — Celle-ci consiste à répartir les biens de ce monde proportionnellement au travail utile de chacun.

ECARLAT. — John Strachey, reprenant un raisonnement dû à Hilaire Belloc, a fait remarquer que :

« Une condition sociale où tous les citoyens sont obligés de travailler à la discrétion de l'Etat n'est pas servile. Le servage n'existe que par contraste avec une condition libre. La condition de servage n'existe que quand il y a des citoyens libres au bénéfice desquels les serfs travaillent sous la compulsion de lois positives. »

DURAND. — Cela équivaut à dire que tout le monde étant réduit au servage, il n'y a plus de serfs ou, si vous aimez mieux, que quand tout le monde est enchaîné, les chaînes n'existent plus.

ECARLAT. — Quoi que utilitaire et libéral, Stuart Mill avouait que :

« Entre le communisme avec toutes ses chances, et l'état présent de la société avec toutes ses souffrances et ses injustices, toutes les difficultés du communisme, grandes et petites, ne seraient que de la poussière dans la balance. »

DURAND. — Stuart Mill semblait s'imaginer que le communisme libère l'humanité de ses souffrances et de ses injustices. Sans doute, parce qu'étant essentiellement utilitaire, il ne mesurait les injustices de la société qu'en termes de différences de fortune.

ECARLAT. — Il est monstrueux que l'ouvrier soit obligé de vendre ses heures de travail juste comme s'il s'agissait d'une marchandise.

DURAND. — En réalité, l'ouvrier ne fait qu'échanger les produits de son travail contre le produit du travail d'autres ouvriers ou producteurs.

ECARLAT. — Il y a un fait primordial : Tout individu a droit au travail et à un salaire qui lui permette de vivre décemment lui et sa famille.

DURAND. — Personne n'est disposé à le contester. Malheureusement c'est aussi vide de signification pratique que si vous affirmiez que l'homme a le droit de vivre jusqu'à 40 ans, ou 80 ans, ou encore

qu'il a le droit de bien se porter. Personne ne conteste ces droits-là. Ils n'en sont pas moins stériles tant qu'on ne prend pas les mesures nécessaires pour leur donner satisfaction. Un droit est illusoire si personne, en contrepartie, n'a l'obligation de faire en sorte ou de contribuer à rendre ce droit effectif. Un droit comporte toujours une obligation de la part d'une ou plusieurs autres personnes. Il est évident que j'ai le droit de ne pas mourir de faim. Ce droit que tout le monde est disposé à me reconnaître n'a de valeur que si quelqu'un se reconnaît aussi l'obligation de me donner à manger.

ECARLAT. — C'est précisément cette obligation que nous autres, communistes, nous voulons créer de façon effective, durable, définitive.

DURAND. — Bon, la voilà inscrite dans votre Constitution future où l'on pourra lire : 1° La Collectivité est dans l'obligation de subvenir aux besoins essentiels de tous les individus qui la constituent. — Mais, tout aussitôt, un contre-article devra ajouter : 2° Tout individu capable de fournir un certain travail est dans l'obligation de s'employer aux travaux qui lui seront assignés par la Collectivité. Vous reprochez à l'économie libérale d'assimiler le travail à une marchandise. L'économie libérale vous répond : Une marchandise, si vous voulez, mais une marchandise que vous êtes libre d'aller offrir quand cela vous convient, là où cela vous convient, à qui cela vous convient, en vue d'un travail que vous êtes capable d'exécuter dans des conditions librement débattues entre vous et votre employeur. Certes, en pratique, il y a bien des limitations. C'est l'histoire de tout contrat. Depuis que, dans tous les pays, ont été reconnus le droit de grève collective et le droit pour les ouvriers d'être collectivement représentés par un mandataire, patronat et prolétariat occupent des positions qui s'équilibrent mutuellement. Durant ces cinquante dernières années un grand nombre de conflits ouvriers portant sur les salaires ou les heures de travail se sont terminés à l'avantage du prolétariat. Généralement, quand le conflit est apparu insoluble, c'est parce qu'il portait sur autre chose que des questions intéressant le sort matériel de chaque ouvrier : grèves politiques, grèves pour interdire l'emploi d'ouvriers non syndiqués, grèves pour obtenir le réemploi de certains ouvriers congédiés, etc. Dans un Etat communiste ces causes de conflit subsisteront encore. Parfois, comme en Russie, les ouvriers ne pourront pas manifester leur mécontentement de façon tangible. Au contraire, comme ce serait le cas en France, en Angleterre, en Belgique, en Italie et en Amérique, la position de certaines catégories d'ouvriers serait tellement forte, les Pouvoirs publics auraient tellement peur de mécontenter certains groupements importants que tout finirait par aller à vau-l'eau si l'entente ne se faisait pas aux dépens

des fractions minoritaires de la population. Laissant de côté les cas extrêmes où finira toujours par sombrer tout régime réellement collectiviste, examinons le cas d'un communisme enclin à la modération, mais sans faiblesse excessive, un communisme où l'on a inscrit dans la Constitution, et aussi sur tous les édifices : « Tout appartient à tous », mais où, sous le couvert des mots égalité, démocratie, communauté, à peu près rien n'est changé à ce qui existe sous la Quatrième République, à part qu'il n'y aurait plus de riches, plus de banquiers, mais seulement des prolétaires. Vous, Ecarlat, vous occuperez un poste de choix à moins que vous ne finissiez comme Trotski ; l'ingénieur Néon ne serait peut-être pas non plus trop à plaindre s'il savait refréner son esprit trop enclin à la critique. Mais vous avouerez que si on en vient au communisme, c'est tout de même pour qu'il y ait quelque chose de changé dans le sort matériel des millions de pauvres bougres.

ECARLAT. — Evidemment.

DURAND. — Eh bien ! pour ceux-là, que ce soit sous la Quatrième ou sous la Première, Deuxième ou Troisième République communiste, il n'y aura rien de changé. Quelques débrouillards, riches d'influence syndicale, seront avantagés, mais au détriment d'autres travailleurs, car on ne peut pas avantager quelqu'un sans désavantager d'autres personnes. Avant comme après, le maçon fera de la maçonnerie, le cultivateur sèmera du blé, l'ouvrier mineur ira au fond de la mine. Y aura-t-il beaucoup plus de maçonnerie, de nourriture, de charbon ou de fer que sous la IV^e République ? Oui, si le maçon, le cultivateur et le mineur travaillent davantage, mieux ou plus longtemps. Autrement non. Qu'auront-ils gagné au change ? Ils pourront se repaître de ces mots symboliques inscrits sur chaque édifice public : « Tout appartient à tous ». Est-ce que cela vaut la peine de nous lancer dans une aventure où les inconvénients peuvent tourner au désastre et où les avantages ne peuvent être qu'illusoire ?

Loin de chercher à supprimer l'inégalité entre les hommes, nous devons la régulariser de façon à ce qu'elle cesse d'être un motif d'oppression des forts sur les faibles, pour devenir seulement un stimulant à l'effort de tous et afin que chacun soit encouragé à faire aussi bien que possible dans la sphère naturelle de ses aptitudes.

L'inégalité est féconde dès qu'elle s'exerce dans une atmosphère de liberté où chacun peut recevoir une récompense proportionnelle à son mérite et à sa productivité.

Ce sera toujours en vain que des prophètes rétrogrades chercheront à modeler l'humanité d'après des principes d'égalisation démagogique. Pour réussir il leur faudrait imposer ces principes, non seulement à tous les peuples mais aussi à tous les hommes ; non seulement pendant quelques années mais pendant un temps suffisant pour modi-

fier de façon durable la nature même de l'homme. Un régime autoritaire durable, donc basé sur l'inégalité, serait à peine suffisant pour cela.

L'autorité est la négation du principe de l'égalité entre les hommes, et la liberté s'oppose à ce que l'égalité puisse jamais prévaloir parmi eux. Outre les limitations bien connues qu'impose la nature, la société restera toujours incapable de niveler la part de chaque homme à une même portion égale pour chacun quels que soient son travail et ses capacités. De telles chimères ne sont pas seulement irréalisables. Elles sont malfaisantes. Elles tendent à persuader aux hommes que les bases de la société actuelle sont injustes et que, par conséquent, c'est faire œuvre pie que d'en saper les fondements.

A la différence des anciennes classes sociales, la classe des capitalistes est ouverte à tous ceux qui peuvent et veulent acheter quelques actions d'une entreprise quelconque. On peut d'ailleurs concevoir un capitalisme coopératif où ce sont les ouvriers et employés qui possèdent effectivement ces moyens de production, non pas de façon purement symbolique, mais par la détention entre leurs mains de la totalité des actions des entreprises où ils travaillent. En fait, ce système existe déjà dans quelques usines. Peut-on soutenir qu'il s'agit encore d'une classe ? Si oui, il existera toujours des classes sociales, même sous le régime communiste. Il y aura la classe sociale des imprimeurs et rédacteurs de journaux, classe supérieure ; il y aura la classe des ouvriers d'ait, classe supérieure ; la classe des contremaîtres, encore une classe supérieure. Par contre, à l'autre bout, il y aura la classe des balayeurs de rue, celle des mineurs, celle des manœuvres, toutes classes inférieures, non peut-être par les rémunérations distribuées mais, en tout cas, par la nature du travail effectué. Enfin et surtout, il y aura la classe de la bureaucratie communiste. Pour stabiliser, maintenir, renforcer le régime contre des mouvements dissidents, celle-ci se sentira obligée de constituer un corps plus ou moins fermé. Pour y accéder, de bonnes recommandations seront aussi nécessaires que sous une République bourgeoise.

Le chef d'une cellule importante saura toujours placer aux meilleures places ses parents, ses amis et les parents et amis de ceux-ci, ou encore les têtes sympathiques qui lui auront plu, par un sourire, un bon mot, une anecdote amusante, ou davantage de servilité. Gare aux autres, dans les chiourmes communistes de l'avenir. Malheur à ceux qui ne sauront ni flatter, ni se rendre agréables ou utiles aux chefs de groupes ou aux grands pontifes. Et, surtout, gare au premier échelon de la discipline, qu'il s'appelle répétiteur, contremaître, sous-maître ou caporal, car ce sont ceux-là qui rendent intolérable la vie aux esprits libres durant leurs premiers pas dans l'existence.

ECARLAT. — Au bout de deux ou trois générations les esprits se seront socialisés. L'égalisation des dépenses de chaque famille rendra moins sensible aux uns et aux autres ce qui leur manquera. Il n'y aura plus comme base de comparaison des individus qui ont trop, à côté d'autres qui n'ont pas assez. Le niveau de vie moyen de l'individu dans une économie socialiste sera donc plus facilement acceptable pour la majorité.

L'idée fondamentale du communisme a été exprimée il y a déjà bien longtemps. Platon disait dans *Les Lois* :

« Quelque part que cela se réalise ou doive se réaliser, il faut que les richesses soient communes entre les citoyens et qu'on apporte le plus grand soin à retrancher du commerce et de la vie jusqu'au nom de la propriété. »

Plus tard, saint Luc raconte que :

« Tous ceux qui croyaient étaient ensemble dans un même lieu et avaient toutes choses communes. Ils vendaient leurs possessions et leurs biens et les distribuaient à tous selon le besoin que chacun en avait. »

Rien n'exprime plus clairement les aspirations à une vie commune qui se font jour dans une humanité libérée moralement des chaînes qui asservissent riches comme pauvres dans une société où tout se mesure par l'argent ou le crédit qu'on vous attribue.

DURAND. — Le principe communiste est d'autant plus facile à réaliser que les gens sont plus pauvres. En fait, c'est seulement dans les sociétés primitives que nous le voyons subsister un temps assez long. Il représente donc un premier stade social et non le but que devraient réaliser les sociétés modernes. Pour qu'il en soit autrement il faudrait changer la nature humaine, c'est ce que reconnaissait Frédéric Brunet, un socialiste, quand il disait, dans son livre « Le Socialisme expérimental » :

« Il faut que l'individu comprenne la nécessité des disciplines volontaires pour s'astreindre au devoir de produire, il faut qu'il comprenne que soit en subissant les contraintes de la concurrence, soit en produisant sous l'empire de l'altruisme en période socialiste, le bien-être particulier ne peut sortir que de la surabondance des produits. Or, là encore, l'aspiration de l'individu est, en général, en contradiction avec cette nécessité : il aspire à limiter sa fatigue, et pour qu'il produise il faut qu'il obéisse : une sollicitation plus forte que son dévouement personnel : crainte, besoins physiques et moraux, intérêt, orgueil, altruisme. »

On l'a dit bien souvent, pour que le communisme puisse prospérer, il suffirait que les hommes n'aient plus de défauts, qu'ils cessent de penser à eux pour ne penser qu'à autrui. Jésus enseignait cela il y a déjà deux mille ans. De nombreux peuples se sont convertis à Ses paroles. Nous les répétons pieusement depuis des siècles. Quel a été le résultat ? Que les hommes continuent à penser infiniment plus à eux-mêmes qu'à leur prochain. Cependant que nous offrait Jésus pour renoncer à cette mauvaise habitude ? Le Ciel. Alors, vous autres, communistes, vous vous imaginez naïvement que les pauvres prêtres que vous distribuerez aux hommes de la cité future vont effectuer ce miracle qu'aucune religion n'a encore pu accomplir de façon durable ?

ECARLAT. — Vos critiques s'adressent à un communisme pris dans son sens littéral le plus extrême qui ne répond en rien au programme que nous avons en vue actuellement. Notre but essentiel est d'enlever à leurs détenteurs actuels les moyens de production et de placer ceux-ci entre les mains de la classe ouvrière.

DURAND. — Pour y faire travailler les ouvriers comme par le passé. La seule différence serait que l'ouvrier ne pourrait plus quitter son usine de son seul gré. Il s'y trouverait pratiquement attaché comme l'était autrefois le serf à la terre qu'il cultivait. Les succès éclatants et indéniables de l'économie russe prouvent que le communisme véritable peut conduire à autre chose qu'à la gabegie. Mais la Russie soviétique n'a triomphé que parce que Staline l'a fait dévier de la route tracée par Lénine :

« Si 20 heures de travail sont nécessaires pour faire une paire de souliers et quatre heures pour produire un quintal de blé, il s'ensuit, disait Lénine, qu'une paire de souliers doit valoir cinq fois un quintal de blé. »

D'après Lénine, la valeur d'une chose devait être mesurée par le nombre d'heures de travail passées à la produire et non par la qualité de ce travail, principe destructeur de tout progrès, que Staline s'est empressé de renier.

ECARLAT :

« Le caractère distinctif d'une société communiste, dit John Strachey, est que dans une telle société aucun revenu n'est dérivé en vertu de la possession des moyens de production. Tout y est distribué en raison des services rendus. »

DURAND. — Dans une société capitaliste où l'héritage est aboli, tout est également dérivé en vertu de services rendus, avec cet avantage immense que chacun y demeure libre.

ECARLAT. — Comme l'a dit Lénine :

« L'organisation capitaliste du travail est basée sur la discipline de la faim.. L'organisation communiste du travail, dont le premier stade est le socialisme, est basée, et sera de plus en plus basée, sur la libre et consciente discipline des travailleurs eux-mêmes. »

DURAND. — Ce sont là des mots. Ils ne tiennent pas compte des réalités. Celles-ci, nous savons ce qu'elles sont dans tous les pays où on a ébauché une organisation communiste.

ECARLAT :

« Etant donné que sous le régime communiste, il n'existe plus un antagonisme de statuts opposés : homme libre et serf, propriétaire et prolétaire et, que, par définition, il n'y a plus de classes, il ne peut plus y avoir de luttes de classes » (John Strachey.)

DURAND. — Les gens ne se combattent pas seulement parce qu'ils appartiennent à des classes différentes. Ils se combattent souvent parce qu'ils n'ont pas les mêmes idées, ou parce qu'ils ont des ambitions antagonistes.

ECARLAT :

« Nous arrivons maintenant au plus frappant de tous les contrastes entre

le communisme et la présente phase de capitalisme impérialiste, dit Strachey. Le communisme est, par essence même, internationaliste. De même que le communisme fournit la seule vraie solution du problème de la lutte des classes, en abolissant les classes, de même il conduit à la seule solution du problème des conflits internationaux, en abolissant les souverainetés nationales. Il est non-national, à la fois dans sa base économique et dans le système d'idées qu'il bâtit sur cette base. Une économie communiste ne peut pas admettre pratiquement de frontières nationales. »

DURAND. — Si un Etat communiste prétend étendre son organisation à des Etats restés capitalistes, ou à d'autres Etats communistes où les dirigeants au pouvoir veulent conserver leur autonomie, il se produira des conflits absolument comme il s'en produit entre les Etats capitalistes. Les conditions de vie dans les différentes parties du monde sont si prononcées que l'on n'aperçoit pas comment le genre humain pourra se convertir partout à la fois non seulement à la même règle, mais aussi à la même autorité.

ECARLAT :

« Le communisme ne se présente pas au genre humain comme une sorte de cure sans souffrances garantie contre tous les maux de l'univers. » (John Strachey.)

DURAND. — Quel aveu ! Strachey essaie de le corriger, en ajoutant aussitôt :

« L'argument essentiel en faveur (du communisme) est plutôt que c'est la seule méthode par laquelle la civilisation humaine peut être maintenue. »

Il n'y a pas d'autre remède pour vous sauver que le mien, disent de même les charlatans. Loin d'être en voie de désagrégation la civilisation actuelle est joliment solide pour avoir pu supporter deux guerres épouvantables sans s'effondrer aussitôt. On peut supprimer la lutte de classes en supprimant les classes sociales, mais la lutte renaîtra entre individualistes et totalitaires. Le régime républicain, c'est la liberté organisée. L'anarchisme, c'est la liberté désorganisée. A l'avenir, entre ces deux extrêmes, se trouveront les Socialistes et les Communistes. Ceux-ci n'auront pas de pires et plus dangereux ennemis que les anarchistes et les libertaires.

En marge de la légalité communiste se dressera une alliance des républicains et des anarchistes, alliance parfaitement logique. Elle représentera la coalition de tous les individualistes, de tous les intellectuels dégoûtés de la tyrannie étatique socialo-communiste. La lutte pour le pouvoir, sous tous les régimes, restera toujours la note dominante et, au fur et à mesure que le peuple prendra davantage conscience de ses droits réels ou supposés, les gouvernements de l'avenir auront de plus en plus de mal à maintenir leur pouvoir.

ECARLAT. — On admet, au contraire, que si les peuples sont parfois mal gouvernés, c'est parce que le peuple, n'étant pas suffisamment instruit, est incapable d'exercer avec assez de discernement le choix de ses représentants. Au fur et à mesure que l'instruction fera des progrès, le peuple gagnera en sagesse et...

DURAND. — ...Et sera sujet aux mêmes faiblesses, aux mêmes passions, aux mêmes enthousiasmes, aux mêmes sautes d'humeur que par le passé, lesquelles n'ont rien à voir avec l'instruction. Il n'y a rien de plus difficile à gouverner que les intellectuels et les individualistes. Lénine s'en défiait. L'instruction conduit à l'individualisme. Tous les intellectuels sont partisans de l'autorité quand elle s'exerce pour défendre leurs idées, leurs goûts ou leurs intérêts. Seulement, étant habitués à discuter de tout, les intellectuels sont plus difficiles à satisfaire que n'importe quel autre groupe de la population. L'Etat socialiste ou communiste ne peut exister que sous deux formes. L'une, autoritaire, où il ne tarde pas à devenir rapidement odieux à la masse de la population mais où une bureaucratie toute-puissante et tyrannique se maintient au pouvoir par la régimentation stricte de toutes les activités de la nation. L'autre, paternelle, débonnaire et facile, où les masses ne tardent pas à s'apercevoir que l'Etat, après avoir distribué tout ce qu'il pouvait distribuer de la richesse accumulée par les régimes précédents, finit par se tourner vers le peuple, mécontent, pour lui intimer que désormais il faudra produire davantage, travailler davantage, consommer moins, si on veut maintenir le fonctionnement devenu de plus en plus précaire et anarchique de l'Etat socialiste ou communiste. Les gouvernements communistes de l'avenir périront, soit par excès d'autorité, ce qui les rendra odieux, soit par faiblesse.

XXVI

Dirigisme ou liberté

NÉON. — Si on envisage surtout le côté économique, les différents régimes peuvent se ramener à trois groupes essentiels se distinguant les uns des autres par les caractéristiques suivantes :

1° Régime de liberté économique, politique et sociale. Le correctif nécessaire des excès qu'engendre la liberté économique est constitué par les crises cycliques (exemples : les diverses nations occidentales et l'Amérique avant 1914).

2° Dirigisme associé à une régimentation sévère et efficace de toutes les activités politiques, sociales et économiques des citoyens (exemple : la Russie soviétique).

3° Dirigisme vacillant. On rogne les libertés économiques sans que cela s'accompagne d'une régimentation efficace des activités politiques et sociales des citoyens (exemples : l'Angleterre et la France, en 1946 et 1947).

Alors que les deux régimes précédents peuvent se perpétuer indéfiniment tant qu'on y reste fidèle à leur principe essentiel : liberté pour le premier, despotisme éclairé et efficace pour le second, le troisième est éminemment instable. Il n'a d'autre issue que le retour à la liberté ou le despotisme ; le relâchement progressif des contrôles ou la dictature.

Ce qui, dans une économie libre, aide celle-ci à fonctionner, l'en empêche dans une économie dirigée dont le but n'est pas strictement économique mais social et politique et, par la force des choses, ce but est toujours largement social et politique. L'intérêt individuel, aiguilleur et moteur de l'économie libérale, devient l'obstacle essentiel contre lequel vient buter l'économie dirigée.

L'économie dirigée tend à supprimer les réactions naturelles de

la loi de l'offre et de la demande : des bureaucraties y substituent des diktats impératifs. On brise ainsi l'instrument souple et automatique que constitue l'économie libérale en le remplaçant par un système où tout devient rigide. Producteurs ou commerçants se répartissent alors en deux catégories. Les uns attendent avec indifférence et sans émulation aucune les instructions des offices gouvernementaux ; les autres emploient leur ingéniosité et leur activité à les circonvenir ou à obtenir les faveurs de ces offices. Résultat : activité ralentie et destruction de l'esprit d'initiative chez les uns, fraude généralisée chez les autres.

Le dirigisme supprime en fait la concurrence. Or, c'est elle qui se charge de corriger nos erreurs ; c'est elle qui nous incite à faire mieux que notre rival ou à fabriquer quelque chose que personne ne produit. Dans une économie libérale les erreurs se corrigent ainsi d'elles-mêmes, automatiquement, par les réactions contraires qu'elles déclenchent. Dans une économie autoritaire les erreurs doivent être corrigées par ceux qui la dirigent. Elles le sont donc tardivement, donc brutalement et arbitrairement. Le pouvoir politique ne peut contrôler l'économie sans une espèce de dictature de fait. Forte, c'est bien vite du nazisme ou du soviétisme. Faible, c'est la démagogie, le désordre, l'impuissance. Comme de juste, plus les règlements imposés aux intermédiaires sont tracassiers ou rigoureux, plus ceux-ci doivent accroître leurs bénéfices occultes pour compenser les inconvénients ou les risques courus.

Dans une économie libre, prix et production cherchent eux-mêmes leurs limites naturelles. Dans une économie dirigée tout tend à devenir artificiel, arbitraire, malsain et à ne trouver de soutien que dans des réglementations qui finissent par atteindre les plus petits détails de la vie économique, au grand détriment d'une expansion normale.

Dans une économie dirigée les organes de direction finissent par oublier les réactions normales de l'économie classique. Ils deviennent peu à peu les prisonniers de leur propre système. Dès que, dans un point de celui-ci, un malaise se produit ils ne songent guère à le soulager en relâchant leurs contrôles. Au contraire, ils s'appliquent à les renforcer... tant qu'ils peuvent le faire, sans trop créer de mécontentement.

L'économie du laisser-faire équivaut à laisser la roulette des jeux économiques tourner comme une girouette dans la conviction que quel que soit le numéro qui sort celui-ci correspond à ce qu'exigent les lois économiques. Si le numéro est vraiment mauvais, les économistes classiques s'en consolent en pensant que, par les réactions naturelles que cela va entraîner, les prochains numéros seront meilleurs.

Dans l'économie dirigée, on professe peu de confiance envers la roulette des jeux économiques. En conséquence, on ne la laisse plus

tourner. Tout tend à s'immobiliser, à s'enliser puisque rien ne se fait plus bientôt que par l'intervention des Pouvoirs publics.

Dans les pays latins et anglo-saxons on ne fera jamais que de l'économie dirigée entachée de libéralisme, car on ne parviendra jamais à y convaincre les électeurs qu'on les enrégimente pour leur bonheur. En France, en particulier, le dirigisme deviendra toujours très vite de l'opportunisme (1).

Quand un Etat démocratique est en mal de dirigisme il y a deux phases bien distinctes. Dans l'une, on bâtit des plans sur le papier : cela s'appelle, suivant les circonstances, plan Monnet ou plan Beve-ridge. Inévitablement, le plan qui remporte tous les suffrages, c'est le plus généreux, c'est-à-dire celui qui promet davantage à tout le monde, ou du beurre au lieu de canons. Le financement du plan ? Il ressemble à ce que calculait Perrette dans la fable de La Fontaine. Le dirigisme ? C'est la chose la plus simple tant qu'il ne s'agit que de planer sur l'avenir. En France, en Belgique, en Italie, le dirigisme autoritaire est voué à l'exécration et le dirigisme débonnaire au ridicule et à l'échec. Dans l'économie française d'après-guerre nombre de mesures nécessaires se sont opposées entre elles. Elles ont inquiété les uns sans satisfaire les autres. Résultat : on louvoie, on attermoie, on va à la dérive. Le capitaine, pour rétablir la confiance, répète qu'il tient ferme le gouvernail. Personne n'ignore cependant que c'est le flot qui conduit le gouvernail et le gouvernail la main du capitaine. Les Pouvoirs publics font ainsi de la science économique à la petite semaine. Pour éviter trop de mécontentement on consolide ce qui existe, et cela, à l'encontre même des principes économiques que l'on a proclamés.

La liberté apporte à toute crise une solution qui est conforme au génie de l'humanité. Au contraire des contraintes en appellent bientôt d'autres jusqu'au jour où, devenant insupportables, les hommes les rejettent à peu près toutes. Les contraintes multipliées, et surtout les contraintes partisans et haineuses, provoquent la rébellion ou le sabotage clandestin. Ce sera toujours là l'aboutissement de tout régime communiste totalitaire comme de tout nazisme et de toute domination oppressive d'un parti, d'une classe ou d'une race sur une autre.

Un gouvernement sincèrement démocratique ne peut pas faire de bon dirigisme puisqu'un gouvernement essentiellement démocratique doit avoir pour loi suprême la volonté populaire et que celle-ci se fatigue vite de tout ce qui l'incommode.

1. Les sévères restrictions que vient de décréter, en Grande-Bretagne (septembre 1947), le ministère travailliste pourraient sembler contredire cette assertion. N'oublions pas que ces mesures ont été imposées au gouvernement par les événements. Elles ne sont pas le fait d'un libre choix, autrement elles auraient été décrétées il y a déjà plus d'un an. L'épreuve réelle, en outre, ne consiste pas à décréter des mesures : le plus difficile, c'est de les appliquer rigoureusement. En ce qui concerne la principale : l'enrégimentation de la main-d'œuvre, il serait bien surprenant qu'elle se concrétise autrement que par des circulaires.

Le bon dirigisme taxe la dépense inutile mais exempte ce qui induit les travailleurs à des efforts supplémentaires. Le mauvais dirigisme taxe le profit et décourage l'effort, or il n'y a pas d'effort là où il n'y a pas de profit. Le dirigisme mal appliqué conduit à subventionner la dépense, donc à gaspiller les ressources de la communauté. Vive un dirigisme libéral et prévoyant. Mais l'expérience ne nous a révélé partout que des dirigismes impotents, imprévoyants, inutilement tracassiers et noyés dans les contradictions de leurs paperasses. La preuve est faite. Puisque le bon dirigisme est inapplicable, revenons à la liberté.

Tout au cours de ces trente dernières années — depuis que la guerre de 1914 nous a imposé partout à sa suite un certain dirigisme — nous voyons se perpétuer les mêmes erreurs d'un dirigisme appliqué souvent à faux sans que les expériences passées servent de leçon à celles de l'avenir. Fait plus grave pour les partisans du dirigisme, le public, après y avoir vu la solution de confiance qui s'imposait à la suite des désordres causés par la guerre, en a maintenant assez. De nouveau, il aspire à la liberté et, d'autant plus, qu'il a mesuré l'impuissance des gouvernements.

Dans nos sociétés capitalistes actuelles le favoritisme est limité par l'intérêt personnel de ceux qui distribuent les faveurs. Supprimez l'intérêt personnel de l'entrepreneur, lequel s'oppose à ce que ses sous-ordres fassent preuve de favoritisme vis-à-vis de chaque échelon inférieur placé sous leur contrôle, que reste-t-il ? Dans une organisation socialo-bureaucratique les passe-droits, les tours de faveur, c'est la princesse, c'est-à-dire la communauté, qui en fait les frais. Comment ne pas se montrer généreux dans de telles conditions ? Cela exigerait beaucoup plus de vertu qu'on en rencontre d'habitude chez les humains sauf aux heures de péril suprême comme on le voit parfois, mais pas toujours.

On voudrait ignorer l'intérêt individuel mais celui-ci est partout plus fort. Les sanctions sont inapplicables quand il s'agit, non de quelques individus, mais de tout un peuple. L'une des contradictions manifestes du dirigisme d'après-guerre est qu'il constitue théoriquement la mise à l'index de l'intérêt individuel, parce que celui-ci s'appelle d'un mot honni : le profit. En fait, les administrations sont bien obligées d'y donner satisfaction sous peine d'arriver à un point mort.

On ne le répétera jamais assez : les hommes ne travaillent que par contrainte, nécessité ou intérêt, en entendant par ce mot intérêt des choses parfaitement respectables telles que souci d'assurer une meilleure existence pour sa famille ou une retraite pour ses vieux jours. La contrainte étant exclue, il ne reste donc pour obliger les citoyens à produire le plus possible — donc à travailler le plus possible — que la nécessité d'assurer leur existence et l'intérêt. Or, que fait l'Etat

moderne ? Justement le contraire de ce qu'il faudrait. Il supprime la nécessité par des secours au chômage alors qu'il y a du travail pour tout le monde ; il libère l'individu des soucis de sa vieillesse ; il tend à uniformiser les salaires en établissant des minima de salaires qui ne tiennent aucun compte du faible travail fourni dans certains cas ; il limite les récompenses dues à l'effort par des impôts trop rapidement progressifs.

Dans une économie libérale tout se tient. Dès que l'on agit sur l'un des facteurs, cela se répercute sur tous les autres, en bien ou en mal. Dans une économie planifiée il cesse d'en être ainsi. Tout y devient artificiel et arbitraire, au grand dommage des prix de revient exprimés en quantités de blé, de viande ou de charbon car, dans une économie dirigée, la monnaie n'a plus qu'une valeur conventionnelle.

Pour travailler à un rendement satisfaisant, une économie planifiée exigerait une bureaucratie intelligente, active et responsable, un pouvoir politique parfaitement qualifié et indépendant de l'opinion publique, ou une opinion publique consciente de ce qu'elle doit exiger et des inconvénients qu'elle doit accepter pour le bien général. Rien de tout cela n'est possible dans un Etat qui a été libéral pendant un laps de temps assez long.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les erreurs des bureaucrates risquent d'être plus fréquentes dans une nation où l'opinion publique exerce encore un certain contrôle. En effet si la pression de l'opinion s'exerce pour obliger les organes de contrôle à remédier à certains abus, par contre elle rend inapplicables ou inopérantes bien des mesures nécessaires et même urgentes. Il en résulte ainsi un système bancal avec des directives hésitantes ou contradictoires.

Pour pouvoir faire du bon dirigisme il faut, en réalité, pouvoir contrôler l'opinion publique. Cela revient à dire qu'à la longue il y a incompatibilité entre le dirigisme et des institutions libérales.

Tout régime socialisant ne tarde pas à se trouver face à face avec le dilemme : accroître les contrôles et le dirigisme ou revenir en arrière. Chez les peuples à tendance libérale c'est la pétaudière, qu'on avance ou qu'on recule. Chaque resserrement des contrôles soulève plus de résistance occulte de la part du public. Chaque recul de l'autorité encourage plus de rébellion de la part des assujettis. Une fois, deux fois, trois fois, on fait appel au civisme de la population. Comme toutes les exhortations sans sanctions sont inefficaces et que des sanctions suffisantes sont inapplicables, il n'y a plus partout qu'indifférence résignée chez les uns, exaspération croissante chez les autres, jusqu'au jour où ça craque. On y est résigné d'avance, si bien que le public est prêt à accepter n'importe quoi. Révolution ou réaction, c'est inévitable, quoique personne ne sache au juste ce qui va l'emporter.

Ce qu'il nous faut ce sont des économies progressistes, libérales, mais non anarchiques au nom du laisser-tout-faire, orientées, guidées et régularisées mais non régimentées, comprimées et anémiées au nom de principes démagogiques ou sectaires. Des directives générales sont nécessaires pour inciter les individus à bien exercer leur utilitarisme mais non des ordres impératifs émanant d'une bureaucratie irresponsable qui, n'ayant en vue que sa perpétuation et sa glorification, devient ainsi son propre objet au lieu de confiner son rôle à celui d'un simple organe de coordination.

Il faut diriger l'économie au nom et par des principes libéraux appliqués libéralement, en vue de donner à chacun le maximum de santé, d'efficiencia, d'opportunité de bien faire, d'instruction et de bonheur, dans la mesure où c'est pratiquement réalisable.

Dans une économie libérale bien orientée on ne doit pas prétendre tout diriger, tout fixer suivant des règles qui ne tiennent pas compte du facteur humain. Il faut, au contraire, intéresser les participants à exercer leurs efforts dans le sens que l'on désire.

ECARLAT. — Dans une économie planifiée, les ouvriers sont assurés de leur emploi d'un bout de l'année à l'autre, à des conditions décentes qui s'améliorent peu à peu avec les progrès de la technologie.

NÉON. — Si modestes soient-ils, les progrès ne peuvent être continus dans des économies libres. Dans des économies planifiées, ce sont les contrôles eux-mêmes, les organes de direction qui, de par la nature des choses humaines, ne peuvent jamais rester indéfiniment bien adaptés à leur rôle quand il leur arrive de l'être. Ne parlons donc pas d'économies indéfiniment stables. C'est là une chimère irréalisable, en pratique.

Dans une économie libre, ce sont les fluctuations de prix, tant qu'elles restent dans des limites raisonnables, qui, automatiquement, tendent à accroître ou à diminuer la production et la consommation. Si on maintient des taux de salaires rigides on fausse la loi de l'offre et de la demande. Il est juste et nécessaire que quand les prix de toutes choses s'élèvent, les salaires s'accroissent parallèlement. Mais il est clair qu'on ne peut accroître les salaires dans les périodes de prospérité que si on a la possibilité de les diminuer quand intervient la phase descendante du cycle économique. Dans la période 1931-1939, des économistes et, surtout, des politiciens ont affirmé l'inverse. Pour relever la consommation il n'y a qu'à accroître la puissance d'achat du public en augmentant les salaires, disaient-ils. Il y a là une erreur fondamentale. La hausse des salaires accroît bien la demande des biens consommables mais non pas celle de l'industrie lourde. Or, dans les crises économiques, ce sont surtout les industries qui produisent des matériaux durables qui sont atteintes parce que l'on se passe plus faci-

lement d'une nouvelle maison ou d'une nouvelle usine que de manger. Ce n'est que quand les dépenses en installations nouvelles sont réduites au minimum que le public diminue la consommation de produits alimentaires ou autres biens directement consommables.

En période de crise économique, une hausse des salaires, loin de remédier au chômage, l'accroît. Une hausse des salaires crée une demande accrue pour des biens consommables sans suffire cependant à créer la nécessité d'embaucher du personnel pour satisfaire cette demande.

Pour les industries qui produisent des biens durables, telle l'industrie lourde, une hausse des salaires en période de crise économique incite les industriels qui travaillent à marche réduite à licencier une partie de leur personnel. Les salaires doivent donc plutôt s'adapter à la situation économique du moment au lieu de prétendre régir celle-ci.

ECARLAT. — Le système de libre compétition s'en remet, lui, à l'aveugle jeu d'intérêts égoïstes et à la diligence anarchique d'une multitude de producteurs et d'intermédiaires. On ne peut obvier à ceci que par la nationalisation des industries de base, le contrôle des prix des matières premières par l'Etat et la distribution rationnelle de celles-ci par une organisation centralisée.

Au lieu d'attendre que des faillites jettent brutalement sur le pavé la totalité du personnel d'une usine, nous voulons être en mesure de répartir progressivement la main-d'œuvre là où elle peut s'employer le plus utilement, donc là où l'ouvrier peut obtenir un meilleur salaire dans un emploi plus stable. Si ce n'est pas possible temporairement, nous voulons avoir la possibilité de réduire les heures de travail de chaque ouvrier en répartissant également celles-ci entre tous les ouvriers d'une même industrie. Dans votre régime de libre entreprise le patron trouve plus économique de continuer à faire travailler une partie de son personnel 36 ou 40 heures par semaine et de laisser à la charge de la communauté la subsistance des travailleurs qu'il ne peut pas employer avec bénéfice. Le système capitaliste est inhumain puisqu'il n'assure pas du travail à tout le monde. Le ressort même qui le fait agir, le bénéfice, agit d'une façon aveugle sans s'inquiéter de l'utilité des choses qui sont produites. L'automatisme si vanté du système de libre entreprise est un mécanisme aveugle. Il ne corrige ses erreurs qu'à retardement, quand elles menacent de ruiner le système. Dès que les affaires ne vont plus, industriels et commerçants qui, la veille encore, dénonçaient comme un péril les interventions des Pouvoirs publics, les implorent à grands cris.

NÉON. — D'autres difficultés, peu différentes, existent dans une économie socialisée. Dans les périodes de prospérité croissante on dit, par exemple, aux consommateurs : « On nous réclame trente millions

de paires de chaussettes de coton, mais nos usines, ou nos stocks de coton, ou encore autre chose, ne nous permettent pas d'en mettre plus de vingt millions de paires à la disposition du public au cours des six prochains mois. Afin de satisfaire tout le monde dans les limites qu'impose notre production, nous sommes obligés de réduire les demandes à deux paires au lieu de trois ». Votre carnet de coupons sera donc à nouveau nécessaire pour l'achat de chaussettes.

ECARLAT. — N'est-ce pas plus juste ?

NÉON. — Voyons les conséquences. Certaines personnes, par exemple moi-même, usent plus de trois paires de chaussettes en six mois. Pour d'autres, une seule paire suffit. Les calculs d'un office de rationnement ne représentent, par contre, qu'une prévisions basée sur la moyenne de la consommation du public. A défaut d'un marché noir où ceux qui ont trop de coupons de chaussettes vont les échanger contre du pain, de la viande ou des gros sous, que va-t-il arriver au bout de six mois à un an ? A l'insuffisance prévue succédera entre les mains de l'Etat un excès de chaussettes de coton. En effet, les chaussettes que X, Y et Z n'emploient pas habituellement sont restées invendues. Sous prétexte d'égale répartition le rationnement aboutit à priver certains gros consommateurs des chaussettes qui leur sont nécessaires en faveur d'autres consommateurs qui n'en ont pas besoin. Le rationnement et le carnet de coupons sont des expédients nécessaires dans des périodes absolument anormales comme la guerre. En temps de paix il en résulte des inconvénients bien supérieurs à ceux que créent la loi de l'offre et de la demande. Les goûts et les besoins des différents individus ne sont pas les mêmes. Ainsi, moi, je ne consomme ni margarine, ni saindoux, ni huile, et pas de viande, mais seulement du beurre, de la crème et des laitages. Ma ration de beurre et de laitages sera insuffisante alors que d'autres individus préféreraient n'en pas recevoir afin d'obtenir davantage de viande, d'huile et de saindoux. Voilà le point de départ d'un marché noir sur tous ces produits.

Dans l'économie libérale il s'établit, certes, une cote mal taillée mais celle-ci s'ajuste mieux suivant les désirs variables de chacun. Ceux-ci s'expriment en une commune mesure : la monnaie que chacun peut à son gré échanger, ou conserver pour ses besoins futurs. En cas de rareté d'une marchandise la hausse stimule l'ingéniosité et l'activité des producteurs en les récompensant par un bénéfice accru que ceux-ci sont libres de juger suffisant ou non.

Au regard des consommateurs la hausse des prix tend à découper les besoins moins urgents et, par conséquent, à permettre une meilleure distribution parmi ceux...

ECARLAT. — ...qui peuvent payer le prix...

NÉON. — ...Mais non nécessairement à l'encontre de tous ceux

qui ne le peuvent pas, comme je viens de le démontrer par l'exemple des chaussettes de coton et par les différences de régime alimentaire de différentes catégories d'individus.

Si l'Etat maintient en activité des usines capables de satisfaire toutes les demandes, il se trouve devant le même dilemme que l'industrie privée : à savoir que la consommation de nombreux produits est irrégulière. Ceci entraîne tantôt la mise en marche de nouvelles usines, tantôt leur fermeture. Un fait est bien établi. L'industrie privée travaille à meilleur compte que les industries étatiques. Qu'est-ce à dire ? Sinon que pour un même nombre d'heures de travail les ouvriers en régime de libre concurrence produisent davantage et, cela, non parce qu'il y a un garde-chiourme derrière eux, dont les dires peuvent les envoyer en Sibérie, mais parce que les ouvriers proportionnent, eux aussi, leurs efforts à leurs besoins ou au bonus promis. La sélection des meilleurs ou des plus habiles...

ECARLAT. — ...aux dépens des autres. Heureusement l'Etat n'a pas les mêmes préoccupations mercantiles que les industriels privés...

NÉON. — Les contribuables s'en aperçoivent. Si en régime étatique, je vous le répète à nouveau, la nation produit moins pour un même nombre d'heures de travail, cela signifie qu'à travail égal et à qualité égale les populations ont moins de choses à consommer.

ECARLAT. — A qualité égale, soit, mais non à qualité standardisée. La suppression des articles de luxe destinés aux classes riches, dans la société actuelle, permettrait de doubler la production des articles populaires les remplaçant.

NÉON. — Il y a deux sortes de luxe. L'un est gaspillage. On peut, et on doit le réduire sous tous les régimes par des taxes prohibitives. L'autre genre de luxe donne confort et sécurité, non vaine satisfaction d'amour-propre.

ECARLAT. — Dans l'Etat socialiste il y aura des autos à des prix réduits, mais personne n'y songera à acheter une Lincoln de luxe parce qu'il n'y aura plus d'autos de grand luxe, donc la question de plus de confort ou de plus grande vitesse ne se posera pas.

NÉON. — Au début, toutes les autos étaient des articles de luxe. Si on est arrivé à faire des huit chevaux très bon marché c'est parce que les acheteurs du début ont pu apprécier les quarante chevaux, à des prix qui semblaient prohibitifs.

ECARLAT. — Vous choisissez, comme par hasard, un cas exceptionnel qui vous donne raison. Prenons par exemple l'industrie hôtelière. En régime socialiste il y aura des hôtels confortables pourvus du confort moderne. Ils seront mis à la disposition des touristes pendant des congés payés, mais personne n'imaginera qu'on puisse y séjourner

indéfiniment car des millions d'autres touristes attendront leur tour. Cela abaissera l'extravagance de ceux qui aiment promener leurs loisirs indéfinis dans des palaces de grand luxe mais, en démocratisant l'industrie hôtelière, en réalité, nous améliorerons le confort moyen que le touriste ordinaire peut obtenir à un prix modique. On n'aperçoit pas en quoi le palace constituerait un stade nécessaire pour en arriver là.

NÉON. — Si les organismes gouvernementaux chargés de contrôler, de diriger et de régimenter l'activité industrielle de la nation avaient uniquement pour but la plus grande prospérité des entreprises soumises à leur juridiction et si, en outre, les organismes gouvernementaux étaient recrutés parmi des techniciens connaissant parfaitement leur affaire, il est probable qu'une direction unique serait préférable aux initiatives non contrôlées de divers patrons, mais l'expérience démontre qu'une centralisation excessive entraîne toujours avec elle des inconvénients qui s'y trouvent multipliés quand il vient s'y mêler des considérations politiques, sociales ou autres. A ces dangers s'en ajoute un autre : c'est de détruire l'esprit d'initiative, c'est de réduire toute la population en deux catégories : celle des resquilleurs et celle des dindons de la farce. L'idéal d'un nombre croissant de citoyens devient : avec le moins d'embêtements possibles avoir une bonne petite sinécure et des loisirs indistinctement accrus pour tous.

ECARLAT. — Il n'y aurait là rien de catastrophique. Ces trois objectifs essentiels, que vous dressez comme des épouvantails, est-ce que ce ne sont pas ceux-là mêmes que poursuivent la plupart des bourgeois aisés ? La plupart ne sont ni des aigles, ni des capitaines d'industrie, tant s'en faut. Le grand patron qui voit tout, veille à tout d'un œil exercé est moins fréquent que la multitude de grands et petits patrons qui, eux aussi, pensent à tirer les plus gros bénéfices possibles avec le moins d'embêtements possibles et des séjours prolongés, en hiver à la Côte d'Azur, en été sur les plages de l'Océan, sans compter la chasse, la pêche et de fréquentes promenades en auto. En réclamant un programme extensif de nationalisations nous n'avons pas seulement en vue l'amélioration matérielle du sort des travailleurs. Il est humiliant pour nous d'entendre dire que nous ne sommes que les salariés de Monsieur X, gros industriel, que nous ne faisons qu'un avec les machines que son organisation fait travailler, qu'il est le cerveau, et nous les instruments dont il dispose à son gré.

NÉON. — Les coopératives de production ont résolu ce problème moral, si tant est qu'il existe dans l'esprit de la plupart des ouvriers. Dans une économie libérale il y a une infinité de patrons. Le cireur de souliers qui vous attend au coin de la rue est son patron. Le marchand des quatre-saisons est son patron. Vous pouvez donc

être patron si vous le désirez. Sans doute Marx a cru démontrer qu'à l'avenir il n'y aurait plus que quelques gros capitalistes et tout au-dessous, bien au-dessous, une poussière de salariés. La concentration de l'industrie est un fait indéniable mais, en même temps, la propriété immobilière et mobilière s'est démocratisée. Consultez les listes d'actionnaires des grandes sociétés par actions. Vous y verrez que la majorité des titres est détenue par de petits actionnaires. En fait, ils détiennent le contrôle.

ECARLAT. — Un contrôle qu'ils n'exercent pas, un contrôle qu'ils abandonnent entre les mains d'un conseil d'administration, non en raison de sa compétence, mais simplement parce qu'il est en place.

NÉON. — Tout comme les électeurs abandonnent la direction de leurs affaires entre les mains de leurs élus ou, plus exactement, entre les mains d'un Conseil des ministres approuvé lui-même par ces élus. Dans une économie capitaliste rien ne vous oblige à aller travailler là où vous ne le voulez pas. Vous avez un libre choix. Dans une économie socialisée il n'y a plus qu'un seul patron : c'est l'Etat. Vous pourrez changer d'usine, changer d'emploi, changer de ville. C'est toujours l'Etat que vous rencontrerez. Et encore si c'était l'Etat lui-même, cette personne idéale qui, après tout, désire le bien de la communauté et de ses administrés. Mais, à droite comme à gauche, ce n'est pas à ce personnage idéal auquel vous aurez affaire. Les bureaucrates, les sous-bureaucrates, les sous-agents, les commis, les préposés, les huissiers, les portiers auxquels vous viendrez apporter vos déclarations, vos requêtes, vos suppliques, ce seront des fonctionnaires. Pour eux vous resterez toujours un gêneur, jamais un client auquel il s'agit de donner satisfaction pour conserver sa clientèle. Parfois, par suite d'une recommandation politique, ou par simple camaraderie, ou parce que vous avez une gueule qui leur revient, on vous donnera un tour de faveur ou une besogne plus agréable. Si vous êtes disposé à cirer leurs bottes ils créeront pour vous un emploi spécial de sous-sous-agent qui vous laissera disponible la plupart du temps. Seulement le travail que vous n'accomplirez pas quelqu'un d'autre dans la communauté devra le faire pour vous et ce quelqu'un s'en vengera, faute de mieux, en travaillant au ralenti. Et ainsi, par la force des choses, le favoritisme du haut en bas de l'échelle entraîne à sa suite une production inférieure à celle du régime capitaliste où tout le monde veille à son propre gain, c'est-à-dire où personne ne loue les services de son voisin si celui-ci ne lui en donne pas pour votre argent. Le régime socialiste, en période étale, abaisse le niveau de vie, loin de l'améliorer, puisque la tâche la plus profitable devient celle de cirer de bottes si on n'est pas assez démer... pour se les faire cirer par d'autres. Le Socialisme, la République des Camarades, qu'est-ce, après tout ? C'est une orga-

nisation où l'initiative individuelle est remplacée par l'irresponsabilité générale et où les rouages de transmission, trop nombreux, absorbent ce qu'il peut y avoir de vitalité dans le système. Le risque est supprimé mais le libre choix l'est de même. Si tout est distribué également les bons travailleurs deviennent des fainéants et les fainéants restent des fainéants. Enfin, malheur à ceux qui sont sur les listes noires. S'ils veulent encore manger ils devront au moins faire mine de s'incliner devant le minotaure.

Si, dans la société actuelle, un ouvrier s'offense d'être le salarié d'un patron, rien ne l'empêche d'aller s'embaucher dans les usines contrôlées par l'Etat. Leur nombre s'accroît à vue d'œil.

ECARLAT. — Comme tous nos adversaires, vous vous référez toujours à l'indépendance relative dont jouissent les classes aisées dans la société bourgeoise. La liberté ne doit plus être considérée comme un privilège individuel. C'est un bien collectif dont les limites sont définies par le peuple lui-même. La démocratisation des moyens d'existence exige la démocratisation de la liberté. Pour les prolétaires, les libertés les plus précieuses correspondent à un emploi assuré d'un bout de l'année à l'autre, à un logement décent proportionné à ce qu'ils peuvent payer, à une éducation égale pour tous, à des soins médicaux gratuits, à une retraite pour leurs vieux jours qui soit autre chose qu'une assistance à la misère.

NÉON. — En réalité, ce que vous voulez, c'est empêcher les autres, vos concitoyens, de travailler pour eux. Vous craignez leur concurrence. Il vous faut des monopoles. Pourquoi l'Etat administre-t-il plus mal ou de façon plus coûteuse que l'industrie privée ? C'est parce que le monopole d'Etat supprime la concurrence ! C'est la concurrence qui maintient l'industrie privée dans la voie des économies. Sans concurrence et sans nécessité de gain elle ne ferait pas mieux que l'Etat. Mais la concurrence est là. Elle veille, elle se charge d'éliminer peu à peu les usines mal conçues, mal administrées, en sur-nombre ou vétustes.

Les formules de l'Etat totalitaire reviennent, en fait, à transférer à une autocratie bureaucratique ce pouvoir absolu que Louvois définissait ainsi dans son testament politique, adressé à Louis XIV : « Tous vos sujets vous doivent leur personne, leurs biens, leur sang, sans avoir droit de rien prétendre ». Remplacez le mot sujet par citoyen ou électeur, et l'on imagine sans peine quelque secrétaire général d'un parti au pouvoir, rappelant au début d'un conseil secret des délégués du peuple que « tous les électeurs doivent leur personne, leurs biens, leur sang à l'Etat ou à ses représentants, sans avoir droit de rien prétendre que de protester éventuellement par leurs bulletins de vote si on leur en accorde l'opportunité ».

Droit de propriété et liberté constituent les deux faces d'une même proposition. On ne peut pas multiplier l'une sans porter gravement atteinte à l'autre. Le droit de propriété trouve son fondement dans la liberté de tout individu à disposer librement des fruits de son travail et de son industrie, et dans les limites raisonnables que créent les droits similaires des autres individus. Être politiquement libre sans l'être économiquement constitue une illusion et la pire des contraintes. Le jour — et peut-être n'est-il pas si lointain, cinq ou dix années au plus suffisent pour cela — le jour où la Grande-Bretagne reviendra de ses erreurs actuelles — et elle en reviendra, soyez-en sûr — le libéralisme économique sera à nouveau salué à travers le monde comme une de ces vérités éclatantes que voilent seules, de temps en temps, les nuages de fumée, de suie et de sang qui empoisonnent l'atmosphère après toute guerre longue, coûteuse et destructrice. La sagesse n'est pas innée chez l'homme. Elle n'est que le résultat d'expériences amères qui, pour rester toujours vivantes dans l'esprit des hommes, doivent se renouveler de temps en temps.

ECARLAT. — Grognez tant que vous voudrez, vous autres, réactionnaires. Le peuple a prononcé son verdict. Partout, en France, en Grande-Bretagne, en Belgique, et ailleurs, le peuple a condamné les trusts et les puissances d'argent. Il veut que les biens qui appartiennent à la nation lui fassent retour.

NÉON. — Economie dirigée ? Peut-être, mais, bien entendu, économie bien dirigée ! Or, sauf avec Staline, il faut le reconnaître, nous n'avons jamais vu d'économie dirigée, bien dirigée. Tous les exemples connus ont été partout des exemples d'incompétence, d'imprévision et de gaspillage. Qu'est-ce que les citoyens ont obtenu en échange de leurs libertés, de leurs initiatives mises à l'écart, de leur droit de critiquer jugé dangereux, de leur droit de contrôler les dépenses ? Invariablement gaspillage, imprévision, incompétence ! Pour y remédier on serre la vis, on augmente les contrôles, les commissions et les sous-commissions, les délégations de pouvoir, et même les pleins pouvoirs, comme en Grande-Bretagne, jusqu'au jour où les citoyens, excédés, crient halte-là ! Alors on relâche les contrôles, on adoucit les règlements, on n'applique plus les sanctions, on desserre la vis, mais sans changer le système. Il y a de plus en plus de jeu dans la mécanique. Elle n'en tourne que plus mal. Alors que faire ? Il faut ficher la machine en bas, crie le public. C'est ce qu'exigent la majorité des Français et ce que bientôt demanderont les Anglais.

Sous un régime totalitaire renforcé par certaines méthodes expéditives, appliquées sans scrupule et sans appel par un homme de génie à idées moyennes, car tel est Staline, cela marche, mais ce n'est plus de l'économie dirigée démocratique, c'est de l'économie dirigée

autocratique. Cela, je vous mets au défi de l'appliquer pendant plus de trois ans dans les pays latins, et encore.

Un ancien ministre, Louis Rollin, bien placé par conséquent pour connaître les voies multiples par lesquelles s'exercent les pressions des intérêts particuliers sur les Pouvoirs publics, disait en 1933 :

L'Etat prétend-il organiser à son gré la vie économique, au mépris des libertés et des initiatives individuelles, régler les conditions de l'achat et de la vente, fixer plus ou moins arbitrairement les prix, s'immiscer dans la conduite des affaires, peser sur les cours des devises, provoquer artificiellement la hausse ou la baisse des denrées ? Ce sera bien là assurément de l'*économie dirigée*.

Une économie dirigée suppose un chef, maître absolu d'arbitrer, de décider et d'agir. Sous un régime de dictature, elle pourra être pratiquée — *au risque d'ailleurs, bien entendu, de réserver les pires mécomptes*.

Elle est impossible dans une démocratie où l'autorité est absente : là, ce n'est pas un chef qui déciderait, mais les coalitions d'intérêts, la pression du nombre, la démagogie électorale...

La politique des contingentements est une porte dérobée par laquelle se glisse le dirigisme. Aux contingentements il faut préférer, pour remédier à certains déséquilibres dangereux, le système de l'échelle mobile des droits de douane. Cela évite la démoralisation du marché intérieur tout en l'empêchant de fonctionner en vase clos et dans l'arbitraire des lenteurs administratives et du favoritisme des licences d'importation. Dans une économie du laisser-faire on supprime tous les freins ; dans une économie dirigée on bloque ou on ouvre les freins de façon arbitraire ; dans une économie orientée le freinage doit être progressif et automatique en se gardant bien de le rendre absolu ce qui fausse tous rapports normaux entre producteurs et consommateurs.

Le premier exemple de dirigisme démocratique est celui du New-Deal du Président Roosevelt. Après six années de tâtonnements, après avoir accru la dette fédérale de \$ 19.400.000.000, l'économie américaine se trouvait encore, en 1939, en face d'une armée de cinq millions d'individus sans travail dont 2.529.000 employés à des travaux subventionnés par l'Etat.

Planifier une économie, simplement pour qu'elle tourne en rond, sans autre objet que de remédier au chômage en employant les chômeurs à des travaux dérisoires payés au tarif normal, revient à appauvrir la nation, donc à reculer les difficultés sans les résoudre. Quand on entre dans cette voie il arrive un moment où les charges publiques deviennent trop lourdes pour une économie qui s'endette sans qu'il en résulte en contrepartie un accroissement d'actif. C'est ce qui serait arrivé au New-Deal américain si la deuxième guerre mondiale ne l'avait tiré d'affaire très opportunément.

Par ces temps anormaux il est rare que la lecture des journaux ne nous apporte pas quotidiennement la triste satisfaction d'y découvrir quelque information où se manifeste en sourdine la nocivité du libéralisme à rebours par lequel les étatistants, les totalitaires de droite et de gauche et les individus atteints de dirigisme prétendent faire le

bonheur de l'humanité — ce que l'on peut toujours affirmer — et remettre le monde d'aplomb — ce dont ils prennent exactement le contre-pied. Ainsi, le 16 avril 1946, une dépêche Reuter apportait d'Ottawa l'information suivante :

« Tandis qu'Américains et Canadiens sont pressés d'épargner des aliments pour nourrir l'Europe affamée, quelques nations européennes exportent actuellement des produits alimentaires aux Etats-Unis et au Canada pour obtenir des dollars, affirme, à Ottawa, le Sénateur (américain) Mc Lean. Des navires quittent les ports américains pour l'Europe, chargés de produits de la pêche et, au milieu de l'Atlantique, ils rencontrent des navires venant d'Europe, en route pour l'Amérique, chargés de produits similaires destinés à la consommation de celle-ci. De Norvège, d'Espagne, du Portugal, et même de Grande-Bretagne, on exporte vers l'Amérique, à travers l'Atlantique, des produits de la pêche (poisson, etc.) Simultanément des colis contenant du lard danois et payés par des Américains et des Canadiens sont expédiés pour aider l'Europe. » Et le Sénateur Mc Lean de conclure : « Les pays en cause devraient être obligés de conserver leurs marchandises en Europe et de recevoir leur contre-valeur en livres sterling ou autres monnaies européennes. »

Conclusion parfaitement logique. Cependant, puisque actuellement rien ne s'exporte ou ne s'importe sans des autorisations des gouvernements en cause, ces allées et venues à contresens de marchandises dont on prive les estomacs européens ne peuvent provenir d'excès de liberté tournant à l'anarchie, résultat des manigances de capitalistes assoiffés de dollars. Si la Norvège, l'Espagne, le Portugal, et même l'Angleterre exportent des produits qui seraient nécessaires à leurs voisins d'Europe afin de recevoir non des francs français ou belges, non des florins, ni même des livres sterling, mais des dollars, n'est-ce pas tout simplement parce que la France, la Belgique, la Hollande et la Grande-Bretagne ont établi chacune chez elle le cours forcé de la monnaie nationale ? En l'espèce, cours forcé signifie toujours cours anormal, différent du prix réel. Ce faisant, ces nations sont amenées à violer l'esprit de leurs propres règlements. Elles créent, en fait, un marché noir, un black market international des changes pour s'assurer en valeur réelle (le dollar), tant qu'il tient encore, ce qu'autrement elles ne pourraient obtenir qu'en valeurs fictives : francs, florins ou livres sterling.

Quand on renonce à la liberté des échanges de marchandises et à la libre circulation des capitaux, on y revient subrepticement par des voies occultes et détournées qui pénalisent, par un coût plus élevé et anormal, les opérations biscornues qu'évite un régime de liberté. Laissez la livre, le franc, le florin, la peseta et l'escudo trouver leur niveau naturel par le libre jeu de l'offre et de la demande et ni l'Angleterre, ni la Norvège et autres pays n'auront alors le moindre désir d'expédier en Amérique, en dépit d'autres besoins urgents de fret, du poisson... pour en recevoir du poisson.

Comme chacun sait, la Suisse est un modèle d'ordre et de discipline. Le dirigisme y fait cependant des siennes comme partout ailleurs si l'on en croit le *Journal de Genève* :

« Nous ne produisons pas assez de lait et de beurre, dit ce journal. Nous ne souffrons pas de la pénurie de dollars qui empêche d'autres pays de s'appro-

visionner à l'étranger. Pourtant le lait et le beurre sont strictement rationnés (plus que pendant la guerre) et systématiquement les organes chargés du ravitaillement du pays entravent les importations qui permettaient de faire disparaître les derniers vestiges du rationnement.

« Pendant l'hiver 1946-1947 on a interdit l'entrée en Suisse du beurre américain sous prétexte que sa teneur en matières grasses n'atteignait que 80 % au lieu de 83 % comme le prescrivent les règlements helvétiques. De même l'Office de Guerre aurait refusé l'importation de crème pasteurisée danoise, sous prétexte que les laiteries suisses n'ont pas le droit de produire de la crème. »

La preuve est faite. C'est le dirigisme lui-même, en tant que principe, qui est en défaut, et non tel ou tel gouvernement, puisque les erreurs que l'on commet en son nom se répètent dans tous les pays où l'on fait du dirigisme.

XXVII

Subventionnisme

NÉON. — Le dirigisme conduit au subventionnisme. Celui-ci est employé à masquer, dans la mesure où c'est possible, la fièvre, puis la léthargie de l'économie nationale, aboutissements inévitables du dirigisme appliqué dans les démocraties libérales.

Entendons-nous bien. Quand l'Etat, surtout dans un pays neuf, subventionne certaines industries nouvelles durant un temps limité afin de favoriser leur introduction dans le pays, il s'agit là, dans la mesure où de telles industries peuvent ensuite continuer à subsister, de subventions parfaitement légitimes. Ports, canaux et chemins de fer ont besoin de subventions des communautés pour pouvoir attirer les capitaux privés. C'est de bonne politique pour un Etat de subventionner des industries nouvelles si, après une aide qui peut s'étendre sur une dizaine d'années, celles-ci deviennent en mesure de vivre par elles-mêmes. Ce n'est pas ce genre de subventions que j'entends stigmatiser en parlant de subventionnisme.

Je n'entends pas examiner non plus la question des subventions et privilèges que de nombreux pays, et depuis très longtemps, ont accordés à leur marine marchande. Ce que j'ai en vue, ici, c'est le subventionnisme né de l'inflation et destiné, assure-t-on du moins, à lutter contre celle-ci.

Le principe du subventionnisme en temps d'inflation est bien connu. Il consiste à donner l'illusion au patient, c'est-à-dire au public, en général, que la vie est meilleur marché qu'elle ne l'est en réalité. Par des subventions on prétend maintenir le statu-quo provisoire en laissant à la charge de l'Etat une partie de ce que doivent payer les consommateurs pour se procurer non seulement le pain, ce qui est

légitime, mais quantité d'autres choses depuis le charbon, les métaux jusqu'à, chose incroyable, l'argent métal (comme ce fut le cas aux Etats-Unis), et l'or comme c'est le cas pour la France.

Laissons de côté le cas de l'argent aux Etats-Unis. L'Etat Fédéral y a dépensé de vastes sommes, non ici pour lutter contre l'inflation, mais bien pour la favoriser et, surtout, pour faire plaisir aux sénateurs de deux ou trois Etats de l'Union qui produisent de l'argent.

La France a besoin d'or pour payer ses importations. Or, il y a en France des mines d'or. Activons leur production par des subsides se sont dit certains bureaucrates. Qu'est-ce à dire ? Sinon que la France va importer un peu plus de matériel et un peu plus de charbon et avec cela davantage de matières alimentaires, car l'or ne se produit pas tout seul. Il faut qu'on renouvelle la machinerie des mines, il faut du charbon, il faut des aliments à ceux qui y travaillent. D'où vient tout cela ? De l'étranger pour une grosse partie. Et où va aller l'or produit ? A l'étranger, pour payer machines et charbon. Cela forme un circuit, mais un circuit où la France, laquelle manque de main-d'œuvre, perd encore quelque chose. Si, dans les conditions actuelles, la France produisait avec bénéfice l'or extrait de ses mines, le Gouvernement n'aurait pas besoin de subventionner les mines françaises pour qu'elles produisent de l'or. Le circuit machines, charbon et aliments importés contre or ne se ferme donc que grâce à une perte de substance de l'Etat représentée par ses subventions. Ces subventions permettent à l'Etat, d'une façon détournée, de faire travailler les mines d'or françaises à perte et, comme c'est lui qui paie la différence, d'empocher la perte, et cette perte en or. En fin de compte, l'Etat livre à l'étranger plus d'or qu'il n'en reçoit sous forme de marchandises qu'il achète au cours mondial de l'or. Si l'opération était continuée pendant assez longtemps dans les conditions présentes, sous couleur de remplir d'or les caisses de la Banque de France, ou celles de l'Etat, cela aurait tout juste l'effet inverse : de les vider de tout l'or qui y reste encore.

Le cas du charbon (examiné déjà au point de vue change, page 155), diffère très peu de celui de l'or. Par ses subventions aux houillères, l'Etat diminue le prix du charbon que celles-ci livrent à la consommation. Ce que l'Etat débourse pour atteindre ce résultat se retrouve nécessairement, soit sous forme d'une augmentation de la dette flottante de l'Etat, donc inflation, soit sous forme d'une augmentation des impôts prélevés sur les contribuables. L'Etat reprend donc aux consommateurs de charbon sous forme d'impôts ou d'inflation de la dette ce dont il les allège par ses subventions en admettant, ce qui est loin d'être le cas, que l'Etat soit en mesure d'accroître ses

impôts malgré les conditions précaires des budgets en période d'inflation (1).

Si dans le circuit : subventions bénéficiant aux consommateurs, donc aux contribuables, il n'y avait pas de fuites multiples, ce serait tout au plus une opération blanche. Mais il n'en va pas ainsi. L'administration des subventions nécessite une augmentation des frais généraux de l'Etat et aussi une augmentation des frais généraux des houillères. Des déclarations, des contrôles et toute une paperasserie sont indispensables. Ce que l'Etat débourse, c'est le certain ; ce qu'il récupère ultérieurement, sous forme d'impôts accrus, c'est l'incertain. D'ailleurs, en période d'inflation, les charges fiscales s'ajoutent purement et simplement au prix de revient. Etant excessivement lourdes, elles font partie intégrante de celui-ci. Tout industriel et commerçant qui l'oublierait serait vite réduit à déposer son bilan lors du paiement

1. Si l'on veut se rendre compte du trou énorme que certaines subventions sont appelées non à combler, mais à masquer, il suffit de se reporter aux chiffres suivants donnés pour la France par *La Vie Financière*, le 4 septembre 1947, à l'occasion des débats en cours au Parlement à la même époque.

« Les prévisions de crédits inscrites au budget de 1947, ayant fait état de la décision gouvernementale de ne retenir qu'une partie des subventions accordées aux marchés de divers produits en 1946, inscrivaient un chiffre de 13.650 millions pour la subvention relative au charbon, et de 7 500 millions pour celle de l'acier.

« En ce qui concerne le charbon, les techniciens des « Charbonnages de France » avaient fait ressortir que, pour équilibrer réellement sans hausse des prix les comptes d'exploitation, la subvention eût dû être un peu plus élevée.

« Les hausses des coûts de revient récemment intervenues majorèrent encore ceux-ci.

« D'après les calculs des mêmes techniciens, cette majoration serait de 160 fr. par tonne pour la hausse des salaires, de 45 francs pour les primes sur travaux neufs et de 50 francs pour l'augmentation de prix des fournitures, soit au total 255 francs.

« Aux recettes des charbonnages, chiffrées à 1.340 francs par tonne, venait ainsi s'opposer un prix de revient de 2.137 francs contre 1 882 francs précédemment.

« La différence entre le prix de revient et le prix de vente telle qu'elle existait précédemment n'ayant été que partiellement couverte par la subvention votée, il serait resté alors une marge de 59 % à couvrir, soit par une hausse du prix de vente, soit par une majoration de la subvention.

« Pour la sidérurgie, le calcul, plus complexe, devait faire entrer en ligne de compte la majoration des frais d'extraction du minerai de fer, celle du charbon (et, notamment, la majoration de 50 % des prix des combustibles de la Ruhr décidée par les autorités anglo-américaines d'occupation), celle des transports (et, notamment, la hausse de 28 % des tarifs de la S.N.C.F.), enfin celle des salaires propres des usines métallurgiques et de leurs services intérieurs.

« Ces calculs avaient conduit le gouvernement à demander une majoration « temporaire » de 4.550 millions pour le charbon et 2.820 millions pour la sidérurgie qui eût, hors de nouvelles incidences de hausse, équilibré les comptes jusqu'au 15 novembre 1947. »

En février 1947, lors de l'établissement du budget, les subventions prévues atteignaient un total de 58 milliards, se répartissant comme suit :

Pain : 8 milliards 400 millions.

Lait : 4 milliards 300 millions.

Produits agricoles : 4 milliards 200 millions.

Réensemencement : 2 milliards 500 millions.

Charbon : 8 milliards.

Importation de produits industriels : 10 milliards 300 millions.

Cuir : 1 milliard 200 millions.

Engrais : 580 millions.

Fontes et aciers : 9 milliards 500 millions.

S.N.C.F. : 7 milliards 330 millions.

Méto et autobus : 1 milliard 600 millions.

Batellerie : 300 millions.

de ses impôts. Tout cela est assez évident mais il s'y mêle quelque chose de plus subtil, de plus insaisissable qui condamne le subventionnisme comme étant inefficace, ruineux et pure jonglerie. Il rappelle la cavalerie qu'emploient certains commerçants aux abois. Le résultat le plus clair est de rendre encore plus inévitable la faillite de ceux qui usent de tels stratagèmes.

Les subventions charbon et acier permettent aux aciéries de livrer leurs tôles, barres d'acier, etc., à des prix inférieurs au prix de revient réel. Que ce soit Citroën, Peugeot ou la Régie Renault qui les achète, peu importe. Le résultat est que les autos fabriquées avec des matériaux facturés à des cours fictifs sont vendues à des prix eux-mêmes fictifs, c'est-à-dire à des prix qui ne tiennent pas entièrement compte de ce qu'il en a coûté à la nation tout entière pour les produire. Que deviennent ces autos ? On annonce triomphalement qu'elles concurrencent les autos américaines, non pas seulement hors des Etats-Unis mais, ce qui est proprement merveilleux, sur le territoire américain lui-même. Cependant, tandis que la France vend à l'Amérique, au-dessous de son prix de revient réel, de l'acier sous forme d'autos, elle achète, de cette même Amérique, de l'acier et du charbon qu'elle paie, ceux-ci, au prix du marché des monnaies fortes (2).

Le subventionnisme conduit donc à ce résultat remarquable que la France expédie en Amérique de l'acier au-dessous de son prix de revient pour en recevoir de l'acier, livré il est vrai à d'autres consommateurs qui ne jouissent pas des mêmes priorités, à un prix bien supérieur. Ce n'est pas tout ! Pour expédier en Amérique de l'acier français façonné, il y a des frais de transport et de manutention considérables, sans compter les commissions aux agences de vente tandis que, simultanément, pour faire venir d'Amérique charbon, métaux et outils il faut encore compter d'autres frais de transport, de manutention et de commission.

On objectera : vous oubliez que dans ce circuit qui vient d'Amérique et retourne à l'Amérique après avoir endetté la France d'un peu plus de dollars, des ouvriers français ont eu du travail sur le sol de France. C'est évidemment quelque chose très digne d'intérêt ou, plus exactement, ce le serait si la France ne savait que faire de sa

2. Dans les conditions actuelles, on peut répartir l'activité des usines françaises en deux parties. L'une correspondant aux besoins essentiels de l'économie française à l'intérieur, l'autre à ses besoins marginaux qui comprennent évidemment les matériaux et objets exportés. Une comptabilité correcte exigerait donc que l'on calcule le prix de revient des autos françaises exportées, non sur la base des prix intérieurs français pour le charbon, les tôles fines, etc., mais bien sur la base du coût auquel reviennent ces matériaux quand ils sont importés d'Amérique. En juillet 1947, cela aurait suffi pour augmenter, de près de moitié, le prix de revient des autos ainsi exportées.

(La suppression des subventions sur le charbon (6 novembre 1947), entraînant une augmentation considérable du prix des tôles, constitue un premier pas vers des rapports plus normaux entre les prix à l'importation, les prix de revient réels et les prix de vente à l'exportation.)

main-d'œuvre, mais elle en manque. La preuve c'est qu'elle fait de gros efforts pour recevoir des ouvriers italiens, polonais et autres, sans grand succès d'ailleurs, malgré qu'elle leur permette d'exporter une partie de leurs salaires. Voilà donc une nouvelle fuite de change qui rend encore plus problématique, si possible, les avantages que les subventionnistes se flattent de réaliser par un système où l'on va pomper l'eau de la rivière pour l'y reconduire ensuite, non sans qu'il s'en perde un peu dans toutes ces opérations. En fait, une seule subvention est réellement légitime, nécessaire même, c'est celle qui concerne le pain parce qu'elle touche là le fondement même de l'économie nationale, parce que, sans du pain de bonne qualité, ni les ouvriers, ni les invalides ou les vieux, personne ne peut subsister en France et que, tout considéré, le blé, malgré son prix astronomique en francs-papier, est encore l'aliment le moins cher et le plus acceptable que l'on puisse fournir à tout le monde, compte tenu que c'est un aliment complet..., du moins avec le taux de blutage actuellement en vigueur.

En France, les temps extrêmement difficiles par lesquels nous venons de passer excusent bien des erreurs s'ils ne les justifient pas. On n'en saurait dire autant en ce qui concerne les Etats-Unis. En octobre 1946, le Gouvernement Américain, par le truchement de la Metals Reserve Company, a acheté 40.000 tonnes de cuivre au Chili

« ...au prix de 15 7/8 cents par livre-poids aux ports chiliens, 16 1/2 cents par livre à New-York, seront vendues à 14 3/8 cents par livre, prix maximum.

« Le gouvernement américain, pour maintenir les prix à un niveau peu élevé, absorbera la perte qui en résulte.

« Les 24.000 tonnes de plomb à 10 1/4 cents par livre aux ports Golfe seront également vendues à perte au prix maximum de 8 1/4 cents par livre. La perte sera absorbée par la Reconstruction Finance Corporation. »

Il est parfaitement compréhensible que le Gouvernement Français cherche à maintenir aussi bas que possible le prix du pain : celui-ci joue un rôle essentiel dans les budgets des travailleurs modestes. Mais que penser de la politique américaine de maintien artificiel des prix du cuivre, du plomb et autres métaux, grâce à des subsides ? Pendant la guerre, on pouvait alléguer que le principal acheteur de produits manufacturés était le Gouvernement Américain lui-même. Deux ans après la fin des hostilités, il est impossible de justifier l'abaissement artificiel du prix des métaux non ferreux aux frais du Trésor public, donc des contribuables.

On estime que, sur une consommation annuelle de 750.000 tonnes de cuivre, comme ce fut le cas en 1936, 164.000 tonnes sont employées par les fabrications électriques, 108.000 tonnes par les fabrications d'autos, 72.000 tonnes pour les câbles électriques, 71.000 tonnes dans l'industrie du bâtiment, pour ne prendre que les emplois les plus importants. Quel intérêt économique, social ou politique, le Gouvernement Américain peut-il avoir à ce que les contri-

buables paient, par les impôts dont on les surcharge, une partie du coût des industries privées, des fabrications de matériel électrique ou autres ? C'est inconcevable. Cela donne une haute idée des absurdités auxquelles conduit le dirigisme tel qu'on le comprend, ou tel qu'on le fait fonctionner, que ce soit en Amérique, en France, en Grande-Bretagne ou ailleurs.

Protectionnisme à contre-sens, nationalisme économique et financier, autarcie, dirigisme et subventionnisme, tout cela va de pair. Ce sont les remèdes habituels par lesquels on prétend guérir les économies malades ou appauvries. A la longue, on ne fait ainsi que les anémier davantage. On y dépense beaucoup d'efforts stériles car, un beau jour, il faut bien faire un bilan exact et avouer l'appauvrissement final de l'économie sans compter qu'avec la perte des libertés que cela entraîne, le public n'a plus d'initiative que pour les petites combines du système D.

XXVIII

Economie interventionniste et économie du libre choix

NÉON. — Jusqu'au XVIII^e siècle la contrainte, c'est-à-dire le dirigisme, semblait la méthode de choix en économique. On n'avait guère confiance dans la libre initiative des individus. Après bien des réticences, bien des détours, on avait fini cependant par se convaincre que les affaires de chacun allaient mieux quand on en laissait la direction aux intéressés eux-mêmes. Au cours du XIX^e siècle, c'était devenu un axiome, que la liberté économique conduit au plus grand bien de la communauté. Les deux guerres mondiales et les dislocations qui en ont été le résultat ont changé tout cela. Pour beaucoup de gens, le laisser-faire du siècle dernier, qu'ils traduisent maintenant par « laisser-tout-faire », apparaît presque comme une absurdité. Evidemment, certaines activités individuelles gagneraient à être mieux dirigées, mais est-ce une raison pour vouloir les régir toutes ? On en arrive à substituer à la vieille formule : « Vous pouvez faire tout ce qui n'est pas interdit par les lois » celle : « Ne faites que ce qui est permis ».

Même sous les régimes les plus libéraux que nous ayons connus avant 1914, le laisser-faire y était tempéré par nombre de restrictions pratiques : usages, nécessité pour tout commerçant, tout industriel ou tout usager d'un service public, de respecter certaines règles ou certaines lois non écrites qu'on ne peut violer impunément dans les cercles où l'on a ordinairement à faire. Laisser-faire évoque l'idée d'une liberté complète sans sanctions. Cela n'a jamais été le cas dans aucune communauté. Toute communauté, même une communauté de voleurs et de brigands, a ses lois. Dans la société, et surtout dans la société

moderne, l'individu ne peut pas tout faire. Il n'a jamais qu'un « libre choix » entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas, entre certains avantages et certains inconvénients.

L'économie interventionniste consiste non pas à imposer aux intéressés une solution déterminée mais, au contraire, à les laisser exercer librement leur initiative dans des limites beaucoup plus étendues que ne le comporte le dirigisme. Prenons un exemple : la réclame dans les journaux. Sous le régime du laisser-faire la publicité est une affaire à régler entre vous et votre journal. S'il vous prend la fantaisie de payer pour une page entière en n'y insérant que cinq lignes de texte, et cela s'est vu, l'Etat n'intervient pas. Il pourra mettre un impôt proportionnel à l'espace que vous employez, mais celui-ci n'est que proportionnel.

Dans une économie du libre choix, on laisse les intéressés faire toute la réclame qui leur convient mais on pénalise celle-ci à un tarif si rapidement progressif qu'il ne prend plus envie à personne de gaspiller une page entière de journal pour annoncer que : la marque X est la meilleure du monde. Dans une économie de libre choix on peut encore taxer les annonces à des taux différents suivant leur nature plus ou moins utilitaire.

Dans une économie dirigée suivant des principes scientifiques, l'office gouvernemental de contrôle de la publicité, avec juste raison soucieux d'éviter un tel gaspillage, limitera toutes les réclames à cinq, dix ou vingt centimètres carrés, à moins qu'il ne se fasse juge des besoins de chaque catégorie d'annonces. (En France, même quand on réduit les journaux à deux pages, on voit encore des réclames y occuper des espaces laissés presque vierges).

Autre exemple : celui du rationnement en temps de guerre. Pas de rationnement du tout, c'est le laisser-faire anarchique, aussi, très justement, faisant de l'économie dirigée, les gouvernements donnent à chacun un carnet de coupons. Suivant les principes stricts d'une économie dirigée égalitaire, chacun reçoit, sur les conseils des experts, une même ration de pain, viande, lait, fromage, crème, beurre, lard, huile, etc. Qu'arrive-t-il alors ? Que cela satisfait les uns mais que d'autres préféreraient, suivant leurs goûts, leur appétit, et leur bourse, exercer leur libre choix en échangeant leur ration entière de lard contre un quart de ration de beurre ou une demi-ration de crème, de fromage ou d'huile. Vous allez objecter, très justement, que si tout le monde fait preuve de préférences semblables, chose bien improbable en raison de la différence des prix et des quantités, il y aura un excès de lard, d'huile et de margarine et pas assez de beurre. Conséquence : hausse du beurre, mais baisse de l'huile, du lard et de la margarine dont les prix plus bas et les quantités plus abondantes ten'ront les plus affamés. Ce n'est plus par un diktat bureaucratique que l'on dira aux

plus nécessaire de se contenter de produits moins désirables mais plus abondants et, ainsi, mieux en rapport avec leurs besoins physiologiques, mais par suite d'un libre choix qu'ils exercent sans autre contrainte que les nécessités matérielles du moment. Par contre, si de petits mangeurs préfèrent sacrifier la quantité à la qualité, eux aussi ont un libre choix. Les uns et les autres ont-ils tort ou raison ? Les services gouvernementaux peuvent, par des circulaires ou la radio, leur expliquer les bases d'une alimentation rationnelle, mais à titre de conseil et non d'ordre impératif.

Le principe d'un libre choix entre deux alternatives est, dans une économie interventionniste, ce qu'est le principe du laisser-faire dans l'ancienne économie libérale : éviter les réglementations trop rigides des économies bureaucratiques où, sous des prétextes divers, on en arrive à supprimer le libre arbitre des individus.

Dans les relations de l'employeur et du salarié, il n'y a jamais eu laisser-faire mais, seulement, libre choix. Laisser-faire signifierait que l'ouvrier peut s'emparer, pour ainsi dire, de ses instruments de travail dont il usera à son gré. Comme on le sait, il n'en a jamais été ainsi en temps normal. L'ouvrier n'a qu'un libre choix entre les situations qui lui sont offertes. Pour l'employeur, laisser-faire évoque l'idée d'un maître dictant les faits et gestes de son esclave. Il y a beau temps qu'il n'en est plus ainsi. Les libertés de l'employeur sont limitées par les libertés de l'employé. L'un et l'autre n'ont qu'un choix limité dans leur ligne de conduite.

Un excellent exemple de libre choix nous est offert par la législation française sur les spécialités pharmaceutiques. Lors du vote de la loi, après la fin de la première guerre mondiale, le législateur a établi un système différentiel de taxes sur les spécialités pharmaceutiques destiné à inciter les fabricants à révéler au public la composition des drogues mises en vente. Donc, très faible taxe sur les spécialités dont la formule est publiée, taxe très élevée sur les spécialités dont la formule reste secrète. Cela a été très efficace sans cependant priver les réfractaires de leur liberté de vendre des remèdes secrets, lesquels constituent pour la plupart une tromperie. J'avoue d'ailleurs que dans le cas présent le législateur n'a pas été assez loin. C'est peut-être du dirigisme que d'interdire la mise en vente de remèdes secrets, mais c'est du bon dirigisme car on n'a pas le droit de spéculer sur la santé publique.

ECARLAT. — Vous savez comme moi qu'en général le public ne lit pas ces formules, imprimées d'ailleurs en caractères minuscules, et souvent placées de façon qu'en ouvrant la boîte ou en retirant le flacon de son enveloppe en carton on les déchire.

NÉON. — Il y a mieux. Je me souviens du cas d'un très grand

docteur qui, de très bonne foi, disait à ses clients quand ceux-ci avaient besoin d'un laxatif : « Je n'aime pas l'emploi des laxatifs. Au lieu de cela prenez donc des comprimés Z à base de bile ». Or, si le très honoré docteur avait lu l'étiquette des comprimés Z, qu'il ordonnait, il aurait constaté que ceux-ci contenaient bien un peu de bile desséchée, mais trop peu pour que cela ait le moindre effet. En réalité, l'effet laxatif était obtenu par l'addition d'extraits végétaux genre bourdaine et cascara qu'il interdisait à ses clients. Ce docteur — et beaucoup d'autres — étaient trompés par la littérature médicale répandue à profusion en faveur des comprimés Z, où l'on décrivait avec complaisance les effets laxatifs des extraits de bile, ce qui donnait à penser que ceux-ci entraient seuls dans la composition de la spécialité Z.

ECARLAT. — Alors, vous le voyez, il est préférable de dinger jusqu'au bout... même les grands docteurs.

NÉON. — Dans certains cas ce serait certainement utile, seulement, pour ce faire, il faudrait recourir à une commission d'autres grands docteurs. L'estampille officielle alors exigée sur les remèdes qu'ils autoriseraient, serait lente à être accordée. Un conservatisme nuisible aux progrès de la médecine deviendrait la règle. On risquerait ainsi de priver le public de remèdes utiles quoiqu'en encore dans la période expérimentale. En matière de pharmacologie, il n'y a jamais rien de définitif. C'est une science qui progresse vite. Il n'est donc pas mauvais de laisser aux médecins — et au public — une liberté de choix aussi grande que possible, à condition que le choix soit basé sur les données les plus précises et les plus modernes que la science puisse fournir. Au reste, que font les religions ? Elles laissent — peut-être parce qu'elles y sont bien obligées — les fidèles exercer leur libre choix entre le bien et le mal en se contenant de pénaliser, après coup, ceux qui sont dans l'erreur. Dans le cas des religions — la divinité étant omnisciente et toute-puissante — il serait plus logique qu'elle en agisse autrement.

Puisque les hommes les plus éclairés sont faillibles et que leurs édits, quand ils en émettent, sont aussi souvent enfreints que ceux des dieux, bornons-nous à souhaiter que le nouvel ordre économique soit basé sur un libre choix orienté mais non dirigé de façon rigide par les autorités gouvernementales. Ce ne serait plus l'anarchie du laisser-faire intégral. Cela nous protégerait des despotismes arbitraires de conseils plus ou moins hermétiques et, en tâchant d'intéresser le public à ce qu'il fait, en l'instruisant du pour et du contre, on élèverait son niveau intellectuel au lieu de l'abaisser par des règlements aussi obscurs que catégoriques et disciplinaires, sans tomber dans l'anarchie du laisser-tout-faire.

XXIX

Paradoxes fiscaux

DURAND. — Il n'y a pas de bons impôts, a-t-on dit. C'est excessif. Il y en a d'excellents : ce sont ceux que paient les autres et dont on est soi-même exempt.

NÉON. — La formule d'une saine politique fiscale tient en quatre lignes : encourager la nation à travailler, à produire et à économiser, donc ne pas taxer les bénéfices mais taxer la dépense ; encourager à la frugalité, donc taxer le luxe ; abaisser le coût de la vie pour les travailleurs, mais rendre la vie chère pour les riches ; encourager la nation à ce que tous ses membres produisent, donc supprimer l'héritage.

Les bons impôts sont ceux qui incitent les citoyens à faire ce qui est utile et à observer les règles de l'hygiène et de la morale. Ils ne sont pas excessivement populaires.

Les mauvais impôts sont ceux qui découragent les citoyens d'exercer des activités utiles.

Dans certains pays, les lois fiscales sont un chef-d'œuvre d'incompréhension et d'iniquité. Quoi de plus absurde que cette taxe sur les bonus que vient d'instituer en Grande-Bretagne Mr. Hugh Dalton ? Seuls des boursicotiers en délire peuvent considérer comme un bénéfice le fait pour les actionnaires d'une Société d'être appelés à souscrire de nouvelles actions, quel que soit l'écart entre le cours d'émission et la valeur en bourse des actions anciennes (1). Voici la Société X, au

1. Dans les sociétés où des avantages de souscription sont prévus en faveur de certaines catégories de titres, il cesse évidemment d'en être ainsi. Il en existe d'assez nombreux exemples en France. Ainsi, pour les porteurs de parts Jeumont, Brasseries du Maroc, Rente Foncière, etc., toute augmentation de capital souscrite au pair, en espèces, représente un bénéfice indiscutable, net, clair et tangible. C'est alors véritablement un bonus. Inversement, pour les mêmes sociétés, toute augmentation de capital en espèces, au pair, constitue une perte de substance

capital de 1.000.000, divisé en 10.000 actions de 100 francs, cotées en Bourse 10.000 francs. La Société offre à ses actionnaires d'en souscrire 10.000 nouvelles au pair. A combien se capitalise l'affaire d'après les cours en Bourse ? Avant l'augmentation de capital, à 10.000×10.000 , soit 100.000.000 francs. Et immédiatement après que devrait-elle valoir en supposant que le cours de 10.000 fr. des actions anciennes fût justifié ? Réponse : $100.000.000 + 1 \text{ million} = 101.000.000$. En admettant que la capitalisation antérieure des 10.000 actions anciennes à 10.000 francs chacune ait correspondu à quelque chose de tangible, la valeur effective de chacune des 20.000 actions, après l'augmentation de capital ne peut être que de 5.050 francs. Répétons-le : seules les appréciations fantaisistes d'une foule boursicotière peuvent leur assigner toute autre valeur et considérer que la différence de 4.950 francs entre la valeur ancienne et la valeur nouvelle de l'action constitue un bonus quelconque pour les actionnaires. S'il en était ainsi, Mr. Hugh Dalton pourrait, sans qu'il en coûte quoi que ce soit au Trésor britannique, assainir en un tournemain une bonne partie des dettes du Commonwealth avec les bénéfices qu'il réaliserait en faisant souscrire par la Couronne à une augmentation de capital monstre des entreprises nationalisées britanniques. Quel succès il remporterait à la Chambre des Communes quand il viendrait expliquer son plan. « — Srs, pourrait-il dire, nous avons fait une sélection des meilleures entreprises que nous avons nationalisées. Une holding company que nous venons de constituer au capital nominal de 100.000 livres, divisé en 100.000 actions d'une livre chacune, détient tous les titres des Sociétés contrôlées. Avant leur nationalisation leur capitalisation au Stock-Exchange de Londres s'élevait à un milliard de livres, c'est d'ailleurs le montant de l'indemnité due par le Trésor britannique aux anciens propriétaires. Un comité d'experts estime qu'une somme de cinq cent millions de livres est nécessaire pour moderniser l'outillage de ces entreprises nationalisées et le porter à un degré d'« efficiency » que leurs anciens propriétaires se sont montrés absolument incapables de réaliser. (Applaudissements prolongés parmi la majorité travailliste, protestations sur les bancs conservateurs.) Le Trésor britannique va souscrire lui-même au pair, en sa qualité de seul actionnaire, les 500.000.000

pour les porteurs d'actions ordinaires puisque, à chaque nouvelle augmentation de capital, et surtout s'il existe une différence considérable entre le cours des actions anciennes et le prix d'émission des actions nouvelles, il en résulte pour eux une perte de substance. Ces exemples montrent combien la conception du ministre des Finances britannique est indéfendable puisqu'un soi-disant bonus peut, dans certains cas, réduire considérablement, et sans compensation effective, la part de certains actionnaires dans leur société. (Notons, en passant, que c'est le grand mérite de la législation française sur les sociétés anonymes, d'avoir mis un terme aux abus scandaleux qui se sont produits dans le passé, en spécifiant que dans toute augmentation de capital les actionnaires ont un droit préférentiel de souscription, sauf quand celui-ci est réglementé par les statuts.)

d'actions d'une livre. Ce faisant, dès le début de sa gestion, le Trésor britannique s'assure immédiatement un bénéfice considérable. Conformément à la loi sur la taxation des bonus que vous avez votée récemment, avant l'augmentation de capital de cette holding company d'entreprises nationalisées, la valeur réelle de chacune des actions d'une livre qui la composait était de 10.000 livres. Du fait de sa souscription au pair à 500.000.000 d'actions nouvelles, le Trésor britannique va se trouver réaliser un bénéfice de 9.999 livres pour chaque action souscrite. Le bénéfice total peut être chiffré sans exagération à la somme très confortable de 9.999 livres multipliée par le nombre d'actions souscrites, qui est de cinq cents millions. » (Applaudissements frénétiques sur de nombreux bancs travaillistes, tandis que les autres membres de l'Assemblée se regardent avec stupeur.) Ont-ils bien entendu ? Ou l'honorable Chancelier de l'Echiquier est-il devenu subitement fou ? Finalement, un immense éclat de rire s'empare de l'Assemblée tandis que l'honorable Hugh Dalton répète : « — Messieurs, j'applique la loi ! »

En France, à la suite de l'élévation de l'impôt cédulaire sur le revenu, conséquence de la guerre de 1914, un certain nombre de Sociétés avaient tourné la difficulté en distribuant sous forme de remboursement de capital ce que, normalement, elles auraient dû distribuer sous forme de dividende. En bonne orthodoxie financière, ce que l'Etat devrait taxer, c'est le bénéfice et non sa distribution. N'insistons pas sur cette distinction qui aurait résolu la difficulté. (Très heureusement, dans son projet de budget pour 1948, M. Robert Schuman s'est rappelé cette distinction essentielle mais il y a un long chemin en France entre les propositions des services compétents du Ministère des Finances et la loi de finance telle qu'elle est finalement adoptée par le Parlement.) Toujours est-il que dans la loi budgétaire de 1925 fut insérée une clause qui, évidemment, mettait un terme à la distribution de bénéfices sous forme de remboursement de capital. Cette loi prévoyait d'ailleurs certaines atténuations dans le cas où les sommes remboursées par anticipation provenaient non de bénéfices mais d'aliénation de capital. Ce n'était que justice. Par la suite le texte de 1925 fut remanié à diverses reprises pour aboutir au texte suivant qui est absolument draconien dans ses conséquences. Que dit le texte, tel qu'on peut le lire dans le « Code Fiscal des Valeurs Mobilières », édition du 1^{er} mai 1946, publié par l'Imprimerie Nationale ? « L'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers s'applique : ...Au montant des remboursements et amortissements totaux ou partiels que les Sociétés (commerciales) effectuent sur le montant de leurs actions, part d'intérêts ou commandites, avant leur dissolution ou leur mise en liquidation. » — Appliquons ce texte à un exemple concret et voyons les conséquences. Messieurs X, Y et Z constituent une Société ano-

nyme au capital de 100 millions de francs. La souscription de M. X est de 50 millions, celle de MM. Y, Z et autres complètent le reste. Après une ou plusieurs années d'existence pendant lesquelles la Société n'éprouve que des pertes, se totalisant par 15 millions, les actionnaires décident de rembourser par anticipation la partie du capital intacte et de répartir aux actionnaires 80 millions non utilisés. Que vont-ils recevoir ? 80 millions ? Non pas. Le fisc est en droit de réclamer pour sa part l'impôt cédulaire de 25 % + 5 %, soit 30 % sur tout remboursement anticipé. Les actionnaires ne recevront donc que 56 millions. Ce n'est pas tout. M. X ayant versé 50 millions ne « recevra » que 28 millions lesquels devront être compris dans son revenu au titre de l'impôt général sur le revenu de l'année où on lui aura rendu son capital déjà amputé. Sur les 40 millions d'espèces auxquelles il avait droit, il ne lui restera donc que quelques trois ou cinq millions sans qu'il ait jamais fait le moindre bénéfice et, cela, par suite de l'iniquité d'une loi fiscale où le législateur, pour attendre certains abus, en sanctionne un autre, monstrueux, celui-là !

L'autofinancement des entreprises a été très critiqué par certains économistes sous prétexte que cela diminue le pouvoir d'achat du public. On a voulu y voir aussi une échappatoire à certains impôts, d'où de nombreuses propositions de loi qui ont eu en vue la taxation des bénéfices non distribués. Tout comme les petits actionnaires qui jubilent à l'expectative de gros dividendes et qui se dépêchent d'en rapporter le produit à leur Société sous forme d'augmentation de capital, ceux qui ont critiqué l'autofinancement ont commis une hérésie économique grossière.

La fiscalité est le moyen le plus doux pour forcer les gens à bien faire. C'est par des amendes qu'il faut pénaliser ceux qui sont en mesure de les payer quand leurs délits ne méritent pas des sanctions plus sévères. La prison est une charge pour le Trésor public, les amendes fiscales une ressource. Elles donnent aux délinquants éventuels une certaine liberté de choix. La prison n'en laisse aucune aux citoyens honorables.

Quand des peines excessives sont prévues pour des délits véniels il arrive ce qui s'est produit aux Etats-Unis avec la loi de prohibition. Les honnêtes gens, qui ne peuvent s'habituer à l'idée que consommer un peu de bière, de cidre ou de vin vaut une année de prison, s'habituent tout doucement à violer des lois qu'on n'applique pas parce que le législateur a commis l'absurdité de prévoir des peines infamantes pour des délits véniels. La loi de prohibition américaine a endurci la conscience des citoyens et aussi leur gosier. Elle a eu ce résultat paradoxal de rendre plus populaire que jamais le whiskey, et, dommage irréparable, le mal s'est étendu aux jeunes filles de la bonne société.

La taxation des boissons alcooliques à des taux progressifs avec le degré alcoolique, voilà un bon impôt. Il n'est pas besoin de beaucoup d'ingéniosité pour en découvrir beaucoup d'autres.

DURAND. — La taxation à la vente, qu'elle porte sur les produits bruts ou les produits finis, qu'elle s'appelle impôt sur le chiffre d'affaires, droit de consommation, droit d'octroi ou passe-debout, c'est toujours en définitive le consommateur qui la supporte quelle que soit sa capacité contributive.

NÉON. — Il ne peut en être autrement, si ce n'est à titre transitoire. Cette objection tombe d'elle-même dès que la taxation à la vente ne porte pas sur des produits de première nécessité. Elle a alors pour effet de rendre la vie meilleur marché pour le pauvre et plus chère pour le riche.

DURAND. — On a soutenu souvent que les impôts sur le luxe étaient en réalité des impôts indirects sur les pauvres.

NÉON. — Les impôts somptuaires permettent d'affranchir de toute taxe les produits de première nécessité, tels que : allumettes, sel, sucre, pétrole d'éclairage, lesquels sont des impôts absurdes. Ils sont le résidu de la fiscalité d'autres âges, où la noblesse et le clergé étant exemptés, il devenait nécessaire de pressurer les petits. Tout était bon pour cela, même le sel qui a été l'impôt le plus impopulaire de l'ancien régime.

C'est grâce aux impôts indirects que Napoléon rétablit les finances de la France, mises à néant par la tempête de la Révolution et l'agiotage du Directoire. Gaudin, devenu plus tard duc de Gaète, résume très clairement les avantages des impôts indirects quand, dans ses Mémoires, il écrit :

« Les idées furent jugées mûres, en 1804, sur la convenance de revenir au genre de contribution dont on peut obtenir un plus grand produit sans fatiguer ceux qui le supportent, parce qu'ils ne l'acquittent qu'au moment où ils en ont la volonté et les moyens, et parce que les droits perçus au profit du fisc, se confondant avec le prix de la denrée, le contribuable, en payant sa dette, n'a pensé qu'à satisfaire à un besoin, ou à se procurer une jouissance. »

Sans que nous y prenions garde, le système des subsides à la production va exactement à l'encontre de ces vues si évidentes puisque cela revient à subventionner indirectement les consommateurs par le moyen d'impôts directs.

Quand, en 1936, sous l'empire de difficultés bien minimes vues à la lumière des événements qui ont suivi, le gouvernement fixait le prix du blé d'après une formule, il accomplissait ce qui est le propre de l'économie dirigée. Selon la loi du 15 août 1936, le prix du blé devait légalement s'établir, chaque année, d'après une formule tenant compte des indices du coût de la vie, des salaires, du coût des

produits industriels utilisés par l'agriculture et des charges diverses grevant les exploitations rurales :

« Or, en 1945, le blé a été effectivement payé aux paysans, toutes taxes déduites, 876 francs. Résultat de cette politique malthusienne : la culture du froment a diminué, depuis 1939, de plus d'un million d'hectares — au profit d'autres cultures plus rémunératrices — et il nous faut importer aujourd'hui, *contre livraison d'or*, en les payant en moyenne 1.100 francs, des céréales que notre paysannerie, découragée, se refuse à produire.

« Ce n'est pas tout : ce blé étranger qu'il paie si cher, l'Etat croit devoir le revendre sur le pied de 450 francs le quintal en vertu de la religion du pain à bon marché. Le contribuable fait les frais de cette opération, qui coûte une quinzaine de milliards par an... » (2).

En temps normal, un prix du blé inférieur à 20 francs-or par quintal est catastrophique pour l'ensemble des producteurs français. D'autre part, le blé joue un tel rôle dans l'alimentation du peuple que c'est un devoir essentiel de tout gouvernement d'en tenir toujours des quantités suffisantes à la disposition des consommateurs à des prix aussi bas que possible. On se trouve ainsi placé devant deux nécessités contradictoires : prix assez élevé pour que la production indigène du blé suffise aux besoins de la consommation française, prix aussi bas que possible pour maintenir à un niveau peu élevé le coût basique de l'alimentation des gens n'ayant que de faibles salaires, sans toutefois tomber dans le système néfaste de l'ancienne Rome, des distributions gratuites de céréales, lequel système n'était que du mauvais dirigisme, l'intervention de l'Etat ayant pour effet de dispenser les indigents de tout travail.

Une échelle mobile des droits ou des primes d'imposition du blé suffit à résoudre la question. En prenant pour base un minimum de 22 francs-or par quintal, si le :

cours mondial du blé est de	12 fr.-or,	droit d'importation	10 fr.
—	—	13 fr.-or	— 9 fr.
—	—	14 fr.-or	— 8 fr.
		etc.	
—	—	20 fr.-or	— 2 fr.
—	—	22 fr.-or	— néant

Toutefois, ceci ne suffirait pas pour assurer aux producteurs indigènes un prix suffisamment rémunérateur quand la récolte est trop abondante. L'Etat doit donc entreprendre d'acheter sur le marché intérieur tout le blé offert au-dessous d'un certain prix de base, mettons 20 francs-or par quintal. Dès qu'à une récolte surabondante succède une récolte normale — et récolte normale en France signifie une récolte légèrement inférieure à nos besoins — ce doit être le devoir de l'Etat d'offrir sur le marché tout le blé dont il dispose à 21 francs.

Tout ceci est évident et, d'ailleurs, a été plus ou moins mis en pratique quoique de façon fragmentaire. On omet, le plus souvent,

un point essentiel : les prix, la production et la consommation des diverses céréales constituent un ensemble. Les prix du blé, du seigle, de l'avoine et du maïs sont interdépendants. Ceux du blé ayant une valeur symbolique, les gouvernements sont toujours tentés de les fixer sans tenir compte des répercussions inévitables qui en résultent pour les autres céréales et, par choc en retour, sur la production et la consommation du blé lui-même. On arrive ainsi à faire du dirigisme à contre-sens. En fixant des prix trop bas pour le blé alors qu'on laisse les autres céréales s'établir à des cours trop élevés, on accroît artificiellement le déficit en blé parce qu'il devient plus profitable pour les fermiers, d'une part, de produire davantage de seigle, orge ou avoine et de réduire leurs ensemencements en blé et, d'autre part, de donner leur blé à leurs pourceaux et à leur volaille afin d'économiser sur les céréales dont la vente est plus rémunératrice.

Liberté et individualisme

NÉON. — Une question préalable domine le choix de tout système économique : « Quels sont les droits et les devoirs de l'individu ? Quelle en est la source ? Naissent-ils avec l'individu ? Sont-ils une simple fiction légale ou un *modus vivendi* commode ? Est-ce la société qui les octroie à l'individu ou les individus qui, tombant d'accord sur certains principes, acceptent de limiter leurs libertés pour le bien commun ?

Le libéralisme économique repose sur des principes qui dérivent de la nature même de l'homme, par là je veux dire qu'il ne présuppose nécessairement aucune loi, aucune organisation sociale, aucune société. Il s'applique naturellement à l'homme, soit qu'il se trouve dans l'état le plus primitif, soit qu'il adhère à une communauté sociale. Le socialisme, au contraire, repose sur des principes arbitraires, artificiels et discutables.

Sans vouloir aborder le fond de la question... qui, d'ailleurs, est sans fond, il suffit de rappeler certaines idées intuitives chez la plupart des êtres vivants. La plupart songent avant toute chose à assurer leur existence.

Nous ignorons ce qui se passe dans la conscience des animaux. Nous en constatons du moins les effets. Les animaux de la même espèce se dévorent rarement entre eux. Pour les espèces qui édifient un habitat bien déterminé, tel que le terrier, chaque animal, ou sa famille, s'en considère propriétaire. Les autres animaux de la même espèce respectent ce qu'ils semblent regarder comme un droit légitime et digne d'être défendu. D'où je conclus que le règne animal a la notion de deux droits fondamentaux, celui de la liberté individuelle, c'est-à-dire

d'être soi-même, en un mot de s'appartenir, et celui de la propriété individuelle.

Supposons qu'une dizaine d'individus, qu'aucun lien ne rattache, échouent sur une île déserte. L'île appartient-elle à l'un plutôt qu'à l'autre ? Evidemment non. Appartient-elle davantage à un certain groupe d'individus en tant que groupe et non individuellement ? Pas davantage, du moins tant que ce n'est pas là le résultat unanime de leur volonté individuelle, librement exprimée.

Admettons que nos individus se disséminent dans l'île en se répartissant en un groupe A, de quatre individus ; deux groupes B et C, de deux individus ; tandis que deux individus D et E restent isolés. Les uns vivent de la pêche, d'autres de la chasse. D'autres cultivent et améliorent certaines graminées et légumineuses qui se trouvaient dans l'île. Parfois ils échangent entre eux les produits de leur industrie, parfois également certains individus vont « louer » leur travail, à la journée ou à la semaine, recevant comme salaire des viandes, des peaux d'animaux ou des légumes. Vis-à-vis de ceux qui les rémunèrent ainsi ils font figure de prolétaires. Quelques-uns se constituent un stock de produits alimentaires, d'armes, de peaux, donc un capital. Peu à peu s'établissent les éléments essentiels de la société capitaliste, mais tout cela s'est fait paisiblement. Seul, l'intérêt de chacun a été l'agent-moteur. Des sociétés capitalistes embryonnaires ont effectivement pris naissance, mais qui oserait prétendre qu'elles résultent d'un abus, d'un acte de force, de l'exploitation d'un être humain par un autre être humain ? Comment pourrait-on prétendre que les groupes A et B parce que, en fusionnant, ils constituent une majorité, ont le droit d'imposer leurs lois aux individus du groupe C ? Et si, un jour, les individus du groupe A déclaraient qu'on doit tout mettre en commun, de quel droit supérieur pourraient-ils exciper pour vouloir annexer à leur communauté ce que les individus des autres groupes entendent conserver individuellement ?

On pourrait multiplier ces exemples à l'infini, on n'y trouverait pas l'ombre d'un argument décisif en faveur de la loi de la majorité, si ce n'est à titre d'expédient, pour éviter des conflits graves.

Pourquoi en est-il ainsi ? Parce que dès que nous cherchons à trouver un fondement à nos lois c'est toujours l'individu, la liberté individuelle, la propriété individuelle, l'individualisme économique que nous retrouvons à la base de tout. Tout le reste ne provient que d'accords, d'arrangements ou de manigances, d'actes de contrainte ou de force. On ne peut renoncer au libéralisme économique sans supprimer la liberté individuelle.

XXXI

Le bonheur du plus grand nombre

DURAND. — Le libéralisme véritable a deux ennemis irréconciliables : les autoritaires de droite et les autoritaires de gauche. Les despotismes de droite s'appellent autocratie, national-socialisme ou fascisme. Le peuple ne les connaît que trop. Par contre, les despotismes de gauche lui en imposent encore. Ne sont-ils pas sa conquête sur les forces de réaction ?

Aux modérés qui rechignent, les totalitaires de gauche disent : Acceptez de bonne grâce ce que vous allez être obligés de reconnaître de force. C'est votre dernière chance de sauver un régime libéral. Plus tard, quand cette « dernière chance » a échoué, les totalitaires de gauche ajoutent : — Vous le voyez, nous avons fait l'impossible pour sauver un régime de travail libre et de libre entreprise, mais ce n'est plus viable. La preuve en est faite. Plus de pauvres, disent-ils encore. Laissez-nous coordonner production et consommation. Chacun aura une part égale. Vous verrez comme c'est simple.

Résultat : moins de travail, certes, mais davantage de règlements et moins de production. Donc, moins à consommer pour chacun et non davantage.

Défiez-vous des totalitaires de gauche, ce sont les fossoyeurs des libertés conquises sur les totalitaires de droite. Leur enthousiasme pour les libertés devient passion d'autorité dès qu'ils occupent les places qu'ils convoitaient. Ils prétendent être le peuple et parler encore en son nom, mais c'est pour l'asservir. Quand le peuple reconnaît son erreur, il est trop tard.

ECARLAT. — Avec ou sans liberté, la société moderne exige la solidarité de tous pour un idéal commun : le bonheur du plus grand nombre. Laisser-faire et libéralisme ont eu leur temps. Ce sont des engins qui ont servi à battre en brèche les vieilles institutions qui s'opposaient au progrès social, le seul qui nous intéresse. Nous voulons des vaches grasses non à intervalles réguliers pour une minorité choisie, mais en permanence pour la foule. C'est la morale du bonheur à bon marché que le peuple veut. Les élites sont un constant reproche pour ceux qui n'en font pas partie. Nous rejetons les élites parce que le peuple tout entier doit être l'élite. Nous n'avons que faire de la légalité, car le peuple est la loi et nous sommes le peuple. Le suprême objet de tout gouvernement populaire doit être d'assurer le plus grand bonheur au plus grand nombre.

DURAND. — C'est ce qu'enseignait aussi en Nouvelle-Guinée un missionnaire de mes amis. Il avait converti Toumatou, le chef bien connu d'une des tribus les plus guerrières de la Nouvelle-Guinée où, comme chacun sait, les sacrifices humains et la dégustation des chairs des victimes étaient encore en honneur jusqu'à ce que la deuxième guerre mondiale vint y faire prévaloir les principes humanitaires des hommes civilisés.

Lors de son départ de la Nouvelle-Guinée, notre bon pasteur rappela à Toumatou que le principe essentiel de tout bon gouvernement populaire était de réaliser le plus grand bonheur possible pour le plus grand nombre. Il faut remarquer que cette vérité si simple, que méconnaissent encore bien souvent tous les gouvernements dits civilisés, fit une vive impression sur Toumatou. Ceci démontre suffisamment que, quelle que soit la couleur de leur peau, il n'existe pas de races dites inférieures.

Toumatou assura même le bon pasteur qu'il ne manquerait ni de consulter ses administrés sur les questions importantes, ni de se ranger à l'avis de la majorité.

Tandis que le steamer emportait notre bon pasteur loin des rives sauvages de la Nouvelle-Guinée, celui-ci ne manquait pas de remercier chaque jour la Providence qui lui avait accordé le bonheur d'arracher à l'idolâtrie l'une des tribus les plus féroces.

A quelques années de là, notre bon pasteur conçut le louable dessein de revoir ses ouailles de la Nouvelle-Guinée pour les affermir, si besoin était, dans les heureuses dispositions où il les avait laissées.

Au fur et à mesure qu'il se rapprochait de la Nouvelle-Guinée, notre bon pasteur aimait à se représenter le doux spectacle qui allait lui être réservé si les sujets de Toumatou, restés fidèles à leur foi nouvelle, étaient enfin arrivés à oublier leurs instincts barbares.

Parvenu enfin au village principal où régnait Toumatou, notre missionnaire prit aussitôt contact avec ce grand chef.

Des explications d'abord confuses qui s'ensuivirent et que je ne saurais raconter exactement malgré leur touchante simplicité, il résultait que dès le départ du bon pasteur, il y avait de cela déjà trois ans, le chef de la tribu, désireux de consulter la voix de son peuple, assembla ses guerriers. « Le bon sorcier blanc est parti, expliqua Toumatou. Je lui ai promis d'assurer le plus grand bonheur possible au plus grand nombre d'entre vous. Vous me voyez embarrassé, car je veux exécuter mon vœu scrupuleusement. »

Après un moment de silence, causé peut-être par l'étonnement où se trouvaient les guerriers d'être consultés pour autre chose que des questions de corvées ou de redevances, l'un d'eux se redressa et dit : « Tu es réellement un grand chef et un père pour nous, O Toumatou ! Il y a bien longtemps que nous n'avons pas goûté à la chair de nos ennemis. Ceux-ci ne nous craignent plus. Leurs incursions deviennent de plus en plus fréquentes, il est grand temps que nous nous reconfortions de la chair de ceux qu'à l'avenir nous ferons prisonniers. Cela stimulera notre ardeur au combat et nous rappellera les vertus antiques de notre race. A nouveau l'abondance et le bonheur régneront parmi nous. Sois notre père à tous et reste notre chef victorieux, O grand Toumatou ! »

L'assemblée accueillit ces paroles pleines de sagesse par des murmures approuvateurs qui allaient crescendo au fur et à mesure que les anciens de la tribu se remémoraient les ripailles de jadis quand de jeunes victimes étaient offertes à leur gourmandise.

Pour rétablir le silence, Toumatou frappa trois fois sur son bouclier, puis il parla en ces termes : « — Mon embarras est grand car, si je me suis engagé à consacrer au plus grand bonheur du plus grand nombre de mon peuple les jours qui me restent à vivre, nous avions promis également de ne plus manger la chair de nos ennemis. »

L'Assemblée était perplexe car vous devez savoir que chez les cannibales le respect de la foi jurée est encore plus sacré que chez les Occidentaux. A ce moment, un jeune guerrier qui s'était distingué par son zèle à suivre les enseignements du missionnaire demanda la parole. « — O noble Toumatou, ces scrupules t'honorent, dit-il. Mais puis-je te faire remarquer que c'est ta dernière parole qui l'emporte. N'a-t-elle pas reçu l'approbation du Saint Missionnaire qui ne pouvait ignorer que le plus grand bonheur du plus grand nombre contredit souvent d'autres engagements. Il y a eu novation tacite de tes engagements antérieurs. Ce sont les derniers pris, ceux sur lesquels toi et le Saint Missionnaire vous êtes tombés d'accord au moment de son départ, qui doivent l'emporter. »

Aussitôt tous les guerriers, frappés par la sagesse subtile de ces paroles, s'écrièrent : « — O Toumatou, fais le plus grand bonheur du plus grand nombre de ton peuple et Dieu ne t'oubliera pas quand tu te présenteras à lui pour aller te reposer de tes exploits sur cette terre. »

C'est ainsi que la tribu du grand Toumatou, respectueuse de la parole donnée et soucieuse d'assurer le plus grand bonheur au plus grand nombre, est revenue aux savoureuses pratiques de l'anthropophagie.

XXXII

Le crime des riches

NÉON. — Jacques Bainville avait avancé les propositions suivantes qui, aux yeux de bien des gens, paraissent irréfutables :

« 1° Il faut des riches pour que l'Etat puisse prélever les impôts. »

« 2° L'impôt trop lourd sur l'héritage restreint le nombre des grosses cotes de l'impôt sur le revenu. »

« 3° L'impôt sur le revenu trop lourd arrête la reconstitution du capital sur lequel les droits successoraux devront être perçus à la prochaine transmission. »

« 4° On regarde le droit d'héritage comme suéenné et illégitime, on le restreint progressivement par le moyen de la fiscalité, on le supprime en l'attaquant de biais et non de face. »

« D'où il résulte que la transmission héréditaire de la fortune est regardée comme injuste tandis que le tirage au sort est considéré comme un procédé moral d'enrichir les particuliers, puisque la loterie dispense des lots de 5 millions, somme qui, même en francs dévalués, est nettement supérieure à ce qu'une démocratie jalouse d'égalité peut reconnaître à chaque citoyen. »

« 5° Il y a en France deux millions de personnes seulement qui paient l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire l'impôt le plus visible. Les autres, qui en sont affranchies, paient les impôts invisibles dont le plus lourd est celui de la vie chère, laquelle est l'effet d'une fiscalité excessive. »

Ces différentes propositions sont de purs sophismes, sauf la dernière. Elles sous-entendent que les impôts ont nécessairement leur source dans la fortune des contribuables.

Éliminons d'abord la question de la loterie non parce que je veux défendre les jeux de pur hasard. Il serait désirable, au contraire, de les éliminer — parce que, en réalité, ils opèrent au détriment du public. Dès que le hasard règne en maître il contrarie le travail intelligent et le progrès. Mais on s'est aperçu qu'en supprimant les jeux de hasard officiels, tels que la roulette, on favorisait indirectement les jeux de hasard clandestins qui, eux, ruinent encore plus sûrement le public par l'effet d'un hasard dirigé et exploité par des aigrefins. Faute d'un remède plus efficace, il ne reste donc guère qu'à mettre le public en garde contre les fraudes et à lui démontrer arithmétiquement que, le hasard étant neutre, ceux qui y ont recours de façon

répétée, avec des probabilités de gain inférieures à 50 %, vont au-devant d'une ruine certaine (1).

Ayant ainsi condamné le jeu pur, je suis davantage à mon aise pour vous montrer le sophisme qui se cache derrière la proposition que l'enrichissement, dû à une loterie, est plus injustifié que celui provenant d'un héritage, sauf quand celui-ci représente une juste récompense de services rendus par le légataire.

Pour acquérir une chance de gagner dans toute loterie, le ponté doit risquer une certaine somme d'argent — somme qui, d'ailleurs, est toujours supérieure à la valeur mathématique de son gain probable. Il n'y a donc pas d'enrichissement sans cause valable. Au contraire, l'héritage d'un oncle ou de cousin d'Amérique, qu'on n'a jamais connu, constitue un enrichissement illégitime sans aucune contrepartie de la part du bénéficiaire.

J'en arrive maintenant à la sixième proposition. Il est bien évident que si l'Etat ne peut subvenir aux besoins des services publics par un impôt sur la fortune acquise ou sur la fortune en formation, il doit avoir recours à des taxes indirectes qui s'ajoutent en apparence au coût de la vie. Je dis en apparence car, par suite du principe de l'incidence de la fiscalité, ce serait une erreur de croire que toute taxe sur la fortune en formation ne contribue pas également à l'accroissement du coût de la vie.

DURAND. — Ceci nécessite une explication. La plupart des gens ne comprendront guère que si vous taxez les revenus d'un immeuble cela puisse contribuer à la vie plus chère.

NÉON. — L'incidence des impôts ne se produit pas nécessairement de suite. Dans une économie stable les incidences des impôts finissent cependant par s'y incorporer de façon indirecte pour constituer une partie des assises sur lesquelles s'édifie la structure économique de la nation.

Quand un capitaliste fait bâtir un immeuble de rapport il calcule d'abord le montant brut des loyers à recevoir puis, ensuite, leur montant net, c'est-à-dire impôts déduits et, finalement, prenant en considération le coût de la construction, il calcule quel va être le rendement de son argent. Or, il est évident que quel que soit le nom dont on affuble les impôts, qu'ils s'appellent taxe sur la valeur de la propriété bâtie, impôt sur le revenu, impôt sur la valeur locative, ceux-ci viennent les uns en augmentation de ce que les locataires éventuels sont susceptibles de déboursier et les autres en déduction de

1. Obligatoirement, tout tenancier de maison de jeu devrait exposer dans ses salles une pancarte, estampillée par le fisc où, en gros caractères, on démontrerait aux joueurs éventuels à quelles opérations stupides ils ont recours. Cela ne guérirait pas tous les joueurs, du moins cela donnerait matière à réfléchir aux moins endurcis.

ce que le propriétaire a à recevoir. Le taux nominal du loyer s'établit en considération de ce que les uns ou les autres ont réellement à déboursier ou à recevoir.

Sauf quand il s'agit de frapper la fortune acquise et non la fortune en formation, on arriverait toujours à la même conclusion, à savoir que les impôts qu'ils soient directs ou indirects, qu'ils atteignent les revenus en formation ou la valeur vénale d'objets mis en vente, finissent toujours, à la longue, par s'incorporer au coût de l'existence.

Le crime des riches, ce n'est pas d'être riches mais c'est, trop souvent, de n'avoir pas mérité leurs richesses ou, encore, de ne plus continuer à les mériter. En Europe, sur dix riches qui n'ont jamais rien fait d'utile, neuf doivent leur fortune à un héritage ou à un riche mariage. Par contre, sur dix riches qui se sont rendus utiles, sept ou huit ont été les propres instruments de leur fortune.

Jusqu'à la deuxième guerre mondiale, par une étrange aberration, les riches en Europe étaient d'autant plus révéérés qu'ils avaient eu moins de peine à recueillir leur fortune. En Amérique, l'ancienne admiration pour le « Capitaine d'industrie » a fait place maintenant à une espèce de rancune, tout comme en Europe.

Ce sont rarement les grands industriels, propres artisans de leur fortune, qui offensent le public par leur luxe aussi insolent qu'extravagant. Il fut un temps où un homme de bonne compagnie, mais pauvre, devait s'efforcer de faire oublier son indigence relative. Maintenant ce sont les riches qui doivent se faire pardonner leurs richesses, mais le public n'est pas toujours juste à leur égard. Ainsi John D. Rockefeller méritait infiniment mieux que sa réputation. Combien de pauvres, s'ils avaient eu ses richesses, auraient possédé des vertus égales aux siennes : une vie privée exemplaire, consacrée tout entière au travail, à créer une industrie énorme et progressive ? Pour couronner tout cela, après s'être accordé peu de satisfactions matérielles de son vivant, il laisse la plus grande partie de ses biens à une fondation scientifique, remarquablement bien comprise. N'en déplaise à la malignité publique, je le proclame, Rockefeller a été un bon riche. Il serait à souhaiter qu'il y en eût beaucoup comme lui.

Les riches ne mangent pas tellement plus que les autres. Souvent même, ils mangent moins, mais ce qu'ils consomment exige davantage de soins. C'est leur mode de vivre qui est gaspillage, même quand il semble ordonné. Ils détournent de toute activité utile toute une valetaille occupée à satisfaire leurs moindres désirs : valets de chambre, maître d'hôtel, jardiniers, portiers. Et aussi tous ces fournisseurs et employés de leurs fournisseurs qui ne travaillent que pour eux — les riches. Tout cela mange, se chauffe, voyage, consomme sans rien produire d'autre que ce qui sert à satisfaire les caprices des riches. D'autres hommes doivent donc peiner pour satisfaire non seulement les

besoins des riches mais aussi les besoins de tous ceux qui les servent, les habillent, les distraient ou les transportent. C'est là un fait indésirable dont personne ne semble apercevoir les conséquences parce que les complexités de la vie moderne nous empêchent de suivre pas à pas l'enchaînement des causes et effets.

Dans une nation les dépenses des riches constituent les revenus des pauvres mais n'en concluons pas que s'il n'y avait plus de riches les pauvres n'auraient plus de travail. Il en résulterait tout simplement que les pauvres travailleraient pour eux-mêmes et, par conséquent, les pauvres auraient davantage de biens de consommation à se partager entre eux. Il est évident, toutefois, que leur part accrue ne représenterait que ce que consomment les riches oisifs.

Plus une nation comporte d'oisifs, de domestiques, de bureaucrates et de chômeurs plus est réduite la part de biens consommables que la partie active de la communauté a à se partager. Imaginons un milliardaire se distrayant à acquérir des biens, utiles ou inutiles, pour qu'on les détruise aussitôt qu'ils sortent des mains de l'artisan. Imaginons encore un milliardaire qui, d'un bout de l'année à l'autre, ferait circuler à vide à ses frais des voitures, des camions, des trains entiers pour y transporter indéfiniment les mêmes chargements de cailloux qu'on n'utiliserait jamais. Cet homme est fou, dirait-on. Il faut le faire interdire, c'est un défi au bon sens, il faut lui enlever ses richesses. Cependant que font les riches oisifs si ce n'est exactement la même chose par rapport à la masse des autres hommes. Conclusion : Il n'y a qu'un moyen de supprimer les riches oisifs qui n'ont pas travaillé pour acquérir leurs richesses : c'est de supprimer l'héritage.

ECARLAT. — Vous exagérez. Il y a une différence entre faire rouler une auto sur toutes les routes de France sans que le chauffeur y transporte jamais quoi que ce soit et y promener son heureux propriétaire. Dans ce dernier cas celui-ci prend plaisir à voir du pays.

NÉON. — Et si son plaisir est plus grand... avec moins de danger aussi, à imaginer, tranquillement assis dans le jardin de son château, les spectacles variés que rencontre son auto en circulant à vide sur toutes les routes de France, veuillez bien me dire quelle différence cela fait pour son chauffeur, pour l'auto et pour l'économie de la nation. Absolument aucune. Supposons maintenant que notre milliardaire après avoir gagné utilement, intelligemment et honorablement son immense fortune, continue à perfectionner ses usines, à faire étudier dans ses laboratoires de nouveaux procédés de production, à pourvoir aux frais de travaux de recherches, sans contester il fait œuvre utile et, certainement nous avons lieu de supposer qu'il dirige plus parfaitement toutes ces activités que n'importe quel haut fonctionnaire nommé par l'Etat puisqu'il a déjà fait ses preuves de façon pratique en accumu-

lant son immense fortune et, qu'en outre, son désintéressement est plus complet que celui du haut fonctionnaire qu'on pourrait mettre à sa place. Pourquoi lui ferait-on grief de ses milliards, s'ils ont été gagnés honnêtement, laborieusement et intelligemment ?

ECARLAT. — Vous avez d'étranges façons de considérer le désintéressement. Sans doute on octroierait à un haut fonctionnaire dirigeant de vastes entreprises un salaire qui dépasserait notablement ce que votre Rockefeller prélevait sur ses bénéfices pour pourvoir à ses dépenses personnelles. Mais vous oubliez les motifs sordides qui le poussent à agir ainsi. C'est pour s'enrichir davantage.

NÉON. — Peu importe si, avec la suppression de l'héritage, toutes les fortunes doivent faire retour à la communauté sous la forme d'œuvres utiles comme ce fut d'ailleurs le cas pour une grosse partie de la fortune de Rockefeller.

C'est une erreur de croire que le gaspillage des riches fasse vivre les pauvres. C'est une erreur de croire que la parcimonie des riches prive la communauté de quoi que ce soit dès que leurs richesses sont le résultat de leur propre industrie et qu'elle ne tombe pas entre les mains d'héritiers indignes, je veux dire par là d'héritiers qui en feraient un usage non conforme au progrès scientifique, technologique ou social.

ECARLAT. — Vous n'avez envisagé jusqu'ici que deux cas extrêmes. Celui du riche qui emploie sa fortune à des dépenses superflues et celui du riche qui la consacre tout entière à des œuvres utiles. Il y a encore le cas du riche qui thésaurise. Celui-ci n'est-il pas un malfaiteur public ? Il prive la communauté de l'action vivifiante de ses capitaux ?

NÉON. — De toute façon ce ne peut être qu'à titre temporaire. Le proverbe « A père avare, fils prodigue », ne se vérifie pas toujours, mais les impôts de plus en plus élevés qui frappent les héritages ne tardent pas à dissiper les biens oisifs.

Au reste, que faut-il entendre par thésaurisation dans les temps modernes ? Sous quelle forme est-ce possible ? Achats d'actions ou d'obligations ? Ce n'est pas de la thésaurisation. L'argent employé ainsi travaille en réalité entre les mains de tiers sous forme de participations industrielles ou commerciales. Dépôts en banque ? La banque utilise les fonds à sa disposition sous forme d'escompte ou à l'effet de maintenir son encaisse à un montant proportionné à son chiffre d'affaires. Thésaurisation sous forme de billets de banque ? L'institut d'émission fonctionne en réalité comme une banque. Quand c'est l'Etat qui emprunte par ce moyen détourné, c'est généralement pour couvrir des besoins urgents.

ECARLAT. — Il y a surtout la thésaurisation sous forme d'espèces métalliques ?

NÉON. — J'attendais cette objection. En ce qui concerne la thésaurisation de l'or, il convient de distinguer deux phases distinctes. Le fait initial est un achat d'or. Celui-ci représente l'emploi de disponibilités bancaires. Ce n'est pas plus nuisible que l'immobilisation inutile de biens réels. L'extraction de l'or fait travailler des hommes, quelque part dans le monde, au même titre que le ferait l'achat de vêtements somptueux, ou celui d'une auto de haut luxe. J'irai même plus loin. Le travail effectué pour extraire de l'or est plus utile que celui par lequel on confectionne des choses périssables pour la seule satisfaction de quelques privilégiés. Etant indestructible, l'or accumulé finit bien, un jour ou l'autre, par rentrer dans la circulation sans qu'il ne s'en soit rien perdu. On ne pourrait en dire autant de vêtements somptueux, de fleurs, de parfums ou de mets rares.

Contrairement aux idées émises trop souvent depuis une trentaine d'années, il convient donc d'encourager l'épargne, et la richesse qui travaille et qui produit, en ne taxant que légèrement la formation de capitaux. Ceux-ci constituent du travail mis en réserve et quelque chose de véritablement utile à la société, directement ou indirectement, à échéance plus ou moins lointaine. Par contre, taxons le luxe qui n'est que le vain gaspillage de parasites sociaux. Imposons lourdement les dépenses somptuaires et toutes celles qui ne répondent pas à la satisfaction de besoins légitimes. C'est seulement ainsi que l'on peut le plus efficacement réduire les heures de travail des classes laborieuses, quand ces heures de travail sont excessives, et mettre à leur disposition une plus grande quantité de biens consommables. Ce que des trop riches consomment en trop, c'est en somme le travail de centaines d'individus qui peinent et produisent pour mettre à la disposition de ceux-ci des biens qui sont superflus. Les plus inutiles de tous les travaux effectués pour le compte des riches ce sont les multiples services illusoires que rend une domesticité trop nombreuse. Ne produisant absolument rien d'utile pour la communauté, les domestiques en surnombre consomment ce que d'autres produisent pour eux. Supposons que tous les gens qui pourvoient aux besoins des domestiques en surnombre travaillent seulement pour répondre aux besoins des classes laborieuses, le nombre des travailleurs productifs étant accru, sans que celui des consommateurs effectifs le soit, on pourrait soit réduire les heures de travail de chacun, soit mettre à la disposition de chacun davantage de biens consommables.

ECARLAT. — Dans des pays relativement pauvres, comme l'Espagne et l'Italie, il n'y a guère d'industrie de luxe.

NÉON. — Mais il s'y trouve beaucoup de gens qui produisent

peu ou même rien du tout. Supposons qu'en Espagne il s'installe des industries de luxe. Si elles ne produisaient que pour la consommation intérieure cela, loin d'augmenter les produits agricoles qui font défaut à l'Espagne, serait plutôt susceptible d'en réduire la production. Ceci ne s'applique, bien entendu, qu'à une économie qui vit sur elle-même, mais alors qu'une nation a tout intérêt à mener une existence dépourvue de tout luxe inutile, elle a avantage, au contraire, à exporter des articles de luxe. Leur fabrication nécessite peu de matières premières : c'est donc du travail qu'on exporte sans aucune consommation appréciable des ressources en bien réels de la nation. Taxons donc lourdement les dépenses somptuaires indigènes et, au contraire, favorisons ces mêmes dépenses quand elles représentent des apports de capitaux étrangers.

Il est clair, cependant, que ces maximes ne peuvent être poussées à l'extrême. Une communauté ne peut devenir ou rester un centre international d'articles de luxe que s'il existe une certaine consommation nationale de ceux-ci. Tout bien considéré, la France de 1914 était parvenue naturellement à une formule économique très heureuse. Le luxe y était circonscrit à une petite partie de la capitale. Cela suffisait à faire de Paris un centre d'élégance qui attirait les acheteurs étrangers sans que les effets pernicioeux du luxe viennent corrompre les provinces.

XXXIII

Capitalisme sans héritage ou capitalisme progressiste

NÉON. — Il est utile que les hommes actifs et industriels soient incités à exercer leur activité et leur industrie. La richesse, et la puissance que donne la richesse si on sait s'en servir, voilà l'appât nécessaire pour entretenir la concurrence entre les hommes et ainsi le progrès. Mais une fois que l'appât a produit son effet sur la cupidité humaine, il est sans intérêt pour l'humanité, il est même contraire au progrès de l'humanité, que les riches puissent se vautrer dans leurs richesses ou s'y endormir. La véritable justification de la richesse c'est qu'elle constitue le meilleur aiguillon qui encourage les hommes à prodiguer leurs efforts, leur industrie, pour acquérir un peu plus de puissance ou de bien-être que n'en possèdent les autres. La richesse est une prime à l'effort et une prime que chacun d'entre nous peut recueillir librement, par son seul travail, sa seule initiative dans le champ d'activité qu'il peut choisir sans contrainte, sans qu'il ait besoin d'attendre la décision arbitraire de quelque machine bureaucratique omnipotente comme le demandent socialistes et communistes. Voilà la véritable justification de la richesse, voilà pourquoi elle est utile. Le régime de libre entreprise est celui qui est le mieux adapté à l'espèce humaine telle qu'elle existe réellement avec tous les défauts et toutes les qualités que nous lui connaissons. C'est pourquoi répétons, à la suite du *Laboureur* de La Fontaine : « Travaillez, prenez de la peine, c'est le fonds qui manque le moins. »

Je vais plus loin. Au risque de paraître immoral, je dis : « Allez, ruez-vous dans la mêlée pour essayer de conquérir la première place. Laissez-vous prendre au mirage trompeur des richesses, des honneurs

ou de la renommée. Vous ne ferez pas toujours le bien de vos semblables, ni même le vôtre, car c'est dans la douleur que s'enfante souvent le progrès. Mais la douleur passe et s'oublie. Le progrès reste. Et c'est cela qui vaut vraiment la peine. Même quand vos châteaux en Espagne seront devenus une réalité, ils seront bien fragiles. Vous aurez bâti sur le sable mouvant de l'humanité en marche vers un destin inconnu. Vos édifices tomberont en ruines, mais vous aurez aidé à créer du nouveau. Et c'est par une expérience sans cesse renouvelée du bien et du mal, de ce qui est stable et de ce qui est fragile, que le monde s'est créé avec sa complexité merveilleuse et la perfection que nous lui connaissons. Essayez, essayez, c'est la loi de la nature. C'est ainsi que s'est édifié tout ce qui nous entoure. La nature est un ouvrier qui, inlassablement, crée sans relâche dans une demi-ignorance. C'est seulement à force de créer et d'essayer que subsistent des formes plus stables, plus parfaites que celles qui les précédaient. Effort, travail et succès, voilà la loi de la nature. Voilà quelle doit être aussi la loi des hommes. Ce n'est donc pas moins d'effort qu'il faut exiger d'eux, mais davantage. La contrainte serait inutile, vaine et odieuse. C'est seulement pour subvenir à ses besoins, à ses plaisirs et à ses instincts de puissance que l'homme fait effort et travaille. Voudriez-vous le décourager dans une œuvre si utile en supprimant richesses et honneurs ? Vous feriez œuvre néfaste. L'important est seulement de faire en sorte qu'honneurs et richesses ne s'obtiennent et ne se conservent qu'au prix d'efforts et de résultats utiles au progrès de l'humanité. Voilà l'évangile qu'il faut prêcher à l'humanité de demain. Ne supprimez pas la possibilité d'être riche, honoré et envié. Vous briseriez les ressorts naturels de l'humanité. Faites seulement en sorte que richesses et honneurs ne s'obtiennent qu'à la suite d'un travail véritable, d'un effort véritable, d'un progrès. Ce n'est pas moins de travail que je vous demande, mais davantage en cherchant toutefois à adapter votre effort à vos capacités et à vos goûts.

L'inégalité est nécessaire pour inciter les hommes à faire effort. Il ne faut donc pas vouloir supprimer les inégalités, mais seulement faire en sorte que ces inégalités soient justifiées par le mérite ou les services rendus. En un mot, il faut moraliser la richesse et la puissance non par de vains discours, mais en en faisant des instruments de progrès.

L'institution de l'héritage est la source d'un grand nombre d'absurdités quand des lois archaïques prétendent réserver, à des héritiers indignes, des fortunes dont les possesseurs voudraient disposer autrement. Il n'est pas moins absurde de voir, comme c'est le cas aux Etats-Unis, des parents excessivement éloignés recueillir les successions de personnes qui les ignoraient, simplement parce que le défunt est mort intestat.

L'héritage empêche un grand nombre d'individus de travailler utilement. Il maintient à des places de faveur des individus qui ne le méritent pas. Il s'oppose à une répartition plus productive des biens de ce monde. Donc, supprimons l'héritage.

Il est clair toutefois que cela ne saurait s'appliquer à la demeure familiale, à la ferme exploitée en commun par les membres de la famille, ni même à une rente viagère ne dépassant pas un chiffre modique, mettons si vous voulez cinq mille francs-or, montant susceptible de s'accroître en raison du nombre d'enfants âgés de moins de vingt ans, afin que leur éducation ne soit pas une charge pour le survivant. C'est d'ailleurs ainsi qu'on le comprend en Russie puisque le principe de l'héritage y a été rétabli.

La suppression de l'héritage ou, plus exactement, sa limitation à des chiffres modestes, se justifie amplement :

1° Cela égaliserait les conditions au point de départ. La situation de chaque individu ne dépendrait plus ensuite que de ses qualités propres et de la façon dont il sait et veut les utiliser pour profiter des chances que les circonstances lui offrent de s'élever intellectuellement et socialement.

2° La fortune, n'ayant plus de source que dans le travail et dans l'intelligence de ceux qui l'acquièrent, se trouve purifiée de son péché d'origine. Elle devient la récompense légitime de tous ceux qui l'ont méritée par leur labeur ou leur industrie. La fortune devient ainsi respectable. Dans les sociétés capitalistes actuelles elle constitue trop souvent un privilège injustifié.

3° La suppression de l'héritage entraînerait la disparition de tous les oisifs qui vivent d'un travail qui n'est pas le leur.

4° La suppression des rentiers de naissance augmenterait la quantité de biens disponibles que la communauté aurait à se partager puisque, eux aussi, seraient également obligés de produire pour vivre.

5° L'oisiveté est démoralisatrice. Supprimer l'héritage serait donc un bien pour tous ceux qui n'en profitent que pour mener une existence oisive ou dissipée.

6° La possession d'un héritage permet, il est vrai, à de nombreux individus d'accomplir bien des choses utiles que, sans cela, ils n'auraient pas été en mesure d'entreprendre. Par contre, certains riches confessent que, s'ils n'ont pas utilisé les talents que la nature leur avait généreusement octroyés à leur naissance c'est que, par suite de la situation de fortune de leur famille, ils n'avaient jamais été placés dans l'obligation d'exercer leur industrie. W. K. Vanderbilt, le grand capitaliste qui contrôlait le New-York Central Railroad, affirmait que — « la richesse héritée est un gros handicap au bonheur ; elle tue aussi sûrement l'ambition que la cocaïne détruit la moralité ».

La plupart des gens sans fortune s'illusionnent grandement sur

l'influence sociale que procure celle-ci dans la société moderne. De nos jours qu'est-ce que la fortune procure ? Pas grand-chose. Pour un homme intelligent, qu'est-ce que le faste et le luxe ? Qu'est-ce qu'une femme couverte de bijoux dont il est moins sûr de l'amour que s'il l'avait laissée pauvre ? Pas grand-chose. Dans la société actuelle, qu'est-ce qu'un homme très riche peut obtenir uniquement avec sa fortune ? Pas grand-chose. Autrefois il pouvait acheter un emploi de gouverneur de province, le commandement d'une armée de mercenaires, et même les plus hauts titres puisque, à une certaine époque, ceux-ci allaient au possesseur de la terre. Mais maintenant ?

N'envions donc plus la fortune. C'est la seule ambition possible laissée encore à l'homme ni tout à fait médiocre, ni très supérieur qui n'a ni les moyens intellectuels pour faire un grand savant ou un artiste de génie, ni les qualités nécessaires pour gravir les échelons les plus élevés d'une carrière politique ou militaire.

Maintenons l'institution de la fortune à condition que celle-ci ne soit que la récompense du travail intelligent et productif. L'appât des richesses est le meilleur stimulant à l'effort pour tous les hommes qui ne sont pas doués de qualités exceptionnelles. Par contre, l'héritage introduit à la base de la société capitaliste une injustice primordiale qui a, en outre, le grand tort d'être inutile.

Si les descendants héritaient toujours des qualités qui ont justifié la conquête d'avantages matériels par le fondateur de la maison, les privilèges de naissance pourraient nous apparaître comme naturels. Seulement c'est plutôt là l'exception. Beaucoup d'héritiers de grosses fortunes s'en montrent souvent peu dignes, non, bien entendu, parce qu'ils sont nés pires que les autres, mais parce que sur dix individus pris au hasard, huit sont médiocres et qu'à cela s'ajoute le fait que la perspective d'un héritage fructueux est davantage une invite à la frivolité qu'à une vie de labeur productif.

Dans son ouvrage « Découvertes d'histoire sociale », le vicomte d'Avenel remarque très justement :

« Qu'il ne faut jamais favoriser l'argent qui veut se reposer ; il faut, au contraire, le pousser aux aventures. Or, on magnifiait l'argent en lui vendant ces charges, dont beaucoup donnaient la noblesse et qui, toutes, donnaient à leur possesseur une suprématie sur les personnes de même classe. Mais, en ouvrant ce débouché à la richesse acquise, on lui faisait une retraite au lieu de l'obliger à travailler. Certains de nos commerçants, de nos manufacturiers devenaient riches : mais comme tout riche devenait plus ou moins « fonctionnaire » et gentilhomme et qu'aussitôt il cessait d'être négociant ou industriel, — « artisan », disait-on —, les capitaux à peine formés, sortaient des affaires pour n'y plus rentrer. Le trafic maritime, qui exige de grands fonds, ne les trouvait jamais. Si la France, beaucoup plus avancée que l'Angleterre au début du règne de Henri IV, était fort dépassée par elle au moment de la Révolution sous le rapport de l'activité matérielle, — l'agriculture exceptée —, cela pouvait tenir à la manière française de placer son argent en valeurs improductives. »

Toute classe sociale qui veut maintenir sa prépondérance doit se rénover sans cesse en attirant vers elle, et en se les appropriant, les hommes de talent qui se trouvent dans les classes inférieures. En

même temps, elle doit s'épurer sans cesse en rejetant hors de son sein ceux dont les maigres qualités ou les défauts ne justifient plus le rang qu'ils occupent. L'héritage ralentit ce double mouvement. Loin de stimuler l'activité de chacun, il la restreint. Il est donc contraire au principe qui doit dominer la société moderne : laisser accéder chacun à la situation qui convient le mieux à ses aptitudes réelles.

Les actions à vote plural tendaient à perpétuer les sinécures. On les a supprimées. C'est maintenant à l'héritage qu'il faut s'attaquer. Il est nécessaire que les riches et les puissants forment de moins en moins une classe impénétrable. On s'étonne parfois de ce que l'aristocratie anglaise ait survécu. C'est dû uniquement à ce qu'elle s'est renouvelée constamment en ouvrant largement ses portes à des personnalités de mérite d'origine plébéienne.

Afin de faire une plus large place non aux mieux nés, mais aux plus dignes, c'est l'héritage qu'il faut supprimer dans une société scientifiquement organisée.

Cela permettrait de faire taire les récriminations des niveleurs sociaux qui, ne pouvant élever tous les hommes à la même situation, voudraient les niveler par en bas, en ramenant tous les individus à une médiocrité commune.

Pas de nivellement mais une répartition équitable, intelligente et utilitaire des privilèges de fortune. Mais où trouver le juge impartial et intelligent dont les décisions seront écoutées et suivies ? C'est là la grande difficulté. Un régime capitaliste d'où l'héritage est exclu peut constituer la seule méthode libérale et pratique d'y arriver.

Le capitalisme sans héritage, le capitalisme où l'argent n'est plus considéré comme un moyen de basses jouissances que l'on acquiert par le décès de ceux que l'on devrait regretter mais comme le levier qui permet de réaliser des choses utiles, impossibles sans cela, voilà ce que doit être le capitalisme de demain.

L'excellente maxime de Napoléon : « La carrière est ouverte aux talents sans distinction de naissance ou de fortune », ne peut se réaliser pleinement que si, supprimant l'héritage et donnant à chacun une éducation graduée suivant les facultés du récipient, on égalise les chances sociales au point de départ. On réduit à néant l'argument des socialistes qui, avec Frédéric Brunet, nous disent :

« Ce qui cause la souffrance la plus vive chez les individus ce n'est pas seulement le plus ou moins de bien-être dont ils disposent, mais la connaissance d'un état meilleur auquel, de par l'organisation sociale, ils savent qu'ils ne pourront atteindre, alors que d'autres en jouissent. »

DURAND. — La suppression de l'héritage inciterait les gens à dissiper follement leur avoir quand ils se sentiraient vieillir et, en tout

cas, à ne plus travailler, dès qu'ils auraient pourvu aux besoins probables de leurs vieux jours ?

NÉON. — Les hommes tiennent trop à ce qu'ils possèdent pour désirer s'en défaire prématurément et l'amour des richesses est si grand chez eux que tant que leur travail se montre assez fructueux, ils se plaisent à les accumuler au delà de leurs besoins réels.

Les biens matériels qui existent de par le monde sont limités. Les maintenir de génération en génération entre les mains des mêmes familles est contraire au principe d'égale opportunité pour tous. C'est contraire également à la meilleure utilisation des biens existant dans le monde, c'est contraire enfin à une utilisation intensive de l'activité de tous les individus, puisque l'héritage permet à un petit nombre de privilégiés d'échapper à la loi du travail. Le plus grand reproche que je fais à l'héritage, non à l'héritage d'un petit avoir, mais à l'héritage d'une grande fortune, c'est que les heureux bénéficiaires ne font souvent rien pour s'en montrer dignes. Bien mieux, la plupart en profitent bien vite pour cesser toute activité productive. Ils se transforment en parasites sociaux. Ils consomment des biens qu'ils n'ont pas aidé à produire.

En égalisant les chances au point de départ non seulement on est mieux d'accord avec les principes modernes de justice sociale, mais encore on évite le gaspillage actuel de forces mal utilisées.

Faute de recevoir une éducation proportionnée à leurs dons naturels, quantité d'individus ne concourent pas au progrès technique ou scientifique dans la mesure où, autrement, ils auraient pu le faire. Le matériel humain de qualité est précieux. Il faut l'utiliser aussi complètement que possible. A chacun suivant ses capacités, à chacun suivant ses œuvres, voilà la véritable formule libérale, celle d'une République où, richesses et fonctions, sont ouvertes à tous les hommes de bonne volonté, mais seulement dans la mesure de leur mérite. Accepter un tel programme équivaut à repousser toutes les autres conceptions suivant lesquelles les hommes sont appréciés d'après leur naissance (partis de droite), d'après leurs affiliations et protections (bureaucratie et République des Camarades), d'après leur classe sociale (égalitarisme révolutionnaire d'extrême-gauche). Il faut à la Société une aristocratie, mais seulement une aristocratie vivante, mouvante où on n'accède et où on ne se maintient que par son seul mérite, par l'intelligence alliée au travail et à la dignité de conduite. Il faut que dans le monde de demain tout prolétaire ait la possibilité de s'élever au-dessus de sa condition s'il possède les qualités nécessaires tout comme dans l'armée du premier Empire, tout Soldat tenait un bâton de maréchal dans sa giberne. S'en montrer digne voilà toute la question.

Les souffrances causées par l'envie existeront toujours, même si nous adoptions la formule absurde des communistes orthodoxes : « A chacun seulement d'après ses besoins ». J'irai même plus loin. Plus nous proclamerons le principe d'égalité absolue et plus nous rendrons sensibles à ceux qui sont inférieurs moralement ou intellectuellement les injustices de la nature. Ce n'est pas en essayant de diminuer celles-ci que nous pouvons les alléger mais, bien au contraire, en maintenant les vieux principes de la résignation chrétienne ou de la fatalité antique.

La phrase de Ferdinand Lassalle : « Il faut apprendre à l'ouvrier qu'il est malheureux », est impie. C'est une formule de haine. Elle jette un jour singulier sur la mentalité de certains réformateurs sociaux. Peu leur importe de causer le malheur des pauvres bougres qu'ils entraînent à leur suite en les rendant conscients de leurs misères.

D'ailleurs avec n'importe quel régime, bourgeois ou socialiste, communiste ou autre, il y aura toujours des chefs d'ateliers, des chefs de groupe, des chefs régionaux, des directeurs de la production, des directeurs de la main-d'œuvre, et, sans doute aussi, un secrétaire général ou un président d'assemblée tout-puissant. Dans ces conditions, tout comme dans la société actuelle et pour des raisons semblables, il y aura encore des privilégiés. Sous tous les régimes, il y aura des hommes, beaucoup d'hommes, qui se sentiront frustrés. J'irai même plus loin et je soutiens que plus vous exalterez l'idéologie égalitaire et plus les hommes qui se sentent moralement, intellectuellement ou physiquement inférieurs aux mieux partagés, trouveront là un sujet d'affliction accru. Autrefois, la plupart des hommes acceptaient comme naturelle leur situation inférieure, à l'avenir il en sera de moins en moins ainsi, au fur et à mesure qu'ils y verront une injustice plus évidente. C'est en vain que l'on prétend que l'égalisation des salaires résoudrait la question. Ce qu'il nous faut c'est un système social où celui qui crée, qui invente, qui produit meilleur ou à meilleur marché, se trouve récompensé et aussi un système social où celui qui se croise les bras, celui qui ne produit rien, celui qui est inintelligent ou inapte à tout travail utile, reste au bas de l'échelle. Un tel système social c'est le Capitalisme sans héritage.

Il nous faut un capitalisme sans droit d'héritage, mais avec droit pour l'individu de disposer de sa fortune en œuvres utiles limitées à la recherche scientifique, à des travaux d'utilité publique ou aux familles nombreuses. Il est temps que partout on en arrive à une notion absolument individuelle de la fortune de façon que celle-ci, au delà d'un maximum assez modique destiné à la veuve et aux enfants, retourne en cas de décès du bénéficiaire non à quelques privilégiés, très souvent peu intéressants, mais à la communauté en la personne

d'une Caisse Autonome dont les fonds disponibles seraient consacrés à la recherche scientifique ou au financement de grands travaux d'utilité publique.

La conception d'une société progressive s'oppose naturellement à l'idéal bourgeois actuel qui tend à perpétuer certaines absurdités antiéconomiques. Elle s'oppose non moins vivement aux concepts du communisme classique qui, pris à la lettre, aboutiraient à endormir l'humanité dans une honnête médiocrité uniformément répartie par une bureaucratie omnipotente bridant, réprimant et décourageant constamment les initiatives individuelles au moyen d'un contrôle permanent et tracassier.

Une organisation scientifique de la société exige que l'on oriente celle-ci vers une activité mieux comprise, où chacun reçoit en proportion de son travail et de son mérite et où, par des taxes appropriées, on décourage ce qui n'est que gaspillage inutile.

Le progrès qui, dans les sociétés bourgeoises ou communistes n'est que l'accessoire, doit devenir l'objet principal une fois que sont satisfaits nos besoins les plus essentiels.

DURAND. — Par suite de la réversion progressive à l'Etat de tous les actifs de la nation, au bout de deux générations celui-ci ne tarderait pas à devenir le propriétaire de tous les immeubles de rapport et de toutes les parts sociales correspondant à des entreprises de quelque importance. Ce ne serait donc autre chose que du Socialisme d'Etat.

NÉON. — Dans le plan que je préconise, rien ne serait changé au système de libre entreprise tel qu'il fonctionne actuellement. N'importe qui pourrait exercer son initiative pour acquérir des affaires anciennes ou en créer de nouvelles qu'il s'agisse d'entreprises bancaires, commerciales, industrielles ou minières. La Caisse Autonome n'aurait pas un monopole, elle ne gèrerait ou ne participerait à la gestion que des entreprises qui lui auraient fait retour sans qu'il se présente de nouveaux acquéreurs de tout ou partie du capital social de celles-ci.

DURAND. — Où trouverait-on des acquéreurs ?

NÉON. — Les travaux faiblement rémunérés sont effectués par des individus dont la plupart ne travaillent guère que pour assurer leur subsistance ou celle de leur famille. Au fur et à mesure que l'on s'élève dans l'échelle sociale, interviennent d'autres facteurs, notamment désir de luxe ou ambition. La richesse acquise devient un poids mort pour l'économie d'une nation dès que ses détenteurs consomment plus de choses utiles qu'ils n'aident à en produire. Il faut donc restreindre le nombre des riches qui consomment sans produire et, au contraire, encourager la richesse en formation parce que c'est celle qui exerce une action dynamique favorable à l'économie nationale.

Dans une économie progressiste, il s'agit non pas comme dans la plupart des systèmes socialistes de supprimer en fait la fortune, mais de faire en sorte que celle-ci ne soit que la récompense et le stimulant du travail productif. Loin de penser à égaliser les salaires, on doit faire en sorte que leur graduation corresponde à des résultats utiles. Il y a cependant à cela une difficulté qui n'est que trop apparente dans le système capitaliste actuel. La plupart des individus, dès qu'ils arrivent à obtenir de gros salaires, relâchent leurs efforts et prennent davantage de bon temps. L'ingénieur qui arrivait à son poste le matin, un quart d'heure seulement après l'entrée des ouvriers, se contente, trop souvent, une fois qu'on lui a confié la direction générale, de ne venir à son bureau qu'une heure ou deux après tout le monde. Même là, dans son bureau directorial, une partie de son temps est consacrée à des activités sociales ou autres qui n'ont rien à voir avec la bonne marche de l'affaire qu'il dirige. Partout où j'ai été, j'ai observé que plus on accroissait les gros salaires du haut personnel plus celui-ci diminuait le temps qu'il consacrait effectivement aux affaires de ceux qui l'emploient.

Comment stimuler l'activité individuelle par des salaires élevés alloués aux plus efficients sans diminuer leur activité et sans constituer des sinécures qui se transmettent de père en fils ? Nous voici dans une économie progressiste. Le Conseil d'administration de l'usine X fait venir un chef d'atelier qui, par ses capacités, son énergie et son zèle, ferait un excellent directeur de l'usine. Actuellement vous gagnez 8.000 francs-or, lui dit-on. Nous avons décidé de vous offrir le poste de directeur. Votre salaire sera de 30.000 francs-or, mais il se divisera en deux parties, l'une, de 12.000 francs-or, vous sera payée en espèces, l'autre de 18.000 francs-or, sera portée à votre crédit à la Caisse Autonome. Vous ne pourrez utiliser ce crédit que pour acquérir lors d'adjudications publiques des titres de sociétés industrielles. Ceux-ci sont nominatifs et feront retour à la Caisse Autonome lors de votre décès, à charge par celle-ci d'assurer une rente viagère à vos ascendants, à votre veuve et à vos enfants jusqu'à ce que ceux-ci atteignent l'âge de 25 ans. Votre vie durant vous pourrez toujours vendre en bourse ou par adjudication les titres que vous aurez acquis vous-même, mais le produit de vos ventes devra être utilisé obligatoirement à l'achat d'autres valeurs également nominatives ou, sinon, porté à nouveau à votre crédit à la Caisse Autonome.

Si vous acceptez notre proposition cela vous permettra, d'ici une dizaine d'années, d'acheter une quantité intéressante d'actions d'une même affaire, par exemple la nôtre et, étant donné vos capacités techniques, de faire partie du Conseil d'administration, par conséquent de vous élever socialement. Peut-être arriverez-vous à contrôler votre vie durant une grande affaire acquise à des conditions inespérées car,

comme vous le savez, les blocs d'actions des meilleures affaires sont adjugées à des prix qui ne représentent guère que 25 à 40 % de leur valeur réelle du fait qu'à la mort du bénéficiaire lesdites actions font retour gratuitement à la Caisse Autonome.

De cette façon, les grandes affaires industrielles et commerciales seraient dirigées et contrôlées, non par de simples capitalistes, par des banques ou par un petit nombre de familles comme c'est actuellement le cas, non par de simples fonctionnaires de l'Etat ou par des personnalités désignées par l'Etat, donc choisies en raison de leur patronage politique et social, comme ce serait le cas dans le système socialiste, mais surtout par des techniciens sortis du rang grâce, non seulement à leur capacité technique, mais aussi par suite de leurs qualités d'ordre et d'économie.

DURAND. — Il serait donc à craindre que les titres mis en adjudication par la Caisse Autonome ne trouvent preneurs qu'à des prix trop bas.

NÉON. — La Caisse Autonome les conserverait s'il n'y avait pas preneur à au moins 25 % de leur valeur actuelle. Veuillez noter que même avec une évaluation aussi basse que 25 %, en supposant que les titres se trouvent transférés en moyenne tous les 20 ans, l'Etat recevrait encore, au bout de 100 ans, 125 % de la valeur intrinsèque de ceux-ci. D'autre part, si les détenteurs successifs obtenaient 6 % de dividende annuel, il faudrait seulement cinq années à chacun d'eux pour amortir le prix d'achat de ce capital viager, le rendement brut annuel du capital déboursé atteignant 24 %.

Allégeons les regrets de ceux qu'affligerait la pensée que leur fortune, durement gagnée, puisse servir à rétribuer des budgétivores, en stipulant que toutes les sommes qui ne seraient pas utilisées par la Caisse Autonome seraient employées à relever le taux des naissances par l'octroi de primes encore plus larges aux familles nombreuses que celles actuellement en vigueur.

La suppression de l'héritage heurte quelques-unes de nos conceptions usuelles mais elle remédierait aux défauts du système capitaliste actuel en maintenant intacts les principes de libre concurrence, de libre initiative et de liberté que supprimerait, en fait, tout système socialiste ou communiste.

XXXIV

Politique des naissances et travail des femmes

NÉON. — Les conditions d'existence dans les grandes villes américaines permettent de prévoir ce qu'elles deviendront également dans les grandes villes d'Europe dans un temps peu éloigné : Vie à l'hôtel ou dans des appartements minuscules pourvus de tout le confort moderne mais sans ces meubles substantiels auxquels s'attachent une tradition ; facilités de déplacement de plus en plus grandes qui éparpillent les familles et relâchent les liens qui rattachent leurs membres ; enfants apportant avec eux une gêne de plus en plus sensible, au fur et à mesure que l'habitude des week-ends se généralise et que ceux-ci deviennent plus onéreux en se prolongeant ou en se faisant plus lointains.

En 1940, aux Etats-Unis, les individus âgés de moins de 19 ans révolus comptaient pour 34,5 % de la population totale et ceux de 20 ans à 54 ans révolus pour 50,7 % de celle-ci. Si on plaçait obligatoirement l'âge de la retraite à 55 ans, cela reviendrait à dire qu'environ 50 % de la population doit subvenir aux besoins de la totalité de celle-ci. Si maintenant vous excluez les femmes de toute occupation extérieure utile, cela signifie que chaque homme doit produire pour quatre et même bien davantage si on tient compte de tous ceux qui, pour des raisons diverses sont eux-mêmes, entre 20 et 54 ans, à la charge de la société.

Si la faible nativité des peuples de race blanche s'accroît, tandis que les progrès de l'hygiène chez les peuples arriérés compenseraient une nativité moindre, il en résulterait que la proportion des peuples de couleur dans le monde augmenterait au détriment des peuples de race blanche. Sans même considérer le côté politique de la question, ce serait là chose désastreuse pour le progrès de l'humana-

nité. Quelles que soient les illusions qu'entretiennent certaines gens au sujet de l'intelligence des peuples de couleur, un fait brutal compte plus que tous les autres : la prédominance des peuples de couleur compromettrait les progrès ultérieurs de l'humanité au point de vue technique et scientifique. Ces peuples-là sont restés stationnaires depuis des siècles et, si maintenant leur civilisation progresse, c'est simplement par suite de la pénétration de la civilisation occidentale.

Ce problème n'a pas échappé à l'attention de certains savants, mais les solutions qu'ils proposent sont inquiétantes pour dire le moins. Ainsi parlant d'une conception scientifique de la vie, Bertrand Russell disait, en 1931, dans *The Scientific Outlook* : « Un gouvernement international, si jamais il en existe un, aura à prendre en considération de telles questions (limitation des naissances), et exactement comme il existe actuellement un quota d'immigrants de chaque nation qui peuvent être admis aux Etats-Unis, il y aura aussi dans l'avenir un quota national d'immigration dans le monde. Les enfants en excès du chiffre autorisé devront sans doute être sujets à l'infanticide. Ce serait moins cruel que la méthode présente qui consiste à les tuer par la guerre ou par des privations. »

Je vous laisse juge du côté moral de la question. Le problème ainsi présenté ne peut que soulever des sentiments d'horreur et de réprobation universelle. Si l'on voulait absolument corriger la nature, ce n'est pas dans le sens d'une limitation des naissances que nous devrions nous exercer, mais dans un accroissement de celles-ci.

Le jour où notre planète deviendra surpeuplée, ce qui est encore loin d'être le cas, le problème suivant se posera : Puisque certains doivent être sacrifiés, comment déterminer notre choix. Les adeptes du Malthusianisme ont déjà répondu. Limitation des naissances, disent-ils. Eh bien ! non ! Ce ne sont pas les naissances qu'il faut limiter, du moins les naissances d'êtres sains, normaux, bien portants. Celles-là il n'y en aura jamais de trop. Plus nous aurons une foule nombreuse d'enfants sains, bien portants, bien équilibrés et intelligents, plus nous pourrons nous montrer sévères dans notre traitement de ceux qui, plus tard, transgressent les lois d'une société saine, bien équilibrée et progressive où il n'y a plus de place pour les criminels, les tarés et les dégénérés de toute sorte. Voilà la véritable sélection scientifique. Elle ne doit pas s'exercer avant ou dès la naissance, mais seulement quand l'homme a pu montrer ce qu'il vaut effectivement.

On oublie facilement que la vie est la seule épreuve qui doive compter pour déterminer si un individu a droit ou non à l'existence et que plus les populations de race blanche auront d'enfants élevés suivant un programme de discrimination en faveur des mieux doués, plus s'accroîtront les chances qu'en un temps donné l'humanité compte

davantage de grands savants, de véritables artistes, d'hommes de génie ou simplement d'individus de talent dans toutes les carrières qui contribuent à l'œuvre du progrès de la civilisation dans le monde. Cela constitue le seul point de vue réellement scientifique de la question.

En ce qui concerne la France, il est évident qu'une politique des naissances restera insuffisante pour qu'elle puisse rivaliser au point de vue du nombre des habitants avec la Russie, les Etats-Unis et l'Allemagne. C'est donc par une politique d'immigration et d'absorption des éléments assimilables d'autres peuples que la France peut y parvenir. Ce qui s'oppose en France à une politique d'immigration libérale ce ne sont pas les préjugés raciaux, car ils sont moins forts chez nous que chez les Anglo-Saxons, mais la crainte, la défiance de l'étranger. Le « melting-pot » américain a démontré que l'immigration n'est pas un danger pour un peuple supérieur qui reçoit dans son sein des peuples de race blanche plus frustrés et plus pauvres, parce que les nouveaux arrivants ne peuvent s'élever socialement qu'en adoptant les mœurs, les habitudes, le langage, les préjugés et les croyances du peuple qui possède une culture supérieure à la leur. Le secret de toute assimilation d'une race par une autre réside en ce que les éléments inférieurs cherchent toujours, pour s'élever socialement, à imiter et à copier l'élite à condition que cette élite lui soit perméable.

DURAND. — En absorbant des éléments inférieurs, l'élite abaisse son propre niveau.

NÉON. — Les élites, parmi les peuples de race blanche, doivent leur supériorité non à leur race ou à leur nationalité, mais à leur éducation. Loin de s'affaiblir par l'admission dans son sein d'éléments inférieurs par la naissance — mais non par l'intelligence et les qualités morales, bien entendu — une élite vieillie se renforce toujours ainsi au lieu de s'affaiblir. Les vieilles élites ne peuvent se rajeunir qu'avec du sang nouveau. Les élites trop longtemps fermées sont destinées à dépérir et à ne plus être des élites... que de nom.

Pour pouvoir absorber des éléments étrangers, il est évident qu'il faut leur faire bon visage et poursuivre à leur égard une politique libérale. Il faut exciter leur loyalisme en montrant aux nouveaux venus que, comme aux Etats-Unis, rien ne s'opposera à leur accession aux plus hautes positions s'ils s'en montrent dignes... par leur dévotion absolue aux intérêts de leur nouvelle patrie. Mais ne nous payons pas de belles phrases. Le ciment qui relie peu à peu des peuples de race différente ne prend solidement que si les intérêts réciproques matériels, intellectuels et moraux, de ceux qui se laissent absorber et de ceux qui les absorbent, sont mutuellement satisfaits.

Il est regrettable qu'en France, ces principes élémentaires n'aient jamais été ni bien compris, ni clairement expliqués. Ainsi, durant la période de 1919-1939, des obstacles multiples étaient opposés aux Polonais, Russes, Belges, Tchèques et Italiens établis sur notre sol, lorsqu'ils voulaient se faire naturaliser Français.

DURAND. — Et les dangers d'une cinquième colonne ?

NÉON. — Ils sont beaucoup plus grands avec des étrangers qu'avec des naturalisés. Pour ceux-ci, les sanctions encourues sont plus sévères. En outre, on a beaucoup plus à craindre d'un chien étranger que l'on laisse errer dans le poulailler, que d'un chien à qui on a donné une place et un statut définitif dans le chenil. On a transformé le maraudeur en gardien... quitte à lui envoyer une balle dans la peau s'il bronche.

Les Européens qui ne sont pas venus en Amérique comprennent très mal ces questions d'assimilation. La grande sagesse des Etats-Unis a été d'admettre sur le même pied d'égalité, les citoyens d'hier et ceux d'aujourd'hui et de ne mettre aucun obstacle à la naturalisation des éléments les plus variés de la race blanche. Résultat : Absolument merveilleux. Sans contrainte aucune, sur une étendue du même ordre que celle de l'Europe, les Etats-Unis ont réalisé ce prodige : Sur un territoire immense, une race plus uniforme au bout de la seconde génération, qu'en France où, sur une étendue bien moindre, et après des siècles de vie commune, on distinguait encore il n'y a pas si longtemps des Bretons, des Niçois, des Basques et autres.

Toute l'histoire de l'humanité nous fait prévoir qu'à l'avenir il continuera d'en être comme il en a été dans le passé. Constamment de nouvelles générations plus primitives, plus frustes, ont renversé et détruit les organismes vieillissants et devenus stériles. Successivement les peuples méditerranéens, puis les peuples germaniques, puis les peuples slaves sont venus régénérer les civilisations vieillies qu'ils semblaient devoir détruire.

Est-ce par hasard que toutes les grandes invasions qui ont renouvelé les peuples vieillissants sont venues de l'Est ? Evidemment, non. C'est tout simplement par ce que c'est à l'Est que se trouvaient des peuples de race blanche prolifiques plus arriérés, intellectuellement et moralement plus jeunes. Conclusion : Ce n'est pas au malthusianisme qu'il faut demander une solution des problèmes de l'avenir, mais bien au contraire à des conceptions où on a en vue la santé morale et physique de l'humanité et où une humanité débordante se renouvelle sans cesse par l'apport d'éléments à la fois plus prolifiques et plus vigoureux qui viennent renouveler les civilisations séniles ou refouler les peuples mentalement inférieurs dont la destinée est d'être détruits au contact de la civilisation.

La question du travail des femmes se relie étroitement à la politique des naissances. Le féminisme pratique consiste à reconnaître à la femme et à l'homme des droits égaux à mérite ou capacité égale. Cela a sa contrepartie. Droits égaux mais aussi obligations égales dans la mesure où c'est matériellement possible.

Je ne méconnaissais pas la place de choix que la femme doit occuper dans l'organisme social, mais cette situation favorisée n'est justifiée que si la femme s'y rend utile, soit en élevant une famille, soit en travaillant.

A bien des égards la femme est supérieure à l'homme. C'est pourquoi il faut lui conserver les fonctions où elle est supérieure... et irremplaçable, c'est-à-dire comme épouse, comme mère et pour conserver intacte une souche d'êtres humains sains et bien équilibrés.

Dans la formation de l'enfant, dans le bon équilibre des facultés et des fonctions de celui-ci, la femme joue un rôle peut-être encore plus important que l'homme. Le parfait équilibre mental et physique de la femme doit donc être préservé soigneusement pour compenser la détérioration inévitable qu'amène chez l'homme une vie intellectuelle plus active, par conséquent plus déprimante au point de vue de la bonne harmonie de nos fonctions physiologiques. En cas de dégénérescence de la race humaine, ou en cas de diminution dangereuse des naissances, il serait urgent de rétablir celles-ci à un taux normal. Du fait des limitations qu'impose la nature en restreignant, à un enfant par an, la fécondité féminine, nous avons intérêt à ne repousser aucun concours féminin dans l'œuvre de la procréation. C'est donc vis-à-vis de l'homme surtout que doit jouer la sélection destinée à favoriser la reproduction d'individus bien équilibrés, sains et en nombre suffisant. Par contre, il faut conserver à la femme, dans la mesure possible, ses fonctions de gardienne du foyer dès qu'elle peut se marier. Celles qui ne le peuvent pas ou ne le désirent pas pourraient constituer des auxiliaires extrêmement précieux dans nos laboratoires, nos hôpitaux, nos nurseries, nos écoles.

Dans un ménage d'ouvriers ou de petits employés sans enfants, faire la cuisine et le ménage ne nécessite qu'un travail journalier de trois ou quatre heures. C'est tout à fait insuffisant. Il n'y a absolument aucune raison pour que la femme sans enfants ne contribue pas d'une façon plus active à l'effort du ménage et d'une façon générale à la production nationale. Veuillez bien noter, en effet, que tout individu majeur qui ne travaille pas plus de trois ou quatre heures par jour constitue un parasite si sa plus grande productivité horaire ne compense pas d'une façon ou d'une autre le nombre insuffisant de ses heures de travail.

L'usage de plus en plus répandu de fumer chez la femme constituera dans l'avenir un véritable fléau. Autrefois, la femme qui restait

dans son intérieur cherchait à s'occuper par de menus travaux qui la distrayaient. Maintenant, nombre de femmes restent des journées entières sans autre occupation que leur toilette, le cinéma ou à rêvasser en fumant interminablement des cigarettes. Rien n'est plus propre à faire de toute femme une incomprise, c'est-à-dire une femme qui n'est plus satisfaite de la banalité de sa vie d'épouse et de gardienne du foyer. Ce n'est désirable ni pour le mari, ni pour la société.

Pour le savant, l'ingénieur, l'écrivain c'est souvent quand leur attention n'est fixée par aucun objet particulier que leur viennent des inspirations heureuses. Pour les oisifs inutiles, les longues méditations ne conduisent, au contraire, qu'à l'ennui et au désir d'échapper à celui-ci. Il est rare qu'on se mette au travail par ennui. Plus généralement l'ennui conduit à la dissipation. Une femme qui s'ennuie est une proie facile.

Dans tout plan de l'organisation future de la société, le législateur doit donner la première place à une considération essentielle : Préserver l'avenir de la race humaine, avenir que nous n'avons pas le droit de compromettre pour des raisons de convenances, de commodité, de plaisir ou d'égalitarisme. Tout en ne négligeant pas les droits de la femme à occuper dans la société une place égale à l'homme, nous devons nous conformer aux intentions évidentes de la Nature. Elle a attribué à la femme et à l'homme des fonctions totalement différentes et nous devons, dans la mesure du possible, parachever l'œuvre de la Nature en nous efforçant de produire une humanité meilleure, plus saine, mieux équilibrée, moins tarée physiquement et moralement. Si nous envisageons le problème sous cet angle, qui est le véritable, puisqu'il prolonge l'évolution intelligente de tout ce qui vit et lui donne une raison d'être, nous devons essayer de donner à la femme sa place véritable dans l'édifice social. C'est surtout dans son foyer, dans un foyer agréable et plaisant, peuplé d'enfants, que la femme doit retrouver son rôle tutélaire.

Une conclusion s'impose : Dans une société utilitaire et progressive, la femme doit être considérée comme la réserve de l'avenir. Il faut, encore plus que pour l'homme, la préserver de tout ce qui peut l'avilir, abaisser sa moralité ou la détourner de sa fonction essentielle qui est de faire et d'élever des enfants sains, bien portants, et bien équilibrés. Toutefois, si une femme n'a pas une occupation suffisante dans son intérieur, il est désirable qu'elle s'emploie à l'extérieur.

Vérités méconnues sur l'industrie touristique

DURAND. — De tous les commerces d'exportation aucun n'est plus profitable pour une nation que les dépenses que viennent y faire les touristes étrangers. C'est l'exportation idéale. Les étrangers apportent leur argent et n'emportent en échange, le plus souvent, que quelques colifichets de peu de valeur. Qu'ont-ils consommé en échange de tout l'argent dépensé par eux en frais de transport, en frais d'hôtel et en pourboires ? Un peu de charbon et d'électricité, un peu de nourriture, mais tout cela ne représente en valeur de remplacement sur les marchés, en gros, guère plus de 10 % de ce que les touristes déboursent.

Il y a d'autres avantages que l'on ne saurait chiffrer. En venant visiter un pays les étrangers apprennent à en connaître les produits, ils nouent des relations commerciales, des affaires s'ébauchent, des échanges d'idées parfois fructueux prennent naissance. La Suisse est le pays qui, depuis bien longtemps, a compris avant tous les autres combien il est avantageux de recevoir des touristes étrangers et, par conséquent, de faciliter leur entrée et leur sortie, de les traiter avec bonne grâce et honnêteté. La France, l'Italie ont marché sur les traces de la Suisse. Par contre, les Etats-Unis ont tant de richesses et tellement l'habitude de considérer les étrangers qui viennent sur leur sol sous la figure de pauvres immigrants, que leurs législateurs ne voient aucun inconvénient à décourager les visiteurs étrangers par des formalités aussi inutiles qu'exaspérantes.

NÉON. — Ce sont naturellement les pays pittoresques, mais relativement pauvres en devises étrangères, qui comprennent mieux l'intérêt énorme qui s'attache à l'industrie touristique. Cependant, une distinc-

tion essentielle s'impose que l'on oublie de faire à peu près partout. C'est ce que m'a rappelé la lecture d'un article de tête de l'*Irish Independent* du 26 octobre (1945). L'auteur de l'article perd complètement de vue un point essentiel quand, après avoir loué les très heureuses initiatives de Mr. Lemass, Ministre de l'Industrie et du Commerce, en vue d'attirer en Eire les visiteurs étrangers, il ajoute : « On ne doit pas oublier, toutefois, que les meilleurs et plus lucratifs patrons des villégiatures irlandaises seront les Irlandais eux-mêmes. » En écrivant ces lignes, le rédacteur de l'*Irish Independent* a très mal compris les principes économiques qui guident Mr. Lemass, quand celui-ci s'adresse plus particulièrement à la clientèle étrangère plutôt qu'à la clientèle locale, pour rendre florissante l'industrie touristique de l'Irlande.

Quand un non-résident vient dépenser son argent dans un pays il est clair qu'il contribue à enrichir ce pays par l'argent qu'il y laisse lequel représente plusieurs fois le coût en matières premières de ce que le touriste étranger a dépensé durant son voyage. Quand il s'agit d'un résident qui voyage dans le pays où il réside, c'est exactement l'inverse.

DURAND. — L'inverse ? Vous exagérez sans aucun doute.

NÉON. — Nullement. Que font les touristes indigènes sur leur propre sol. En voyageant, ils ne créent aucune richesse réelle. Les recettes des chemins de fer et des hôtels ont pour contrepartie exacte leurs propres dépenses à eux, touristes. Le chemin de fer et l'hôtelier ont un peu plus d'argent, le touriste indigène en a un peu moins. Il n'y a aucun gain pour l'ensemble de la nation.

DURAND. — Admettons, si vous voulez, que ce soit une opération blanche. Elle a du moins l'utilité de maintenir l'activité touristique de la nation à un niveau susceptible d'attirer les étrangers.

NÉON. — En Suisse et en France, au moment où tout le monde dans le pays prend des vacances, c'est-à-dire en juillet et en août, la cohue qui en résulte, l'encombrement des hôtels qui en est la conséquence, loin d'attirer les étrangers seraient plutôt de nature à les décourager. En outre, il ne s'agit pas d'une opération blanche comme on pourrait l'imaginer. Le tourisme indigène favorise le développement culturel de la nation. Il a aussi pour excellent effet de délasser les habitants des grandes villes de leurs occupations habituelles. Du simple point de vue du doit et de l'avoir économique il constitue cependant une consommation sans autre contrepartie matérielle que les avantages moraux et hygiéniques que je viens d'indiquer. Voici, en effet, une famille Durand quelconque qui habite quelque petite ville de province. Là ils ont leur petit traintrain, leur jardin et, avec leurs habitudes frugales ajustées à un budget peu abondant, ils consomment peu

de chose. Dès que la famille se met en voyage il en va autrement. Elle dépense alors beaucoup plus de charbon, d'électricité, d'essence, de nourriture qu'à l'ordinaire et elle immobilise, en outre, toute une escouade de gens occupés à leur service dans les hôtels, restaurants et lieux d'amusement. Or, tous ces gens consomment eux-mêmes charbon, électricité et nourriture, sans rien produire, en échange que de veiller à ce que la famille Durand voie ses moindres désirs plus ou moins satisfaits. En définitive, qu'a produit le voyage de la famille Durand dans son propre pays ? Une consommation plus grande de toutes sortes de choses lesquelles, exportées ou non importées, auraient eu pour contrepartie un accroissement des biens consommables ou des avoirs dont peut disposer la nation. Le voyage de la famille Durand dans son propre pays, considéré du seul point de vue de l'économiste, loin d'enrichir ledit pays a plutôt aidé à en dissiper les biens consommables, donc la richesse. Est-ce à dire que nous devons intimer à toutes les familles Durand ou autres de rester chez elles; non, bien entendu. Mais de là à proclamer que tous les Durand de la terre enrichissent leurs propres pays par leurs voyages, il y a une grande différence, qu'il importe de bien saisir si on ne veut pas commettre certaines hérésies économiques.

Conclusion : L'industrie touristique ne constitue une source de richesse, pour les pays qui l'exploitent avec intelligence et honnêteté, que dans la mesure où la clientèle est surtout composée de visiteurs étrangers.

XXXVI

Paradoxes américains

DURAND. — Les Américains jugent du bonheur de façon toute matérielle. Pour un peu ils le mesureraient en dollars : c'est d'ailleurs leur commune mesure. Pour s'en rendre compte, il suffit d'entendre les descriptions des œuvres d'art de leurs musées. Les Européens qui ne sont jamais allés aux Etats-Unis conçoivent difficilement que les Américains soient des idéalistes. Ils le sont, mais à leur manière, laquelle nous paraît enfantine.

La préservation de leur haut « standard of living » est l'une des grosses préoccupations des Américains. Leur sentimentalité et, surtout, leur crainte de la concurrence des pays à main-d'œuvre bon marché, les incline à souhaiter que les habitants du monde entier jouissent de conditions de vie aussi bonnes que les leurs. Ceci a trouvé son expression dans un discours célèbre d'Henri Wallace, alors Ministre du Commerce. Il y exprimait le vœu que les Hottentots, et tous les autres peuples de la terre, puissent bénéficier quotidiennement d'un litre de lait par personne (1).

Deux craintes obsèdent les Américains : la Russie et la possibilité d'un retour de la crise de 1929-1933.

NÉON. — Dont on s'exagère le côté dramatique. Il est ridicule de comparer les souffrances causées par cette crise à celles qui sont résultées de l'une ou de l'autre des deux guerres mondiales. On décrit

1. La popularité du lait, consommé en tant que boisson aux Etats-Unis, s'explique par le fait que le lait est, en Amérique, une boisson très agréable. Il y est livré avec des garanties de salubrité qu'on ne trouve pas ordinairement en Europe. La possession très répandue d'appareils de réfrigération permet de le consommer très froid, condition indispensable pour en rendre la saveur agréable. Chez différentes peuplades africaines le lait est, au contraire, considéré comme une boisson maléfique. Il est tiède, il sent la vache et est généralement souillé de microbes qui favorisent la dysenterie.

la détresse de personnes, jadis riches, ruinées ensuite par la crise, en disant que pour subsister elles en étaient réduites à « vendre des pommes au coin des rues ». L'expression est devenue classique. Evidemment, le coup de bascule a été dur pour les « business executives » qu'on apercevait autrefois dans leur « office », renversés dans un large fauteuil, tandis qu'ils songeaient à l'emploi de leur week-end en regardant la fumée d'un cigare dispendieux s'élever en volutes aussi facilement que montaient les cours de Wall Street. Mais, est-ce véritablement catastrophique de « vendre des pommes au coin d'une rue », quand on a débuté dans la vie comme news-boy ou comme grouillot dans un office ? Qu'est-ce cela à côté des misères et des tragédies de l'Europe ? Si on en croyait les statistiques, les crises économiques favoriseraient même la longévité des individus. En 1928, avant la crise, la mortalité annuelle atteignait, dans l'Etat de New-York, 151.600 personnes. Or, pendant la période la plus intense de la dépression, les décès, dans ce même Etat de New-York, ne s'élevèrent qu'à 147.639 en 1932 et à 148.290 en 1933, quoique, dans l'intervalle, la population ait augmenté de 700.000 âmes. Les statistiques ne font d'ailleurs aucune mention d'individus qui soient morts parce qu'ils ne pouvaient pas acheter les aliments indispensables. Sans doute, il y eut des suicides sensationnels. Les crises font apparaître certaines irrégularités qui, sans cela, ne seraient jamais révélées. Quand un broker ou un employé de banque spéculé avec l'argent de ses clients, il y a plus de chances qu'il se suicide lors d'un krach financier qu'en temps ordinaire. Cependant, les statistiques de l'Etat de New-York nous révèlent que, si en 1932 le nombre des suicides a augmenté de 800 par rapport à 1928, par contre, 300 personnes de moins, moururent d'alcoolisme. Les périodes de prospérité semblent donc très nuisibles à la santé des habitants de notre planète et les vaches maigres causées par les crises économiques très salutaires. Le taux de la mortalité, aux Etats-Unis, qui était de 11,7 pour 1.000 en 1924, s'élève à 12,1 avec le boom de 1928. La crise de 1929-1933 le fait, au contraire, descendre à 11,3 en 1931, 10,9 en 1932 et 10,7 en 1933. Puis, la crise s'atténue. L'Administration paternelle du Président Roosevelt distribue des milliards de dollars en secours de toutes sortes et, pan, voilà le taux de la mortalité qui remonte à 10,9 en 1934 et 1935 et, ô catastrophe ! à 11,5 en 1936.

Les moralistes pourraient prendre prétexte également d'une diminution du nombre des divorces durant les crises pour nous démontrer l'heureuse influence de celles-ci sur la fidélité conjugale. En 1932, il n'y eut, aux Etats-Unis, que 160.338 divorces contre 201.468, en 1929. Qu'il suffise de signaler que pendant les cinq années 1931-1935, la consommation annuelle de blé pour l'alimentation humaine, aux Etats-Unis, a atteint 471.400.000 boisseaux, ce qui diffère peu

de la période plus normale 1936-1940 où, en moyenne, elle a atteint annuellement 483.000.000 de boisseaux et, d'ailleurs, avec une population accrue. Pour la viande, même constatation. La consommation de viande, par tête d'habitant, a été de 130 livres en 1932 et 135 livres en 1933, années où la crise atteignit son maximum, contre seulement 125 livres en 1937 et 1938, années relativement plus favorables. Vous le voyez, on ne devrait pas mourir de faim, aux Etats-Unis, durant les crises économiques (2).

De 1910 à 1914, la valeur brute annuelle des produits de la ferme c'est-à-dire, récoltes et produits de l'élevage, a varié, aux Etats-Unis, de \$ 7.081.000.000, au plus bas, en 1911 à \$ 7 milliards 821.000.000 en 1913. Elle était donc très stable. Durant la même période, les revenus nets disponibles pour les personnes vivant sur les fermes ont varié de \$ 3.915.00.000, au plus bas, en 1911 à \$ 4.516.000.000, au plus haut, en 1914. Dans ces chiffres sont compris \$ 570.000.000 pour les salaires du personnel employé par les fermiers.

En raison des hauts prix atteints par les produits agricoles à la suite de la première guerre mondiale, les revenus disponibles de l'agriculture (y compris salaires des ouvriers agricoles), sont très élevés, aux alentours de \$ 6.600.000.000, de 1926 à 1929. En d'autres termes, de 1926 à 1929, l'agriculture américaine tirait du sol un revenu de 50 % supérieur à celui qu'elle obtenait de 1910 à 1914. Le Gouvernement américain aurait donc pu abaisser largement ses droits d'importation sur les céréales. Leur prix sur le marché intérieur eût été réduit et cela aurait atténué les effets de la crise mondiale de 1929-1933, par la déflation préventive exercée ainsi sur l'économie américaine.

Les hauts prix atteints aux Etats-Unis par les produits agricoles ont rendu provisoirement impossible l'exploitation, pour des fins politiques, de la soi-disant détresse des fermiers américains. Mais, en

(2) Revenu par tête de population active (calculé en U S dollars).

Période considérée	Etats-Unis	Grande-Bretagne	France	Suède	Italie	Suisse
1860-1870						
Agriculture	350	580	440	150		
Industrie	880	420	470	375		
1900-1910						
Agriculture	640	580	780	300	225	610
Industrie	1 400	700	720	670	280	700
1930-1935						
Agriculture	680	830	520	310	300	800
Industrie	1.700	1 150	1 400	1 150	480	1.140

temps normal, l'agriculture est-elle rentable ? On pourrait en douter si on acceptait sans discussion les chiffres fournis par diverses associations. Pris au pied de la lettre, on en conclurait que le fermier américain perd constamment de l'argent, sauf pendant les périodes de hauts prix causées par les guerres. La réalité est toute différente. De 1910 à 1940, la population vivant sur les fermes a varié de 32 millions de personnes en 1910, à 30.500.000 pour la décade allant de 1930 à 1940. Le revenu net par personne vivant sur les fermes (y compris les dépendants et les salariés) a atteint annuellement \$ 1.300 de 1910 à 1914, et \$ 2.130 de 1926 à 1929. Dans l'année de plus grande détresse, l'année 1932, le revenu agricole ayant atteint \$ 2.285.000.000, cela représente encore \$ 750 par personne. Avec \$ 750 par an pour chaque personne, y compris femmes et enfants, on ne meurt pas de faim dans une ferme.

En 1939, le revenu net de l'agriculture américaine s'est relevé à \$ 4.557.000.000 pour atteindre, en 1943, le chiffre record de \$ 13.068.000.000 (lequel a été dépassé en 1944 et 1945). Cela signifie que chacune des personnes vivant sur une ferme, en y comprenant même celles qui n'effectuent aucun travail, disposait, en moyenne, d'un revenu annuel de \$ 4.280. Comme les salaires des ouvriers agricoles sont largement inférieurs à ce chiffre, il s'ensuit que le revenu moyen des fermiers et de leur famille lui est notablement supérieur.

Entre 1910 et 1932, la valeur vénale des propriétés agricoles avait augmenté considérablement. En 1920, quand le blé se vendait à 250 cents par boisseau, on estimait à \$ 78.400.000.000, la valeur des propriétés agricoles, mais les fermiers de 1932 n'étaient plus ceux de 1910. Beaucoup s'étaient endettés sur la base de la valeur accrue de leurs terrains. Aussi la baisse de valeur de ceux-ci, de 1929 à 1932, les plaçait-elle dans une situation précaire.

Lors de la longue déflation des prix des produits agricoles, de 1921 à 1932, les fermiers avaient vécu et s'étaient endettés, non sur la base des prix de 1914, mais sur ceux de 1920. De 1910 à 1920 la surface cultivée ne s'était accrue que de 10 % alors que la valeur marchande des exploitations agricoles avait presque doublé.

Les fermiers américains ont profité de la grande prospérité causée par les hauts prix de 1916-1920, non seulement pour dépenser tous les gains accrus mais, encore, pour augmenter leurs dettes au lieu de les réduire. Si incroyable que cela puisse être, voici quelques chiffres :

En 1910, les fermiers exploitants leur propre	
ferme possédaient en terrains un actif évalué à . . .	\$ 6.330.000.000
sur lesquels ils devaient	\$ 1.726.000.000
laissant un actif net de	\$ 4.604.000.000

En 1925, la valeur vénale de leurs propriétés, augmentées en superficie de 10 % seulement, s'élevait à \$ 10.790.000.000
 Déduction des prêts consentis \$ 4.517.000.000

cela laissait un actif net de \$ 6.273.000.000

En d'autres termes, les fermiers américains n'avaient accru leur actif net que de moins de 50 % alors que leurs dettes avaient plus que doublé, et, cela, dans une période de prix excessivement rémunérateurs.

La situation du bon fermier, c'est-à-dire du fermier américain industriel, travailleur et prévoyant n'est pas du tout aussi précaire qu'on le prétend souvent. Sans doute, les dettes qui pèsent sur les fermiers (\$ 8.605.000.000 en 1940), représentent un peu plus de 20 % de la valeur des propriétés agricoles, mais la charge d'intérêt, 3 1/2 %, en moyenne, n'est pas excessive.

L'importance symptomatique donnée aux prix du blé est surfaite. En 1943, la valeur totale des produits de la ferme a dépassé dix-neuf milliards de dollars. Là-dessus le blé n'est intervenu que pour \$ 825 millions, tandis que le bétail produisait \$ 2.560.000.000, les porcs \$ 2.953.000.000, les œufs \$ 1.423.000.000 et, enfin, les produits laitiers \$ 2.804.000.000.

La rentabilité du capital investi dans les exploitations agricoles est-elle suffisante ? En 1940, les propriétés agricoles, aux Etats-Unis, étaient estimées valoir \$ 41.255.000.000, se décomposant en :

Terres	\$ 23.237.000.000
Bâtiments	\$ 10.405.000.000
Matériel d'exploitation	\$ 3.060.000.000
Bétail et animaux de ferme	\$ 4.553.000.000

Avant la guerre, le revenu brut des fermes était estimé à huit milliards de dollars et, le revenu net, après toutes charges, à trois milliards de dollars. Par rapport à la valeur vénale des propriétés, le rendement net dépasse 7 %. Toutefois, pour obtenir un chiffre exact, il serait nécessaire de tenir compte, d'une part de la valeur du travail effectué par le fermier lui-même et sa famille, et d'autre part, de ce que le revenu de 3 milliards de dollars, indiqué ci-dessus, avait supporté en 1940, au titre des intérêts payés par le fermier, 300 millions de dollars et, à titre de loyer, 517 millions de dollars. —

Un exemple de planification nous est donné par ce qu'aux Etats-Unis on appelle la parité des prix de vente des produits agricoles par rapport aux prix des choses que les fermiers doivent se procurer. L'Agricultural Adjustment Act de 1938 a pour objet d'assurer aux fermiers un pouvoir d'achat fixe, par rapport aux choses qu'ils doivent se procurer, en se basant sur le rapport des prix respectifs des produits

agricoles et des produits industriels ou des dépenses à la charge des fermiers, durant la période août 1909 à juillet 1914.

Il est facile de se rendre compte combien il est difficile de remplacer les lois économiques naturelles, résultant de la loi de l'offre et de la demande, par les lois artificielles qui vont à l'encontre de celles-ci. De 1936 à 1939 le Gouvernement américain a dû distribuer aux fermiers des sommes croissantes : \$ 287.252.000 en 1936 ; \$ 366.900.000 en 1937 ; \$ 482.220.000 en 1938 et \$ 807 millions en 1939, sans pouvoir atteindre complètement son objectif, c'est-à-dire une parité de 100 % des produits agricoles par rapport aux produits industriels. Cette parité de 100 %, prise pour base, fut réalisée de 1909 à 1914, alors qu'aucune subvention n'existait. Elle n'a atteint que 61 % en 1932, 64 % en 1933, 73 % en 1934, 86 % en 1935, 92 % en 1936, 93 % en 1937, 78 % en 1938 et 77 % en 1939.

Il n'est d'ailleurs pas inutile de faire remarquer combien est artificielle la base de comparaison employée par les statisticiens du Gouvernement américain. Elle ignore que pour une même somme d'argent le fermier américain obtenait des articles manufacturés d'une qualité, d'un confort ou d'un agrément bien supérieurs, en 1939, à ceux qu'il pouvait acquérir en 1913 : autos, radios, réfrigérateurs, machines agricoles, fers électriques à repasser valaient beaucoup moins cher, en 1939, qu'en 1913. Or, c'est tout cela que le fermier achète et non les matières brutes dont les prix servent d'index.

La philosophie qui a inspiré le New Deal américain était une philosophie de résignation et de désespoir basée sur la croyance — complètement erronée — que les États-Unis avaient atteint en 1929-1939 l'apogée de leur développement ; que les nouvelles générations n'avaient plus les opportunités de jadis ; qu'il fallait se résigner à répartir entre les populations, le plus équitablement possible, des ressources qui n'étaient guère susceptibles de s'accroître ; qu'il n'y avait plus de nouvelles terres à mettre en valeur : mieux, qu'une partie de celles déjà mises en valeur avait été épuisée et rendue stérile par l'érosion, la sécheresse due au déboisement, une culture trop intensive, l'imprévoyance des exploitants et le manque d'engrais.

Pour nous autres, Européens, ces assertions nous font sourire. Depuis des siècles et des siècles, France, Belgique, Hollande, Suisse sont exploitées de façon intensive sans que la productivité du sol ait été diminuée et en donnant de quoi vivre, à surface égale, à des populations cinq fois supérieures à celles du Continent nord-américain.

La puissance industrielle, le magnifique esprit dont ont fait preuve les troupes américaines au cours de la deuxième guerre mondiale, l'ingéniosité et la maîtrise de leurs chefs militaires, qui ont donné des leçons à ceux de la vieille Europe, démontrent surabon-

damment que toute la philosophie de désespoir et de pessimisme à l'origine du New Deal, est une philosophie controuvée, néfaste qui, si elle s'était maintenue plus longtemps, aurait fini par se discréditer totalement par la dépression permanente qu'elle aurait réalisée.

Il est certain que le Président Roosevelt s'est rendu compte, en contemplant les achèvements extraordinaires de l'armée et de l'industrie américaines au cours de la deuxième guerre mondiale, que la philosophie pessimiste dont il s'était fait l'éloquent champion à l'aurore du New Deal n'était pas justifiée, qu'au contraire, l'Amérique reste la terre des opportunités et que son avenir est encore plein de promesses à condition, toutefois, qu'on y allège le poids d'une fiscalité écrasante, héritage du New Deal et de la guerre.

Le soi-disant bonheur qui résulte d'un niveau de vie confortable ne prend quelque réalité que par comparaison avec ceux qui ne possèdent pas le même confort. C'est l'absence de confort chez les autres, ou lors de diverses circonstances, qui nous en fait estimer les bienfaits. En d'autres termes, le confort ne peut s'exprimer que de façon relative, non absolue. Le jour où dans un même pays, ou mieux, dans le monde entier, tous les individus, indistinctement, jouiraient du même confort, l'idée que le confort peut faire notre bonheur s'évanouirait aussitôt de l'esprit de ceux qui entretiennent pareille illusion.

Au lieu de parler sans cesse du niveau de vie comme un but en soi il serait préférable d'exalter les vertus du travail libre. « L'homme, disait déjà Diderot, regarde le travail comme une peine, et conséquemment comme l'ennemi de son repos ; c'est, au contraire, la source de tous ses plaisirs et le remède le plus sûr contre l'ennui... » Avant lui, La Rochefoucauld constatait déjà que : « Le travail du corps délivre des peines de l'esprit, et c'est ce qui rend les pauvres heureux. »

Un « Standard of living » élevé exige une grande consommation, donc une grande productivité. Or, une grande productivité ne peut être obtenue que par : des richesses naturelles considérables et faciles à exploiter, ce qui n'est pas le cas de beaucoup de contrées ; ou par une industrialisation très complète effectuée sur une grande échelle, laquelle ne peut se réaliser qu'avec beaucoup de travail.

Le haut « Standard of living » qui existe en Amérique est dû à trois circonstances qui ne peuvent pas se rencontrer partout :

1° Ressources naturelles abondantes, compactes et facilement exploitables.

2° Etendue considérable d'un pays habité par une population énorme qui est capable de consommer tout ce qu'elle produit sur une échelle impossible à réaliser en Europe, Russie exceptée.

3° Enfin, jusqu'à une époque récente, la proportion d'Américains oisifs était très faible. Chaque consommateur se doublait d'un producteur.

Depuis 1914 le nombre de ceux qui, aux Etats-Unis, appartiennent aux classes moyennes s'est accru considérablement. En 1940, dernière année normale, 760.000 individus jouissaient, aux Etats-Unis, d'un revenu annuel supérieur à \$ 5.000 et 1.500.000 y possédaient un revenu compris entre \$ 3.000 et \$ 5.000.

2.260.000 personnes jouissant d'une situation aisée, c'est impressionnant. Comparé à la population des Etats-Unis, cela ne représente que 2 % de celle-ci et, en outre, ceci se rapporte dans bien des cas à des familles de plusieurs personnes et non à un seul individu.

Pour nourrir la population des Etats-Unis il en coûte infiniment moins qu'on ne pourrait le supposer à entendre certaines récriminations et, surtout, ce que l'on raconte au sujet du coût de la vie aux Etats-Unis. Ce qui coûte cher, aux Etats-Unis, ce n'est pas la nourriture mais sa préparation et sa distribution par les domestiques ou les restaurateurs. Pour l'année 1939, année normale, la valeur au prix de détail, je répète, aux prix que paient les consommateurs dans les magasins de détail, de la nourriture consommée par toute la population des Etats-Unis s'est élevée, en millions de dollars, à :

Produits de laiterie (beurre excepté)	\$ 2.701
V viande, volaille et poisson	\$ 3.781
Œufs	\$ 679
Haricots et pois secs, noix	\$ 197
Beurre, lard, corps gras divers	\$ 1.772
Sucre et sirops	\$ 1.194
Pain et produits de céréales	\$ 1.667
Pommes de terre	\$ 334
Légumes (autres que légumes secs)	\$ 671
Tomates, oranges, citrons, etc.	\$ 818
Autres fruits et légumes	\$ 1.414
Condiments, glace, etc.	496
Soit, au total, \$ 15.724.000.000, c'est-à-dire environ \$ 115 par personne. C'est pour rien. Par contre, les sommes dépensées par les Américains pour humecter leur gosier atteignent des chiffres impressionnants. En 1939, bière : 2.012 millions de dollars ; boissons alcooliques distillées : \$ 645 millions ; boissons non alcooliques : \$ 864 millions (non compris café, thé et chocolat). Quant aux fumeurs, c'est par plus de deux milliards de dollars que se chiffrent leurs dépenses.	

Les dépenses totales des Américains, en 1939, comptées d'après les prix payés par le public dans les magasins de détail, se sont élevées (en millions de dollars), à :

Alimentation (sauf breuvages)	\$ 15.724
Breuvages divers, y compris alcools, café et thé	\$ 4.227
Cigares, cigarettes, etc.	\$ 1.941
Médicaments	\$ 627
Parfums, savons de toilette, dentifrices, etc.	\$ 484
Produits de nettoyage	\$ 433
Journaux et magazines	\$ 565
Papier à lettres, encre, etc.	\$ 136
Papier d'emballage, de toilette, etc.	\$ 203
Jouets, articles de chasse et de pêche	\$ 171
Eclairage, gaz, pétrole	\$ 678
Charbon et bois de chauffage	\$ 906
Essence d'auto et lubrifiants	\$ 2.653
Articles d'habillement	\$ 5.404
Total : \$ 34.152	

\$ 34.152.000.000, voilà ce que dépenserait annuellement le peuple américain s'il se servait lui-même, c'est-à-dire s'il se passait de domestiques, s'il mangeait chez lui au lieu de manger au restaurant,

s'il n'avait ni chauffeurs, ni employés pour le transporter en chemin de fer, en métro ou en auto, ni garagistes, s'il ne donnait pas de pourboires, et s'il n'avait besoin ni d'hommes de loi, ni de médecins. Comme ce n'est pas le cas, voilà pourquoi la vie est, là-bas, si bon marché, comptée au prix de gros, et si chère, mesurée à ce qu'il en coûte au consommateur, surtout s'il ne se sert pas lui-même.

D'après un rapport de l' « Office of Civilian Supply of the War Production Board », de James P. Byrnes, Directeur de la Stabilisation économique pendant la guerre, les dépenses du peuple américain, autres que celles de nourriture, se seraient chiffrées, en 1941, à :

- \$ 10.630.000.000 pour l'habillement.
- \$ 4.498 000 000 pour le chauffage.
- \$ 6.466 000 000 en achats de mobilier.
- \$ 2.579 000.000 pour les autos.
- \$ 11.414.000.000 pour le logement.
- A ceci, ajoutons encore :
- \$ 3.639.000.000, gages des domestiques.
- \$ 2.695.000.000, éducation des enfants et jeunes gens.
- \$ 1.987.000.000, divertissements.
- \$ 1.410.000.000, entretien de l'intérieur et divers.

Pour celui qui fait tout lui-même, par conséquent pour le ménage qui n'a pas de domestiques et pratique une stricte économie à l'instar de ce qui se passe en Europe pour une grande partie des populations, on constate qu'un ménage de deux personnes et de deux enfants peut parfaitement vivre, aux Etats-Unis, avec un budget annuel de \$ 1.500 et qu'une personne seule peut vivre convenablement, si elle fait tout elle-même, en ne dépensant que \$ 700.

En 1939, le revenu national de l'ensemble de la population s'est élevé à \$ 70.829.000.000. Si nous ne tenons compte ni des sommes épargnées, ni de celles prélevées sur le capital, nous arrivons à la conclusion que les services d'autrui (domestiques, restaurateurs, hôteliers, hommes de loi, etc.) doublent les dépenses de la nation.

Tandis que les Américains s'enorgueillissent de leur standard of living, un grand nombre d'entre eux se nourrissent très mal. Là encore il ne faut pas prendre au sérieux certaines déclarations sensationnelles. De 1941 à 1943, un nombre considérable de jeunes Américains ont été examinés médicalement, de façon très sérieuse, en vue de leur conscription dans l'armée. Durant cette période les rejets ont atteint des chiffres qui paraîtraient invraisemblables en Europe, et certaines autorités médicales ont poussé des cris d'alarme.

En réalité, les tests étaient inutilement sévères. Aux Etats-Unis, on considère comme inaptes au service militaire des jeunes gens qui, en France, seraient considérés comme excellents. La preuve que l'état de santé des jeunes Américains n'est pas inférieur à celui des jeunes Européens.

ECARLAT. — On a assuré, cependant, qu'une partie de la population aux Etats-Unis n'avait qu'une nourriture insuffisante.

NÉON. — C'est possible pour certains Etats du Sud, dans les régions où on cultive le coton et le tabac, mais dans tout le reste du pays, si beaucoup d'Américains se nourrissent mal, c'est entièrement de leur faute. En Europe, la nourriture absorbe plus de 60 % des salaires de la classe ouvrière ; les Américains ne dépensent que 20 à 25 % de leurs salaires à l'achat d'aliments. Pour beaucoup d'entre eux les soins culinaires sont réduits au minimum par l'abus des conserves et la consommation de pain est très faible. Or, le pain, du moins s'il est préparé suivant les anciennes méthodes, ce qui n'est pas le cas aux Etats-Unis, constitue la source la plus complète et la plus économique de tout ce qui est nécessaire pour maintenir un adulte en bonne santé.

Aux Etats-Unis, la fabrication du pain s'effectue dans d'immenses usines. Chaque jour elles distribuent dans leurs magasins de vente au détail des centaines de mille de pains rectangulaires pesant chacun environ une livre. Sur un prix de vente au public de 12 cents, que reçoit le fermier pour son blé ? Environ 30 %. Le transport du blé, sa transformation en farine et la fabrication elle-même du pain représentent 20 % du prix de vente. Le reste, c'est-à-dire environ 50 % du prix de vente, est absorbé par le coût de distribution au public et le bénéfice du manufacturier. Il n'est pas douteux qu'aux Etats-Unis, sous un régime socialiste, on pourrait réduire le prix du pain de moitié.

L'autre facteur de vie chère aux Etats-Unis c'est le loyer. Quelle en est la raison ? Est-ce dû aux exigences des propriétaires d'immeubles ? Non pas, puisque, à New-York, la rentabilité des immeubles d'habitation est très faible, environ 2 à 3 %. Est-ce parce que les matériaux de construction sont d'un prix élevé ? Pas davantage. Leur coût se compare favorablement avec les prix européens. Quelle est donc la racine du mal ? Les salaires élevés des ouvriers du bâtiment. Les ouvriers du bâtiment sont payés trop cher parce que les lois sur l'immigration et l'organisation syndicale américaine empêchent l'emploi d'une main-d'œuvre bon marché importée d'Europe (3).

(3) La crise de 1929-1933, malgré sa sévérité, avait très peu affecté le taux de salaires des ouvriers du bâtiment et le coût de la construction

ETATS-UNIS (Indices comparatifs)	Avant la crise de 1929	En 1932- 1933	En 1939
Coût des matériaux de construction	90	69	87
Coût de la construction	96	85	95
Indice des prix de détail des aliments	132	86	95
Indice des prix des articles achetés par la classe ouvrière :			
Moyenne de toutes les dépenses	123	94	100
Nourriture	131	85	95
Habillement	117	89	100
Loyer	145	101	104
Chauffage et éclairage	114	101	99
Salaires des ouvriers du bâtiment	100	88	107

Pendant la période prospère de 1925 à septembre 1929, on effectuait annuellement, en moyenne, un peu plus de six milliards de dollars de constructions neuves. En 1932 celles-ci n'atteignaient plus que \$ 1.351.000.000 et, en 1933... \$ 1.255.000.000. Si nous excluons de ces chiffres les travaux entrepris pour les gouvernements, écoles, etc., pour lesquels le prix de revient ne joue pas, on constate qu'aux Etats-Unis la construction d'immeubles d'habitation est tombée de \$ 2.788.000.000, en 1928, à \$ 280.000.000, en 1932. Pour les immeubles commerciaux, de \$ 884.000.000, en 1928, à \$ 99 millions 400.000, en 1932, et pour les immeubles industriels, de \$ 508 millions, en 1928, à \$ 43.500.00, en 1932. En quatre ans, la valeur des constructions nouvelles effectuées pour le compte privé avait donc diminué des neuf dixièmes de ce qu'elle était avant la crise.

A la question, qu'est-ce qui fait la vie chère ou bon marché, nous retrouvons toujours la même réponse : le coût de la main-d'œuvre. Dans certains pays la vie est chère parce que la main-d'œuvre, quoique bon marché, est de qualité médiocre et est peu productive. Aux Etats-Unis, la vie est chère uniquement parce que les salaires sont élevés et que tous les services personnels y sont dispendieux.

Les Américains veulent exporter et abaisser le coût de la vie mais ils ne veulent ni importer, ni abaisser leur tarif douanier. Ils préfèrent donc que le Trésor fédéral continue aussi longtemps que possible à prêter de l'argent aux nations étrangères alors qu'eux-mêmes ne sont guère disposés à le faire personnellement. Dès qu'il s'agit de concrétiser des déclarations de principe il se produit, particulièrement au Sénat, une opposition formidable. On l'a bien vu récemment dans le cas de la laine.

Les Américains se plaignent de la cherté de la vie chez eux mais, paradoxe apparent, ils ne veulent prendre aucune mesure qui pourrait abaisser celle-ci. Par crainte des réductions de salaires que pourrait entraîner une plus large immigration européenne, l'opinion publique, aux Etats-Unis, y est généralement hostile.

Quoique l'Américain moyen supporte des impôts élevés, il manifeste généralement une belle indifférence pour les finances fédérales. C'est pourquoi il a été jusqu'ici facile à de petits groupes politiques de faire voter des lois aussi absurdemment dispendieuses que celle qui force le Trésor américain à acheter à des prix ridiculement élevés des quantités énormes d'argent-métal dont il n'a que faire.

Dans un discours prononcé à la radio, le 30 juin 1932, c'est-à-dire quelques mois avant son élection à la présidence, le Président F.-D. Roosevelt disait : « Tout gouvernement, comme toute famille, peut pour une année dépenser un petit peu plus qu'il ne gagne. Mais, vous et moi, nous savons que continuer cela signifie finalement l'hospice

des pauvres » (4). Cependant, aussitôt élu, Roosevelt-Président faisait adopter par son administration le contre-pied exact de ce que Roosevelt-Candidat avait déclaré être une vérité évidente. L'administration du Président Roosevelt fut même celle qui accumula en pleine paix les plus gros déficits qu'aucun Etat n'ait jamais connus puisque du 1^{er} juillet 1933 au 30 juin 1939, la dette fédérale passa de \$ 22.538 millions à \$ 40.439.000.000. Cela correspondait à un déficit moyen de près de trois milliards de dollars par année.

Le Washington Post a estimé que le budget fédéral de \$ 37 millions 500.000, divisé par le nombre de familles vivant aux Etats-Unis, représente une charge fiscale moyenne de \$ 987 par famille, chiffre considérable. En 1946, le Gouvernement américain a dépensé \$ 80.000.000 pour soutenir le prix de certains produits agricoles (pommes de terre, œufs, etc.). Des quantités énormes de pommes de terre ont pu être ainsi détruites. Par contre, \$ 100.000.000 ont servi à subventionner les importations de café et à donner des primes aux producteurs américains de sucre pour éviter que les consommateurs de café et de sucre aux Etats-Unis ne paient ces denrées trop cher. Voilà les méfaits ordinaires du dirigisme allié au paternalisme. On répondra que malgré tous ces gaspillages, les Américains jouissent d'une prospérité remarquable. Mais est-ce que cela sera encore vrai en 1949 ? Voilà ce que se demandent bien des gens.

(4) Any government, like any family, can for a year spend a little more than it earns. But you and I know that a continuance of that habit means the poorhouse.

XXXVII

Les nationalisations en Angleterre et en France

DURAND. — Elles exagèrent, vos compagnies de chemins de fer. Encore huit morts sur le L.N.E.R. En six mois cela fait, sur les chemins de fer anglais, une vingtaine d'accidents avec une centaine de morts. Avec cela j'admire le laconisme des communiqués qui « expliquent » (1) vos accidents par un autre accident et j'admire, non moins, la placidité du public et des Pouvoirs publics qui s'en contentent. Au lieu de penser à nationaliser vos hôpitaux et vos médecins, il vaudrait mieux commencer par vos chemins de fer. Cela diminuerait peut-être le nombre des hospitalisés ! Il est vrai que si l'on doit finir par tout nationaliser, peu importe par quel bout on commence. Chez vous, en Grande-Bretagne, on y respecte encore le droit de propriété. En France, il est réduit à ce qu'il plaît aujourd'hui à la Chambre d'appeler ainsi et ce que, demain, elle jugera expédient de désigner autrement. Il y a une douzaine d'années on proposait d'instituer une monnaie fondante. On a trouvé mieux depuis : c'est la propriété fondante. Durant la Révolution française de 1789, l'Etat échangeait son domaine contre les assignats dépréciés. Maintenant, c'est l'inverse. Il reprend au public usines, charbonnages, centrales électriques, immeubles sociaux, en donnant en échange des obligations qui ne se

1. Depuis le 6 avril 1946, quand fut écrit ce chapitre, les chemins de fer britanniques ont été nationalisés. D'autre part, la liste des accidents de chemins de fer s'est douloureusement allongée en Angleterre, accidents suivis d'explications aussi peu explicatives que celles données ci-dessous par le L.N.E.R. le 6 janvier 1946 :

« The following statement was issued by the railway company : « The L.N.E.R. regret to announce that at about 5.40 a.m. to-day the 11.15 night sleeper from King's Cross to Newcastle ran into some wagons which had just been derailed near Ferryhill Station, Co. Durham. The engine and ten coaches were derailed and a number of passengers were injured, some fatally. »

distinguent des assignats qu'en ce qu'elles rapportent un intérêt de 3 % compensé par une négociation plus difficile.

On a dit que la paix était indivisible. C'est encore plus vrai des droits de propriété. Dès qu'on en enlève un lambeau il n'y a plus de raison de s'arrêter. Ce qu'on voit faire au voisin est une manière de justification et l'appétit vient en mangeant.

Je me plais à reconnaître cependant qu'en Grande-Bretagne on s'y montre plus respectueux qu'en France de l'équité. Les chiffres qui ont été communiqués à l'Assemblée des actionnaires des Mines de Lens, le 27 mai 1946, le font ressortir de façon frappante. D'après le Conseil d'administration de la Société, l'actif des Mines de Lens pouvait être évalué de façon conservatrice à la date du 15 octobre 1944 à 13.435.239.000 francs. Retrançons ce qui concerne les œuvres sociales, soit 221.976.000 fr. il reste environ 13.200.000.000 fr. A cet actif, faisons subir un amortissement de 30 %. Le solde, 9.240.000.000 de francs, représente ce qui pouvait être considéré comme l'avoir des actionnaires, en octobre 1944, quand le cours officiel de la livre sterling était de 200 francs. A ce cours cela représenterait £ 46.200.000. Une nouvelle dévaluation du franc, en décembre 1945, ayant porté le cours de la livre à 480 francs, il en résulte que la valeur de l'actif des Mines de Lens peut être estimé actuellement à 22.176.000.000 de francs et même davantage s'il fallait le reconstituer tel qu'il existe.

Qu'ont obtenu les actionnaires de Lens ? Environ 5.177.000.000 de francs en obligations 3 %, a dit le Président. Bref, ils ne vont recevoir qu'une indemnité de 23 % de la valeur de ce qu'on leur enlève.

JOHN. — Ce sont là des calculs théoriques. La bourse, c'est-à-dire l'évaluation que font de leur titre les actionnaires de Lens eux-mêmes, voilà la base simple qu'ils ne sauraient récuser. Les 4.300.000 actions de Lens valent en bourse moins de 800 francs chacune soit, au total, 3.440.000.000 de francs. Mais, c'est étrange. Cela fait plus d'un milliard de moins que ce que les actionnaires vont recevoir ?

DURAND. — Cela démontre que les cours de bourse ne sauraient servir de guide aux indemnités à allouer. A la fin de l'année dernière les actions de Lens étaient tombées à 600 francs, par suite des craintes d'expropriation. Maintenant, elles sont remontées à près de 800 francs, avec l'espoir que l'indemnité prévue sera révisée dans un sens favorable. Qu'est-ce que cela prouve ? Que les cours de bourse sont basés non sur ce que vaut réellement une entreprise mais sur le cours auquel des détenteurs de titres sont disposés à s'en défaire et des détenteurs de fonds à en acquérir. Dans ces conditions, il suffit qu'un

parti politique majoritaire annonce qu'on va exproprier sur la base de 100 francs par action une Société dont les actions pourraient valoir en d'autres circonstances 2.000 francs, pour qu'aussitôt le cours s'effondre de 2.000 à 1.000, à 500 francs ou même à 150 francs, suivant le degré de probabilité de l'expropriation. Si, ensuite, on vient prétendre que le cours servant de base à l'expropriation doit être, mettons 150 francs parce que c'est celui-ci qui a été coté, il faut, en toute franchise, reconnaître que c'est le pouvoir politique qui, grâce à certaines menaces, a déterminé lui-même souverainement l'indemnité de rachat. Prendre prétexte du cours de bourse revient à un simple chantage, suivi d'effet, où le maître chanteur fixe ce qu'il consent à laisser à sa victime en raison inverse de la frayeur de celle-ci.

Le compte rendu de l'Assemblée des actionnaires des Mines d'Aniche corrobore les chiffres des Mines de Lens, en les aggravant. D'après le Président d'Aniche, les actionnaires se verront attribuer un total d'obligations 3 % de l'Etat s'élevant à environ 1 milliard 700 millions. Suivant les estimations de la Compagnie, la valeur de son actif, au 15 octobre 1944, s'élevait à 8 milliards 400 millions, amortissements déduits. Par suite de la dévaluation du franc intervenue en décembre 1945 ceci représente, à la parité du dollar en 1946, environ vingt milliards. L'indemnité allouée aux actionnaires d'Aniche ne correspond donc qu'à neuf pour cent de la valeur réelle de l'actif.

Admirons la justice immanente des lois. En France, nos charbonnages, placés dans des circonstances beaucoup plus difficiles que ceux de leurs concurrents belges, allemands et anglais ont fait merveille. Grâce à une gestion excessivement prudente — trop prudente sont en droit de dire maintenant les actionnaires — les charbonnages français du nord de la France ont distancé de loin, en progrès techniques, les charbonnages anglais dont la gestion a été généralement imprévoyante. Moralité : l'Etat anglais va indemniser ses charbonnages à la pleine valeur de leurs actifs, lesquels devront, dans bien des cas, être complètement modernisés. Au contraire, l'Etat français n'accordera aux actionnaires de nos charbonnages que le cinquième environ de ce qu'ils auraient obtenu si les lois anglaises s'appliquaient chez nous.

JOHN. — En Grande-Bretagne, les indemnités allouées aux actionnaires des entreprises nationalisées l'ont été sur la même base qu'en France, c'est-à-dire sur les cours du Stock-Exchange. La seule raison pour laquelle en Grande-Bretagne les nationalisations n'ont pas été une spoliation déguisée c'est que la livre sterling était maintenue pas très loin de son ancienne parité-or.

DURAND. — Prenons un cas assez fréquent où le coût a été de deux cents francs-or par kw installé. Actuellement, ces deux cents

francs-or 1914 équivalent officiellement à près de 20.000 francs-papier. Or, sur quelle base l'Etat français indemnise-t-il les propriétaires, c'est-à-dire les actionnaires de cette centrale électrique, capitalisée à 200 francs-or par kw ? Sur la base de 800 francs-papier, c'est-à-dire moins du vingtième de sa valeur réelle. Voyons les conséquences. Si l'Etat indemnisait les actionnaires sur la base de ce que cela lui coûterait pour refaire la centrale hydroélectrique qu'il exproprie au vingtième de sa valeur, il devrait multiplier par vingt ses tarifs de vente à l'entreprise de distribution de courant électrique. Dans de pareilles conditions il est évident que l'on pourra quand, dans un avenir prochain, le franc sera stabilisé, éblouir les yeux du public par la gestion étatique de l'électricité.

L'exploitation d'une centrale électrique est chose très simple. Elle ne demande que peu de main-d'œuvre et une main-d'œuvre qualifiée. L'Etat peut la payer plus cher que ce ne peut être le cas pour les exploitations minières. Dans l'exploitation d'une centrale hydroélectrique il n'y a pas concurrence, tout peut se déterminer à l'avance sans marchandage. La quantité d'eau qui fait tourner les turbines est indépendante de la qualité du propriétaire. Les tarifs de vente sont homologués suivant certains barèmes, des compteurs indiquent avec précision ce que doit chaque consommateur. C'est là l'exploitation étatique idéale. En France il y a d'ailleurs une raison péremptoire pour qu'elle soit un succès. Dans une exploitation hydroélectrique, plus des trois quarts des dépenses sont constituées par le service des intérêts du capital qui a dû être souscrit ou emprunté pour construire les dérivations, barrages, turbines, dynamos, etc.

La construction de centrales électriques n'a rien à voir avec la question d'économie dirigée. Avant que l'Etat ne s'avise d'intervenir directement, l'industrie privée avait équipé aux Etats-Unis 16 millions de chevaux de force hydroélectrique. En 1920, il n'y avait que 3.500.000 kw de force hydroélectrique installés aux Etats-Unis. En 1934, l'industrie privée avait porté ce chiffre à 9 millions de kw sans aucun secours de l'Etat.

Certains commentateurs trop zélés ont été jusqu'à prétendre que la T. V. A. (Tennessee Valley Authority) était un nouveau miracle. C'est oublier ce qui s'est fait ailleurs. Ainsi le Canada, avec seulement un dixième de la population et des ressources des Etats-Unis, a vu une entreprise privée, la Shawinigan Water Power, équiper une force hydroélectrique sur les affluents du Saint-Laurent, bien supérieure à celle que la T.V.A. a installée par la suite.

On fait ressortir que la T.V.A. réalise des profits mais fait-elle mieux qu'une entreprise privée placée dans les mêmes conditions ? Voici qui permet d'en douter.

1° La T.V.A. ne paie aucune impôt fédéral ;

2° Ses taxes locales sont excessivement réduites par rapport aux taxes locales payées par des entreprises similaires ;

3° Alors que le Gouvernement américain paie 2 1/2 % l'an sur l'argent qu'il emprunte, donc sur l'argent qu'il prête, que ce soit à la T.V.A. ou à toute autre entreprise, car un gouvernement n'a d'autres fonds que ceux qu'il obtient de ses contribuables ou de ses prêteurs, la T.V.A. ne paie au Gouvernement fédéral qu'un intérêt de 0,1 % sur les sommes avancées par lui, lesquelles s'élèvent au total, non négligeable, de 800 millions de dollars.

Dans ces conditions, est-il bien remarquable que la T.V.A. fasse des bénéfices ? Ce qui serait beaucoup plus surprenant, c'est qu'elle n'en fit pas.

Le 30 mars 1946, lors du débat, à l'Assemblée Constituante, sur la nationalisation de l'électricité, le Rapporteur à la Commission des Finances a déclaré triomphalement comme si, lui, ou le Gouvernement actuel, ou mêmes les gouvernements passés, y étaient pour quelque chose, que le kilowatt-heure n'était qu'au coefficient 7 par rapport à 1914 ; que le kilomètre-voyageur en 3^e classe atteignait seulement 14 fois le prix de 1914 ; que le pain n'était qu'au coefficient 17 par rapport à 1914. Par contre, a-t-il ajouté, le salaire horaire minimum du manoeuvre est au coefficient 50. Juge un peu, mon bon, comme tous les manoeuvres de France, et tous les ouvriers de France, et tous les contribuables de France doivent de reconnaissance au Gouvernement, et à l'Assemblée Constituante qui le soutient de ses votes, et à Monsieur le Rapporteur à la Commission des Finances qui éclaire celle-ci de ses lumières. Seulement, ni Monsieur le Rapporteur, ni personne ne semble avoir jugé utile de signaler que ce coefficient 17, pour le prix du pain, n'est maintenu qu'en raison du fait que le Gouvernement paie, avec l'argent des contribuables, la différence, sous forme de subventions diverses. Le kilomètre-voyageur peut rester, pour le moment, au coefficient 14 parce que le Gouvernement, avec l'argent des contribuables, non seulement paie le déficit qui en résulte, mais encore fournit à perte le charbon nécessaire, tandis qu'il ne paie qu'en une monnaie dépréciée l'intérêt des capitaux qui ont servi à construire réseaux, gares et matériel. Quant au kilowatt-heure, qui se tient au taux modeste de seulement sept fois le prix de 1914, le mérite en revient entièrement aux progrès techniques réalisés depuis et au fait que les usines électriques et les réseaux de distribution ont été construits avec des capitaux privés lorsque ceux-ci avaient un pouvoir d'achat représentant de quatre à dix fois celui du franc actuel. Dans tout cela, je vois bien un tour de prestidigitation, mais de miracle, point.

Là où il faudra déchanter, c'est quand on laissera voir le bilan de l'exploitation d'entreprises, telles que des charbonnages entièrement

installés et équipés aux frais de l'Etat, parce que là la main-d'œuvre joue un rôle primordial et que l'Etat sera absolument désarmé pour résister aux demandes d'augmentation de salaires de ses mineurs. L'Etat devra se résigner à subir, sinon toutes, du moins une grande partie de leurs exigences, et celles-ci s'accroîtront très vite. En système capitaliste les exploitants pouvaient dire aux mineurs : « Que vos demandes soient justes ou non, elles se heurtent à un fait brutal. Avec les salaires que vous demandez, nous serions obligés de fermer la mine parce que nous ne pourrions pas vendre nos charbons en concurrence avec les charbons importés de l'étranger ». Avec une exploitation socialiste un tel argument sera inopérant parce que les usines électriques, gazières et métallurgiques possédées et contrôlées par l'Etat achèteront le charbon des charbonnages de l'Etat quel qu'en soit le prix, fût-il le double de ce que coûterait le charbon importé.

Dans un Etat libéral, l'exploitation étatiste d'entreprises véritablement industrielles ou commerciales sera toujours plus onéreuse que l'exploitation privée parce que celle-ci a les yeux constamment fixés sur ses prix de revient et ses marges bénéficiaires. L'Etat s'en soucie peu, la principale préoccupation de l'équipe au pouvoir étant naturellement de ne pas mécontenter ceux qui le soutiennent par leur bulletin de vote.

En l'absence de concurrence, les conditions de l'exploitation des services publics ne peuvent être déterminées que par l'arbitraire : arbitraire de l'autorité concédante ou arbitraire du concessionnaire si, comme en Angleterre, le respect des affaires privées s'opposait jusqu'ici à ce que l'Etat édicte les règlements nécessaires pour protéger les usagers ou leur assurer un service qui tienne compte des derniers progrès réalisés. La nationalisation des transports publics, de l'électricité, du gaz ne risque pas de porter davantage atteinte à l'économie libérale que l'exploitation des P.T.T., par l'Etat, ou des services de vidange, par les communes.

Au contraire, quand il s'agit d'entreprises minières, métallurgiques ou commerciales cela ne peut se justifier que par la carence de certains industriels. Mais l'Etat est alors placé devant un dilemme. Nationaliser des usines non modernisées et ayant des prix de revient élevés constituerait une opération onéreuse pour le Trésor public. Ce serait le prétexte d'indemnités de rachat injustifiées. Nationaliser des usines que leurs propriétaires ont dirigées avec science et habileté serait injuste et propre à décourager toute initiative future.

Les finances publiques sont destinées à être gravement affectées dans l'avenir par la politique de nationalisation que l'on poursuit un peu partout. Les administrateurs d'une industrie d'Etat sont satisfaits quand celle-ci couvre ses frais sans faire appel au Trésor public. Avec

les méthodes comptables de l'Etat, telles qu'elles sont pratiquées dans de nombreux pays, il n'est guère possible de se rendre compte de la part effective que joue la politique de nationalisation dans l'inflation. Les nationalisations effectuées en France en indemnisant les actionnaires, non d'après la valeur réelle des biens confisqués, mais d'après les indices fictifs que constituent les cours de bourse déprimés par les menaces même des nationalisations, pourraient laisser à l'Etat un bénéfice comptable impressionnant... si celui-ci n'était pas destiné à être annihilé par l'emploi d'un personnel pléthorique où l'émulation n'est plus entretenue par la crainte de la mise à pied.

JOHN. — Les nationalisations peuvent donc être avantageuses à l'Etat.

DURAND. — A la manière de toute spoliation où l'on n'indemnise les victimes que de façon dérisoire. En dépit de ce bénéfice initial, dans la plupart des pays où l'on s'apprête à nationaliser sur une grande échelle, cela ne peut que précipiter la chute de la monnaie nationale.

JOHN. — Les nationalisations ne sont-elles pas des opérations où passif et actif s'équilibrent ? En nationalisant, l'Etat assure certaines charges, mais les bénéfices des usines nationalisées viendront contre-balancer, et peut-être même au delà, les charges financières assumées par l'Etat pour indemniser les actionnaires.

DURAND. — A une condition. C'est que les usines nationalisées produisent entre les mains de l'Etat les mêmes bénéfices que dans une économie libre.

JOHN. — Et pourquoi n'en serait-il pas ainsi ? L'exemple de la Russie est démonstratif. L'industrie soviétique est si bien équilibrée que les Soviétiques peuvent être comparés à une immense usine dont les comptes se soldent avec un bénéfice important puisqu'il a permis à l'Etat d'accroître ses immobilisations sur une énorme échelle. En temps de paix, non seulement la Russie vit entièrement sur elle-même. Elle trouve encore le moyen de se développer et d'accroître sa puissance sans rien devoir au monde capitaliste.

DURAND. — Ce ne sera jamais le cas dans aucun des pays où le socialisme restera réellement démocratique, donc empreint d'un paternalisme bienveillant vis-à-vis de la masse électorale, c'est-à-dire dans tous les pays de civilisation latine ou anglo-saxonne. J'en trouve la raison dans la réponse suivante que fit le Chancelier de l'Echiquier, le 19 mars 1946, à un membre de la Chambre des Communes qui s'étonnait que l'on n'arrête pas en Angleterre l'importation de films américains, vu la pénurie de dollars : « Non, Monsieur, répliqua Sir Hugh Dalton, je ne vois pas pourquoi vous voudriez interférer avec

les plaisirs du peuple. Le peuple aime les films américains » (2). N'est-ce pas là une réponse admirable, digne de passer dans le répertoire des mots historiques ? Ainsi, pour la raison péremptoire que la nation manque de dollars, on restreint l'importation de denrées essentielles à l'alimentation, on ne donne pas de licences pour importer des ouvrages scientifiques et bien d'autres choses non moins utiles, on réquisitionne les dollars des habitants, on demande aux citoyens du Canada et des Etats-Unis de « prêter » de l'argent, on intime aux créanciers étrangers qu'ils ne peuvent obtenir le paiement de leurs créances, faute de moyens de paiement suffisants en monnaies non dépréciées mais, un ministre des Finances « ne voit pas pourquoi on voudrait interférer avec les plaisirs du peuple et le peuple anglais aime les films américains » quoique, du 3 septembre 1939 au 31 janvier 1946, il en ait coûté à la Grande-Bretagne £ 82.000.000 pour satisfaire ces plaisirs moins essentiels que beaucoup d'autres besoins urgents. En outre, en restreignant les importations de films américains, l'expansion de l'industrie cinématographique britannique se trouverait aidée, chose d'autant plus favorable que la production de films n'exige que peu de matières premières et a sa contrepartie presque entièrement en salaires. S'il en est ainsi on peut se demander au nom de quel principe un gouvernement démocratique serait fondé à dénier aux mineurs anglais, aux cheminots anglais, aux matelots anglais, aux dockers et autres, des augmentations de salaires tant que celles-ci pourront être supportées par les entreprises nationalisées sans avoir recours au Trésor public ? Pourquoi un gouvernement irait-il s'opposer à ce que les ouvriers des entreprises nationalisées se voient attribuer la totalité des bénéfices réalisés par celles-ci ?

A vrai dire je ne le vois pas et je crois que personne ne peut le voir davantage, que ce soit en Grande-Bretagne, en France, en Belgique, en Hollande ou en Amérique. Dans aucun de ces pays l'Etat ne devra espérer recevoir un intérêt quelconque sur les sommes globales qu'il aura avancées à l'ensemble des entreprises nationalisées.

2. Le même Chancelier de l'Echiquier, Mr. Hugh Dalton, en août 1947, est revenu sur cette appréciation erronée de ce que l'on doit considérer comme nécessaire, en réduisant considérablement les possibilités d'importation des films américains en Grande-Bretagne. Dans des pays de haute culture comme l'Angleterre et la France, où il existe une clientèle suffisante pour payer la production de films tirés dans le pays même, l'importation de films étrangers ne devrait être autorisée que pour des œuvres d'un mérite supérieur, ou en faveur de films documentaires lesquels seraient dispensés de droits susceptibles de s'élever jusqu'à 90 % des recettes réalisées par les films non exemptés de ces droits.

Problèmes britanniques

JOHN. — C'est une calamité. Nous voilà vendus à l'Amérique. Cela doit être vrai. Lord Beaverbrook l'affirme (1). N'est-il pas à la fois grand homme d'affaires et ancien ministre ?

NÉON. — Quand, à la Chambre des Communes et à la Chambre des Lords, les Conservateurs ont mené l'assaut contre le prêt américain de \$ 3.750.000.000, c'est-à-dire plus du double de l'indemnité de cinq milliards de francs-or que la France dut payer à l'Allemagne, en 1871, je me disais : c'est le rôle de l'opposition de critiquer le gouvernement quoi qu'il fasse. Il était très habile à l'Angleterre de représenter le prêt américain comme très avantageux pour les Etats-Unis et désastreux pour la Grande-Bretagne. Cela, c'est d'excellent maquignonnage. Maintenant que le tour est joué, que l'opposition qui se manifestait au Sénat américain et dans l'opinion publique américaine contre le prêt est vaincue, il est contraire au simple bon sens d'affirmer que ce prêt de l'Amérique, véritable cadeau, lie l'Angleterre par autre chose que les chaînes bien légères de la reconnaissance. La preuve, c'est que le Sénateur Taft, un opposant, proposait d'y substituer un don pur et simple de \$ 1 milliard 250.000.000.

Lord Beaverbrook est trop intelligent pour croire un seul moment que ce prêt asservit la Grande-Bretagne aux Etats-Unis. Cela m'amène, une fois de plus, à la conclusion qu'il est parfaitement chimérique de s'imaginer que dans l'avenir la paix régnera dans le monde en général, et dans chaque Etat en particulier, puisque tous ceux qui

(1) Lord Beaverbrook issued the following statement on the U S loan vote last night .
 " The United States Senate has passed the loan We have sold the Empire for a trifling sum.
 Henceforth, the United States of America reaps where we have sown " Reuter — 11 Mai 1946

sont qualifiés pour dire la vérité au public adultèrent invariablement celle-ci dès qu'ils s'imaginent que l'intérêt de leur parti l'exige. Que Lord Beaverbrook me le pardonne, s'il était encore ministre, il proclamerait que l'emprun américain est une nécessité et chose excellente. Quant à l'opposition travailliste, qui gouverne actuellement, nous la verrions démontrer qu'un tel prêt sacrifie la démocratie anglaise à l'impérialisme et aux trusts yankees. En disant cela, John, ne vous imaginez pas que je mésestime vos hommes politiques. Dans tous les pays les politiciens obéissent à une loi inéluctable puisqu'elle ne souffre guère d'exceptions. C'est même en Angleterre que la règle du jeu — c'est-à-dire la règle qui ordonne de montrer la vérité sous des couleurs différentes suivant que l'on se trouve dans le gouvernement ou dans l'opposition — c'est en Angleterre, dis-je, que la règle du jeu est observée avec le plus de fair play. En Amérique, en France et ailleurs c'est plus brutal — ou plus perfide. Affaire de tactique, de tempérament, d'opportunité ou de public, voilà ce qui décide de ce que doit être la vérité.

JOHN. — Si un tel prêt est — à vous entendre — chose excellente pour l'Angleterre, il s'ensuit que c'est l'Amérique qui est le perdant.

NÉON. — Pas nécessairement. Il est trop simpliste de chercher en chaque transaction un gagnant et un perdant. Les meilleures sont celles où chacun trouve son compte. Pour la Grande-Bretagne, un prêt de \$ 3.750.000.000, c'est un cadeau magnifique qui peut l'aider, suivant l'usage qu'elle en fera, soit à mieux vivre aujourd'hui quitte à sentir plus fortement la crise demain quand l'emprunt se sera dissipé en biens de consommation consommés, soit à rétablir sa situation future si elle consacre le produit de l'emprunt, non à mieux vivre aujourd'hui, mais à moderniser et à rationaliser tout son outillage industriel.

Quant à l'Amérique, ses hommes d'affaires ne doivent guère se faire la moindre illusion sur le remboursement du capital. Mais cela aide la machine à tourner. Résultat final : le prêt américain aidera l'Angleterre à faire un peu moins d'inflation.

JOHN. — On prétend le contraire.

NÉON. — L'inflation que ne fera pas l'Angleterre, c'est l'Amérique qui la prendra à son compte.

Les prêts américains d'après-guerre, c'est l'inflation qui continue de par le monde. Cela a donc l'excellent effet de remettre à plus tard la liquidation financière de la guerre, la crise de déflation qui s'en suivra et la répudiation des dettes nées de la guerre et de quelques autres avec.

JOHN. — Vous êtes cynique.

NÉON. — J'ai seulement le tort de raisonner en économiste, non en politicien.

JOHN. — Vous jugez donc ceux-ci bien bêtes ?

NÉON. — C'est un préjugé populaire que je ne partage pas. Les politiciens ne sont ni bêtes, ni naïfs, mais un souci perpétuel obscurcit leur jugement. Celui d'une majorité à conserver ou à conquérir. Être ou ne pas être, voilà le dilemme fondamental de l'homme politique. Un homme politique ne peut donc afficher d'autres sentiments que ceux que lui imposent l'opinion ou les nécessités de son parti. Ceux qui tentent le contraire cessent d'être des hommes politiques... jusqu'au jour où on s'aperçoit qu'ils avaient raison. Cela arrive parfois mais, dans l'intervalle, quelle éclipse. Et c'est si bon, le pouvoir. C'est si agréable à des oreilles humaines de s'entendre acclamer. Et quelle joie de marquer le point sur ses adversaires ou de fermer la bouche aux contradicteurs, même avec des arguments truqués.

JOHN. — L'enrichissement de l'Amérique et l'appauvrissement de l'Angleterre du fait d'une même cause : les deux guerres mondiales, s'explique facilement. L'effort que l'Angleterre a dû fournir dans les deux guerres a été, proportionnellement à sa population, beaucoup plus grand que celui des Etats-Unis. Ses pertes en hommes ont été plus élevées. Pour l'Amérique, c'est à son sol même qu'elle a demandé la plus grande partie des matières premières et des aliments qu'elle a consommés et que l'Angleterre devait acheter à l'étranger ou dans ses Dominions.

Les deux guerres mondiales ont renversé la situation antérieure. L'Amérique est devenue créditrice et l'Angleterre débitrice. En 1875, les placements britanniques hors de la Grande-Bretagne s'élevaient à £ 1 milliard. Sir George Paish les estimait à £ 2 milliards en 1900, à £ 3 milliards en 1907 et à £ 4 milliards en 1914. Que sont-ils devenus depuis ? Sur les 4 milliards de livres de 1914 à peu près la moitié étaient placés dans l'Empire ; plus de £ 500.000.000 au Canada, plus de £ 400.000.000 en Océanie et environ £ 750 millions, moitié aux Indes et moitié en Afrique du Sud.

Ce qui reste des placements britanniques au Canada est à peu près contre-balancé par des dettes envers le Dominion.

NÉON. — L'Angleterre en a usé si honnêtement au cours de la deuxième guerre mondiale qu'elle s'est rendue débitrice des Indes pour des sommes considérables au lieu d'imposer, tant qu'elle détenait le pouvoir et les cordons de la bourse, que les Indes prennent à leur charge la totalité des frais de la guerre en Birmanie, dans la péninsule malaise et dans le Pacifique.

En 1914, l'Angleterre avait plus de £ 100.000.000 placés en

Russie et presque autant au Mexique. Valeur actuelle : Russie : zéro ; Mexique : £ 20.000.000.

Ce n'est pas tout. De grands changements sociaux se sont produits dans les Dominions britanniques. Quand, autrefois, un colon y faisait fortune, son rêve était de venir jouir de ses revenus en Angleterre. C'était là seulement qu'il pouvait les dépenser en recevant, en échange, tous les avantages sociaux que conféraient alors la fortune et le prestige qui s'y attachait. L'impôt sur le revenu, beaucoup plus lourd en Angleterre que dans les Colonies ou dans les Dominions, décourage toute idée de retour dans la Métropole, tandis que le Canada, l'Afrique du Sud et l'Australie sont devenus des centres culturels suffisamment attrayants pour retenir, à l'avenir, ceux qui y ont fait fortune.

C'est très grave pour la Grande-Bretagne. Les tendances socialistes qui y dominent ne peuvent qu'aider à y intensifier la fuite devant l'impôt en même temps que la fuite devant la monnaie. Il existe pour la fiscalité une loi analogue à la loi de Gresham pour la monnaie : les impôts trop progressifs sur le revenu chassent les gros revenus et ne retiennent que les petits.

Les Anglais sont tellement conservateurs que, malgré le désavantage des taxes plus élevées dans la Métropole, ils ont préféré très longtemps incorporer en Grande-Bretagne leurs Sociétés dont l'objet était purement colonial. Il est tout à fait absurde pour les Compagnies productrices de caoutchouc, de thé ou autres, d'avoir leur siège social à Londres comme on le voit encore pour la plupart d'entre elles. Cependant, dès 1910, année où se sont constituées la plupart des Sociétés anglaises de caoutchouc exploitant dans la péninsule malaise, il y avait déjà un gros désavantage à les incorporer à Londres. Les trusts sud-africains l'avaient déjà compris et même quelques-uns, comme la De Beers, transféraient leur statut dans l'espoir d'alléger leur fardeau fiscal.

Jusqu'ici les Compagnies de navigation restaient fidèles à la Métropole. Or, le 26 juin 1946, deux informations, par leur simultanéité, sont caractéristiques : D'une part, la Compagnie de Navigation Cunard annonce la formation d'une filiale canadienne à laquelle elle va céder une partie de sa flotte qui dessert le Dominion du Canada. D'autre part, Sir Arthur Harris vient d'être appelé aux fonctions de Directeur Général d'une Compagnie de Navigation incorporée en Afrique du Sud, laquelle doit acquérir une flotte de commerce dont les navires, très modernes, au nombre d'une douzaine, seront enregistrés dans la Colonie du Cap afin de rendre la Colonie indépendante pour ses transports de marchandises et de passagers. Fait à noter : on se propose de prendre des équipages sud-africains.

Tout commentaire serait superflu. La suprématie du pavillon

britannique est menacée par ses Dominions eux-mêmes, tandis que l'immense flotte commerciale construite par les Etats-Unis pendant la guerre est destinée, pour une grande part, à être vendue non seulement à l'Angleterre mais aussi à ses concurrents. Enfin, l'importance croissante des transports par avion est un coup direct au pavillon britannique. Nombre de pays européens peuvent avoir, de ce fait, des relations directes avec l'Amérique, l'Afrique et l'Asie sans avoir besoin de passer par des ports anglais.

Jusqu'en 1914 on pouvait considérer que la fortune de l'Empire britannique formait un tout contrôlé par Londres. Maintenant, des forces dispersives : fiscales, culturelles et autres, tendent à une espèce de désagrégation de la fortune privée et publique de l'Empire. Pour peu que s'accroisse un état d'esprit distinct entre les Dominions et la Métropole, par suite de tendances politiques différentes (nationalisation, socialisation, etc.), c'en est fait de l'unité financière et économique de l'Empire britannique.

La politique de l'argent bon marché, dont Mr. Hugh Dalton s'est fait le protagoniste, permet d'alimenter à bon compte la trésorerie de l'Etat. Par contre, des taux monétaires très réduits favorisent l'inflation. Ils ne peuvent s'imposer et se maintenir qu'en fixant artificiellement à un niveau élevé le cours des obligations de l'Etat et, par conséquent, en transformant celles-ci en une sorte de billet de banque qui porte intérêt puisque l'Etat, pour maintenir les cours, doit rester constamment prêt à racheter sur le marché n'importe quelles quantités d'obligations offertes par le public. D'autre part, plus l'intérêt de l'argent est bas et plus le public est disposé à se servir de son argent à des plaisirs dispendieux, donc à le gaspiller, s'il ne trouve pas à l'employer plus utilement. Cela conduit indirectement aussi à un gaspillage de main-d'œuvre comme on peut s'en rendre compte en observant qu'en Grande-Bretagne les paris sur les courses et autres jeux similaires occupent actuellement de 360.000 à 435.000 personnes, de façon permanente, et de 180.000 à 240.000 personnes, de façon intermittente (2). Et encore ces estimations ne comprennent

(2) Répartition des personnes employées régulièrement par les organisations de courses ou jeux analogues :

Bookmaking	200 000 à 225 000
Horse racing and breeding	75 000 à 100 000
Football pools	40 000 à 50 000
Gaming machines and fairs	25 000 à 30 000
Greyhound racing and breeding	20 000 à 30 000
Total	360 000 à 435 000

Employés temporaires :

Bookmaking	70 000 à 100 000
Greyhound racing	60 000 à 70 000
Football pools	30 000 à 40 000
Horse racing	20 000 à 30 000
Total	180 000 à 240 000

ni les personnes employées accessoirement, ni les aliments nécessaires aux animaux. L'industrie des courses et des paris constitue ainsi une diversion d'effort extravagante tandis qu'on adresse des appels réitérés au public anglais pour l'inviter à une vie austère. Les Américains sont donc en droit de dire : « Avant de demander nos dollars, réformez vos institutions ».

JOHN. — Vous êtes injuste à notre égard. Notre budget n'est-il pas en équilibre ?

NÉON. — C'est secondaire. Dans une nation il importe davantage que tout le monde y travaille au maximum et que l'on y réduise toutes les dépenses inutiles et les générosités dispendieuses...

JOHN. — ?...

NÉON. — ...Telles que nourrir ceux que l'on redoute, comme c'est le cas avec l'Allemagne, ou telles que quitter les Indes, Burma et l'Egypte, non seulement les mains vides, mais encore avec des dettes à leur égard. Mes critiques ne procèdent donc pas de sentiments inamicaux mais, bien au contraire, du regret de voir un grand peuple, qui a contribué magnifiquement à la grande œuvre du progrès, abandonner son colossal héritage pour un plat de lentilles avec une résignation qu'en réaliste je ne puis admirer.

JOHN. — On a accusé les charbonnages anglais de gestion imprévoyante. On oublie qu'à partir de 1920 ils ont subi la concurrence des combustibles de remplacement. Grâce aussi aux progrès techniques, on emploie moins de houille par tête d'habitant qu'autrefois. En 1914, aux Etats-Unis, 86 % de l'énergie électrique et du chauffage étaient assurés par le charbon. En 1939, la part du charbon se trouvait réduite à la moitié. L'emploi accru du pétrole brut et les progrès techniques sont responsables de la diminution. Aux Etats-Unis également, alors qu'en 1920 il fallait à une locomotive 77 kilos de charbon pour remorquer 1.000 tonnes de marchandises, sur une distance d'un mille, maintenant 50 kilos suffisent.

En 1920, la production d'un kWh d'électricité exigeait 1 k. 5 de charbon contre 0 k. 58 actuellement. Dans l'industrie de l'acier, aux Etats-Unis, on note des progrès moins marquants, toutefois 1170 kilos de charbon à coke suffisent actuellement pour faire une tonne d'acier contre 1440 kilos, en 1920.

NÉON. — Alors que les charbonnages anglais préféraient distribuer leurs bénéfices plutôt que de moderniser leurs installations, les charbonnages américains procédaient à des perfectionnements techniques. Actuellement 89 % du charbon y est abattu mécaniquement contre 50 % seulement en 1913 et 25 % en 1900.

En Grande-Bretagne, de 1913 à 1936, l'augmentation de la

production de charbon par journée de travail pour un même ouvrier (3) a été inférieure à 10 %. Pendant la même période, cette augmentation s'est chiffrée par :

22.4 % en France, dans le Pas-de-Calais ;
50.6 % en Belgique ;
50.2 % en Tchécoslovaquie ;
72.1 % en Russie ;
72.5 % en Haute-Silésie ;
81.4 % dans la Ruhr ;
117.2 % en Hollande.

Aux Etats-Unis, l'accroissement de la production par ouvrier n'a été de 1913 à 1936 que de 24,8 %. Toutefois la productivité des mineurs américains, par suite des conditions géologiques très favorables, était en 1936 de 4.080 kilos de charbon bitumineux par journée d'ouvrier contre 1.195 kilos seulement pour la Grande-Bretagne ; 1.710 kilos dans la Ruhr ; 2.073 kilos dans la Haute-Silésie ; 1.781 kilos en Hollande.

Depuis le début de ce siècle les progrès de l'industrie charbonnière anglaise ont été insignifiants. De 1904 à 1908, la production annuelle moyenne était de 250 millions de tonnes et de 283 tonnes par an par ouvrier. De 1909 à 1914, 269 millions de tonnes par an et 256 tonnes an par ouvrier ; de 1924 à 1932, 241 millions de tonnes et 247 tonnes an par ouvrier. Enfin de 1933 à 1939, 224 millions de tonnes par an et 286 tonnes an par ouvrier, soit à peu près autant que trente ans plus tôt.

La nationalisation des mines anglaises peut donc se justifier par leur manque prolongé d'adaptation aux progrès techniques, reproche qu'on ne pouvait adresser aux charbonnages français.

JOHN. — En 1936, la production moyenne d'un mineur, par journée de travail, atteignait 1195 kilos en Grande-Bretagne, contre

(3) Production de charbon par journée-ouvrier dans divers pays, 1913-1936

	Allema- gne (Ruhr)	Belgique	Etats- Unis Charbon bitumi- neux)	France	Grande- Breta- gne	Pays- Bas	Pologne (Hte- Silésie Orien- tale	Tchéco- slova- quie bitumi- neux)
(en kilogrammes)								
1913	943	528	2 370	701	1 090.	820	1.202	970
1925	946	472	4.100	563	904	837	1.023	819
1927	1.132	513	4.130	606	1 043	1.018	1.267	996
1928	1 271	576	4.400	694	1 102	1.247	1.356	1 041
1932	1 625	609	4.730	783	1 116	1.445	1.635	1 069
1934	1.677	735	3.890	858	1.165	1.689	1.957	1 204
1935	1 692	775	4.080	872	1 185	1.747	2.026	1.340
1936	1 710	795		858	1.195	1 781	2.073	1.458
Augmentation du rendement (en pourcentage)								
1913-1936	81,4	50,6	24,8	22,4	9,6	117,2	72,5	50,2
1929-1936	34,5	38,1	7,3	23,6	8,4	42,8	52,9	40,0

Source : B.I.T. « L'industrie charbonnière dans le monde », t. I, p. 126.

858 kilos en France et 795 kilos en Belgique. Peu importe qu'en Grande-Bretagne, en 1936, seulement 55 % du charbon était abattu à la machine au lieu de 98 % en France, dans le Pas-de-Calais.

NÉON. — Cette comparaison ne tient pas compte des difficultés d'exploitation. Elles sont considérables pour les gisements français. L'industrie charbonnière anglaise a perdu du terrain depuis un quart de siècle parce que les charbonnages anglais ont fait peu d'efforts pour moderniser leurs exploitations.

Le retard observé dans la mécanisation des charbonnages anglais n'est pas un fait isolé dans l'histoire de l'industrie britannique à partir de 1920. La Grande-Bretagne qui, en 1870, fournissait la moitié de la consommation mondiale de fonte, a vu sa part réduite à 42 % en 1880 ; 30 % en 1890 ; 23 % en 1900 ; 16,5 % en 1910 ; 13 % en 1920 et seulement 8 % en 1930. En ce qui concerne l'acier, le Royaume-Uni produisait 43 % de la production mondiale en 1871-1873, 23 % de 1891 à 1895, 11,3 % de 1911 à 1915 et seulement 7,5 % pour la période 1926-1930.

Au contraire, la part de la production mondiale revenant aux cinq nations de l'Europe occidentale (Allemagne, France, etc.) s'est maintenue à peu près constante aux environs de 30 % malgré les progrès considérables de la métallurgie américaine.

JOHN. — Des pays neufs se sont mis à produire aussi de la fonte.

NÉON. — Réduisons donc nos comparaisons aux cinq grandes nations exportatrices : Allemagne, France, Belgique, Etats-Unis et Grande-Bretagne. La part de cette dernière, dans les exportations des nations précédentes, est passée de 73,5 % en 1890, à 61 % en 1900, à 30 % en 1913 et seulement à 18,2 % en 1930, tandis que les importations de fer et d'acier, en Grande-Bretagne, se sont accrues de 800.000 tonnes en 1900, à 2.908.000 tonnes en 1930. Pour l'année 1930, l'excès des exportations de fonte et d'acier de Grande-Bretagne sur ses importations ne se chiffrait plus que par 250.000 tonnes au lieu de 3.200.000 tonnes, en 1910.

La détermination de la capacité de production de fonte des hauts fourneaux dépend de la qualité des cokes et des minerais de fer employés. Des cokes friables ne conviennent pas à des hauts fourneaux de grande capacité. Tenant compte de ces observations élémentaires l'économiste peut cependant, dans une certaine mesure, se faire une idée de la modernisation de l'outillage industriel de diverses nations en comparant la progression de leur capacité de production de fonte par haut fourneau.

Si nous prenons comme point de départ l'année 1885, nous voyons qu'à cette époque la production annuelle de fonte par haut fourneau était :

Etats-Unis : 21.400 tonnes.

Grande-Bretagne : 17.100 tonnes.

Allemagne et Luxembourg : 15.800 tonnes.

France : 12.100 tonnes.

Dix années plus tard, en 1895, la production annuelle des hauts fourneaux allemands, avec 25.400 tonnes, dépassait déjà celle des hauts fourneaux britanniques qui n'avait progressé que de 17.100 tonnes, en 1885, à 22.400 tonnes, en 1895.

En 1905, la production annuelle des hauts fourneaux français, de 26.100 tonnes par haut fourneau, était encore légèrement inférieure à celle des hauts fourneaux britanniques (27.800 tonnes) mais, en 1930, nous constatons que parmi les quatre nations considérées, la Grande-Bretagne se trouve très en arrière avec une production annuelle, par haut fourneau, de seulement 49.400 tonnes contre 200.700 tonnes pour les Etats-Unis, 115.100 tonnes pour l'Allemagne et le Luxembourg, et 72.100 tonnes pour la France.

La consommation nette de fonte d'une nation est un excellent indice de l'activité de son industrie lourde. De 1880 à 1913, la consommation de fonte, en Grande-Bretagne, est passée de 6.140.000 tonnes par an à 9.360.000 tonnes. En 1930 cette consommation était revenue à un chiffre voisin de celui de 1880, avec seulement 6 millions 208.000 tonnes.

Les industries lourdes de ses concurrents égalent maintenant celles de la Grande-Bretagne. Les progrès de la France et de la Belgique ont été particulièrement remarquables à cet égard puisque, en 1929, la consommation de fonte et d'acier de ces deux nations, 162 kilos et 188 kilos, respectivement par an et par habitant, se rapproche de celle de l'Angleterre et de l'Allemagne, laquelle, pour la même année 1929, a été de 180 kilos par an et par habitant.

Jusque vers la fin du siècle dernier l'Angleterre était à la tête du progrès industriel. Depuis, elle s'est laissée distancer en Europe par l'Allemagne, en Amérique par les Etats-Unis. On travaille moins dans les écoles en Angleterre que sur le Continent. On y travaille moins également dans les usines ou dans les bureaux (4). On y est

(4) Les lignes suivantes, publiées dans la Tribune de Lausanne du 4 Septembre 1947, décrivent assez exactement l'allure débonnaire des offices de la Cité de l'énorme gaspillage de temps qui en résulte :

« Le peuple anglais est vaillant, inventif et tenace au plus haut degré en temps de guerre, tolérant, sage et humain en temps de paix, il possède beaucoup de qualités essentielles qui font un grand peuple. Mais — et je vous l'avoue en confidence — il a perdu une bonne partie de son goût pour le travail.

On s'en aperçoit quand on veut faire des affaires à Londres. Avant dix heures du matin, on ne peut généralement trouver personne de qualifié dans les bureaux ; de midi et demi à trois heures, il y a gros à parier que votre homme sera parti déjeuner — de ces déjeuners prétendus d'affaires, qui sont si souvent prétexte à bavardages sur les exploits respectifs des convives au golf ou à la pêche. A quatre heures, nouvel entr'acte pour l'inévitable thé. Et à cinq heures, cinq heures et demie au plus tard, on ferme. Par ailleurs, pour éviter l'épuisement que cette cadence trépidante pourrait causer on ne travaille pas le samedi, et l'on prend chaque année un bon mois de vacances. »

plus attaché à la routine qu'en France, en Allemagne ou aux Etats-Unis.

Le déclin relatif de l'industrie de l'acier, en Angleterre, est d'autant plus surprenant pour celui qui ne tiendrait compte que des facteurs géographiques que, comme par le passé, la plupart des aciéries anglaises ont le grand avantage d'être situées près de ports d'accès faciles avec, à proximité, charbon et minerai de fer ou possibilité d'importer des minerais de fer riches, par mer. En Grande-Bretagne on constate, trop souvent, un défaut d'intégration. Il en résulte une division d'intérêts qui enlève toute souplesse à l'exploitation.

Les salaires des ouvriers anglais ont toujours été supérieurs à ceux en vigueur sur le Continent. Il y a cinquante ans cette différence était compensée par les avantages techniques des usines anglaises. Depuis, celles-ci ont perdu du terrain au profit des usines allemandes, françaises, belges et luxembourgeoises pour lesquelles leurs dirigeants n'hésitaient pas à dépenser des sommes considérables en vue de maintenir leurs usines à la hauteur des derniers perfectionnements.

Avant la guerre, 38 % du revenu national, en Grande-Bretagne, et 30 % seulement, aux Etats-Unis servaient à rémunérer le capital (5). En Angleterre, il y avait donc davantage de gens qui vivaient du travail des autres. Il est même probable que c'est en Angleterre qu'existait la plus forte proportion de personnes vivant de leurs rentes (leisure class). Toutefois, A.-G. Street force manifestement la note quand, dans la *New English Review*, de Londres, il déclare que « les Anglais constituent la nation la plus paresseuse (laziest) au monde ». Ceci est une exagération grossière. Sans doute, comme le fait remarquer l'auteur en question, le peuple anglais doit vaincre son peu de goût au travail dès que celui-ci est un peu dur, sale, ou de nature inférieure, mais cela ne lui est pas particulier. Le même auteur ajoute :

« Il faut maintenant en Angleterre trois hommes pour accomplir la même quantité de travail manuel que l'un de nos grands-pères faisait sans se plaindre

(5) Revenu national des Etats-Unis et de l'Angleterre pour la dernière année normale, c'est-à-dire pour 1938, en \$ 1 000.000 (base L. 1 = \$ 5)

	Etats-Unis	%	Angleterre	%
Revenu national 1938	\$ 64.200	100	\$ 22.620	100
Rémunération des travailleurs :				
Entreprises privées	35 183			
Organisations d'Etat	5 998			
Assistance travail etc.	3 924			
	45 105	70	\$ 14.135	62
Revenus du capital :				
Sociétés	1.658			
Propriétaires	10 122			
Intérêts	5.068			
Loyers nets, revenus	2.247			
	19.095	30	\$ 8.485	38

indûment. Et une chose est certaine, c'est que la nation britannique doit abandonner toute idée qu'en travaillant seulement moitié moins dur que les autres nations elle peut encore vivre deux fois aussi bien que la plupart d'entre elles. »

Il y a là encore beaucoup d'exagération mais ces assertions suffisent à nous faire sentir combien le statut économique de la Grande-Bretagne s'est modifié au cours de ces trente dernières années. De 1900 à 1914, l'Angleterre s'inquiétait des progrès rapides de l'industrie allemande, mais elle ne faisait aucun effort pour rivaliser avec ceux-ci. Voici maintenant l'industrie allemande handicapée pour un temps indéfini, mais cela ne résout pas le problème et l'Angleterre peut scruter l'avenir avec infiniment plus d'inquiétude maintenant qu'au début du siècle en cours.

Tout le monde sait que les doctrines de libéralisme économique firent la fortune de l'Angleterre. La tradition en est assez vieille. On en trouve une trace officielle dans l'acte où, en 1663, le Gouvernement de la Restauration rétablissait la liberté du commerce des métaux précieux, « car ceux-ci, disait le préambule, affluent sur les places où l'on accorde la liberté de les réexporter ».

Depuis cette époque, la Grande-Bretagne a dû sa prospérité commerciale à son libéralisme et elle ne peut conserver cette prospérité qu'en restant fidèle aux principes de l'économie libérale. La raison en est bien simple. La place de Londres, celle de Liverpool, ne peuvent demeurer des centres internationaux d'échange et de crédit que si les échanges et le crédit y sont libres.

JOHN. — Si l'on donnait la liberté aux capitaux, en Angleterre, ceux-ci s'enfuiraient...

NÉON. — ...C'est parfaitement vrai mais cesserait de l'être si la livre était dévaluée au préalable et, ensuite, laissée libre à son niveau naturel, lequel est, tout au plus, quatre-vingts shillings-papier pour un souverain-or ou, en exprimant ceci de façon plus compréhensible, pour nous autres, Français, d'une livre-or 1914 pour quatre livres-papier. Comme après la première guerre mondiale, vous faites fausse route en vous engageant sur la voie du maintien de la livre à un cours fictif. C'est là une voie pénible. Elle ne peut se justifier que si l'on est décidé à la poursuivre jusqu'au bout. Malgré votre courage, comme en 1933, vous finirez par reconnaître votre erreur. Vous vous résoudrez finalement à dévaluer mais, en retardant l'opération chirurgicale, vous aurez rendu la plaie plus profonde et desséchée, une fois de plus, votre économie.

Dans le *Saturday Evening Post*, du 21 juillet 1945, Melchior Palyi présentait ainsi le dilemme auquel l'Angleterre a à faire face :

« Elle peut négliger ses industries d'exportation et se consacrer au problème de la reconstruction et à la restauration et l'amélioration de son standard of living. Ou bien elle peut négliger ses besoins intérieurs, laisser à son médiocre niveau de guerre son standard of living et développer ses marchés d'exportation. Si l'Angleterre se décide pour la première solution elle n'aura pas assez de matières premières pour se permettre de poursuivre la même voie pendant longtemps. Si elle choisit la seconde, elle se trouve en face à face avec le problème de l'inflation et celui de l'agitation sociale. »

En réalité, dans les deux seules voies envisagées par Palyi, l'inflation menace l'économie anglaise et bien plus encore dans le premier cas que le second. Mais — et c'est bien là un signe des temps — ce que ni l'auteur que je viens de citer, ni beaucoup d'autres avec lui, ne semblent prendre en considération, c'est que l'Angleterre ne peut faire face à ses difficultés économiques que d'une seule façon : beaucoup plus de travail que par le passé, un travail plus intensif, plus généralisé à toutes les classes sociales, plus productif et plus utilitaire également, encouragé en outre par une politique fiscale et monétaire réaliste.

Au cours du XIX^e siècle, l'Angleterre a bénéficié de conditions exceptionnellement favorables qui n'existent plus maintenant que très diminuées. Cela tous les économistes s'en rendent parfaitement compte. Ce que beaucoup d'entre eux semblent oublier c'est que, pour l'Angleterre, le seul moyen de sortir définitivement des difficultés qui menacent son existence, ce n'est pas de songer à construire un million de nouvelles demeures plus confortables que par le passé en y employant 1.500.000 ouvriers pendant une dizaine d'années, mais de construire des habitations simplifiées, où aucune place n'est perdue, d'un entretien plus facile et ne nécessitant que l'emploi de 1.000.000 d'ouvriers pendant dix ans. L'Angleterre ne peut sortir de ses difficultés qu'en forçant indirectement tous les Anglais à travailler mieux, plus longtemps, de façon plus productive et en sacrifiant l'inutile ou le peu utile à l'indispensable. Qu'y a-t-il d'indispensable ? C'est de produire beaucoup, non en vue d'élever le standard of living mais afin de produire un surplus de biens exportables.

Travail et économie, beaucoup de travail intelligent et productif, beaucoup d'économies effectives et productives, voilà quelle doit être la seule devise de l'Angleterre. Seulement, ceci, c'est plus facile à dire qu'à accomplir. La Grande-Bretagne ne peut pas vivre sur elle-même sans une véritable révolution sociale forçant une plus grande proportion de la population à travailler de façon plus effective qu'elle ne le fait actuellement et en rendant définitive — pour une dizaine d'années — l'austérité de vie que le peuple anglais a supportée très courageusement à partir du moment où Hitler a commencé à bombarder Londres. Maintenant les mêmes nécessités brutales n'existent plus, aussi il est facile, parlant en économiste, de dire : voilà ce qu'il

faudrait faire. Voyant les choses en réaliste, je reste persuadé qu'on ne le fera pas (6).

Le revenu national de la Grande-Bretagne a oscillé, de 1925 à 1930, autour de 4.300 millions de livres. Pour 1931 et 1932 il s'est abaissé à 3.860 millions de livres pour se relever ensuite progressivement, atteignant 4.530 millions de livres en 1935 et 4.604 millions de livres en 1938. Pour 1945, le revenu national aurait doublé. A première vue, cela pourrait donner une impression de grande aisance que semble confirmer le budget britannique pour l'exercice 1946-1947, lequel n'est pas loin de s'équilibrer. Toutefois, si l'on tient compte de ce que le pouvoir d'achat réel de la livre a diminué de moitié, l'aisance est entièrement artificielle. Si les dépenses de consommation du public britannique, qui s'élevaient à 3.648.000.000 de livres, en 1938, n'ont atteint que 4.098.000.000, en 1943, c'est parce que le public était très limité dans ses achats. Tout porte à croire que, quel que soit le gouvernement au pouvoir, il ne pourra pas continuer à en être de même.

Avant la guerre les charges subies par l'Etat, en Grande-Bretagne, pour venir en aide aux chômeurs portaient à peu près exclusivement sur des secours en argent au lieu de la méthode plus ortho-

(6) Le pourcentage de la population active par rapport à la population totale est d'environ 10 % supérieur en France à ce qu'il est en Grande-Bretagne. La répartition de la population active en Grande-Bretagne s'établissait comme suit (en milliers de personnes) :

	1939 Juin	1946 Décembre
Charbon	773	730
Services d'intérêt public	212	258
Transport	1 233	1 373
Agriculture et pêche	950	1.081
Bâtiment et génie civil	1 310	1.250
Matériaux de construction et équipement	645	628
Métaux et industrie mécanique	2.278	2 811
Textiles et habillement	1.803	1 405
Denrées alimentaires, boissons, tabac	654	597
Produit chimiques	266	324
Autres industries manufacturières	1 260	1.265
Repartition	2 887	2.304
Production de services divers	2 225	1 966
Services publics	1 465	2 130
Total de la main-d'oeuvre civile	18.000	18.122
Armée et services auxiliaires	480	1.427
Total de l'emploi	18.480	19.549
Hommes et femmes démobilisés n'ayant pas encore repris une occupation		300
Chômeurs	1 270	398
Total de la population active	19 750	20 247
Population totale		48.000

doxe de réemploiement au moyen d'un programme de grands travaux. De 1931 à 1936 les secours de chômage se sont maintenus annuellement aux environs de 230 millions de livres, alors que les grands travaux spéciaux en vue de réduire le nombre des chômeurs, n'ont absorbé, durant la même période, que 3 à 6 millions de livres par an. C'est là une méthode anémiant de secours au chômage à laquelle la Grande-Bretagne devra renoncer totalement lors de la grande crise mondiale de déflation qui éclatera dans les dix ou douze prochaines années (7).

(7) La situation tragique de la Grande-Bretagne, privée maintenant d'une grande partie de l'excédent de sa balance des paiements vis à vis des pays étrangers, ressort nettement de ce que l'on pourrait appeler son coefficient de « suffisance alimentaire ». D'après Colin Clark, la proportion de la valeur de la production indigène de produits alimentaires, en pourcent de la consommation nationale de ceux-ci, n'est, en temps normal, que 39 % pour la Grande-Bretagne contre 91 % pour la France, 103 % la Hollande, 74 % la Belgique, 81 % la Suisse, 104 % la Russie, 91 % l'Allemagne, 92 % les Etats-Unis. Les Pays qui ont les plus forts excédents de produits par rapport à leur consommation sont, toujours en temps normal, la Nouvelle-Zélande avec 265 %, le Danemark 193 %, l'Argentine 133 % et le Canada 117 %.

En 1946, le revenu britannique des personnes privées s'est décomposé de la façon suivante (en millions de livres) :

Salaires des ouvriers..	3 020
Appointement des employés *	1 675
Paie de l'Armée, etc.	523
Loyers	386
Bénéfices commerciaux et intérêts	2 840
Total	8 444
Distributions au titre des assurances sociales, etc.	737
Revenu total	9 181
à déduire : impôts directs	1 876
Revenu privé, taxes déduites.	7.305

Sur ce revenu de £ 7 305 000.000. le public anglais a épargné (bénéfices non distribués, caisses d'épargne, etc.) £ 721.000.000. alors que durant l'année précédente les sommes épargnées avaient atteint près du double.

La différence qui s'est élevée en 1946 à £ 6 584.000 000 représente les dépenses du public britannique en 1946. La-dessus la nourriture n'a absorbé que £ 1 650 000 000 tandis qu'ont absorbé :

Boissons alcooliques	£ 680 000 000
Tabac, cigarettes, etc.	603 000.000
Transports automobiles privés.	121 000 000
Voyages et transports en commun	263 000.000
Divertissements divers	179.000.000
Total	£ 1.846 000.000

somme supérieure aux dépenses de nourriture.

XXXIX

Un exemple réconfortant : la Suisse

DURAND. — Les voyageurs sont surpris par l'atmosphère de calme dont on se sent pénétré dès qu'on arrive en Suisse et par l'accueil sympathique des habitants. On n'y élève aucune objection contre les promeneurs qui parcourent forêts ou pâturages, domaines privés ou communaux. Seules, quelques bonnes vaches, en train de brouter, relèvent la tête pour regarder un instant l'intrus qui pénètre dans leur domaine. Puis elles se remettent à brouter ou à ruminer, comme si rien n'était venu les troubler. Personne ne vous interrompt dans vos courses à travers la montagne, si ce n'est quelque campagnard qui, en passant, vous souhaite la bienvenue.

NÉON. — Aucun pays ne peut mieux que la Confédération Helvétique nous rassurer sur la possibilité de voir s'agglomérer des peuples de langues diverses qui, quoique soumis à la force attractive de grandes nations voisines dont ils sont le prolongement naturel, restent cependant unis sous un gouvernement éminemment démocratique. Un tel pays où l'ordre et le respect raisonnable des droits de chacun s'allient à la liberté est bien digne de servir de modèle à tous les autres Etats.

DURAND. — N'exagérons rien. La Suisse n'est pas la seule démocratie, ni la seule république fédérale. Elle n'est pas non plus le seul pays où des peuples de races différentes vivent en paix, les uns à côté des autres. Ainsi les Etats-Unis...

NÉON. — Ce n'est pas tout à fait la même chose. En Amérique, des peuples divers, venus de toutes les parties de l'Europe, se fondent

rapidement en une nouvelle nation qui devient la leur. Le phénomène mérite d'être noté. La Suisse nous présente un cas différent. Celui de trois, et même si l'on veut, de quatre groupes linguistiques, vivant côte à côte, en bonne harmonie, et restant dans un état d'équilibre presque parfait sans que le groupe alémanique abuse de sa majorité pour s'imposer aux autres groupes linguistiques. A ceux qui arguent que les Etats-Unis d'Europe ne sont pas possibles par suite des différences de langues et de coutumes, la Suisse est un exemple vivant qui montre qu'avec un peu de bonne volonté on pourrait éliminer la cause principale de toutes les guerres : les barrières qui existent entre les peuples. Supprimez les barrières et la guerre devient impossible.

DURAND. — Sans doute, mais on court devant un autre risque, celui des révolutions et celui des sécessions. Les Etats-Unis et la Suisse ont connu ce péril.

NÉON. — Il n'en reste pas moins que pendant six siècles la Suisse a pu conserver la même forme de gouvernement. La sérénité de la vie politique et sociale en Suisse provient, en partie, de l'absence de séparation nette entre les différentes classes sociales. Une noblesse bourgeoise peu différente des riches bourgeois de Zurich, Genève et Bâle. Partout la même vie simple, retirée, sans vain étalage de fortune. Des populations très différentes par leur culture, leur langue, leur religion y sont cependant semblables à elles-mêmes par leur mode de vie, leur conception politique, leur moralité, leur façon de penser. Quoiqu'on ait parfois soutenu le contraire, il existe bien un peuple suisse et les événements récents n'ont fait que resserrer les liens qui l'unissent en lui montrant clairement les dangers que côtoyait la Confédération quand, il y a trente ans, l'influence allemande paraissait l'emporter dans plus de la moitié du pays. L'exemple de la Suisse montre que la pureté raciale et l'unité linguistique ne sont nullement nécessaires à l'unité d'une nation si celle-ci se montre également tolérante et offre les mêmes opportunités à toutes les fractions raciales qui la composent. Le temps aidant, celles-ci finissent par se fondre ensemble au lieu d'essayer à se disjoindre.

L'exemple de la Suisse réfute les théories qui ont cours dans beaucoup d'autres pays où on cherche à démontrer que :

1° Ces pays sont surpeuplés et que, par conséquent, on doit y favoriser une restriction des naissances et limiter l'immigration.

2° Les richesses naturelles et les espaces cultivables sont si largement exploités qu'il n'existe plus d'opportunités nouvelles. Les 4.230.000 habitants qui peuplent la Suisse ne représentent que 100 habitants par kmq, mais sur les 41.000 kmq, plus d'un quart sont absolument stériles. Il n'y a en Suisse, ni charbon, ni pétrole, ni

fer, ni autres métaux en quantités exploitables. A la différence d'autres pays comparables comme la Belgique, le Danemark, la Norvège, la Hollande et le Portugal, la Suisse n'a aucun débouché sur la mer, aucune colonie. Cependant la Suisse est l'un des pays qui est resté le plus constamment prospère depuis plusieurs siècles.

La Suisse constitue la réponse la plus concluante à tous ceux qui prétendent que leur propre pays n'est ni assez fertile, ni assez bien doté en richesses naturelles en même temps que trop peuplé. Il est curieux de noter que la Suisse, infiniment moins bien dotée que l'Angleterre en ce qui concerne les richesses naturelles, a une balance du commerce extérieur beaucoup mieux équilibrée.

Pour 1938, dernière année normale, les importations de la Suisse ont atteint 363 millions de dollars et les exportations 300 millions, tandis que l'Angleterre était obligée d'importer près de deux fois plus de marchandises qu'elle n'en exportait. L'Angleterre vit en grande partie sur son travail passé, sur le produit de ses colonies et de ses investissements outre-mer qui sont également le résultat de ses efforts antérieurs.

Malgré toutes les difficultés naturelles auxquelles la Suisse a à faire face, l'ouvrier suisse jouit d'un standard de vie qui se compare très favorablement avec celui de n'importe quel autre pays d'Europe. Son instruction est très supérieure au niveau général, sa moralité aussi. Son civisme et son patriotisme sont au-dessus de tout éloge.

La Suisse montre, qu'à cœur vaillant, rien n'est impossible et que dans tous les pays où l'on condamne le régime de libre entreprise on cède simplement le pas aux partisans du moindre effort et aux instigateurs du mécontentement des classes moins favorisées.

Au point de vue extérieur, la Suisse quoique entourée de voisins puissants, belliqueux, a su préserver son indépendance pendant plus d'un siècle sans avoir ni à faire aucune guerre, ni à être envahie. La Suisse a toujours respecté scrupuleusement, du moins jusqu'ici, sa neutralité, sans avoir à recourir à des règlements inhumains pour interdire l'accès de son territoire aux réfugiés politiques, malgré le danger évident que cela pouvait présenter pour elle. Ce droit d'asile inviolable, reconnu depuis la plus haute antiquité, quoique souvent violé ou méconnu ailleurs, la Suisse l'a exercé à deux reprises où c'était particulièrement dangereux pour elle. Une première fois, en 1871, et une seconde fois, en 1940, où des régiments français entiers, désarmés, ont reçu l'accueil bienveillant des autorités et des populations helvétiques.

La Suisse, malgré un afflux et reflux continuels d'étrangers, malgré un territoire où seules les vallées peuvent donner lieu à une culture effective, est l'un des pays où il y a eu toujours moins de mendiants et de chômeurs qu'ailleurs.

Le plus bel exemple de la confiance mutuelle d'un gouvernement envers ses citoyens, et des citoyens en leur gouvernement, nous est offert par le fait qu'en Suisse chaque citoyen conserve ses armes, fusil et munitions, une fois qu'il a quitté l'armée et qu'il est rentré dans la vie civile. Connaissez-vous un seul grand pays qui ose faire cela ? Dès que des troubles sociaux se sont produits, ils ont été réprimés immédiatement sans dureté, mais sans faiblesse et sans temporisation. L'exemple funeste des occupations d'usines offert par la France en 1936, n'a donné lieu en Suisse qu'à un semblant d'occupation passé inaperçu parce que les autorités fédérales ont fait comprendre que de telles choses sont un abus intolérable, que liberté ne veut pas dire occuper de force la propriété d'autrui ni empêcher les ouvriers qui veulent travailler, de continuer à gagner leur pain quotidien.

Dans un monde déchiré par des idéologies contraires, la Suisse nous offre l'exemple réconfortant d'un équilibre pratique entre liberté et devoirs, entre l'individu et l'Etat. La Suisse nous montre aussi que Capitalisme ne signifie pas nécessairement chômage, oppression et misère pour les travailleurs. La Suisse, enfin, nous fait voir que, pour un peuple, un solide bon sens pratique et un idéal de vie honnête, simple, même un peu rustique, sont les bases solides sur lesquelles doit se construire un Etat stable et prospère.

Ce qui précède ne doit pas conduire à l'idée que la Suisse, oasis de prospérité et de calme dans une Europe tourmentée, est exempte de difficultés économiques futures. Son excellente situation économique et financière est sujette au même renversement de tendances que celle de tous les autres pays qui ont subi l'inflation mondiale créée par la guerre. Au cours de ces huit dernières années, la dette fédérale de la Suisse a doublé. Elle atteint actuellement onze milliards cinq cent millions de francs suisses, chiffre considérable si on note qu'il se rapporte à une population de seulement 4.500.000 habitants. En 1914, la dette de la France, correspondant à environ quarante-deux milliards de francs suisses actuels, était déjà considérée comme très élevée pour une population qui, cependant, était près de dix fois supérieure à celle de la confédération helvétique.

DURAND. — La dette fédérale des Etats-Unis atteint, par habitant, 8.500 francs suisses alors que celle de la Suisse n'est que de 2.555 francs suisses.

NÉON. — Cet avantage de la Suisse est compensé par le fait que celle-ci a une balance commerciale déficitaire alors que la balance commerciale des Etats-Unis est créditrice. Au cours des années à venir, il est assez vraisemblable que la Suisse aura à faire face à des difficultés de change analogues à celles que la Suède rencontre actuellement. Quand cela se produira, la Banque Nationale Suisse pourra

se rendre compte combien elle a été dans l'erreur en s'opposant au rapatriement en francs suisses de ses avoirs américains et en décourageant leur conversion en or (1). De ce fait, l'économie helvétique et les Suisses subiront ultérieurement sur leurs dollars non convertis en or une perte considérable lorsque l'Amérique changera la valeur-or du dollar comme elle sera condamnée à le faire si elle veut éviter la grave crise de déflation qui la menace.

1. De telles erreurs sont fréquentes dans les directives financières des organismes d'Etat, erreurs que ne commettraient pas des hommes d'affaires mieux enclins à une politique réaliste. Rappelons, pour mémoire, l'erreur de la Banque de France, en 1931, en ne convertissant pas en or en temps voulu ses avoirs sterling ; l'erreur du gouvernement américain en donnant de l'or à la Chine, de 1943 à 1945, pour essayer de maintenir le cours de la monnaie de Tchang-Kai-Shek à des taux que ne justifiait pas le désordre monétaire chinois ; l'erreur de la France, en 1945, en réglant en or et au pair, à la Grande-Bretagne, des dettes sterling-papier, avec ce résultat que maintenant l'Etat français se trouve temporairement créditeur de sterling inconvertible ; l'erreur de la Grande-Bretagne en permettant, pour des raisons techniques, que l'or tchèque détenu par la Banque des Règlements Internationaux à Bâle soit livré à Hitler, etc. Toutes ces fausses manœuvres avaient bien en leur temps des excuses politiques ou sentimentales (?), mais que reste-t-il maintenant du « good will » que cela créait à l'époque ? Seuls subsistent à leur pleine valeur-or les gains et les pertes. On s'en aperçoit bien lorsque interviennent de nouvelles négociations. Entre Etats, les générosités financières passées constituent un actif qui se déprécie vite. Avant 1914 les différentes banques d'émission oubliaient moins le vieux proverbe : « Il vaut mieux tenir que courir », lequel peut se traduire ici : « Il vaut mieux avoir de l'or dans sa caisse que dans celle du voisin ».

XL

Problèmes irlandais

(Dublin, juin 1946.)

DURAND. — Voici deux cartes postales. Par hasard, elles se côtoyaient à la devanture du libraire où je viens de les acheter. L'une représente un château crénelé tel qu'on en voit tant en Irlande... la plupart d'ailleurs édifiés ou reconstruits à l'époque de la Reine Victoria. C'est une demeure imposante avec un très beau parc. L'autre nous montre un de ces pauvres paysages comme il y en a encore en Irlande, avec un ciel tout bourré de nuages gris qui semblent peser lourdement sur la terre noirâtre. Un âne traîne un chariot primitif chargé de tourbe et un homme en haillons, courbé prématurément, dirige l'âne de la main gauche à travers la lande déserte tandis qu'il s'appuie à droite sur un gourdin. Ces deux cartes postales sont symboliques de l'ancienne Irlande. D'un côté, le manoir avec le squire assez bien pourvu mais menant une vie de rustre ; de l'autre, la misère noire du paysan irlandais.

La région de Dublin donne une tout autre impression. On y voit tout à l'entour un nombre considérable de maisonnettes de 4 ou 5 pièces, propres, confortables même. Il est surprenant qu'une ville sans grande industrie arrive à faire vivre si décemment tant de gens qui semblent plutôt appartenir à des classes moyennes qu'à un prolétariat comme on en voit dans quelques-unes de nos villes industrielles. En revanche, il y a encore pas mal d'enfants en guenilles, courant les rues pieds nus.

Avant de débarquer à Dun Laoghaire, je me disais, voilà un pays neutre, tout proche voisin de l'Angleterre laquelle, depuis six ans, a un besoin urgent des denrées agricoles que l'Irlande fournit : beurre, fromage, œufs, lard, viande. Quelles affaires fructueuses ont

dû faire les Irlandais restés chez eux, quant aux autres, ceux qui ont travaillé dans les usines anglaises, ils ont obtenu des salaires inespérés en temps ordinaire en même temps qu'ils apprenaient des métiers divers. Cela paraissait si logique que je n'ai pas honte d'avouer mon erreur. En fait, les choses n'ont pas eu tout à fait les résultats qu'on pouvait imaginer. L'Irlande, après six années de neutralité, se retrouve, économiquement parlant, à peu près au même point qu'en 1939. Autant et plus que par le passé l'Irlande dépend beaucoup de l'économie anglaise.

JOHN BULL. — Les Irlandais nous ont fait payer assez cher ce qu'ils nous ont vendu depuis le début de la guerre. Si cela ne les a pas enrichis, je n'y comprends rien.

DURAND. — C'est pourtant très simple. Les denrées agricoles ont renchéri, c'est entendu. Mais les livres sterling que l'Irlande reçoit ainsi repartent tôt ou tard de l'autre côté, vers sa voisine, la Grande-Bretagne. Eire doit lui acheter des produits manufacturés. Ceux-ci, là du moins où les prix sont libres, ont augmenté en Angleterre bien au delà de ce qui s'est ajouté aux produits agricoles si l'on tient compte de la détérioration, considérable en qualité, des articles manufacturés exportés par la Grande-Bretagne.

Quand un Irlandais achète une paire de draps de coton d'une qualité considérée autrefois tout au plus bonne pour des domestiques, il paie celle-ci 40 shillings la paire, laquelle, en 1939, ne lui aurait coûté que 8 shillings. Une paire de mauvais souliers lui coûte 40 shillings et davantage au lieu de 16 shillings avant-guerre, une paire de simples chaussons 20 shillings au lieu de 8 shillings autrefois ; un poste de radio, qui n'aurait guère trouvé d'amateur en 1939 à 3 £, s'obtient difficilement maintenant avec 10 £, et ainsi de suite. Ce n'est pas tout. Si la balance commerciale de l'Irlande s'équilibrait il y aurait compensation entre la hausse des produits manufacturés qu'elle achète au Royaume-Uni et les denrées agricoles qu'elle lui vend. Malheureusement il n'en est pas ainsi. Résultat : l'Irlande n'a pas bénéficié de la guerre.

JOHN BULL. — C'est assez naturel. Pourquoi en aurait-elle profité ? En avons-nous profité, nous autres, Anglais ?

DURAND. — Vous oubliez que l'Irlande est restée neutre...

JOHN BULL. — C'est justement ce que nous lui reprochons.

DURAND. — Cela, c'est une autre question. Restons-en sur le terrain économique.

JOHN BULL. — Vous ne pouvez séparer l'une de l'autre.

DURAND. — D'ailleurs si l'Irlande s'était rangée 100 % à vos

côtés dès le début elle s'y serait ruinée. Vous auriez dit, puisque l'Irlande fait la guerre à nos côtés, elle doit supporter les mêmes charges que nous. Sa contribution en hommes et en argent doit être la même que la nôtre, toute proportion gardée, bien entendu.

JOHN BULL. — C'eût été la logique même.

DURAND. — Vous le voyez bien. Si on envisage la question sous le strict point de vue des intérêts matériels de chacune des parties on arrive à des conclusions irréconciliables. Chacun a raison à sa manière.

JOHN BULL. — A vous entendre, si l'Irlande n'a pas amélioré sa situation en restant neutre, elle aurait compromis celle-ci en s'associant 100 % à notre effort. L'Irlande ne pouvait donc faire mieux.

DURAND. — C'est ce qui vous trompe. L'Irlande a manqué une occasion magnifique de s'enrichir et de s'équiper industriellement aux frais...

JOHN BULL. — Pas de nous, en tout cas.

DURAND. — Aux frais du prêt-bail américain. Supposons que l'Irlande ait fait comme les Turcs. Supposons qu'au cours de l'année 1943, alors qu'il n'y avait plus grand risque, l'Irlande ait déclaré un statut de non-belligérance favorable aux Alliés, qu'elle ait offert au Gouvernement américain de faire travailler ses citoyens dans des usines de guerre irlandaises, édifiées avec l'argent du prêt-bail, ce geste, qui ne lui aurait rien coûté, lui eût rapporté des milliards de dollars. Des soldats américains seraient venus y faire couler le Pactole. L'Irlande aurait une armée avec un équipement ultra-moderne, une flotte marchande constituée par des Liberty-Ships, ses ports, ses routes, ses chemins de fer, ses centrales électriques auraient été entretenus gratuitement car, puisque l'Amérique a dépensé des milliards et des milliards en Amérique du Sud, pourquoi n'en aurait-elle pas fait bénéficier également une Irlande qui, comme les Turcs, ou mieux, comme le Brésil, le Mexique et bien d'autres, se serait toujours déclarée prête à marcher... mais qui aurait toujours trouvé, dans les nécessités du ravitaillement du British Commonwealth et de la protection de ses côtes, des motifs plausibles pour ne dépenser que peu de chose au regard de tout ce qu'elle aurait reçu. Et quel enthousiasme, quelles assurances de good will cela aurait déchaîné en Amérique parmi la clientèle électorale d'origine irlandaise.

Pendant longtemps l'Irlande a fait figure de pauvrese tandis que la Suisse, la Belgique, la Hollande, le Danemark prospéraient. Cela démontre que la servitude d'une nation s'oppose à son progrès. Redonnez-lui la liberté et, avec l'initiative individuelle protégée et encouragée, la nation semble aussitôt renaître à une nouvelle vie. La misère

et la dépopulation qui ont régné pendant longtemps en Irlande n'étaient dues ni à la pauvreté du sol, ni à certains traits du caractère irlandais comme parfois on l'a prétendu bien à tort.

L'exemple de la Suisse, dont le sous-sol est dépourvu de toute richesse naturelle et dont un tiers du territoire est constitué par des régions montagneuses stériles, montre que l'Irlande qui, à bien des égards, est moins désavantagée, peut également prospérer bien au delà de ce que les plus optimistes peuvent supposer à l'heure actuelle si elle poursuit la sage politique dont s'est inspiré jusqu'ici le Gouvernement de M. de Valera. L'histoire du Danemark montre qu'un peuple industriel, travailleur et d'humeur égale, arrive toujours à se tirer d'affaire quand il se met à la tâche avec une volonté persévérante et qu'il y est encouragé par un régime libéral.

En 1864, après l'annexion du Sleswig-Holstein par l'Allemagne, le Danemark fut confronté par une nouvelle difficulté, économique, celle-là. Heureusement, le peuple danois n'en tira pas prétexte pour émigrer vers des pays neufs. Après pas mal d'efforts, la coopération de tous sauva le pays d'une misère semblable à celle de l'Irlande. Jusqu'alors, et comme en Irlande, la production des céréales et du bétail avait été la base de l'économie danoise. La crise mondiale de 1873, la concurrence des blés d'Amérique et enfin l'élévation par l'Allemagne des droits de douane sur le blé et le bétail, ruinèrent l'économie danoise. Pour l'agriculture, le blé et le bétail sont ce qui correspond dans l'industrie à des produits bruts. Le beurre, le fromage, le lard, le jambon correspondent aux produits finis. Quand la grosse industrie ne peut plus vendre ses produits bruts, elle doit essayer de les écouler à l'état semi-ouvré ou fini. C'est à une transformation analogue à laquelle le Danemark procéda à partir de 1875. Les champs de blé furent convertis en prairies, le bétail, au lieu d'être exporté, fut exploité en vue de la production de produits laitiers, de lard et de jambon. Depuis cette époque on peut mesurer les progrès accomplis par le Danemark aux dépens de l'Irlande. En 1938, les importations anglaises de produits irlandais n'ont atteint que 2,5 % de toutes les importations au lieu de 4,1 % pour les importations de provenance danoise, alors que la superficie de l'Irlande est de 26.600 milles carrés contre seulement 16.575 milles carrés pour le Danemark et que la population de Eire atteint environ 3.000.000 d'habitants contre 3.777.000 pour le Danemark.

Malgré la stérilité de certaines parties de l'Irlande, celle-ci, en accomplissant de nouveaux efforts serait susceptible de produire autant, aussi bien, et même à meilleur compte que le Danemark car la main-d'œuvre y est moins exigeante.

C'est en améliorant et en maintenant scrupuleusement la qualité et l'uniformité de leurs produits que les Danois sont arrivés à les

écouler, non seulement en période de prospérité, mais aussi en période de crise. En France, nous avons des beurres et des fromages qui, pour la finesse et le goût délicat, surpassent tous les autres mais, concurrentement, nos fermiers produisent aussi beaucoup de produits médiocres par suite de soins insuffisants. La diversité de qualité de nos beurres, la mauvaise conservation de certaines provenances, nuisent à la réputation de l'ensemble de ceux-ci sur le marché anglais. Autrefois l'Irlande était le fournisseur attitré de l'Angleterre pour son beurre, ses fromages, son lard et ses jambons. Mais, tandis que l'Irlande individualiste et opprimée, continuait à expédier des produits irréguliers, le Danemark ne tardait pas à la supplanter en produisant des beurres, des œufs, des jambons et des lards standardisés d'une bien meilleure conservation et faisant prime sur les produits irlandais désormais moins appréciés.

JOHN BULL. — Et pourquoi l'Irlande n'a-t-elle pas imité plus tôt le Danemark ?

DURAND. — En partie pour des raisons analogues à celles qui existent en France : manque de coopération, indifférence des paysans, instruction insuffisante. En partie, aussi, pour des causes propres à l'Irlande. Le marasme de l'économie irlandaise est incompréhensible pour quiconque oublie un fait essentiel. Pendant longtemps aucune richesse ne pouvait s'y former, ou plutôt y rester, parce que tous les revenus de l'Irlande étaient absorbés par les landlords anglais.

De même, la France, sous l'ancien régime, voyait sa paysannerie pressurée par la noblesse et par les fermiers généraux. Le paysan avait beau travailler depuis le petit jour jusqu'à la nuit, il n'arrivait qu'à vivre d'une façon misérable. Toutefois, si le fruit du labeur de nos paysans ne leur profitait que maigrement, le produit en était dépensé dans le pays, il restait dans le pays. Si cela n'enrichissait pas nos paysans, cela profitait du moins plus ou moins indirectement à l'économie nationale.

En Irlande, c'était différent. Les propriétaires du sol ne résidaient pas en Irlande mais en Angleterre. Les fermages payés par les paysans irlandais étaient dépensés en Angleterre. Cela constituait une saignée permanente qui ne retournait ni aux campagnes, ni même aux habitants des principales villes d'Irlande pour en améliorer la condition. C'était une hémorragie perpétuelle sans que jamais rien ne reflue vers la source. L'absentéisme des grands propriétaires fonciers est déjà regrettable en lui-même parce que, vivant au loin, ils ne s'intéressent à leurs domaines que par les revenus qu'ils en reçoivent. Les terres sont donc mal soignées, les fermes négligées, les instruments et les méthodes de culture restent primitifs. Si, en outre, ceux qui reçoivent les produits du sol le dépensent dans une économie autre que l'économie

nationale, alors le mal est à son comble. C'est là qu'il faut rechercher la cause de la misère chronique de l'agriculture irlandaise et ce qui la distinguait essentiellement de l'économie danoise. D'autre part, l'Irlande était prolifique et pauvre, les plus actifs et les plus entreprenants de ses jeunes gens émigraient. L'émigration d'individus jeunes et aptes au travail constitue une perte de substance pour la nation, tandis que l'émigration d'individus qui approchent de l'âge improductif équivaut à l'élimination d'un passif.

Pour l'immigration, c'est naturellement l'inverse. Il faut ouvrir toutes grandes les portes par lesquelles arrivent des individus jeunes et disposés à travailler, et les fermer pour les individus âgés qui n'importent pas avec eux des ressources équivalentes à ce qu'ils sont susceptibles de consommer.

Mais, que faire, dira-t-on, quand un pays sans colonies a une population pléthorique qu'il ne peut employer chez lui ? Il y a lieu alors de diriger l'émigration vers des territoires limitrophes afin de constituer pour l'avenir des jalons de pénétration pacifique. Si ce n'est pas possible, il est préférable que les émigrants aillent se concentrer sur des territoires habités par des populations peu civilisées, afin d'y former un bloc compact, qui finisse par absorber ou éliminer les éléments indigènes. Si évidents que soient ces principes on constate que, dans bien des cas, ils n'ont pas été suivis. C'est le cas, en particulier, pour l'Irlande. Depuis des siècles l'Irlande est la victime d'une hémorragie effroyable. Actuellement, Eire compte 2.953.000 habitants, chiffre infime si l'on réfléchit que, depuis le début du siècle dernier, 30.000.000 de ses enfants ont fait souche en des terres étrangères. Des gens à courte vue s'imaginent que les maigres envois d'argent que font les émigrants, pendant une ou deux décades, compensent de telles pertes. Erreur profonde. Comme tout le monde, ils sous-estiment le capital humain si on sait l'employer intelligemment. Ils ne se rendent pas compte qu'un émigrant âgé d'une vingtaine d'années a consommé quantité de choses que d'autres individus ont dû produire et qui, du point de vue national, ont été gaspillés en vain.

Dès que l'on se place sur un plan plus élevé, les principes précédents se trouvent démentis. Il est de l'intérêt de la civilisation et du progrès que les individus aillent se fixer sur les terres les mieux appropriées à leurs qualités physiques et morales. Si l'Irlande, du point de vue étroit d'un nationaliste, a souffert depuis longtemps d'une hémorragie qui l'a appauvrie, c'est un sang généreux qui, en d'autres parties du monde, notamment en Amérique, a bien servi la cause de la civilisation.

Si, il y a un siècle, l'Irlande du Sud souffrait désespérément, cruellement, ce n'était pas faute de gardiens de l'ordre. Dans une lettre qu'il écrivait à Karl Marx, en mai 1856, à la suite d'un voyage

qu'il fit en Irlande, Engels raconte qu'il s'y trouve « des gendarmes, des prêtres, des hommes de loi, des bureaucrates, des squires à profusion et une absence complète de toute industrie, si bien qu'il serait difficile de comprendre comment tous ces parasites arrivent à vivre si la misère des paysans ne fournissait l'autre moitié du tableau. Des mesures vigoureuses sont en évidence à chaque coin du pays. Le gouvernement se mêle de tout mais de self-government il n'y a pas trace. Je n'ai jamais vu autant de gendarmes dans aucun pays et les traits de brute avinée, caractéristiques du gendarme prussien sont développés, ici, à la perfection parmi la police qui est armée de carabines, de baïonnettes et de menottes... Tout l'ouest de l'Irlande mais, plus particulièrement la région de Galway, est semé de demeures paysannes dont la plupart n'ont été abandonnées qu'à la suite de la famine de 1846. Je n'avais jamais pensé que la famine pouvait revêtir une telle réalité tangible. Des villages entiers sont dévastés, et là, parmi eux, s'élèvent les parks splendides des lords provinciaux. Ceux-ci restent à peu près les seuls gens qui vivent encore là. Pour la plupart ce sont des hommes de loi ».

Dès que l'Irlande eut recouvré sa liberté, le nouveau gouvernement s'est mis à l'œuvre. A son tour il a usé de règlements et de gens destinés à les faire respecter. Mais constatons la différence des méthodes par la différence des résultats. Jadis, les voyageurs qui visitaient l'Irlande attribuaient aux paysans irlandais nombre de défauts parmi lesquels la paresse n'était pas le moindre. Il est devenu évident que ces défauts, en admettant qu'ils fussent réels, étaient la conséquence même du régime imposé à la paysannerie irlandaise par ses landlords. Maintenant, pendant la belle saison, nous voyons les petits fermiers irlandais, tout comme les paysans français, travailler dans leurs champs, de l'aube jusqu'à la tombée de la nuit. De nouvelles demeures ont remplacé les ruines ou les taudis de jadis.

La situation économique de l'Eire serait restée extrêmement difficile malgré le « Land Purchase Act » de 1924, si on n'avait pas réussi à imposer toute une série de réformes qui ont obligé les fermiers irlandais à améliorer et à standardiser leur production de produits laitiers et de viande. La domination anglaise n'aurait jamais pu parvenir à réaliser de telles réformes.

La loi sur les œufs (Egg Act) a été promulguée en août 1925. Elle a eu pour effet immédiat d'accroître la demande des œufs d'Irlande sur les marchés anglais lesquels constituent leur débouché naturel. L'acte exige que tous les œufs destinés à l'exportation en quantités commerciales soient examinés, conditionnés, marqués et emballés suivant certaines règles prescrites par le gouvernement. Un exportateur d'œufs peut être éliminé de la liste des exportateurs autorisés non seulement s'il n'observe pas les règlements en vigueur mais,

même, s'il ne fait pas honneur à ses engagements commerciaux concernant les délais de livraison. Il y a plus. La vente d'œufs qui sont extérieurement sales ou impropres à la consommation humaine constitue une offense punissable. Les « Dairy Produce Acts » de 1924-1925, destinés à assurer la bonne qualité et la standardisation des produits laitiers exportés, prévoient une amende maximum de £ 10, qui peut être aggravée par de la prison, en cas de récidive.

Des mesures analogues ont été prises pour l'exportation des viandes. Pour être impartial, reconnaissons qu'aucun gouvernement britannique n'aurait pu aller aussi loin dans la voie des réglementations sans provoquer des troubles révolutionnaires. Les réglementations les plus utiles ne deviennent acceptables que si elles s'effectuent dans une atmosphère de liberté politique complète et si elles sont dépouillées des complications inutiles que des bureaucrates, trop ingénieux et tracassiers, se plaisent souvent à imaginer avec une ingénuité qui atteint parfois l'incohérence.

Il peut paraître incompréhensible que l'Irlande, pays agricole, ait besoin d'importer du blé, et autres produits de la terre, d'Argentine. Il en a été importé pour £ 2.360.000 en 1937 et pour £ 1.412.000 en 1938. Une nation a intérêt à importer ce qu'elle trouve à meilleur compte ailleurs, surtout quand ce sont des produits bon marché, et, au contraire, à exporter ce qu'elle produit, dans de meilleures conditions, eu égard aux marges bénéficiaires. En Irlande, pays de pâturages toujours verdoyants, la culture du blé est moins rémunératrice que peut l'être la production des produits laitiers. L'Eire a donc intérêt, comme le Danemark, à importer d'Argentine le surplus de sa consommation de grains et à porter davantage ses efforts sur des productions qui, pour une même superficie, fournissent une recette plus importante.

L'Irlande du Sud, agricole, et l'Irlande du Nord, industrielle, forment un tout économique dont chaque partie se complèterait heureusement. Leur séparation est mutuellement nuisible. La région industrielle de Belfast est destinée à souffrir plus durement lors des crises de déflation des prochaines années, que l'Eire, surtout agricole. Peut-être qu'à ce moment-là l'Ulster comprendra mieux combien lui sont nécessaires les produits du Sud. D'autre part, la formation dans l'est de l'Eire de classes moyennes purement irlandaises, jouissant d'une culture anglo-saxonne et d'un niveau de vie comparable à celui des Anglais, est de nature à rapprocher les deux peuples en égalisant leur condition et à faciliter le rattachement des comtés de l'Ulster à ceux du Sud. Enfin, l'Eire a peut-être entre les mains une chance ignorée ou méconnue, c'est que la vaste nappe carbonifère qui, partie de Westphalie, se prolonge jusque dans le pays de Galles, après avoir enrichi le sous-sol de la Belgique et du nord de la France, se prolonge au delà de la Mer d'Irlande, dans la direction de l'ouest, en certains

points de l'Eire elle-même. Mais, à quelles profondeurs ? Voilà la question.

L'avenir lointain de l'Irlande paraît plein de promesses comme escale naturelle pour le trafic aérien et maritime. La région de Cobb, dotée d'un port franc, pourrait devenir un entrepôt naturel pour les échanges entre l'Amérique et l'Europe septentrionale. Présentement, il n'en reste pas moins que l'Eire est encore un peu le parent pauvre de la Grande-Bretagne. C'est celle-ci qui détient les cordons de la bourse de l'Irlande, qui ne peut rien acheter au dehors, ou presque, sans l'agrément de Londres.

Il ne servirait à rien pour l'Eire de continuer à accroître ses avoirs en sterling, lesquels n'ont qu'un pouvoir d'achat aléatoire, puisque la livre sterling est appelée à se déprécier davantage. L'Eire doit comprendre que si elle ne profite pas des besoins urgents du ravitaillement de la Grande-Bretagne pour lui vendre ses produits agricoles contre des navires et des machines et non contre du sterling, inconvertible et non échangeable, dans quelques années la même opportunité n'existera plus.

Parmi les pays neutres, l'Eire est celui qui a le moins profité de la guerre : on peut même se demander si, malgré certaines apparences, l'Eire en a profité. La réponse à cette question dépend de ce que l'avenir réserve à ses avoirs en sterling. Arrivera-t-elle à les échanger en quelque chose qui ne se déprécie pas ? Voilà la question qui se présente, actuellement, sous un jour peu favorable.

Au contraire, d'anciens pays pauvres comme le Portugal ont pu, au cours de la guerre, fortifier considérablement leur économie. En 1939, l'Etat portugais possédait 921 millions d'escudos d'or auxquels s'ajoutaient 536 millions d'escudos de devises-or. En 1946, or et disponibilités-or s'élevaient à 10.707 millions d'escudos contre 8.793 millions d'escudos de billets en circulation.

XLI

Mirages sahariens

DURAND. — Lors du Congrès travailliste britannique (mai 1947), le Ministre de l'Air, Mr. Noel Baker, a présenté une Charte mondiale pour tous les socialistes et gouvernements socialistes. Probablement, pour ne pas avoir à s'étendre de trop sur les résultats des nationalisations en Grande-Bretagne, Mr. Noel Baker a évoqué un programme grandiose de grands travaux dans le monde entier. Pour l'accomplir, assure le Ministre anglais, il suffirait que nous « puissions éliminer la peur de la guerre, car il n'y aurait plus aucune tâche que nous ne pourrions vaincre. Nous pourrions utiliser au quintuple les terrains agricoles disponibles au Proche-Orient. Nous pourrions irriguer le Sahara et modifier à moitié le climat de l'Afrique. Nous pourrions amener l'eau dans le désert de Kahalari et donner vie à de nouveaux pays ; la Chine dispose de douzaines de fleuves sur lesquels pourraient être construites des usines de forces motrices gigantesques. L'accomplissement de toutes ces tâches est un jeu d'enfant en comparaison de la découverte du radar et de la bombe atomique ».

L'obstacle le plus grave à un tel programme, ce n'est pas la crainte de la guerre, mais la peur qu'évoquent, chez tous les capitalistes, la socialisation des moyens de production et l'avènement de régimes plus ou moins communistes. Pour que l'irrigation du Sahara devienne payante, il ne serait pas exagéré de compter sur une trentaine d'années. Trente ans ? qu'est-ce cela ? dira Mr. Noel Baker. N'avons-nous pas l'avenir devant nous ? N'empêche que pendant trente années il faudrait entretenir au Sahara une équipe de quelque 20.000 travailleurs. Comme les socialistes anglais répudient le travail forcé à la russe, serait-il indiscret de demander à Mr. Noel Baker où il pourrait trouver les capitaux nécessaires ? Autrefois, cela eût

été possible. En France et en Angleterre on aurait constitué une compagnie à charte en lui octroyant pour deux cents ans la totalité des droits miniers sur la moitié de l'immense Sahara. Moyennant ce mirage des richesses enfouies, que renferme d'ailleurs très probablement le Sahara, en particulier sous certains affleurements précambriens du Hoggar, une foule de petits capitalistes, principalement en Angleterre et en France, se serait littéralement ruée — si les temps étaient favorables — pour apporter leur argent à l'œuvre grandiose de faire fructifier les sables sahariens. Mais la Grande-Bretagne, la France, la Hollande, les Etats-Unis, à peu près tous les gouvernements du monde, se sont si bien appliqués à détruire la poule aux œufs d'or qu'aucun capitaliste, même parmi les plus obtus, n'ignore maintenant que si, dans l'avenir, une entreprise mondiale devient payante, il se trouvera bien quelque part quelque autorité, légitime ou non, pour en exiger la nationalisation à moins que, dans le cas d'entreprises coloniales, on se contente de l'abandonner, sans indemnité aucune, aux Bédouins, aux nègres, aux Vietnamiens, aux Malais et aux Chinois accourus de toute part pour venir collaborer aux entreprises grandioses rêvées par Mr. Noel Baker.

Sans doute, il est loisible à n'importe quel fantôme de gouvernement de battre monnaie par la planche à billets. C'est alors un emprunt à fonds perdus que l'Etat contracte auprès des travailleurs, car on n'a pas encore découvert le moyen d'entretenir des ouvriers à des travaux improductifs pendant toute une génération sans que d'autres ouvriers travaillent, là ou ailleurs, à les nourrir, les vêtir et les équiper.

Et voilà bien le dilemme qui se posera aux gouvernements communistes de l'avenir, après qu'ils auront consciencieusement détruit toute velléité capitaliste chez leurs administrés : travail forcé ou travail limité à des entreprises rentables, sinon immédiatement, du moins susceptibles de nourrir leur homme dans un avenir assez proche, pour que les billets ou les bons d'épargne mis en circulation pour payer les travailleurs ne deviennent pas rapidement sans valeur entre les mains de ceux-ci.

XLII

Problèmes asiatiques

SMITH. — Il est curieux de constater que ce sont souvent les pays les plus abondamment pourvus en richesses naturelles où vivent des populations misérables.

NÉON. — Ceci démontre que, seul, le travail intelligent, crée des richesses véritables. Conclusion : Si notre terre est pauvre, le travail est une nécessité. Si notre terre est riche, c'est une honte de ne pas la mettre en valeur par un travail intensif en s'aidant de procédés modernes.

SMITH. — Mais que faire quand, comme aux Indes, les difficultés proviennent d'une population qui s'accroît trop vite quoique la probabilité de vie, aux Indes, ne soit que de vingt-six années : 45 % des enfants y meurent avant d'avoir atteint l'âge de 5 ans.

NÉON. — Pour élever le standard de vie il ne suffit pas d'en mettre les moyens à la portée des populations. Il faut encore que celles-ci veuillent faire les efforts nécessaires pour se les procurer par leur travail. Si l'on veut faire œuvre humanitaire effective, au lieu de se borner à des déclarations pompeuses mais vides de sens sur le droit des indigènes à se gouverner eux-mêmes, il faut commencer par les en rendre capables, par leur donner le goût d'une vie ordonnée et laborieuse où la tolérance envers autrui, et les religions d'autrui, est le premier pas vers l'indépendance.

La civilisation comporte trois stades. Celui de la vie primitive, sauvage. Puis s'instaurent des régimes semblables à ceux des Etats barbaresques, à ceux qui prévalaient aux Indes, avant la domination anglaise, et en Amérique, parmi les populations indiennes : Incas,

Azèques, Peaux-Rouges. Ce serait une dérision si, sous prétexte de démocratie, les puissances coloniales, Angleterre, France, Hollande, Belgique, après s'être retirées de leurs possessions, laissent le champ libre à des bandes de fanatiques ou de nationalistes. Sous prétexte de démocratie et de self-government, n'abandonnons pas les malheureuses populations des Indes, d'Indochine et d'Afrique, au zèle despotique d'Assemblées irresponsables, contrôlées par des organisations fanatiques pour lesquelles le moyen le plus efficace d'asseoir leur domination consiste à entretenir la haine de la civilisation occidentale et, surtout, celle de ses représentants.

SMITH. — En Amérique, nous avons de grandes sympathies non seulement pour la Chine mais également pour les malheureuses populations des Indes.

NÉON. — Bien des gens se bercent d'illusions au sujet des avantages qui résulteraient pour la civilisation occidentale d'un réveil des populations engourdies des Indes et de la Chine. Le grand leader indien Jawaharlal Nehru nous renseigne à ce sujet : « Ma conception de l'avenir, dit-il, est une fédération qui comprendrait les Indes, la Chine, Burma, Ceylan et l'Afghanistan et, peut-être, d'autres nations ». Une telle combinaison représenterait environ 900 millions d'individus. Qu'elle soit dirigée dans un esprit nationaliste dont le Japon nous a donné un avant-goût et on voit quel danger cela représenterait dans l'avenir pour la civilisation occidentale.

On s'exagère facilement les bénéfices qu'un pays demi-civilisé peut attendre d'un régime de self-government. Cela ressort à l'évidence d'une comparaison du sort des Indes et de la Chine depuis un siècle. Quoique les chiffres de la population des deux pays diffèrent peu et que la superficie des Indes ne représente que le tiers de celle de la Chine, on constate que l'équipement industriel et ferroviaire des Indes est bien supérieur à celui de la Chine. En fait, le réseau ferré des Indes est trois fois plus long que celui de la Chine. Certes, tout n'est pas parfait aux Indes. En tout cas les populations qui s'y trouvent ont pu vivre en paix depuis 1857, tandis que la Chine, durant la même période, a été le théâtre de guerres et de révolutions nombreuses et sanglantes. Les droits politiques ne sont pas négligeables mais ils n'acquièrent réellement de valeur que par l'usage qu'on en fait. Le droit qui importe le plus à l'homme du commun, c'est celui de pouvoir travailler en paix, de rester dans sa demeure inviolée et de ne pas aller mourir en combattant pour des causes qui ne l'intéressent pas.

SMITH. — Les famines qui ravagent périodiquement les Indes sont plus terribles que la guerre.

NÉON. — Ce n'est pas la faute du gouvernement britannique si, de 1891 à 1941, la population des Indes s'est augmentée de près de 110 millions d'habitants. La culture du riz et du coton exige, pour donner des rendements satisfaisants, une irrigation intensive. Les canaux construits durant l'occupation mongole sont encore en usage mais ils seraient bien insuffisants si le Gouvernement britannique ne les avait pas multipliés au point que le système d'irrigation dont est doté les Indes est, dit-on, le plus vaste du monde. Le seul barrage établi à Sukkur, sur l'Indus, grâce à l'initiative de Lord Lloyds, va permettre, quand tous les travaux accessoires qui portent sur 58.000 kilomètres de canaux seront terminés, d'irriguer environ deux millions d'hectares de terrains autrefois stériles, situés dans la Province de Sind, à l'extrémité ouest des Indes britanniques.

SMITH. — L'alimentation des Hindous n'en est pas moins déficiente, même dans les meilleures années.

NÉON. — Par leur propre faute. Les Hindous pourraient ajouter au riz des quantités substantielles de viande et de lait puisqu'ils possèdent quelque trois cents millions de têtes de bétail, presque une tête de bétail par habitant. Mais par suite de pratiques superstitieuses, les Hindous ne tuent guère leur bétail. Ils préfèrent le laisser dépérir, faute de soins. Il meurt littéralement de vieillesse. Il en résulte que le rendement en lait et en viande est déplorable. Voilà des faits auxquels devraient réfléchir longuement ceux qui, pour des raisons politiques ou humanitaires veulent que les puissances coloniales abandonnent la tutelle qu'elles exercent sur de vastes territoires dont les populations, livrées à elles-mêmes, continueraient à vivre dans l'insécurité et la misère.

Pour sortir de l'impasse causée par le système des castes, aux Indes, il faudrait que se produise une révolution sociale par en bas. Pour détruire les castes hindoues supérieures il serait nécessaire que les castes inférieures s'emparent du pouvoir et accueillent alors dans leur sein les castes supérieures humiliées et dépouillées des attributs au nom desquels elles s'opposent à fusionner avec les éléments inférieurs. Il y a des coutumes et des traditions millénaires qu'on ne peut rompre que par une action violente, surtout quand elles sont implantées dans les mœurs encore plus profondément que ne l'étaient, en France, avant 1789, et en Russie, avant 1917, les abus d'anciens régimes. Aux Indes, ces abus sont d'autant plus difficiles à extirper qu'ils sont acceptés, vénérés par la grande majorité des populations. Ces abus, cause de la misère aux Indes, n'ont rien à voir avec le statut politique du pays. La domination anglaise a été certainement un bien, mais elle est impuissante, sans s'aliéner les populations, à supprimer des coutumes nuisibles.

SMITH. — Les peuples ne doivent-ils pas rester libres d'adorer les idoles qui leur plaisent ?

NÉON. — Cela cesse d'être leur seule affaire quand les cultes auxquels ils se livrent sont malfaisants. C'est le cas de l'hindouisme qui est plus qu'une religion pour quelque deux cents millions d'Hindous puisque cela conditionne étroitement leur vie sociale. L'hindouisme, tel qu'il existe actuellement, doit être purifié de certaines pratiques qui sont la cause véritable des famines et de la misère qui règnent aux Indes. Quand Gandhi nous dit : « La Vache est la mère de millions d'Hindous. C'est un poème de pitié. La protection de la vache signifie protection de toute la création muette de Dieu », cela peut paraître touchant car nous imaginons aussitôt de bonnes vaches prêtant leurs mamelles à des millions de petits Hindous tandis que, plus tard, leur chair nourrira des populations affamées. La réalité est tout autre. La vache sert aux Indes de bête de somme pour les travaux agricoles. A part cela elle est pour les Hindous une cause de misère. Elle consomme plus qu'elle ne produit. Il y a aux Indes un troupeau formidable d'environ deux cents millions de bœufs et vaches. Cela représente à peu près le tiers du troupeau mondial mais ce n'est pour l'Inde qu'un poids mort qui l'affame. Les bovins étant animaux sacrés, il est interdit de les tuer. Autrefois des pénalités élevées, allant jusqu'à la peine de mort, étaient infligées aux délinquants. Il est défendu aux Hindous de manger la chair des bovins, même quand bœufs ou vaches sont morts de vieillesse, de maladie ou d'accident. Enfin, leurs excréments mêmes sont sacrés. Les Hindous s'en servent pour purifier l'entrée des habitations ou comme moyen de chauffage, ce qui a pour effet de priver d'engrais les terrains de culture qui s'appauvrissent.

Mais si bœufs et vaches sont respectés au point qu'un Hindou préférerait mourir d'inanition plutôt que d'en faire des beefsteaks, par contre, ils les nourrissent si mal que les vaches ne produisent qu'un lait de qualité médiocre et en quantité insuffisante. Dans le pays des brahmanes où existent plus de vaches que dans n'importe quelle autre contrée on y consomme relativement peu de lait.

Plus néfaste encore est le système des castes. Tout l'édifice social se trouve compartimenté par des cloisons étanches. Il est donc profondément ridicule de voir les partis politiques hindous réclamer l'indépendance de leur pays alors qu'ils maintiennent cinquante millions d'Hindous, qualifiés d'intouchables, dans un état d'abjection épouvantable.

SMITH. — N'y a-t-il donc pas une autre solution qu'une révolution sanglante par en bas pour changer l'atmosphère empoisonnée des Indes ?

NÉON. — L'Inde est surpeuplée. L'Afrique Centrale, au con-

traire, est sous-peuplée et manque de bras pour la mettre en valeur. Il faudrait donc transplanter en Afrique tous les Hindous qui y consentiraient et cela aux frais des territoires africains qu'ils iraient mettre en valeur. Cette solution offrirait des avantages multiples :

1° Décongestionner les Indes, donc disparition des famines et amélioration du sort des Hindous qui y resteraient définitivement ;

2° Diminution des antagonismes de caste aux Indes puisque les intouchables et autres classes inférieures formeraient naturellement le plus gros contingent de l'émigration ;

3° Peuplement de l'Afrique Centrale par une race blanche susceptible de supporter le climat africain ;

4° Suprématie définitive de la race blanche en Afrique, non seulement politiquement et socialement mais, aussi, démographiquement. Le Continent noir acquerrait ainsi des possibilités rapides de développement et de progrès que les éléments nègres sont incapables de lui assurer. L'Afrique peut faire vivre cinq cents millions d'individus. Elle serait donc susceptible de recevoir en l'espace de cinquante ans une centaine de millions d'Hindous.

SMITH. — Les efforts que l'on a tentés dans ce sens se sont heurtés à la prétention de certains colons européens d'empêcher l'arrivée de nouveaux colons si ceux-ci n'appartiennent pas au même groupe ethnique qu'eux-mêmes. C'est ce qui est arrivé aux Hindous venant des Indes britanniques pour peupler la région du Tanganyika. Ils étaient encouragés par le succès de dix mille des leurs, lesquels cultivent plus de 100.000 hectares, possèdent la plupart des hôtels et contrôlent les trois quarts du commerce de détail du territoire sous mandat.

NÉON. — Ceci démontre que l'opération aurait les plus grandes chances de succès puisque les Hindous, qui ont été importés au Tanganyika, ont trop bien prospéré au gré des colons européens qui s'y trouvaient concurrencés. Laissons de côté, si vous voulez, le Kenya qui, en raison de sa salubrité, peut constituer le bastion où l'Européen veillera à la tranquillité des territoires adjacents. Il reste alors, pour les Hindous, et tous ceux qui voudraient les suivre, le Congo belge et le Congo français, le Soudan, le Mozambique, l'Angola, le Sud-Ouest Africain et la Rhodésie du Nord. C'est plus qu'il n'est nécessaire. Une seule condition serait requise des émigrants : Renoncement par eux, sous peine d'exclusion, au système des castes et au culte de la vache.

Le peuplement de toute l'Afrique Centrale par des populations blanches, déjà acclimatées au climat comme le sont les Hindous, quel rêve pour les hommes d'Etat de l'avenir, malgré l'opposition violente que manifesterait l'égoïsme indéfendable des colons européens déjà

installés dans le Kenya et l'Afrique du Sud. En ce qui concerne les possessions françaises de l'Afrique Occidentale et de l'Afrique Equatoriale, le même antagonisme ne serait pas à craindre. La France devrait offrir là, aux classes persécutées hindoues, une nouvelle patrie. Quarante millions d'Hindous, devenus citoyens français, condition indispensable à leur admission, pourraient y trouver facilement place. Le noir s'est montré inférieur à sa tâche, l'Européen est incapable de faire souche prolifique en Afrique Equatoriale, donc ayons recours aux Hindous, race blanche, prolifique, industrielle, habituée à travailler sous un climat énervant et susceptible de progrès.

Le problème africain ne comportera avec le temps que trois éventualités possibles : Une Afrique coloniale qui ne se développe que lentement, trop lentement ; une Afrique noire qui prend conscience d'elle-même, se développe, prospère et chasse le blanc, considéré comme un parasite, après avoir été un initiateur, un protecteur et un instructeur ; enfin, une Afrique mi-noire, mi-asiatique, où l'on favoriserait les mariages de colons français avec des femmes hindoues très jeunes. Ces mariages seraient susceptibles de fournir un abondant réservoir de jeunes colons bien Français. Les préjugés raciaux des Britanniques se sont opposés à une telle solution aux Indes. Résultat : l'Angleterre a perdu les Indes.

XLIII

*Les États sous-peuplés,
qui ferment leurs portes à des immigrants désirables,
sacrifient l'avenir au présent*

SMITH. — La Révolution Française, la Révolution américaine et les émeutes et révolutions faites auparavant par les différents peuples, toutes ont eu pour cause originelle des questions fiscales, des impôts confiscatoires. Jadis, toutes les fois que les peuples entreprenaient des révolutions, c'était pour défendre les droits de propriété, non pour les supprimer. Ces droits tiennent donc profondément au cœur de l'homme.

NÉON. — Les droits de propriété ne sauraient être illimités, que ce soit en quantité, en espace ou dans le temps. Il est facile de s'en rendre compte en ce qui concerne la chose la plus précieuse entre toutes : la partie habitable ou cultivable de notre globe. Sans un coin de terre où l'homme peut produire ou se procurer ce qui est nécessaire à son existence, celle-ci est impossible. Quand notre existence est en danger, nous avons non seulement le droit, mais aussi le devoir de nous défendre. L'existence de l'homme étant inséparable de la possession d'un coin de terre où il peut vivre par son travail ou son industrie, il est évident que quelles que soient nos conceptions sur les droits de propriété, les droits d'héritage ou les droits des États aux territoires qu'ils administrent, ces droits, purement contractuels, doivent tenir compte d'un autre droit inaliénable, celui qu'a tout individu à vivre, c'est-à-dire à pouvoir exploiter un petit coin de terre si aucun autre moyen d'existence ne lui est offert par ailleurs. Il s'ensuit de ceci qu'aucun individu, aucun peuple, aucune nation,

aucun groupe de nations n'est fondé à vouloir conserver pour lui seul, une étendue de la surface de notre globe telle que ce qu'il en resterait pour les autres individus ou les autres peuples ne serait plus suffisant pour assurer leur existence.

SMITH. — Les conséquences de votre proposition, si justes qu'en soient les bases, m'effraient par leur caractère révolutionnaire. C'est le fondement des relations entre citoyens d'un même Etat et même des relations entre Etats différents que vous mettez en cause. Que faites-vous du principe de souveraineté ?

NÉON. — Il n'y a pas de souveraineté qui tienne devant le droit à l'existence. D'ailleurs, qu'est-ce que le droit de souveraineté ? Pas autre chose que la consécration par l'usage du principe que les Etats qui sont assez forts ou assez habiles pour conserver une existence indépendante peuvent en agir suivant leur bon plaisir dans les limites de leur Etat. Le principe du droit de souveraineté n'a d'autre base valable que celui de toute convention. Une convention n'engage que ceux qui y adhèrent. En outre, on ne doit pas oublier qu'une collectivité ne peut avoir comme telle, d'autres droits que ceux qui résultent des droits individuels de ceux qui la composent — c'est du moins la thèse que je soutiens. D'autre part, on a trouvé expédient à toutes les époques de limiter les droits des individus et — en particulier — leur droit à la possession de certaines choses. Le principe de souveraineté ne saurait donc s'opposer au droit à l'existence des individus à qui on dénie le minimum de terre libre ou de travail nécessaires à leur existence si, dans les limites de l'Etat où ils résident, il n'y a pas possibilité de produire de quoi manger pour tous.

D'après le Professeur East la surface cultivable de notre globe ne s'élève qu'à 40 % de tous les territoires non submergés et, pour nourrir un individu, il est nécessaire d'avoir un hectare de terre arable. En adoptant ces chiffres, la surface arable de notre globe pourrait subvenir aux besoins d'une population de 5.200.000.000 d'individus, chiffre qui pourrait être atteint d'ici un siècle. Les peuples qui possèdent de vastes espaces insuffisamment exploités doivent les ouvrir à une immigration de choix qu'ils puissent assimiler. Si, dans l'espoir fallacieux de conserver pour eux seuls un « standard of living » exagérément confortable dans un monde affamé, ils élèvent autour d'eux des murailles de Chine, celles-ci finiront par céder à des hordes inassimilables. Le seul moyen de conserver des provisions pour l'avenir, c'est de partager judicieusement ce que l'on a en trop et ce dont les autres manquent. En d'autres termes, l'intérêt de l'Amérique est d'ouvrir toutes grandes ses portes à l'immigration européenne de bonne qualité afin d'être en mesure, plus tard, de les fermer aux flots de population inassimilables. Au début du siècle prochain, il est

possible que la population du monde ait doublé. Par contre, avec les lois actuelles sur l'immigration, celle des Etats-Unis n'aura augmenté que de 30 % pour atteindre 170 millions d'habitants. Toutes choses restant égales, dans une centaine d'années, la population de notre globe pourrait atteindre 7.500.000.000 d'âmes, soit près de quatre fois le chiffre actuel. Si l'immigration européenne aux Etats-Unis est maintenue artificiellement aux environs des chiffres de ces vingt dernières années, les Etats-Unis ne compteraient alors que 340 millions d'habitants.

SMITH. — N'est-ce pas suffisant ?

NÉON. — Oui, si vous étiez seuls dans le monde, mais, si d'autres pays, en Europe ou en Asie, débordent d'individus affamés, l'Amérique du Nord constituera une proie d'autant plus tentante qu'ailleurs on sera davantage à l'étroit. Vous n'aurez pas toujours le monopole de la bombe atomique. L'industrialisation de la Russie qui vous inquiète, jointe à celle de la Chine et des Indes que vous favorisez, et une unification possible des peuples d'Europe sont susceptibles de vous faire perdre votre supériorité technique actuelle. Dans les pays sous-peuplés et riches, l'existence de chacun est estimée à un haut prix. Dans les pays surpeuplés, affamés et inquiets, elle compte peu.

Actuellement, 140 millions d'Américains représentent, en un bloc compact, 15 % des populations susceptibles de former des armées modernes. Etats-Unis et Russie constituent, actuellement, les deux plus grandes puissances mondiales. Dans un siècle, si les choses suivent leur cours normal, l'industrialisation de la Chine, l'accroissement de population dans les territoires soumis aux Soviets, peuvent réduire à moins de 7 % la proportion des effectifs américains par rapport à ceux des autres nations plus ou moins équipées suivant des conceptions ultra-modernes. Les pays sous-peuplés et riches qui voudront maintenir les barrières actuelles contre l'immigration ne pourront y arriver qu'en s'armant jusqu'aux dents... et encore. Dans un siècle nous pourrions assister à une nouvelle ère de grandes invasions. Si les pays de haute civilisation commettent la folie de réduire encore davantage le chiffre de leurs naissances, il est clair qu'à un moment donné les barrières qu'ils opposent à l'immigration libre deviendront bien fragiles.

Ami Smith, si ces arguments vous touchent peu en ce moment, examinons le côté juridique et moral de la question. Vous excipez de vos droits souverains pour défendre l'entrée de votre territoire à des Européens qui ne vous sont inférieurs à aucun point de vue. Veuillez vous rappeler que vos ancêtres, et peut-être vous-même, ami Smith, vous venez de cette Europe que vous méprisez maintenant. Auriez-vous trouvé légitime, il y a quarante ou soixante ans, qu'on

vous dise, à votre arrivée à Ellis Island : « Nous n'avons pas besoin de vous. Retournez d'où vous venez. Nous possédons un immense gâteau que nous avons « acquis » des Indiens. Nous entendons désormais le partager entre nous seuls ». Et s'il y a quarante, soixante ou deux cents ans, un tel langage ne vous eût pas semblé légitime et équitable, ami Smith, que s'est-il passé depuis qui le rende plus légitime et plus équitable, sinon que les possibilités de votre immense territoire sont devenues plus évidentes.

Au reste, les droits de souveraineté derrière lesquels vous prétendez vous retrancher, ne sont-ils pas des droits arbitraires que vous-mêmes vous prétendez limiter dès qu'il s'agit d'organiser la sécurité du monde ? N'avez-vous pas été les premiers à acclamer le mot de Wendell Wilkie quand il a proclamé que « le monde est un ». Qu'est-ce à dire, sinon que le monde de l'avenir est solidaire et qu'aucune des fractions qui le composent ne peut s'en isoler et clore ses portes à une immigration d'éléments non inférieurs à ceux qui l'habitent comme intelligence, culture, mœurs, santé et hygiène ? Pourquoi n'iez-vous interdire l'accès de votre territoire à des Européens qui vous valent et qui sont tout disposés à s'américaniser alors que vous avez conçu le louable propos d'élever à votre niveau des nègres que vous n'arrivez à assimiler qu'en les blanchissant à plusieurs reprises par des unions illégitimes ?

Il est évident que si dans deux ou trois générations, il existe en Europe un peuple qui, faute d'espaces cultivables dans les limites que lui assignent ses frontières, ne peut arriver à nourrir tous ses habitants, les autres Etats qui possèdent encore des territoires insuffisamment exploités ne sauraient refuser de mettre ces territoires à la disposition d'immigrants remplissant certaines conditions.

Sans aucune exception, tous les territoires du globe sont occupés en vertu soit du droit du premier occupant, soit du droit de conquête, soit du droit d'héritage, soit enfin par suite du troc de ces droits contre autre chose. Je veux bien reconnaître que ces droits sont parfaitement respectables, quoique les avis soient partagés à cet égard. Mais si, vénérables et vénérés que soient les droits de découverte, de longue possession, d'héritage, de conquête, ils ne sauraient être tels qu'ils puissent mettre en péril l'existence même de populations dont le degré de civilisation n'est pas inférieur à celui des peuples trop amplement pourvus.

SMITH. — Il n'y a encore rien de tel dans le monde tel que nous le connaissons actuellement.

NÉON. — C'est là une situation qui est appelée à se modifier avant la fin du siècle prochain. Il n'est même pas nécessaire de considérer l'éventualité prévue par Malthus — celle d'un surpeuplement

général de notre globe — pour envisager un problème redoutable qui va se poser avec acuité au cours des prochaines années. Ce problème se relie à la question suivante : Un Etat a-t-il le droit de fermer ses portes à l'immigration ? Sous certaines réserves j'affirme que ce n'est ni son intérêt, ni son droit. La plupart des pays neufs ont à faire face à ce problème : qu'ils s'appellent Etats-Unis, Canada, Brésil, Argentine, Australie ou Afrique du Sud. Eux-mêmes ont été dans le passé les bénéficiaires des principes que j'invoque puisqu'ils ne sont que les héritiers d'autres peuples auxquels ils se sont substitués, parce que ces peuples ne mettaient pas en valeur des territoires immenses qu'ils prétendaient maintenir fermés. La question qui se pose d'urgence est la suivante : Une nation a-t-elle le droit de fermer ses portes à des immigrants appartenant à un type de civilisation qui n'est pas inférieur au type de civilisation et à la valeur intellectuelle, mentale et physique de la moyenne des habitants de la nation qui prétend s'isoler alors que les territoires de cette nation pourraient faire vivre une population bien supérieure à celle qui s'y trouve ? Ceci présente un intérêt considérable. Pour mieux la comprendre, prenons un cas particulier : celui de la Louisiane française en 1750. C'était alors un territoire immense qui comprenait tout le bassin du Mississippi. Il était à peu près limité au nord par les Grands Lacs et les domaines de l'Hudson Bay Company, à l'ouest par les Montagnes Rocheuses, à l'est par les Alleghanies et au sud par la Nouvelle-Espagne (actuellement Mexique) et le golfe du Mexique. Je vous rappelle ces détails car la plupart des Français ont si bien oublié la Louisiane, telle qu'elle existait sous le règne de Louis XV, qu'ils la confondent, le plus souvent, avec l'Etat actuel de Louisiane qui ne constitue qu'une toute petite partie de l'ancienne Louisiane. Supposons qu'après avoir reconnu tout le bassin du Mississippi jusqu'à son embouchure, Robert de la Salle ait transmis ce vaste domaine à ses héritiers, que ceux-ci aient pu en conserver tranquille possession jusqu'à nos jours et veuillent y interdire toute immigration au delà d'un chiffre infime hors de tout rapport avec l'étendue des territoires en question. Une telle prétention ne serait pas soutenable. C'est cependant quelque chose d'analogue qui résulte des lois sur l'immigration, aux Etats-Unis, votées par le Congrès depuis 1921. En 1940, s'ils l'avaient pu, des milliers de Français se seraient échappés de France pour fuir à la domination allemande. Mais, inexorablement, au nom de la loi américaine, on leur aurait répondu : nous pouvons admettre annuellement 27.370 Allemands, mais pour les Français nous ne voulons en admettre, au maximum, que 3.086. Si la conception américaine de l'immigration restait inchangée au cours des années à venir, on pourrait imaginer le cas de pays surpeuplés comme la Belgique où les habitants, incapables de se nourrir faute de terres disponibles, mourraient littéralement de

faim tandis qu'ailleurs existeraient des terres incultes qui n'attendent que des bras pour les mettre en valeur.

Cet exemple démontre l'absurdité des règlements adoptés par certains pays neufs qui, après s'être constitués par l'immigration et enrichis grâce à elle, entendent maintenant lui fermer leurs portes ou à peu près.

SMITH. — Des sauvegardes sont indispensables. Une nation civilisée ne saurait ouvrir ses portes à des éléments indésirables.

NÉON. — Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Il s'agit donc de formuler certains principes généraux admis par toutes les nations afin de régulariser, d'humaniser et surtout de faire en sorte que l'immigration ou l'émigration servent la cause de la liberté individuelle et le progrès de la civilisation, au lieu de s'y opposer, comme c'est devenu bien souvent le cas actuellement. Voici quelques-uns de ces principes :

1.— A chacun, dans le monde, suivant ses aptitudes et son travail.

2.— La terre est l'héritage commun de tous les hommes et les espaces libres non cultivés mais cultivables doivent faire retour à ceux qui sont en mesure de cultiver ces espaces de façon profitable.

3.— A égalité d'aptitude à un certain travail doit correspondre une égalité d'opportunité pour tous ceux qui se déclarent prêts à effectuer ce travail.

4.— C'est la volonté et l'intérêt de chaque communauté et de chaque nation d'employer aussi complètement que possible tous les individus désireux de travailler à des travaux correspondant, autant que possible, à leurs aptitudes.

5.— Aucune nation qui renferme des terres non exploitées ou insuffisamment exploitées ne peut refuser l'entrée sur son territoire à des travailleurs étrangers à condition que ceux-ci :

- a) se déclarent prêts à observer les lois du pays où ils demandent à être admis et s'interdisent toute propagande ultérieure pour renverser les institutions de ce pays ;
- b) soient capables de travailler et de subvenir à leurs besoins de façon qu'en aucun cas ils ne deviennent une charge pour le pays qui les admet ;
- c) appartiennent au groupe des nations dites de civilisation occidentale ;
- d) n'aient pas été l'objet d'une condamnation antérieure pour un délit de droit commun ;
- e) ne soient ni atteints de maladies contagieuses, ni inférieurs mentalement ou intellectuellement à la moyenne des habitants du pays où ils demandent leur admission.

6.— Sont considérées comme vacantes, les terres susceptibles

d'être employées utilement pour une production agricole, si elles demeurent non exploitées ou mal exploitées pendant une période de cinq années consécutives. Les terres déclarées vacantes sont attribuées à des travailleurs agricoles désireux de les exploiter dans des conditions qui feront l'objet de règlements déterminés par la communauté ou par l'Etat.

Si en appliquant ces règles, le nombre des immigrants excédait les possibilités du pays où ils chercheraient à obtenir leur admission, on pourrait réduire le nombre de ceux-ci en donnant la préférence aux plus jeunes, à ceux qui connaissent un métier utile ou à ceux qui possèdent une instruction supérieure. Une immigration, sélectionnée d'après des principes scientifiques au lieu d'être basée sur des conceptions fantaisistes, ne peut être qu'une source de puissance accrue pour les nations qui y auront recours.

Dans un avenir prochain, les nations qui ont de trop seront dans la nécessité, soit de s'armer jusqu'aux dents, soit d'admettre dans leur sein le surplus des individus des nations qui n'ont pas assez, dans la mesure où ces immigrants seraient susceptibles d'être assimilés. Pour tout dire, les différentes nations civilisées seront placées, dans l'avenir, en face du dilemme : guerre ou solidarité. Les différentes nations du globe ne peuvent pas donner à chaque individu une garantie inconditionnelle contre le besoin, mais elles doivent faire en sorte que chacun d'eux puisse toujours trouver quelque part sur cette terre un travail qui lui permette de gagner les deux ou trois mille calories quotidiennes nécessaires à son existence.

XLIV

L'humanité de demain

Parmi toutes les prédictions que l'on entend sur ce que sera la vie de l'homme futur on retrouve généralement l'idée :

1° Que ses heures de travail diminueront jusqu'au point de ne plus représenter qu'une toute petite partie de son emploi du temps.

2° Que ses fonctions intellectuelles se développeront tellement qu'il en résultera une dégénérescence physique.

3° Que, pour subsister, des quantités infimes d'aliments suffiront.

Je ne reviendrai pas sur cette dernière assertion dont j'ai déjà montré l'inanité (1). Examinons les deux autres.

Durant ces cinquante dernières années la longévité humaine a augmenté de 50 %. En Angleterre et aux Etats-Unis la probabilité de survie qui, après la naissance, n'était que de quarante années, en 1846, dépasse maintenant soixante années. Alors qu'en Angleterre, en 1901, les individus âgés de plus de 62 ans ne constituaient que 6 % de la population, ceux-ci y figuraient pour 12 % en 1941. On estime qu'en 1971 cette proportion atteindra 21 %. D'autre part, il y a une tendance très nette à prolonger de plus en plus les études des jeunes gens et à interdire le travail des enfants de moins de 16 ans. Si rien n'est changé à ces deux tendances convergentes, on peut prévoir, par rapport à la population active, une augmentation de la proportion des bouches à nourrir ne fournissant aucun travail corres-

1. On attribue à Berthelot la légende de la pilule quotidienne qui, dans l'avenir, pourrait suffire à tous nos besoins. Une telle assertion est contraire à tout ce que nous enseigne la physiologie et la chimie. Pour fonctionner de façon durable le corps humain a besoin que ses aliments occupent un certain volume et renferment des déchets inutilisés. En outre, la chimie nous enseigne que même si cela était possible physiologiquement sans endommager nos organes, rien ne nous autorise à penser que dans l'avenir on puisse réduire à moins de 800 grammes par 24 heures les aliments calorifiquement nécessaires à l'activité normale d'un individu vivant sous un climat tempéré.

pondant. Ceci implique que les charges sociales pesant sur la partie active de la population sont destinées à s'accroître considérablement dans l'avenir.

Nos tendances humanitaires, de plus en plus exigeantes, et notre organisation sociale tendent à éliminer de tout emploi utile les trop vieux. Là encore, différents facteurs s'exercent dans cette même direction :

1° Sentiment de plus en plus répandu chez les vieux comme chez les jeunes que c'est à la société de subvenir aux besoins des plus âgés.

2° Autrefois, et surtout à la campagne, les vieux avaient leur place réservée au foyer et, bien souvent, la vieille surveillait la popote qui mijotait. Elle aidait à éplucher les légumes, à faire le ménage, etc. Cela ne devient plus guère possible actuellement, les jeunes ayant, le plus souvent, un foyer distinct de celui de leurs parents.

3° Salaires minima. Ceux-ci sont établis sur la base d'un travail effectif. Ils s'opposent donc à l'emploi des vieux qui ne peuvent produire autant que les jeunes.

Toutes ces objections sont irréfutables, mais on répondra : les machines compenseront tout cela. Cette réponse repose en grande partie sur une nouvelle illusion. D'abord, les machines ne se fabriquent pas toutes seules mais, surtout, elles créent chez l'homme de nouveaux besoins. Le cas de l'auto est caractéristique à cet égard. L'auto permet à l'homme d'affaires de se rendre plus vite au lieu de son travail, mais elle a créé aussi des besoins de promenade en voiture qui n'existaient guère autrefois. Pour s'en convaincre il suffisait, avant la guerre, de regarder les longues files d'autos qui partaient le samedi pour un week-end. Or, le week-end nécessite que quelque part ailleurs on trouve bon gîte et nourriture. Cela suppose donc une organisation hôtelière plus étendue que par le passé, et celle-ci constitue une duplication du home que les touristes possèdent eux-mêmes. Les plans de l'urbanisme moderne tendent également à éloigner l'homme du lieu où il travaille. Il n'est donc pas du tout prouvé que l'homme de l'avenir doive travailler de moins en moins. Ce sera d'ailleurs beaucoup mieux ainsi.

Une autre théorie assez populaire est que le développement des fonctions intellectuelles de l'homme conduit à une dégénérescence physique. Parmi les grands savants il y en a, certes, de bien chétifs, mais combien d'autres jouissent d'une santé splendide, bien équilibrée. Pour bien se porter, de gros biceps ne sont nullement nécessaires, ni beaucoup de graisse, bien au contraire. Quant à la généralité des hommes, c'est une erreur grossière de s'imaginer qu'elle deviendra intellectualisée au point que cela constitue un danger physiologique. Le véritable danger est d'ordre mental. Plus je considère les façons

stupides ou nulles dont la plupart des hommes emploient leurs loisirs et plus je doute que, dans l'avenir, une cérébralité trop intense, d'ordre intellectuel, nuise au physique. D'autres activités conduisent peut-être à une déchéance intellectuelle, morale et physique de l'humanité. Ceci, c'est une autre question. Elle n'a rien à voir avec le progrès scientifique lui-même.

Les moyens de communication rapprochant davantage les hommes les uns des autres, les différentes races et nations prenant davantage contact, l'instruction se répandant partout, il doit en résulter que la cadence du progrès va aller en s'accroissant. Les risques de conflit ne disparaîtront pas pour cela. Au fur et à mesure que le monde devient plus petit et que sur toute la surface du globe les populations s'accroissent, que les opportunités de libre développement diminuent, il semble que les bouleversements politiques et sociaux doivent devenir plus nombreux. Confinés autrefois, tantôt à tel coin du globe, tantôt à tel autre, ils tendent à embrasser maintenant toutes les nations. Ce qui se passe chez l'une, devient une aide ou une menace pour les autres. La guerre de 1939 marque dans l'histoire de l'humanité la fin de l'isolationnisme. La première guerre mondiale avait à peine effleuré l'Amérique, l'Asie, l'Afrique et l'Océanie. Cette fois-ci, tout le monde, presque, est entré dans la guerre infernale. Croyez-vous qu'un seul traité de paix terminera tout ? Peut-être en apparence, de même qu'en 1918 on se figurait qu'on allait revenir bien vite à la normale. En réalité on n'y est jamais revenu.

La disparition des distinctions sociales, des aristocraties et des bourgeoisies de naissance, loin d'aider à la stabilité des sociétés futures, doit, au contraire, amener avec elle des facteurs d'instabilité.

Pour maintenir son pouvoir un despote devait s'appuyer sur une certaine classe qu'il favorisait. Toute classe sociale supérieure, toute aristocratie (noblesse, haut clergé, haute bourgeoisie ou intellectuels) est naturellement jalouse de tout pouvoir qui n'est pas le sien et, dans dans une certaine mesure, elle oppose un contrepoids à ce pouvoir. Au contraire, le peuple n'a d'autre ambition que de vivre tranquille dans une abondance relative. La masse du peuple est donc beaucoup plus tolérante envers tout despotisme qui la laisse vivre à l'aise que toute autre classe de la nation, car le propre de tous ceux qui ont pouvoir ou richesses est de vouloir davantage de pouvoir, de considération, de récompenses ou de richesses. C'est ce qui faisait dire déjà à Machiavel qu'un prince devait plutôt chercher à satisfaire le peuple que les grands, lesquels ne sont jamais satisfaits. L'égalité de vote ajoute une raison électorale à la nécessité pour tout gouvernement moderne de chercher son point d'appui parmi les suffrages populaires.

Retournez maintenant la proposition et vous arriverez à conclure, comme l'avait fait Tocqueville, que le jour où, dans une nation, il

n'existe plus qu'une classe sociale, le peuple, cette nation a accompli un grand pas vers une dictature. Ceux qui n'ont qu'une connaissance superficielle de l'histoire romaine s'étonnent que le peuple romain ait pu supporter si longtemps tant de détestables empereurs. En réalité, les persécutions des Tibère, des Caligula, des Néron, des Domitien, des Caracalla et autres, visaient surtout les riches et les membres de l'aristocratie romaine et du Sénat, non la masse du petit peuple. Celui-ci laissait donc faire d'autant mieux, que ces mauvais empereurs étaient plus prodigues en distributions de blé, en spectacles et moins exigeants en matière de conscription militaire. Voilà le grand danger qui menace les démocraties de l'avenir. La plupart des dictatures ont leur origine dans le peuple, dans l'acquiescement populaire, et c'est parmi les aristocrates, parmi les riches, parmi les intellectuels, que se trouve toujours l'opposition. On objectera que le mouvement hitlérien, par exemple, fut subventionné, au début, par les groupes industriels du centre. Que les Junkers y furent favorables. Mais ce fut uniquement parce que les uns et les autres s'imaginaient qu'Hitler n'était qu'un instrument entre leurs mains ; qu'il suffirait, le moment venu, de lui signifier son congé pour qu'il cède sa place ; qu'en lui coupant les crédits cela l'amènerait à composition. Quand gros industriels et Junkers réalisèrent leur erreur, il était trop tard. Ils s'étaient donné un maître dont la puissance reposait sur sa propre organisation et tirait sa source du peuple allemand, des jeunesses hitlériennes et de la Gestapo, mais non de l'aristocratie.

Dans une série d'articles publiés par Jules Romains dans *La Victoire*, en juin 1945, celui-ci s'y déclarait partisan d'un « Gouvernement du Monde », d'un pouvoir spirituel universel. Quelles seraient les attributions, quels seraient les modes d'action d'une telle puissance ? Dès que nous commençons à envisager les réalisations pratiques, celles-ci nous paraissent pleines de dangers, si déirable soit-il « d'orienter l'évolution humaine ».

Parmi les problèmes à résoudre, Jules Romains cite, en premier lieu :

« Le conflit science-liberté, puis, dans quelle mesure, sous quelles réserves, des efforts pour améliorer la qualité moyenne de l'individu dès la naissance, sont-ils légitimes ? Quelle part convient-il de laisser au hasard en ces matières ? Quels compromis ici encore trouver entre la prévision raisonnable, œuvre de la sagesse collective, et la liberté de chacun ? Puis, le problème démographique. De ce côté-là aussi. l'avenir nous réserve de terribles surprises, si nous continuons à laisser les populations pulluler ou décroître au petit bonheur, sans tenir compte de leurs aptitudes, de leurs ressources locales, des ressources générales du globe. »

Ce sont là des suggestions redoutables. Chercher à les mettre en application nous ferait revenir à quelque chose ressemblant au pouvoir spirituel des papes du moyen âge qui excommuniaient les rois et empereurs et déliaient les peuples de leurs obligations.

Est-ce que cela servirait la cause du progrès ? Peut-être au début mais, comme tout pouvoir, cette nouvelle puissance spirituelle

penserait ensuite à établir fermement sa perpétuation. Pour nous préserver de l'anarchie, n'enchaînons pas l'humanité. Et pour quel objet ?

« Pour, nous dit encore Jules Romains, corriger l'inégalité de chances qui favorise actuellement les populations inférieures, imprévoyantes, à demi civilisées, aux dépens des populations les plus avancées. Il entrerait encore dans la compétence du pouvoir spirituel d'examiner les règles et coutumes qui président ici et là à la formation mentale de l'individu. »

Qui ne voit qu'une telle égalisation se ferait aux dépens des peuples les plus avancés au bénéfice des populations inférieures. Ce serait le progrès à rebours. On socialiserait et uniformiserait toutes les populations du globe sans laisser à leur ignorance ceux qui préfèrent celle-ci et, ce qui est pire, on dicterait, en définitive, aux meilleurs, ce qu'ils peuvent ou doivent faire, ce qu'ils peuvent dire ou penser. Pour les biens matériels on leur enlèverait ce qu'ils ont en trop. Non, merci ! Mieux vaut la liberté avec toutes les luttes qui en sont le prix que cet avènement de la médiocrité devenue vertu, de la médiocrité imposée partout dans le monde comme but suprême d'une civilisation imbécile qualifiée « supérieure, progressive ou libérale ».

Les gens les plus sensés sont parfois capables d'avoir les idées les plus déraisonnables surtout quand, réunis en une vaste congrégation, ils se mettent en tête de vouloir faire le bonheur de l'humanité, ou celui d'un peuple élu, ou d'imposer à tous une croyance universelle. Autrefois, cela s'est traduit en définitive par des guerres saintes, des exterminations d'hérétiques, d'idolâtres, de juifs, de catholiques, de protestants ou de mahométans ; de seigneurs, de bourgeois ou de va-nu-pieds. A notre époque, ce n'est pas toujours aussi tragique — quoique les générations futures liront avec stupeur les histoires des camps nazis — mais les symptômes du mal restent aussi inquiétants. Quand le prosélytisme est déchaîné on ne sait jamais à quelles extrémités cela conduit. Le fait que des gens aussi modernes, inventifs, industriels et généreux que les Américains ont pu, à un moment donné, voter la loi de prohibition et que, cette loi qui condamnait à la prison toute personne convaincue de détenir une boisson réputée alcoolique parce qu'elle pouvait contenir un ou deux pour cent d'alcool, a pu être appliquée — plus ou moins en théorie — pendant une douzaine d'années, démontre le fait que l'humanité courrait les plus grands périls si elle se soumettait jamais à un Concile Suprême Universel investi de pouvoirs quasi dictatoriaux — et légitimes — puisqu'ils émaneraient d'une décision de toutes les démocraties du globe terrestre. Un Concile Suprême Universel, seul autorisé à décréter pour ses propres fins l'usage de la bombe atomique, voyez-vous cela ? Il y a de quoi faire frémir tous les individualistes, tous les indépendants, tous les libertaires, tous les révoltés, tous les non-conformistes de l'avenir.

N'oublions pas qu'en Amérique la Vertu ou la Vérité est si

sûre d'elle-même qu'elle devient facilement intolérance. Pendant longtemps, dans certains Etats de l'Union, il a été très dangereux d'évoquer Darwin si ce n'était pour l'anathématiser.

Pour réfuter la thèse de Jules Romains il suffit d'ailleurs de citer Jules Romains lui-même quand, préalablement, il avait décrit de la façon suivante les dangers possibles qui pourraient résulter d'un gouvernement du monde, dangers qu'il entend corriger par un comité consultatif composé d'esprits supérieurs et non de politiciens :

« Il y aura demain comme hier, dit Jules Romains, une multitude de gens crédules, passifs, pleins de cruautés endormies et faciles à réveiller ; et parmi eux des hommes avides de pouvoir, mégalomanes, doués d'un puissant rayonnement magnétique ; les uns et les autres dans les mêmes proportions que jadis et qu'hier.

« Certes, dès maintenant, la biologie n'est pas incapable d'envisager tout un système d'interventions qui, portant soit directement sur les individus, soit sur les lignées, réussirait à modifier profondément la nature d'un certain nombre d'hommes, à diminuer dans le fonds commun la part des anomalies et des tendances criminelles ou néfastes, sans parler d'opérations plus haïdies qui consisteraient à provoquer expérimentalement l'apparition de plusieurs types nouveaux pour choisir ensuite celui qu'il conviendrait de répandre. Mais le seul principe de telles opérations alarme l'esprit, heurte la conscience ; viole les droits de l'homme. Une application même prudente soulèverait mille difficultés. Nous risquerions de nous trouver bientôt en face d'un des abus les plus monstrueux de la technique. Et puis quelle autorité fixerait ou le sens des transformations cherchées, ou les limites à ne pas franchir ? N'importe quelle idéologie, même la plus délirante ou la plus barbare, une fois en possession du pouvoir politique, emploierait à sa guise ces nouvelles ressources de la science (comme on l'a vu par les essais déjà tentés chez les nazis). Qui nous garantit que ce que l'on chercherait à obtenir serait un *homo communis* plus raisonnable et plus bienveillant, et non pas un *homo communis*, à la fois plus obéissant et plus féroce ?

« Le pire est que la raison et l'esprit critique peuvent être domestiqués, élevés comme des animaux de basse-cour ; dirigés vers des tâches définies ; prohibés là où ils seraient une menace pour la folie régnante. On l'a vu aussi en Allemagne. Ces deux armes incomparables de la liberté et de la dignité humaines réclament, pour leur plein usage, une noblesse de caractère, une fierté, un détachement, une sorte de qualité chevaleresque, quelquefois un héroïsme, qui sont rares partout, mais dont il semble bien que certains peuples soient terriblement dépourvus. En tout état de cause, nous serions naïfs de penser qu'une distribution élargie de savoir, et de raison « tout venant », même si l'on s'accordait universellement à la pratiquer, suffirait à garantir les peuples de demain contre une récurrence ou une apparition de folies politiques. »

L'histoire démontre, que ce qui a sauvé l'humanité des chaînes, que des despotes, souvent animés des meilleures intentions, rêvaient pour elle, c'est le fait que contre eux se sont toujours dressés des peuples libres, parfois des barbares, qui sauvaient l'humanité d'un excès de sollicitude. Unifier toutes les nations du globe, ou même seulement unifier toutes les nations de race blanche, ce serait supprimer éventuellement toute nation indépendante, ce serait nous livrer pieds et poings liés à des éventualités encore plus dangereuses que les conflits perpétuels que l'on veut supprimer. Imaginez seulement que quelque Hitler ou quelque Lénine de l'avenir arrive, par des procédés bien connus maintenant, à se rendre maître du Concile-Directeur de la Fédération des Nations. Voilà tout à coup toutes les nations du globe désarmées, peut-être désunies, à la merci d'une tyrannie, d'abord peut-être populaire puis ensuite odieuse, mais maintenue par tout l'appareil formidable d'une puissance à laquelle aucune armée régulière ne serait plus là pour s'opposer.

Ces dangers ne sont pas les seuls. Il pourrait arriver que certains peuples, mécontents de la part allouée à leur activité, ou alarmés par les idéologies que le pouvoir central favorise, cherchent à secouer, les armes à la main, un pouvoir qu'ils haïssent à cause de ses excès d'autorité ou qu'ils méprisent par suite de sa faiblesse et de l'anarchie qui en serait la conséquence.

Les adversaires de l'Etat Socialiste prétendent qu'il n'est pas viable parce que, à la longue, l'Etat Socialiste serait beaucoup moins efficient qu'un système de libre concurrence. C'est très contestable. Il est probable, en effet, qu'après la ferveur du début, une économie socialiste tendra à devenir de moins en moins efficiente. Il ne s'ensuit pas cependant qu'elle cessera d'être viable puisque, en fait, elle constituera un monopole dont les tentacules s'étendront à toutes les activités des citoyens.

Quand les affaires d'un Etat Socialiste iront trop mal dans une communauté de nations qui ne se distingueront plus les unes des autres que par leur degré de socialisation, qu'arrivera-t-il ? Que le peuple changera d'abord le gouvernement puis, les choses allant de mal en pis, le peuple fera une révolution... s'il en a les moyens. Alors deux alternatives se présenteront : l'une, plus à gauche, en socialisant davantage, c'est-à-dire en adoptant une forme communiste, l'autre, plus à droite, en décentralisant. Mais décentralisation ne veut pas dire que l'on en reviendra pour cela au capitalisme d'avant-guerre. Ce sera seulement sous forme de primes à la production, de plus d'autonomie laissée à l'administration locale afin de relever les chiffres des productions les plus indispensables à l'existence confortable de la communauté. Tout cela est parfaitement possible en régime socialiste.

Plus que par le passé, l'activité économique dépendra du régime politique et social et inversement. Les Etats s'étant appropriés les moyens de production, la propriété leur en restera, mais ils pourront en affermer l'exploitation et concéder celle-ci à des coopératives, peut-être même à des régisseurs intéressés, quand l'opinion publique exigera des changements. Or, l'opinion publique, quel que soit le régime, demandera toujours des changements. Il n'y a pas d'exemple dans l'histoire que l'opinion publique soit restée entièrement satisfaite d'un même régime ou d'un même souverain pendant plus de deux générations. Le mécontentement d'une minorité grossissante ne signifie pas nécessairement un changement politique, mais cela suffit à entretenir une certaine agitation révolutionnaire. A la première occasion favorable elle s'affirme par des actes.

Beaucoup de gens s'imaginent trop facilement qu'en matière de sociologie on peut revenir en arrière, purement et simplement. De nombreux changements se sont produits dans l'histoire qui semblaient un retour vers le passé, parce qu'on rétablissait temporairement certains

emblèmes mais, en fait, on ne connaît guère dans l'histoire de retour pur et simple au passé.

Les formules socialistes sont assez variées pour donner aux peuples l'impression d'évolution continue sans qu'il soit jamais nécessaire de revenir au capitalisme individualiste tel que nous l'avons connu. Un obstacle insurmontable s'y opposera : il sera constitué par les charges sociales énormes que tout État socialiste sera amené à assumer progressivement et auxquelles il ne pourra plus se soustraire.

Les gouvernements qui viendront à la suite ne le pourront pas davantage car le peuple ne renonce jamais, de façon durable, aux avantages sociaux qu'il a obtenus. Ils s'incorporent à sa mentalité.

Une économie socialiste permet des changements aussi fréquents, aussi radicaux, qu'une économie libérale. Une économie socialiste est viable aussi bien avec une dictature prolétarienne qu'avec toute autre forme de gouvernement. La formule socialiste peut s'adapter à une fédération internationale ou, au contraire, s'accommoder du nationalisme le plus étroit. Elle peut être égalitaire, aristocratique ou dictatoriale, syndicaliste, autonomiste ou centralisatrice.

Une économie libérale est tenue étroitement dans certaines limites par la liberté même de chacun, l'intérêt particulier de chacun, les limitations qu'imposent la nécessité d'un profit en faveur de l'entrepreneur et une stabilité relative de la monnaie. Dans une économie communiste fortement intégrée rien de tout cela n'existe plus. Il n'y a plus que des prix de revient plus ou moins fictifs, il n'y a plus de classes conservatrices puisqu'il n'y a plus de propriétaires de conséquence. Ce que l'on semble ne pas voir c'est que des populations vivant au jour le jour et attendant tout de l'État seront, par conséquent, toujours prêtes à s'insurger contre le gouvernement puisque c'est de lui que tout dépendra dans l'avenir. D'ailleurs, sous un régime socialiste, des grèves non autorisées et des occupations d'usines constituent en fait une insurrection.

Même si toutes les nations de notre globe adoptaient un régime socialiste il ne s'ensuivrait pas nécessairement que les causes ordinaires des révolutions auraient disparu. Les guerres se produisent aussi bien entre nations possédant des institutions presque identiques qu'entre peuples soumis à des lois très différentes. Quant aux révolutions et à l'agitation qui les précède, elles peuvent provenir aussi bien de ce que les peuples se fatiguent d'être bien gouvernés que de l'être mal. Cela arrive un peu plus vite dans un cas que dans l'autre, c'est la seule différence.

Dans les sociétés socialistes de l'avenir, tout comme dans les républiques que nous avons connues, il existera une droite, une gauche et un centre qui se disputeront les voix du peuple et le pouvoir. L'attrait du pouvoir, l'exercice du pouvoir, le besoin inné chez l'homme

de faire triompher la cause qui répond à ses sentiments de justice ou à ses intérêts, sont des sentiments qui subsisteront toujours chez un nombre suffisant d'hommes pour que cela reste une cause de troubles sérieux dans les sociétés de l'avenir. Rester la majorité, devenir la majorité, ou encore, escamoter la majorité, voilà ce qui continuera à justifier toutes les propagandes, toutes les promesses, tous les mensonges, toutes les accusations et tous les coups de force.

Le but ultime du communisme est d'affaiblir progressivement l'autorité de l'Etat, a réaffirmé le Congrès du Parti Communiste de 1937, en Russie. Mais, pour amener le déclin de l'Etat, on commence par le renforcer. Vers la fin de sa vie, Lénine a admis que cela pourrait nécessiter « toute une époque historique ». On peut concevoir cette évolution vers la caducité de l'Etat marxiste sur un tout autre plan quand celui-ci aura atteint le faite de sa puissance. Pastichant Marx, on peut dire : Le féodalisme a engendré les conditions qui ont élevé au pouvoir la bourgeoisie, laquelle, par l'expansion industrielle, a créé le capitalisme. Le capitalisme, par son développement même, a rendu conscient le prolétariat et causé l'accession au pouvoir de l'Etat communiste mais, ensuite, en conséquence même des succès du parti communiste, se développera nécessairement parmi le prolétariat un besoin de liberté qui s'opposera au joug dictatorial des chefs communistes, et alors prendront naissance des régimes révolutionnaires et libertaires qui s'établiront sur les ruines mêmes du marxisme.

A l'Etat communiste autoritaire succéderont des Etats anarchiques. C'est là la loi du progrès. Cela vérifiera de façon éclatante le processus dialectique lequel comporte des séries successives de progrès et de déclin où les nouvelles générations adoptent le contre-pied de ce que croyaient leurs aînés. C'est conforme à ce qu'enseignait la philosophie de l'histoire bien avant que Marx ait vu le jour. Le communisme a promis aux peuples la liberté, il ne la leur donnera pas sans se détruire lui-même. Par une réaction naturelle contre l'esprit d'autorité nécessaire à la bonne marche de tout Etat socialiste, son contraire, le nihilisme, renaîtra nécessairement mais, bien entendu, sous des formes très différentes de celles que nous avons connues au temps des tsars.

A l'avenir, l'individu dépendra de plus en plus de la collectivité. Il sera donc de plus en plus enclin à considérer comme naturelle l'intervention de celle-ci dans les affaires de chacun. L'homme du XIX^e siècle allait à ses occupations à pied parce que l'endroit où il travaillait était peu éloigné d'où il habitait ; son logement, l'éducation de ses enfants, les soins médicaux dont il pouvait avoir besoin, sa retraite, son salaire, ses heures de travail, l'hygiène des locaux où il était employé étaient affaires individuelles et privées. Les impôts étaient indirects. Sauf pour les officiers, le service militaire et la caserne étaient considérés comme

des mesures exceptionnelles et tout au plus bonnes pour la canaille. Maintenant, l'exception est devenue la règle. Tout le monde l'accepte sans objection. Au fur et à mesure que l'humanité conquiert de nouvelles libertés ou de nouveaux droits, l'individu se trouve de plus en plus asservi au nom et pour la défense de ces libertés et de ces droits. Il finit par trouver naturel, ce qu'autrefois il aurait estimé inutile ou odieux.

La passivité de l'opinion publique en Angleterre vis-à-vis de mesures qui, autrefois, auraient soulevé son indignation, est caractéristique à cet égard. Toutefois, les dirigistes ne doivent pas en conclure qu'ils ont maintenant les coudées presque franches. Bien au contraire. Les excès du bureaucratisme né des nécessités de la guerre et de la période de reconstruction vont provoquer une réaction naturelle au cours des années prochaines. La très grande liberté actuelle dans les mœurs facilitera d'ailleurs la renaissance de l'esprit frondeur, traduit parfois en actes de rébellion ouverte des populations et à l'accentuation d'une tendance libertaire parmi certaines minorités.

Le monde semble évoluer et vieillir de plus en plus vite, au fur et à mesure qu'il prend des années. Devant tant d'instabilité, il est naïf de croire que les institutions dont on cherche à doter les cinq parties du monde, auront une permanence que nous ne voyons nulle part, sauf dans les pays anglo-saxons. La Fédération des Nations, espoir des siècles futurs, ne peut échapper à cette mutabilité des choses humaines qui est d'autant plus grande que les éléments artificiellement assemblés sont plus hétérogènes.

Il en est de tous les systèmes sociaux, comme de tous les gouvernements, comme de toutes les institutions humaines, comme de tous les peuples et comme de tous les organismes vivants, partout on retrouve les mêmes lois de croissance et de caducité, de grandeur et de déclin.

La rapidité de plus en plus grande avec laquelle s'accomplissent des changements dans les sciences, dans nos conceptions sociales ou autres, en d'autres termes, la vitesse de l'évolution de l'humanité s'est accrue tellement depuis ces cent dernières années, qu'il y a tout lieu de penser que la vélocité avec laquelle les sociétés humaines vont continuer à évoluer ne fera que s'accroître.

Pour supposer le contraire, il faudrait admettre qu'à un moment donné les hommes, tous devenus sages, n'auront plus de désirs, de passions contraires qui les agitent.

Toutes les prédictions que nous entendons formuler sur l'avenir, tous les tableaux qu'on nous brosse de la ou des sociétés futures, en admettant même qu'ils puissent se réaliser à un moment donné, sont tous destinés à faire place, après quelques générations, à quelque chose d'autre.

Dans l'Antiquité, Platon, Aristote et bien d'autres, avaient déjà remarqué que les sociétés humaines évoluent sans cesse d'un régime de liberté à un régime tyrannique, d'un régime autocratique ou oligarchique à un régime démagogique. Rien absolument dans la nature de l'homme n'a changé à cet égard pour que, dans l'avenir, il ne continue pas d'en être de même. Ce sont également des causes psychologiques qui font que dans toute économie un peu complexe, de l'abondance naît l'extravagance, de l'extravagance la crise, de la crise la frugalité, puis l'économie et, enfin, que d'un surplus de richesses ou de biens consommables renaisse l'extravagance, tout cela, bien entendu, activé ou restreint par les possibilités matérielles du moment.

On pourrait supposer, a priori, que les hommes, devenant plus instruits, échapperont plus facilement à certains slogans susceptibles d'entretenir parmi eux une agitation révolutionnaire. En fait, les événements de ces trente dernières années, aussi bien en Allemagne qu'en Russie, en Chine qu'aux Indes et ailleurs, nous démontrent plutôt qu'au fur et à mesure que les peuples seront davantage conscients de « leur souveraineté » et de leur droit à se donner les lois qu'ils désirent, ils seront plus facilement sujets à se laisser entraîner par les prophètes, les illuminés ou les hommes de génie, les despotes ou les libérateurs qui parleront au nom des droits du peuple ou des nécessités du moment.

Les sociétés de l'avenir ne sont pas nécessairement destinées à évoluer vers plus de stabilité et plus de sécurité. Bien au contraire, l'humanité future apparaît comme devant poursuivre sa route douloureuse semée d'écueils et de joies vite déçues, toujours en quête de bonheur, et de stabilité dans le bonheur et ne rencontrant jamais que luttes et instabilité. Seules les sociétés purement animales semblent s'être fixées maintenant en des types devenus presque définitifs, tant que ne changent pas les conditions extérieures auxquelles elles sont soumises. Pour les hommes il en va autrement, parce qu'ils ne seront jamais tous entièrement satisfaits de l'état où ils se trouveront, si satisfaisant que puisse être cet état. C'est à la gloire de l'homme, mais cela restera toujours l'une des causes fondamentales de ses misères.

La raison finit toujours par triompher mais c'est par une marche tortueuse, après des détours aussi imprévus que décevants. La pensée des hommes ne bat jamais à l'unisson. Comme par le passé les hommes continueront à s'exalter, à se haïr, à se mépriser, à se craindre... et aussi à s'aimer mais jamais suffisamment pour rester complètement en paix les uns avec les autres.

XLV

Conclusion

Vous m'avez déçu, diront certains lecteurs. L'économie au service du progrès ! Quel beau titre. C'était bien, en effet, la suite logique de votre thèse : « L'homme ne vaut que par le progrès ». Mais au lieu d'une économie planifiée, dont le progrès est le but essentiel, vous restez fidèle aux principes de l'économie libérale, votre argumentation penche en leur faveur. Vous avez trahi nos espoirs.

Je l'avoue sans honte, je ne suis pas resté fidèle au dessein que j'avais conçu en entreprenant ces propos d'économique. Est-ce peut-être parce que dans mes fibres secrètes je suis un individualiste impénitent ? Est-ce parce que les arguments d'un certain libéralisme m'ont paru d'autant plus convaincants au fur et à mesure que je les développais ? Est-ce parce que je me défie de la sagesse humaine et, en particulier, de celle de ceux qui nous gouvernent, quels qu'ils soient ? De fait, l'histoire de notre siècle de lumière est peu rassurante à cet égard. Elle démontre que le succès de tout plan politique ou économique ne peut être durable que si se trouvent réunies plusieurs conditions essentielles qui sont rarement permanentes.

Une économie planifiée peut être la meilleure ou la pire des choses, tout dépend du peuple auquel on l'applique, de l'organe directeur, du but poursuivi et des moyens mis en œuvre. Le grand avantage d'une économie libre est qu'elle s'adapte aux circonstances et, quand elle ne le fait pas, c'est qu'en sous-main on en fausse les ressorts. Elle n'est libre qu'en apparence.

Ce qui peut être bon pour des pays où il y a tout à faire, peut être détestable chez des peuples très évolués, frondeurs et ingouvernables comme les Français et la plupart des Latins. Le génie latin

étant essentiellement individualiste c'est en laissant à l'individu une grande liberté que l'on peut obtenir davantage de lui.

Il n'y a pas de système économique parfait. A certaines époques, dans certaines circonstances, avec certains peuples il est encore préférable de s'en rapporter aux vieilles lois de la concurrence, de la sélection naturelle, d'un laisser-faire relatif. En d'autres temps, dans d'autres circonstances ou avec d'autres peuples, principalement avec des peuples retardataires, la voie la plus directe vers le progrès est de l'imposer par une discipline de fer.

Ces conclusions, en apparence contradictoires, risquent peu de plaire à tous ceux qui aiment des principes simplifiés, mais, veuillez bien réfléchir que la nature de l'homme est ondoyante et diverse dès qu'il ne s'agit plus de ses besoins primordiaux. Comme nous ne pouvons pas réformer l'humanité, c'est notre politique sociale et économique qu'il faut ployer aux nécessités du moment tout en ne perdant pas de vue certains principes élémentaires qui, après toute période d'égarement, finissent toujours par prévaloir. N'oublions pas non plus que pour gouverner les hommes il faut non seulement satisfaire dans une certaine mesure leurs égoïsmes naturels, mais aussi faire appel à leurs instincts les plus élevés. C'est même en invoquant ceux-ci que l'on peut, ensuite, pratiquer une politique extrêmement réaliste sans rencontrer trop d'opposition.

Le propre d'un bon système économique c'est, avant tout, d'être applicable pendant un temps suffisant. Certes, socialistes, communistes, travaillistes, dirigistes, new-dealers, tout comme les absolutistes des siècles passés n'y prennent garde car ils entendent modeler l'humanité à leurs desseins. En pratique, ce sont, dans nos civilisations démocratiques, les organes-directeurs qui finissent toujours par se modeler sur les masses que ceux-ci entendaient réformer ou diriger.

En France, en Angleterre et autres pays réellement démocratiques, le peuple, un beau jour, décide d'être dirigé. Il demande qu'en échange de ses libertés on lui assure une pitance assez substantielle. La pitance, soyez sûr qu'il continuera de l'exiger, et même accrue au fur et à mesure, ce dont je ne saurais le blâmer. Par contre, ne vous imaginez pas qu'il aura renoncé réellement à ses libertés. Et de cela je serai le premier à l'en féliciter.

Dès qu'il pense économiquement, donc à lui-même, l'homme est dominé par ses besoins et par ses désirs matériels. Mais aussitôt que son existence est à peu près assurée, l'homme demande autre chose. Heureusement, toujours et partout, son individualisme, sa soif d'indépendance et de liberté finissent par reprendre la première place.

Ce ne sera jamais pour un idéal purement scientifique que le peuple acceptera de rogner son confort et ses libertés. Le peuple voit dans la science une servante, non une maîtresse. Ce serait donc un

marché de dupe, pour les intellectuels dévoués à l'idéal scientifique, que de pousser le peuple à renoncer à ses libertés au nom d'un idéal que, quelques années plus tard, il s'empresserait de renier.

Distinguer dans un système ce qui est réalisable de ce qui ne l'est pas, n'est pas faire œuvre d'opportuniste mais de praticien. On ne peut songer à imposer chez de vieilles nations, alourdies d'un long passé de libéralisme, n'importe quel plan, même lorsqu'elles viennent approuver celui au nom duquel on leur demande certains sacrifices. Chez les peuples occidentaux, une économie libérale sert donc mieux, en définitive, l'œuvre du progrès, que n'importe quelle combinaison au bout de laquelle les esprits novateurs verraient leurs initiatives contrôlées, donc limitées, non parce qu'elles seraient mauvaises en elles-mêmes, mais parce qu'elles ne plairaient pas ou cesseraient de plaire à l'opinion publique, ou à l'organe de direction, ou encore à quelque cabale imbécile, d'où cause d'instabilité, donc de troubles successifs.

Notre volonté de progrès offre à l'humanité des activités et des objectifs merveilleux. Mais si, pour atteindre ceux-ci, il fallait enchaîner l'humanité, est-ce que cela vaudrait encore la peine ? Est-ce qu'une humanité asservie, même en possession d'un plus grand nombre de « vérités », pourrait jouir véritablement de ses trésors intellectuels ? Et les mériterait-elle ? Je ne le pense pas. C'est dans la liberté seulement que nous voulons le progrès, c'est avec la liberté seulement que nous concevons le progrès. Sans liberté, que m'importe le progrès. Plus exactement, ma volonté de progrès vient renforcer ma volonté d'être libre et ma révolte contre tout ce qui nous enchaîne matériellement ou intellectuellement.

XLVI

Répétons-le sans nous lasser

1. — Vive la vérité ! Mais où est la vérité ? En dehors des faits scientifiquement contrôlés et décrits, existe-t-il une vérité ?

2. — L'homme aime tellement la vérité, elle lui paraît si nécessaire que quand il ne la trouve nulle part, il l'invente.

3. — Il n'y a pas de vérités premières. Cependant nous sommes bien forcés d'en admettre quelques-unes, mais en nous gardant d'en être dupes, c'est-à-dire en n'oubliant pas que nos principes d'action sont arbitraires, qu'ils n'ont que la valeur qu'il nous plaît de leur attribuer. Il serait donc absurde de vouloir bouleverser la société au nom de principes imaginaires. Inversement, proclamer que ce qui existe est ce qui doit être, répugne à notre conscience. Il faut donc nous contenter de prendre le monde tel qu'il est en cherchant seulement à l'améliorer de façon pratique et utilitaire et non en raisonnant dans l'absolu.

4. — Dès qu'il ne s'agit plus de science pure, c'est d'après ses fruits qu'il faut juger d'une doctrine.

5. — Les hommes passent, seul le progrès reste. Chaque génération ne vaut que par ce qu'elle a laissé derrière elle. Une humanité qui renoncerait à progresser deviendrait sans intérêt.

6. — Le progrès n'a de valeur que si les générations successives d'hommes s'en transmettent la tradition. La Société est donc nécessaire comme instrument de progrès et pour sa perpétuation.

7. — Il est légitime pour l'homme, en tant qu'individu, de penser avant tout à son propre bonheur ; pour la Société, et surtout

pour les générations successives d'hommes, l'individu n'a qu'une valeur transitoire, proportionnée à sa contribution au progrès de la civilisation et à celui de l'humanité.

8. — L'homme ne veut pas que tout meure avec lui. Il veut se perpétuer. Les générations successives d'hommes expriment la même volonté de continuité. Le désir de se survivre est gravé dans l'esprit de tout ce qui vit. Sans l'instinct d'assurer la continuité de l'espèce, la vie, accident passager, irrégulier, n'aurait pas de suite durable ; donc pas d'évolution continue ; plus de progrès ; plus d'êtres supérieurs.

9. — Les générations successives d'hommes ont une valeur minimum basée sur la continuité de l'espèce. A part cela, elles ne valent que par les progrès auxquels elles ont contribué.

10. — Pour acquérir une valeur durable et significative, l'Homme et la Société doivent se donner une mission : celle de contribuer au progrès des connaissances humaines et au progrès de la civilisation. L'individu n'est que peu de chose dans la Société, mais ce n'est pas une raison pour l'asservir à celle-ci. Quant à la Société, ceux qui prétendent en faire une nouvelle idole commettent l'erreur de confondre le cadre avec la substance. La Société, tout comme l'individu, ne vaut que par ce qu'elle accomplit. Si elle est stérile sa valeur est nulle.

11. — L'individu ne produit et ne crée de façon durable que grâce à la Société, mais la Société ne vaut que par les individus qui créent et font progresser la civilisation. Trois entités sont nécessaires pour que de leur effort commun résulte l'ordre, la continuité et le progrès : l'élite, la masse amorphe du peuple qui constitue la source dont provient l'élite et la Société qui assure la continuité, la coordination et la préservation des efforts de l'élite et du peuple.

12. — La conception d'une justice idéale qui départagerait les droits de l'individu et ceux de la Société est illusoire. Il y a un conflit fondamental entre ce que l'individu peut considérer comme son droit et la part que la Société peut ou doit lui accorder. Seuls des compromis sont possibles entre ce que l'individu peut réclamer comme son dû et les droits que la Société peut reconnaître à l'individu.

13. — Un contrat tacite est chose bien fragile. Cependant, rien d'autre ne relie l'homme à la Société. Mais l'individu ne doit pas oublier que sans la Société il ne serait rien. La Société est aussi nécessaire à l'homme que l'homme l'est à la Société.

14. — Le droit à l'existence implique nécessairement que chaque individu a droit à un espace de terrain suffisant pour assurer

celle-ci par son travail ou, à défaut, que la Société est dans l'obligation d'offrir à chaque individu une tâche à accomplir qui lui procure les deux ou trois mille calories indispensables à sa subsistance.

15. — Les ressources naturelles du globe étant limitées, c'est seulement par leur mise en valeur intelligente que les individus, les communautés et les nations peuvent justifier leur possession d'une partie de celles-ci.

16. — Il résulte du principe précédent que les peuples arriérés ne peuvent s'opposer à la mise en valeur des terres incultes qui excèdent ce qui leur est nécessaire pour subsister par une exploitation normale de celles-ci.

17. — Loin de chercher à supprimer l'inégalité entre les hommes, nous devons asseoir celle-ci sur des bases justifiées par la valeur morale, intellectuelle et utilitaire de chaque individu, de façon que les inégalités sociales soient équitables et servent l'intérêt général.

18. — Pas de concurrence sans inégalité possible ; pas de progrès sans concurrence ; l'inégalité est donc nécessaire au progrès, car c'est elle qui le provoque.

19. — L'inégalité est féconde dès qu'elle s'exerce sous un régime d'égale opportunité.

20. — L'égälisation des conditions reviendrait à supprimer toute récompense, donc tout effort.

21. — Même sous un régime de stricte égalité, l'inégalité des besoins d'un individu à un autre ferait encore subsister l'inégalité.

22. — On n'aperçoit pas en quoi il serait désirable, même si cela était possible, d'arriver à une égalité absolue entre les hommes. Dans toute communauté une spécialisation est nécessaire. L'idéal d'une Société bien organisée est que chacun y occupe la place qu'il mérite suivant ses capacités, son mérite, son travail, et les services qu'il peut rendre.

23. — L'égalité d'opportunité se défend très bien. Non seulement elle est juste, mais elle a aussi le mérite immense de donner une chance de parvenir aux plus méritants, aux meilleurs, si on l'exerce avec discernement. Il est contraire à l'intérêt bien entendu de l'humanité et du progrès, choses inséparables, que sous prétexte de privilèges de naissance on n'accorde pas une éducation supérieure à ceux qui en sont dignes alors que des cancre, des paresseux ou des inaptes sont maintenus plus que de raison sur les bancs du collège.

24. — La cause du progrès et celle de l'équité seront d'autant mieux servies si, dès leur naissance, on donne aux enfants une instruc-

tion d'abord égale et ensuite proportionnée aux facultés et au désir de chacun de s'instruire. D'ailleurs, il faudrait toujours des manœuvres et une Société composée uniquement d'intellectuels serait une Société déséquilibrée. Il ne saurait donc être question d'instruire des inaptes ou des paresseux. L'instruction n'a de valeur que si elle produit des résultats utiles.

25. — Dans un système social progressiste, on doit :

a) Donner, dès leur jeunesse, les mêmes opportunités d'instruction et de promotion à tous les individus dans la mesure où leurs facultés et leur application au travail leur promettent d'en profiter utilement ;

b) Arriver, par un système libéral, à une utilisation meilleure de toutes les capacités individuelles ; supprimer cette absurdité et cette monstruosité de millions d'hommes réduits à un chômage aussi dégradant pour eux-mêmes que pour la Société ;

c) Arriver à un développement plus intensif, quoique plus conservatif, des richesses naturelles du globe ;

d) Favoriser, par tous les moyens possibles, le développement des connaissances humaines et leurs applications au progrès des sciences et des arts ;

e) Maintenir le fonctionnement d'une Société individualiste où les avantages personnels offerts à l'activité individuelle servent à stimuler celle-ci pour des objets utiles ;

f) Favoriser le plus grand nombre de naissances possibles d'individus sains et bien équilibrés, ce qui accroît d'autant les chances de trouver parmi eux les mieux qualifiés pour faire de grands savants et des techniciens de talent.

26. — L'autorité est la négation du principe d'égalité entre les hommes.

27. — La liberté s'oppose à ce que l'égalité puisse prévaloir parmi les hommes.

28. — L'utilité est la mesure de toute chose pourvu que, par utilité on entende, avec le respect de la personne humaine, tout ce qui fait progresser l'individu, la nation ou l'humanité vers une situation meilleure et aussi tout ce qui accroît nos connaissances.

29. — C'est vers l'avenir qu'il faut diriger nos regards, non vers le passé. La minute présente ne vaut que si elle prépare ou rend possible la minute qui suit.

30. — Tous les peuples de race blanche, quoique présentant des caractéristiques très inégales, ont à peu près la même valeur en tant que souche pour des générations futures. Les différences que l'on

note parmi eux proviennent surtout : du stade de développement auquel ils se trouvent actuellement ; de la situation géographique de leur pays ; de leur passé historique qui, dans une certaine mesure, conditionne leur avenir.

31. — Ce qui a induit en erreur beaucoup d'observateurs dans leurs pronostics c'est qu'ils accordent une importance trop prépondérante à la classe sociale qui, en fait, contrôle l'activité de la nation. Quand ils aperçoivent des signes évidents de décadence dans l'élite, ils en concluent que toute la nation est décadente. Cela arrive parfois, mais pas toujours.

32. — Le peuple est prêt à tous les sacrifices, mais il aime à se persuader que c'est pour lui-même qu'il les accomplit et non pour satisfaire l'ambition de ses chefs. Rien n'est plus légitime d'ailleurs.

33. — On ne saurait exiger du peuple des vertus que ses dirigeants ne possèdent pas, ni une intelligence de la politique qui est parfois absente chez les chefs. Notre blâme ne doit aller ni à l'ouvrier qui demande à travailler moins et à être payé davantage, ni au petit propriétaire qui entend conserver ce qu'il possède et ce pourquoi il a souvent peiné, enduré et souffert pendant de longues années. La révolution sociale lui fait autant peur qu'elle semble réserver de promesses aux autres. Le petit a de petites idées. Etant une toute petite unité dans un vaste édifice où il n'a qu'une voix bien faible pour se faire entendre, comment lui en vouloir s'il pense petitement, médiocrement ? L'étonnant même c'est que, parfois, il pense plus largement, moins égoïstement que les grands. Ceux-là seuls sont les responsables quand quelque chose ne va pas. Ils ont été les bergers paresseux et négligents ou les mauvais bergers.

34. — Il faut encourager les hommes à travailler par tous les moyens possibles. L'appât des richesses est un de ces moyens. Mais il faut faire en sorte que les richesses acquises ne soient pas une cause d'oisiveté.

35. — La plupart des hommes, dès qu'il s'agit de questions où ils n'ont pas un intérêt personnel sont affreusement paresseux et les phrases qui apportent des conclusions toutes faites et évitent un examen attentif des circonstances sont toujours les bienvenues des masses.

36. — Ce n'est pas une politique des loisirs qu'il faut instituer, mais une politique de travail sain et productif où les loisirs n'interviennent que pour mieux préparer à l'action.

37. — Quand celui qui travaille voit son voisin vivre dans l'aisance sans rien faire, il l'envie, et il accuse le gouvernement ou la Société d'injustice.

38. — Il serait sans intérêt, et même nuisible, de diminuer indéfiniment les heures de travail de l'humanité malgré les progrès technologiques qui pourraient le permettre à l'avenir : l'oisiveté abaisse le niveau moral et quand les bras chôment les esprits s'agitent.

39. — Le travail, le travail opiniâtre, mais non le travail stérile ; le travail ambitieux de l'homme libre et non le travail résigné de l'esclave, voilà ce qu'il faut proposer aux hommes sans se lasser.

40. — La destinée de l'homme est de travailler, de lutter et de vaincre, parce que c'est dans le travail intelligent, dans la lutte et dans la victoire sur les forces aveugles de la nature que se trouve la plus haute destinée de l'homme. C'est seulement ainsi que se justifie son existence en tant qu'être supérieur.

41. — La Nature ne continue à sourire qu'à ceux qui sortent victorieux de la lutte et qui, infatigablement sur la brèche, sont toujours prêts à réaffirmer leur volonté de vivre et leur volonté de se survivre par une descendance nombreuse.

42. — Ce n'est pas une humanité satisfaite que nous devons souhaiter, mais une humanité qui veut se surpasser par un effort continu vers le progrès.

43. — N'écoutez pas les sirènes qui chantent les délices d'une vie douce, oisive et stagnante. C'est une vie orgueilleuse de labeur et de progrès que nous devons vouloir.

44. — Il n'est pas sûr que ce soient l'abondance et la prospérité qui rendent les individus heureux. Une honnête frugalité semble mieux se prêter à maintenir les hommes dans la pratique des anciennes vertus. Il est démontré que l'abondance et la prospérité causent la ruine des Etats et, indirectement ainsi, le malheur des individus, dès que la facilité de la vie engendre des mœurs faciles et trop d'indulgence pour les fautes d'autrui et les nôtres.

45. — Notre conception de l'héritage doit évoluer avec l'état de civilisation dans lequel nous nous trouvons. Dans des conditions primitives, les possessions de l'individu ne peuvent revenir, lors de son décès, qu'à ceux qui vivent avec lui, c'est-à-dire à sa famille. Dans une Société hautement évoluée, les biens qui excèdent les besoins normaux des héritiers directs d'un défunt doivent faire retour à la communauté, car c'est grâce à celle-ci que les biens ont pu se constituer

alors que les héritiers du défunt n'y ont généralement aucunement contribué d'une façon directe et appréciable.

46. — Rien ne fait plus pitié que la mentalité de ces gens qui s'en vont toute leur vie avec leur petite routine et leurs pauvres petites joies de tous les jours qu'aucun souffle d'une grande entreprise ou d'un grand espoir ne vient animer. Leur grand espoir : une retraite à la fin de leurs jours. C'est rabaisser la valeur de la vie et les opportunités de la vie à peu de chose. Et c'est pourtant le rêve que des esprits trop bien intentionnés semblent former pour l'humanité future.

47. — Le peuple ne demande que trop à vivre une existence confortable, commode, débarrassée des soucis ordinaires qui accablent les hommes. Ces désirs sont naturels chez le peuple. Pourquoi en aurait-il d'autres ? Mais il est dangereux de l'y encourager car on prépare ainsi la déchéance et le malheur de la nation.

48. — Le progrès étant le but que nous assignons à l'homme, nous devons organiser la Société en vue de réaliser le progrès maximum compatible avec des principes de liberté individuelle acceptables par la majorité des peuples qui composent les nations civilisées.

49. — La science et la technologie ne doivent pas avoir pour but, comme on l'imagine parfois, de supprimer tous nos efforts, mais seulement de rendre ceux-ci plus fructueux.

50. — Fait d'expérience : chaque progrès technique qui diminue le travail des usagers crée de nouveaux besoins et nécessite en moyenne un travail correspondant accru de la part des ouvriers qui construisent et installent les machines. Conclusion : Le progrès technique ne crée pas le chômage.

51. — Tant que notre planète ne sera pas complètement développée industriellement et scientifiquement, et même encore ensuite, il restera toujours du travail pour tout le monde.

52. — La décadence d'une civilisation se produit quand une partie de la population est désœuvrée. La législation et l'éducation doivent donc être telles que l'homme paresseux et désœuvré soit méprisé et rejeté de la communauté. Le bonheur de l'homme est inséparable d'une existence où le travail constitue sa principale activité et les loisirs seulement la détente nécessaire pour le défatiguer de ses occupations habituelles.

53. — A longue échéance, une seule chose importe : c'est le travail, le travail intelligent, bien appliqué et utile. Que ce soit par nécessité ou par ambition, parce qu'on est pauvre ou parce qu'on est riche, l'essentiel est que l'on travaille, que l'on produise, que l'on construise, que l'on invente et que l'on édifie pour l'avenir.

54. — Organiser, produire, enfanter, multiplier les recherches et inventer, voilà quels doivent être les mots d'ordre d'une humanité forte, saine, orgueilleuse, toute remplie d'une joie créatrice !



55. — Les cultes, les coutumes et les lois valent surtout par leur utilité. C'est là qu'il faut chercher leur fondement.

56. — Les lois ne signifient que peu de chose si on est décidé à en violer l'esprit en en respectant la lettre.

57. — Les constitutions et les lois ne valent que par l'usage qu'on en fait. On étonnerait bien des Américains, par exemple, en leur démontrant, texte en main, qu'il suffit d'appliquer littéralement certaines lois, en apparence anodines, pour transformer leurs institutions en un régime de tyrannie.

58. — Ceux qui veulent réformer la Société ont infiniment plus de chances d'y réussir en amenant d'abord un cataclysme total, comme le fut la révolution russe à son début, qu'en procédant par petites étapes et en employant la voie de la persuasion.

59. — Dans une révolution brutale, le peuple n'ayant plus rien accepte ce qu'on lui présente. Dans une évolution lente, au contraire, il argue, discute de l'utilité des changements proposés, n'est qu'en partie convaincu et reste toujours prêt à faire machine arrière dès qu'il s'aperçoit que les changements en cours ne lui procurent aucun avantage réel. Bien mieux même, au fur et à mesure que l'organisme social se réforme peu à peu, le besoin des réformes que tout le monde réclamait s'atténue, et le mouvement évolutionniste perd de son momentum.

Dans la révolution brutale on va tellement loin d'un seul coup que le peuple n'a même pas le temps de réfléchir si ce qui est décidé est bien ou mal. Si ensuite certaines des réformes imposées par la dictature révolutionnaire s'adoucissent à l'usage cela n'altère pas l'ensemble, car on ne peut revenir en arrière que par une nouvelle révolution.

60. — Tout ce qui est juste n'est pas nécessairement opportun. Les hommes acceptent parfois plus facilement ce qui est injuste, mais conforme à la coutume, que ce qui est équitable, mais nouveau. L'ordre antérieur, les situations déjà acquises ont toujours constitué, aux yeux des hommes, un principe de légitimité suffisant. Mais dès que vous bouleversez ces situations acquises, dès que vous introduisez un principe nouveau, l'esprit des hommes ne s'arrête pas en chemin. Ce qui est nouveau excite toujours la défiance, provoque des questions. Les

hommes sont routiniers par nature, innovateurs seulement par nécessité. Ce n'est pas tout. Dès que vous commencez à changer quelque chose à un édifice, l'imagination des gens s'enflamme et exige d'autres changements. On regarde d'un œil nouveau d'anciennes structures et celui-là même qui contestait les premiers changements découvre subitement que ceux-ci ne vont pas assez loin, qu'il ne faut pas s'arrêter en chemin. C'est l'histoire de toutes les révolutions.

61. — La qualité est une chose mais le nombre en est une autre qui arrive à emporter la qualité, à la noyer dans les remous confus de sa masse. Une nation qui veut rester grande doit faire en sorte d'être grande par le nombre comme par la qualité. Il est évident que celui qui a le nombre peut toujours espérer que du nombre sortira la qualité, mais celui qui, croyant s'assurer la qualité, renonce au nombre perd certainement l'une sans être bien sûr de conserver l'autre. Enfin une nation dont la population s'accroît rapidement est une nation où domine l'élément jeune. Il en résulte un certain dynamisme et moins de crainte devant le risque.

62. — Plus on est avantagé, plus on se montre égoïste et décidé à sacrifier l'intérêt général au sien propre et c'est le propre des classes privilégiées de finir par confondre le maintien de leurs privilèges avec le salut de la nation.

63. — On ne saurait confondre la puissance d'une nation avec sa prospérité économique. Rien ne favorise même davantage l'éclosion des facteurs de régression que la vie facile et l'abondance dont peuvent jouir les citoyens. Pour bien comprendre comment se poursuit l'évolution d'une nation il faut se représenter que celle-ci est soumise à deux catégories de forces antagonistes qui interviennent constamment depuis sa naissance jusqu'à sa disparition, les unes pour rendre la nation plus forte, les autres pour l'affaiblir moralement, politiquement, socialement, militairement et ainsi hâter sa décadence.

64. — Quel est le meilleur régime politique ? Celui qui, eu égard aux circonstances, donne aux citoyens le maximum de liberté individuelle avec le maximum de protection tout en favorisant le progrès moral, matériel et scientifique de la nation.

65. — Quel est le meilleur régime économique ? Celui qui encourage les individus à un travail sain, utile et productif dont les fruits ne sont pas dissipés inutilement.

66. — La libre concurrence, le libre-échange des marchandises, la libre circulation des personnes et des capitaux à travers le monde, voilà ce qui sert mieux la cause du progrès et la bonne entente entre les peuples que tous les règlements qui restreignent ces libertés-là..

67. — L'économie politique n'a rien à voir avec la morale, en général, mais seulement avec la morale que l'on assigne à l'humanité et, par conséquent, avec les intérêts particuliers qui sont conformes à la morale ou au but social proposé.

68. — Tous les systèmes économiques peuvent se ranger en deux catégories : économies individualistes et économies socialistes suivant qu'ils servent davantage les intérêts particuliers de l'individu ou ceux de la communauté.

69. — Dans l'économie moderne, tout se réduit en salaires. Les salaires commandent donc les prix tandis qu'ils sont eux-mêmes fonction de la productivité des travailleurs et de l'outillage de la nation.

70. — A une époque où l'on découvre chaque jour de nouveaux droits à l'individu et aux peuples, il n'est pas inutile de rappeler qu'il n'existe pas de droit en soi mais seulement par convention, coutume, commodité ou laisser-faire.

71. — Dans notre pauvre humanité, tout a déjà été dit ou expérimenté en matière sociale, politique ou économique. Si les peuples écoutent davantage en tel lieu et à telle époque, tel moraliste, tel politicien ou tel orateur populaire, ce n'est pas parce que ses enseignements sont fondamentalement nouveaux, c'est parce que, par suite de circonstances nouvelles, le peuple est disposé à écouter et à croire celui dont la voix répond à un besoin créé par les circonstances. Quand la situation change, le peuple tourne ses oreilles d'un autre côté et l'histoire prend une autre direction.

72. — A chacun suivant son travail et son mérite, voilà quelle doit être la base de la rémunération ou des récompenses attribuées dans une Société saine et progressive.

73. — C'est un gaspillage extravagant d'énergie humaine que de payer des individus à ne rien faire, mais la communauté doit s'arranger en sorte que chacun puisse travailler utilement.

74. — Si, pendant certaines périodes, la production excède la consommation, la communauté doit intensifier son programme de grands travaux destinés à la recherche scientifique, à l'hygiène, à la mise en valeur des territoires incultes.

75. — La richesse acquise devient un poids mort et une charge, pour une nation, dès que ses détenteurs consomment plus de choses utiles qu'ils n'aident à en produire. Par choses utiles il faut comprendre évidemment tout ce qui aide la nation à progresser moralement, intellectuellement et scientifiquement.

76. — Tant qu'il y a assez à manger pour tout le monde il

est toujours possible de trouver du travail pour tout le monde. C'est simple affaire de répartition.

77. — Tout système social où une partie importante de la population consomme sans rien produire matériellement ou intellectuellement est défectueux..

78. — Le riche qui travaille est un créateur de richesses, donc utile. Au contraire, le riche oisif est, pour sa seule satisfaction, un consommateur de biens matériels. Il consomme le travail des autres sans rien produire lui-même que l'exemple de l'oisiveté et souvent de la dissipation. Il faut donc restreindre l'espèce de ceux qu'on appelle les riches oisifs en supprimant l'héritage.

79. — Les fonctionnaires en surnombre ne sont pas seulement une cause de déficit budgétaire : ne produisant rien, ils consomment cependant. Ils contribuent donc au déficit alimentaire de la nation, au même titre que tous les parasites.

*
**

80. — Le système capitaliste est une conséquence du droit de propriété et du droit d'association lesquels résultent des principes mêmes de la liberté individuelle.

81. — Les lois de l'économie libérale ont pour fondement l'égoïsme humain. Ceux qui les critiquent ou ceux qui déclarent que ces lois sont fausses devraient bien commencer par s'en prendre d'abord à la nature humaine elle-même.

82. — Ne supprimons pas le capital privé. Faisons seulement en sorte qu'il ne s'acquièrè qu'au prix d'un travail honnête et utile.

83. — La variabilité du profit c'est l'élément-moteur de l'économie libérale. Il ne faut donc pas, par des législations de circonstance, y stabiliser le profit.

84. — Le capital étranger ne vient s'investir dans un pays que s'il peut en sortir librement.

85. — Le dirigisme se heurte à deux écueils : autoritaire et efficient, il provoque l'hostilité du public ; bienveillant et débonnaire, il s'effondre dans l'indifférence et l'incohérence faute d'autorité et de sanctions.

86. — Subventionner le consommateur revient à pénaliser le contribuable. Dans une économie en voie d'inflation celui-ci est souvent difficile à saisir et toujours à retardement par rapport à la dépréciation de la monnaie, tandis que le pouvoir d'achat artificiel conféré au con-

sommateur lui fait redoubler ses achats. En fin de compte, le subventionnisme n'est que trompe-l'œil, duperie et inflation déguisée. La nation s'y ruine mais le dirigisme y triomphe.

87. — Sauf pour les aliments de première nécessité, l'Etat doit laisser jouer les prix librement en se réservant seulement de taxer à des taux progressifs les excédents des prix de vente sur les prix normaux.

88. — La limitation du prix des loyers équivaut à limiter les constructions neuves et ceci en raison directe de la pénurie même des locaux vacants.

89. — Pour les loyers d'habitation, comme pour toute autre chose, la liberté des transactions favorise l'adaptation des immeubles aux situations les plus diverses. Si des plus-values excessives en résultent pour les propriétaires, qu'un impôt progressif frappe ces plus-values et permette par son produit l'édification de nouveaux immeubles dont profitera la communauté.

*
**

90. — Les crises économiques sont nécessaires pour rétablir l'équilibre en pénalisant l'extravagance et l'imprévoyance. Pour la généralité des hommes, de l'abondance naît la paresse, le gaspillage et le relâchement ; de la nécessité, l'esprit de travail, d'ordre et d'économie.

91. — Les cycles économiques sont les correctifs nécessaires de l'économie libérale, tantôt pour y ramener l'activité quand elle va au ralenti, tantôt pour la freiner quand elle s'emballe.

92. — Les soi-disant crises de sous-consommation ne sont, en réalité, que des crises du pouvoir d'achat.

93. — Thésauriser, c'est remettre à demain les achats que l'on pourrait faire aujourd'hui.

94. — Sauf quelques maniaques, les gens ne thésaurisent que par crainte, prévoyance ou espoir.

95. — En période d'inflation les gouvernements blâment les thésauriseurs de billets mais, en réalité, ce que craignent les gouvernements c'est que les thésauriseurs cessent de thésauriser et emploient leurs billets à des achats.

96. — En période d'inflation, la fiscalité court après la matière imposable sans arriver jamais à la saisir complètement car les

valeurs fictives prennent d'autant plus vite la place des valeurs réelles que l'Etat cherche davantage à se saisir de celles-ci.

97. — Le sort d'une monnaie n'est qu'un épisode passager, quoique douloureux, dans la vie d'une nation. Ce qui demeure, ce sont les charges fixes dont l'économie de la nation est grevée.

98. — Une dette nationale excessive par rapport à la productivité d'une nation alourdit ses prix de revient, surcharge les forces productrices au seul bénéfice des détenteurs de rentes sur l'Etat. Au fur et à mesure que le nombre de ces derniers s'accroît, celui des travailleurs décroît.

99. — Les Etats, dont la monnaie fiduciaire s'est maintenue jusqu'ici aux environs de sa parité-or vont, à leur tour, se trouver durant la période 1948-1960 devant l'alternative : défense efficace de la monnaie, crise économique et chômage — ou dépréciation de la monnaie et allègement des charges nées de la guerre.

100. — Il n'y a pas d'économie stable et honnête sans une monnaie honnête et stable, donc basée sur des biens réels qui en constituent la garantie.

*
**

101. — L'excellence dans toutes les activités de l'esprit, voilà ce qui importe. Ce but est mieux servi par le culte des héros à la manière de Plutarque mais ce n'est pas une raison pour déclarer que le culte de la majorité, donc de la médiocrité, est faux. Il part d'autres sentiments, voilà tout.

102. — Vertu et corruption sont des phénomènes contagieux, et la corruption encore plus que la vertu. L'homme trouve aisément des accommodements avec sa propre conscience, mais non aussi facilement avec l'opinion de ses voisins. La vertu doit être collective, sans cela elle ne tarde pas à sombrer dans l'indifférence.

103. — C'est le propre des civilisations décadentes de se soucier davantage de l'inutile que de l'utile et d'être plus prodigues du sang des meilleurs de leurs enfants que de celui des dégénérés et des criminels.

104. — Les exigences de l'homme sont destinées à s'accroître dans la mesure même où on affirmera que c'est à la collectivité qu'incombe le devoir de pourvoir aux besoins de chacun. Relâchement de l'effort individuel et de l'effort national, mécontentement individuel et collectif, voilà quel serait le résultat pratique d'un paternalisme où tout le monde finirait par réclamer quelque chose et où personne ne

serait guère en mesure de donner quoi que ce soit, sinon de nouvelles promesses, de nouveaux engagements, suivis d'un désappointement plus général.

105. — C'est un adoucissement à nos peines de savoir qu'elles sont dues, non à la malignité de nos semblables, mais à l'enchevêtrement de causes multiples dont les ramifications nous échappent. Nous nous résignons plus facilement ainsi et cela nous évite de prendre en haine la Société.

106. — N'est-ce pas, chez l'homme moderne, sa sensibilité plus que sa conscience qui souffre devant les souffrances d'autrui ? N'est-ce pas davantage la crainte d'une justice mieux distribuée et d'une police plus vigilante qui le retient effectivement près des frontières de la légalité ?

107. — Loin de vouloir diminuer le sentiment de la responsabilité individuelle, nous devons, au contraire, l'accroître. C'est seulement en se sentant responsables envers eux-mêmes, envers leur conscience, que les hommes se conduisent réellement bien. Déplacer les responsabilités, c'est substituer à une morale d'hommes libres, une morale d'esclaves. Et c'est aussi le meilleur moyen pour rendre les hommes malheureux en les faisant dépendre de la collectivité, c'est-à-dire des autres et non plus d'eux-mêmes. C'est aussi le plus sûr moyen pour multiplier les revendications sociales et faire de chaque individu, de chaque collectivité, de chaque nation, un quémendeur, et un quémendeur jamais satisfait qui regarde constamment à droite et à gauche si sa part est aussi grande que celle du voisin, si la tâche qui lui est assignée n'est pas plus pénible ou moins agréable que celle du voisin. Laissons donc à chacun le soin d'accuser le destin ou de se blâmer lui-même de ses succès au lieu d'en rejeter le blâme sur les autres et sur la collectivité.

108. — Et que ferait une humanité satisfaite de son sort ? Ce serait une humanité qui laisserait couler doucement le fil de ses jours, sans effort, sans désir de mieux faire. Ce serait une humanité qui, ne progressant plus, serait décadente. Ce n'est pas une humanité satisfaite que nous devons souhaiter, mais une humanité qui veut se surpasser par un effort continu vers le progrès.

109. — L'humanité a été trop loin pour pouvoir s'arrêter, pour être susceptible de se cristalliser en un état de civilisation définitif. L'humanité continuera donc à avancer dans certaines directions, à reculer dans d'autres. Pour que s'arrêtent les cycles de son évolution il faudrait qu'elle dégénère et revienne à un état primitif, presque animal, où une renaissance du progrès ne serait plus possible parce que les

hommes seraient tombés trop bas. Qui oserait prédire cela en un siècle où la civilisation vient de battre tous ses records ?

110. — Il n'y a pas d'autre choix : ou bien régime de liberté économique, politique et sociale, comme en France et en Grande-Bretagne avant 1914 ; ou bien dirigisme associé à une régimentation sévère et efficace de toutes les activités politiques, sociales et économiques, comme en Russie Soviétique. Quant au dirigisme économique sans dirigisme social et politique, cela ne peut conduire qu'à une impasse. Il n'y a plus que des libertés restreintes mais sans despotisme, d'où un régime sans autorité, vacillant et transitoire. L'expérience démontre, en outre, que les peuples finissent toujours par se fatiguer de tous les despotismes, même les plus éclairés et les plus paternels. Choisissons donc la liberté, dans le cadre d'institutions libérales et démocratiques.